



HAL
open science

L'opinion publique messine devant la politique extérieure allemande (octobre 1923-janvier 1933)

Jean-Jacques Sitek

► **To cite this version:**

Jean-Jacques Sitek. L'opinion publique messine devant la politique extérieure allemande (octobre 1923-janvier 1933). Histoire. Université Paul Verlaine - Metz, 1982. Français. NNT: 1982METZ004L . tel-01775646

HAL Id: tel-01775646

<https://hal.univ-lorraine.fr/tel-01775646v1>

Submitted on 24 Apr 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10

http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE - METZ	
N° inv.	1982007L
Cote	L/M2 82/4
Loc	

L/M2

82/4

T.1

2 ex.

M. SITEK Jean-Jacques
(Maître Auxiliaire 2^e catégorie 3^e échelon)

1982

THESE POUR LE DOCTORAT
DE 3^e CYCLE

UNIVERSITE DE METZ
FACULTE DES LETTRES
ET SCIENCES HUMAINES

(U. E. R. Lettres et Sciences humaines)
HISTOIRE ET CIVILISATIONS

**"L'OPINION PUBLIQUE MESSINE DEVANT
LA POLITIQUE EXTERIEURE ALLEMANDE"**
(octobre 1923 - janvier 1933)



**TOUTE MA RECONNAISSANCE
A M. RAYMOND POIDEVIN,
A UN MAITRE AIDANT,
COMPREHENSIF, HUMAIN.**

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE DE METZ



031 342823 8

INTRODUCTION

INTRODUCTION

"L'opinion publique messine devant la politique extérieure allemande.
OCT. 1923 - JAN. 1933."
(... de l'ère STRESEMANN à l'accession au pouvoir de HITLER.)

OPINION PUBLIQUE MESSINE ?

Avant propos.

Dans le cadre des Relations Internationales et de l'Histoire des Civilisations, nous avons essayé à travers ce modeste travail, de proposer l'étude d'un courant d'opinion publique particulier Lorrain, plus exactement messin, de langue française, expressif dans sa sensibilité patriotique, clairvoyant et très acharné dans sa dénonciation des menées extérieures allemandes. Cependant nous ne saurions que trop répéter notre impossibilité de prétendre à toute analyse exhaustive. Sachant les faiblesses de la mémoire collective, nous avons entrepris à tout le moins de faire ressortir certains agents, qui eussent résolument pu jouer le rôle de porte-parole ou de protagoniste de l'opinion messine. Ainsi avons nous pu répéter et mettre à part l'importance de la presse, moyen de communication essentiel de l'entre deux guerres ; l'activité de nos représentants politiques en premier, desquels le comportement de nos députés à la Chambre ; l'action des milieux d'affaires par le biais de la Chambre de Commerce de METZ... ces démarches cachant mal le recours et l'utilisation de témoignages éventuels, imprécis et subjectifs. Toutefois, malgré ces derniers écueils, on est très vite frappé par une sorte d'unanimité réprobatrice du fait allemand. Mais n'était-ce pas là la vocation, la mission que s'était défini le bloc Lorrain avant la libération ?

Un "Bloc" plus patriote que nature !

"La Lorraine est un bloc, un seul corps, une seule âme."

(Paul DURAND "En passant par la Lorraine 1900 - 1945." Edition Le Lorrain METZ 192 pages - in page 178.)

"L'ancien Reichsland était une réserve de vieille France. Il eut fallu le comprendre d'abord, en profiter ensuite. Mais voilà ! le pays n'avait plus la tête libre." (ibid. page 140)

"Hélas ! un orage plus menaçant s'amoncelait à l'horizon politique. La vigilance lorraine le prévoyait depuis quelques années et s'évertuait à convaincre les éternels prêcheurs de beau temps. Faut-il le répéter ? Notre libération en 1918 avait comblé tous nos vœux, et les pires avatars de la politique intérieure n'avaient pu faire regretter notre retour à la France. La voix du sang ne s'étouffe pas." (ibid. page 115)

Défendre la cause française pendant l'annexion, sauver en quelque sorte un patrimoine authentiquement français : c'est là que l'on avait vu ces pierres solidement liées par le ciment du BLOC LORRAIN du chanoine COLLIN. "La Lorraine occupa sa tranchée et aménagea sa nouvelle existence sous l'oeil de l'Allemand..." (...)

"Jamais le pays messin n'a cessé de parler son français, chez lui, dans le commerce, partout en public (...)"

(DURAND - notoriété messine - rédacteur puis directeur (19..) du journal "LE LORRAIN". "En passant par la Lorraine" page 58)

... Tous concoururent à "prolonger pendant un demi-siècle (...) et constamment (...) renouveler"... cette vie française en pays annexé."

(DURAND ibid. page 65)

Alors quand sonna l'heure tant espérée du retour glorieux à la mère patrie, celle-ci recouvra une terre lorraine fière et ardente en sa foi patriotique jalouse de son identité.

"Le bastion avancé de la France." (expression de DURAND ibid. page 17) avait résisté et témoignait maintenant de sa fidélité nationale tout en affirmant son particularisme... Il fallait comprendre !

"Le Messin est Lorrain, mais Lorrain de METZ." (...)

(ibid. page 21)

"Deux langues et plusieurs dialectes dans un seul et même département ! Le passant s'y perd un peu, alors que le Lorrain n'y voit rien que de très naturel. Bastion avancé, avec des fenêtres ouvertes surtout les horizons, ce coin de France parle d'abord la langue de la famille nationale. Mais il veut aussi converser avec les voisins, et surtout les comprendre."

"La diversité des idiomes ne nuit en rien à l'unités des sentiments. Le souvenir des dangers courus ensemble et la nécessité de toujours défendre un même patrimoine matériel et moral, sont plus que suffisants pour maintenir l'union entre des hommes qu'anime un même souffle, et dont les gestes ne sont parfois différents qu'en raison des places distinctes qu'ils occupent dans la communauté provinciale. Par beau temps, on est Lorrain de METZ, de THIONVILLE, de CHATEAU-SALINS, de FORBACH, de SARREGUEMINES. On fleurit sa boutonnière, en somme. Mais vienne le moindre nuage, et l'on est tout simplement Lorrain de Lorraine."

(ibid. pages 21 - 22)

De cette expérience forcée, longue et douloureuse, les Lorrains en retirèrent aussi un sentiment méfiant ou simplement prudent...

"Il n'est pas loquace, l'homme de chez nous. Un passé douloureux, dont il a recueilli le lourd et glorieux héritage, a fait de lui la prudence personnifiée(...)" (ibid. page 22)

"... les particularités des habitants nous ont étonnés (...)"

"C'est parce que vous ignorez ce qui a fait cette province, ses soucis et ses besoins, enfin sa mission."(..)

"Il faut bien le dire, le Lorrain est méfiant." (ibid. page 23)

Maintenant, l'on eut bien fait de reporter ces caractéristiques au plan politique... et ce, après la libération de 1918.

Un premier réflexe viscéral inclina naturellement à poursuivre les desseins du "Bloc Lorrain" dont la raison d'être n'avait jamais failli. L'UNION REPUBLICAINE LORRAINE eut pour tâches de répondre "aux mêmes principes que le Bloc d'avant 1914."

(DURAND "Le visage des nôtres" 1920 - 1950 METZ - LE LORRAIN 1953 123 pages)

"En Lorraine, la fidélité ne va pas à des hommes, pas même à des régimes, mais à des principes qui se sont révélés meilleurs encore aux heures d'épreuves qu'aux jours de facilité.(...)"

"Dieu, Patrie, Famille : trois chapitres d'une même histoire. Oublier l'un, c'est ne rien connaître des autres ; c'est nier la lumière en plein jour." (DURAND "En passant par la Lorraine" déjà cité - page 99)

C'était également cela la vocation de l'U.R.L. !

"Ni de près, ni de loin, elle ne correspondait à un groupement confessionnel. Ses assises n'en étaient pas moins solides puisque basées sur des principes qui n'escamotaient ni le problème scolaire, ni la question religieuse. Mais ces fondations reconnues et admises, l'U.R.L. n'imposait ni oeillères, ni à l'opinion ni aux élus. Fort d'une sûre doctrine, nos parlementaires, n'avaient-ils pas le droit d'avoir une optique, non pas divergente mais personnelle en abordant des problèmes sociaux, économiques, voir de politique extérieure ?"

"Et c'est ainsi qu'à la Chambre, on vit un R. SEROT inscrit à la Fédération Républicaine de L. MARIN, un R. SCHUMAN aux Démocrates Populaires, un Edouard MONCELLE à un centre gauche. C'était les soldats d'un même bataillon, mais ayant la possibilité d'appartenir à des compagnies de leur choix. Jamais un vote essentiel ne les trouva divisé."

(DURAND "Le visage des nôtres." page 51)

(On trouvera en annexes, le poids politique de l'U.R.L. à travers élections législatives et sénatoriales.)

"Pour la Lorraine, le chemin (était) tout tracé."

"Nous n'avons jamais cru à la bienfaisance des partis politiques, qui font peut-être la fortune de quelques comités, mais divisent le peuple et engendrent la haine. Plus que jamais, nous sommes convaincus que les intérêts communs de la France ne peuvent être efficacement défendus que dans l'union et dans la discipline."

(DURAND "En passant par la Lorraine"page191

Mais quoi! Y avait-il donc existé une disharmonie entre la Lorraine résistante à l'annexion, incarnée dans une image vivante de la patrie personnifiée... et la France du retour, près de cinquante années après le drame ? Cette interrogation pour si terrible qu'elle fût, reçut pourtant sa vérité...

"Nous ne sommes pas des parents pauvres, nous ne venons pas les mains vides." S'était écrit en 1921 le "Chanoine sénateur de la MOSELLE, COLLIN dans une intervention au Sénat.

(DURAND "En passant par la Lorraine"page 138)

"Constatation paradoxale, mais vraie : grâce à l'annexion, nos provinces avaient été une pépinière, une réserve de force et d'ordre français."

(DURAND "En passant par la Lorraine"page 185)

"L'ancien REICHSLAND était une réserve de vieille France. Il eût fallu le comprendre d'abord, en profiter ensuite. Mais voilà ! le pays n'avait plus la tête libre."

(ibid. page 140)

Pour respecter les aspirations lorraines, la France aurait dû comprendre, et réaliser progressivement, c'est à dire avec mille ménagements la réintégration des Départements recouverts. Mais elle agit au nom d'un régime et non d'une patrie... CLEMENCEAU avait recommandé de :

"faire aimer la France" Recommandation superflue à l'adresse d'une population qui n'avait pas à apprendre à aimer une patrie jamais oubliée..."

(ibid. page 110)

Alors vint le temps des "criailleries assimilationnistes" parfois la suspicion d'un "patriotisme vigilant et méritoire (...) il fallait, disait-on, une législation unifiée (...)."

"Les commis voyageurs en républicanisme s'en donnèrent à cœur joie."

(ibid. page 106)

... enrégés surtout contre l'école confessionnelle, nous qui avons connu le concordat .

"En fait, les républicains les plus intransigeants eussent accepté toutes les lois locales et les coutumes les plus extravagantes, si la Lorraine et l'Alsace s'était montrées moins hostiles à la laïcité."

"Car la république, pour eux, c'était ça : les lois laïques avec tout leur arsenal de sectarisme bête et vieillot. Être français, c'était être républicain. Et comment être bon républicain si l'on repoussait la laïcité ?" (ibid. Page 107)

"1924 vit la grande offensive, et le CARTEL des gauches, issu d'urnes en ribote, crut revenu les beaux jours du combisme."

(ibid. page 109)

"La République, c'est un fait, n'a pas fait preuve d'honnêteté à l'égard des provinces recouvrées." (ibid. page 110)

... De l'intérieur vint encore "l'internationalisme", socialiste, radical ou communiste ! (DURAND page 101 - 102)

ce désordre ajouté à toutes les autres exactions finirent par encourager l'autonomisme qui d'Alsace tenta la Moselle. Il eut cependant moins de réussite, notamment à METZ, ville de langue française.

"Politiquement asservis pendant un demi-siècle, nous avons été en quelque sorte moralement préservés puisque, tout en résistant à l'emprise germanique, nous avons échappé aux tentacules d'une fausse république. Nous revenions au bercail avec des richesses traditionnelles françaises, augmentés d'un certain acquis que procure la fréquentation de l'étranger." (...)

or : "... le choc fut brutal, et l'on parla de problème alsacien lorrain, d'autonomisme, alors qu'il eût fallu regarder de plus près la crise du régionalisme français." (ibid. page 136 - 137)

"En somme, les provinces désannexées avaient conservé leur âme, sans pour autant fermer les yeux à la réalité." (ibid. page 138)

"Ce que l'on a appelé autonomisme n'était en gros et au départ, que la lutte de la vitalité provinciale contre l'engourdissement étatiste."

(ibid. page 137)

De là, comme naguère la solidité du Bloc lorrain, sa transposition dans l'U.R.L., expression et morale au dessus de tout parti, régime ou confession : défense obligée, réplique inévitable à une France peu compréhensive, tatillonne, usant et abusant de brusqueries sans borne.

"Pendant que les départements désannexés défendaient, non sans bonheur dans l'ensemble, un glorieux et précieux héritage, la décomposition du régime s'accroissait toujours davantage, et ce n'est pas sans angoisse que nos populations en suivaient les progrès..." de 1924 à 1932 et 1936

(DURAND ibid. page 113 - 114)

... Pourtant cette regrettable et honteuse image d'une France méconnaissable ne parvint pas à réduire l'élan vif et plus fort que tout du patriotisme lorrain... c'était inné !

"Le patriotisme de l'Est était trop bon teint pour en être touché, mais

le régime, qui déjà n'était pas en odeur de sainteté, en sortit plus rabougri encore."

Qu'à cela ne tienne ! Ce fut dans les profondeurs du marasme que METZ découvrit sa mission :

- ... encourager le rétablissement et l'ordre politique à l'intérieur ;
- ... préserver nos avantages mérités par la guerre, reconnus par le TRAITE de VERSAILLES ;
- ... surveiller notre puissant et remuant voisin, accusé contre la paix et à nos dépens, d'œuvrer au maléfice de la revanche. Or ici, point d'intuition, ni de faculté divinatrice... un froid réalisme basé sur une parfaite intelligence du fait allemand.

"Croit-on que la seule annexion, si longue qu'elle fût, eut suffi à nous faire connaître l'Allemagne ? Si les antennes de notre patriotisme sont particulièrement sensibles ; si, au dire de BARRES, la Lorraine et l'Alsace ont le "sens de la frontière", nous le devons ; c'est évident, au perpétuel et immédiat voisinage du Reich. Mais c'est surtout la connaissance de la langue du Germain qui nous à permis et nous permet encore de pénétrer, d'analyser son caractère et de ne rien ignorer de sa mentalité.

Pareilles considérations échappent malheureusement à la myopie d'un régime basé sur le dosage des partis et vivant de leurs luttes."

(ibid. page 112)

"Aux avant-postes des Marches de l'Est, la menace a toujours été le lot de tout le monde (...)" (DURAND "Le visage des Nôtres" page 52)

"La pénible annexion a en effet fortifié en nous ce sentiment que la Lorraine mosellanne est à l'avant garde de la patrie.

Nous n'avons pas le loisir de discuter de l'opportunité des partis, pas même de la valeur relative des régimes. Au demeurant, nous sommes aussi fiers de nos rois, que de l'empire ou de la république, car nous glanons des gloires et des motifs de fierté dans tous les diècles. Nous n'avons pas le droit de nous disputer, encore moins de nous diviser. Notre vocation est haute. Nous devons démontrer la valeur constructive de la véritable union, par les avantages que la patrie en a retirés chez nous."

(ibid. page 53)

Régénération à l'intérieur... lucidité à l'extérieur. Le message s'adressa à qui voulut bien l'entendre ! C'est la presse messine de langue française qui en fut le porte-voix !

LA PRESSE MESSINE

Lorsque l'on établit la relation opinion publique - importance de la presse il est quasiment impossible de ne point tomber dans la controverse qui pose l'interrogation délimitant exactement l'influence exercée sur l'opinion par les journaux. Ces derniers doivent-ils être considérés uniquement comme de simples diffuseurs d'informations ? ou comme des faiseurs d'idées ? des "modulateurs" d'opinion ? Ou alors ne sont-ils que de pâles reflets d'un groupe social, donnant et exprimant mieux ce que le groupe attend. Veulent-ils gagner de l'argent ou transmettre un message ? Peuvent-ils méconnaître et braver les réactions de l'opinion ? Emprise persuasive ou service octroyé ?

Quand on a posé toutes ces réserves ,et que l'on a fini par admettre que la presse dans l'entre-deux-guerre, était le seul moyen pratique et tangible, dispensateur de l'information brute ou analysée, des réactions d'opinion, vu d'idées toutes faites (radio, sondages ou tout autre traitement scientifique débutant à peine)... force est de se convaincre du rôle réellement tenu par la presse sur l'opinion.

Cela dit, si l'on se réfère au caractère très spécifique de l'opinion messine, il va sans dire qu'il dût exister une relation de cause à effet, à tout le moins une harmonie de nature, un lien de sensibilité politico-patriotique !

Presse et opinion messine

"La Lorraine possédait donc sa presse, cet indispensable instrument politique qui travaillait le département tout entier (...) L'opinion ne demandait qu'à être conseillée, guidée par une organisation politique ferme et sage." (DURAND "En passant par la Lorraine" ibid. page 79)

Comme l'U.R.L. était le prolongement du BLOC LORRAIN qui avait été sous l'annexion l'expression vivante de la résistance, la presse messine voulut elle aussi par delà les luttes politiques partisans et divisées, suivre et guider l'opinion. Au fond, il n'est pas bien difficile de comprendre que l'unanimité patriotique de la lutte d'avant guerre, fit les particularités de l'âme lorraine, mal comprises par la France du retour. A METZ, ville de langue française, ce qui est frappant vint surtout de l'homogénéité d'ensemble de la vie politique et des aspirations de l'opinion :

- ° attachement à la France mais dans le respect de l'identité lorraine ;
- ° volonté d'union politique, modèle d'ordre et de force donné à la France officielle égarée ;
- ° lutte pour le maintien des traités fondée sur une politique réaliste, solide, seule capable de contenir l'Allemagne assoiffée de revanche.

Cette politique originale, cohérente, puissante, moralisante et patriotique c'est celle -là même qui conféra à la presse messine sa profession de foi. Dans ce courant politique, il n'y aurait presque qu'un unique lien entre les représentants élus, les milieux d'affaires, le grand public et la presse cristallisatrice. En somme une sorte de "bloc lorrain" nouvelle manière ! Une petite étude de la presse messine va très vite édifier.

Hormis un journal de langue allemande, le LOTHINGER - VOLKSZEITUNG, avec son hebdomadaire, le METZER KATHOLISCHES VOLKSBLATT, tous deux à destination de tous les germanophones du département, METZ eut dans l'entre deux-guerres deux grands quotidiens de langue française :

LE LORRAIN et son hebdomadaire le PATRIOTE LORRAIN

LE MESSIN

(Sur le tirage exact de ces deux journaux, faiblesse est de constater le manque de renseignements précis. Quelques indications très sommaires, permettant d'évaluer tout au plus le tirage entre 23.000 abonnés aux environs de 1923 jusqu'à 35.000 à la fin de notre période et cela pour chacune des deux feuilles. A titre indicatif, en 1939, METZ, sans le pays messin, avait une population de 89 000 âmes, sans compter MONTIGNY (15 000) pratiquement englobée dans la ville, mais jouissant encore de l'autonomie communale.

(DURANT "En passant... " ibid page 68)

... ailleurs, on lit encore (mais il s'agit du LORRAIN de 1941 en exil...)

"Disons un mot du LORRAIN qui, avec ses 23 000 abonnés, était lu par la majorité de nos compatriotes." (ibid page 170)

Sous l'annexion, LORRAIN et MESSIN (ainsi que le COURRIER de METZ qui jusqu'en septembre 1922 avait paru en langue française) avaient mené "le bon combat, bravant les procès, forts de l'appui de l'opinion unanime."

(DURAND "En passant..." ibid page 76)

"Ce n'est pas diminuer la valeur de deux camarades de lutte,

(MESSIN COURRIER de METZ)

que d'attribuer le rôle de chef de file au LORRAIN où s'élaborait une patiente stratégie et se discutait les plans de bataille."

"A sa tête, un chef, l'homme qu'il fallait..." l'abbé Henri-Dominique COLLIN - fondateur du BLOC LORRAIN, élu sénateur en 1920, mort le 26 nov. 1921 "Il fut pendant les 48 ans d'annexion, le mainteneur de l'idée française en Lorraine." Epitaphe sur sa tombe à CLOUANGE

(DURAND ibid. page 76-77)

"... l'abbé COLLIN a été le plus redoutable joueur auquel les Allemands aient eu à faire face."

(...) l'abbé COLLIN était personnellement monarchiste. Jamais cependant, il n'en fit état au cours de sa longue carrière, et c'est en vain qu'on chercherait trace de ses convictions dans ses nombreux écrits (...) Selon

lui, la Lorraine était en première ligne, voire aux avants postes de la France. Elle n'avait, par conséquent, pas le temps ni le droit de se disputer à propos de la relative valeur des régimes. Cet enseignement s'est encore perpétué en Moselle après la victoire de 1918. Grâce à lui, générateur d'union efficace, le CARTEL, comme le FRONT POPULAIRE, durent battre en retraite et remiser leurs projets antifrançais."

(DURAND ibid.page 77)

...Pour comprendre quelque chose dans la ligne de conduite de cette presse messine,... à travers tout ce qui suivra, il faudra absolument se persuader de cette profession de foi dont COLLIN fut l'éminence grise, et DURAND outre ses propos élogieux, l'un des continuateurs.

Car LORRAIN et MESSIN n'eurent jamais rien de commun avec de quelconques quotidiens d'informations simplistes, cantonnés aux nouvelles d'agences. Presse lorraine de langue française, presse de combat antiallemande, presse de doctrine politique... elle fut par excellence l'âme lorraine, vivante et patriote.

"La Lorraine possédait donc sa presse, cet indispensable instrument politique qui travaillait le département tout entier (...) L'opinion ne demandait qu'à être conseillée, guidée par une organisation politique ferme et sage."

(DURAND ibid.page 79)

Presse à vocation, engagée dans l'action et quelle action... Vu la hauteur de leur mission, LORRAIN (avec son encart "le PATRIOTE LORRAIN) et MESSIN n'eurent guère de concurrents...quelques-uns se risquèrent pourtant à l'aventure...

...En 1923, on vit naître un "grand quotidien régional indépendant" : le "TELEGRAMME de l'EST" (qui consacra une rubrique appelée "Longwy - Télégramme") "Organe de défense économique et social", lui aussi pourtant germanophile, "anti-gauche" (exemple T.E. 31/12/24) de langue française, il mourut d'indifférence dès 1924.

...En 1923 encore, on vit apparaître une "TRIBUNE DE L'EST", hebdomadaire s'intitulant "organe de défense des intérêts économiques et professionnels." (rédacteur, un certain L.ROUSSEL) la feuille (de langue française) disparut l'année suivante.

Ces "éphémères" furent-ils des tentatives extérieures... françaises...? Ou des risque-tout lorrains ? En tout cas, pour réussir il fallait avoir fait ses preuves...

Même le grand quotidien de langue allemande, LOTHRINGER VOLKSZEITUNG (et son hebdomadaire METZER KATHOLISCHES VOLKSBLATT) s'y meurtrit ! Il avait toutefois attendu 1927 (11 déc.) pour faire paraître une "LIBRE LORRAINE" en français... Bien que se prévalant à l'expression consacrée de "journal indépendant" l'hebdomadaire cessa le premier octobre 1929.

Personnification vivante de l'esprit lorrain et résistant du BLOC, LORRAIN et MESSIN ne craignirent aucun trublion! Voici brièvement l'image qu'ils entendirent donner d'eux-mêmes...

LE LORRAIN

"Fondé en 1883. C'est le plus grand quotidien catholique de l'Est, le plus sûr, le plus intéressant, le plus complet, le mieux documenté et informé." (Comm. CCM 1931 page 101)

(Les rédacteurs successifs après 1918 furent : N. HOUPERT, décédé le 26/9/1929, l'abbé Ch. RITZ, décédé le 22/1/1939, puis A. BELLARD et Paul DURAND)

15.12.23

"Notre cause, notre journal"

"Nous continuerons à mieux faire comprendre et à défendre dans la sphère de notre influence, la politique nationale de M. POINCARÉ. C'était la seule possible vis-à-vis de l'Allemagne."

1.12.29

"Pro aris et focis"

"Journal d'action et d'idées." (...être l'ami de tous ceux qui, dans les heures difficiles, de préoccupations aiguës et parfois tragiques, ont besoin d'une norme et d'un phare pour les diriger."

15.12.29

"Journal d'idées, de doctrine, journal catholique français régional."

"Pour le LORRAIN, entre nous et vous."

"...Journal des curés ? (...) journal catholique, à l'école de Jeanne d'ARC." (...) "La MOSELLE est française."

"Ni plus ni moins."

"Nous en avons assez d'être envahi quatre fois dans les cent dernières années."

20.12.29

"A cette époque de désarmement naval et militaire, la France a d'autant plus besoin de fortifier son esprit et de se refaire une âme. Plus le LORRAIN sera fort, plus l'âme lorraine et l'âme française seront à même de remplir leur mission. Aussi propagande ! Propagande !"

13.9.30

(à l'occasion de la modification de la présentation du journal.)

"A l'approche d'un nouveau trimestre, le LORRAIN aime redire à ses lecteurs le besoin qui l'anime de faire plus et mieux pour leur être utile. Aujourd'hui plus que jamais il se croit autorisé à renouveler cette affirmation : le LORRAIN veut être, demain encore plus qu'hier, l'organe de la famille messine, de l'ouvrier, du paysan, de l'employé et du fonctionnaire, de l'homme aisé comme de celui qui lutte péniblement pour l'existence."

7.10.30

"Douze ans après, Allemagne réveille-toi !"

... le programme de Genève : "Plus que partout ailleurs, nous voudrions partager ce béat optimisme dans nos marches de l'Est, plus que toute autre, nous aimerions pouvoir nous inscrire en faux contre les graves paroles prononcées aujourd'hui par M. MAGINOT à BAR LE DUC."

"Mais nos populations frontalières sont trop réalistes pour rêvasser"
(P. DURAND.)

4.11.30

"Fortifications et bruits de guerre"

"... que l'on dise la vérité, que l'on montre le voisin, quel qu'il soit, dans ses efforts de redressement militaire et dans ses tendances militaristes, rien de mieux. Il faut donner des preuves qui convainquent. Mais une fois ces preuves connues, qu'on travaille en silence, qu'on cherche plutôt dans le calme et d'abord à l'abri, des occasions de rapprochement entre les peuples" RITZ

11.11.30

"Avant la guerre, les meilleurs esprits attribuaient, pour une bonne partie le défaut d'équilibre dans l'esprit politique et dans tous les cadres en France à la perte de l'Alsace-Lorraine. A nous desannexés, incombe aujourd'hui de développer, de lutter contre la dislocation nationale et d'être le ciment de l'unité française, puisque c'est pour reconquérir cette unité par le retour de nos provinces, que sont morts tant de jeunes Français, tant de jeunes Lorraines et Alsaciens" RITZ

16.3.32

expression : "les moscoutaires"

30.1.33

"Union Nationale !"

LE PATRIOTE LORRAIN

Cet hebdomadaire visait à doubler le Lorrain

"Seul journal hebdomadaire de langue française en Moselle touchant la très importante clientèle rurale du département" (Commu. CC METZ 1931 page 101)

"Le patriote Lorrain résumait toute la semaine politique et régionale à l'usage des gens pressés..." DURAND "le visage des nôtres" page 35

"Journal hebdomadaire populaire et indépendant"

"Direction politique : "l'opinion !" (Nov. 29)

(gérant-rédacteur en chef N. HOUPERT)

LE MESSIN

Fondé en 1884 (24 juin) à partir d'une petite feuille "le Petit Messin", qui depuis 1883 paraissait trois fois par semaine.

- gérants successifs : J. HERMANN, E. SCHARFF, E. PAYEN, HEINE, HAMANT et (après 1918) BAUDON.

- rédacteurs : ZIMMERMANN (expulsé par les Allemands), M. MAMET, PIQUELLE, DESTEZ, BULL et P. PIGNON.

Après 1918 : J. THERRE (+ 25.8.32) directeur, l'HUILLIER, AUBERTIN, MAIRE, MONCILLON, FERRETE (rédacteurs)

Et maintenant, quelques indications sur la personnalité du MESSIN :

Janvier 1924 :

"JOURNAL REPUBLICAIN DEMOCRATE"

17.12.29

"le MESSIN est arrivé à être le premier tirage des journaux de langue française en Alsace-Lorraine"

"... cité au Sénat et à la Chambre, par les journaux parisiens"

4.1.30

"le plus fort tirage des journaux de langue française de la Moselle et de l'Alsace"

11.8.31

"Moscouillons !" à propos de communistes en Prusse

23.3.32

"Pourquoi le MESSIN parle-t-il haut, net, vrai ?"

"Parce qu'il est indépendant"

Les élections de mai 32

- une vignette du MESSIN "... contre le CARTEL sous toutes ses formes, telle est la règle qui ne trompe pas. Car dans le Cartel le socialiste est maître, le radical prisonnier"

discours A. TARDIEU à Belfort, cité par CATHALA" 30.4.32

- les élections en MOSELLE ..."campagne terne" (par déception de la politique française)

"Si les électeurs votent pour les candidats du désordre, c'est-à-dire pour les socialistes ou pour les communistes, il arrivera selon toute vraisemblance, ce qui est déjà arrivé dans le passé. L'Allemagne comprendra comme en 1924, que son heure se rapproche et que, puisque nous nous sommes mis en état de moindre résistance, se sera pour elle le moment d'en profiter"

- exhortation à ne pas voter MONCELLE, ex-U.R.L. passé aux indépendants, mais pour les "candidats de l'Ordre"

- Gaston GUISE)
 - Jean HERTZ (républicains indépendants (METZ I)

- R. SEROT (2e METZ) U.R.D.

- PETER (SARREBOURG) - Répu. indép.

- SCHUMAN (THIONVILLE EST) - indépendant

- GROSJEAN (THIONVILLE OUEST) Répu. indép.

- NOMINE (SARREGUEMINES)

- WOLFF (CHATEAU SALIN) U.R.D.

M. 30.4.32)

9.11.32

"La France militaire" par le Général CUGNAC ... contre la "crédulité (...) la naïveté du peuple français" attitude qui "profite à la propagande allemande", qui fait méconnaître "le véritable visage de l'Allemagne"

"le véritable visage de l'Allemagne est celui de la jeunesse qui veut venger la défaite de ses pères, c'est celui des manifestants de PIRMASENS qui jurent de reprendre les territoires perdus, dont l'Alsace-Lorraine. Personne ne peut s'y tromper dans nos trois départements recouverts, si l'on sent le danger menaçant

On est inquiet des sentiments de la jeunesse allemande. Les autonomistes, autant que les nationalistes craignent. Car si les autonomistes font du mauvais esprit contre la France, ils n'ont pas la moindre envie de redevenir allemand. Ils savent ce que c'est et ne veulent pas recommencer l'expérience" (M 9.11.32)

7.12.32

"Opposition à l'incompréhension allemande des journaux parisiens"

11.12.32

"... le déclin d'une année"

"... l'année qui s'écoule (est) triste"

"l'avenir nous inquiète..." à cause de la "situation politique intérieure et extérieure de la France" (...)

"A vrai dire, un bon journal constitue aussi un présent, lorsque, comme le MESSIN, il n'est inféodé à aucun parti politique, qu'il est absolument indépendant, essentiellement français, sincèrement libéral, respectueux de toutes les fidélités politiques, de toutes les croyances religieuses, de tous les courages"

"... faire triompher la vérité et défendre avec ardeur les intérêts de la Lorraine et des Lorrains"

... Evidemment ces exemples, trop vite présentés, ne sont que des jalons, mais fort utiles pour entrer un peu plus loin dans la pensée messine, pour saisir quelques aspects de la profession de foi d'une presse lorraine apparemment inspirée... et nous touchons ici à un autre problème... Etait-ce justement une presse inspirée, ou tout bonnement manipulée, influencée, infléchie de pressions extérieures ? Une affirmation unanime se réclama de l'indépendance au-dessus de toute combinaison politique. Etait-ce vrai ?

La presse du clan lorrain !

Presse politique ou d'information politique ? Presse d'information générale ?... Presse de droite ? nationaliste ? d'affaires ? Presse de nouvelles d'agence, presse régionale, départementale... etc.

Que de qualificatifs l'on trouverait ! Mais au sujet de la presse messine, nous nous garderons bien d'avancer hâtivement un jugement...

Rappelons-nous ses origines, le courant lutteur et patriote sous l'annexion, la volonté farouche, méfiante, plus forte que les rivalités politiques, pour le respect de l'identité lorraine et le service de la France, mais une France plus prestigieuse, idéalisée.

Va-t-on alors reconnaître une presse dominée, influencée, assujétie à tout ou quelconque force politique ou milieux d'affaires... ?

A moins que la question eût caché un faux problème... mais poussons plus loin l'analyse...

... D'abord... est-il plausible de repérer l'ombre de pressions extérieures, voire de quelques potentats agissant avec discrétion tout en tenant ferme les rênes ?

Il est vrai que jusqu'ici nous n'avons guère évoqué les propriétaires.

Le MESSIN avait un unique possesseur : M. TILLEMENT.

Celui-ci était un industriel notoire, puisqu'il détenait la société des Moulins de METZ, mais participait aussi au Conseil d'Administration de la banque EGLEM en cette même ville (Arch. Départ. METZ P. 63 "Banque EGLEM ASS Générale ordinaire 1931-1932 - Cette banque fournit nombre d'informations au MESSIN sur la situation économique en Allemagne : cf. thèse page 441) En 1930, il devint le trésorier du bureau de la Chambre de Commerce de METZ...
... Le journal de TILLEMENT conserva invariablement son caractère de journal politique lorrain, mais sans la marque catholique, attaché au relèvement de la France dans l'ordre politique intérieur, anti-allemand...

Le LORRAIN, quant à lui, dépendait d'une société par actions... mais dont la quasi totalité des parts, bien qu'ils s'en défendèrent beaucoup (*), était la propriété des DE WENDEL...

Lorsqu'on évoque cette famille, l'on ne peut que penser à sa puissance économique et politique.

.... C'est François de WENDEL, président du Comité des FORGES dont l'importance n'est plus à redire ici !

(J.N JEANNERET "François DE WENDEL en République. L'argent et le pouvoir 1914-1940. PARIS, le SEVIL, 1976, 670 pages)

C'est aussi Humbert DE WENDEL, maître de Forges, membre du comité, président de la Chambre de Commerce de METZ.

(cf. FRITSCH Pierre : les WENDEL, rois de l'acier français PARIS, R. LAFFONT 1976 - 280 pages)

... ou encore GUY DE WENDEL... maître de Forges à HAYANGE, élu député (U.R.L.) en 1919, puis 1924, président du conseil général de METZ (jusqu'en 1936), sénateur en 1932.

LE LORRAIN fut-il donc le journal du "clan DE WENDEL" ? Nous serons nuancé...

(*) merci à M. TRIBOUT de MOREMBERT

D'une part, il est certain que des similitudes existent :

- politique intérieure française autoritaire
- attachement à l'Union Nationale
- politique intransigeante vis-à-vis de l'Allemagne
- nationalisme par exemple

(on notera en index, les références au JOURNAL DES DEBATS, aux articles de CUGNAC écrivant dans la presse de FRANCOIS DE WENDEL, autant que dans le LORRAIN)

Alors ? ... l'ombre nancéenne écrasait-elle totalement l'opinion du LORRAIN ?

Nous inclinons plutôt à penser que si la famille DE WENDEL avait ses intérêts, elle laissa toutefois s'affirmer un caractère spécifiquement messin : inflexion religieuse, rappel de la lutte du journal sous l'occupation, de la tradition perpétuée depuis COLLIN... ou l'exhortation à tenir la SARRE... Ici, l'on comprendra plus spécialement la volonté de Humbert DE WENDEL, président de la Chambre de Commerce de METZ... De même qu'il est sûr d'admettre l'idée du rôle tenu par les milieux d'affaires mosellans sur le LORRAIN... C'est tellement vrai que Nicolas HOUPERT, rédacteur en chef de ce journal (du 26 nov. 1921 au 26 Sept. 1929, date de sa mort) n'en était pas moins également le vice-président de ladite Chambre de Commerce, cependant que son fils Albert, en était le secrétaire... ainsi que le gérant du mensuel adressé aux commerçants du département...

(Il s'agissait des "communications de la Chambre de Commerce de METZ", mensuel imprimé par P. EVEN.

Quelques indications sur le tirage furent données :

-1929	: 3 000 exemplaires	
-début 1930	: 3 200	"
-fin 1930	: 3 500	"
-1931	: 4 000	" ... imprimerie du LORRAIN !)

En somme, en remontant par TILLEMENT ou H. DE WENDEL à la Chambre de Commerce, il est vraisemblable d'envisager l'influence des milieux d'affaires messins, sur la presse. Dans quelle mesure ?

Répetons encore et toujours l'originalité de l'opinion messine... La dernière référence aux HOUPERT père et fils, nous a conduit à nous interroger sur les milieux journalistiques... Nous allons peut-être y recueillir des indices... Mais d'emblée, il nous faut avouer ici quelques lacunes... elles seront heureusement suivies de petites critiques !

Pour le plus difficile, force est de convenir que l'on sait peu de choses sur un grand nombre de journalistes qui étaient employés à METZ... C'est que, contrairement à notre époque, sous-l'entre-deux-guerres, la profession de journaliste (au moins à METZ) n'avait pas encore sa carrière tout au plus, peu nombreux étaient ceux qui pouvaient y prétendre.

On chercherait vainement le nom de tous ceux qui prodiguèrent le don de leur savoir... La plupart "oublièrent" modestement de signer... Ces "furtifs" de la région messine, ou devenus éphémères des correspondants anonymes à l'étranger (surtout en Allemagne... !) servirent une cause, non un métier ! Nous avons cité plus haut un bon nombre de gérants, de rédacteurs.

... Eh bien, certains de ces noms cachent trop de personnalités presque inconnues... Or, les listes des membres actifs de l'A.P.E. 1 (annuaire journalistique dans le Bulletin de l'Association de la Presse de l'Est 1932 et 1936 - Archives Départ. P. 208) nous révèlent encore d'autres rédacteurs, par exemple au MESSIN, FERRY (René) - AUBERTIN (René) - HENRION (Jean) - MEGRET (Robert)... (En 1936, ces noms ne figurent plus à l'annuaire... en revanche, on lit les noms (toujours au MESSIN) de BLAISE (René - Gaston) - CERTONCINY (Frédéric) directeur politique - SELTZER... etc) ... Encore une fois, ils "passèrent" servir une cause.

Par contre, ceux dont les responsabilités furent les plus lourdes (... il fallait bien que les journaux eussent leur assise !) nous ont laissé leur identité...

AU MESSIN

✦ Henry FERRETE dont la personnalité est trop solide pour que nous nous risquions à une biographie... Disons simplement que né à CHARDOGNE (MEUSE) en 1869, après ses études de Droit, il fut élu député en même temps que conseiller général de la MEUSE de 1898 à 1910 - avocat au barreau de METZ en 1919 - rédacteur au MESSIN - à nouveau député de BAR LE DUC de 1919 à 1924 puis de 1932 à 1933 (après la mort de MAGINOT) Toutefois, notons que FERRETE avait contracté une amitié avec les CROIX DE FEUX de la ROCQUE... (*)

- J. THERRE.

Il naquit à METZ le 8 août 1873. Après avoir fréquenté l'école abbatiale, il entra en apprentissage et devint ouvrier typographe. Parti en Alsace, puis en Allemagne, il travailla dans les plus grandes imprimeries. Après "des années d'expérience dans les centres graphiques les plus modernes", il revint à METZ quelques années avant la guerre et prit la direction de l'imprimerie et du journal LE MESSIN.

(*) merci à M. TRIBOUT DE MOREMBERT pour son érudition !

Suite à l'interdiction allemande du 2 août 1914, sur la publication de son journal, il fut mobilisé "comme territorial dans une imprimerie militaire de la place de METZ (...) et rendit des services signalés à de nombreux compatriotes" (M 26.8.32) (Sont-ce ces allusions à ses actes qui lui valurent en 1927 le titre de chevalier de l'ordre POLONIA RESTITUA ? (ordre créé en 1921 -5 classes- attribué pour "services civils de tous ordres)

(dans communi. du Syndicat des Maîtres Imprimeurs et des Editeurs de Journaux du Département de la Moselle - impri. du MESSIN 1926-1930 - Arch. Dep. P. 206)

"A la fin des hostilités, c'est grâce à lui que les trois journaux de METZ interdits purent assurer rapidement la publication d'un numéro commun et célébrer l'entrée des troupes françaises à METZ délivrée" (M 26.8.32)

THERRE resta directeur du MESSIN (et président du syndicat des Maîtres Imprimeurs et des Editeurs de Journaux du département de la Moselle) jusqu'à sa mort le 25 août 1932.

Patriote anti-allemand et lorrain "politiquement méfiant... (petit exemple significatif... : en 1926, s'il reconnut le bienfondé de l'action POINCARÉ sur le franc, il ne se priva point d'en émettre des doutes ! (dans commun. du syndicat ibid. numéro du 6 sept. 1926)

BAUDON (Eugène)

On sait bien peu de choses sur cet homme qui fut pourtant secrétaire de rédaction jusqu'en 1932, puis en 1936 rédacteur en chef du MESSIN. Signant rarement ses articles, l'on ne peut que dire qu'il respecta, tout comme les autres rédacteurs la motivation du journal !

AU LORRAIN...

Il n'est pas exagéré d'avancer que le chanoine COLLIN "notre DERQUELEDE messin" comme le disait son ami, le chanoine MULLER (dans BARBE J. Julien (les journaux de la Moselle METZ 1928) eut de bien dignes successeurs...

D'abord Nicolas HOUPERT

Il était né le 22 janvier 1859 à ISMING (Meurthe et Moselle), et quand il en avait eu l'âge, avait été élève du Collège de BLAMONT, puis de l'école préparatoire de ST AVOLD et enfin étudiant de l'E.N. d'instituteurs de METZ.

Bien que nommé enseignant au collège ST VINCENT, HOUPERT se sentit plutôt attiré par le journalisme... Fort à propos, le chanoine COLLIN avait besoin d'un collaborateur parlant allemand : il le prit à son service, si fait, HOUPERT entra au LORRAIN le 1er mai 1889 (L 27.9.29)

"Collaborateur de M. le chanoine COLLIN pendant l'annexion, il porta toujours haut le chapeau catholique et français, malgré les attaques et les poursuites"

Pendant la guerre, il connut l'exil après son incarcération dans la forteresse d'HERENBREITSTEIN (PL 6.10.29). Aussi, quand COLLIN quitta ce monde le 26 novembre 1921, ce fut N. HOUPERT qui fut tout naturellement désigné pour lui succéder. Rédacteur en chef du LORRAIN et du PATRIOTE-LORRAIN, vice-président de la Chambre de Commerce, il poursuivit jusqu'à son dernier jour la lutte contre l'allemand. Il mourut un 26 septembre 1929.

... sur l'originalité de son caractère, DURAND précisa :

"... maître exigeant, il payait lui-même de sa personne la rédaction du LORRAIN (...) il était en effet un bourreau de travail, tôt levé et couché tard"

Enfin, c'était le "spécialiste des questions allemandes"

(DURAND "le visage des nôtres - opus cit. page 29) ... Mais, lui parti; le feu sacré du combat lorrain ne s'éteignit jamais, un autre vint... de la même trempe ! Il s'appelait Charles RITZ.

Ch. RITZ

Ch. RITZ naquit le 29 Mars 1880 à LORRY MARDIGNY (ou LORRY devant le Pont) sur l'ancienne frontière du pays annexé. De famille paysanne (bâti en hercule, sa seule stature semblait être un défi" (DURAND "En passant..." ibid page 78) A l'école du village, il apprit de son vieux curé les rudiments du latin, puis refusant le départ vers un séminaire de l'intérieur (Pontà Mousson) il entra au Petit Séminaire de MONTIGNY. Reçu à l'ABITUR, il entra en 1900 au grand séminaire de METZ pour deux ans de philosophie... En 1902, il s'en alla achever ses études à PARIS au séminaire de Saint SULPICE. Trois ans de Théologie, la rigueur des maîtres modulèrent fortement son esprit (DURAND L 21.1.39) Mais là-bas, il noua aussi des sympathies avec le SILLON de Marc SANGNIER et fut un lecteur assidu de la "REVUE GRISE" celle qui préluada à l'ACTION FRANCAISE" monarchique. Ordonné prêtre en 1905, il fut nommé vicaire de la paroisse ouvrière de MOYEUUVRE GRANDE (DURAND "le visage..." ibid pages 31-32)

En 1908, il fut appelé à METZ pour y exercer les fonctions de sous-directeur de "Jeunesse Ouvrière" et assurer la charge de l'aumônerie de l'Orphelinat de la PROVIDENCE. En 1909, il devint collaborateur au LORRAIN (DURAND L 21.1.39)

"En campant un abbé COLLIN, on dresse aussitôt la vigoureuse silhouette de son acolyte et futur successeur, l'abbé Charles RITZ, pur produit de la bonne terre et du vignoble de LORRY MARDIGNY"

"Il vint au LORRAIN en 1909, riche de ses 29 printemps pleins de sève. Bâti en hercule, sa seule stature semblait être un défi. Prêtre dévoué et patriote ardent comme son chef, il prisait moins la souple diplomatie, que sa pétulante jeunesse ne lui avait pas encore fait découvrir. Bientôt, il dut donner à l'apprenti politique d'aiguiser ses ergots dans le PATRIOTE LORRAIN, l'édomadaire de la maison; Toutes les semaines et jusqu'à la guerre, l'abbé RITZ y fit paraître, en usant du savoureux patois de sa SEILLE natale, la chronique du "COUAROIL" où, sous prétexte de faire dialoguer le CHAN et le CIS sur les événements et le beau temps, il étrillait avec verve les "BEI UNS" (BEI UNS, "chez nous", en allemand. L'immigré se vantait volontiers des beautés de son Allemagne natale, où tout était meilleur et plus beau. "BEI UNS", en fait ceci et cela etc.

Si bien que les Lorrains trouvèrent le sobriquet de "Bei uns" pour désigner l'homme d'outre-Rhin)

Chaque dimanche, c'était un immense éclat de rire dans toute la province(...)

"Epoque héroïque, mais qui se termina pour l'abbé RITZ, en 1914, par sept mois d'incarcération dans la forteresse d'EHRENBREITSTEIN et quatre ans d'exil en Haute-Silésie (...)" (DURAND "En passant..." ibid pages 77-78)

La guerre finie...

"Ch. RITZ devait prendre sa belle et juste revanche après la victoire, lorsque, devenu directeur du journal, il se lança avec une ardeur nouvelle dans la lutte. Et les occasions de se battre ne manquèrent pas, hélas ! surtout lorsque l'anticléricalisme reconnaissant essaya de s'attaquer au régime religieux et scolaire spécial des départements recouverts"

(ibidem page 78)

A HIRSCHAUER qui le lui demandait, RITZ refusa de briguer tout mandat au Sénat ou la Chambre jugeant

"l'activité du parlementaire incompatible avec l'apostolat du journaliste"

(DURAND "le visage..." ibid. pages 45-46)

DURAND, rédacteur et futur directeur du LORRAIN pensa que sa résolution et ses effets exercèrent bien plus d'action tant sur la clientèle du journal que les autorités (RITZ fut cependant conseiller général du canton de VERNY à partir de 1922, puis élu vice-président de l'Ass. Dépar. en 1937 dans L 21.1.39)

"Quand approchait une période électorale, par exemple, l'opinion comme les augures se demandait quelle attitude le "LORRAIN" allait prendre" (...)

"Comme au temps d'un abbé COLLIN avec son "BLOC LORRAIN" c'était la sagesse et l'expérience, une volonté qui s'imposait pour tenter une union qui seule construit" (...)

(DURAND "le visage..." ibid. page 46)

"Son journal était sa vie... (L 22.1.29) "Prêtre et lutteur" (L 21.1.29)

Il voulut plus que tout "servir la France et la Lorraine" (L 22.1.39)

Sa détermination eut raison... et, du cartel (1924)... et, du front populaire

(DURAND "le visage..." page 47)

Cela dit,...

"Vigilant sur le plan de la politique intérieure, le directeur du LORRAIN devait compléter son bel apostolat par des dires quasi prophétiques sur la situation internationale" (...)

(DURAND "En passant..." ibid. page 79)

L'Union politique pour obsession et le danger allemand pour hantise !...
il ne vit heureusement point le désastre... la mort le prit le 20 janvier 1939.
Cette appréciable faculté divinatrice telle que DURAND la conta, nous porte
toutefois et le plus normalement du monde, à l'autre fondement de la vocation
messine : la lutte antiallemande

"Son journal était le fidèle reflet des préoccupations régionales, nationales et internationales" (DURAND "le visage..." ibid. page 48)

... Un autre encore s'y consacra :

Paul DURAND

Enfant de METZ sous l'occupation, Paul DURAND fut au fond l'image même du LORRAIN presque typique !

... Par son enfance et la mémoire de ses parents

"auxquels je dois l'amour de nos rues et de nos places, de notre bon METZ et de notre douce lorraine, dont la vie toute droite et très simple m'a appris ce qui était beau, ce qui est grand, ce qui toujours sera noble"

(En passant..." ibid. page 5)

... A l'école et dans la rue... DURAND nous a expliqué lui-même comment à l'Ecole Normale, de six à onze ans (dans les bâtiments de l'actuel collège Saint Clément) petits Lorrains et petits Prussiens se battaient... se bouscullaient encore dans la rue, ou à la "MITTELSCHULE" (primaire supérieure)

Ce fut la lutte des "Berets contre casquettes" (berets lorrains... casquettes prussiennes) ... la lutte de l'école (quoique l'enseignement y fut théoriquement dispensé en Allemand et non en Français !...) et de l'église, pour continuer de donner à la LORRAINE toujours autant de vrais Lorrains ! Et DURAND nous a dépeint les MESSINS parlant Français, comptant en sous sur les marchés ou dans les commerces, se retrouvant dans "leurs cafés", allant à la messe française du dimanche, visitant régulièrement la France "de l'intérieur"... lisant les journaux messins en français... accordant leur confiance politique au Bloc... etc... En somme maintenant vivant le culte de la mère-patrie ! D'un autre séjour à l'ECOLE DES FRERES (congrégation d'origine et d'orientation française...) dont les Allemands n'avaient toléré à METZ que 80 élèves sur les 1 800 précédemment... DURAND affina sa personnalité :

"Je crois en Dieu et j'ai foi dans les destinées de la France chrétienne. C'est ma seule excuse, mais aussi toute ma fierté" ("En passant..."

ibid. page 8)

(DURAND, après la guerre fut président de l'Amicale des Anciens élèves des FRERES de METZ)

... Et puis la guerre arriva, brutale, cynique ! Lui, DURAND, dont l'esprit était tout imprégné de la foi patriotique et lorraine il n'y échappa point... Mais grand Dieu sous quel uniforme ... ?

Dans ses livres, DURAND parla beaucoup des "Malgré-nous"... et peu de lui, mais il devint pourtant leur président... ("En passant..." ibid. page 169) La guerre achevée, DURAND devenu forcément compétent sur les questions allemandes et désireux de servir la cause lorraine, entra donc au journal le LORRAIN. Il y devint rédacteur, puis à la mort de Ch. RITZ (1939) le directeur. Avec lui, on reconnut aussi le combattant acharné, anti-allemand, et quand la 2e guerre se déchaîna DURAND fut de ceux qui réussirent à refaire paraître le LORRAIN de l'exil à RIOM en AUVERGNE... sous le "pâle calicot de TRAIT D'UNION DES REFUGIES DE L'EST" avec le sous-titre du "LORRAIN"

("En passant..." ibid. page 171)

"Contourne censure" et pour cela perquisitions gestapo... Le LORRAIN fut interdit le 23 sept. 43. Pour cela, et parce qu'il était membre d'un "comité lorrain" fondé à l'automne 42 ayant siège à LYON, DURAND dût vivre sous un faux état civil... A la libération, DURAND réussit à refaire paraître le LORRAIN et consacra à la mémoire du patriotisme lorrain les deux livres dont nous avons recueilli tant de renseignements !

... En fin de compte, les feuilles messines eurent des journalistes non vraiment de métier... mais de conviction !

Presse française et très patriotique mais dans la spécificité lorraine, messine, presse politique et d'idées reviviscente du BLOC il faut voir sous son originalité les reflets aussi divers que politiques, religieux, culturels... ou d'affaires...

En somme, de la puissance des uns (les DE WENDEL, les milieux économiques) à la modestie des autres (l'élément journalistique surtout, non issu des hautes classes sociales) ce fut la presse du "clan" lorrain, celle qui rendit constamment les députés mosellans patelins... celle qu'avaient forgé près de cinquante années d'annexion, et donné à chaque âme lorraine, une harmonie de nature, dont on trouverait difficilement un exemple aussi fameux ! Aussi, nous inclinons à penser ce que DURAND avait dit :

"La Lorraine possédait donc sa presse, cet indispensable instrument politique qui travaillait le département tout entier (...) L'opinion ne demandait qu'à être conseillée, guidée par une organisation politique ferme et sage"
(DURAND "En passant..." ibidem page 79)

Pour sauver le trouble passé français et lorrain dont la victoire avait redonné l'avantage et l'honneur, même là plus petite pensée devait affirmer le maintien absolument intangible de la situation établie entre la France et l'Allemagne. Mais la France connaissait-elle le Reich de l'après-guerre ?... Avant que tardivement des esprits s'en alarment, l'opinion messine, sentinelle clairvoyante tenta d'avertir... Là fut son autre mission, là fut sa plus belle preuve patriotique !

Sentinelle clairvoyante

Tout fut politique intérieure ! Tout fut dénonciation des menées extérieures allemandes contre le Traité de Versailles ! Nous avons vu la première et le mépris pour une France qui politiquement tournait mal... Eh bien l'une n'allait point sans l'autre ! Désarroi intérieur n'est que source de mollesse à l'extérieure ! Mieux que personne, METZ connaissait l'Allemagne... L'élan patriotique messin se mit alors martel en tête de dénoncer ce que l'Allemagne revancharde préparait... Elle voulut le clamer, le crier afin d'avertir et de convaincre !

Entre France et Allemagne, il y eut donc une sentinelle vigilante, clairvoyante.

Vocation ? mission ? Comme il plaira de choisir...

"Hélas ! un orage plus menaçant s'amoncelait à l'horizon politique. La vigilance lorraine le prévoyait depuis quelques années et s'évertuait à convaincre les éternels prêcheurs de beau temps"

"Faut-il le répéter ? Notre libération en 1918 avait comblé tous nos vœux, et les pires avatars de la politique intérieure n'avaient pu faire regretter notre retour à la France. La voix du sang ne s'étouffe pas"

"Est-ce dire que les Traités de Versailles, de Neuilly et autres lieux nous soient apparus comme des modèles du genre ? Ceux dont la mission spéciale était de veiller au créneau n'avaient pas tardé à en découvrir les faiblesses, les maladroites lourdes de probables conséquences"

"... Stupidement, on avait permis, sinon favorisé la disparition des derniers roitelets de l'Allemagne fédérale (...)

L'Allemagne était réduite territorialement, mais l'unité politique du Reich, si puissamment amorcée par l'oeuvre prussienne de Bismarck, sortait fortifiée de la défaite militaire"

"Que penser du stupide couloir de DANTZIG ?..."

"... l'in vraisemblable jeu du puzzle qui se fit dans les pays danubiens"

"... l'Autriche, nation germanique, dont le catholicisme pouvait constituer un heureux contrepoids à une Allemagne gangrénée de réforme et de prussianisme (...)"

"Mais les traités étaient ce qu'ils étaient et, à défaut de mieux, il faut savoir se servir d'un outil mal emmanché. Malgré tout, Versailles donnait des garanties à la France. Hélas ! la continuité anglaise n'est pas un vain mot, et notre démocratie ne peut nier sa faiblesse congénitale dans le domaine extérieur. ALBION jalousait le prestige français en Europe, tandis que notre gouvernement républicain se méfiait de nos chefs militaires en pays occupés. Ce que Londres ne fit pas pour diminuer l'influence française sur le continent, Paris l'entreprit bêtement"

(DURAND "En passant..." ibid. pages 116-117)

Des voix lorraines voulurent donc sauver la France menacée de péril ! Mais attention, cette énergie farouche ne vint pas comme à beaucoup à partir de 1930 ou plus encore en 1933... Dès 1923, quand on sentit que la politique de fermeté vis-à-vis de l'Allemagne, celle de POINCARÉ, commençait à céder, alors le feu du guetteur fut allumé. Puis ce fut un combat sans répit, autant pour accuser l'Allemagne que pour confondre la reculade, l'incompréhension, l'aveuglement et finalement les faiblesses de la France... Union, force, grandeur pour nous, réalisme, réplique sans concession contre nos voisins... de là vint la mission qui chercha -tout en préservant l'acquit de la victoire- à maintenir notre sécurité et la paix en Europe.

Quant il fit l'éloge funèbre de Ch. RITZ, Paul DURAND crut bon de dire...

"l'historien qui voudra dresser un bilan de la politique française dans l'Europe du Traité de Versailles, ne perdra pas son temps à consulter la collection du LORRAIN (...)" (L 21.1.39)

... Modestement, nous nous y sommes risqués. Que l'on veuille bien nous pardonner nos lacunes, mais ce qui a été rapporté de ce qui fut dit alors, dépasse largement nos écueils ! C'est que nos Messins étaient fort bien documentés, et, passés maîtres dans la compréhension de la mentalité allemande (et pour cause !) soulignèrent et enrichirent leur action de jugements extrêmement perspicaces. Voyons comment...

La presse et l'information

Les milliers de références qui suivront prouveront la valeur de l'information... Encore faut-il essayer de savoir d'où on la tenait... La chose est plus délicate...

Il y avait d'abord le plus simple : écouter parler les autres !

L'intérêt des nouvelles d'agence pour évident qu'il fût, doit néanmoins être confiné ici. La presse messine fut bien autre chose qu'une presse d'information !

Une autre facilité donna pourtant de louables satisfactions : lire les journaux allemands et français ! Nous ne nous y attarderons pas trop, l'index servant beaucoup mieux la cause ! Rapportons seulement que c'est COLLIN qui fut à l'origine de la méthode :

"Tous les matins, il demandait à son rédacteur en Chef, M. Nicolas HOUPERT, de lui traduire les éditoriaux saillants de la presse allemande (...) la traduction était à peine achevée que déjà la réplique s'ébauchait"

(DURAND "En passant..." ibid. page 77)

Enfin, les Lorrains étant fort bien placés, pouvaient banalement prêter une oreille attentive aux émissions de la T.S.F. naissante, dont l'instrument propagandiste avait tôt fait d'intéresser les Allemands.

C'était aussi les services pratiques destinés à recevoir ou glaner des informations. LORRAIN ou MESSIN avaient leurs bureaux à METZ, mais aussi à PARIS (Lorrain : 2, bld Montmartre - PARIS 9e - Messin : 53, bld St Martin - PARIS 8e) En outre, le LORRAIN avait un bureau à HAYANGE (7, place de l'Eglise) HAYANGE... "la ville des DE WENDEL... de Guy de WENDEL (député-sénateur en 1932). Par les références au JOURNAL DES DEBATS, par "un CUGNAC écrivant dans ce journal comme au LORRAIN (voire cité par le MESSIN, exemple : M 9.11.32) on peut et c'est certain, songer à une source première d'informations à partir du "filon WENDEL" ceux de chez nous ou de NANCY... donc de la Ch. de Commerce de METZ (notamment au sujet de la SARRE)... du comité des Forges... des hautes instances économiques, politiques, gouvernementales. En somme, échange de bons procédés quand on est porté par le même courant d'action ! De là également des renseignements ou des fuites éventuelles envoyés par nos autres députés. Avec les WENDEL, nos députés et les sénateurs, l'on remontrait ainsi facilement jusqu'aux parages de la Chambre, du Sénat, des ministères ou de l'entourage de grands leaders politiques tel que L. MARIN (très proche de F. DE WENDEL) MAGINOT ou R. POINCARÉ... de là, tout pouvait se savoir ! D'ailleurs les expressions fréquemment reprises : "milieux politiques bien informés" "de sources sûres...", "milieux autorisés", "bruits...", "de Paris...", "de milieu proche du gouvernement...", "d'éminentes personnalités politiques...", "dans les couloirs de la Chambre..." ... ne témoignent-elles point de certaines "émanations" ?

RITZ en personne allait aux nouvelles à la Chambre des Députés !

"... dans les couloirs de la Chambre ou la soutane du chanoine, RITZ était connu et aimé" (VERAX L 21.1.29)

... C'est qu'il faut aussi ne pas oublier la personnalité de certains de nos hommes !

Rappelons-nous COLLIN, chanoine-lorrain-patriote et sénateur.

Ce fut aussi un FERRETE, plusieurs fois député.

RITZ et cela jusqu'à sa mort, fut encore vice-président de l'Association de la presse de l'Est dont POINCARÉ était membre honoraire et après lui Albert LEBRUN, président de la République.

Ce fut peut-être en Lorraine, à l'A.P.E. ou à PARIS, à la Chambre ou au temps de son passage à SAINT SULPICE, que RITZ noua une amitié solide avec Urbain FALAIZE (né le 7 mars 1879 - journaliste à partir de 1904)

Journaliste de talent, il est pourtant assez difficile de cerner le personnage. Attaché à la grande presse parisienne (en 1932, il est rédacteur au PETIT JOURNAL), FALAIZE sous l'administration RITZ, devint toutefois le collaborateur politique et parlementaire du LORRAIN, tout en dédaignant point participer à la lutte contre l'Allemand. Il cacha son nom sous le pseudonyme de VERAX. En 1932, on le trouva aussi membre actif de l'A.P.E. dont RITZ était vice-président. En 1936, FALAIZE fut le directeur des correspondances quotidiennes de Presse (51, rue Rennequin - PARIS 17e) (dans bulletin de l'A.P.E.,

ibidem 1932 et 36)

Parvenu à une certaine honorabilité dans la publication périodique, FALAIZE eut "droit d'entrée" dans les ministères... (*)

Il est donc aisé de comprendre comment il s'empressait par téléphone de communiquer articles, éditoriaux, ... ou indiscretions à son confrère Ch. RITZ. Et quand ce dernier s'en alla pour toujours, le 20 janvier 1939 à 22 heures 15, FALAIZE dépêcha de PARIS un hommage vibrant à celui qui avait consacré sa vie à Dieu

"à un grand Français, à un ami incomparable" (L21.1.39)

RITZ avait encore rencontré un autre compagnon de route ou d'idée :

J. BAINVILLE.

Bah, le lien entre les deux hommes était plutôt simple à établir, puisque autant RITZ que BAINVILLE étaient monarchistes (nous avons déjà dit les sympathies du chanoine pour ACTION FRANCAISE depuis son séjour parisien...)

BAINVILLE, écrivain, homme politique, journaliste, était le responsable des rubriques de politiques extérieures à ACTION FRANCAISE. De surcroît, il était directeur de CANDIDE, fondateur de la REVUE UNIVERSELLE, collaborateur des journaux provinciaux comme l'ECLAIR, l'EXPRESS du MIDI, ou encore à PARIS, la LIBERTE, le PETIT JOURNAL. (il connaissait donc FALAIZE !) Et BAINVILLE sans doute par amitié ou affinité politique accepta de participer à tout le moins que l'on utilisât ses éditoriaux à METZ... jamais à des fins monarchistes, mais seulement pour son attitude anti-allemande. RITZ lui laissa plus d'un éditorial dans le LORRAIN, et surtout dans le PATRIOTE LORRAIN.

Avec BAINVILLE nous venons d'aborder le recours très largement utilisé de personnalités extérieures à la presse messine.

A nouveau, DURAND nous est très précieux ! S'il regretta que la plupart de nos hommes politiques, nos élus, eussent trop été accaparés à PARIS (pour la défense des intérêts de notre département recouvré)... en revanche, il nous présenta de nombreux habitués de la "maison", ici du LORRAIN.

(*) merci à M. TRIBOUT DE MOREMBERT

Guy DE WENDEL, Jules WOLFF, Alexis WEBER, Mgr MULLER (supérieur à St Clément), GROSDIDIER DE MATONS, le père PIOCHE (professeur à Saint Clément), le "père CHOPE" qui en fait était directeur de banque à METZ, Paul GUERMONT, E. BOITEUX (membre de la Chambre de Commerce de METZ... BOITEUX étant en plus président de l'Action catholique) ...

DURAND rapporte aussi d'autres visiteurs tel que le général MANGIN, P. TAITTINGER, de LATTRE DE TASSIGNY... ("le visage des nôtres" ibid. pages 55-62) Peu importe l'année, c'est en soi le procédé qui fut important et qui montra l'intérêt de la presse messine pour certaines personnalités éminentes.

En fait, l'index nous permet d'aller beaucoup plus loin dans la précision...
... on y relève des noms très estimés en Lorraine : le sénateur BOMPART, les sénateurs généraux BOURGEOIS, HIRSCHAUER, STUHL ~~LEFARD~~

... des militaires : les généraux CUGNAC, NUDANT, le lieutenant colonel CHENET, le colonel REBOUL, le commandant SORB... et tant d'autres !

... de grands noms de la politique française : FRANKLIN-BOUILLON, FERRY, TAITTINGER, MARIN, POINCARÉ, MAGINOT, DUBOIS, FABRY, TESSAN...

(jamais nos députés en politique extérieure...)

... des personnalités comme BERANGER, MARSAL, le sénateur DUMONT, etc.

... la référence aux- directeurs ou rédacteurs de grands journaux :
A. CHAUMEIX (JOURNAL DES DEBATS), PERTINAX (ECHO DE PARIS), M. DUBOIS (LE FIGARO), L. BAILBY (LE JOUR - ECHO DE PARIS), D. FERRY (LA LIBERTE), E. BURE (L'ORDRE) ... etc.

Non vraiment les informations ne manquèrent pas !

Restait maintenant à en faire la synthèse... Nous avons déjà cité de nombreux rédacteurs connus ou discrets des journaux messins... Il y eu encore d'autres journalistes en poste, ou collaborateurs de passage... Par exemple au LORRAIN:

- des historiens : GROSDIDIER DE MATONS, DUCROCQ...

- les spécialistes des questions militaires : Jean RAYOD, Jean de THONAQUE, P. DURAND

- le spécialiste de la SARRE : J. REVIRE

- les collaborateurs en Allemagne : RAINALDY (qui s'occupa des problèmes rhénans), L.O. ou B.Q. dont les identités nous ont échappé (et peut-être cet Hermann WENDEL - aucun lien de parenté avec la célèbre famille Lorraine !- dont les parents avaient été fonctionnaires sous l'occupation et qui, bien que plusieurs fois député socialiste au Reichstag, revint souvent "flâner" à METZ (cf. DURAND "le visage..." ibid. pages 70 et suivantes)

... sans oublier l'expérience personnelle sur les questions allemandes dont RITZ POUVAIT SE TARGUER... après son séjour germanique de 7 mois en prison,

et un exil de quatre années en Silésie allemande... C'est ainsi qu'il devint un véritable spécialiste des questions d'Europe Centrale... et d'Allemagne. Cette solide connaissance, il l'entretint d'ailleurs "sans relâche" par de fréquents voyages vacanciers ou d'investigation... ET là-bas, il se fit de nombreux amis polonais ou autrichiens.

"la situation internationale se tendait dangereusement, peut-être par la volonté de nos éventuels ennemis, que par les successifs abandons de nos éventuels ennemis, que par les successifs abandons de nos propres gouvernants. Une crasse méconnaissable de la véritable situation en Europe Centrale par exemple, faisait commettre les pires sottises, des erreurs de jugement qui, souvent, faisaient le crime"

... DURAND qui rapporta ceci, nous apprit aussi que RITZ se trouvait tout à fait fortuitement en Autriche quand DOLLFUS fut assassiné...

"De tous ces voyages, l'abbé RITZ rapportait des séries d'articles fortement charpentés, écrits sans allusions ni fioritures. A Paris même, ils firent impression au point qu'un jour M. DALADIER, alors ministre des A.E., fit venir leur auteur pour s'entretenir avec lui"

(DURAND "le visage..." ibid. page 48)

C'est que bien informée... la presse messine sut très intelligemment tirer profit des renseignements.

Parlant toujours de RITZ et de la valeur de ses articles, DURAND les qualifia "d'articles clairvoyants et fortement documentés, qui furent remarqués dans les ministères à Paris et firent souvent sensation dans les chancelleries étrangères" (DURAND "En passant..." page 79)

Tant et si bien que d'autres citèrent les articles messins, et surtout ceux de RITZ !

... ACTION FRANCAISE par exemple (L 22.1.39)

... ou le FIGARO qui dit encore :

"RITZ connaissait admirablement toutes les questions allemandes et faisait de fréquents voyages en Allemagne ou en Europe Centrale. Il avait à maintes reprises vu et dit d'avance ce qui s'est passé depuis plusieurs années"

(dans L 22.1.39)

... Car toute cet énorme amalgame de sources d'information n'eut en fait qu'un seul et unique but : utiliser l'événement pour convaincre !

La presse et l'événement

Saisir la pensée de l'Allemand, convaincre la France mystifiée d'un danger réel ! Convaincre... et puis comment convaincre ?

Convaincre...

De quel incroyable richesse d'information la presse messine rendit témoignage en ces années ! Ce serait quasiment toute l'histoire politique de la France, de l'Allemagne et de nos relations bilatérales, en apparence ou en réalité que l'on pourrait retracer sans aucune peine !

Tout fut consacré à la démonstration !

... Si l'on utilisa les journaux français de gauche, c'est parce qu'ils se trompaient !

... Si l'on utilisa les journaux français de droite, c'est parce que l'on y trouvait des éléments servant la cause extérieure... bien plus que toute affinité politique catégorique qui eût inévitablement choqué la méfiance sempiternelle des lorrains !

... Si l'on utilisa les journaux allemands et les discours des hommes politiques du Reich, c'est pour mettre en parallèle l'officiel et l'officieux !

(voir l'index sur les références journalistiques)

La presse messine ne fut jamais une presse amnésique, celle qui fait croire que l'événement présent n'est bon que pour provoquer une sensation d'un jour... celle qui préfère l'infantilisme primaire à la valeur du jugement trop engageant ! Rien de tel ici ! Toute nouvelle, dès qu'elle implique l'Allemand, fut cernée intentionnellement : la grandeur de l'HISTOIRE française et lorraine méritait bien ce prix ! ... De la sorte, tous ceux qui de près ou de loin : écrivains, journalistes français ou étrangers, militaires, députés, hommes politiques, personnalités diverses ou spécialiste en tout genre ... tous ceux qui informèrent, critiquèrent, avertirent contre l'Allemagne, reçurent le plus large crédit !

Le clan lorrain se donna les moyens afin de convaincre... La presse messine en fut l'instrumentation forcée. Fut-elle réaliste et objective ? Pas même la lecture d'un chapitre vous répondra ! Mais il est vrai la presse eut sa méthode !

... mais comment convaincre ?

Sur les dix ans que nous avons étudié, l'oeuvre persuasive fut savamment mise au point...

Deux quotidiens, un hebdomadaire (... pour la démonstration nous avons sciemment "négligé" de comptabiliser les articles des autres feuilles !) ...

- octobre 1923 - fin 1929 : 1 500 articles ayant un rapport direct avec l'Allemagne... près de 300 éditoriaux !

- 1930 - février 1933 : 3 200 articles , environ 600 éditoriaux !

... voyons plus précisément...

(voir tableaux ci-joints.)

... Autre calcul pour la période de 1923 à 1929, nous avons trouvé que 1/20^e des 7 colonnes de la première page était consacré aux problèmes exclusivement allemands.

(soit 1/3 d'une colonne entière ou chandelle par jour)

... et 1/5^e des 7 colonnes pour la période 1930-1933

(soit une chandelle à une chandelle et demi par jour !)

Après la politique intérieure française, le problème allemand fut primordial, obsessionnel !

- l'intérêt continu se vit encore dans l'étude chronologique suivie et rapportée au jour le jour. L'information, parvenue d'Allemagne recevait presque toujours un commentaire... elle appelait presque toujours une comparaison avec la France !

- ... de toute façon, communiqués, dépêches, informations générales... d'origine allemande, se voyaient constamment attribuer la "Une"

Rarement, très rarement (voir tableau A) un accrochage renvoyait en pages intérieures, à moins que l'on y eût trouvé un article isolé

- ... une page de garde pouvait contenir une ou deux... voire dix articles sur l'Allemagne !

- la nouvelle d'agence gardait sa forme laconique... mais elle se doublait le plus souvent d'une analyse émanant de la rédaction

- jamais d'interruption ! Lorsque l'événement de taille manquait, des rubriques entretenaient continûment l'attention. Là se reconnaissait le travail des correspondants (qui transmettaient par téléphone)

- correspondants politiques (de PARIS)

"Journée politique" (L)

"Billet politique" (M)

-correspondants d'Allemagne : "chez nos voisins"

"Nouvelles du Reich"

"Dernière heure"

A/

	LORRAIN			MESSIN			PATRIOTE LORRAIN		
	(1)	(2)	(3)						
Oct. 1923	30	9	1	30		1			1
1924	120	30	1	70	20	10			15
1925	70	27	2	70	10	8			5
1926	108	26	5	55	12	5			3
1927	107	30	2	73	25	5			- - -
1928	123	35	1	75	12	8			2 2
1929	133	31	11	136	26	6			2 4 -
1930	380	121		303	96				4 5 -
1931	616	82		369	88				2 6 -
1932	629	67		576	84				6 7 -
Fév. 1933	56	7		32	13				

(1) articles 1ère page

(2) éditoriaux

(3) articles en pages intérieures

...découvrons maintenant ce qu'une petite "approche morphologique" peut nous enseigner...

D) L'INTERET: CONSTATS

(Colonnes proportionnelles au nombre des éditoriaux et articles par mois de janvier 1930 à janvier 1933)

	J	F	M	A	M	J	Jt	A	S	O	N	D
1930	L M	1/20e				1/10e	1/5e					
1931												
1932												
1933												

- colonne de gauche : éditoriaux du LORRAIN (L)
- colonne centrale : longueur proportionnelle au nombre total d'articles (L et M)
- (0.4 cm = une moyenne de 20 articles)
- colonne de droite : éditoriaux du MESSIN (M)
- 1/5^e : si le journal a cinq colonnes, une colonne sur cinq est consacrée par jour, aux problèmes allemands ! (la longueur est applicable aux autres colonnes centrales des autres années).

Est-il seulement besoin de commenter la constance de l'intérêt ou les "accélération" dues à l'évènement ? (Septembre 1930 par exemple).

"Nouvelles d'Allemagne"

"Dernière minute"

"En Allemagne"

"Lettre d'Allemagne" "Où va l'Allemagne ?" etc...

-... également revue de Presse :

- française (journaux de gauche par mépris, journaux de droite pour la démonstration !)
- allemande : journaux de toute tendance par souci d'objectivité

... (quand la Rhénanie fut occupée, des rubriques particulières, quasi journalières furent consenties : "Nouvelles de Rhénanie", "Lettre de Rhénanie", "En Rhénanie" ...)

D'autres rubriques concernèrent la Sarre (le Lorrain surtout)

... Ce faisant, dès qu'un événement grave survenait, tout cet arsenal se développait par le nombre des articles, leur longueur, l'importance du chapeau, les caractères en gras des titres. En général (sauf événement inopiné) l'intervention avait lieu en trois temps :

- avertir, prévenir l'événement
- l'analyser, le critiquer, le condamner
- conjecturer l'événement

Dans ce cas extrêmement fréquent, c'est l'éditorial qui était l'analyse de fond.

L'éditorial était toujours situé à gauche (une, ou une et demi, ou deux chandelles) de la page de garde.

- il disséquait l'information de l'instant... ou
- abordait à l'occasion des thèmes précis sur des problèmes plus généraux ou facilement prévisibles
- sujet militaire : armée française - armée allemande
- inquiétude économiques sociales...
- Europe centrale ... etc.

(Si l'éditorial constituait l'article de bravoure de la rédaction et donnait le ton du journal, il n'était donc point le seul fondement... 4 700 articles en dix ans le prouvèrent aisément !)

Souvent à droite ou à gauche du nom du quotidien, une vignette renfermant une "phrase clef" (citation d'une personnalité française ou allemande - proverbes - réflexions diverses - lieux communs...)

soulignait l'événement, le réfutait ou contenait une mise en garde sur l'avenir... !

Et puis, pour la démonstration, une construction de l'esprit faisait souvent correspondre un thème à un événement :

Exemple :

- éventualité d'un accord - mauvaise foi allemande (nationalisme revanchard
militarisme - révision du
Traité de Versailles...)
- abandon de la Rhénanie - problème de la sécurité française, problèmes militaires
- reculade devant l'Allemagne - notre faiblesse politique, morale, militaire...
- notre faiblesse - l'Union Nationale et la fermeté contre l'Allemand !
- désarmement - militarisme allemand

etc...

Ce fut de surcroît une identité d'esprit assez remarquable entre les deux quotidiens messins, ici par leur méthode utilisant et traitant l'information.

... Une dernière approche lexicographique (titres ou mots mis en italiques - voire paragraphes ou citations) confondit nettement le caractère allemand... les termes "Reich" ou "boche" en disant suffisamment ! L'image de l'Allemand prussien, dur, cassant, arrogant, revanchard, nationaliste, militariste, dangereux... étant mille fois perdurée et permettant ainsi de faire ressortir l'amointrissement de plus en plus marqué de l'Allemagne raisonnable.

Donc jamais d'informations dépêchées d'outre-Rhin, coulées parmi la masse des écrits. Le nombre, la variété, le titre, les formulations, la longueur, la place à la Une, en manchette ou à l'ordinaire, parfois en cadre... etc ainsi fut présenté l'article allemand ! Tout fut mis en oeuvre afin que surgit le problème allemand. Tout fut tenté afin de convaincre, c'est-à-dire de braver l'opinion française mystifiée et évoluant à contre-sens du réalisme allemand de ses succès, de son danger, de notre isolement, de notre faiblesse ...

... mais il est vrai, ces quelques derniers jugements lâchés prestement peuvent s'étioler sous le soupçon de la subjectivité...

Pour achever, il nous faut nous expliquer sur le cheminement qui a guidé nos travaux...

PROBLEME DE METHODOLOGIE -

En étudiant l'opinion messine et ses réactions vis-à-vis de la politique extérieure allemande (de l'ère STRESEMANN - à l'accession de HITLER au pouvoir), nous avons été frappé par la sensibilité patriotique extrêmement vive des Lorrains de METZ... Et cette lutte acharnée nous a laissé un nombre si élevé de manifestations (la presse surtout), que nous aurions pu retracer avec une réelle minutie la décade historique de la France, de l'Allemagne, et de leurs relations... Comment avons-nous voulu procéder ?

Un premier réflexe nous a immédiatement fait rechercher un souci d'objectivité
 ... d'honnêteté
 ... pas de sondage !
 ... une recherche rigoureuse et systématique (Il fallut lire 8 000 journaux... nous avons consenti l'effort !)
 ... une méfiance quasi extrême de la technique dite du puzzle... ou montage, association d'articles puis ici et là, avec le risque de les extraire d'un contexte précis, en dénaturant alors l'esprit de ceux qui les écrivirent.
 ... pas d'avantage une belle synthèse , séduisante de prime abord, mais ne redonnant qu'un vague condensé qui eût risqué de nuire à l'impartialité.
 ... sans négliger les évolutions politiques internes des deux pays (forces profondes !)

Nous avons entendu conserver une figure lorraine originale et vraie. Le fil chronologique n'a pas été brisé, et pourtant quand cela a été possible, des thèmes ont reçu leur synthèse !

Alors, entre la fourmilière du détail et l'expression comprimée : nous avons tranché ! ... nous effacer et respecter leur démonstration, leur dessein... tout en essayant d'y mettre une forme : redonner un corps afin que revive la pensée d'une opinion. Voilà aussi pourquoi nous avons tenu à souligner chaque titre d'une ou de plusieurs citations exprimant le mieux l'inspiration et l'esprit.

Le combat commença donc en 1923... il fut très long !

TABLE DES ABREVIATIONS

L. = Journal "Le Lorrain"

M. = Journal "Le Messin"

T.E. = Journal "Le Télégramme de METZ"

P.L. = Patriote Lorrain

TRI.E. = Tribune de l'Est

L.L. = Libre Lorraine

Com. C.C.M. = Communications de la Chambre de Commerce de METZ

Travaux C.C.M. = Compte rendu des Travaux de la Chambre de Commerce
de METZ

C. des D. = Chambre des Députés.

SOURCES

- Archives départementales de la Moselle

*série T. JOURNAUX (en langue française)

.Trois quotidiens : LE LORRAIN
LE MESSIN
LE TELEGRAMME DE L'EST(jusqu'en déc.1924)

.Des hebdomadaires: LE PATRIOTE LORRAIN
LA TRIBUNE DE L'EST 1923-1924
LA LIBRE LORRAINE déc.1927-Oct.1929

*J.O. toute la série de 1923 à 1933

- Archives de la Chambre de Commerce de METZ

*série des "Communications de la Chambre de Commerce de Metz"
(mensuel imprimé chez P.EVEN METZ) 1923-1933

*série des "Compte rendu des Travaux de la Chambre de Commerce de Metz" (1923-1933)

- Archives privées

*Tout un dossier sur la famille CUGNAC (dont on trouvera tous les détails en annexes (III))

BIBLIOGRAPHIE

- A.P.E. Bulletin de l'Association de la Presse de l'Est - 1932 et 1936
(Annuaire Journalistique) Archives Départ. P.208
- BAUDON E.L. "Les élections en MOSELLE"
METZ, coopérative d'édition et d'impression
1956 in.8/96 pages)
- COMMUNICATIONS des Syndicats des Maîtres Imprimeurs et des Editeurs de
journaux du département de la Moselle 1926-1932
imp. Le Messin (archives départ. P.206)
- DURAND (Paul) "En passant par la Lorraine" 1900-1945
Editions LE LORRAIN METZ 192 pages
- "Le visage des nôtres" 1920-1950
Editions LE LORRAIN METZ 193 pages
- EGLEM (Banque EGLEM de METZ) (Archives Départ. METZ P.63 Banque EGLEM
Assemblée Générale ordinaire 1931-32
Editions LE MESSIN)
- FRITSCH (P.) "Les WENDEL, rois de l'acier français" PARIS
R.LAFONT 1976 280 pages
- JEANNENEY (J.N.) "François de WENDEL en République."
"L'argent et le pouvoir" 1914-1940" PARIS
LE SEUIL 1976 670 pages
- JUBILE PARLEMENTAIRE de Messieurs Robert SCHUMAN et Robert SEROT
1919-1949 - Coopérative d'Édition et d'Impression
METZ 101 pages
- REVIRE (Jean) "La Sarre" Association Française de la Sarre
1928 METZ imp. LE LORRAIN 32 pages.

I

NON A LA DEMOLITION

DU TRAITE !

Après la guerre libératrice et la joie du retour, l'opinion messine eut vite mille raisons de croire que la mère patrie avait bien changé !

Pendant si longtemps, la France avait agi sans nous. Que savait-elle, au fond des contraintes et leçons de près d'un demi-siècle d'occupation allemande ? Finalement METZ vit la France différente, peu compréhensible de la spécificité lorraine, ignorante de la mentalité germanique, choquante dans ses divergences politiques. Sur ce dernier point, l'opinion messine forcément influencée par son récent passé choisit sans hésitation sa place à droite, renâclant constamment des "combinaisons cartellistes" comme d'aucuns l'incriminaient alors ! 1923 ... l'on était encore au lendemain de la grande victoire ... POINCARE venait de décider l'occupation de la Ruhr. METZ l'approuva, parce que les Allemands n'avaient pas voulu payer, parce qu'ils ne voudraient plus jamais payer ! Et cet avertissement détermina en fait le début de la mission que ce découvrit l'opinion messine : attirer les regards de la France sur une Allemagne apparemment vaincue, mais vindicatrice et, pour cela, prête à tout afin de parvenir un jour à "liquider" le traité de Versailles. Cela avec ou sans STRESEMANN !

A - LE REICH NE CHERCHE QU'A LIQUIDER LE TRAITE !

"Le but des Allemands reste invariablement le même : se soustraire aux réparations et à toutes les charges résultant du Traité de Versailles : évacuation de la Ruhr et de la rive gauche du Rhin, suppression du contrôle militaire, retrait des cheminots franco-belges"

"Ils sont en bonne voie d'arriver à leurs fins (...)"

"Pour notre compte, nous n'avons aucune illusion à cet égard : ils ne changeront pas !"

HOUPERT (L 4/8/24)

Sur le moment, le soldat français était dans la Ruhr, à lui de faire plier l'allemand mauvais payeur !

a) - "Ils ne paieront jamais" (M 26/2/24)

"Et moi je le répète : ils ne paieront jamais"

"Les allemands dans leur orgueil n'ont plus peur des français. Aujourd'hui lorsque vous dites à un allemand que son pays devra bon gré, mal gré réparer, il ne se gêne plus pour hausser les épaules."

RAINALDY "lettres de Rhénanie"
(M 26/2/24)

Au fond et pour le moment, tant que l'allemand se refusait à s'engager formellement, le meilleur moyen semblait exiger le maintien de nos troupes.

1- La RUHR plus que mille promesses !

26 septembre 1923 : "l'Allemagne capitule" mais attention à nos garanties :

"Sachons les exiger sans faiblesse et l'avenir est à nous"

" l'Allemagne doit s'exécuter" (REYOD L 26/9/23)

"Nous tenons la RUHR et le RHIN. Nous ne les lâcherons pas contre de nouvelles promesses". RITZ (L 28/10/23)

On voulait que l'Allemagne payât ! Eh bien, il n'y avait qu'à poursuivre l'occupation ...

Tenir la RUHR !

"TRIBUNE DE L'EST - 18.8.24" : deux caricatures

"le BOCHE paiera... nous le verrons !

l'Anglais : " Ah ! vous occupez la Ruhr vous Français.. eh bien payez moi donc !"

l'Allemand à part "C'est de chics types ces Anglais!"

L'effet de l'occupation française de la RUHR avait passionné l'opinion messine qui n'avait jamais caché ses préjugés favorables à POINCARE.

Sans doute, la situation intérieure allemande, économique, sociale, politique, s'était continûment dégradée depuis. Mais en réalité, la faute on l'incomba à leur résistance passive. La cause étant entendue, l'on fut donc catégorique sur les exigences : à nous de contraindre jusqu'au bout, à eux de céder et de payer. En août, quand la crise parut trouver son paroxysme, il sembla que les allemands commençaient à plier.

STRESEMANN, nouveau chancelier d'une grande coalition le laissa bien entrevoir (L 13 et 17/8/23). Sans doute essaya-t-il autant qu'il le put de gagner du temps et des accommodements en s'engageant beaucoup "dans la vague" (M 4.9.23) Peine perdue "l'Allemagne aux abois" le fit ployer le 26 septembre.

"l'Allemagne capitule"

"l'abandon de la résistance passive" (L 26.9.23)

Etait-ce là "l'aube de la victoire ?" RAYOD y mit quelques réserves avec pour première méfiance la garantie future de nos droits :

"Sachons les exiger sans faiblesse et l'avenir est à nous"

"l'Allemagne soit s'exécuter" (L 26.9.23)

Et comme d'autres l'expliquèrent ailleurs, la France venait peut-être d'obtenir quelque chose, mais l'Allemagne avait bel et bien "saboté son mark". Nous ne devons pas nous endormir sur les "lauriers acquis" (PL 30.9.23)

"Nous ne demandons pas l'impossible. Nous demandons que l'Allemagne fasse acte de bonne volonté, qu'elle paie... nous souhaitons vivre en paix même avec les Allemands à la condition qu'ils s'avouent vaincus une bonne fois ; qu'ils tiennent parole ... autrement même nos pacifistes les plus sincères ne voudront jamais la paix".

(TRIBUNE DE L'EST 29.8.23)

En somme, simple question de confiance ! De ce côté l'avis fut tout pareillement unanime : nous devions camper sur nos gardes et se ne furent point les évènements du moment qui le démentirent. Contre cette facile témérité qui avait poussé COOLIDGE à mettre en place une commission d'experts, idée maintenant reprise, à ces experts et à nos gouvernants la prudence commanda de leur adresser quelques analyses pertinentes, déduites pourtant des faits de l'instant.

"le Reich est loin d'avoir renoncé à la résistance passive. On croit que d'ici à peu de temps, les livraisons de charbon pour les réparations pourront être reprises et que le gouvernement allemand et l'industrie minière du territoire de la Ruhr seront à même de satisfaire les demandes françaises. Si tel est l'avis de la France officiellement, il est nécessaire que l'on voit à Paris les choses comme elles sont" (TE 13.10.23)

Au fond, dès le début, les Allemands avaient mené rien moins qu'une politique d'alternoiements au sujet des réparations. Cela, les experts eussent bien fait de s'en souvenir ...

"En tout cas, nous tenons la RUHR et le RHIN. Nous ne les lâcherons pas contre de nouvelles promesses"

... si les Allemands avaient accepté si facilement les négociations en cours, ce n'était pas de façon désintéressée ! Heureusement nous avons POINCARE qui justement venait de répéter à SAMPIGNY

"La limite de nos concessions est atteinte ; nous ne la dépasserons pas". DINAGO, journaliste du T.E. (de la rédaction parisienne) prolongea :

"C'est déjà bien suffisant que nous consentions à une réunion d'experts, mais nous comptons avec confiance sur M. POINCARÉ pour éviter le redoutable gâchis et pour surveiller avec vigilance les experts et les maintenir dans le droit chemin qu'il leur a si magistralement tracé aujourd'hui" (TE 29.10.23)

Après tout sur quelles preuves les Allemands pouvaient-ils exprimer la crédibilité de leur prétendue bonne foi ? Trop de défiance les confondait. Or il se trouvait en ces jours maints exemples permettant de l'affirmer. Voyez d'abord les réactions qu'avait produit récemment la proclamation de la République rhénane. Certes, un premier élan avait immédiatement embalé plus d'une âme messine.

"C'est la fin du DEUTSCHLAND de BISMARCK !" (23.10.23)
se laissa-t-on emporter en évoquant le séparatisme en Rhénanie, Bavière, Palatinat...

"la mentalité politique de la rive gauche du Rhin est la seule chance qui reste à la France de réparer dans une certaine mesure les gaffes du Traité de Versailles qui aurait dû donner à la France le Rhin comme frontière. C'était le seul moyen d'avoir une paix durable."

(TE 24.10.23 signé "MERCATOR")

"L'unité du Reich tremblant sur ses bases" (TE 26.10.23)... cela ne pouvait que nous rassurer ! Il va sans dire que ce petit air de suffisance, agrémenté aussi de sympathie à l'égard des Rhénans, avait tranché net avec la mauvaise mine des Allemands. STRESEMANN, chancelier déchu le 4 Octobre, reconduit le 5 à la tête d'un nouveau cabinet plus "orienté vers la droite" (M 6.10.23) s'était laissé entraîner à HAJEN en WESTPHALIE et excité les esprits contre la France".

"Si les Français et les Belges n'étaient pas derrière le mouvement séparatiste, la population et je dis toute la population de la Rhénanie mettrait fin en moins de 24 heures à cette sarabande carnavalesque, et si les baïonnettes franco-belges favorisent les séparatistes, c'est là un manque de parole de la pire espèce contraire aux

engagements pris pas les différents contrats internationaux." (TE 27.10.23)

Tout bien réfléchi, "au pays du mensonge" (...) le "mauvaise foi germanique" était reine. Il y avait le séparatisme, mais il y avait également le désarroi économique. Et là, les Allemands ne manquaient pas une seule occasion pour en porter la responsabilité sur l'occupation de la RUHR. Pire, le Reich qui jurait n'avoir que 100 000 soldats, regardait avec bienveillance la formation de groupes paramilitaires :

"STAHELM, REICHSFLAGG, OBERLAND, UNTERLAND..."

HOUPERT abrégé :

" Tant que l'Empire ne sera pas devenu un honnête homme, il faudra garder toute sa méfiance et sa vigilance, surtout au moment où se déroulent les pourparlers au sujet des réparations". (L 6.11.23)

Comme l'avait écrit le TEMPS, le peuple allemand était "trompé par mensonge".

"M. STRESEMANN qui est un simple tacticien parlementaire avait peut-être en arrivant au pouvoir de bonnes intentions. Mais il a été intimidé par les farouches nationalistes chauvins allemands"(L 8.11.23)

C'était donc à ceux-ci que l'on devait l'agitation, le désordre, la crise, "la dictature en Allemagne" (L 9.11.23) à dessein d'élever une "hostilité farouche au Traité de Versailles d'attenter à "notre sécurité" (L 9.11.23). Noyé au milieu de ce "chaos", STRESEMANN avait sans doute perdu sa majorité mais :

"les militaristes comptent sur lui pour sauver le pays"
"des sanctions efficaces doivent être prises" (L 15.11.23)

Ce devait être cela le "jeu de STRESEMANN" contre les coups d'Etat, en premier desquels celui de HITLER à MUNICH, ou contre l'agitation communiste en SAXE ou THURINGE (L 15.11.23).

Les résultats dépassèrent les espérances... La "tactique allemande" parvint à obtenir l'échec de la conférence des ambassadeurs sur le rétablissement du contrôle militaire en Allemagne... STRESEMANN en profita pour "encourager le désordre et l'hostilité dans les territoires occupés contre la France" (L 21.11.23.)

L'Allemand n'étant pas sincère, les Alliés peu disposés à nous aider, DINAGO conseilla à la France de ne "compter que sur elle-même". Le M.I.C.U.M. en rupture avec les magnats de la RUHR, CUNO dépêché aux Etats Unis pour obtenir satisfaction, le rédacteur conclut :

"la France seule, reste le gendarme de l'Europe (...)
le mieux que nous ayons donc à faire c'est de développer et d'étendre comme rendement les gages que nous tenons depuis janvier dernier" (TE 16.11.23).

La raison nous dictait le bon choix, ce choix était évident entre :

"une Allemagne non occupée - l'Allemagne officielle si l'on préfère, flasque et misérable où agonise un parlementarisme impuissant. De l'autre, l'Allemagne occupée, forte de ses grosses industries, Allemagne dont la capitulation complète nous rapporte 35 000 tonnes de combustible par jour (TE 10.12.23).

A l'instant où des bruits évoquaient le retour du KRONPRINTZ et de GUILLAUME II, la France eût-elle pu risquer l'abandon de ses gages ? ... Ceux-ci retrouvant leur trône :

"Ils n'auraient immédiatement qu'une idée : la guerre de revanche sur tous leurs voisins, aussi bien la POLOGNE que la FRANCE. C'est donc non seulement notre sécurité qui est en jeu, mais encore la paix du monde".
(TE 14.11.23).

A nous de ne pas nous laisser faire et de tenir la RUHR, d'autant que :

"L'Allemagne continue en fait sa politique de non exécution". (L 19.12.23)

"Le régime fiscal est laissé volontairement à l'abandon".
(L 19.12.23)

"... apitoyer tout le monde (...) pour se soustraire aux réparations". (L 16.12.23).

La crise économique et financière en Allemagne ? Oui, cela était vrai, et personne à METZ ne la contestait. Mais à cause de qui, pourquoi et comment ? Ah cà ! la réponse méritait bien des explications ! D'ailleurs, si le gouvernement STRESEMANN venait au début décembre de succomber sous les feux de la crise, que proposait son successeur MARX qui avait reconduit STRESEMANN aux A.E. ?

"La composition du ministère MARX n'inspire guère d'espoir, ceux qui, jusqu'ici ont dirigé la politique allemande de non exécution restent toujours au premier plan. Il n'y a rien à attendre d'eux". (L 5.12.23).

HOUPERT reconnut "la misère allemande", la situation financière désastreuse, (L 16.12.23) seulement en novembre. Comme en décembre 23, il dénonça "l'évasion des capitaux allemands" (L 29.11.23 - L 29.12.23, etc...). S'il admit que les caisses du Trésor étaient vides, il dévoila que le capital allemand à l'étranger était intact, mieux qu'il ne cessait d'augmenter (L 29.11.23). Bien sûr, le tout récent crédit de 1 200 millions de marks prévu pour l'émission du RENTE-MARK de STRESEMANN était déjà épuisé... Mais le subterfuge allemand était de "grossir la misère (...) d'apitoyer tout le monde (...) pour se soustraire aux réparations". (L 16.12.23).

L'une des manoeuvres essentielles visant à chercher l'ouverture de négociations sur le "régime du RHIN et de la RUHR, et sur le problème des réparations avec la France forcément, les alliés plus profitablement, avec les Etats Unis prioritairement

"Le régime fiscal est laissé volontairement à l'abandon (...). L'Allemagne intrigue afin d'obtenir des emprunts américains pour payer les réparations.

"L'Allemagne continue en soit sa politique de non-exécution". (L 19.12.23).

Et nous ? Que devons-nous faire ? D'abord être sûr de l'unanimité et par là de la solidité de notre action extérieure :

"Il n'y a en France que socialistes et des radicaux, bref des hommes de gauche pour croire ou feindre de croire à la bonne volonté allemande". (TE 31.12.23)

Secondement nous grouper et soutenir les efforts de POINCARE. Ce fut notamment ce vers quoi exhorta RAINALDY (du MESSIN) dans ses articles intitulés "Lettres de Rhénanie", ou le LORRAIN dans sa profession de foi en décembre.

"Notre cause, notre journal".

"Nous continuerons à mieux faire comprendre et à défendre dans la sphère de notre influence la politique nationale de M. POINCARE. C'était la seule possible vis-à-vis de l'Allemand". (L 15.12.23).

Cela dit, on fit grand cas de l'exposé de POINCARE le 23 décembre, ce qui, toutefois, ne rassura qu'à moitié car, au nouvel an, la réponse de STRESEMANN parue dans DIE ZEIT fut plutôt déroutante :

"L'Allemagne ne peut actuellement effectuer ses prestations à l'étranger. Les conditions principales à une amélioration de la situation sont :

- un emprunt international et le rétablissement de la souveraineté allemande dans les régions rhénanes et de la Ruhr". (L. 3/1/24).

HOUPERT vit rouge !

"Partout on parle des allègements que l'Allemagne attend ; nulle part on ne s'exprime sur ses obligations".

Puis il s'en prit au chancelier MARX qui avait été jusqu'à souhaiter voir la France lâcher du "lest", en compensation de la bonne volonté allemande aux travaux des experts...

"comme si la France n'avait pas prouvé sa bonne volonté dans de nombreuses conférences où elle a accepté trop généreusement les multiples réductions de la dette allemande".

"L'Allemagne renverse les rôles et se gère comme si la France avait à payer des réparations".

Enfin, parcourant une partie de la presse officieuse (GERMANIA, ZEIT, par exemple) meilleur écho des dispositions des "hommes du gouvernement", il lui reprocha son ton acerbe vis-à-vis de la France :

"La GERMANIA qui touche de près le chancelier, la ZEIT organe de m. STRESEMANN, entretiennent dans l'âme du peuple allemand, l'esprit d'hostilité vis-à-vis de la France et de R. POINCARÉ" (...)

"Que l'Allemagne paye (...) ainsi elle montrera sa bonne volonté". (L 4.1.24). HOUPERT

Puisqu'il n'était pas très difficile de prévoir les desseins allemands, et de se dire que portée au plan international leur volonté eût à coup sûr rencontré de la compréhension, l'opinion messine entreprit de déjouer avant qu'une qu'une probable résolution eût été trouvée par les experts au travail. Trop de bons esprits semblaient croire à l'honnêteté allemande. Pour dessiler leur regard, on serina comme on le put les aspirations profondes et réelles du Reich. Le réarmement clandestin, l'agitation nationaliste servirent la première démonstration, prouvant la mentalité allemande inchangée. La tromperie allemande destinée à égarer les experts prolongea secondement l'argumentation, juste avant la conférence de Londres. Ne pas s'y laisser prendre pour garder au Traité sa force vive et entière apparut à METZ comme un piège à éviter.

2- Pas de dérobade à LONDRES !

"Ils ne changeront pas !"

"l'Allemagne peut payer !"

" Le but des Allemands reste invariablement le même : se soustraire aux réparations et à toutes les charges résultant du Traité de Versailles ..."

(HOUPERT L 4.8.24)

Depuis l'occupation de la RHUR, l'activité diplomatique étant fébrile, un chassé-croisé d'experts européens et américains tentaient de mener à bien des négociations en vue de trouver une solution à la crise allemande, aux capacités de paiement du Reich, en un mot aux réparations ! Mais ce qui parut louable aux autres, préoccupa beaucoup les esprits messins. Ils furent surpris que l'on discutât énormément du sort des vaincus d'hier, apparemment sans même se soucier de leur sincérité. METZ découvrit qu'il était grand temps d'avertir sur leur véritable mentalité à l'égard de la France.

"La mentalité allemande n'a pas changé". (LORRAIN 14.1.24).

Comme naguère avant 1914, METZ réaffirma la francophobie des Allemands. On l'a trouvée trop mal dissimulée dans le réarmement clandestin et l'agitation nationaliste.

"La mentalité allemande n'a pas changé". Ceci avait été la conclusion d'une série d'articles de "Raymond RECOULY" que la "REVUE DE FRANCE" avait publié. Selon l'auteur, la France ne devait pas se faire distancer dans l'élaboration d'un armement moderne allant jusqu'à l'emploi de substances chimiques, tels les gaz allemands employés en 1914/1918, dont l'Allemagne se dotait secrètement (L 14.1.24). La-dessus, le Général-sénateur du HAUT-RHIN BOURGEOIS dénonça lui aussi et plus encore les progrès de l'armée allemande, menace pour l'Europe et la France attachée pourtant à la paix. Il exigea la mise en place d'un contrôle militaire étroit (L 9.2.24).

Convaincue, l'opinion messine accumula dès lors et selon les informations recueillies, les justifications inférées.

- "Jean de THONAQUE" spécialiste des questions militaires du LORRAIN, divulgue à travers plusieurs articles intitulés :
 - "En combien de temps l'Allemagne pourrait-elle mobiliser?"
 - "Je consens volontiers à croire que, dans son ensemble, l'Allemagne ne veut pas la guerre : on croit facilement ce que l'on désire. Mais si par malheur il n'en était pas ainsi, je craindrais que cette même Allemagne ne soit dès demain, sinon dès aujourd'hui en mesure de mobiliser presque aussi vite que nous" (L 16/19.2.24).

- Ailleurs, mêmes échecs sur le même sujet ! Le télégramme de l'Est entre "l'Allemagne pacifique et l'Allemagne belliqueuse" indiqua que le Reich possédait des cadres militaires très conséquents, qu'une mobilisation eût pu être faite dans une discipline parfaite, qu'il ne restait à présent que la question du matériel.

"Or, alors même que nous tiendrons la RUHR, l'industrie allemande est outillée pour produire rapidement un armement nécessaire et il lui sera possible de remplacer les gros canons qui peuvent lui manquer au début par des ingrédients chimiques" (TE 14.2.24)

Un peu plus tard, le journal revint pour insister sur "l'étonnante flotte allemande d'aujourd'hui" suite aux enquêtes menées par LUDOVIC NAUDEAU (TE 11.3.24).

- Puis en février et mars 1924, on accusa VON SEECKT d'empêcher la commission de contrôle militaire d'exercer sa mission en toute liberté. Par exemple M 16.8.24 page 3). S'appuyant sur des indiscretions de l'agence REUTER, le Lorrain attaqua :
"les membres de la Commission de Contrôle ont été dans l'impossibilité de procéder à une inspection quelconque en Allemagne".

Indigné, on rappella l'importance dudit contrôle vué les échappatoires allemandes (L 8.3.24). Et, chose incroyable, on trouva même une lettre de la ligue pacifiste allemande, à l'adresse du chancelier relative...

"au recrutement secret de la Reichswehr" (L 8.3.24)
Oui, la commission de contrôle existait bel et bien lacha THONAQUE, mais avec un nombre demembres aussi réduit :

"... elle n'empêchera rien ; seuls les gouvernements alliés peuvent quelque chose" (L 14.3.24).

- Enfin, très alarmiste fut le PATRIOTE LORRAIN qui titra :

"l'Allemagne se prépare à une nouvelle guerre"

L'hebdomadaire fonda son pessimisme à partir d'enquêtes conduites en Allemagne par le publiciste américain "observateur impartial" et correspondant du CHICAGO-DAILY-NEWS "CONSTANTINE BROWN". Brown assura du redressement moral de la nation et certifie l'authenticité d'une entente entre les organismes militaires, socialistes et les organisations nationalistes rivales pour le camouflage des effectifs :

"350 000 hommes formés, 5 millions de mobilisables en cas de guerre"

"Pendant l'année 1923, le contrôle militaire interallié a été en raison de la résistance passive, pratiquement suspendu en Allemagne. Le Général VON SEECKT, chef suprême de la Reichswehr a mis cette année là à profit"

(P.L. 6.4.24)

De sorte que, comme l'avait déclaré FERJOUR (dans le télégramme de l'Est) on eût bientôt risqué de voir les allemands réclamer jusqu'à leurs anciennes colonies ! (I.E. 7.3.24).

Etait-ce donc cela le bon esprit des Allemands ?

S'il fut clairement établi qu'ils agissaient militairement et en secret, ces signes, on les rattacha finalement à l'animosité germanique contre nous. Elle était de tout temps, mais cette fois l'agitation nationaliste avait trouvé des armes nouvellement provocantes : la RUHRKAMPF déchaînait toujours les passions hostiles, le séparatisme rajouta aux manifestations violentes.

"La politique de l'assassinat !" (M 12.1.24)

Ce fut ainsi que l'on condamna la répression nationaliste contre les séparatistes dont l'assassinat de HEINZ et les événements de PIRMASSENS furent ~~faits~~ des martyres.

"HEINZ (comme d'autres) a été assassiné" (M 12.1.24)

Immédiatement, le coeur messin ému vibre pour les victimes et prit fait et cause pour tous les séparatistes allemands amis de la France. Indigné, il chargea les outrages et la vengeance des nationalistes allemands :

janvier 24 : "les nationalistes allemands en frappant leurs adversaires, veulent atteindre la France !"

février 24 : "... les nationalistes prennent d'assaut les bâtiments des autonomistes (...) ils incendient et massacrent les séparatistes (...) d'atroces scènes de sauvagerie (...) il y a 28 morts

(PL 17.2.24)

"La mentalité allemande retourne, si jamais elle l'avait quitté vers le nationalisme étroit du temps des HOMENZOLLERN" (M 13.2.24)

"L'Allemand, un moment frappé par la défaite reprend peu à peu conscience de lui-même, mais au lieu de chercher dans ses revers une leçon, il y puise au contraire un aliment pour sa rage et sa vindicte. Après le carnage de PIRMASSENS, il faut rester ferme envers l'Allemagne. L'Allemagne maintenant est mûre pour n'importe quelle réaction, n'importe quelle folie revancharde"

(M 16.2.24)

HOUPERT Expliqua qu'en Allemagne les forces antidémocratiques gagnaient chaque jour du terrain, le peuple acceptant cette évolution. Une fois au pouvoir, il prédit la guerre de revanche, ainsi que les assassinats récents en témoignaient.

"Les masques tombent"

en somme, ça n'était là qu'un simple retour à

"l'Allemagne militariste de 1914" (HOUPERT (L 20.2.24)

Et quoi de plus révélateur que le procès contre les ~~les~~ ^{les} promoteurs du putsch de MUNICH : HITLER - LUDENDORFF.

"On travaille avec un soin jaloux au rétablissement de domination nationaliste" (...) le procès HITLER-LUDENDORFF est une parodie" (L 20.3.24)

"LUDENDORFF est acquitté, HITLER et consorts : cinq ans de prison" (M 2.4.24)

"La comédie est terminée" (T.E. 5.4.24)

Un enthousiasme débordant accueillit la nouvelle, notamment à MUNICH (M 3.4.24)

"Quelle confiance pouvons-nous avoir en ces promesses officielles quand tout en Allemagne, jusqu'aux propres ministres du chancelier, prêchent la résistance aux alliés, exaltent les organisations secrètes et ordonnent l'acquittement d'un factieux, d'un chef de bande ?"

D'ailleurs même la presse allemande fut complice :

"... louanges ou regrets de l'acquittement mais pas de vraie réprobation" (M 3.4.24)

Il en fut jusqu'aux enfants qui ne furent point épargnés par la propagande nationaliste. Dans toutes les écoles on fit jouer une pièce de théâtre, sorte de transposition historique de la vie de FREDERIC II ou FREDERICUS REX. Cependant que le cirque berlinois BUSCH véhicula partout une autre adaptation du scénario (PL 4.5.24)

Non, la mentalité allemande ne changeait pas ! Et à l'heure où des experts se penchaient sur le problème des réparations, le Reich nourrissait de nouvelles "espérances" ... (M 19.2.24)

"Ils ne paieront jamais" RAINALDY (M 24.2.24°

"La Ruhr et les réparations : les espérances du Reich
(MESSIN 19.2.24)

STRESEMANN : "Il veut nous faire abandonner nos gages de la Ruhr" (...)

"les élections françaises : atout dans le jeu de STRESEMANN" (M 19/2/24)

" l'Allemagne ne nous paiera jamais, quoi qu'on fasse" (L 5.6.24)

En février 1924, quand les experts s'en furent à BERLIN, un sentiment méfiant saisit l'esprit messin :

"Inutile de dire que le gouvernement du Reich tente l'impossible pour tromper lesdits experts" (T.E. 9.2.24)

En ce cas, qu'elle injustice l'on eût encourue ! Peu de temps avant la réunion, HOUPERT, avait raconté l'un de ses voyages dans le France de l'Est. Il s'était montré frappé par l'état des dévastations et avait alors fait remarquer que ni les Etats Unis, ni la Grande Bretagne n'avaient subi pareils ravages "à la voix de la justice" commandait aux Allemands de réparer !

"... les autres devront en toute justice ne pas laisser cette affaire dormir !" HOUPERT (L 11.1.24)

Averti, l'on s'active sans relâche afin de proclamer que la véritable intention des Allemands était de ne pas payer. HOUPERT dénonça les déclarations malveillantes du ministre des finances LUTHER, puisque le paiement des réparations n'avait même pas été inscrit au budget de l'année 1924 ! Il pressentit défavorablement l'expérience du RENTENMARK, un échec même relatif risquant inévitablement de porter préjudice à l'économie allemande et de la sorte d'entraîner une réduction du montant des réparations par les experts. Pire, il accusa les Allemands d'avoir spéculé sur le franc quelque peu en difficulté, et sachant l'énormité des dépenses engagées par notre pays pour la reconstruction d'avoir escompté sur les effets d'un refus de payer. Il inculpa les Allemands de mauvaise foi, à cause de la résistance passive et maintenant de tous leurs méfaits "financés par les milliards de la propagande allemande"

à dessein d'ébranler notre économie. Et ce qui révolta le plus HOUPERT fut leur fausse prévenance vis-à-vis des personnalités étrangères assortie de trop de documents exagérant les difficultés du budget afin de convaincre sur l'impossibilité d'honorer les échéances des réparations (L 7.2.24).

Toutefois, malgré les craintes, on put un instant souhaiter l'amorce d'un déblocage de la situation. Début janvier, BARTHOU avait installé le premier comité d'experts à la commission des réparations, dont la présidence avait été confiée à l'américain DAWES (M 15.1.24). Vers le 20 janvier, le travail avait repris dans la RUHR, et l'on avait appris que les experts avaient étudié la question ^{du} rapatriement des capitaux allemands évadés à l'étranger (M 21.1.24). Quand, à la fin janvier, les spécialistes financiers arrivèrent à Berlin, l'on eut quelques raisons supplémentaires pour être plus optimistes.

"La paix avance lentement" (M 10.2.24).

Cette réflexion, trop vite échappée, dut être presque aussitôt nuancée. La contradiction vint de la répression à l'encontre des séparatistes, du "soufflet à la France" donné par VON SEECKT... (M 16.2.24) et des toutes dernières révélations sur STRESEMANN.

"La RUHR et les réparations - les espérances du Reich"
STRESEMANN : "... veut nous faire abandonner nos gages de la RUHR" (...) "élargir les prêts" pour entraîner une diminution des gages de la France" ...

"Les élections françaises, atout dans le jeu de STRESEMANN" (M 19.2.24)

L'angoisse vint de chez nous...

"Tout Allemand raisonnable souhaite aux élections prochaines le succès de la gauche française (cette gauche que l'on sait en général pacifiste). C'est le vœu du BOUCHE VON GERLACH, ce ne peut être celui des bons français" (PL 23.3.24).

Telle était l'énigme. Sur l'heure, on voulut bien se satisfaire, malgré les "6,5 milliards de Marks évadés" (M 23.2.24), des décisions définies par les experts. L'évacuation de la RUHR au fur et à mesure des paiements, conformément au Traité

de Versailles, fut jugée acceptable parce que logique, sans plus ! Du reste, ce fut STRESEMANN en personne qui coupa court à tout attendrissement. A la seconde où l'on décortiquait encore les résolutions DAWES, STRESEMANN incrimina bruyamment contre nous, au sujet du PALATINAT. Etait-ce vraiment opportun ?

"STRESEMANN menace la France"

"le QUAI D'ORSAY ayant refusé de recevoir une nouvelle note sur les événements du PALATINAT, l'ancien premier ministre rejette sur la France la responsabilité de la lutte que pourrait ouvrir un peuple poussé au désespoir"

(M 24.2.24)

"La renaissance de l'esprit nationaliste allemand"

"STRESEMANN constate la haine que l'on manifeste dans le monde entier contre l'Allemagne, après avoir regretté la suppression de l'armée, concluant : "il faut arriver à nous faire aimer" (M 24.2.24 3è page).

Là, s'en fut trop !

Comment croire que "l'Allemagne veut être aimée ?"

s'emporta HOUPERT. L'Allemagne "responsable de la guerre (...), des dévastations" (...)

"... a volé le monde entier en dépréciant sa monnaie. Elle est monstrueusement enrichie aux dépens de ceux dont elle est le débiteur" ... au développement de son économie correspondant les progrès d'armement !

(L 26.2.24)

Pareillement indigné, RAINALDY, dans sa rubrique "lettres de Rhénanie" trancha :

"Et moi je le répète, ils ne paieront jamais"

"les Allemands dans leur orgueil n'ont plus peur des Français. Aujourd'hui, lorsque vous dites à un Allemand que son pays devra bon gré, mal gré réparer, il ne se gêne plus pour hausser les épaules" (M 26.2.24).

C'est pourquoi, dès avant la parution du rapport des experts, on fut plus à même de craindre que d'espérer. Les jours suivants apportèrent de nouvelles présomptions !

"La guerre allemande contre la France !"

Ce fut ainsi que l'on qualifia, d'après des révélations récentes, la campagne internationale menée par des agents allemands disséminés un peu partout dans le monde. Responsables économiques, ou financiers, l'on redouta qu'ils eussent très certainement créé "une fluctuation très grande par la spéculation, de manière à déprécier le Franc" (M 18.3.24).

En fin de compte, leur mauvaise besogne n'était que corrélative avec la mauvaise volonté des représentants allemands, qui n'avaient cessé de presser les experts de conditions incensées, juste capables de rendre impossible un accord sérieux sur les réparations. Nous avons donc tout intérêt à "nous entendre avec nos alliés" et à "refaire le bloc" qui l'avait "vaincu en novembre 1918" ! (M 5.4.24)

"Où va l'Allemagne?" interrogea HOUPERT dans la perspective électorale de mai. Soit, il reconnut les divisions politiques intérieures entre les différents partis, cependant, il constata une belle continuité dans la direction extérieure. Il démontra que le procès de MUNICH avait bien prouvé une "montée nationale" de tous les partis, excepté le K.P.D.

"A paris et à Londres on fera bien de ne pas négliger ces symptômes" (L 4.4.24)

Pour les uns, ça n'était peut-être encore qu'une inconnue... et pourtant ! Quand le Docteur QUIDDE fut mis en prison (début avril) prenant acte du sort réservé aux pacifistes, des voix messines s'élevèrent :

"l'Allemagne a repris sa morgue ; le républicanisme est mort chez elle et son avenir est aux nationalistes" (...)
"Préparons nous donc à lui résister... soyons donc vigilants" (M 6.4.24)

C'est aussi ce que fit "L. MARCELLIN" dans une étude explicitée dans la formule "Sécurité et Réparations".

"Il faut savoir l'état d'esprit qui règne en Allemagne" (...)
"pourquoi discuter si l'Allemagne malgré toutes les nouvelles mesures n'est pas disposée à payer ?"

Les idées et le "pacifisme naïf" des Anglais sur leur "île", les sympathies américaines aux Allemands... lui firent redouter une conclusion des experts sans lendemain, une commission des réparations divisée aboutissant à une sorte de "neutralité".

"Tout le monde, on le voit, conspire contre nos droits et contre nos intérêts" (L 5.4.24).

Le 9 avril 1924, le rapport des experts fut déclaré achevé et transmis aux gouvernements respectifs d'où viendrait la réponse

"l'Allemagne peut payer, le voudra-t-elle ?"

HOUPERT ironisa contre les Allemands déçus. Le Reich qui avait en effet tenté l'esquive devant les divisions des alliés, avait bien présagé se soustraire définitivement aux paiements. De là l'animosité de la presse allemande en général, de l'agressivité des nationalistes en particulier !

"Le Reich oublie que ce n'est pas au vaincu

de dicter des conditions". Toutefois, contenant une trop grande joie, HOUPERT rappela la prudence, demandant que les souvenirs de la résistance passive et de la répression en Rhénanie n'eussent jamais quitté les mémoires (L 11.4.24).

Ayant pris connaissance du rapport, le 14 Avril STRESEMANN jugea la proposition "valable" ... mais il crut bon d'ajouter :

"Pour payer, il faut retrouver l'unité économique"

(L 15.4.24)

De l'acceptation de principe consenti par les Allemands, HOUPERT ne voulut sur l'instant qu'en retenir l'aspect positif, c'est-à-dire la possibilité d'une base de discussion préluant l'élaboration d'un plan définitif par la Commission des Réparations.

"Le renouvellement des accords est un nouveau succès pour la France" certes "provisoire" mais "nous enregistrons avec satisfaction cette nouvelle étape dans la voie du règlement des réparations" (L 17.4.24)

Les jours suivants désarmèrent très vite !

Il y eut d'abord l'opposition forcenée des nationalistes et de certains Etats allemands dont la BAVIERE, hostile au contrôle sur les chemins de fer (L 20/21.4.24). Et puis les "oui mais" et les points encore obscurs (L22.4.24). Enfin, et surtout, le discours de STRESEMANN le 27 Avril.

"STRESEMANN prononce un nouveau discours et fait de nouvelles réserves"

Sans désapprouver complètement les solutions trouvées, il fixa cependant une importante condition :

"Il faut que nous obtenions la certitude que la souveraineté économique et administrative de l'Allemagne sera établie sur tout le territoire allemand" (L 28.4.24)

HOUPERT tempêta !

"Prendre toujours, rendre jamais !

"...depuis sa formation, l'Allemagne a ravagé (...)"
n'usant que de

"ce procédé rapace depuis les HOHENZOLLERN..."
rapacité dont souffrit tant l'Alsace-Lorraine. Et au lieu de rembourser les "ravages causés dans les régions dévastées", d'acquitter des "pensions"...

"Ici le Reich sait s'arranger de manière à soustraire à ses obligations"

HOUPERT acheva en demandant que l'on surveillât le peuple allemand... à la veille des élections, à dessein d'en connaître les intentions réelles (HOUPERT) (L 29.4.24).

A quelques jours du scrutin, l'on eût dit que HOUPERT aurait raison. En effet, la publication d'une "étude de M. STRESEMANN sur le rapport des experts" semblât confirmer. On prêta au ministre allemand, d'avoir prétendu que les experts avaient exigé le rétablissement économique et financier, critiqué l'"inconciliable" occupation militaire, la taxant de "visées annexionnistes de la France". Mais l'agence HAVAS dont on tenait les révélations, chercha à minimiser, parla de simples "propos électoraux" (L 1.5.24). On allait bien voir !

Le développement de leur esprit vindicatif -

"Mis à part nos frontières, en France on est hanté plus que jamais par le mirage trompeur d'une entente".

"On ne croit pas à cette soif de revanche et de vengeance qui contamine toutes les couches du peuple allemand"

"Cette fois se dit-on, l'Allemagne va enfin entrer dans la voie de l'exécution, l'Allemagne va payer"

"l'Allemagne de payera pas" (...)

(HOUPERT) (L 12.6.24)

Les Allemands votèrent le dimanche 4 mai 1924.

"Succès des extrémistes de droite et de gauche"

(L 6.5.24)

"Forte poussée à droite" (M 6.5..24)

... maintenant, on était mieux éclairé... Alors une inquiétude malsaine accabla les esprits messins qui eurent le réflexe immédiat de songer à nos propres élections pas même une quinzaine plus tard.

On exhorta à se : "grouper autour du président du conseil POINCARÉ"

"Votez pour les partis d'ordre à l'intérieur, d'énergie à l'extérieur, d'Union avec nos alliés"

On s'exclama :

"DE WENDEL, MEYER, SCHUMAN" ! (TRI-E début mai 24).

Le temps pressait... chez eux le nationalisme méprisant et vengeur , chez nous l'expectative d'un premier tour de scrutin le 11 mai ! Apprenant l'ouverture de conversations générales à la fin du mois entre tous les alliés au sujet du rapport des experts, le chancelier MARX se déclara aussitôt prêt à agir autant sur le plan DAWES que les réparations (M 9.5.24). Quelle promesse ! On mit l'espoir dans le 11 mai... les résultats électoraux firent trembler en pensant au 2è tour prévu le 25... Deux semaines pour convaincre... C'est-à-dire pas une seconde à lutiner ! Ce serait difficile !

"Leur premier but : isoler la France" avertit RAINALDY.

Visà-vis du traité de Versailles :

"La nouvelle majorité en Allemagne (...) fera comme l'ancienne"

(...) " Il faudrait ignorer l'immense orgueil du Boche..."

"l'Allemagne en acceptant le contrat et les discours des experts a montré l'isolement de la France au grand jour"

(...) "l'Allemagne ne payera pas"

"Une fois la France isolée, l'Allemagne compte avoir facilement raison d'elle" RAINALDY (L 13.5.24)

"Entre paix et guerre ?" s'écria THONAQUE

"Nous désirons la paix mais un désir unilatéral ne suffit pas"

"le désarmement de l'Allemagne, voilà donc la question la plus urgente, celle qui prime et de loin toutes les autres, dettes interalliées ou réparations" (L 14.5.24)

Il y eut encore bien d'autres dénonciations du péril nationaliste allemand, comprenez autant de sollicitations électoralistes. Et l'on put même lire l'enjeu catégorique du choix dans les urnes :

"Les Allemands espèrent dans le résultat des élections françaises" (TRI.E 17.5.24)

Le 25 mai, la Lorraine vota à peu près comme on le lui avait signifié... en revanche, la France préfèra le cartel ! les bras des messins leur tombèrent d'amertume ! Tôt ou tard POINCARE devrait affronter les nouveaux maîtres et s'en aller. On avait encouragé la politique de fermeté... la gauche réduirait notre action. Grand et difficile changement... au moment où les grèves paralysaient la RUHR, à l'instant d'une crise politique allemande déclanchée par les nationalites (L 20 à 25/5/24). Marx démissionna le 27... Mais ce qui à la rigueur nous eût sans doute embarrassé en France, ne troubla nullement en Allemagne... au contraire !

"La manoeuvre du Reich..."

"... faire durer ou profiter de l'instabilité ministérielle"

Pourquoi ?

Afin de ne jamais s'engager fermement aux travaux des experts !

"l'Allemagne, tout le fait prévoir, restera ainsi dans cette situation équivoque qu'elle a créée et si bien su prolonger depuis des années. Les alternolements et les tergiversations continues"

... et combien même une majorité du Reichstag se fût décidée à se prononcer favorablement sur le rapport des experts...

"il restera à l'appliquer !" conclut HOUPERT (L 28.5.24)

Du reste, si les partis politiques gouvernementaux allemands acceptèrent le rapport, ils rebattirent avec les réserves qu'avait formulées STRESEMANN... souveraineté économique et administrative sur tout le territoire, etc. (L 28.5.24). Pour pénible qu'il fût, ce mois de mai finissant eut tout de même sa consolation : la reprise du contrôle militaire en Allemagne, la conférence des ambassadeurs ayant refusé à l'Allemagne de confier le contrôle à la S.D.N. (PM 29.5.24). Cependant, cette ultime sauvegarde ne parvint absolument pas à effacer le reste... RAINALDY reprenant certains bruits, évoquant l'éventualité d'un plébiscite dans tous les Etats allemands sur la question: pour ou contre le rapports des experts, s'emporta :

"Oui ou non, qu'importe (...) on ne payera pas"

"Je le répète pour la 100e fois peut-être, que l'Allemagne ne nous paiera jamais, quoi qu'on fasse"

"Les vainqueurs ont respecté le Traité de Versailles, pas les vaincus"

"De la réunion des experts, l'Allemagne se réjouit du temps gagné, (...) d'une chance nouvelle de diviser les alliés" (L 3.6.24)

"Prétendent ce qu'ils veulent" ! Des partis du centre aux nationalistes, tous la même idée : "l'esprit nationaliste"
(L 3.6.24)

Excédé, HOUPERT incrimina :

"l'Allemagne s'exécutera-t-elle ?"

Le rédacteur fit d'abord remarquer que la crise en France faisait trop oublier ce qui se passait outre-Rhin.

"Mis à part nos frontières, en France on est hanté plus que jamais par le mirage trompeur d'une entente"
"On ne croit pas à cette soif de revanche et de vengeance qui contamine toutes les couches du peuple allemand"
"Cette fois, se dit-on l'Allemagne va enfin entrer dans la voie de l'exécution, l'Allemagne va payer"
"l'Allemagne ne paiera pas" (...)

"Le Reichstag accepte le principe, le gouvernement va discuter avec les alliés des concessions..."
"On reproche à STRESEMANN ses attaques virulentes contre la droite, mais quand il s'agit des réparations, il est plus modéré dans ses propos"
"Pendant ce temps l'Allemagne continue son armement en secret"

Enfin... N'y tenant plus, HOUPERT avoua son appréhension à la formation prochaine d'un cabinet radical-socialiste en France ! (L 12.6.24). Alors est-il seulement permis de rapporter ici, combien la démission de Millerand, la création d'un ministère HERRIOT... en bref combien les messins se désabusèrent de tant de rivalités politiques, navrantes au présent, affaiblissantes ruineuses en l'avenir. (PM début et milieu juin 24). Eussions-nous donc, risqué de prévenir leurs exigences ?

"Comment ils nous regardent à présent..."

"L'arrogance des Allemands va de jour en jour grandissant. Le rêve qu'ils ont secrètement caressé pendant cinq ans de chasser les Français de Rhénanie prend à leurs yeux forme de réalité" (...)

"Encouragés par des manoeuvres louches de leurs successifs gouvernements et par la loyauté, la naïveté de notre politique..."

"C'est eux qui nous grignotent à présent" (16.6.24)

Quoi de plus significatif en effet que les récents discours de STRESEMANN conditionnant l'évolution des relations franco-allemandes avec la non-responsabilité de la guerre, l'acceptation du rapport des experts mais contre l'évacuation...

(L 16.6.24). Ce que le ministre répéta à satiété le 20 juin...

(L 21.6.24). Mais pendant qu'il conversait cà et là, on érigea en Allemagne un monument aux "provinces perdues : ALSACE-LORRAINE - SCHLESWIG - POSNANIE - HAUTE-SILESIE - BOHEME - TCHECOSLOVAQUIE ...". Un serment clôtura cette inquiétante cérémonie : "Recouvrer sans délai les frontières perdues"

"Voilà quelle est aujourd'hui la mentalité de l'Allemagne républicaine et démocratique et quels sont les sentiments qui animent ses hautes classes" (L 19/6/24)

Restait encore la reprise du contrôle militaire en Allemagne. Fin mai, on s'en était félicité... bernique maintenant !

HOUPERT reprocha l'attitude "conciliante franco-anglaise" sur l'établissement du contrôle des armements.

"Pense-t-on sérieusement à Londres et à Paris que le gouvernement d'Empire, le parti nationaliste et surtout les chefs militaires se plieront de bonne grâce aux conditions d'un contrôle effectif ?"

HOUPERT dénonça la "ruse" l'art du "camouflage" des Allemands.

"L'hypothèse d'une nouvelle agression de la part des allemands est sérieusement envisagée par tous ceux qui la connaissent bien"

Pour s'en rendre compte, il n'y avait qu'à repenser les élections allemandes, les succès nationalistes et militaristes contre-balançant éminemment les forces démocratiques (L 27.6.24)

On serait coulant sur le contrôle ! eh bien même cela serait de trop ! le 30 juin, la réponse allemande arriva à Paris. Les Allemands protestèrent contre la reprise du contrôle, arguant qu'ils avaient toujours voulu la paix, qu'ils ne réarmaient pas, que le Reich était dorénavant le "plus faible des Etats".

Des sociétés gymniques bizarres ? Une jeunesse militariste ?
Que non... l'éducation, le service militaire garantissant
l'évolution de la jeunesse dans le respect de la loi... Ils
réclamèrent la suppression pure et simple de l'inspection générale
du contrôle militaire pour le 30 décembre ! (L 1.7.24)

"L'Allemagne championne du pacifisme !"

Prenant exemple, des organisations secrètes de GESSLER, on
affirma :

"Voilà le véritable danger... que l'Allemagne soit paci-
fiste, nationaliste, raciste ou communiste même, c'est
toujours à l'armée qu'iront ses meilleurs soins. La note
allemande (de VON MOESCH) ne veut pas dire autre chose"

(M 2.7.24)

L'invective au bout de la plume, HOUPERT les rembarra !
Le réarmement secret était vrai. D'ailleurs encore tout récem-
ment le DAILY MAIL venait d'en informer.

Au fond, leurs élections, leur réarmement, leur parade, leurs
fêtes (comme en Bavière)... qu'est-ce que tout cela pouvait
sinon que le développement de l'"esprit de revanche en Alle-
magne" (L 6 et 7/7/24)

On allait se réunir à LONDRES... le leçon n'y serait-elle pas
suffisamment éloquente ?

3-"La revanche allemande" à LONDRES ! (L 10.9.24)

"La Ruhr évacuée, la France ne touchera plus rien"

"La vérité, c'est que nous lâchons la proie pour
l'ombre" (L 10.9.24)

"La capitulation de la France" ! (Patriote Lorraine 24.8.24)

"En internationalisation la question (...) la France
n'a plus les mains libres" vis-à-vis de l'Allemagne

HOUPERT (L 4.8.24)

La conférence de LONDRES s'ouvrit le 16 Juillet 1924. Nos alliés et la France officielle se réunirent là-bas pour solutionner les modalités d'application du plan DAWES. On espérait bien aboutir... Sans attendre la fin des discussions, la circonspection messine pour les Allemands la poussa à agir : aboutir peut-être, mais à la condition que ce ne fût point à nos dépens ! HOUPERT donna le premier la mesure...

"l'Allemagne et la conférence interalliée"

D'abord, il dénigra l'argument communément ressassé par les allemands sur leur prétendue crainte d'une aggravation du Diktat de Versailles... fadaïse ! HOUPERT recommanda la pression alliée car sinon ils n'eussent plus rien payé ! Et puis il dénonça une autre de leur manoeuvre :

"Extérieurement, le Reichstag s'inclinera devant cette exécution : mais il ne mettra aucune hâte à voter les lois nécessaires"

(...) "Ensuite il attendra l'évacuation"

"Mais le Reich appliquera-t-il ces lois ? Et s'il y met de la mauvaise volonté qu'advient-il ?" HOUPERT (L 18.7.)

De toute façon, on ne figurait tout de même pas que les nationalistes du Reichstag eussent accepté un jour un tel accord ? (L 20.7.24)

Peu de temps plus tard, ils montrèrent d'ailleurs le bout de leurs "prétentions". La France avait refusé l'invitation allemande à Londres. Eh bien la ZEIT "organe de STRESEMANN" jugea que notre attitude à traiter ainsi l'Allemagne, altérait grandement le bon vouloir des experts.

C'est pourquoi on ne pouvait plus obliger l'Allemagne à collaborer tout en lui fixant des conditions ! (L 24.7.24)

Mauvais signe... le 25 juillet, on évoqua l'optimisme dans les milieux de la conférence (M 25.7.24). On chargea donc de nouveau ! L'attaque se déclancha essentiellement à partir d'un article du DAILY MAIL signé POINCARÉ

"Pourquoi l'Allemagne doit payer ?"

"Si nous nous laissons dépouiller par l'Allemagne qui a des ressources infinies et pas de dette intérieure, nous n'aurons plus Français et Anglais qu'à pleurer sur nos ruines en face d'un débiteur opulent qui narguera notre misère" (L 25.7.24)

Enfin le 3 Août, on fut en mesure d'éclairer sur l'"accord complet" (M 3.8.24)... et de maudire l'invitation faite aux Allemands qui arrivèrent à Londres le 5.

Scandale ! HOUPERT vecut l'offense !

"Ils ne changeront pas !"

"En internationalisant la question (...) la France n'a plus les mains libres" vis-à-vis de l'Allemagne.

L'Allemagne connaît le redressement économique, "l'Allemagne peut payer !"

"Le but des Allemands reste invariablement le même : se soustraire aux réparations et à toutes les charges résultant du Traité de Versailles : l'évacuation de la Ruhr et de la rive gauche du Rhin, suppression du contrôle militaire, retrait des cheminots franco-belges.

"Ils sont en bonne voie d'arriver à leur fin..."

"Pour notre compte, nous n'avons aucune illusion à cet égard :

"Ils ne changeront pas !" HOUPERT (L 4.8.24)

De vrais accords à LONDRES ?

"... après bien des Vicissitudes, la France a dû se résigner à des renoncements et à des abandons successifs"

(La commission des réparations est désaisie pour la constatation des manquements... tout cela sans garantie aux sacrifices de la France)

Invités à LONDRES, les Allemands sont "mis sur le même pied d'égalité"

"les Allemands iront avec leur prétention habituelle"

"Eux les vaincus, tentent de discuter au même titre que les vainqueurs"

"Ils veulent l'évacuation immédiate de la RUHR, la non culpabilité"

"les vainqueurs se creusent la tête pour un emprunt destiné à favoriser l'industrie du vaincu"

L'Allemagne s'est relevé... témoin les résultats du RENTENMARK.

"Elle peut payer sans emprunt !"

HOUPERT (PL 10.8.24°)

... A peine MARX, STRESEMANN et LUTHER furent-ils sur le sol anglais, qu'ils réclamèrent... et de quelle manière ! Voyez leurs "remarques provisoires" : évacuation de la RUHR, la fin de la régie franco-belge sur les chemins de fer, des modifications du plan DAWES... rien moins que cela ! On en resta pantois avant de condamner ces "prétentions inadmissibles" (L 7.8.24) Et pourtant, les Allemands obtinrent déjà qu'un de leur représentant participât au corps arbitral... Ils nous arrachèrent déjà notre clémence contre ceux qui avaient lutté contre l'occupation française... (L 8.8.24). On eut vite la fâcheuse impression que les derniers invités étaient passés maître du jeu !

"Les Allemands à la conférence risquent, par leurs revendications, de tout détruire. Si on tient compte de leurs demandes, tout le travail réalisé sera remis en cause"

(M 8.8.24)

... Mais eux redirent leur acceptation... moyennant, et pour commencer, 800 millions de marks. Or, au titre d'une avance pour aider l'économie, puis l'évacuation "assez rapide", le retrait des cheminots, etc... (M 8.8.24)

A METZ, on fut consterné !

Et puis, sans accorder une quelconque importance aux propos de notre représentant, le général NOLLET, ils exigèrent d'être prévenus 48 Heures avant l'annonce d'une visite ! (L 11.8.24)
Le 11, il déclarèrent attendre l'évacuation (M 12.8.24), alors que STRESEMANN venait de rencontrer HERRIOT pour le chicaner au sujet des transferts ! (L 13.8.24)

Puisqu'il semblait que la solution fût dictée par les Allemands l'aboutissement de la conférence dépendrait donc de l'évacuation de la RUHR ! (L 14.8.24). Ce fut justement ce sur quoi STRESEMANN avait tenu et tenait toujours fermement. Seulement, HERRIOT avait posé la question des garanties ! Finalement après d'âpres discussions, on trouva l'accord : évacuation immédiate de DORTMUND, et le reste de la RUHR dans un délai d'un an à partir du 15 août 1924 (L 14.8.24)... le tout étant lié à l'élaboration d'un traité de commerce franco-allemand !

(M 13.8.24)

Excepté le MESSIN qui, oh fort peu de temps du 15 au 17 août à peine, crut au succès malgré les rivalités, les critiques fusèrent de partout. La France avait été bernée !

"Londres et Versailles"

RITZ fit grief à nos représentants d'avoir surtout parlé à Londres d'évacuation... c'était secondaire.

"On a oublié les mesures d'exécution du plan DAWES..."

"les réparations en sortent diminuées..."

"En internationalisant les paiements, l'Allemagne a porté le problème du terrain politique en terrain commercial"

par faute des :

"différents comités qui établissent le principe dangereux de l'arbitrage, du moment qu'il s'agissait pour la France d'un d^o de 10 et 100 fois constaté" (...)

On remarqua aussi que le plan DAWES avait

"rallié tous les gouvernements intéressés et l'arbitrage en cas de non-exécution"

"Les Allemands sont forcés de payer, nous dira-t-on, mais la France a abandonné ses droits essentiels... hâter l'évacuation de la RUHR, tel va être désormais le but des efforts du Reich" (L 19.8.24)

HIRSCHAUER affirma :

"Le Reich constitue un danger pour la paix"

Et il fonda son accusation en montrant les Allemands cherchant à s'innocenter de la guerre de 14-18... il vit l'opinion montée par une littérature nationaliste très suggestive. Il dénonça le réarmement

"c'est pour cette lutte prochaine que l'Allemagne se prépare" (L 20.8.24)

En somme, la conférence de Londres avait sonné l'heure de notre désastre !

"Elle a paraphé la capitulation de la France qui, par des sacrifices pour la plupart inutiles a renoncé librement à une paix qu'elle eût dû avoir profitable" (PL 24.8.24)

"En tout cas, à Londres, nous abandonnons le gage de la RUHR, nous n'avons pas réglé la question de sécurité, non plus que la question des dettes interalliées"

(RITZ PL 24.8.24 2e page)

Mais le réquisitoire le plus violent fut tenu par le député alsacien BIRÉ le 23 Août, deuxième et dernier jour des interpellations relatives à la conférences de LONDRES.

BIRÉ :

"... Nous avons toujours considéré que le Traité de Versailles était du moins le minimum de ce que nous pouvions légitimement attendre après notre victoire"

"Vous l'avez si fortement remanié que le voici méconnaissable"

"Pour assurer la réussite de l'emprunt de 800 millions de Marks-or qui doit être fait au profit de nos anciens ennemis, vous avez renoncé sans contre-partie pour la France à la prééminence dont elle jouissait à la Commission des réparations. Vous avez adjoint un Américain

à la Commission des Réparations, ce qui réduit à néant la voix du président obligatoirement français. Pourquoi ? Afin de veiller sur les intérêts financiers des capitalistes qui souscrivent les titres pour le rétablissement économique de l'Allemagne. Le capitalisme international aura ainsi le pouvoir de faire échec lui, le vrai profiteur de la guerre - à la France et à la Belgique, deux grands mutilés qui ne pourront plus constater souverainement, elles qui en souffrent dans leur chair, les manquements de l'Allemagne"

(...) "Vous avez opéré une substitution de créance : le privilège de la France, déjà bien réduit, vous l'avez cédé à ce capitalisme international, qu'il a fallu l'avènement au pouvoir du chef du parti radical-socialiste pour introduire à la Commission des réparations et pour lui attribuer des droits qui passent avant ceux de la France et de la Belgique dévastée"

"De la constitution de la Commission de réparations, vous n'avez d'ailleurs pas cédé que cela : vous avez abandonné sa souveraineté même. Vous avez accepté, que dis-je ? vous avez proposé que la Commission des réparations, soumit les désaccords provenant de son sein, lorsqu'il s'agissait de déclarer un manquement, à un comité d'arbitrage composé de trois membres. C'est bien l'enterrement de la souveraineté de la C des R puisqu'on peut en appeler d'elle à une juridiction" (...)

"Comment n'avez-vous pas compris qu'en enlevant à la C des R le droit souverain de constater le manquement et en le transportant à un tribunal d'arbitrage, vous remettiez à l'Angleterre et à l'Allemagne le droit de s'opposer à cette constatation et par conséquent à toute sanction consécutive?"

"Les plénipotentiaires allemands, vous avez accepté de les rencontrer sur le pied de l'égalité. Vous qui représentiez les vainqueurs, vous êtes descendus au niveau des vaincus"(...)

"Non seulement vous avez accepté que la question de la RUHR, étrangère à la conférence fût posée, vous n'avez pas su empêcher qu'elle ne devînt la question essentielle de vous avez reculé pas à pas, négligeant la sécurité, la question des dettes et celle des sanctions sacrifiant toutes nos garanties et tous nos gages"

"Les Allemands se félicitent du résultat, ils ont raison : ce sont eux les vainqueurs de la conférence, et Berlin peut illuminer.

D'avance, vous vous étiez désarmé. Lorsque vous avez tenté d'obtenir des Allemands une contrepartie, vous avez vu que vous étiez pris à votre piège. Pour combattre la Chambre précédente que vous aspiriez à remplacer, vous n'aviez cessé de dire que le gage de la Ruhr n'avait aucune valeur et qu'en y entrant, la France était entrée dans une impasse. Les Allemands n'ont eu qu'à se servir de vos paroles" (...)

La sécurité :

"... rien qu'un platonique recours à la S.D.N. ou l'Angleterre possède une énorme majorité" (...)

Le traité de commerce :

"que des promesses" (...)

"Vous nous avez remis -le mot n'est pas trop fort- en état de péril national car vous imposez un véritable "pacte de servitude" le mot est du général DE CASTELNAU" (...)

L'ordre du jour fut cependant accepté : 336 voix contre 204.
(Les députés alsaciens-lorrains votèrent contre)

(C des D 23 août - 42e séance)

En résumé, vive critique pour un grand coup d'épée dans l'eau ! combien plus fébriles furent les séances au Reichstag lorsqu'il aborda la discussion des accords de Londres. Bizarrerie du moment, les nationalistes très hostiles au plan DAWES, applaudirent pourtant certains passages du discours de STRESEMANN quand il leur expliqua ses manoeuvres :

"M. STRESEMANN raconte ensuite comment la délégation française céda peu à peu au sujet de l'évacuation de la RUHR..."

à droite : "Vive HERRIOT ! on va lui donner la croix de fer !
(L 24.8.24)

La rancune terrassa RAYOD :

"Un gage de paix ?"

"Responsable d'une guerre qu'elle-même a mené avec une sauvagerie raffinée, l'Allemagne se voit désormais traiter sur le même pied que ses victimes"

"La France veut la paix. Elle la voulait déjà en 1914 et pourtant..." (L 28.8.24)

Les tumultes provoqués par les nationalistes se déchaînèrent au Reichstag jusqu'au 29 où, surprise, l'Assemblée se prononça favorablement "au dernier moment". 262 voix contre 171, et une abstention (L 30.8.24). On avait craint la dissolution à cause des nationalistes. Finalement la pression exercée sur l'opinion publique par une campagne de presse tenue et savamment orchestrée (BERLINER TAGEBLATT, VORWAERTS par exemple) avait eu raison d'eux ! (M 27.8.24)

La France dût mesurer son erreur !

"L'Allemagne a pu se soustraire jusqu'ici aux obligations du traité de Versailles, elle saura éluder celles bien plus atténuées que lui imposent les accords de LONDRES"

HOUPERT (L 30.8.24)

"La revanche allemande"

"La RUHR évacuée, la France ne touchera plus rien"

"La vérité c'est que nous lâchons la proie pour l'ombre" (L 10.9.24)

... On le voit, la conférence de Londres laissa les messins étourdis, interdits ! Or, pas même remis de leur choc, ils sentirent la douleur de deux nouveaux coups... ils eurent comme la tête folle ! Là se reconnurent, hélas que de trop, les méfaits de la politique menée à LONDRES.

Déplorables conséquences !

"l'Allemagne met le cap sur la S.D.N." (M 2.10.24)

"Les négociations commerciales franco-allemandes se dirigent tout droit vers la rupture" (L 7.1.25)

Puisque nous avons cédé à Londres, il fut donc logiquement loisible d'attendre que l'Allemagne veillât au plus vite à tirer profit des avantages offerts.

La première bonne occasion lui fut donné peu après, quand s'ouvrit à Genève la 5^e session de la S.D.N.

"Une manœuvre allemande" destinée au projet d'assistance mutuelle. L'inauguration étant prévue le 1^{er} septembre, les Allemands firent savoir leur intention, dévoilant, en fait, leur dévolu jetté sur l'assemblée.

"la non-responsabilité de la guerre (...)"
le désarmement :

"non unilatéral" (...) "la France aussi !"

" Faire disparaître du monde la violence, en lui opposant la puissance sacrée du droit..."

RAYOD fulmina (L 2.9.24)

La-dessus, on informa que MARX avait dépêché le 6 une lettre explicative à Genève sur les clauses de la responsabilité de guerre. (L 7.9.24). Tergiversations ensuite ! le 7 septembre, le Reich renonça mais réclama un siège au conseil (M 8.9.24). Le 13, STRESEMANN indiqua que le moment de l'entrée de l'Allemagne dans la S.D.N. n'était pas encore venu, parce que d'une part, le problème de la culpabilité empêchait que, deuxièmement l'adhésion ne pourrait se concevoir que moyennant l'octroi des droits reconnus aux autres nations. L'ensemble du statut établi naguère par les vainqueurs, devrait être repensé (M 14.9.24).

La rage fut la réponse messine aux machinations allemandes !
On démolit point par point :

"L'Allemagne responsable de la guerre"

HOUPERT rappela l'article 231, partie 8, section I du traité de Versailles ! "Pourquoi cherche-t-on à ouvrir cette épineuse question ? pour "donner une satisfaction apparente à l'incommensurable orgueil de la nation germanique qui ne peut supporter l'humiliation de Versailles ?"

"L'Allemagne restera un éternel danger pour l'Europe"

"Lui permettre de soulever le problème de la responsabilité de la guerre serait la faute suprême. Il ne faut pas qu'elle soit commise" (L 18.9.24)

... une note allemande du 23 rapporta qu'une enquête serait ouverte à Genève au sujet de l'entrée éventuelle (L 24.4.24) le 24 septembre, MARX officialisera la candidature (M 25.9.24)

"l'entrée de l'Allemagne dans le S.D.N."

"le but allemand : entrer dans la S.D.N."... pour une "oeuvre de paix ?" "non !"

"Etre reconnue avant tout comme une grande puissance. Il faudra y prendre garde, la soumettre aux règles communes... ni privilèges, ni exception, malgré les si grands avantages que les alliés lui ont offert"

(HOUPERT 25.9.24)

Donc la manoeuvre allemande était maintenant : déjouée !

"l'entrée de l'Allemagne à la S.D.N. : une manoeuvre habile en trois temps :

- 1- adhésion de principe à la S.D.N.
- 2- mémorandum allemand sur la réhabilitation
- 3- si oui (...) l'entrée" (M 26.9.24)

Ce fut exactement ce que STRESEMANN redit le 28 ! (L 29.9.24)

"l'Allemagne met le cap sur la S.D.N. !

lui répliqua-t-on !

Bon, le Reich n'avait pas encore été admis dans l'Assemblée genevoise... simple question de temps ! ... Cette conclusion n'était pas messine... ce furent les journaux allemands qui le défendirent. Selon eux :

"Les conditions posées par le Reich ne constitueraient

pas de bien gros obstacles"

"Mais voilà, c'est que les bonnes intentions sont assez douteuses !" opposa-t-on (M 2.10.24)

Tractations et espérances allemandes, discussions genevoises... ainsi la partie fut-elle remise... pour quelle durée ? La constance allemande fut en tout cas sans faille : le 13 novembre encore à DORTMUND, STRESEMANN raconta la même chose... (L 15.11.24) HOUPERT ironisa :

"l'Allemagne n'est pas encore dans la S.D.N. Mais quand on le lui demandera, elle y mettra ses conditions !" (L 18.11.24)

C'était tout dire pour la suite des événements... !

Une autre affaire prouva, le besoin en fait que l'on ne pouvait vraiment pas croire en la bonne foi allemande... A Londres, on avait envisagé la mise sur pied d'un traité commercial franco-allemand... Qu'en advint-il ?

Une saine prudence assujettit à l'expectative sur le rapprochement, cependant que la loi de nos intérêts nous rendit méfiants vis-à-vis de la France... Comment arriva-t-on à cette malencontreuse situation.

Prolongement de la conférence de LONDRES, on évoquait depuis le traité de commerce. D'emblée, quelques petites égratignures montrèrent les limites de la bonne foi allemande...

"Chantage éventuel de l'Allemagne"

Pendant qu'on terminait à Londres, les Allemands, vraisemblablement le 19 août, augmentèrent les droits de douane frappant les importations de vin de 60 à 300 DM (M 20.8.24).

C'était mesquin ! Comme furent les commentaires très mitigés de la presse allemande au sujet des accords commerciaux (M 26.8.24). Comme furent presque ridicules, les affirmations entendues outre-Rhin sur le retour des ex-colonies afin de relever l'économie et pouvoir ainsi payer ! (M 5.9.24). Mauvaise foi, comme d'habitude ! Mais en réalité l'inquiétude la plus grande des messins, toucha à quelque chose d'autre et de très personnalisé : nos intérêts ! ...

Des accords commerciaux franco-allemands risquant inévitablement de modifier le régime frontalier, et par là même, de préjudicier notre économie régionale...

... une fois n'est pas coutume, on mercantilisa nos préoccupations politiques !

Pour tout dire, la méfiance par rapport au Cartel, n'était pas née de la conférence de LONDRES... Encore récemment, à la Chambre des Députés le 5 juillet 1924, SCHUMAN avait posé une question écrite suggestive ... (C. des Députés 5.7.24, A.E. GE. n° 387) (il est vrai, ladite réunion en Angleterre était annoncée)... A "M. le Ministre des A.E.", SCHUMAN insista sur :

"la nécessité d'assurer aux produits alsaciens et lorrains dans les pays limitrophes des facilités d'accès pareilles à ceux dont ils ont bénéficié par le passé ; ajoutant que les négociations nécessaires à cet effet devront viser à l'établissement d'un régime frontalier tel qu'il existe pour les anciennes frontières de la France"

réponse (C. des Députés 26.9.24)

"La question n'a pas été perdue de vue par les administrations intéressées. Dès la mise en vigueur du Traité de paix, le Ministre des A.E. s'est préoccupé d'assurer, le long de la frontière franco-allemande, l'établissement d'un régime frontalier tenant compte des nécessités locales et de certains droits dont jouissaient, avant 1870, les populations frontalières. Une étude sur place a été jugée nécessaire: le soin en a été confié à la commission de délimitation de la frontière franco-allemande. Cette commission a terminé ses travaux en octobre 1924. Le statut dont il s'agit complique un régime de concessions réciproques des deux côtés de la frontière. Un projet de convention établi à cet effet par les services techniques est actuellement soumis à l'approbation du gouvernement allemand. En attendant la conclusion de cet accord, certains temporairement ont été rapportés à la réglementation en vigueur. C'est ainsi, en particulier, que la commune de WISSEMBOURG a été autorisée à importer, en franchise de droit, les bois provenant des propriétés forestières qu'elle possède en PALATINAT, en indivision avec l'Etat bavarois".

La réponse fut-elle suffisante ? Passée la conférence de LONDRES, des faits nouveaux prouvèrent que non. La visite du Ministre du Commerce RAYNALDY le 18 Septembre à STRASBOURG, donna l'occasion de revenir à la charge. BAUDON pour les MESSINS, interrogea le Ministre au sujet de la canalisation de la MOSELLE (M 19.9.24), tandis que le sénateur HIRSCHAUER l'entretint du rapprochement par le biais de l'accord commercial projeté. Ce dernier dialogue ne refléta pas, semble-t-il, toute la cordialité que l'on eût résolument pu en attendre ! (M 20.9.24) Fût-ce cela qui détermina le président de la Chambre de Commerce de METZ, HUMBERT de WENDEL, à réagir catégoriquement ? Possible. Voici comment il mit en garde :

"Le régime spécial réservé par le traité à l'Alsace-Lorraine sur le régime de franchise commerciale, ne peut durer, mais sa suppression en janvier 1925, bouleverserait les relations qui subsistent encore entre nos départements et l'Allemagne, et pré luderait mal à un rapprochement économique franco-allemand !... (M 24.9.24)

Cette fois, des assurances plus solides furent-elles garanties ? Dès le 26 septembre, l'opinion messine souhaita la réussite du rapprochement économique (M 26.9.24)

"Ayons confiance" dit BAUDON au lendemain de l'ouverture, le 1er octobre, des négociations franco-allemandes (M 2.10.24). Là-dessus, RAYNALDY confirma la poursuite du régime en franchise commerciale pour l'Alsace-Lorraine ! (M 3.10.24)...
Donnant-donnant... on lui accorda la bénédiction...

"Après les malheurs de la guerre (...) "dix ans de séparation" (...) "France et Allemagne"... ont tout intérêt à s'accorder"
(M 3.10.24)

De son côté, HOUPERT, parlant des réunions à huis clos à Paris, jugea l'entreprise valable mais au prix de concessions réciproques aboutissant peut-être à la suppression des barrières douanières (L 9.10.24)

L'encouragement se rencontra aussi en Allemagne, et notamment dans un article positif de la FRANCFURTER ZEITUNG. Toutefois, le journal révéla quelques difficultés, heureusement passagères relatives à l'attribution de la clause de la nation la plus favorisée (L14.10.24).

Une bonne surprise s'annonçait-elle ? C'était douteux... car jusque là, on n'avait jamais eu le temps de respirer... tellement depuis un mois, l'opinion messine avait observé anxieusement l'agitation bruyante, malsaine et toujours progressante des nationalistes. Que l'on eût seulement imaginé leur entrée au gouvernement et les conséquences extrêmement graves sur la politique extérieure, venait-on de souligner le 16 octobre
(L 16.10.24)

La crise gouvernementale attendue dès le début du mois éclata le 9 (M 10.10.24) et le 20, MARX signa le décret de dissolution du Reichstag (M 21.10.24)... Il signa par là-même l'erreur de ses "marchandages" avec les nationalistes qui avaient demandé quatre ministères, en contre-partie de leurs concessions lors des votes du plan DAWES et des accords de LONDRES
(L 21.10.24)

Evidemment, des nouvelles élections dépendait le sort de l'accord commercial.

"Victoire des nationalistes ou des démocrates ?"
l'enjeu serait capital ! (M 28.10.24)

"Le combat va donc se livrer sur les deux drapeaux : le noir-rouge et or des républicains contre le noir-blanc de GUILLAUME II. C'est la lutte entre la nouvelle et l'ancienne Allemagne" (BAUDON M 26.10.24)

Très vite, nos voisins furent gagnés par la fièvre politique et électorale. Le 25 octobre, STRESEMANN s'en prit à tous les trublions et à toutes les organisations agitatrices, n'épargnant même pas les associations républicaines !
Tous et toutes entendirent ses menaces ! (L 26.10.24)

Contre lui, l'autre camp, celui des nationalistes, perturba autant qu'il le put, le désordre étant naturellement plus facile à réaliser, ils jouèrent merveilleusement bien de toutes sortes de provocations ! Mais deux d'entre-elles nous blessèrent gravement... - Nous quittons la RUHR...

"les évacuations sont enregistrées comme des bulletins de victoire par les Allemands" (L 24.10.24)

- Le contrôle militaire avait repris le 8 septembre... c'est par lui que vint la rupture !

"La culpabilité allemande (...) étalée au grand jour !"

Jean de THONAQUE (L 10.2.25)

"L'Allemagne s'arme moralement et matériellement"

Sénateur HIRSCHAUER (M 28.10.24)

... Le Reichstag était dissous... quel autre le remplacerait ?
"Nationalistes ou démocrates ?" Au fond, où était l'importance ?

"L'Allemagne s'arme moralement et matériellement"
accusa HIRSCHAUER ! ... une propagande effrénée, un esprit belliciste... "Le danger est grand" ! Puis il déjoua les objectifs réels de la diplomatie allemande : arracher l'évacuation rhénane "sans exécuter la moindre clause du Traité de Versailles" (M 28.10.24)... Il est vrai, les officiers du contrôle militaire n'avaient pas mis longtemps pour découvrir ici ou là... (L 10.10.24)

... Le projet d'accord commercial parut souffrir de léthargie. Là-dessus, une vexation supplémentaire l'accabla un peu plus.. elle concerna l'emprunt de 800 millions de marks-~~ou~~ prévu pour le plan DAWES et à destination de l'Allemagne. ~~Par~~ qui l'emprunt serait-il consenti ? Par la France...

"La France qui a subi doit payer !"

Cela fut incroyable !

C'était incensé car, en plus, le montant avait été fixé en livres sterling... et si le franc augmentait et la livre chutait ? Enfin, cette stupidité risquait aussi l'"inondation des marchés allemands en France" (L 27.10.24)

Nos négociateurs savaient-ils tout cela ? C'était à se le demander !

En tout cas, les pourparlers franco-allemands se traînaient. On parla de la réalisation d'un trust de l'acier, l'Allemagne accordant à la France le traitement de la nation la plus favorisée (M 7.11.24). On fut même renseigné sur l'état d'esprit des négociateurs allemands ...

"... excellent, nous dit-on, et avec le dessein d'aboutir à un accord économique provisoire avec la France, préparant un accord plus général et définitif. Ce désir d'entente n'exclut pas toutefois la volonté chez les négociateurs allemands d'obtenir le maximum d'avantages et de profiter de la situation nettement inférieure que nos représentants occupent en face d'eux par une documentation économique officielle défectueuse et une impréparation notoire de nos services ministériels" (M 9.11.24)

Tout de même... c'était le comble ! Il n'était pourtant pas bien difficile de savoir où les Allemands voulaient en arriver. D'après de simples propos tenus dans les revues DEUTSCHER AUSSENHANDEL et KOELNISCHE VOLKSZEITUNG, "Jean SABER" expliqua qu'un pays moderne et en pleine expansion économique comme l'Allemagne souhaitait évidemment se doter d'un commerce puissant et répondant à la mesure (M 9.11.24). N'avions-nous donc pas compris cela et su nous préparer afin de nous défendre ?... Le 13 Novembre, l'on vit encore mieux l'incapacité de nos représentants, qui, étonnés de ce que les Allemands tentèrent de lier aux négociations commerciales le problème des réparations n'eurent pour seul recours que de suspendre les discussions !

(M 14.11.24)

... Or, cela se produisit... juste après de nouvelles révélations sur le désarmement secret allemand, à ce point qu'à INGOLSTADT le 5 novembre, des heurts avaient vivement malmenés les officiers du contrôle militaire (L 8.11.24)... le jour même du discours de STRESEMANN à DORTMUND (le 13 novembre).

"M. STRESEMANN et la politique extérieure de l'Allemagne"

Le ministre souhaita - le plébiscite en SARRE
- la poursuite des négociations commerciales avec la France
- une solution franco-allemande pour "diminuer nos soucis à l'Est"

... il affirma que l'Allemagne était "désarmée" et que, par conséquent le contrôle militaire devait prendre fin ou passer aux mains d'une commission de la S.D.N. Enfin, il parla de l'entrée future de l'Allemagne à Genève... (L 15.11.24)

"l'Allemagne en bonne posture !" lâcha HOUPERT !

"Oui, l'Allemagne est en bonne posture financière et elle n'entend pas qu'on lui parle de réparations. Ce sera pour plus tard"

Après le redressement économique, il énuméra l'ampleur des succès allemands présents ou à venir... -l'évacuation de la Rhur- la fin de la régie franco-belge le 16 novembre dans les territoires occupés - le tapage allemand pour le départ, sûrement prochain des Anglais de la zone de COLOGNE... l'entrée probable dans la S.D.N. (L 18.11.24)

... notre diplomatie reculait, à l'instant où l'agressivité allemande à notre égard semblait servir l'un des thèmes de bataille de la campagne électorale... Aussi, les recommandations pour le rapprochement de STRESEMANN durent-elles affronter une "recrudescence d'hostilité contre la France" où chaque incident fut monté en épingle. Voyez par exemple les incidents violents que provoquèrent l'arrestation de VON NATHUSIUS venu sans passeport en France et sa condamnation par le conseil de guerre de LILLE à un an de prison pour ses vols commis pendant la guerre (L 20.11.24 - M 22.11.24) Afin d'éviter le pire... on dut le libérer (L 20.11.24).

Et puis encore et toujours, les camouflages.

"Comment l'Allemagne désarme !"

- des organisations "illégalés" ont été mises à jour
- "un camouflage (...) on a découvert il y a quelques jours 20 000 canons de fusils neufs... facturés comme essieux de tamway !"
- de nombreux exemples... "dont "un laboratoire mystérieux employant des gaz... (L 20.11.24)

N'était-ce donc pas inquiétant tout cela ? METZ donna son avis il fut catégorique. Oui, la conférence de LONDRES avait prévu, en cas d'une investigation générale satisfaisante de réduire, voire de supprimer la commission de contrôle. Le rapport n'était pas encore déposé... Qui aurait pu prétendre qu'il fût favorable ? D'ailleurs que venait de reconnaître le TIMES... ?

"l'Allemagne veut-elle la guerre contre la France ? (...)
Il semblerait que non"

"l'Allemagne travaille-t-elle à redevenir une puissance militaire ?" réponse : "oui" ... alors ?

"Quand l'Allemagne entrera dans la S.D.N., elle n'aura plus de problème pour l'armement" (...) "Raison de plus pour ne pas dissoudre la Commission militaire inter-alliée !" (L 5.12.24)

"Rien n'est changé !" (M 10.12.24). Ce fut du reste ce que l'on vérifia avec la démission de MARX le 10 (M 11.12.24) et les difficultés sans nombre que posa la formation d'un nouveau cabinet... tellement que MARX garda provisoirement le pouvoir ! (M 17.12.24). Toutefois ni les élections ou la crise allemande ne changèrent quelque chose à l'état d'esprit allemand contre la France... D'erechef, HOUPERT fut le grand inquiet de leur mauvaise foi ! D'abord, il jeta l'anathème sur certains bruits selon lesquels VON HOESCH eût rendu visite à LAROCHE (directeur des A.E.), afin de lui assurer l'évacuation anglaise de Cologne avant le 10 janvier... Et VON HOESCH l'aurait tenté en agitant la menace d'un cabinet nationaliste entraînant la non-exécution du plan DAWES !

"Chantage ou ultimatum ?" ... de toute façon, l'ambassadeur n'avait pu agir seul... alors HOUPERT trouvant une raison ajouta :

"le ton de la presse allemande est à l'unisson de ces dispositions du gouvernement de Berlin" (L 23.12.24)

"Germania ne varietur ... l'Allemagne ne changera pas..."

HOUPERT dressa la condamnation allemande, en réponse aux démarches françaises, bruxelloises ou londonniennes... et aux faiblesses du ministère HERRIOT. Il redit leurs menées contre nous, leur relèvement économique... il dénonça jusqu'à cette fameuse affaire de l'évacuation de Cologne.

"Non, l'Allemagne n'a pas changé. Toute nouvelle concession de notre part ne peut que renforcer sa position et affaiblir la nôtre" (L 24.12.24)

D'où vint la crainte de HOUPERT ? De ce que la conférence des ambassadeurs dirait avant le 10 janvier si oui ou non l'évacuation de COLOGNE prendrait fin.

"les armements de l'Allemagne (...) la question de l'évacuation de COLOGNE"

... Heureusement, l'on sentit comme le souffle prémonitoire et bienvenu d'un refus "motivé par les dernières découvertes du contrôle militaire".

"Ce qui montre, dit-on, que le Reich, loin de cesser la fabrication des armes de guerre, l'a perfectionnée et intensifiée" (L 29.12.24)

Cette interprétation des faits fut confirmée le 30 décembre par le général BOURGEOIS (membre de l'institut, sénateur du Haut-Rhin).

Il précisa que suite au rapport de la Commission militaire, rien ne serait changé. Et, liant "le désarmement allemand et la sécurité", il conclut : "Gardons nos sécurités sur le Rhin, tant que l'Allemagne n'aura pas fidèlement satisfait aux conditions du Traité" (L 30.12.24).

Les Allemands se déchaînèrent !

"Colère en Allemagne contre la prolongation de l'occupation de Cologne" ... colère dont STRESEMANN fut complice...

"La grande colère d'une Allemagne se manifeste sur toute la ligne et M. STRESEMANN ne pouvait manquer de jouer sa partie dans ce concert de vociférations"

"L'hypocrisie et la duplicité allemandes se manifestèrent à chaque ligne dans les discours du ministre des A.E., comme elle s'affirme aussi dans tous les articles de la presse allemande".

De nouveau, HOUPERT dénigra HERRIOT mais chargea aussi nos alliés :

"les cabinets alliés, malheureusement n'ont pas osé élever la voix à chaque manquement de l'Allemagne"

(HOUPERT) (L 31.12.24)

Contrôle militaire et révélations sur les armements clandestins, affaire de Cologne, animosité allemande anti-française... On finit par se demander si les "négociations franco-allemandes" étaient désormais "politiques ou économiques"... sans importance ! On pressa pour une plus grande fermeté coupant court à toute forme de chantage.

"Il faut que l'Allemagne sache nettement que si nous sommes disposés à des négociations économiques, nous n'admettons pas qu'en cette occasion les clauses du Traité de Versailles soient continuellement mises en cause, pas plus en ce qui concerne la Sarre qu'en ce qui touche l'évacuation de la zone de Cologne" signé POLITICUS (L 5.1.25).

De fait "les négociations commerciales franco-allemandes" virèrent à la "rupture". On signala qu'à leur retour de Berlin, les experts allemands furent brusquement mal intentionnés.

"L'Allemagne suppose que nous sommes faibles et se montre d'autant plus exigeante et arrogante".

"Si la France avait été stricte dans toutes ses demandes, basée sur l'application du Traité de Versailles, l'Allemagne se serait courbée devant nous" LA ROUVRAYE

(L 7.1.25)

Cherchant la brouille mais sans donner l'impression d'en endosser la responsabilité, le 8 janvier 1925, STRESEMANN intervint sur la question de l'occupation de la zone de Cologne. Il discourt sans "arrogance", en "jouant le modeste"

... L'occupation était "très dure pour l'Allemagne" (...) une Allemagne "désarmée"... (L 9.1.25)

... les problèmes politiques venaient de tuer le projet d'accord commercial... les divergences proprement économiques suivirent.

L'Allemagne "veut briser une concurrence dangereuse"
"elle pratique le dumping

... pendant la guerre "elle s'est équipée d'usines, de machines outils" augmentant considérablement la production^{de} "produits finis". Elle a trop accru les caractéristiques de son industrie textile (M 10.1.25)

Etait-ce la "rupture des négociations économiques franco-allemandes?"

"L'Allemagne doit (article 264-280 du Traité de Versailles le régime de la nation la plus favorisée" à la France et aux alliés ; l'Alsace-Lorraine recouvrées doivent bénéficier, sur la base des échanges de 1911-1913, aux franchises de produits allemands à destination de nos deux provinces et vice-versa.

"La rupture des négociations sera l'aboutissement d'un plan de politique économique allemande habilement combiné"

"La France doit se monter ferme" POLITICUS (L 11.1.25)

Le 14 janvier, on évita encore "de justesse" la séparation (M 15.1.25). Mais ensuite, la VORWAERTS, pressentant l'échec, évoqua la guerre des tarifs entre les deux nations, avec un risque particulier pour l'Allemagne et ses besoins d'accroître constamment ses exportations (M 19.1.25)

... On allait à l'échec, cela ne valait-il pas mieux ? Sorti de la longue crise politique, le nouveau cabinet formé par LUTHER n'inspira aucune confiance. Numériquement, les nationalistes étaient moins nombreux dans le tout récent Reichstag, mais en additionnant les députés soutenant LUTHER, on s'aperçut qu'ils constituaient un "bloc de droite plus réactionnaire" (M 25.1.25)

"Il faut se méfier de l'évolution qui se produit en Allemagne" insista HOUPERT (L 17.1.25) et ne pas transiger (L 19.1.25)

"Le cabinet de l'extrême droite prépara la restauration monarchique, elle amènerait en cas de succès les plus grands dangers pour la paix de l'Europe" (...) "Aux alliés de veiller" (M 25.1.25)

"Le programme du cabinet LUTHER" (L 21.1.25)

- parvenir à "l'évacuation de Cologne qui aurait dû être terminée" (L 20.1.24)

Quant à la méthode :

"la méthode reste invariablement la même. Les Allemands se posent en victimes d'un coup de force des alliés et refusent d'exécuter le Traité de Versailles" (L 21.1.25)

Cela dit, après la réponse de la conférence des ambassadeurs, on voulut encore justifier la raison qui avait poussé à dénoncer hardiment le réarmement clandestin allemand. L'occasion en fut donnée par la publication (ou ?) dans doute toute fraîche, d'une enquête de Paul SEIPPEL, écrivain suisse"

"Sous la direction prodigieusement habile de VON SEECKT, second SCHARNHORST, l'Allemagne tient prête dès maintenant une armée parfaitement exercée, et équipée d'un effectif dix fois supérieur à celui fixé par le Traité de Versailles, et ce travail secret se poursuit de jour en jour" (L 18.1.25)... "effectifs de police plus important que prévu (...) usines de réarmement transformés en apparence (...) grand état major impérial reconstitué"... spécifia-t-on un peu plus tard (L 24.1.25 - page 2)

Tous ces manquements finirent pas excéder deux députés alsaciens à la chambre le 22 janvier 24 (URD - BAS RHIN - OBBERKIRSCH (SELESTAT) - PFEGGER (RIBEAUVILLER)

OBBERKIRSCH, après avoir accusé le gouvernement HERRIOT d'irrespect "moral et matériel" pour l'Alsace-Lorraine, fit une mise en garde solennelle au sujet du réarmement allemand.

Il s'écria :

"Un jour l'Allemagne sera souveraine et dira : j'en ai assez de ces plaisanteries". Puis il affirma l'échec d'une politique, celle d'HERRIOT, fallacieuse d'avoir cru et favorisé l'Allemagne prétendue démocrate.

Son collègue PFEGGER ajouta :

"Notre population troublée par ce qui se passe commence à perdre la confiance et à s'inquiéter sur l'avenir de la France et de l'Alsace-Lorraine.

GERLACH... (juste à l'instant attaqué avec son homologue WEIL par OBERKIRSCH, qui les chargea de ne pas représenter l'Alsace) répondit et argua sur la "reconnaissance allemande du Traité de Versailles si l'Alsace et la Rhénanie étaient demi-litanisées

OBERKIRSCH : " je ne vous reproche pas votre occupation..." puis il conclut, binissant la "politique d'abandon" et la cassure du "front unique" (C. des députés - 22.1.24 - séance ordinaire 2e séance)

(Le 20 janvier, un autre député, lorrain cette fois, R. SCHUMAN, était intervenu, mais pour évoquer les relations diplomatiques avec le VATICAN !)

... Il y avait donc le réarmement, les menées du cabinet LUTHER... il y avait aussi les réparations, trop oubliées ces temps-ci, et que HIRSCHAUER rappela pour mémoire...

"six ans que la guerre est terminée. Qu'avons-nous reçu ?" (L 28.1.24)

Ces paroles furent écrites le 28 janvier... Pour importantes qu'elles furent, elles ne durent pas cependant faire la une... Pourquoi ?

Ce jour-là, on informa d'une circonstance grave : un discours de STRESEMANN. Il étonna, choqua, indigna ! Constatant que le désarmement était "trop évident", Le ministre des A.E. avait regretté le prolongement de l'occupation de la RUHR...

(L 28.1.24)

Cette fois, les sommations entendues à la Chambre, au Sénat, la malveillance de STRESEMANN... déterminèrent HERRIOT à sortir de sa réserve. Piqué au vif, il monta à la tribune le 29 janvier et vilipenda leur incorrection. Cette bastonnade verbale réjouit l'opinion messine... Houpert, après s'en être félicité, répéta tous les manquements de l'Allemagne et les confronta à :

(...) "l'argumentation hypocrite de la note de STRESEMANN"

Il vit là :

"les nationalistes allemands à l'assaut du pouvoir" ...

"... le gouvernement de Berlin est entre les mains des nationalistes dont M. STRESEMANN, ministre des A.E. est l'instrument docile et le serviteur dévouée (L 30.1.25)

Sentant qu'ils avaient été trop loin, les allemands se ravissèrent. Par voie officielle, LUTHER patelina le 30 devant les journalistes étrangers

"les Allemands n'ont pas l'esprit de revanche" essayait-il de convaincre (M 1.2.25). Toutefois, il continua :

"La question des réparations traitée sur la base de l'entente a donné de bons résultats prometteurs (...) les accords DAWES, ces résultats sont remis en cause par la non-évacuation de la zone de Cologne (L 31.1.25)

L'Allemagne "ne désarme pas" rabroua-t-on à METZ ! (M 1.2.25)

"La politique des Allemands a été conduite depuis l'armistice avec cet objectif essentiel : la révision du Traité de Versailles et la suppression de toutes les sanctions, de toutes les mesures de contrainte et de toutes les garanties prévues par ce traité"

Le gouvernement de M/ LUTHER continuera cette politique"

(M 1.2.25)

Idée qui fut corroborée par quelques nouvelles indiscretions sur le réarmement et avant la publication du rapport de la Commission de contrôle.

"Les armements de l'Allemagne : déclarations inquiétantes du général MORGAN" :

- le Ministre de la guerre a refusé de communiquer depuis cinq ans les tableaux des effectifs - le registre de production des armements - de laisser contrôler de vastes zones, réseaux militaires (parcs, dépôts...)

- Pourquoi un si grand nombre d'officiers - que penser de la police dite de sécurité (SCHUPOS) - comment justifier des dépenses si élevées

- Pour quelle raison un ouvrier pacifiste qui a révélé un dépôt d'armes est-il arrêté et condamné ? (M 15.2.25).
Et RAYOD signala également l'ampleur de la préparation militaire de la jeunesse allemande, effectuée "par mois sur une longue échelle et en tous points du Reich", en outrage à l'article 177 du Traité de Versailles (L 17.2.25)

Impatient, Jean de THONAQUE évoqua la publication du fameux rapport et livra :

"Il faut que la culpabilité de l'Allemagne soit étalée au grand jour !" (L 17.2.25)

Entre temps, les Allemands tournèrent le visage...

"L'Allemagne réclame une conférence sur le désarmement
(L 27.2.25)

... souhait sincère, ou échappatoire ? Toute la question était posée ! les surprises ne manquèrent point !

b - Du réarmement secret à l'esprit de LOCARNO !

Après LOCARNO, le jour de l'entrée solennelle de l'Allemagne dans la S.D.N. (10 septembre) :

"Une fois les discours épuisés, il conviendra de ramener ses regards vers l'oeuvre de redressement et de restauration intérieure que le Reich mène concurremment avec sa réhabilitation et sa libération de ce qui subsiste de l'emprise étrangère" (M 10.9.26)

Par quel surprenant tour de main, la France et l'Allemagne parvinrent-elles en moins d'un an à faire fi de leurs différents en premier desquels le réarmement secret, pour aboutir finalement à se prévaloir mutuellement de l'esprit de LOCARNO ? Le bon sens risquait de s'y perdre... et pourtant !

Février 1925 ; l'opinion messine donnait des signes d'agacement à ne point voir paraître le rapport de la commission de contrôle militaire. L'occupation de la zone de Cologne ayant été maintenue, il était donc plausible de deviner le contenu dudit rapport... Alors, une idée, pour toute folle qu'elle pût surgir de prime abord, reçut toutefois un certain crédit... A dessein d'esquiver le déjà célèbre rapport, les Allemands avaient proposé une "conférence sur le désarmement..." (L 27.2.25). La publication du contrôle tardant, on finit par se demander si l'initiative allemande avait ou était encore discutée. Si oui, vers quel détournement ?

1- Echappatoire allemande ou ballon d'essai d'un pacte européen

27 février 1925, sur l'offre allemande d'une conférence sur le désarmement :

"L'Allemagne a violé les clauses du Traité de Versailles, le rapport le montrera" (...) Une telle conférence serait donc une échappatoire"

"... remettre en cause toutes les clauses du Traité de Versailles et à en provoquer la révision, c'est-à-dire la suppression" (L 27.2.25)

6 mars 25 :

"Et la Pologne ?" ... au sujet de "négociations d'HERRIOT avec les Allemands... il faut se méfier de l'Allemagne.. c'est plutôt une formule de paix générale qu'il faut trouver"

Une entente avec l'Allemagne ?

"... ou nous évacuerons COLOGNE, ou nous désarmerons, ou nous fermerons les yeux sur les inquiétudes de VARSOVIE, PRAGUE, BELGRADE, BUCAREST !" RITZ (L 6.3.25)

... le 29 janvier, HERRIOT intervenant à la Chambre, avait levé le poing. METZ s'en était félicité... et, une fois n'était pas coutume, avait donné raison au chef du cabinet... Retourne-ment de situation ensuite ! Pas même un mois après l'incartade, l'opinion messine fut visiblement au courant des négociations engagées par HERRIOT avec les Allemands... Indiscrétion ? sans doute... Bien sûr, on ne cita pas encore le mémorandum du 9 février... mais au fond, était-ce là un point capital que de l'ignorer ? Après tout, l'essentiel était de savoir la nouvelle direction suivie par notre diplomatie et de là, l'avertir que tout rapprochement supposait une sincérité réciproque que n'avait jamais et ne nous donnerait jamais l'Allemagne !

A ce but, la plus petite preuve rencontrée, fut relevée et mise à part, c'est-à-dire en évidence ! Pardonnez les accumulations et les mélanges... ils furent comme les spasmes éner- vés d'une opinion inquiète recueillant au gré des jours les petites vérités d'une grande mise en garde !

Nous suivrons d'abord :

... "le problème de la sécurité" (L 10.3.25)

Refrain quasi coutumié aux situations périlleuses, afin de frapper les esprits, on enrichit avec d'autres sempiternelles révélations sur le réarmement allemand... mais cette fois il y eut peut-être plus que d'habitude ! Ce fut un article du DAILY TELEGRAPH qui permit la façon. Le colonel REPINGTON avait, en effet, rapporté de nouvelles infractions, et avait prolongé en avertissant :

"Il faudra avoir l'assurance personnelle des chefs de l'armée allemande qu'on mettra un terme à la duplicité... et non seulement le gouvernement, mais aussi VON SEECKT et GESSLER, qui semblent constituer un empire dans l'Empire et devront être compris dans un arrangement de l'avenir"

(M 1.3.25)

... Arrangement dans l'avenir ? L'explication était sommaire mais elle rejoignit l'interprétation de RITZ quelques jours plus tard. Il parla d'une :

"formule générale de paix qu'il faut trouver"

et conclut :

"ou nous évacuons Cologne, ou nous désarmons, ou nous fermerons les yeux sur les inquiétudes de VARSOVIE, PRAGUE, BELGRADE, BUCAREST" (L 6.3.25)

... Quelque chose se préparait que la diplomatie internationale avait vainement tenté de cacher. RAYOD interpréta à sa manière :

"Il faut en finir !"

"Chaque fois que quelqu'un dénonce une manoeuvre allemande, tout le monde crie à l'exagération. Il faut que la publication des rapports militaires (qu'on attend), rende la masse des français comme les alliés plus vigilants"

"Il faut savoir si nous voulons que ça recommence..."

"Sinon, il va falloir se décider à parler fort et à parler tous ensemble" (L9.3.25)

Oui, mais sur quelle base avaient bien pu s'établir les premières négociations ? Là, on craignit !

"Le problème de la sécurité" Vu "la tournure des négociations visant à la sécurité de l'Europe", fut posé par SKRZYNSKI, ministre des A.E. de POLOGNE. Dans un premier temps, il se borna à clamer sans ambages, les desseins vaticinés par l'Allemagne à l'égard de la POLOGNE (L 10.3.25). Puis il expliqua que la sécurité polonaise dépendait :

"... d'un bon accord de tous les alliés entre eux. L'Allemagne doit entrer dans la S.D.N., aux conditions communes. Il faut refuser tout pacte de garantie de l'Allemagne. Ce n'est pas à elle de faire la paix"

Enfin , il souligna l'insuffisance des accords de la Petite Entente à préserver la paix européenne (L 20.3.25)

Eviter à la France et l'Allemagne de traiter à deux ; rechercher un règlement de la sécurité européenne, impliquant tous les Etats et continuant une résolution définitive à chaque problème, dont les différents frontaliers y compris ceux de l'Est ; oeuvrer peut-être par le biais de la S.D.N. avec une Allemagne admise sans faveur... on y vit maintenant plus clair !

A propos de la prochaine session de la S.D.N., on précisa :

"l'essentiel pour nous, ce n'est pas la forme ni le titre du pacte qui va sortir de la conférence de Genève. Ce qu'il nous faut, c'est la certitude de la Sécurité de nos frontières et la garantie sérieuse que les Allemands n'arment pas en vue d'une nouvelle guerre" (M 14.3.25).

"Le pacte de désarmement" ou "pacte de garantie" (L 2.4.25)

"Un rapprochement 1923 - 1925 !"

"Il y a très exactement deux ans, l'Allemagne saisie à la gorge par la poigne de la France, capitulait" (...) l'économie a progressé..." tout comme la "mauvaise volonté de ne pouvoir jamais payer les dettes de guerre (...)" "L'Allemagne dévoile son jeu... hostilité contre la Pologne (...), réunion de l'Autriche à l'Allemagne" "Il faut se méfier" RAYOD (25.9.25)

Attention, ce qu'il fallait, c'était un vrai pacte garantissant nos frontières en compensation des zones occupées et cédées un jour. Un pacte nécessairement cellé à plusieurs, peut-être à quatre : Grande-Bretagne, France, Belgique, Allemagne. Jean de THONAQUE exhorta afin que l'on se méfiât des Allemands :

"Le prix de cette acceptation serait-il pas l'évacuation de la zone de Cologne, de la SARRE ?" (L 2.4.25)

"L'Allemagne spéculé sur les divergences entre Londres et Paris"

Dans cette affaire du pacte de sécurité, comme dans l'admission éventuelle au sein de la S.D.N., pour les Allemands

"Il s'agit d'opter certaines mesures d'assouplissement du Traité de Versailles" (M 5.4.25)

... il faut :

"refuser tout pacte de garantie de l'Allemagne" (...)

insista RAYOD qui choisit délibérément un exemple moins décrié:

"Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne"

oui, refuser

"car les véritables aspirations d'une grande patrie, sinon de la presque totalité de l'opinion allemande est anti-autrichienne nous sont si parfaitement connues"

(L 14.4.25)

Dénonciations, mises en garde, propositions... l'opinion messine soucieuse pour la sécurité et la paix, avait commencé là une belle entreprise. Mais, à la mi-avril, l'élan fut momentanément freiné ou dévié par le fait des événements : crise politique chez nous, élections présidentielles chez eux !

Démissionnaire le 10 Avril, HERRIOT eut pour successeur PAINLEVÉ avec BRIAND aux A.E.. Semblablement au précédent ministère, METZ ne le taxa qu'avec acrimonie ! Rien de mieux !

L'autre grande préoccupation vint des élections allemandes... Après la mort du président EBERT le 28 février, l'épisode marquant la campagne avait été l'annonce de la candidature du maréchal HINDENBURG.

"HINDENBURG ou MARX ?"

"Les nationalistes se rangent derrière la popularité du vieux maréchal" HOUPERT (L 23.4.25)

"J. DORESME", dans un article intitulé "masques interchangeables" fit évoluer les "ondoiements de STRESEMANN" issu du "bloc bourgeois" avec les élections probables de HINDENBURG, autrement dit "le sabre et le rameau d'olivier". Mais il inclina à parier sur l'hostilité des nationalistes et des industriels au nom de la stabilité.

"L'attitude de l'Allemagne ne sera pas de sitôt rassurante !" (M 23.4.25)

Le 27 avril 1925, HINDENBURG fut élu président du Reich au 2è tour (14,639 millions de voix, contre 15,74 à MARX et 17,89 à THOELMANN).

"Victoire de la monarchie contre la République !" s'emporta HOUPERT.

"Avec HINDENBURG, il faut s'attendre à un revirement complet dans la politique extérieure du Reich"
"... derrière lui, les partis de droite"
"l'Empire voudra se débarrasser au plus vite des liens qui entravent encore sa liberté au point de vue militaire, politique et économique" (L 28.4.25)

HIRSCHAUER achevant une parodie imaginaire sous forme d'un entretien avec le ZENTRUM au sujet de l'élection regrettée, confia :

"Tous les plans pacifiques continuent à montrer la réalité
"l'Allemagne veut la guerre" (L 30.4.25)

De jour en jour, rien ne ralentit les commentaires, les invectives... et les avertissements !

"L'élection de HINDENBURG à la présidence de la République est l'un des événements les plus considérables qui se soient produits depuis l'armistice."

"... Contre tous les pronostics, la droite a mobilisé les trois millions d'abstentions du premier tour"

l'élection : " ... marque l'option déterminée de la majorité du peuple allemand pour une restauration monarchique... et pour une politique d'aventures"

(M 28.4.25)

... et surtout :

"Maintenant plus de pacte à 3, 4, 5 et plus incluant

l'Allemagne de HINDENBURG, mais un solide traité d'alliance anglo-français protégeant la Belgique"
"Il n'y a qu'une Allemagne, une Allemagne revancharde"
"Aujourd'hui, nous sommes fixés" (M 28.4.25)

... Et se fut justement ce que METZ entreprit de prouver !
Voyons quelques exemples :

- fin avril : discours de LUTHER... non pour rassurer mais réclamer l'évacuation de Cologne et le pacte de sécurité (M 1.5.25)

- début mai : bruits évoquant l'Anschluss
"De nos jours, il n'est pas un seul allemand qui n'appelle de tous ses vœux le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne"
"... procédé incidieux de la politique de conquête de BISMARCK"
"l'Allemagne veut restaurer sa puissance en mettant la main à l'Autriche" (M 7.5.25)

- 11 mai : rumeurs concernant des "infractions allemandes aux clauses du désarmement" (M 11.5.25)

- 12 mai : "accueil impressionnant" de HINDENBURG à Berlin (M 13.5.25)

- 19 mai : "notre sécurité en jeu (...)" "l'Allemagne s'arme"
"Cela ressort clairement du budget de la Reichstag le 19 mai"
 - . exécution du plan DAWES, oui mais "l'Allemagne attend l'évacuation de la Ruhr", ajouta-t-il... On couvrit ses propos de ridicule puisque c'était déjà chose faite !
 - . pacte de garantie :
"On n'a pas à prévenir une attaque allemande, c'est l'Allemagne désarmée qui doit se protéger !" s'écria-t-il !
 - . L'Allemagne doit développer son économie et "le désarmement allemand prélude le désarmement général"

- . frontières orientales : "l'Allemagne ne les a jamais reconnues" parce qu'elles sont une violation de la "libre disposition des peuples" ... Quant à une attaque allemande : "l'Allemagne ne le veut et n'en a pas les moyens"
- . entrée dans la S.D.N. (PM 20.5.25)

METZ ne perdit même pas du temps à répliquer directement au discours... En effet, l'instant de la remise à Berlin du rapport sur le désarmement du Reich, fixant les conditions de l'évacuation de Cologne semblât imminent. Plusieurs faits inclinèrent à le présumer. D'abord, la publication d'un mémoire sur l'armement secret allemand, par la Ligue pacifiste allemande des Droits de l'Homme, vraisemblablement après la mi-mai.

"En attente de la publication officielle des rapports", HOUPERT imputa la reconstitution de l'Etat major, la mise sur pied de "périodes" militaires pour les étudiants, l'énormité des dépenses de la Reichswehr "aussi forte pour 100 000 hommes que pour 800 000 avant guerre" ... "596 compagnies dénombrées dites de "tradition", chaque compagnie se sous-divisionnant en régiments, corps d'armée... (L 23.5.25)... c'était du joli ! Au sénat, le 26 mai, le général BOURGEOIS dénonça les armements de l'Allemagne.
... En face d'une pareille situation était-il encore raisonnable de parlementer avec eux ?

"Après l'élection de HINDENBURG (...) l'Allemagne a montré son jeu. Il reste un relant chez les Alliés sur la voie d'une réalisation du Traité de Versailles"

... Sentant la situation leur glisser des mains, les Allemands semblèrent alors tenter l'échappatoire :
L'Allemagne "garantirait les frontières polonaises et tchécoslovaques si les alliés consentaient au rattachement de l'Autriche au Reich".

... solution vouée à l'échec ! Cela à cause des menaces de "dissociations dans le bloc balkanique", du non "consen-

tement autrichien" (PL 24.5.25)

Sur le moment, l'on ne fut pas encore informé pour en dire plus, quand le 5 juin, le rapport de la note alliée fut remis à l'Allemagne.

"Il y a des manquements... il faudra y pallier avant de commencer la première évacuation de COLOGNE"

s suivirent quelques preuves fautives :

"policiers trop nombreux" (...) "beaucoup d'usines sont en mesure de fabriquer des armes" (...)

"Excédents considérables de matériel" (...) "armée largement supérieure à 100 000 hommes" (...) "organisation d'un réseau ferré" (...) "officiers en surnombre" (...)

"périodes d'instruction" (...) "pièces de rechange en excédant" etc... (L 6.6.25)

... les chefs d'accusation contre l'Allemagne furent flagrants !

- la note alliée

- l'élection présidentielle

- "l'esprit militariste en Allemagne marchant vers un nouvel épanouissement" ... allant jusqu'à établir une réglementation nouvelle sur le port de l'uniforme des A.C. pour les cérémonies... (L 13.6.25)

- le: "virus prussien en SARRE" (M 5.7.25) et les manifestations nationalistes en juin (PM juin- juillet 25)

- et puis cette fameuse idée "MITTELEUROPA" dont RITZ fit l'historique en reprenant l'ouvrage de "Friedrich NAUMANN" paru pendant la guerre.

Allemagne plus Autriche ? "la France doit éviter de rendre l'Allemagne plus forte (...) elle doit défendre la création d'une confédération danubienne" (L 18.6.25)

- enfin, ces protestations grotesques "d'industriels allemands" se jurant de "travail pacifique" accompli dans leurs usines ! (L 20.6.25)

Trop de présomptions chargeaient la culpabilité ! Rien n'y fit ! Après la note sur le désarmement, le 18 juin une autre note fut adressée par la France à l'Allemagne. Celle-là sur le pacte de sécurité ... (L19.5.25). La France officielle ne voulut pas comprendre ! Ce fut elle qui tendit la main ! Comment ? Par le biais d'une relance des négociations commerciales franco-allemandes qui se languissaient... METZ n'en sut point le fin mot, mais elle somma nos diplomates :

"Le Reich a tout intérêt à se montrer accommodant !" à l'encontre...

"de toutes ces raisons d'apparence complexe qu'ont les délégués du Reich de prendre des airs exigeants, nous devons de ne fléchir que moyennant de solides compensations" (M 3.7.25)

... Le tour était joué ! Profitant de l'aubaine généreusement accordée par la France, les Allemands ainsi tirés d'embarras répondirent le 21 juillet à la note, toutefois sur le ton d'une réserve savamment calculée...

"la réponse allemande à la note de BRIAND" (...)"longue - cordiale"

" ... impression que le Reich a un grand désir d'aboutir" (M 22.7.25)

En effet, sur le principe du pacte de sécurité, l'on se persuada de l'acquiescement de STRESEMANN... cependant :

"le désir est évident de ne point placer d'obstacle infranchissable, de ne point fermer la porte à des négociations ultérieures. Mais la précaution est prise de réserver l'avenir, de ne s'engager aucunement à fond... de ne pas aller trop loin pour ne pas mener des changements au présents..." (L 23.7.25)

"Les Allemands ont besoin de crédits anglo-saxons (...)
STRESEMANN est à la fois prudent et conciliant dans sa réponse.

"Ne pas rompre les négociations, se réserver l'avenir en ne s'engageant pas à fond"

Judicieux "dosage" en somme !

"... Il ne subordonne pas la conclusion du pacte à une modification de l'occupation des territoires rhénans, ni la liaison entre la S.D.N. (entrée allemande) et les règlements de garantie de la sécurité"

Dans son discours devant le Reichstag, le ministre souhaita donner une rapidité de réponse à la note française, en guise de bonne volonté (PL 28.7.25)

Fut-ce cette perspective qui expliqua la soudaine évocation de négociations économiques germano-polonaises ?

Pour "forcer la Pologne à un rapprochement plus grand (...) ? dont l'intérêt, côté allemand eût été

"la conquête du marché polonais" ?

... De toute façon, la "manoeuvre" allemande buta sur l'opposition polonaise, tant et si bien que la rupture coupa net les négociations (M24 et 28.7.25). Craignant les retombées du désaccord, les Allemands trouvèrent alors l'esquive :

"Optants allemands et optants polonais"

"Le gouvernement allemand veut faire retomber la responsabilité au gouvernement polonais, sur la mauvaise situation des Allemands partis de Pologne" HOUPERT (5.8.25)

"Expulsion des Polonais d'Allemagne"

"STRESEMANN a prétendu que l'Allemagne n'a, dans la question des optants des deux pays, accepté un arbitrage que parce qu'il lui avait été imposé"

(...) "...les plénipotentiaires allemands à Genève, le 14 avril 1924 à la S.D.N. avaient accepté l'arbitrage sans aucune réserve et demandé la médiation de Genève"

(L 8.8.25)

Le 11 août encore, les Allemands déclinèrent toute responsabilité dans le "conflit germano-polonais" (L 12.8.25). Finalement, on passa outre sur leur différent ! Juste avant l'Assomption, l'entente fut faite pour l'ouverture de négociations relatives à l'entrée allemande dans la S.D.N. (M 14.8.25) Et au sujet du pacte de sécurité, le 27 août, on informa de la réponse

française à la note allemande.

"Pacte de garantie sans modification du traité de paix" (...)

"la France ne renoncera pas à ses droits (occupation de Cologne)"

"Entrée allemande dans la S.D.N. (...) sur la base de garanties mutuelles" pour la "sécurité européenne" aux "conditions du droit commun" (...)

"Conventions d'arbitrages plus élargies" (...) "pas seulement les nations limitrophes" (L 27.8.25)

Dès le 28, les Allemands s'empressèrent de répondre et se félicitèrent de cette voie qui, selon eux, mènerait à un accord (L 29.8.25)... dont l'ouverture de la 55e session du conseil de la S.D.N. le 2 septembre, eût très bien pu en fournir l'occasion (M 3.9.25)

Cette proximité du règlement général ou pacte de sécurité tant décrié par l'opinion messine déclencha chez elle un ultime sursaut d'hostilité. Son refus catégorique expliqua le désordre de son argumentation !

... l'objection à leur prétendue crise économique :

"Que se passe-t-il en Allemagne ?

"La balance commerciale est passive, c'est encore vrai, mais toute l'économie allemande est assainie, les finances sont en ordre, le budget accuse un excédent"

"...toute feinte, toute manoeuvre nouvelle pour échapper aux obligations du plan DAWES ne tromperont, dès lors, personne" (L 1.9.25)

... le nationalisme allemand :

- "Deutschland über alles !"

"L'Allemagne veut obtenir la reconstitution de son empire colonial"... allusion au congrès qui avait eu lieu le 30 août, sans doute à Berlin, sous l'égide de l'amiral TRUPPEL et de STRESEMANN... (L 1.9.25)

- "le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne" qui avait été scandé ce même dimanche 3 août, lors de grandes manifestations organisées par la "ligne populaire austro-allemande". Toutes ces voix bruyantes avaient hurlé
"... le rêve du rattachement de tous les pays de langue allemande" ... le "MITTEL-EUROPA" (L 1.9.25 - 2e page)

"80 millions d'Allemands réclament leur unité !"

A METZ, l'on prit très au sérieux leurs exaltations, parce que l'Allemagne forte attirait et dominait déjà que de trop l'Autriche "pauvre" et faible.

"Il y a à refaire l'union économique des Etats du DANUBE, on y travaille beaucoup, arrivera-t-on avant que la puissante Allemagne ait absorbé la pauvre Autriche ?"
(L 3.9.25)

... nationalisme encore !

- 14 septembre : "HINDENBURG aux manoeuvres militaires de la 2e division allemande" (L 15.9.25)
- "Intoxication du peuple allemand par les livres de lecture "aux termes nationalistes" (L 23.9.25 - page 3)
- le "nationalisme hostile de la politique extérieure de STRESEMANN" discourant ici et là d'EUPEN et MALMEDY... un jour peut-être, de l'Alsace-Lorraine ! (M 21.9.25)
- "l'Allemagne n'a pas renoncé à l'Alsace-Lorraine"
"Il ne faut pas rêver" affirma Désiré BOUTEILLE, député de l'OISE (M 25.9.25 - page 5)

etc...

... Malheureusement, tous ces avertissements restèrent lettres mortes puisque le 17 septembre, on avait alors informé de ce que les négociations commerciales franco-allemandes avaient reprises. On savait bien ce que cela signifiait ! (L 17.9.25). En tout cas, même si l'on ne s'en était tenu que sur le seul aspect économique, nous n'eussions rien eu à en tirer !

"Jean DOREME", en août, avait à ce moment insisté sur l'adoption par les Allemands d'une loi de tarifs, qui, d'après lui, contenait un germe de nombreux cas de "guerres économiques nouvelles" (M 18.8.25).

L'idée de la poursuite de négociations commerciales franco-allemandes ayant fait son chemin, il réitéra en septembre ses observations, en mettant l'accent sur le dumping mis en place dans le monde par nos voisins (M 21.9.25)

Une fois de plus, c'était trop tard !

"Un rapprochement 1923 - 1925 !"

"Il y a très exactement deux ans, l'Allemagne saisie à la gorge par la poigne de la France capitulait..."

"... l'économie a progressé (...) " tout comme la "mauvaise volonté de ne pouvoir jamais payer les dettes de guerre..." "l'Allemagne dévoile son jeu... hostilité contre la Pologne (...), réunion de l'Autriche à l'Allemagne"

"Il faut se méfier" RAYOD (L 25.9.25)

(26 septembre) "la conférence sur le pacte de sécurité"

"Conditions et prétentions allemandes"

"l'Allemagne a accepté le principe de la réunion"

"les Allemands souhaitent :

- une limitation des négociations au pacte occidental
- la garantie de l'évacuation de la zone de COLOGNE
- un délai fixé pour le plébiscite en SARRE
- le droit d'investigation de la S.D.N. sur le contrôle militaire en Allemagne" (L 26.9.25)

Et en vue de signer ce pacte de sécurité, HOUPERT dénonça :

"la volte-face des nationalistes pour traiter"

"Sans doute, on nous prêche sur tous les tons que la conclusion du pacte est la seule garantie pour la paix"

"l'Allemagne veut des concessions"

au devant desquelles l'évacuation de Cologne. Les clauses du désarmement étant liées, ils cherchent donc à "tourner le pro-

blème, car l'Allemagne ne veut désarmer, au contraire..."

(L 29.9.25)

Le premier octobre, on rapporta que l'Allemagne avait donné une acceptation de principe à la conférence de LOCARNO.

2 - "Le dangereux tournant de LOCARNO" (HOUPERT- L 10.10.25)

... début octobre 25, avant les accords !

"la France lutte pour son existence"

"le pacte signé, toute occupation de la rive gauche du Rhin devient superflue. Nous perdrons par conséquent le seul gage territorial qui assure à la fois notre sécurité et le respect du Traité de Versailles" (M 4.10.25)

... après les accords :

"Si la France est acquise. à l'esprit de LOCARNO, c'est l'Allemagne qui compte fermement le mettre en pratique pour son plus grand profit" HOUPERT (L 17.11.25)

La conférence de LOCARNO s'ouvrit le 5 octobre 1925. BRIAND CHAMBERLAIN, STRESEMANN, LUTHER y participèrent, tandis que MUSSOLINI fut attendu le 15 (L 6.10.25)

Qu'en émanerait-il ? L'opinion messine s'ingénia surtout à savoir ce que les allemands allaient demander... et ce qu'ils entendraient bien obtenir !

"Le but des Allemands à LOCARNO" (M 9.10.25)

"On s'aperçoit que l'Allemagne envisage les négociations dans un but de révision du Traité de Versailles"

(M 9.10.25)

Ce fut aussi ce que HOUPERT qualifia de "dangereux tournant". Il expliqua que si STRESEMANN ne réussissait point à obtenir de grandes satisfactions pour calmer les appétits des Allemands, ses jours en tant que ministre des A.E., comme ceux du cabinet LUTHER seraient comptés. D'entrée de jeu, HOUPERT pensa que les négociations n'amèneraient rien de bien (L 10.10.25) d'autant plus que l'on soupçonât les Anglais de soutenir les Allemands. Pour ceux-ci, leurs desseins étaient simples et connus...

- entrée dans la S.D.N.
- évacuation liée au problème du désarmement.

... Evidemment, en cas de succès, que de conséquences désastreuses : car accepter les buts allemands, cela eût fort ressemblé à des concessions de notre part (M 10.10.25)

... le 14 octobre, les Allemands dirent qu'ils acceptaient d'entrer dans la S.D.N. aux règles communes ! (M 15.10.25). Nous semblions céder... et seulement deux jours après :

"Adoption du pacte de sécurité, les Allemands présentent la note à payer !"

On informa que le texte du pacte de sécurité avait été adopté, texte assorti d'un projet d'arbitrage franco-allemand, négociations gratifiées d'une démarche de la délégation allemande visant à des "adoucissements au régime d'occupation"..."

(L 16.10.25)

HOUPERT fut pris de colère !

"Après la RUHR, la RHENANIE et la SARRE !"

"A LOCARNO, la paix européenne est le cadet des soucis pour l'Allemagne"

... leur préoccupation primordiale étant de :
"réaliser une nouvelle et fructueuse opération"

L'Allemagne a signé pour "l'entrée dans la S.D.N." ...
"l'évacuation de Cologne" (...) plus celle de la SARRE"
... et "sur l'heure, on attend une réduction des troupes d'occupation"

"l'Empire entend être maître chez lui !"

... le mal était fait !

"Après la conférence de LOCARNO" "Ce que les Allemands attendent de l'accord" (L 19.10.25)

Au lendemain de la signature des accords, STRESEMANN indiqua lui-même l'avantage pour l'Allemagne :

"le désir de voir la convention rhénane soumise au principe de l'arbitrage est réalisé" (L 19.10.25)

Un article de PERTINAX dans l'Echo de PARIS montra l'inconscience de nos largesses... au "Palais des illusions".

"La France en cas d'attaque ne pourra intervenir outre-Rhin qu'avec l'assentiment de la Grande Bretagne et de l'Italie contre quoi on risque de voir augmenter le nombre des alliés du côté allemand"

Enfin, PERTINAX trouva la faille :

"Pas de traité de garantie spéciale en Orient" (L 19.10.25)

Là-dessus, dans la semaine qui suivit, METZ put lire la totalité des accords de LOCARNO, ou plutôt des

"Concessions faites à l'Allemagne" (M 25.10.25)

... déceptions, regrets, critiques et craintes furent l'expression la plus formelle d'une opposition forcénée.

Ce fut le général-sénateur HIRSCHAUER qui, l'un des premiers tira la sonnette d'alarme.

"Si les accords sont paraphés par tous les parlements et respectés dans leur esprit...

... s'il n'y a pas eu à côté des débats officiels, d'autres débats secrets intéressants, la sécurité de la France...

... s'il ne s'agit pas d'exiger le désarmement de la France, par rapport à l'Allemagne belliqueuse...

"Je serais content"

"Mais voilà, ai-je le droit de considérer que l'on a
dès maintenant, une certitude sur ces trois points ?"

(L 22.10.25)

METZ répondit non !

"Le Reich voudrait se débarrasser du plan DAWES !" s'emporta TIRARD, haut commissaire français à Coblenze, et président de la commission interalliée des territoires rhénans... et il livra :

"le gouvernement allemand cherche à déséquilibrer son budget" (M 23.10.25)

Etait-ce cela "l'esprit de LOCARNO ?

Etait-ce bien celui-là dont STRESEMANN fit appel pour "demander à la POLOGNE de ne pas exagérer les droits concédés par les accords ? HOUPERT trancha !

"Cet appel à l'esprit de LOCARNO (paix) va être pour l'Allemagne un excellent prétexte pour estorquer toutes sortes de concessions aux signataires des accords de LOCARNO"

"Il est bon que les accents vibrants de "SAMBRE et MEUSE" et de la "MARSEILLAISE" continuent à retentir à SARREBRUCK en en RHENANIE"...
et encore ne s'agirait-il que d'une "compensation bien faible par rapport aux horreurs commises par l'envahisseur en 14-18 !"

(L 24.10.25)

Depuis, que "de concessions faites à l'Allemagne !"

(M 25.10.25)

- " l'évacuation de la zone de COLOGNE" (M 25.10.25)
et puis, comme l'expliqua "M. BOMPARD", tout en reconnaissant
"du bon" au sujet des frontières de l'Ouest
-pour les frontières de l'Est "Rien"
-pour le désarmement allemand "rien"
-sur l'application du plan DAWES "rien !" (M 27.10.25)

A son tour, THONAQUE, faisant état de "rumeurs" entourant
l'évacuation de la zone de Cologne, acheva :

"... sur ce dernier point toutefois, je sais qu'il n'y a
plus beaucoup d'illusions à avoir... les alliés ont laissés
passer l'heure où ils pouvaient exiger et obtenir.
Désormais, l'Allemagne ne désarmera que si les Allemands
le veulent" (L 28.10.25 - page 2).

Si encore, les accords de LOCARNO eussent au moins calmé
l'exaspération des nationalistes... pas même ! Dès après la
signature, ils fomentèrent une "manoeuvre" dans le but d'ouvrir
une brèche dans le cabinet de LUTHER et de déclencher "une
crise ministérielle et parlementaire". (L 27.10.25)

Mépris des nationalistes à l'encontre des accords, "agitation"
politique pour le combattre, telles furent les premières
"répercussions de LOCARNO" (L 6.11.25). Ace moment, il sembla
que le risque de leur défection eussent poussé le cabinet
LUTHER à des solutions extrême : "volte-face ou dissolution ?"
(M 31.10.25)

En réalité, HOUPERT pensa que les nationalistes venaient de
se prendre à leur propre piège, et qu'ils finiraient très vite
pas s'en rendre compte...

"STRESEMANN se donne dans le beau rôle. D'après lui,
l'oeuvre de LOCARNO marque une nouvelle orientation dans
la politique de l'Europe, les méthodes de Versailles sont
définitivement abandonnées"

"... dans ces conditions, les nationalistes auraient mauvaise grâce de persévérer dans leur opposition contre les accords de LOCARNO, car ils font uniquement le jeu de l'Allemagne"

"Le Reichstag s'empressera de les approuver" (L 6.11.25)

... ce fut pourquoi l'on ne tarda pas à découvrir
"l'esprit de LOCARNO en pratique"

"Le Reich a pleinement atteint son but et les alliés ont montré un empressement surprenant à lui faciliter la tâche"
"En agitant le spectre nationaliste, le cabinet LUTHER a pu obtenir beaucoup (...) on transige sur le désarmement, l'évacuation de COLOGNE le premier décembre"

"Si la France est acquise à l'esprit de LOCARNO, c'est l'Allemagne qui compte fermement le mettre en pratique pour son plus grand profit" HOUPERT (L 17.11.25)

Et ce fut ainsi, qu'à dessein de satisfaire "les appétits allemands" le Reichstag, malgré les "récriminations habituelles des nationalistes" approuva le 27 novembre la ratification des accords de LOCARNO.

Que de joyeuses agapes pour eux ...

"Obtenir l'évacuation totale de la zone de Cologne..."
"... plebiscite avancé en Sarre"

... et de miettes pour nous !

"Que restera-t-il du Traité de Versailles, dont l'esprit doit être vaincu par celui de LOCARNO"

Que deviendront "les réparations, si la Rhénanie est évacuée?
La Sarre, si elle est soustraite au contrôle interallié ?"

"Lorsque le Traité de LOCARNO aura été ratifié à Londres, l'Allemagne sera en possession d'avantages considérables en retour desquels, elle aura simplement donné des promesses qui, de sa part, n'impliqueront aucun sacrifice et aucun abandon"

... Tout cela, sans parler, au détriment de nos garanties de la modification bénéfique pour les Allemands, de l'aspect proprement militaire, une fois la réorganisation de l'occupation rhénane accomplie... (M 19.11.25)

Le premier décembre 1925, en même ^{temps} qu'à Londres, à Berlin LUTHER et STRESEMANN apposèrent leurs signatures au "pacte de LOCARNO" (PM 24.12.25)

BOMPARD expliqua que la signature allemande, tout en se prévalant de "l'esprit de LOCARNO", contenait en fait "le désavoué implicite du Traité de Versailles".

"Il fallait obtenir l'évacuation de la zone de Cologne... c'est fait."

"On passe à l'évacuation des autres zones"

"On a transigé sans complaire entièrement aux exigences du Traité de Versailles", notamment au sujet du désarmement.

"Les Allemands veulent entrer dans le S.D.N., et discuter de tout cela (...) il n'y a pas de garantie de sécurité pour la France" (L 9.12.25)

... Le plus déroutant voulut, qu'en dépit de tout souci, l'on discutât déjà "désarmement" à la S.D.N.. Ah oui ! Contrôler une armée en temps de paix était aisé... ironisa THONAQUE qui ajouta :

"Voyez Reichswehr !" et pour les "trucages, voyez schupo!"
(L 18.12.25)

... En résumé, imminentes et préoccupantes, de nouvelles erreurs étaient en marche. L'année de LOCARNO s'achevait singulièrement. Or, il advint de surcroît, une autre cause qui, sans revêtir autant de pragmatisme dans le doute pour l'avenir, n'en provoqua pas moins une mauvaise nausée... C'était au début de décembre 1925, au moment de l'aggravation de la crise allemande, quand la stabilisation du Reichsmark jurait avec des signes d'effacement, créateur de chômage (L 31.12.25)

L'origine de cette affaire n'avait sûrement pas été étrangère avec une recrudescence de la propagande allemande à destination de l'Alsace-Lorraine.

En effet, tout avait commencé par le discours du socialiste BREITSCHIED, par lequel il avait voulu tenter le parallèle entre les opinions allemandes et alsaciennes, lorraines, à partir, selon lui, de certaines communautés de langue, de culture... Là-dessus, la TAEGLISCHE RUNDSCHAUN ("organe de M. STRESEMANN") avait surenchéri en souhaitant le "développement de l'autonomisme alsacien-lorrain" (M 5.12.25)

Cela dit, METZ, qui d'emblée avait considéré les événements avec une attention particulièrement sérieuse mais dégoutée, s'était réjouie de l'arrestation de quelques autonomistes, ces "espions de l'Allemagne" (M 27.12.25) Alors, on invectiva leur journal subjectif : la "ZUKUNFT" qui avait osé faire allusion à l'"ELSASS-LOTHRINGEN IM REICH"

"De quelle minorité nationale parle la "ZUKUNFT" ?
(L 7.1.26)

... Traïtesse ! On condamna la "ZUKUNFT"... et tous "ceux de la ZUKUNFT", avec leur "esprit boche" révélé à chaque ligne de cet "organe pro-allemand de SAVERNE" ! (L 18.1.26)

On confondit ces "autonomistes pro-allemands" manoeuvrant pour "premier stade du retour de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne"

On découvrit, isola et accusa "un seul groupe" les "RICKLIN, PINCK, ZEMB, WALTER..." (M 17.1.26)

Bah ! Pour leur avoir trop donné d'importance en décembre et janvier, on arrêta là les commentaires ! Il était plus impératif de surveiller leurs protecteurs et investigateurs : les Allemands... !

Donc, ceux-ci connaissaient un regain de crise économique qui menaçait directement le sort du cabinet LUTHER (M 31.12.25)
Il succomba d'ailleurs le 19 janvier au soir (M 21.1.26)

Sur le plan extérieur, cela ne changeait rien au contraire...

Pendant que l'Allemagne attendait son nouveau ministère, "les diplomates allemands (...) passés maîtres de l'art du chantage" avaient entrepris diverses manoeuvres, dont STRESEMANN n'était

pas absou, visant à amenuiser les effectifs des troupes d'occupation. De toute façon, un simple regard sur les budgets de la Reichswehr, montrait bien "de quel côté on s'orientait en Allemagne" HOUPERT (L 19.1.26)

Et l'on avait encore relevé plusieurs articles dans les presses allemandes et italiennes, insistant lourdement sur la "rétrocession de la SARRE à l'Allemagne" (L 23.1.26)

Là, ils allaient vraiment loin... il y avait eu "la duperie de LOCARNO" qui avait réduit la France à lutter "pour son existence" STRESEMANN avait obtenu l'évacuation, sans même avoir "solennellement réaffirmé la Traité de Versailles" (M 11.1.26)... et voilà maintenant ce qu'ils réclamaient... Tel étant le vrai débat, "le programme du nouveau cabinet du Reich" (L 27.1.26) ne fit qu'accentuer les exigences, à peine dissimulées sous l'esprit de LOCARNO et de sa plus belle aubaine : l'adhésion possible dans la S.D.N.

3 - "L'Allemagne dans le S.D.N. ? (L 12.2.26) Pas ça !"
(RITZ L 23.2.26)

"Le centre de gravité naguère à Paris, s'en va à Berlin. Sept ans après l'armistice ce n'est plus le pays victorieux, mais la nation vaincue qui tiendra dans ses mains les clefs du destin" (L 19.9.26)

"Tout, mais pas ça !" (RITZ 23.2.26)

Non pas que l'on s'étonnât de l'adhésion quasi certaine de l'Allemagne dans la S.D.N., mais tout de même, quelle déconvenue... à l'instant où l'on discutait que de cela, les Anglais évacuaient COLOGNE en joie, en fête, la laissant aux discours d'heureux et fiers esprits, en premier desquels ADENAUER, le maire... Contre nous éclatait "une victoire allemande".

"Après avoir su réaliser l'évacuation de la RUHR, gage précieux des engagements financiers qu'ils avaient contracté en 1919 à Versailles et qu'ils ne se sont jamais souciés de remplir, il leur restait à faire une brèche

décisive dans le système de garanties politiques et militaires que le Traité avait édifié autour d'une France victorieuse, mais ravagée" (...) "accepter un désarmement dans ces conditions serait un montre de dupes" (HOUPERT L 1.2.26)

Le 10 février 1926, le consul général d'Allemagne à Genève, remit une demande d'admission signée de STRESEMANN, au secrétaire général de la S.D.N.

"L'Allemagne dans la S.D.N." ! (L 12.2.26)

Oh bien sûr, ce n'était pas encore chose faite, mais... sachant la volonté des alliés et l'habileté des Allemands... plus d'équivoque possible ! Et pour ce qui fut du patelinage, nos voisins surent en jouer ~~à~~ merveille !

"L'Allemagne et les minorités"

"Une manoeuvre du Reich"

Afin d'amadouer et d'étaler à tous leur bonne foi avant l'entrée dans la S.D.N., les Allemands consentirent généreusement à donner des avantages aux DANOIS du SCHESSWIG ! Pensez donc , expliqua HOUPERT... la plupart des familles danoises étaient parties depuis longtemps, et il n'y restait "que des Prussiens !"

(HOUPERT L 17.2.26)

Non, l'on devait demeurer lucide et constater par exemple que l'Allemagne n'avait "pas désarmé" (PL 30.1.26)

"Jean de GRANVILLIERS", se référent à un ouvrage militaire, le "manuel du fantassin" parut en Allemagne" en 1925, montra comment ledit manuel "exaltait l'Allemagne", comment il révélait le visage de l'Allemagne qui entra dans la S.D.N. (PL 21.2.26)

"louis MARIN" insista lui aussi pour **dire** qu'on allait "trop loin" qu'on présentait au x Allemands des "conditions exceptionnelles" (...) avec un siège dans la S.D.N." (M 20.2.26)

"Pas ça !" estoqua RITZ.

"L'entrée de l'Allemagne dans la S.D.N. ? (...) certaine depuis LOCARNO, souligna-t-il.

"Mais maintenant qu'elle sait que son entrée est certaine, elle veut s'opposer à l'élargissement du conseil de la S.D.N. en faveur de la Pologne"

"Tout, mais pas ça !"

et RITZ termina :

"P.S. - Des historiens prétendent que c'est la France qui a gagné la dernière guerre 1914-1918, ils doivent errer" (L 23.2.26)

... Sur la question de l'élargissement du Conseil de la S.D.N., on fut encore obligé d'y revenir à cause de la campagne de presse allemande et des prises de position de STRESEMANN.

"STRESEMANN veut arracher aux alliés et à la France surtout une nouvelle concession en échange du consentement de l'Allemagne à l'admission éventuelle de la Pologne au Conseil de la S.D.N." (L 24.2.26)

... Mais l'opposition farouche de l'opinion messine, eut probablement une autre destination... En effet, ce fut dans ce contexte trop imprégné de l'admission allemande dans la S.D.N., que la Chambre dût aborder, discuter et voter la ratification du traité de LOCARNO, sous la présidence d'HERRIOT. Les débats débutèrent le 1er mars. Aucun député alsacien-lorrain n'intervint ce jour-là... Ce qui, le lendemain agaça beaucoup FRANKLIN-BOUILLON, président de la commission des A.E.... qui le déplora de vive voix. Alors deux Alsaciens finirent par se risquer !

BIRÉ - "... le Traité consacre l'hégémonie anglaise"

"la France a accepté (le Traité de Versailles) parce que les Etats-Unis et la Grande Bretagne nous promettaient leur garantie formelle et spéciale contre les agressions de l'Allemagne. Les Etats Unis se sont depuis longtemps dérobés. L'Angleterre se dit encore notre amie, mais elle devient en même temps l'amie de l'Allemagne.

Notre frontière reste ouverte et les garanties accessoires que nous accordait le Traité de Versailles apparaissent déjà comme inconciliables avec l'esprit de LOCARNO. Pouvons-nous encore exercer un contrôle militaire sérieux ?

Pouvons-nous occuper bien longtemps certaines provinces d'un Etat avec qui nous déclarons renouer des liens d'amitié ?

Quand les pays rhénans seront totalement évacués, quel moyen aurons-nous d'y faire observer les clauses du désarmement stipulées par le Traité de Versailles ? En réalité, et en allant au fond des choses, nous abandonnons toutes nos sûretés et toutes nos garanties contre une signature que l'Allemagne discute et marchandé. Nous souhaitons de tout coeur que cette signature soit loyale et sincère. Nous voulons croire que l'Allemagne ne profitera pas de la nouvelle situation qui lui est faite pour annexer l'Autriche et chercher querelle à la Pologne.

Malgré tout, nous ne pouvons chasser de notre ennemie, le souvenir du chiffon de papier qui garantissait la neutralité de la Belgique. Nous nous refusons à sacrifier les réalités aux promesses et aux espérances, c'est pourquoi nous ne voterons pas la ratification des conventions de LOCARNO".

"Applaudissements à droite"

(...)

Le président :

"La parole est à M. PFLEGER. C'est un de nos collègues d'ALSACE qui va expliquer son vote. Je suis sûr que vous voudrez l'entendre dans le plus grand silence"

- Applaudissements.

PFLEGER -

"Aucune région française n'est plus intéressée par la suppression de la guerre et au maintien de la paix que l'Alsace et la Lorraine désannexées".

"Nous serions les premiers à souffrir d'une nouvelle guerre"

"... nos aspirations passionnées vont vers une paix durable"

"... je voterais pour si je pouvais avoir l'assurance qu'en le signant, les Allemands sont décidés à entrer dans la communauté européenne uniquement en collaboration et non en maîtres, qu'ils se sont résignés à ne plus attenter dorénavant à notre sécurité et à reconnaître comme définitive la frontière du Rhin, loyalement et sans arrière pensée.

Or, je n'ai pas cette conviction"

(...)

"A travers les déclarations équivoques des hommes politiques allemands, à travers leurs discours et leurs distinctions subtiles -et la campagne violente des Allemands contre l'admission de la Pologne au conseil de la S.D.N. est symptomatique de leur bonne foi- par les entretiens que j'ai eus avec les personnalités représentatives allemandes, une observation attentive m'a appris un fait indéniable : la grande majorité de l'opinion publique allemande n'a pas du tout renoncé aux territoires que l'Allemagne était obligé de céder par le Traité de Versailles"

"Elle considère notamment la perte de l'Alsace-Lorraine toujours comme provisoire. Si donc, votre gouvernement n'y veille pas attentivement, M. le Président du Conseil, il se pourrait que le rameau d'olivier dont vous avez si éloquemment parlé, produise, malgré toutes les affirmations contraires, au lieu des olives de la paix, les vilaines cornes de la désillusion"

(...)

PFLEGER manifesta son intention de s'abstenir, puis il conclut par une mise en garde :

"Le gouvernement doit avoir un terrain solide sous ses pieds dans les futures discussions avec l'Allemagne" afin de répondre aux revendications de nos provinces.

Résultats du vote :

- nombre de votants : 484 (majorité 243)
pour : 413
contre : 71

"N'ont pas pris part au vote : (...)

- Ch. FRANCOIS
- MONCELLE
- PAQUE
- PFLEGER
- SEROT
- WENDEL (Guy)

(...)

"contre" :

- (...)-BIRE
- WENDEL (François)

"pour" :

- (...)-LOUIS
- MEYER
- MULLER
- OBERKIRSCH
- PEIROTES
- SCHEER
- SCHUMANN

(Ch. des Députés - 2 mars - page 1151)

La France ayant ratifié le Traité de LOCARNO, le 7 mars, une réunion préliminaire fut ouverte à Genève, qui prépara la réunion officielle de l'Assemblée de la S.D.N., le lendemain 8 mars (PM 8 et 9.3.26)

"Imbroglia parfait à Genève !" (L16.3.26)

"L'Allemagne manoeuvre la S.D.N." (M 13.3.26)

"Le guépier de la S.D.N." (L 16.3.26)

"Pour se tirer d'embaras, la S.D.N. ajourne sa décision à septembre prochain" (L 17.3.26)

Le point essentiel ou tout se dénouerait peut-être, était celui posé par "l'Allemagne et la candidature polonaise". Et si, d'aventure, l'Allemagne l'eût repoussé ? RAYOD se rémémora l'article 213 du Traité de Versailles...

"... des investigations sur l'initiative de la S.D.N. peuvent être exercées, pour vérifier le désarmement de l'Allemagne. (vote du Conseil à la majorité)

"... Or, la Pologne peut à tout moment soutenir une demande faite par la France"

... de là, bien évidemment le refus des Allemands à toute "extension du Conseil !" (L 11.3.26)

Au sujet de l'attitude allemande, l'on eut même pas le temps de se retourner !

"On piétine à Genève !"

"L'Allemagne manoeuvre la S.D.N. !" (M 13.3.26)

"l'Allemagne n'accepte pas la solution de conciliation"

HOUPERT développa et analysa plus avant, la "manoeuvre allemande à Genève"

"L'Allemagne n'est pas encore admise, qu'elle sème la dissension (...) en fait, elle agit à son compte"

"L'Allemagne s'est soustraite à toutes les obligations du Traité de Versailles" et cependant "... la sous-commission de la S.D.N. a accepté le principe de l'entrée allemande dans la S.D.N."

"Nous craignons fort que les membres de cette sous-commission ne se soient trompés sur les véritables intentions de l'Allemagne"

Et HOUPERT remarqua aussi que seule la Suède s'était élevée contre l'élargissement du Conseil... C'était normal puisque l'Allemagne était "derrière !"

"L'Allemagne menace de se retirer si le Conseil était élargi à ses dépens"

"Nous considérons cette menace comme un bluff, car le Reich a trop à gagner à être membre du Conseil de la S.D.N.. Une seule chose est à craindre, c'est que pour amener les Allemands à composition, M. BRIAND ne leur construise un nouveau pont de concessions, dont la France serait seule à supporter les frais !" HOUPERT (L 13.3.26)

Les jours suivants, les pourparlers s'éternisèrent...

"La crise à Genève continue..."

LUTHER et STRESEMANN repoussèrent le "compromis" (L 14.3.26)

"Les négociations de Genève : on en est toujours à la recherche d'un accord, les Allemands persistent dans leur intransigeance, mais veulent éviter la rupture"
(L 15.3.26)

Si fait, on s'enfonça dans "le guepier de la S.D.N."

"Imbroglie parfait à Genève !"

... irritation suédoise, mécontentement brésilien à l'entrée de l'Allemagne... (L 16.3.26)

"Pour se tirer d'embarras", la S.D.N. n'eut d'autre solution que d'"ajourner sa décision à septembre prochain !"
(L 17.3.26)

Ceci c'était passé le 16, dès le 17 mars, on clôtura les débats ! (L 18.3.26)

A chaud, plusieurs réflexions occupèrent les esprits messins...

- D'abord, il fut indéniable que la S.D.N. avait été "source de conflits internes"
"les récents évènements ont montré que la S.D.N. est encore à l'heure actuelle, incapable de remplir le rôle grandiose qu'on attendait d'elle" RAYOD (L 20.3.26)
- Secondement, "les négociations de Genève devant le Reichstag" permirent de préciser les intentions réelles de la diplomatie allemande avant... mais également après le discours de STRESEMANN le 23 mars, ^{qui} s'enferma dans une vague adroitement calculée (L 24.3.26); mais LUTHER chargea les nationalistes hostiles...(M 24.3.26).

Alors, oui ou non, l'Allemagne continuerait-elle à s'opposer à l'élargissement du conseil ?

"La commission paraît avoir été indulgente, par rapport à l'Allemagne (...) évacuation de la zone de COLOGNE sans que le Reich eût rempli ses obligations sur le désarmement"

"Si l'Allemagne renonce à une politique non agressive contre la France et la Belgique, ces pays doivent donc en contrepartie évacuer la 2e et 3e zones de COLOGNE (...)"
des "compensations allemandes ? " (...) "rien"
et cela d'autant que les "accords commerciaux piétinent depuis 15 mois".

"Ainsi l'Allemagne a le plus grand intérêt à poursuivre sa politique extérieure jusqu'à son admission définitive dans la S.D.N.", pour tous ces avantages (L 24.3.26)
et sans oublier les "appétits coloniaux de l'Allemagne"
(L 3.4.26)

... question de "prestige", afin d'avoir rang et place d'une grande puissance, c'est ce qui ressortait de toutes les manifestations coloniales en Allemagne (L 14.4.26)

... question d'expansion économique... ainsi que SCHACHT le défendit le 24 mars devant la SOCIETE COLONIALE ALLEMANDE,

"Les industries allemandes ne sauraient avoir une vie économique saine, sans domaine colonial"

HOUPERT répliqua...

"Une chose est certaine : les revendications allemandes procèdent bien de l'argent nationaliste que de besoins économiques et de nécessités d'expansion" (L 3.4.26)

- Enfin, des bruits ressassèrent à nouveau.. "le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne" (L 10.4.26)

Oh certes, en cette affaire, l'Allemagne ne brusquerait-elle rien... l'Autriche étant engagée dans la S.D.N. Mais à long terme, on veillerait à l'objectif recherché comme d'ailleurs la multiplication récente des rapports entre VIENNE et BERLIN le prouvait - RAYOD (10.4.26)

Adhésion par intérêt à la S.D.N., différée mais assurée et ce, malgré l'inimitié affichée aux Polonais... rêve colonial ou rêve autrichien jamais assouvi... tandis que l'opinion messine constata le recul diplomatique français, elle eut l'impression que l'Allemagne agissait à sa guise, avec une dextérité sans restriction, c'est-à-dire en complète liberté... L'imprudence était flagrante... Emportée par sa flamme, METZ tenta d'attirer les regards afin qu'ils ne se laissassent point surprendre... septembre était si proche !

"La France lutte pour son existence..." DUCROCQ (L 30.5.26)

"L'observation s'impose irrésistible que l'Allemagne domine la situation diplomatique avec une franche supériorité" (M 7.4.26)

"Toujours LOCARNO !" Sous ce libellé d'apparence anodin, BOMPARD voulut y mettre en réalité toute son exaspération. Comparant les menées allemandes pour l'adhésion à la S.D.N., il dénonça leur "même esprit qu'à LOCARNO"

"L'Allemagne abuse, il serait bien, je crois, qu'elle sût que les Français ne sont pas aussi naïfs qu'elle l'imagine" (L 23.3.26)

Devenue, en sorte, disciple de BOMPARD, l'opinion messine fit ensuite sienne son apologie condamnatrice. Elle s'y exerça comme elle le put, comprenez au hasard des circonstances... et le hasard pressa vite les choses...

Dès avril, nulle affaire ne préoccupât rarement autant que celle du Traité de Berlin"...

Sitôt la première rumeur le 22 avril, on sursauta... songez, juste après LOCARNO !...

"Le Reich ne s'emprisonnera pas dans une politique exclusivement occidentale" (M 22.4.26)

Une fois connu, le "Traité germano-russe", on rappela celui de RAPALLO, lui aussi prétendu "amical", puis on insista sur la mentalité de l'une des deux puissances, en cas d'attaque, du boycottage économique dans l'éventualité d'un conflit, de la durée fixée à cinq ans...

Le tout provoquant une réaction immédiate !

"On a été peut-être plus loin que prévu" (L 28.4.26)

En second lieu, l'on découvrit l'autre danger de ce "Traité de Berlin"...

"La S.D.N. peut et doit demander communication de l'acte:, car ensuite, une fois l'Allemagne entrée dans la S.D.N., on ne pourra plus rien"

("l'accord étant fait avant l'entrée, normalement chaque nouveau traité se doit d'être présenté à la S.D.N.")

(L 29.4.26)

Dérivation savante, STRESEMANN justifia le traité... il le plaça "sur le chemin de la paix", il l'accrocha au "fil conducteur de la politique allemande", du plan DAWES à la demande d'entrée dans la S.D.N. (L 3.5.26)

RAYOD souhaita que l'exemple ne s'oubliât plus...

"l'affaire aura fait quelque bruit et aura contribué peut-être à ouvrir des yeux qui n'ont pas encore voulu voir" (L 4.5.26)

Quelques jours plus tard, son jugement eût pu à la rigueur, aider à la prise de conscience. Le 12 mai, en effet, vit la chute du cabinet LUTHER, avec comme prétexte, une histoire de "drapeau"

... le "noir-rouge-or" livrant bataille à celui de "l'ex-Reich" "noir-blanc-rouge" (...) "dit de commerce" (L 14.5.26)

A la vérité, dans cette "crise allemande" avec la chute du cabinet, on préféra croire à un "complot nationaliste" pour ses intérêts évidents en cas de réussite (L 15.5.26) Le 16 mai, MARX accepta la chancellerie, cependant que THONAQUE revint sur le complot, pour avertir du "plan de guerre des nationalistes allemands"... c'est-à-dire de la "dictature militariste" (L 21.5.26)

"La France lutte pour son existence !" proclama "G. DUCROCQ" qui proféra la plus grande ardeur à révéler le danger d'une évacuation totale en Allemagne. DUCROCQ refusa catégoriquement "l'abandon du Rhin" ouvrant à l'ennemi "les frontières de l'Est mal défendues" (L 30.5.26)

Pourquoi cette soudaine mise en garde ?

Parce que le Sénat allait le 4 juin, ratifier les accords de LOCARNO, au moment où les nationalistes allemands s'agitaient et qu'une idée insoutenable pour nous s'élevait en Allemagne :
"la révision du plan DAWES"

... idée "lancée par la presse allemande obéissant aux instructions de la WILHELM STRASSE"

HOUPERT répéta le plan DAWES, sa confirmation à LONDRES, la "mauvaise volonté allemande à payer et à cacher sa vie économique, jusqu'à procéder à un allègement de certaines taxes"

(... alors qu'augmentaient les impôts, les droits sur les loyers avaient été diminués, tout comme les droits sur les vins, ou ceux frappant la constitution ou la transformation des Sociétés... ou en 1927, les taxes sur la bière !)

"Or, le projet officiel de la révision du plan DAWES, vient des Etats-Unis"

"Le plan DAWES est un obstacle de rapatriement des capitaux prêtés par les banques américaines"

"Les Américains ont toutes les sollicitudes pour les Allemands. Ceux-ci, ont déjà la certitude d'arriver à leurs fins. Après LOCARNO, après l'évacuation de la zone de COLOGNE, ils peuvent tout espérer" (L 8.6.26)

Espérer... mais grand dieu, vers quelle dernière extrémité ?

"Le Rhin frontière de la liberté !"

"l'Allemagne ne désarme pas"

"Jean LAUTER" fit allusion aux nombreuses manifestations nationalistes en Allemagne, à la multiplication des articles de journaux. Et il raconta même, ce que STRESEMANN en personne aurait dit à des journalistes de SAARBRUCK :

"Pas un m² de sol allemand ne sera cédé par le Reich...

Il n'y a pas de doute que l'unité allemande a été forgée sur les champs de bataille. La Sarre est allemande. Elle l'a toujours été" (L 13.6.26)

... Quant au "désarmement de l'Allemagne", il n'y eût qu'à lire le rapport du général WALSCH, chef de la mission inter-alliée de contrôle sur les manquements de l'Allemagne aux obligations que lui imposait le programme du désarmement...

(L 27.7.26)

Enfin, on dénota encore une fois, tout ce tapage orchestré par les Allemands au sujet de leurs anciens mandats coloniaux, dont ils poseraient la question à Genève "Maurice RONDET-SAINT" rabroua le désir allemand de retrouver ses colonies perdues.. Il démontra que celles-ci ne pouvaient pratiquement pas ou peu attirer des zones de peuplement... puisqu'il ne s'agissait que de déserts ou d'espaces trop pauvres, maintenant, sur le problème des matières premières ou tout intérêt économique, personne ne s'opposait à voir les Allemands y participer ! (L 23.6.26)

Au fond, les Allemands ne manquaient pas une seule occasion pour revendiquer quoi que ce fût ! A nous de les surveiller, à nous de rester lucide, à nous de résister à leur tentation... On avait déjà parlé de l'autonomisme alsacien... En juin, il sembla de nouveau se raviver... à l'instant où l'on parlait du danger allemand, de l'occupation ou de l'évacuation rhénane, de nos frontières alsaciennes-lorraines menacées... et avec peut-être aussi en l'esprit cette idée folle et inavouable d'une utilisation éventuelle par les Allemands du problème de l'autonomisme alsacien à la S.D.N.. HORREUR !

"L'autonomisme serait la ruine de la révolution et ensuite l'appel à la protection de l'Allemagne"

(M 9.6.26)

Puis, l'on souligna l'hostilité des journaux de nos provinces contre ce fléau... exceptés peut-être : l'ELSASSER, l'ELSASSER-KURIER, la LOTHRINGER VOLKSZEITUNG, la VOLKSSTIMME...

"RICKLIN, ANTONI, DERNESSE et tous les autres travaillent personne n'en doute, pour le compte de l'Allemagne"

(M 10.6.26)

Naissance du HEIMATBUND ! Naissance du HEIMATBUND !

... "Un vieux Lorrain"

"J'écris qu'il ne faut pas que la LORRAINE se laisse empoisonner par le poison autonomiste d'origine allemande" (L 20.6.26)

Et, quand, en juillet, les séparatistes rhénans firent repar-
ler d'eux, DUCROCQ ajouta :

"Si l'autonomie rhénane se réalise un jour, nous la
saluerons avec sympathie. D'ici là, veillons sur nos
frontières et ne permettons pas aux propagandistes de la
Grande Allemagne de parcourir l'Alsace et d'y semer leurs
tracts. Ce sac enfariné ne nous dit rien qui vaille"

(L 12.7.26)

Non, pas de cela ! Pas de ces "autonomistes et communistes" !
comme le révéla cette lettre d'un "Pasteur de l'Eglise luthé-
rienne" qui, de surcroît "établit nettement les tendances pro-
allemandes du HEIMATBUND" (M 2.9.26)

"L'autonomisme a partie liée avec les communistes, destructeurs
de toutes les religions !" écrit-on encore (L 27.8.26)

Il ne devait donc pas y avoir de problème autonomiste, ni en
Alsace, ni en Lorraine... les Allemands ne devaient jamais
pouvoir utiliser, ne fut-ce que par sous-entendu, ce mal à
Genève !

Là-bas, nous ne devons pas leur faciliter la tâche///
Ils exploitaient déjà suffisamment chaque aubaine...

Mais au fait, comment devait-on comprendre la portée du nouvel
accord commercial franco-allemand conclu en août ?
Maladresse ou volonté française délibérée de faciliter aux
Allemands le chemin de Genève ?

Bien sûr, l'accord du 5 août était l'aboutissement de vingt
mois de discussions... Mais, vu les circonstances, on attaqua
vivement BRIAND pour avoir parlé d'une "entente avec l'Alle-
magne" (L 7.8.26). Et puis, de toute façon, on reprocha à ces
accords de faire entrer des produits manufacturés "dont on se
serait passé".

Tout cela était trop peu "avantageux pour la France".

"Après autant de discussions, on pouvait attendre plus
et mieux !" (L 8.8.26)

Mais encore une fois, était-ce vraiment ce que l'on avait
recherché ?

METZ fut unanime à souligner le changement quasi spontané de
la presse allemande, hier multipliant les critiques, maintenant
louant l'accord commercial donnant "entière satisfaction au
Reich" sachant qu'à présent l'Allemagne serait admise dans la
S.D.N. (M 11.8.26)

Pour résumer l'ensemble, le traité commercial franco- allemand
n'avait servi qu'à "déblayer" (...) "la route de Genève"
(M 11.8.26)

On était fixé ! Ce qui d'ailleurs n'empêcha nullement de
dénigrer avant terme, l'entrée historique de l'Allemagne dans
la S.D.N. !

Pour le plus liquide de l'affaire, on trouva ou précisa de
nouvelles manoeuvres allemandes... tellement édifiantes sur
leur arrières-pensées.

... "la manoeuvre allemande" sur la "question d'EUPEN et
MALMEDY" par exemple. SCHACHT en avait déjà parlé en 1925
(L 20.8.26). Cette fois, on prêta aux Allemands d'avoir proposé
le "troc" des petits territoires belges contre 5 milliards
de marks !

Evidemment le gouvernement belge démentit toutes ces palabres
(M 20.8.26) ce qui déclencha en Allemagne des mouvements d'hu-
meur contre la France, accusée d'avoir "fait pression sur le
gouvernement belge !" (L 24.8.26)

... Il y eu aussi l'annonce de la détermination allemande de
poser à Genève la question des mandats coloniaux. De cela, on
s'y attendait, mais en tout cas, on n'avait pas prévu que les
Allemands se diraient prêts à un débat technique avec l'Angle-
terre ! (M 25.8.26)

... Enfin, le grand dam mis en branle pour obtenir
"la réduction des effectifs d'occupation en Rhénanie"

"Après une période de préparation habilement menée
(campagne de presse à l'unisson des journaux, tant
de droite que de gauche), l'Allemagne va passer main-
tenant à la phase de l'application"

Et puis, rappelant l'ensemble des publications sur les arme-
ments allemands, HOUPERT acheva :

"Il résulte que l'Allemagne s'organise comme si elle
redoutait d'avoir à mener, dans l'avenir, une guerre
pour laquelle sa préparation militaire est déjà faite"

(L 14.8.26)

... Tout cela sans parler de la "propagande militariste" parti-
culièrement aiguë en ces temps ! (L 18.8.26)

Bel esprit que celui des Allemands ! Or, il se trouva justement
qu'en ces jours, l'on informa de la prochaine cession de la
S.D.N. pour le début décembre (L 27.8.26). La-dessus, on
publia un communiqué de l'agence WOLFF qui permit de se persua-
der de l'entrée allemande dans la S.D.N., sans autre formalité !

"L'Allemagne va désigner les membres pour participer à la
2e commission d'enquête de Genève, car la première dis-
cussion des préliminaires se rapportant à l'entrée de
l'Allemagne dans la S.D.N. est terminée" (L 28.8.26)

Ceci fut écrit le 28 août, le 31, on disserta sur
"l'Allemagne pacifiste" après la "journée de l'Armée et de la
Marine allemandes à NUREMBERG" ! Quel paradoxe alors que la
première séance du conseil de la S.D.N. avait été arrêtée au
2 septembre ! (L 31.8.26)

L'Allemagne admise dans la S.D.N.

"L'Allemagne à Genève"

"... paroles prononcées par un membre du gouvernement (allemand) actuel, en novembre 1925 :

"(...) six ans avant, l'Allemagne était vaincue (...) au ban de l'Europe (...) Une fois dans la S.D.N. avec sa clientèle (Suède, pays baltes, Autriche...) elle pourra agir à sa guise, briser même l'ancienne unité des dirigeants de la S.D.N." (L 19.9.26)

La session d'automne du conseil de la S.D.N. commença très mal à cause des difficultés posées par l'Espagne, à propos de TANGER. En revanche, réunie le 7 septembre, l'Assemblée générale de la S.D.N. vota le lendemain à l'unanimité des 48 sièges, l'entrée de l'Allemagne dans la S.D.N. (PM 8.9.26)

"Une séance historique : le traité de LOCARNO est entré en vigueur depuis hier (8) à midi. La Paix éternelle" (...)"... la presse allemande jubile" (L 9.9.26)

... L'opinion messine sourit pour la forme !

"Ce qui ne sera dans aucun discours"

"Une fois les discours épuisés, il conviendra de ramener ses regards vers l'oeuvre de redressement et de restauration intérieure que le Reich mène concurremment avec sa réhabilitation et sa libération de ce qui subsiste de l'emprise étrangère"

"Ce serait méconnaître l'esprit pratique des gens d'outre-Rhin que de s'imaginer qu'ils vont simplement se livrer à une manifestation, si utile soit-elle" (M 10.9.26)

Mais le vendredi 10 septembre 1926, tous les yeux se tournèrent à Genève pour y voir "la réception solennelle de l'Allemagne" (M 11.9.26) son "entrée triomphale" (L 11.9.26)... tandis que les oreilles entendirent les "très célèbres et inoubliables discours "emphasés" sur la paix de STRESEMANN et de BRIAND (L 11.9.26)

... Quelques jours plus tard, les deux hommes se rencontrèrent à nouveau, c'était à THOIRY, un 17 septembre 1926...
L'opinion messine trouva qu'à partir de cette date, coïncida la "grande liquidation !" (L 22.9.26)

B - PLUS D'ABANDONS ! LE RHIN ET LA SARRE !

. Thoiry pour les Allemands :

"Réviser, ou mieux abroger le Traité de Versailles"

HOUPERT (L 19.9.26)

. "après Thoiry... facile de deviner ce qui s'est dit :

"évacuation avant les termes ^{fixés} par le Traité de Versailles"

(M 24.9.26)

18 septembre 1926 : ce fut au moment où METZ était encore fort mal remise de cet esprit dit locarnien, dont l'Allemagne devait sa toute récente entrée dans la S.D.N., qu'elle apprit l'entrevue BRIAND-STRESEMANN, le 17 à THOIRY.

Sans étonnement toutefois, parce que l'on avait déjà évoqué une rencontre le 16 septembre entre les deux hommes sur les conséquences de LOCARNO : évacuation rhénane - Sarre - commercialisation de la dette (M 17.9.26). On eut mille raisons de croire qu'à THOIRY, ces questions furent au coeur du dialogue.

a- THOIRY "la grande liquidation" Paul ALLAIN (L 22.9.26)

"Autour de la S.D.N."

"M. BRIAND a eu une entrevue franco-allemande" (...)

et des "derniers litiges qui opposent à un vrai rapprochement" (L 18.9.26)

"Brèche dans le Traité de Versailles" (...)

"Oui, notre angoisse est légitime. Est-ce la France qui veut achever de liquider la politique de LOCARNO, la politique du chien crevé ?" Paul ALLAIN (L 22.9.26)

1- L'entrevue de THOIRY -

... Inattendue, importante, historique fut l'entrevue pour beaucoup de contemporains... L'opinion messine partagea-t-elle cet enthousiasme... Pour qu'il dût en advenir ainsi, il eût fallu qu'elle renonçât à son identité lorraine, à l'essence même de son combat de toujours ! A d'autres l'angoissement et la réjouissance, METZ demeura impassible dans sa méfiance. Qu'avait-elle dénoncer avant THOIRY, sinon la volonté allemande de démolir le grand Traité... Rappelez-vous ce dont HOUPERT avait averti en août 1924 :

"Le but des Allemands reste invariablement le même : se soustraire aux réparations et à toutes les charges résultant du Traité de Versailles : évacuation de la Ruhr et de la rive gauche du Rhin, suppression du contrôle militaire"
(L 4.8.24)

... Contre quoi avait-elle seriné, sinon contre le prétendu esprit de LOCARNO qui avait offert ^{aux Allemands} une place à la S.D.N. ~~aux~~ Allemands...

"l'Allemagne a reconquis ses droits civiques"

c'est ainsi que la presse allemande jubila, GERMANIA en tête !
(M 18.9.26)

"Six ans avant, l'Allemagne était vaincue, au ban de l'Europe (...) une fois dans la S.D.N., avec sa clientèle (Suède, pays baltes, Autriche...) elle pourra agir à sa guise, briser même l'ancienne unité des dirigeants de la S.D.N."

Voilà quels propos et non des moindres, METZ choisit de rapporter...

"Paroles prononcées par un membre du gouvernement actuel, en novembre 1925" (L 19.9.26)

Oui, il venait d'y avoir THOIRY et des conversations voulues secrètes... et alors ?

L'esprit rebelle et vengeur des Allemands changerait-il ?

La France ne cèderait-elle plus rien ?

D'ailleurs, dans son ensemble, la presse allemande se garda bien de tout "optimisme prématuré" au sujet de l'entrevue...

(M 22.9.26)

reconnaissant cependant avec satisfaction cette "marche vers la paix" (M 21.9.26) (à l'exception des journaux de droite (L 19.9.26)

Et, d'après Londres, on s'autorisa à soutenir que BRIAND avait accepté :

- "1- l'évacuation dans un bref délai des 2^e et 3^e zones de Cologne
- 2- le retour de la Sarre sans attendre le plébiscite"

(L 19.9.26)

A son tour, HOUPPERT narra son point de vue :

"la conversation entre MM BRIAND et STRESEMANN..."

"l'Allemagne a plus à obtenir que la France (...)

Déjà la presse en Allemagne lance une campagne dontre l'occupation de la Rhénanie (...)" arguant qu'"un membre de la S.D.N. doit avoir toute souveraineté chez lui !"

De quoi avaient-ils donc discuté ? HOUPPERT misa sur la révision du plan DAWES, la SARRE que nous devrions jamais céder sous peine de pénaliser nos intérêts économiques, la rétrocession des mandats coloniaux, etc... Peu importait, car, affirma-t-il, ce que le Reich désirait par-dessus tout, c'était :

"réviser, ou mieux, abroger le Traité de Versailles"

Quant aux accords commerciaux...

"Si le commerce et l'industrie du Reich n'y trouvaient pas leurs comptes et leurs intérêts, soyons certains que ces accords ne seraient ni recherchés, ni réalisés"

HOUPPERT (L 19.9.26)

Le scepticisme gagnait ! D'aucuns se déchaînèrent ! ... Ainsi "Paul ALLAIN" qui attaqua violemment les abandons de THOIRY la "grande liquidation".

"On ne sait pas encore de quoi il s'agit, mais il paraît que BRIAND a cédé surtout : évacuation, Sarre..."

"... déjà le règlement des réparations du plan DAWES sort diminué pour 1927-28 !"

... des intérêts économiques ?

"L'Allemagne rêve de constituer un bloc industriel où la France serait vassale plus qu'associée."

ALLAIN s'emporta :

c'est une "brèche dans le Traité de Versailles"

"Pour ce qui est des versements anticipés du plan DAWES, on se demande si M. STRESEMANN ne s'est pas payé, sur ce point plus cyniquement que sur les autres, la tête de M. BRIAND"

"Oui, notre angoisse est légitime. Est-ce la France qui veut achever de liquider la politique de LOCARNO, la politique du chien crevé ?" (L 22.9.26)

Il y eut une réponse indirecte, car elle vint d'Allemagne, mais catégorique quant aux intentions du Reich...

"Un discours sensationnel du ministre des A.E. du Reich"
"Genève le 22 septembre (...) soirée organisée par la colonie allemande de Genève"

... l'admission de l'Allemagne dans la S.D.N. ?

"Preuve que la question de la culpabilité de la guerre est indirectement réglée"

... revendications des colonies ;

... l'"unité allemande"

1- "rétablissement de la souveraineté allemande sur tout le territoire"

2- "évacuation de la Rhénanie et de la SARRE" au nom du "droit de la libre disposition des peuples"

Puis STRESEMANN parla des résultats déjà obtenus :

"... laisser quelques milliers d'hommes de troupes d'occupation"

et de ses tentatives à venir pour arracher l'"évacuation totale" même de la SARRE", sur le "principe de la Souveraineté entière d'un membre dans la S.D.N." (L 23.9.26)

Et dans la presse allemande, STRESEMANN avait tenu des propos semblables, mais avait ajouté :

"Grâce à la S.D.N. (...) il n'est plus question de querelles entre la France et l'Allemagne"

Quant à l'entrevue de THOIRY :

"Nous n'avons pas remanié la carte de l'Europe !"

"... M. STRESEMANN a constaté avec plaisir que les progrès réalisés dans les relations franco-allemandes avaient été plus grands qu'il ne l'avait espéré !"

(M 23.9.26)

Malheureuse ! Une fois de plus, la France venait de reprendre le chemin des concessions !

"Le grand tournant !"

"Il est facile de deviner ce qui s'est dit : évacuation avant les termes fixés par le Traité de Versailles"

(M 24.9.26)

En France, "après l'incartade de M. STRESEMANN", la presse parisienne parut dans l'ensemble plutôt embarrassée... avant de risquer la pirouette ! "c'est ce que les nationalistes attendaient de STRESEMANN..."

... et l'on trouva même à dire que sa position politique s'était "améliorée du col mou au col dur" ! (L 24.9.26)

Le 24 septembre, le cabinet allemand approuva et congratula STRESEMANN de retour... les négociations avec la France furent fixées en octobre (L 25.9.26)

Encouragé dans son action, STRESEMANN après la clôture de la S.D.N. (26 septembre) réitéra ses déclarations le 2 octobre à COLOGNE. Le Ministre affirma "que les entretiens de THOIRY avait pour but d'établir une paix réelle". Puis, évoquant le rapprochement autant économique que politique, il plaça habilement la question de la culpabilité allemande de la guerre et proposa d'en référer à un tribunal international qui eût été créé en la circonstance.

Enfin, il fonda de grands espoirs pour "la libération rhénane"
(L 3.10.26)

Rapprochement ? HOUPERT sursauta !

"A la France d'en faire les frais !"

Bigre ! La culpabilité allemande de la guerre n'était-elle pas la "base" intangible du Traité de Versailles ?

"d'où l'intérêt de s'en débarrasser..."

"Si l'Allemagne est absoute (...) les charges fiscales du plan DAWES seront inutiles (...) et l'évacuation totale

L'Allemagne ira alors jusqu'à recouvrer ses colonies, et réclamer EUPEN et MALMEDY !

"La paix est souhaitable..." mais "la France ne doit pas en faire les frais"

"Il restera beaucoup de chemin à faire..."

"It is a long way to TIPPERARY !" (HOUPERT) (L 6.10.26)

Oh que oui ! Du reste, nos provinces furent mieux situées que toutes les autres, pour en témoigner !

"La propagande allemande en Alsace-Lorraine par T.S.F."

Songez qu'ils nous vendaient des "postes à prix modiques" qui permettaient de capter des émissions de propagande nationaliste et ce "malgré LOCARNO et THOIRY"... émissions toujours achevées par le "UBER ALLES !" C'était un comble ! (M 15.10.26)

... Cette malveillance, tout comme les autres furent volontairement ignorées... parce que la France entendait donner un prolongement à la politique mise en oeuvre à THOIRY !

Etait-ce là le début de la "grande liquidation" dont ALLAIN avait averti ?

2 - La politique de THOIRY et la fin du contrôle militaire -

La cessation du contrôle militaire interallié :

"la victoire allemande !"

"LOCARNO et THOIRY portent leur fruit" P. ALAIN

(L 16.12.26)

Ainsi que l'avait signifié le cabinet allemand le 24 septembre, des négociations franco-allemandes avaient été fixées en octobre (L 25.9.26). C'est de là qu'était venu la raison d'être du discours d'à propos de STRESEMANN à Cologne.

C'est de là, semble-t-il, qu'un événement surprise trouva son origine... :

"la démission du général VON SEECKT", le 6, parce qu'il avait "autorisé la présence du fils du KRONPRINZ aux manoeuvres" (L 7.10.26). Evidemment, cette démission apparut comme extrêmement lourde contre un homme d'une pareille trempe...

Parmi le flot des commentaires en Allemagne, on retint toutefois ceux de la droite, qui firent endosser la responsabilité sur le "Foire de THOIRY", l'"esprit de THOIRY" dont le discours de STRESEMANN à COLOGNE en avait été le chantre (L 8.10.26)

L'empressement dont HINDENBURG fit preuve pour accepter la démission (le 8) semblât en fait montrer la gravité de l'affaire. RITZ demanda que l'on restât les "yeux ouverts".

"Le récent coup de théâtre militaire suivi de la démission de VON SEECKT nous montre quel foyer de militarisme constitue la Reichswehr..." Reichswehr, dont un "journal pacifiste" soutint qu'elle était supérieure à l'armée française
(L 9.10.26)

Et puis voyez surtout le casse-tête pour les Allemands... A l'instant où débutait, à PARIS, la conférence sur le désarmement, et que d'emblée, la position allemande y apparut passablement litigieuse, une "effervescence en Allemagne" ... des "meurtres" (L 14.10.26), l'éventualité du "retour des HOHENZOLLERN"... de GUILLAUME II..., le rôle exact de la Reichswehr... la démission de VON SEECKT... firent que le doute parût primer sur l'espoir !

Voilà pourquoi, à dessein de "faire aboutir les entretiens de THOIRY", HOESCH s'en alla rencontrer très officiellement BRIAND à PARIS le 22 octobre. Les pourparlers qui eurent lieu passèrent outre les embûches :

"La volonté d'aboutir persiste des deux côtés" (M 23.10.26)

Mais elle dût encore affronter le procès de la Reichswehr noire. Décidemment !

Il y avait eu en effet, des "assassinats vehmiques commis par des membres d'organisation militaires secrètes" (L 27.10.26). Le procès venait de s'ouvrir dont METZ donna, au jour le jour, des compte-rendus très détaillés, apprenant, par exemple, "les révélations sensationnelles du lieutenant SCHULZ" sur la "Reichswehr noire" et l'ajournement du procès. SCHULZ avait avoué l'existence de "détachement de travail (ARBEITKOMMANDOS)", en réalité organes militaires secrets, dépendant de la Reichswehr officielle. Tout le gouvernement prussien était ainsi désigné et élaboussé...

"Le gouvernement était au courant, il nous approuvait, nous n'avions rien d'une société secrète" avait failli SCHULZ ! (M 28.10.26)

L'opinion messine sauta immédiatement sur l'occasion magnifique qui s'offrait à elle... afin de canonner à boulets rouges sur les discussions franco-allemandes de Paris, à défaut de ne pouvoir torpiller purement et sans remord ladite conférence ! ... Mais l'ardeur, si enflammée qu'elle fût, aurait-elle eu seulement une chance de faire ployer la ligne de conduite accommodante du briandisme ?

"La question du désarmement"

"BRIAND a repris ses conversations avec VON HOESCH"

... notre ministre lui a fait "preuve du désir de consolation". Contre lui, HOUPERT avertit que le successeur de VON SEECKT, le général HEYE allait "continuer l'oeuvre de régénération de l'armée" (...)

"Le même esprit militariste que jadis règne dans le haut commandement et dans le corps des officiers allemands"

"Voilà comment l'Allemagne désarme" (L 30.10.26)

Et pour le complément de l'argumentation, on retourna voir du côté du procès de la Reichswehr noire (L 31.10.26). On y constata que le retentissement de l'affaire, n'avait fait qu'amplifier... A tel point que le 2 novembre, le ministre de la REICHSWEHR, le général GESSLER, se sentit obligé d'affirmer :

"Il n'y a pas de Reichswehr noire"...

tandis que le chancelier MARX, après une allusion à THOIRY, souhaita l'évacuation rhénane et la "paix véritable ensuite" entre la France et l'Allemagne (L 3.11.26)

Le 3 novembre, le procès approcha de son dénouement.

"La honte de KUSTRIN"

"Qu'on condamne à mort les trois coupables : SCHUTZ, RAPHAEL et BUSCHING et leurs consorts"...

voilà ce qu'il fallait, voilà ce qu'il eût fallu pour conclure exemplairement un procès qui n'avait été en fait le "procès de la Reichswehr noire" (L 4.11.26)

Cela en disait long sur la mentalité allemande... mais ne fit pas reculer l'expression de la politique de THOIRY, dont on fut en mesure de repérer plusieurs de ses pérégrinations.

. D'abord, au sujet de la SARRE. Dès le 9 novembre, des voix s'élevèrent afin que l'on conservât le territoire :

"Restons en Sarre, non dans un dessein de conquête, mais dans le désir de favoriser notre propre économie"

(L 9.11.26)

Le 12, on évoqua l'accord franco-allemand "concernant les échanges commerciaux de la SARRE" et qui avait été signé deux jours avant (L 12.11.26)

. Politique de THOIRY encore, dans l'affaire du "contrôle militaire en Allemagne". Le problème n'avait eu sans doute qu'un second plan dans les entretiens de THOIRY, mais il soutendait finalement le maintien ou non des occupations rhénanes et sarroises. On fit remarquer que l'Allemagne n'avait "pas satisfait les conditions du Traité de Versailles" Par conséquent, et avant tout arrangement, elle devrait :

"... dissoudre et lutter contre les sociétés militaristes
interdire la fabrication de certaines armes, détruire les fortifications de KOENIGSBERG et GLOGAU (L 18.11.26)

... elle devrait aussi pour donner bonne contenance, calmer ses ardeurs en Haute SILESIE POLONAISE, où la "propagande allemande" à but électoral (élections municipales) outrepassait les bornes ! (L 21.11.26)

Et puis, chose bien utile dans les débats... fut la publication des révélations du pacifiste SEGER sur les

"Organisations secrètes du Reich"

La Reichswehr : "110 000 hommes, 4 000 officiers 'schupo et Sipo exclus)

"... plus les irrégulières : STAHLHELM (....) 70 000 officiers, 800 000 hommes (...)
FRONT KORPS : 5 600 officiers - 163 000 hommes (...)
REICHSBANNER : 5 210 officiers - 235 000 hommes.
OBERLAND ORDEN : 2 980 officiers
152 000 hommes

"Total ahurissant : plus de trois millions d'adhérents du Reichsbanner - noir-rouge-or"

... On convint cependant que ces chiffres paraissaient un peu exagérés, mais néanmoins "le danger existait" et pour s'en persuader, il n'y avait qu'à lire "le manuel à l'usage des officiers : ils s'entraînaient en vue de reprendre la haute lutte des territoires européens et coloniaux arrachés au Reich".

"Même après l'assassinat d'ERZBERGER, le gouvernement allemand (était) resté dans la torpeur"

"L'Allemagne a des hommes... il lui faut un homme"
(M 20.11.26)

Contre nous, le danger nous menaçait... Pour s'en défendre, nous devons "regarder au loin pour prévoir l'orage". Ce fut en ces termes que le Commandant "Emile MARIN" considéra la question de "l'évacuation de la Rhénanie". MARIN rappela d'abord...

"après l'entrée dans la S.D.N. et THOIRY, les vues de l'Allemagne sont claires : évacuation de la SARRE et de la Rhénanie"

... avertit ensuite : "l'évacuation ?"

"elle nous laisserait sans frontière et sans armée"

Confrontés à tant de présomptions, c'était maintenant aux Allemands d'essayer de convaincre... ~~Il s'y efforça très vite.~~ Le 22 novembre, le Reichstag se décida à une résolution quant aux "formations para-militaires déguisées (associations sportives...)" (L 23.11.26)

Le 23, STRESEMANN prononça devant l'Assemblée allemande, un grand discours :

- 1- désarmement allemand : "achevé (...) sauf quelques points"
- 2- "intervention contre les activités illégales des Associations patriotiques"
- 3- Droit d'investigation de la S.D.N. ? "quand on le voudra (...) à la majorité du conseil de la S.D.N." (...) mais la Commission doit s'en aller..."
- 4- Depuis THOIRY : "... évacuation des territoires occupés non impossible (...)" quant à la SARRE : "accord économique "donnant- donnant"

5- Entente franco-allemande : "pierre angulaire du raffermissement de l'Europe" (L 24.11.26)

Maintenant, on savait à quoi s'en tenir ! Telle fut l'inspiration de la réplique messine.

Puisque du côté français, on avait peu appris au sujet de THOIRY, BRIAND jouant le "faux-fuyant", c'était "une nouvelle fois l'Allemagne qui posait ses conditions"

On releva par exemple, l'insistance allemande pour supprimer la Commission de Contrôle... parce qu'il y avait "beaucoup de raisons à cela"; c'est-à-dire de "preuves nombreuses"

... On put enfin découvrir que l'évacuation des pays occupés avait été "soustraite à des compensations de caractère financiers"

... Qu'après cela, il y aurait la SARRE !

... Que l'entente franco-allemande, était "juste"... "si la France n'en fait pas les frais !"

Ce n'était plus la peine de poursuivre... !

"L'Allemagne continue sa politique d'abrogation du Traité de Versailles" (L 25.11.26)

Et au chapitre de la mauvaise foi allemande, THONAQUE y ajouta encore leur obstination à tant remuer ciel et terre pour le remplacement de la Commission de Contrôle par les bons offices de la S.D.N.. Ceux-ci, forcément "moins nombreux, sans grande expérience" (L 27.11.26). D'autre part, on signala la création d'un émetteur à "FRIBOURG en BRISGAU" édifié pour déverser "la propagande allemande dans le Reichsland !" (L 1.12.26)

Tout concourrait à étaler au grand jour leur esprit malveillant! BRIAND, dans un discours -réponse à celui de STRESEMANN- tenu vraisemblablement le premier décembre, reconnut enfin ses torts! (A moins qu'une ombre, celle de POINCARÉ, y eût fortement influencé !)

"On a toujours cédé, 9/10e des revendications allemandes •
dit BRIAND"

En plus d'une réduction des effectifs, STRESEMANN voulait le Rhin, la Sarre, la fin du contrôle...

"STRESEMANN a fait une surenchère : il a laissé espérer plus qu'on avait obtenu à THOIRY" (2.12.26)

Cela dit, on attendit le résultat sur l'état du désarmement en Allemagne, prévu le 4 décembre, avant l'ouverture de la S.D.N. (L 2 et 5.12.26)

Le rapport de "G. PARKER" raillé -t-on, fut un

"document qui constitue la ponctualité et la loyauté dont l'Allemagne a fait preuve au cours de l'année finissante!"

Et l'on y découvrit aussi, l'existence de

"relations de la Reichswehr avec les Soviets" (M 7.12.26)

Tout cela, juste après la divulgation du rapprochement germano-italien, pour la plus grande joie des nationalistes.

"On voit déjà que les milieux nationalistes d'ITALIE et d'Allemagne, commencent à procéder à l'encercllement de la France" (M 4.12.26)

Cependant, comme BRIAND avait paru le laisser espérer, la France avait-elle fini par comprendre ? Le 5 décembre, notre ministre avait rencontré STRESEMANN... Le lendemain, quand débuta la première séance de la S.D.N., les Allemands s'évertuèrent à sauver les apparences

"STRESEMANN et les Allemands n'ont pas demandé à l'inscription de l'ordre du jour, la question du contrôle et des investigations de la S.D.N." (L 7.12.26)

Mais le clou était enfoncé... Trois jours passèrent sans éléments nouveaux, si ce ne fut l'annonce de la poursuite des discussions relatives au remplacement du contrôle militaire interallié, par la mise au point d'un contrôle international.

(L 9.12.26)

Enfin, le 9 décembre, la conférence des ambassadeurs à Paris, se déclara non "convaincue du complet désarmement de l'Allemagne" (L 10.12.26)

" A Genève, on attend avec impatience les résultats de cette conférence" (L 10.12.26)

Vite, vite ! A METZ, on en profita pour accuser les Allemands
"Comment l'Allemagne désarme"
"Gaz de combat, avions les plus modernes... etc"
(L 11.12.26)

Vue de l'extérieur, la situation se compliquait :
"Commission de contrôle ou système d'investigation ?
On attend de nouvelles propositions allemandes"

Contre toute espérance, une mauvaise surprise coupa court...
"Accord" (12 décembre)
"31 janvier, cessation du contrôle interallié"
"La conférence des ambassadeurs examine les décisions à prendre par rapport aux manquements, et attendra de nouvelles propositions de l'Allemagne" (13.12.26)

METZ fut consternée !

"La victoire allemande !" foudroya "Paul ALLAIN" !

"LOCARNO et THOIRY portent leur fruit (...)"

"Le protocole signé par BRIAND le 12 décembre 1926 (...)
qu'une nouvelle étape depuis 1918"
"L'Allemagne a-t-elle désarmée ? non"

Blessé, ALLAIN nota la "part des félicitations adressées par les journaux allemands à STRESEMANN" (L 16.12.26 - page 2)

Sans le savoir, ils n'eurent que peu de temps pour savourer leur victoire. Le 17 décembre : nouveau coup de théâtre... la démission du cabinet MARX... le jour où l'on releva des heurts à GERMERSHEIM contre l'occupation militaire française
(L 18.12.26)

Mais que c'était-il passé outre-Rhin ?

"On fait état des propos tenus par SCHEIDEMANN au Reichstag sur la Reichswehr" et sa "lutte contre la démocratie"

Comme d'un Etat dans l'Etat, SCHEIDEMANN révéla :

- les apports de fonds venant de la Russie ;
- les rapports avec les grands industriels ;
- les associations de droite ;
- la création d'industries de guerre en Russie ;
- "... d'un département spécial" dit "F.G." pour le financement

Par la voie de SCHEIDEMANN, le S.P.D. exigea le "contrôle de recrutement", la connaissance des "armements secrets"

Un "tumulte" général envahit le Reichstag ! (L 19.12.26)
Révélations explosives, volonté délibérée d'étouffer l'affaire...
tout cela sentit fort la contradiction ! Afin de minimiser, la
presse allemande chercha immédiatement à "affaiblir" (...) les
"révélations de SCHEIDEMANN" (21.12.26)

... Mais sur le terrain diplomatique, un pareil vacarme ne
pouvait guère que démystifier...

... Là-dessus, s'ajouta aussi les retombées après "le jugement
du Conseil de guerre de LANDAU" procès relatif aux incidents
de GERMERSCHEIM (L 26.12.26)

Le verdict rendu, STRESEMANN mit en garde la France des
"difficultés sur un éventuel rapprochement franco-alle-
mand" (M 24.12.26). La presse allemande épaula...

"Vive protestation des journaux allemands contre l'occupa-
tion de la Rhénanie et de la Sarre" (L 24.12.26)

"Campagne maître ment menée. Elle est appuyée par l'action
diplomatique du gouvernement du Reich"

HOUPERT tira la leçon :

"... La France a bien été récompensée de tant de conces-
sions faites aux Allemands et d'avoir surtout rénoncé
dans les régions occupées à la manière forte"

"les Allemands veulent la politique de LOCARNO à condition
que la France en fasse les frais" (L 26.12.26)

France généreuse, qui avait gracié six des condamnés le 24 décembre (L 26.12.26)

Beau geste... qu'ils dédaignèrent pourtant, et à qui ils répondirent dans leur presse avec une expression froide pour revendiquer la fin de l'occupation (L 28.12.26)

Voilà comment ils nous considèrent !

Contre nous encore, l'annonce de la signature à Rome, le 29 décembre, du pacte germano-italien (PM 30-31.12.26) METZ avait déjà parlé d'encerclement... (M 4.12.26)

Et lorsqu'on apprit le voyage en Allemagne de "Henri AURIOL" (député de Haute Garonne, vice-président de la commission de l'enseignement), on ne put se retenir de charger les traditions et les brasseries allemandes, les "louanges" de leur "politique impérialiste" (...) "l'orgueil incommensurable du peuple allemand" son "obstination" (L 5.1.27)

Ces attaques où répliques à leurs finasseries sans nombre et à nos dépens, ne semblèrent point toutefois conjurer les risques... Le 9, ou le 10 janvier, les pourparlers à PARIS au sujet du désarmement avaient repris (L 12.1.27)

"les délégués du Reich transigeront-ils ?"

"Il est fort à craindre qu'ils ne soumettent à la Conférence des ambassadeurs que des propositions dérisoires"

(M 11.1.27)

Afin que le pire fût évité, c'est-à-dire l'accord, l'opinion messine jeta tous ses feux dans la bagarre... Tout devrait être dit !

HOUPERT dénonça d'abord ce que les délégués allemands soumettraient :

"désarmement du Reich et évacuation de la Rhénanie"

Ce serait inacceptable ! Parce que dans le cas contraire, l'on eût conféré aux "forteresses de KOENIGSBERG-GLOBAU et KUSTRIN, un caractère offensif contre la Pologne"

Enfin, avec leur "mauvaise foi" coutumière, ils insistèrent "comme toujours sur l'évacuation de la Rhénanie". Cela non plus serait irrécusable ! (L 13.1.27)

Mais au fait, ils se gardèrent bien de parler de leurs fabriques de gaz asphyxiant en Russie... ! (L 14.1.27)

Allions-nous ne rien faire ? rester sourd aux appels de nos amis polonais, inquiets des fortifications orientales du Reich ?
(M 19.1.27)

Comme l'avait clairement exprimé "Léon GUIGNARD" à la séance annuelle de l'Académie des Sciences le 22.12.1919 :

"Nous ne parvenons pas à voir en quoi l'Allemagne d'aujourd'hui diffère de celle d'hier"

(vignette M 19.1.27)

"C'est une erreur de croire à de fallacieuses promesses de l'Allemagne" s'exclama BOURGEOIS, général-sénateur du Haut-Rhin, membre de la commission de l'armée (L 20.1.27)

Le même avis fut défendu par JONNART, sénateur, membre de l'Académie française des sciences morales et politiques, ex-ministre des A.E., ex-ambassadeur de France au VATICAN
(L 21.1.27)

Non, pas d'accord sur le contrôle militaire ! A tout le moins, eût-il été plus raisonnable d'envisager un rapprochement franco-allemand économique sur la base de l'interdépendance : charbon-coke, contre minerai (M 23.1.27)

L'attente des résultats devenait pénible (L 25.1.27). Mais puisque l'on disposait de temps, les accusations continuèrent. La plus intéressante fut empruntée au rapport de FLANDIN, député du CALVADOS, membre de la commission de l'armée
(L 28.1.27)

FLANDIN avait comparé "les budgets militaires de la France et de l'Allemagne en 1927"

Théoriquement, l'Allemagne avait droit à 100 000 hommes, plus 150 000 policiers, soit 250 000 au total.

"Or, l'équivalent de la somme attribuée pour 250 000 hommes" ... égale "les frais de l'entretien de 460 000 hommes en France"

Quant au matériel, il avait constaté un surcroît de dépenses en faveur de l'Allemagne.

"Au total pour l'armement :

- l'Allemagne : 328 millions

- la France : 248 millions

"... le crédit accordé en Allemagne pour les munitions d'une armée de 100 000 hommes sont de 137,5 millions, pour 39 en France"

... On ne jugea pas nécessaire d'y ajouter des commentaires !

(L 28.1.27)

Par contre, on en fit quelques uns pour rapporter les expulsions d'éléments polonais de Silesie allemande, par l'effet des "tentacules allemandes"... Mais plus encore pour jauger la formation du 4e cabinet MARX (28 janvier) issu de "marchandages" politiques... de compromis par appel aux patis bourgeois, donc "plus à droite" (M 30.1.27). Etait-ce bien rassurant ? Fut-il sincère quand il laissa ses délégués à Paris, se dirent que l'Allemagne était "prête à détruire certaines fortifications"

(L 31.1.27)

1er février : la nouvelle tomba comme un couperet. Au 31 janvier 1927, avait pris fin le contrôle militaire.

"L'accord est fait"

"L'Allemagne s'engage : à détruire tous ses ouvrages fortifiés construits à l'Est, sauf quelques dérogations, jusqu'à faire voter une loi interdisant l'exportation du matériel de guerre"

"L'Allemagne s'en tire avec des demi-mesures et des promesses" fustigea le Général de CUGNAC

"... prise en flagrant délit de violation des traités (... elle doit détruire une partie des fortifications et promettre de ne plus en construire" (M 6.2.27)

C'était à propos des révélations de SCHEIDEMANN que le cabinet MARX avait dû se démettre, le 17 décembre...

Et maintenant, on venait de parapher la fin du contrôle militaire... cela sonnait mal !... Par conséquent, ce qui passionna l'opinion messine, ce ne fut pas tant d'en revenir aux problèmes militaires, mais entre démocratie et nationalisme, d'essayer de déterminer les inspirations du nouveau cabinet MARX, notamment face aux attaques du comte WESTARP (chef des nationalistes)... On avait cédé le contrôle au nom du rapprochement... mais où était-il donc ?

b - Le rapprochement introuvable !

L'esprit de LOCARNO, THOIRY, la fin du contrôle militaire, la S.D.N.... la France officielle avait beaucoup consentie... contre quoi ? Toute la question était là...

1- "Où en est l'entente franco-allemande ?" (L 18.3.27)

"Calme plat !" (L 18.3.27)

Pouvait-on se fier à la politique de rapprochement menée par la France ? Dès le début février 1927, l'évolution événementielle du contexte politique et diplomatique de l'Allemagne apporta très vite des éléments de réponse...

Haro sur la S.D.N. !

Le contrôle militaire était perdu, soit ! l'Allemagne avait un nouveau gouvernement, présidé par MARX. Et ce fut justement de là que vinrent les craintes !... Car ce qui déranga le plus, fut cette sorte de force contagieuse exercée par le "noyautage des nationalistes dans le cabinet MARX" (HOUPERT) (L 2.2.27)

Ce doute fut d'ailleurs amplement justifié, puisque le chef des nationalistes en personne, le comte WESTARP, y jeta vraisemblablement le 8 février son dévolu, ou plutôt sa menace !

"LOCARNO - la S.D.N." devront être à la base juridique de la future politique allemande" (...)

"La Pologne est un danger pour la paix..."

"Il faut réunir au Reich les territoires occupés (...) dont l'Alsace-Lorraine"

Voilà ce dont il trancha !

Quelques jours plus tard, après le départ de STRESEMANN pour l'Italie (L 9.2.27), WESTARP répéta :

"Dans la S.D.N., l'Allemagne doit favoriser l'entente et hâter l'évacuation des territoires occupés" (L 15.2.27)

Evidemment, il eût été possible alors de ce dire que finalement il ne s'agissait là que des déclarations de principe, à toutes fins politiques utiles... venant de la part d'un responsable d'un grand courant d'opinion. Seulement, et très rapidement, il fut loisible de mesurer toute la distance entre la fiction et la réalité, c'est-à-dire d'en venir à se demander si les nationalistes n'étaient pas arrivés à influencer, mais vraiment, la diplomatie allemande...

Coincidence ou calcul, à peine WESTARP avait-il proféré ses pensées, qu'éclata le différent germano-polonais.

Au demeurant, ce n'était qu'affaire d'échanges commerciaux, de guerre douanière entre les produits agricoles polonais et les produits industriels allemands (PM 15.2.27). En fait, HOUPERT découvrit tout de suite bien autre chose ! Et il imputa la rupture des négociations économiques au :

"... nouveau cabinet dans lequel l'influence nationaliste" s'était accrue.

"L'Allemagne a accepté LOCARNO à l'Ouest, pour avoir les mains libres à l'Est. C'est bien cela" conclut HOUPERT, en révélant aussi l'expulsion d'ouvriers polonais hors d'Allemagne (L 15.2.27)

Là-dessus, WESTARP revint à la charge pour réclamer à la S.D.N. "le droit à la protection des minorités allemandes"

... on savait ce que cela signifiait ! (L 16.2.27)

... STRESEMANN aussi, puisqu'il intervint pour interiner le désaccord germano-polonais, en refusant tout règlement sur la question des expulsions... (L 20.2.27), en outrepassant les protestations d'industriels allemands, qui avaient pressé pour la reprise des négociations... (L 2.3.27)

Sur ce point, WESTARP l'avait donc remporté... Or, ce ne fut pas là son unique succès... et juste avant la réunion de la S.D.N., il eut d'autres satisfactions...

... C'est ainsi que l'on releva l'augmentation considérable des budgets militaires allemands, malgré les mises en garde (M 16.2.27) et l'habileté de la "politique de GESSLER"

"... il s'est joué de la crédulité des parlementaires"
... en détournant "des sommes allouées par le Reichstag à d'autres buts" (M 1.3.27)

... A ce sujet, il y eu un comble ! Et ce comble voulut que les Allemands (TAGLICHE-RUNDSCHAU, BERLINER TAGEBLATT,...) tout en réarmant, protestèrent vivement quand ils apprirent que nous allions renforcer nos frontières, Est surtout (L 5.3.27)

Comment pouvions-nous donc persévérer à croire en eux... quand le 16 février 1927, la France Prorogea l'accord commercial franco-allemand du 5 août 1926, même les Belges nous l'affirmèrent ! Et ceux-ci nous expliquèrent que ces accords étaient une "duperie", qu'ils étaient minés par des "manoeuvres occultes des Allemands !" (L 17.2.27)

Et c'était vrai de penser que l'Allemagne poursuivait une politique "d'expansion commerciale" sans merci.

"Le ralentissement des affaires constaté à la foire de LEIPZIG, incite le gouvernement allemand à prendre toutes sortes de mesures pour favoriser ses exportations"

(M 18.2.27)

"La France doit y prendre garde et étudier les ajustements allemands des prix" (M 19.2.27)

... Mais la plus grande fierté de WESTARP, ne tira pas ses fastes de ces affaires... Ce qu'il avait souhaité par dessus-tout, fut que l'Allemagne jouât la carte de la S.D.N. pour obtenir...

Le 16 mars 1927, en vue de l'ouverture de la 44^e session du conseil de la S.D.N., (qui serait présidé le 7 avril par STRESEMANN) après avoir décidé en faveur du relèvement économique de l'Allemagne... le cabinet du Reich approuva la "politique extérieure de STRESEMANN à GENEVE" (M 17.3.27)

Quelle politique extérieure ? Elle se dessina peu à peu, afin de ne pas brusquer, mais en suivant une ligne de conduite solidement arrêtée, tracée pour espérer gagner...

STRESEMANN inaugura donc le 7 mars, la nouvelle session de la S.D.N. HOUPERT "le vit venir"... avec ses intentions cachées et si bien méditées.

"On se réjouit de voir à la S.D.N. STRESEMANN..."

"c'est normal !..."

"Il a un siège..."

"... lui-même a décliné que la question de la Rhénanie n'était pas encore mûre" (L 9.3.27)

Ah ça ! oui ! On voulait le rapprochement, c'était "d'actualité à GENEVE". HOUPERT repensa tout le passé depuis 1871... Et pour envisager l'avenir, il le fonda d'après une "étude de J. CAMBON, ancien ambassadeur de France à Berlin"... avenir cautionné par "l'esprit de LOCARNO".

... Après la guerre, les deux peuples avaient souffert et la paix était légitime... "mais que se passera-t-il quand la prospérité reviendra ?"

... "les fortifications à l'Est ? " N'étaient-ce pas là des preuves ?

... "faire la paix avec l'Allemagne..." peut-être ! mais "sans rien perdre de la force de la France"

Pour l'instant, il sembla que l'on en était encore au "calme plat !"

"Où en est l'entente franco-allemande ?"

Ce fut ce que se demanda la FRANKFURTER-ZEITUNG

THOIRY... "On pouvait espérer être sur le chemin d'un accord"
(...) "Aussi longtemps que les nationalistes allemands
seront au gouvernement, la politique extérieure allemande
n'avancera que très difficilement dans la voie de l'en-
tente avec la France. Avant tout, il faut voir renaître
une détente entre la Pologne et l'Allemagne"

... Quant à toutes les feuilles nationalites, elles n'avaient
pour autre résultat que de brouiller "la possibilité de l'évacua-
tion anticipée de la Rhénanie" (L 18.3.27)

Enfin, toute la propagande déployée au sujet du retour de
GUILLAUME II, ainsi que les nouveaux procès contre la
Reichswehr noire, achevées eux-aussi par des "peines ridicules".
était-ce là des accents de bonne volonté ! (L 20.3.27)

On souhaita y voir plus clair dans le discours que prononça
STRESEMANN le 23 mars au Reichstag... Sans vraiment aborder
les problèmes mondiaux, le Ministre affirma surtout que
l'Allemagne avait :

"... voix au chapitre à la S.D.N." et qu'elle était prête
à s'associer à un règlement pacifique des divers conflits".

Sur ce, comme de bien entendu, il évoqua la fin des occupations
rhénanes et sarroises... toutefois, en assortant son vœu de
l'expression "dans un délai qui sera long" (L 24.3.27)... et
le tout, sans oublier les problèmes coloniaux, soupapes d'échap-
pement d'un "peuple sans espace !"

"Pour eux, l'évacuation est maintenant l'objet en soi,
une satisfaction amplement méritée et sans condition"

(M 27.3.27)

STRESEMANN parlait beaucoup du rapprochement... mais dans
quel esprit... ?

"Quelle créance à accorder à la politique d'apaisement de STRESEMANN ?" (HOUPERT) (L 10.5.27)

- conférence préparatoire du désarmement...

"Encore l'Entente franco-allemande..."

"le budget énorme" ... de la Reichswehr (L 6.4.27)

- l'"Anniversaire de RAPALLO..." (L 19.4.27)

- manifestation du 8 mai à BERLIN

"La conquête de Berlin par le Casque d'Acier"

HOUPERT (L 10.5.27)

"Pas d'évacuation de la Rhénanie avant un LOCARNO de l'Est"

H. de MONTFORT (M 11.5.27)

On voulut chercher des preuves sur le rapprochement ... Il y eut tant et plus !

Ce qui inspira d'abord la Chronique, fut le passage devant le Reichstag, de GESSLER qui défendit sur un ton proche de la réprimande, le budget de la guerre : "retard", "mauvais état"... sur le côté négatif de la chose, il espéra convaincre afin d'obtenir davantage ! HOUPERT en profita pour rappeler aussi que l'armée allemande était...

"soustraite à la vie politique" (L 31.3.27)

... A ce moment, on ne sut pas exactement s'il eût mieux valu commencer par rire ou réprover ! Car le fait précéda seulement d'un jour, la conférence du désarmement ! (L 1-2.4.27). Sans s'attarder, HOUPERT entreprit alors d'aller à l'essentiel !

"Encore l'entente franco-allemande !"

- il constata l'énormité du budget allemand "avalé par le Reichstag"

- il dénonça que "mis à part les démocrates et les socialistes, aucun parti n'oserait déclarer franchement que l'Allemagne a renoncé à l'Alsace-Lorraine"

- il condamna : "les anciens alsaciens-lorrains en Allemagne qui répandent la légende du mécontentement"

- il avertit :

"Quand on verra des symptômes de réelles dispositions conciliantes (...)" à cet instant unique, Français et Allemands eussent raisonnablement pu chercher la voie de l'entent

Dans ces conditions, ce qui apparut quelque peu gênant, fut la ratification, toujours par le même Reichstag, du projet de loi relatif au protocole d'accord commercial conclu le 13 novembre 1926 entre les deux pays.

A ce sujet, on signala la réserve étonnante, comprenez calculée de plusieurs journaux allemands qui, hier encore, avaient dénigré la politique extérieure du Reich... (L 8.4.27). Bizarre, c'était bizarre!

Ont eut cependant une bonne nouvelle : l'ajournement de la conférence sur le désarmement remise au 21 avril ! (L 15.4.27) Pourquoi ? A cause du militarisme allemand ? Peut-être... A moins que l'anniversaire de RAPALLO, et "les messages de sympathie entre les Russes et les Allemands..." (L 19.4.27) eussent trop déconseillé... La conférence préparatrice du désarmement reprit donc le 21, traîna jusqu'au 23 pour y succomber. Officiellement, l'échec imputa les différentes propositions sur la guerre bactériologique, chimique... (L 24 et 27.4.27). Soit !... En tout cas, quelques jours plus tard, les délégués durent rétroactivement se dire qu'ils avaient eu bien fait de clôturer ladite conférence... Cela parce qu'au début mai, chez nos voisins, une certaine foule se préparait, s'activait : le STAHLHELM allait tenir le 8, ce qui devrait être un congrès révélateur de sa force... METZ se tint prête !

"Nous sommes assez puissants pour l'ébêrer la Rhénanie"
(M 7.5.27)

Voilà vers quelle motivation on exorterait à BERLIN.

Le 8 mai arriva donc...

"Berlin (...) Manifestation importante devant le palais impérial des Casques d'Acier (...) organisation de droite" "... 100 000" membres du STAHLHELM défilèrent "avec une discipline toute militaire" (L 9.5.27)

HOUPERT vit là :...

"La conquête de BERLIN par le Casque d'Acier !"

Conquête "pacifique" précisa-t-il ! Puis il enseigna :

"Il y a trois grandes tendances en Allemagne (...)

Le STAHLHEILM à droite (...), la BANNIERE d'EMPIRE" des
Républicains Socialistes et la LIGUE des COMBATTANTS DU
FRONT COMMUNISTE"

Mais pourquoi diable, autant de membres du STAHLHEILM jouant les
trublions à BERLIN ?

Le STAHLHEILM prolongea HOUPERT, défend ou revendique :

"- la non-culpabilité de la guerre 14-18 :

- l'évacuation de la Rhénanie ;

- le règlement du différent germano-polonais ;

- l'augmentation de la garde par protection des frontières
Est

"... l'esprit pacifique est bien peu développé en Alle-
magne !"

"Quelle créance à accorder à la politique d'apaisement de
STRESEMANN ?" s'exclama HOUPERT (L 10.5.27)

"La parade du Casque d'acier (...) est révélatrice de la fo-
ce du nationalisme en Allemagne" lut-on ailleurs
(M 22.5.27)

... Et nous, pendant ce temps, que faisons-nous ?

"8 mai 1927 : un contraste, une leçon..."

A paris : "hommage à Jeanne d'Arc..."

"100 000 manifestants à Berlin..."

"Quelque chose a-t-il changé en Allemagne ?"

"Saurons-nous agir ? ... à l'heure où l'Allemagne dégagée
de toute espèce de contrôle nous révèle soudainement la
puissance de l'organisation militaire..."

"Dans l'événement du 8 mai, une leçon se dégage qui ne doit pas être perdue" RAYOD (L 13.5.27)

Tiens, tiens ! RAYOD avait-il des doutes quant au bienfondé de nos proches décisions ?

"Pas d'évacuation de la Rhénanie avant un LOCARNO de l'Est" (...) estima "Henri de MONTFORT". Il ne faut pas "se laisser endormir par les manifestations de "bonne volonté allemande"..."

la multiplication des rapports, de leurs rappels incessants pour clamer, et leurs efforts, et le plan DAWES et le désarmement, etc... "HENRI DE MONTFORT" (M 11.5.27)

Eh bien maintenant, n'y voyait-on pas plus clair ?

"Rhin et Pologne" ...

"De Berlin : on annonce officieusement une réduction des troupes françaises acceptée par BRIAND en Rhénanie, concession contre la perte des forteresses d'Orient..."

"Nous allons lâcher sur le Rhin, et lâcher du côté de la Pologne"

"... après la Rhénanie... la Sarre"

(...)

"BRIAND cède, STRESEMANN multiplie ses prétentions"

"La tranche du programme STRESEMANN est sur le point de s'achever par la diplomatie. La tranche Est le sera rapidement par les armes, s'il le faut" (L 14.5.27)

... Sur ce dernier point, un autre congrès, celui des nationalistes allemands, tenu comme par hasard en Haute Silésie, apporta quelques révélations intéressantes dont celle-ci :

"40 % du matériel de guerre est fabriqué en Haute Silésie"

Quant au reste du congrès, on avait rien appris de bien nouveau...

"Manoeuvres d'intimidation, chantage et tout le reste !"

(M 22.5.27)

... Or, il se trouva qu'à quelques jours de là, les Allemands firent savoir qu'ils refuseraient dorénavant

"tout contrôle effectif dans la question des frontières de l'Est" (L 5 et 6.6.27)

... Les Allemands levaient de nouveaux obstacles au rapprochement. En France, une voix péremptoire se fit entendre... Alors ils nous jouèrent la comédie de l'indignation...

"La comédie de l'indignation !

- Les réactions allemandes après le discours de POINCARÉ à LUNEVILLE le 19 juin :

"les relations franco-allemandes : la comédie de l'indignation !" (Henri de MATIGNICOURT) (L 11.7.27)

- la signature du Traité de commerce :

"... ne profite-t-il pas plus aux Allemands qu'aux Français?" (L 19.8.27)

C'était à la mi-juin 1927... au moment où avait commencé la 45^e session du conseil de la S.D.N. Ace propos, "M. G. PARKER avait constaté que la situation générale du Reich était en voie d'amélioration constante (M 15.6.27)

En clair, cela signifiait que les Allemands n'auraient plus d'excuses pour monnayer quelques avantages : les premières sessions à la S.D.N. furent "houleuses" (M 18.6.27) car l'on s'achoppa au sujet de la Sécurité du désarmement... (L 16.6.27)

"En marge du conseil de la S.D.N."

"On sait peu de choses, mais on a déjà parlé de continuer LOCARNO"

"... par rapport à toutes les dispositions militaires qu'il incomberait à l'Allemagne de prendre, on est en retard..."

... par contre "le problème posé par l'évacuation de la Rhénanie..." a été énormément discuté !

"L'évacuation de la Rhénanie viendra en son temps, puis on s'attaquera au remaniement du plan DAWES. Que restera-t-il finalement du Traité de Versailles?" (L 18.6.27)

Sans le savoir, la mise en garde de HOUPERT précéda d'une petite journée, l'avertissement solennel de POINCARE à LUNEVILLE le 19 juin. POINCARE leur reprocha sans détour leur mauvais état d'esprit tout en ne songeant qu'à l'évacuation de la Rhénanie... Il y vit un danger allemand !

"Protestations en Allemagne après le discours de LUNEVILLE de POINCARE..."

"Malaise dans la presse..." Ne leur avait-il pas lancé : "les Allemands exigent l'évacuation de la Rhénanie !"

(M 23.6.27)

Bref ! les Allemands renâclèrent ! Evidemment avec un POINCARE à la tête du gouvernement français, il devenait plus difficile d'emporter quelque chose ! Ce fut d'ailleurs exactement le sens des critiques dont les nationalités invectivèrent immédiatement STRESEMANN... Il n'avait pas obtenu l'évacuation rhénane ! (L 21.6.27). A partir du 23 juin au Reichstag, le premier diplomate allemand dût essuyer leurs feux... Dans les débats qui critiquèrent beaucoup sa politique, STRESEMANN défendit que dans la dégradation des rapports anglo-russes, l'Allemagne n'avait pas à prendre position, mais que, au contraire, l'Allemagne devait participer à la conférence sur le désarmement (L 24.6.27)

Mais le plus important, fut son discours du jeudi 25 juin

"... constatant le "désarmement (...) extrême en Allemagne" STRESEMANN souhaita une "réduction des troupes d'occupation en Rhénanie" (...) avant "l'évacuation"

... considérant la "destruction des forteresses orientales" il souhaita "de bonnes relations avec la France"

... "l'Allemagne a rempli ses obligations !" affirma-t-il, puis il énuméra : "destructions, dissolution des associations patriotiques, etc..."

Enfin, il rappela le discours de LUNEVILLE : "l'état d'esprit de l'Allemagne a besoin d'un changement si l'on veut espérer trouver une entente franco-allemande..." "faux" rétorqua STRESEMANN.

"Si POINCARE veut vraiment une politique de conciliation, qu'il donne des preuves : réductions des effectifs par exemple"

Quant aux dangers soulevés par POINCARE..." STRESEMANN répliqua :

"L'Allemagne se veut un peuple pacifique, mais avec la volonté de demeurer libre chez lui..."

"Personne ne menace la sécurité française du côté allemand. Il n'existe pas de personne responsable qui serait criminelle à tel point d'entraîner l'Allemagne dans une guerre comme une puissance quelconque à l'Ouest comme à l'Est" (PM 25.6.27)

Le 30 juin, STRESEMANN reçut le PRIX NOBEL après avoir lu un discours forcément sur la PAIX !

"Il a prétendu que la majorité du peuple allemand était favorable à l'idée de paix !" (L 1.7.27) lui, "l'apôtre d'OSLO" !

... A METZ, on reprocha aussi beaucoup "l'indulgence accordée par les alliés à sa politique..." au sein du cabinet MARX, "manoeuvré par les DEUTSCHNATIONAL" ! (M 7.7.27)

... Et l'on douta aussi quand des "bruits" sussurèrent que STRESEMANN eût été "d'accord avec les ministres de la Reichswehr pour envoyer des attachés militaires allemands à l'étranger" (L 21.7.27)

Mauvaise foi ! Mauvaise foi ! POINCARE avait eu raison... Quel signe de sincérité nous témoignaient-ils sinon que de nous jouer la "comédie de l'indignation" ?

"H. de MATIGNICOURT" compara le discours de POINCARE à LUNEVILLE, "discours de paix", aux réactions en Allemagne, dont le discours de STRESEMANN au Reichstag en avait été la brûlante expression...

"On interprète mal volontairement et on dénonce la France d'être la perturbatrice de la paix" (...)

"STRESEMANN ne considère pas qu'il est contraire aux accords de LOCARNO de laisser la propagande allemande poursuivre la revendication de l'Alsace-Lorraine, comme elle revendique également d'autres territoires, et notamment l'Autriche"

L'évacuation rhénane ?

"LOCARNO n'en parle pas" Non ! les Allemands réutilisaient ^{seraient} le "même procédé" jadis employé pour la RUHR (L 11.7.27)

"L'antienne !"

"On parle plus que jamais de l'évacuation anticipée de la Rhénanie" (...) "la presse a rompu son silence" et le T. RUNDSCHAU publia même un article de "VON RHEINBADEN" oreille du ministre des A.E." qui la réclama "au plus tôt" !

(L 13.7.27)

Etait-ce cela oeuvrer au rapprochement ?

Dans ces conditions, était-ce bien opportun de poursuivre les négociations commerciales ? Du reste, les difficultés ne venaient pas "de la mauvaise volonté des délégués allemands, mais à cause de leurs instructions à chaque instant et qui perturbaient les négociations" (L 11.7.27)

On était donc prévenu ! Toutefois, la France choisit de persister...

"Signes favorables" releva-t-on début août (L 11.8.27)

"Vers un accord franco-allemand économique..." information au milieu du mois (L milieu août 27) le tout sans commentaires... ce qui en disait long !

"L'accord commercial franco-allemand est enfin signé !" reconnu-on le 18 !

"Les deux pays s'accordent sur le traitement de la nation la plus favorisée"

... Suivirent tous les détails des dispositions consenties : avantages surtout agricoles pour la France, industriels pour l'Allemagne. Entrée en fonction le 6 septembre 1927, 18 mois de validité (18.8.27)

Réaction de la presse française...

"accord "valable (...) à l'honneur des négociateurs français..."

... réplique messine :

"... ne profite-t-il pas plus aux Allemands qu'aux Français ?" (L 19.8.27)

On ne donna pas plus d'importance que cela à l'accord !
En tout état de cause, on ne voulut toujours pas croire qu'une entente véritable était possible ! C'était illusoire !

2 - Rapprochement et illusion !

"Le triomphe de la tenacité"

"1918 (...) catastrophe pour l'Allemagne"

"STRESEMANN par sa persévérance, a renversé les rôles :
RUHR, plan DAWES (...) celui-ci a permis le renflouement
monétaire de l'Allemagne"

"... LOCARNO : réhabilitation complète par l'entrée dans
la S.D.N. (...) plus des avantages économiques..."

Il faut "garder au moins la position sur le Rhin !"

(L. CAMUZET) (28.8.27)

Rapprocher ? Oui, mais en l'immédiat, le mot parut encore bien trop fort !

Par surcroît, de nouvelles occasions permirent d'en attester. Pour cela, reportons-nous quelques instants à GENEVE. En juin, la 45e session du conseil de la S.D.N., débattant des problèmes de sécurité et de désarmement avait connu l'émotion, voire le tumulte. Mais on avait voulu s'accrocher... Si fait, on avait trainé jusqu'au premier août. A cette date, les délégués avaient

décidé d'ajourner à septembre, la conférence sur le désarmement. Sachant les espoirs allemands fondés sur la S.D.N., tout comme le besoin impérieux de ne pas lutiner avec notre sécurité, METZ jugea bon d'intervenir avant et pendant la réunion...

... Dame prudence commanda !

Allemagne nationaliste - S.D.N. insouciant !

."Le rapport du général GUILLAUMAT"

"l'Allemagne prépare en Rhénanie sa guerre de revanche"

(L 7.8.27)

."BRIAND à Genève, doit défendre le Traité de Versailles qu'on délâbre" "G. DUCROCQ - patriote-écrivain"

(L 3.10.27)

Dénoncer l'esprit allemand et les manquements militaires ?
On eut même pas besoin de recourir aux artifices !
Du reste, dès la fin juillet, une crise politique, d'apparence anodine, avait déjà fourni une solide argumentation !
Le chancelier MARX avait eu maille à partir avec la "Bannière d'empire" et on avait alors parlé de démission... mais non !
Simple "manoeuvre politique"..."

"Se concilier la Droite en vue de la loi scolaire très avantageuse pour les catholiques" (M 28.7.27)

Sans doute, prise, pour elle-même, ce n'était pas la loi qui était la chose primordiale de la tractation politique.
Comme on le souligna bien, les progrès des monarchistes en Allemagne grandissaient de jour en jour... et les "nationalistes" adjuraient le centre de tourner le dos aux sociaux-démocrates"

Maintenant, le KRON PRINZ était-il de retour à POTSDAM ?
Peut-être... (M 2.8.27)

Scandale en tout cas ! Comprenez... ce fut en ces heures préoccupantes pour l'avenir de l'Allemagne, donc pour le nôtre, qu'ils osèrent protester contre

"les excitations françaises" accusatrices" de la réorgani-

sation de l'armement allemand" (L 6.8.27)

Qu'était-ce que tout cela... ?

... Une indiscretion avait dévoilé le rapport du général GUILLAUMAT, commandant en chef de l'armée du Rhin...

Quelles avaient été ses conclusions ?

GUILLAUMAT avait dénoncé "les manoeuvres du Reich"... et affirmé :

"L'Allemagne prépare en Rhénanie sa guerre de revanche..."

"Après l'évacuation (...) le programme (...) plus de problème !" (M 7-8.27 - page 3)

Au fond, c'était exactement ce que les messins avaient inlassablement établi ! Mais cette indiscretion là... remuait plus en France ! Et pourtant, la réalité sautait aux yeux, partout et à tout instant en Allemagne. Voilà par exemple, une de ses nombreuses tribulations... la fête de la constitution allemande. VON KARDOFF (populiste) prit la parole et affirma :

"l'Anschluss ? (...) inévitable à long terme..."

"la politique extérieure ? (...) pacifiste" mais avec

"l'évacuation rhénane souhaitable"

"les garanties de sécurité ?" (...) "la France les réglemente"

"... en fait, c'est l'Allemagne qui en a le plus besoin..."

L'Allemagne "entourée" d'ennemis en armes"

Et il termina par le procès de : "l'occupation brutale de la Rhénanie, de la Ruhr" contre la "noblesse du peuple allemand et ses occupations de 1871..." (L 12.8.27)

HOUPERT rechignia !

"Ce n'est pas comme cela qu'on pourra relancer la perspective d'une bonne entente avec l'Allemagne"... avec cette "mentalité allemande persuadée de la non-responsabilité de la guerre..." (L 13.8.27)

Quant à GROSDIDIER de MATONS, s'appuyant sur les accroissements sensibles des budgets de la guerre allemands, des armements, il avertit de :

"la menace allemande" (L 18.8.27)

On approchait de la réunion de Genève... A METZ, on montra pourquoi et comment BERLIN se faisait de l'occupation un "cauchemar". Les Allemands se prévalaient de LOCARNO, c'est ce qu'ils disaient ! En réalité, ils n'en sortirait qu'une "manoeuvre".

"On a déjà beaucoup évacué en territoire et en nombre"

Il ne nous restait par conséquent, que deux solutions :

"rester, ou pratiquer une "ombre d'occupation"

De toute façon, on pouvait dès à présent, se persuader de la "perspective du désappointement de commande !" (M 21.8.27)

On verrait bien !

Le premier septembre fut ouverte la 46^e session du conseil de la S.D.N.. STRESEMANN en fut.

Ce jour-là, on repara de la loi scolaire allemande... Elle avait été votée au "premier bénéfice du centre avec la collaboration des nationalistes..." (M 1.9.27)

... Et les messins purent voir dans la presse, une belle et suggestive photo...

"Désarmement ! l'Allemagne lance à KIEL son plus grand croiseur, le "KARLSRUHE" (M 1.9.27)

... De nouveau à l'unisson, la presse messine ressortit à bon escient le fameux rapport GUILLAUMAT !

"Les efforts militaires de l'Allemagne dans les territoires occupés..."

"Publication du rapport du Général GUILLAUMAT"

"... recrutement et entraînement du personnel : 20 000 hommes (...) sociétés hippiques..., etc..."

"... développement de l'aviation (...) des chemins de fer (...) du réseau routier, toujours en accord avec

la Reichswehr (...) des ports sur le Rhin... etc"
(L 5.9.27) (aussi M 8.9.27)

Comment devions-nous réagir ?

"Ne pas réduire les hommes d'occupation française en Rhénanie" afin de mettre un "frein" à leurs exactions.
(L 5.9.27)

Puisque METZ manquait encore de précisions sur le déroulement des débats, on offrit sur l'autel de la germano-phobie la "panacée du rattachement"... D'ailleurs, à ces fins, les Allemands avaient désigné l'Autriche comme leur première victime... Des jalons étaient déjà posés.

Les Allemands n'avaient-ils pas tenté l'harmonisation des deux législations ? N'était-ce pas présentement réussi en matière de droit pénal ?

Quant à l'idée de "l'union douanière", elle gagnait "prélude au rattachement d'ordre politique" ! (M 8.9.27)

Qui s'en souciait à Genève ?

De ce côté, on eut maintenant plus d'échos... et l'on sut que c'était la POLOGNE qui avait élevé le débat jusqu'au vif du sujet... Elle avait proposé "un LOCARNO de l'Est !", basé sur un "pacte général de non agression." Là-dessus, la HOLLANDE avait repris la question du désarmement... Ce qu'il lui avait occasionné la froideur de la presse allemande !
(L 8.9.27)

STRESEMANN était "condamné" à intervenir ! Il prit la parole le 9 septembre. Dans son discours, il fit grand cas de LOCARNO... jura que l'esprit de la S.D.N. comptait :

"tant à l'Ouest qu'à l'Est !" et rappela que l'Allemagne avait été "la pionnière de la paix" !

... Vu l'emphase, le polonais SOKAL ne put que retirer son projet... Toutefois, il ne se limita point et souhaita que toutes les mesures nécessaires fussent prises afin d'empêcher toute agression... de même qu'il espéra le règlement de tous différents "dans la paix" (L 10.9.27)

Le lendemain (9), BRIAND voulut faire ressortir une synthèse. Après avoir péroré sur la Paix, il dressa le plaidoyer de la cause polonaise, et ajouta que les presses allemandes et britanniques s'étaient satisfaites du discours de STRESEMANN (L 11.9.27). La boucle était bouclée ! Les Allemands purent se dire que BRIAND était toujours un de leurs meilleurs défenseurs ! A METZ, on s'en agaça ! Et quand l'on apprit que "Paul LEVY" directeur d'"AUX ECOUTES", avait été arrêté pour avoir publié le rapport du Général GUILLAUMAT, on s'exaspéra...

"les journaux trouvent cela normal...

ils n'ont pas compris le danger !" (M 17.9.27)

La France, malgré POINCARE, ne changeait toujours pas d'attitude... Alors, avant que ne s'achevât la session de la S.D.N., l'opinion messine chercha encore les ultimes preuves confondant nos egarrements.

... Elle craignit d'abord que l'on ne cédât à nouveau, et peut-être ^{sur} que l'ANSCHLUSS...

"l'Allemagne tente d'obtenir par la paix ce qu'elle ne peut obtenir par les armes"

"Les parchemins de LOCARNO ne s'y opposent pas, et le pacte constitutif de la S.D.N., est en l'occurrence complice" (M 25.9.27)

... Elle révéla que la politique de STRESEMANN était dorénavant sans effet, tellement décriée par les nationalistes. D'ailleurs HINDENBURG en personne venait de la dépriser... Inaugurant un monument national à TANNENBERG, n'avait-il pas fustigé la culpabilité de l'Allemagne dans la guerre ? Mais qu'était-ce donc, sinon que des "réactions défavorables à la S.D.N. au moment où STRESEMANN parlait du pacifisme de l'Allemagne ?"

Et comme l'on pouvait s'en douter, la presse nationaliste s'était enthousiasmée aux propos du vieux maréchal... Non vraiment, présuma HOUPERT, "cela ne va pas favoriser une bonne entente franco-allemande !" (L 21.9.27)

Mais quelques jours plus tard, HOUPERT se ravisa... regrettant d'avoir trop ménagé STRESEMANN ! D'un trait de plume, il blâma le ministre allemand et accusa sa "solidarité de vues" avec le "discours d'HINDENBURG" ! (... Comprenez, avec les nationalistes devenus, tout à coup au centre d'intérêt de l'opinion messine !) Si fait, la session de la S.D.N. achevée le 27, fut à peine commentée. Pourquoi ? Sans doute parce que le langage tenu par le Héros de TANNENBERG, très proche de celui des nationalistes, fit craindre pour le gouvernement allemand tout entier... Du reste, l'encouragement qui leur fut implicitement conféré, poussèrent à coup sûr les nationalistes, qui organisèrent une grande manifestation à KOENIGSBERG...

"les nationalistes allemands suivent la coalition du bout des lèvres. Ils veulent aller plus loin que la politique de STRESEMANN" (M 29.7.27)

"Georges DUCROCQ", évoquant "l'esprit de TANNENBERG", s'emporta jusqu'à menacer :

"La France lutte pour son existence !"

Puis il insista en rapportant que STRESEMANN avait déjà proposé un tribunal international d'arbitrage au sujet de la responsabilité de la guerre. DUCROCQ fut catégorique :

"BRIAND à GENEVE, doit défendre le Traité de Versailles qu'on délabre !" (L 3.10.27)

HOUPERT serina de plus belle en exigeant que la responsabilité allemande de la guerre ne fût jamais discutée !

(L 7.10.27)

Il ne fallait pas être dupe après le discours vibrant de TANNENBERG, ^{/d'ailleurs} les 80 ans du vieux président, avaient donné lieu en Allemagne, à une "fête quasi générale" (L 4.10.27)

C'était cela l'expression vivante de leur esprit vindicatif. C'était bien cela que manifesta "un ouvrage d'un allemand" parut à ce moment, et qui s'opposa à la "politique russe des Allemands"... "nationalistes" évidemment ! "On peut y lire leur "rêve polonais" (...) "SILESIE, POSNANIE, la CORRIDOR..." et "l'ANSCHLUSS" (M 16.10.27)

... Le discours du vieux président avait donné raison aux nationalistes, et ceux-ci en profitaient dans leur lutte contre le gouvernement, et contre la politique d'apaisement de STRESEMANN qui n'obtenait pas assez vite ! Désormais, l'inquiétude messine fut simple : la dernière session de la S.D.N. ne lui ayant rien apporté vers quelle issue serait conduit le cabinet allemand, c'est-à-dire à quelles nouvelles réclamations, pour se concilier les nationalistes très intimidants ?

La réponse ne tarda point !

"L'Offensive allemande contre la plan DAWES"

HOUPERT (L 24.10.27)

"Il fallait s'y attendre !" (...)
L'Allemagne veut "pleurer misère" ! (M 28.10.27)

"L'Allemagne à la recherche d'un faux-fuyant"..."
(L 25.10.27)

L'opinion messine qui n'était pas née de la dernière mystification allemande, avait eu très souvent l'occasion de dénoncer leur ressentiment à payer les réparations... Ce que l'on avait toujours craint, fut que les Allemands à force de se plaindre, eussent fini par convaincre les alliés sur leur impossibilité de payer... De là, cette surveillance constante de leur économie, afin de prévenir toute tentative d'esquive ! Or, la dernière expertise datait de peu, puisqu'elle avait été publiée le 28 septembre, le jour où l'on avait constaté une "évolution favorable de l'économie allemande" (28.9.27)

Avec l'agitation des nationalistes et leur pression sur le gouvernement, une action avait paru imminente. Le 24 octobre, HOUPERT révéla :

"L'offensive allemande contre le plan DAWES"

"... alors que l'annuité doit être de 480 millions de D.M. supérieure à l'an passé (...) le gouvernement du Reich se lance dans des gaspillages de tous genres : augmentation des traitements des fonctionnaires..."

"Les milieux nationalistes veulent provoquer un grand débat au Reichstag, pour la révision du plan DAWES" (...)

"STRESEMANN en SILESIE parle d'une réforme normale de l'administration (...) il excuse l'Allemagne"

(L 24.10.27)

"l'Allemagne à la recherche d'un faux-fuyant..."

(L 25.10.27)

Mais quand "PARKER - GILBERT" demanda l'avis des intéressés, ceux-ci cherchèrent d'abord la dérobade...

"les finances du Reich et le plan DAWES" (...)

"Après conversation avec le gouvernement allemand, celui-ci se déclare vouloir appliquer loyalement le plan DAWES" (L 27.10.27)

Où était le noeud de l'intrigue ?

"L'ex-chancelier LUTHER rentrant en scène, part en guerre contre le plan DAWES"

"... démêlés de KOEHLER (Ministre des Finances) avec G. PARKER..." sur les méthodes budgétaires qui s'écartent quelque peu du plan DAWES (...) le réajustement du traitement des fonctionnaires" par exemple...

... A METZ, on eut la ferme conviction qu'une machination subtile et perfide venait d'être découverte... En somme, les Allemands ne cherchaient qu'à :

"pleurer misère (...) pour arriver au maximum de la dégradation" (...) "alors que les Allemands regardent avec un attendrissement orgueilleux de la restauration rapide"

(M 28.10.27)

Sur la fin du mois d'octobre, STRESEMANN, KOHLER et PARKER se rencontrèrent... le gouvernement du Reich donna des "assurances" (L 31.10.27)

Liberté blâmable du Ministre des finances... on piège sciemment calculé mais déjoué... Le chancelier MARX éprouva le besoin de s'expliquer. Que déclara-t-il le premier novembre...

- "entrée des nationalistes dans le gouvernement ?"
possible toutefois "pas de changement dans la politique extérieure"
- "réduction des effectifs en Rhénanie" souhaitée
- "la responsabilité ? Il faudrait "en débattre après une longue recherche scientifique..."
- "loyalisme dans le paiement des réparations (...) malgré les lois scolaires et l'augmentation du traitement des fonctionnaires" (L 2.11.27)

METZ choisit la thèse de la malveillance allemande...

"Les réparations allemandes : le juge, l'huissier, le condamné..."

la formule fut de "Fd. FIZAINE"

Le juge, c'est-à-dire les Allemands revendiquant...

L'huissier : PARKER

le Condamné : la France, accusée de vouloir rester sur le Rhin !

FIZAINE rappela ce que voulaient les Allemands :

- la non-culpabilité
- l'annulation des obligations du plan DAWES
- évacuation du Rhin

... alors seulement, il n'y aurait "plus de juge, c'est-à-dire "plus rien !" (L 4.11.27)

Au fond, tout le problème était de ne pas se tromper de coupable ! Mais au fait, il manquait à tout cela, la voix de l'autorité responsable, celle de PARKER... Eh bien, le 4 novembre, PARKER rendit public son mémorandum. On y releva surtout un très fort accent pessimiste au sujet des nouvelles lois allemandes : l'excès des dépenses (lois scolaires, augmentation du salaire des fonctionnaires) contrariant gravement la stabilisation monétaire réalisée depuis quatre ans.

(L 5.11.27)

De fait, l'objet essentiel de la démonstration, heurta immédiatement en Allemagne... et l'on remarqua "les sentiments divers dans la presse allemande et ça et là des explosions de révolte..." (M 8.11.27)

METZ fut reconnaissante au travail de PARKER, à cette "critique de la politique financière du Reich par un homme impartial"

On pouvait maintenant et clairement poser la question de savoir si l'"Allemagne s'endettait intentionnellement ou non !"

L'alerte avait été bonne, car enfin, elle obligeait le gouvernement à "empêcher la lutte contre la plan DAWES" (L 8.11.27) Allait-il s'y conformer ? Oserait-il tenir tête aux nationalistes de qui revenait la cause de tous les maux ?

Sur le moment, un communiqué de l'ambassade allemande à PARIS se borna à dire que toute cette affaire n'avait eu de "fondement réel" (L 10.11.27)

Mais le 12 novembre, on trouva que la coalition gouvernementale allemande était en danger... L'épreuve de force avec les nationalistes redoublait !

Qui en sortirait vainqueur ?

"La mentalité ultra-nationaliste des Allemands" (M 20.11.27)

Ah quel tapage ils faisaient ces nationalistes ! Encore récemment, il y avait eu la fête anniversaire du vieux HINDENBURG... (M 4.11.27). Et puis, il y avait eu aussi à KAISERSLAUTERN au début de novembre, de grandes manifestations hostiles à l'occupation... les protestataires avaient chanté d'après le recueil "LUNENBURGER SCHMULLIEDERBURCH" ... ces mêmes chants qui avaient tant marqué le régime des HOHENZOLLERN...

"C'est donc un nouveau chant de guerre"

"C'est pour la prochaine fois"

A chaque heure, "la mentalité ultra nationalistes" des Allemands progressait avec grand risque pour la "sécurité de la France..." (M 20.11.27).

Car enfin, leurs dérisions et leurs attaques déchainées contre le gouvernement ne finiraient-elles point par avoir raison de lui ? Le cabinet en place se rabaissait-il jusqu'à la connivence avec eux ? La réponse était capitale... Les événements qui suivirent sentirent singulièrement la contradiction et le doute !

Le premier fait troublant, fut occasionné par le voyage en Autriche que STRESEMANN entamma à la mi-novembre...

"STRESEMANN et MARX à VIENNE préparent l'ANSCHLUSS à longs termes" (M 16.11.27)

Le projet, particulièrement cher aux nationalistes allemands, avait été depuis longtemps l'un des thèmes favoris sur le ton des dénonciations messines... A VIENNE, on jugea que STRESEMANN ne reculait vraiment devant rien !

"La meilleure sécurité est de lutter contre la défiance entre les nations" prétendit-il... puis il réaffirma la loyauté allemande au sujet du plan DAWES (L 17.11.27)

HOUPERT admit que MARX et STRESEMANN avaient reçu à VIENNE un "bon accueil"... Bah, c'était logique après "l'hymne à la paix, type BRIAND !"

... Mais il fut réservé quant à l'avenir...

"En attendant, l'entrevue de VIENNE doit être considérée sous l'angle d'une affirmation de la paix: Mais nous savons comment l'Allemagne entend la paix" (L 18.11.27)

... ET ce fut point l'intensité des diatribes nationalistes qui semblât le contredire... D'ailleurs, STRESEMANN lui-même, dut affronter leurs critiques... Rabattant sur sa politique et ses succès, il convint de n'en point changer sa direction, et de continuer à rechercher l'aboutissement des négociations germano-polonaises (L 24.11.27). Mais que d'accrocs les nationalistes infligèrent à son action extérieure !

Ils empêchèrent ainsi la ratification complète par le Reichstag, du traité économique franco-allemand (M 24.11.27)... Ils déployèrent une énergie malsaine en Haute SILESIE, contre le "polonisme" et afin de démontrer que l'élément allemand y était fleurissant (Henri de MONTFORT) (M 30.11.27)

... Ce que l'on put aussi comprendre malheureusement comme leur volonté délibérée de barrer le chemin de la "Paix en Europe" c'est-à-dire de la paix "sur la VISTULE" (M 25.11.27)

Ils nièrent toujours plus haut et plus fort, les responsabilités de la guerre (L 26.11.27)

Ils poursuivirent et activèrent la "campagne contre l'évacuation de la Rhénanie" sur place comme au Reichstag (L 8.12.27). Ils entreprirent une lutte sans merci contre le gouvernement de PRUSSE (L 17.12.27).

Ils préparent une nouvelle offensive contre le plan DAWES
(L 21.12.27)

Ils fondèrent de grands espoirs sur les élections proches de 1928 !

Curieuse République... sympathisant avec le nationalisme et les monarchiques ! ... ainsi que l'expliqua HOUPERT !
(L 3.1.28)

"Quel sera la nouvelle orientation de la politique allemande ?"

Bien sûr, les socialistes avaient réportés^M des élections partielles... mais dans l'ensemble, les journaux allemands restèrent sceptiques

"tant que l'élément nationaliste dominera..."

"et tant qu'un feldmarchal présidera !" (L 11.2.27)

Au seuil du 1928, entre nationalistes et républicains, HOUPERT vit l'Allemagne se préparant aux élections... Il confirma le relèvement économique. Il sentit un peuple en général ami de la paix, mais dangeureusement exposé à l'agitation de certains groupes et à leurs tentations militaristes (importance de l'armée, accroissement du budget de la guerre, etc...) (L 13.1.28)

L'Allemagne pouvait redouter une crise politique sérieuse...

Enfin, dernière interrogation... était-ce la réviviscence nationaliste qui avait provoquée une poussée autonomiste en Alsace ?

La "trahison" autonomiste !

- ... " la trahison continue !" (M 23.2.27)

-... "il ne faut pas que la Lorraine se laisse empoisonner par le poison autonomiste d'origine allemande" (L 20.6.26)

- "autonomistes et communistes !" (M 2.9.26)

- "Propagande autonomiste"

- "Si l'Allemagne ne réussit pas par la propagande pacifiste, alors l'Allemagne en viendra aux armes comme en août 1914" (M 27.3.27)

- ... "les agents de la propagande allemande" (M 10.4.27)

- "le procès des autonomistes à COLMAR" (M 10.4.27)

... Méprisante, dure, sévère, implacable... telle fut l'attitude de l'opinion messine accablant sans relâche, ni pitié les autonomistes, ces "pro-allemands" ourdissant "le premier stade du retour de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne" (M 17.1.26)

Ces "espions de l'Allemagne" (M 27.12.25, ... ces traites ayant "partie liée avec les communistes !" (L 27.8.26)

On avait déjà eu l'occasion de les condamner dans leur forfaiture en Alsace, dans leur contagion subversive à SAVERNE avec leur leur organe pro-allemand", la "ZUKUNFT" !

(voir A, b, 2^e sous-partie :

"Après la conférence de LOCARNO")

Non, non et non ! La propagande allemande qui avait mordu en Alsace, ne devrait jamais se propager en Lorraine. Le HEIMATBUND "d'origine allemande" (L 20.6.26), proche des communistes (M 2.9.26) devait être extirpé impitoyablement. Oui, extirper le mal, avant qu'il ne contaminât !

(voir encore A, b, 3^e sous-partie "La France lutte pour son existence"

Car le danger menaçait... "l'argent allemand" corrompait plus que jamais en Alsace... (M 18.2.27). Chez nous, le HEIMATBUND entretenait des relations "avec les chefs centralistes de COLOGNE"

"la trahison continuait" (M 23-25-26.2.27)

leur "propagande" gagnait (M 26.3.27)

"Si l'Allemagne ne réussit pas par la propagande pacifiste, alors l'Allemagne en viendra aux armes comme en août 1914" (M 27.3.27)

Heureusement, notre gouvernement n'attendit pas qu'il fût trop tard. Et certains de ces mauvais Français se retrouvèrent sur le banc des accusés au tribunal de COLMAR...

(M 10 et 14.4.27)

POINCARÉ était là ! (M 23.4.27) A nous donc de surveiller : prévenir plutôt que guérir ! (M 3.5.27). Tiens ! La récente propagande des "anciens alsaciens en Allemagne, qui répandaient la légende du mécontentement", qui ne cherchaient qu'à préjudicier l'entente, était bien là pour nous le rappeler...

(L 6.4.27)

Méfiance - méfiance ! (M 8.6.27 - 15.9.27 - 1.10.27)

Il y eut même "un journaliste allemand qui accusa les autonomistes d'être les agents de la propagande allemande"

Notamment par la voix de leur journaux... (M 10.8.27)

"les journaux autonomistes (alsaciens-lorrains) font la force des Allemands" (L 6.10.27)

Six mois après le procès de COLMAR... l'exemple n'avait pas complètement découragé !... A notre gouvernement de trancher à nouveau ! Il le fit en novembre 27 !

"Le gouvernement interdit trois journaux : ZUKUNFT - VOLKSTIMME - WAHHEIT"

"Du coup, l'Allemagne vient de perdre la parole en ALSACE... Un peu de fermeté encore et elle y perdra la partie. Signé la liberté !" (M 15.11.27)

... Début décembre, le gouvernement fit arrêter "l'agitateur autonomiste ROSSE" (M 3.12.27) "ROSSE (...) au service de l'Allemagne" (M16.12.27)

... Afin de briser la "coalition autonomistes-communistes" (M 6.12.27), de mettre un terme à la "propagande allemande en Alsace", le gouvernement procéda à d'autres arrestations...

"Arrestations de BAUMANN et de KOHLER, inculpés d'espionnage au profit d'une puissance étrangère" (M 6.12.27)

... Il démolit à temps un "complot autonomiste" (M 29.12.27) et remit encore en prison ! (M 31.12.27 - M 1.1.28)
Tous furent traduits en justice ! (M 10.1.28). Celle-ci expliqua leur "organisation en petites troupes", elle prouva "leurs contacts outre-Rhin" (...) "leur espionnage", elle condamna ses auteurs "de la guerre civile contre la France !" (M M 29.2.28)

Un peu plus tard, on revint encore sur "l'ombre de l'Allemagne à COLMAR". On fit toute la lumière sur ces immigrés allemands dans les milieux autonomistes et la fondation de la VOLKS-STIMME à BERLIN (M 19.5.28).

D'ailleurs, DUMSER (en avril 29), ex-directeur de la VOLKS-STIMME révéla lui-même, sous couvert de l'autonomisme "l'espionnage des Allemands en Alsace-Lorraine"... (M 1.5.29)

L'Allemagne avait vu également le jour de la fondation de "l'institut scientifique des Alsaciens-Lorrains dans le Reich" (Institut sous le patronage de l'Université de FRANKFORT)

Son secrétaire général était le Dr WOLFMAN

"ex-archiviste de METZ, ex-directeur de la bibliothèque de STRASBOURG". Le but de l'Institut s'était fixé le regroupement des Alsaciens-Lorrains en Allemagne : "prétexte" bien entendu !

"Cette activité est assurée de l'appui financier du Reich de nombreuses villes, de groupements scientifiques, etc..."

"vague" que tout cela !

"L'Institut publiait de "nombreux ouvrages - travaux historiques et littéraires"

"Propagande" en réalité ! HOUPERT
(L. 21.6.28)

Du reste, si les procès avaient bien été compris en France comme attentés à des "pro-Allemands", la presse allemande n'avait cessé de souligner que cette réaction avait régénéré l'autonomisme (M 26.5.28). Voyez leur mauvais esprit... Comprenez l'importance conférée à la besogne de leurs suppôts les autonomistes ! Il fallait veiller au grain ! (M 15-16.8.28) Mais là, nous pûmes compter invariablement sur un homme intelligent et compréhensif : POINCARE. En février 29, à la chambre, il donna de la voix et désigna notamment deux députés alsaciens compromis : STURMEL d'ALTKIRSCH, MAUS de COLMAR

"POINCARE confond les autonomistes 7 sur 7 !

" M. POINCARE a prouvé par des chiffres la complicité allemande" (M 2.2.29) et (M 6-7-8-9.2.27)

On avait réagi à temps ! L'honneur était sauf ! Et comme toujours sur l'Allemagne retomba la responsabilité ! des mauvais points. L'Allemagne dans sa convoitise avait oublié le patriotisme lorrain ! L'autonomisme qu'ils épaulaient rajouta encore à l'idée que le rapprochement était introuvable avec eux, c'est-à-dire impossible... Or, ce fut en ces temps-là, que les marches, les bastions de l'Est entendirent parler de désarmement et de nouvelles promesses octroyées aux Allemands...

METZ n'osa imaginer jusqu'où la France eût pu concéder

C - Les "Chants de triomphe de la nation vaincue !"

(M 11.9.29)

Le pacte KELLOG : "le désarmement est une comédie qui justifiera un jour le réarmement de l'Allemagne"

Comte WESTARP en mai 1928

(L 4.5.28)

Le plan YOUNG : "chant de triomphe de la nation vaincue (...) que reste-t-il pour la France du Traité de Versailles ?" (M 1.9.29)

L'année 1927 s'était achevée sur le constat d'une progression des nationalistes-militaristes en Allemagne ! Le bilan était inquiétant, cela d'autant que la perspective électorale laissait planer le risque de leur victoire, avec en ce cas, l'inflexion de la diplomatie allemande jusqu'à leurs revendications. En toute négociation, METZ conseilla la prudence. Aller lentement mais sûrement...!

Tout le monde voulait aplanir les routes de la paix, les Allemands aussi, mais en apparence afin d'en profiter. Ils avaient déjà trop obtenu... contre rien en échange ! C'était cela l'esprit follet de LOCARNO, de THOIRY et d'ailleurs... On entendait parler que de cela ! Et tous ces nobles penseurs, persuadés d'avoir raison, n'étaient obsédés que par une seule finalité : rechercher étape par étape des garanties qui eussent à jamais interdit les années meurtrières que l'Europe avait connu... LOCARNO était leur oeuvre et l'Allemagne avait été admise dans la S.D.N.... Restait dorénavant qu'à concrétiser cette politique sur le terrain des réalités en effaçant les sources possibles de conflit. Désarmer ! Quelle merveilleuse idée on s'était fixée là... Aussi, l'on eût réussi à donner une solution à la très difficile question de la Rhénanie... Ainsi l'on eût mit fin aux rancunes franco-allemandes... Ainsi ! Ainsi !

METZ craignit que la promenade pacifiste et triomphale des esprits généreux ne s'achevât que par le chant de triomphe de la nation vaincue...

Donc, depuis longtemps, on voulait à jamais empêcher la guerre. Mais pourquoi les Allemands s'enthousiasmèrent autant des projets de KELLOG...

1 - KELLOG pour nous endormir !

"L'Allemagne considère le pacte de PARIS comme une promesse..."

M. G. MARGAINE - Ch. des Députés

(vignette du M. 1.3.29)

"Ce que pense l'Allemagne du désarmement" "G. BLONDEL"
... de ses nombreux voyages, ^{une} constatation :

"l'Allemagne n'inspire pas confiance (...) On se sert de l'idée de la culpabilité pour réviser le Traité de Versailles"

Le désarmement et la thèse allemande : "désarmement général (...) en contrepartie de celui de l'Allemagne depuis 1919"

Le désarmement général : il "reste pour le moment une utopie (...) désaccord allié (...) on n'a pas compris la manoeuvre allemande : endormir les grandes puissances avec l'idée du désarmement, et en profiter en sous-main pour accroître le réarmement de l'Allemagne"

"G. BLONDEL, professeur au Collège de France et à l'Ecole des Sciences Politiques" (L 18.4.28)

Endormir les puissances pour en profiter... l'idée était perspicace... Ce furent les puissances, en premières desquelles la France, qui fournirent à l'Allemagne la bonne occasion !

Désarmer : leur incomparable prétexte !

... La bonne affaire que projeta l'Allemagne, fut de solliciter son entrée dans la Commission préparatoire à une conférence sur le désarmement. Evidemment, lors de la création de ladite commission (1925) l'Allemagne, théoriquement désarmée depuis 1919, n'y avait pas été conviée. Il faut dire que les travaux avaient PARU énormément peiner... par exemple, on avait rien décidé au sujet du désarmement lors de la 44e session de la S.D.N. en décembre 1926 (L 5.12.26)

... Pas plus que l'on avait abouti à l'issue de la 45e... en avril 1927, après tergiversations et reports ! (L 15-22-24.4.27)

Et puis après le célèbre discours de POINCARE à LUNEVILLE... surprise ! le 23 juin au Reichstag, après une réplique édulcorée, STRESEMANN, comme pour s'excuser ou justifier sa bonne volonté, avait annoncé la participation allemande à la conférence sur le désarmement et avait nommé un responsable : le comte BERNSTORFF (L 24 et 25.6.27). L'ajournement de la conférence jusqu'à août 27, pour la 46e session de la S.D.N. avait permis à STRESEMANN de se préparer. Le 24 septembre 1927, devant l'Assemblée de la S.D.N., il prononça un grand discours pour défendre le désarmement général, au nom du désarmement effectif de l'Allemagne.

Immédiatement METZ villipenda son intervention et la compara à l'allocution de HINDENBURG le 21, lequel avait prétendu la non-culpabilité de la guerre et soutenu les efforts militaires. Le Chef de l'Etat allemand nous avait offensé et par là même avait légitimé et motivé l'agitation nationaliste en progression. Et pendant ce temps, là, STRESEMANN parlait de paix à GENEVE ! (L 26.9.27). Pouvait-il être sincère ? Ne caressait-il pas l'espoir secret de répondre aux revendications des nationalistes, dont la pression menaçait le gouvernement tout entier... à quelques mois des élections ? On allait bien voir !

Lorsque commença en décembre 1927, la 48e session de la S.D.N., les délégués allemands persistèrent à ne pas faire dépendre la sécurité germanique du désarmement. Toutefois, ils consentirent à étudier ce problème à condition que le désarmement fût envisagé dans sa totalité (M 3.12.27)

Malgré leur divergence, les délégués allemands avaient voulu persister... D'où leur venait cette soudaine force de caractère ?

... METZ leur prêta l'intention d'utiliser les débats de Genève pour arracher entre autre, la fin de la culpabilité allemande... (L 26.11.27 et 4.12.27)

La malversion était déjouée, encore fallait-il la museler... Songez : un accord avec les Allemands sur le désarmement et l'occupation rhénane eût été considérée comme inutile ! Pour enrayer, il était grand temps d'agir : en les surveillant, en découvrant chaque pièce de leur machination au goût soldatesque, nationaliste et vindicatif...

Les preuves arrivèrent en désordre... mais elles ne manquèrent pas !

toutefois, l'origine de ce grand raffut messin, ce fut peut-être la publication des propositions KELLOG au début janvier 1928 (M 6.1.28) Coïncidence ou conséquence... deux jours après la parution des idées américaines, PARKER changea subitement d'attitude...

"escamotage des réparations (...) une manoeuvre en deux temps : limitation des dettes allemandes et suppression de la protection des transferts". En un mot... "duperie de la part des alliés !" (M 8.1.28)

Quelle indignité ! Là-dessus, les Américains se firent pressants, et insistèrent afin que la note KELLOG débouchât sur une réponse, base de conversations espérées proches (L 14.1.28)

... Premier choc sous la douche froide ! METZ en écopa un second ! ... la démission de GESSLER, ministre de la Reichswirtschaft, "Santé, famille ?" quelle importance... (L 15.1.28).

Sa succession ne tarda point... et elle échut au général GROENER (PM 20.1.28). L'Allemagne les couvrit d'éloges...

Le nouveau promu se vit féliciter pour sa carrière antérieure avec un beau silence pour ses activités récentes ou présentes (M 21.1.28). Le partant, ministre depuis 1920, se vit congratuler par HINDENBURG en personne qui loua le technicien et son oeuvre restauratrice de l'armée allemande :

"...malgré le Traité de Versailles et les attaques de la droite et de la gauche" (L 21.1.28)

... Délicieuse attention ! Le général-sénateur BOURGEOIS recommanda que l'on fortifiât l'Est de la France : (L 27.1.28)

Sur ce, à la fin du mois, discussion du budget au Reichstag et toujours "l'éternel refrain contre les occupations rhénanes" (L 27.1.28)

Ce que STRESEMANN développa un peu mieux lorsqu'il intervint pour défendre et faire adopter le budget des .AE. (L 2.2.28)

"La politique extérieure du Reich (...) deux discours de STRESEMANN (...) toujours le même refrain (...) Avec en toile de fond les élections prochaines, le ministre allemand souligna que la quasi totalité des partis souhaitait l'évacuation de la Rhénanie. HOUPERT contra :

"Il revient toujours à LOCARNO : or, on n'y a pas parlé évacuation !

Il prétend "que les garanties de sécurité ont été données"

pour justifier l'évacuation...

Par chance, HOUPERT fit remarquer que BRIAND venait de réparer : "l'Allemagne prenait plus qu'elle ne donnait" !

Cela dit et pour parler franchement, HOUPERT se demanda de savoir si l'Allemagne remplissait vraiment les conditions requises moyennant l'évacuation ? Le rédacteur messin découvrit deux cas d'empêchement absolu...

- le niveau du budget de la Reichswehr pour 100 000 hommes, de sept fois plus élevé que son équivalent de 1914
- la naïveté de croire que l'évacuation eût impliqué l'amélioration de l'entente franco-allemande... Pire... l'évacuation n'entraînant que la fin du contrôle...

"La France doit veiller à sa sécurité ! avertit HOUPERT (L 4.2.28)

Sans doute, si l'on ne réfuta pas complètement les allusions de la presse française qui trouva le discours réponse de BRIAND propre à laisser une porte ouverte à la poursuite de négociations, au moins recommanda-t-on d'agir avec circonspection ! (L 7.2.28)

Les jours suivants, d'autres exemples ne firent que corroborer ces réserves méfiantes...

- ... un article de la FRANKFURTER ZEITUNG du 5 février (n° 96) dans lequel on put lire l'étude suggestive du lieutenant-colonel en retraite "M. BOELCKE (...) : le soldat et la guerre future"
"... destructions, bombardements, canons, avions, gaz, tortures, anéantissement des premières ressources..."
"c'est ce que fait l'Allemagne" sous-entendu dans sa préparation ironisa HOUPERT ! (L 8.2.28)
- ... "le discours programme militaire de GROENER" avec des allusions au scandale des films "PHOEBUS"
(publication le 12 février) (M 12.2.28 - page 3)
- ... "situation parlementaire difficile en Allemagne" un sujet du "budget scolaire"
(publication du 12 février) (PM 12.2.28)

... N'était-ce là que porter à faux l'entente franco-allemande ? Même à Genève, nos divergences transparaîtraient ! RAYOD montra l'opposition formelle des thèses françaises et allemandes au comité de Sécurité

thèse française : "désarmement : oui (...) qu'en fonction des garanties de sécurité dont bénéficieraient les différents Etats"

thèse allemande : "... revenir à des accords de type LOCARNO" axés sur le "désarmement général" (L 15.2.28)

Sur ce, coup de roulis ! Echec devant le Reichstag des lois scolaires... dissolution... prochaines élections...

(M 17.2.28)

"Fin de la coalition gouvernementale (...) nationalistes-centristes-populistes" (L 27.2.28)

Sentant que cela eût très bien pu jeter la suspicion sur l'entente, HOUPERT se mit à dénoncer les recrutements illi- cites de la Reichswehr ou "non-respect du Traité de Versailles en SARRE", puis refit le tableau justificatif de notre pré- sence avantageuse en Rhénanie ! (HOUPERT) (L 17.2.28)

Crise politique en Allemagne, scrutins arrêtés en mai (L 19.2.28) : on eut exactement le contexte de l'ouverture le 20 février 1928, de la 2e session du Comité d'arbitrage et de désarmement ! (L 21.2.28). Très vite, on entra dans le vif du sujet !

... D'abord, la note ou communiqué KELLOG

"les Américains se déclarent partisans d'un traité unilatéral et non bilatéral (comme celui que propose BRIAND)" (M 1.3.28)

Une fois n'était pas coutume !

... les Allemands durent se dire que tout cela sentait fort le roussi !

"La presse allemande conseille à ses lecteurs une plus grande modération "vis-à-vis "des territoires occupés (...) pour avoir plus de poids sur les négociations qui se déroulent" (M 2.5.28)

... La malveillance allemande semée révolta la colère messine !

"La politique extérieure allemande : au Reichstag, dans la presse, dans les cabinets des hommes d'Etat, aussi bien que chez l'étudiant fougueux, les allemands déclarent que malgré LOCARNO, ils n'ont pas renoncé à l'Alsace-Lorraine"

signé XXX (M 3.3.28)

Mauvaise foi encore et toujours colère messine...

"les armements navals et l'esprit de LOCARNO"

"... vote de la première tranche des crédits pour la construction d'un nouveau croiseur cuirassé..."

"... scandale des films PHOEBUS (...) le "gouvernement allemand" a donné de l'argent à la compagnie..." afin

"... de faire de la propagande en faveur de la marine..."

... mauvaise volonté allemande face à la crise économique sarroise

HOUPERT (L 8.3.28)

Ah ces Allemands ! Après la réunion du conseil de la S.D.N. début mars, BRIAND et STRESEMANN y étant présents, une rumeur en Allemagne prétendit voir BRIAND disposé à quelques faveurs relatives à l'évacuation.

"faux" (...) cette question ne sera sans doute pas soulevée"

Alors, pourquoi cette rumeur ?

... Dans la perspective des élections en France...

"On espère le succès des partis cartellistes tous plus accommodants" (L 9.3.28)

A l'instant où l'on évoquait des questions vitales... c'était inquiétant ! Cela d'autant plus que l'on ignorait comment allait prendre fin la session du Conseil de la S.D.N. :

"Clôture de la session du Conseil de la S.D.N...."

(L 11.3.28)

"Bilan lamentable de la session de mars..."

Remous politiques en Allemagne... incompréhensions à Genève ! la quiétude européenne pouvait en souffrir, l'entente franco-allemande se gêner ! Or, ce ne fut pas de ce côté que semblât venir l'amélioration

-... toujours le scandale du "PHOEBUS FILM"... à chaque instant plus compromettant... Voyez le capitaine LOHMAN qui avait soi-disant donné de l'argent à l'insu de ses chefs... (L 14.3.28)

-... et puis la présentation et la défense devant le Reichstag du budget de la Reichswehr par son zélé responsable, le général GROENER (L 16-16.3.28). GROENER qui, sans ménagement, tabla sur un déficit de 380 Millions de D.M. en 1919, et demanda des solutions pour les trouver ! (L 18.3.28)

- "l'offensive du pangermanisme"

c'est-à-dire l'allusion aux 300 000 "sujets allemands" dans le TYROL Italien ou en Autriche, fermement soutenus par le Reich. "G. SAINT YVES" fit ressortir pourquoi l'Italie avait intérêt à se rapprocher de la petite entente... (L 20.3.28)

-... "l'incapacité du Reichstag" (L mars 1928)

Sa dissolution prochaine du 31 mars, notamment après le discours critique de STRESEMANN le 21 (L 22.3.28)

Rien de bon s'annonçait chez nos voisins...

Malheureusement, ce ne fut point non plus du côté de la S.D.N. que l'on vit venir le mieux !

D'une part, à cause de l'intervention du russe LITVINOFF à la commission préparatoire pour la conférence du désarmement, quand elle avait repris le 19 mars ses travaux. LITVINOFF avait proposé le désarmement général (L 20.3.28).

D'autre part, sur les compétences intrinsèques de la S.D.N. en personne !

"la S.D.N. impuissante aujourd'hui"

"... la dernière session a consacré l'abandon de son droit théorique sur le réarmement des pays vaincus"

signé l'Avenir (M 22.3.28)

"La société des Nations à l'épreuve"

Oui, la méditation de la S.D.N. dans des petits conflits entre petits Etats (témoin l'affaire grecque) avait obtenu des succès... mais quelle eût^{été} sa force dans "une affaire éventuellement plus forte ?" RAYOD (L 23.3.28)

Epineuse question... elle ne fut pas la seule !

"Rejet des propositions russes et allemandes (...) ils veulent une réunion de la conférence pour le désarmement sans attendre la fin des travaux préparatoires de celle-ci" (L 25.3.28)

D'où leur venait cet empressement ? On laissa les Russes à l'écart, en revanche les Allemands reçurent beaucoup d'attention !

Crise politique intérieure ou non, on établit que les Allemands faisaient preuve d'une belle constance dans la ligne de conduite de leur diplomatie avec cap tenu sur la S.D.N. !

"Toujours la question de l'évacuation de la Rhénanie (...) au nom de la S.D.N. on voudrait nous voir partir par les voies les plus rapides..." (M 19.3.28)

Etait-ce plus clair maintenant ? On rappela aussi que le Reichstag avait voté la construction du croiseur...

(M 29.3.28)

Combien donc le discours de STRESEMANN vraisemblablement du 29 mars, sembla indigne de foi... Le Ministre des A.E. se proposa de préciser le rôle du Reich dans le problème du désarmement.

... Il vit le désarmement au "premier plan des questions de paix"... cédant "la parole aux Etats militaires"...

Il passa soigneusement sous silence l'échec du désarmement à la S.D.N., souhaitant "qu'elle remplisse ses devoirs impérieux" (L 30.3.28)

Le 31 mars, le Reichstag fut dissous, les élections fixées au 20 mai, STRESEMANN serait candidat en Bavière (L 1.4.28)

Deux ou trois jours avant, peut-être pendant ou juste après les propos de STRESEMANN, POINCARÉ lui aussi, avait tenu une allocution... La France elle aussi voterait (L 30.3.28)

Les spéculations électorales de mai 28 !

- "l'Allemagne attend avec impatience l'issue des élections françaises..." (M 31.3.28)
- "Victoire des nationaux (POINCARÉ) en France (...)
En Allemagne, on espérait une nouvelle dégringolade du franc..." en cas de victoire de la Gauche
(M 2.5.28)
- Depuis LOCARNO (...) l'Allemagne n'a rien obtenu, elle n'obtiendra plus rien, surtout avec la venue du bloc national en France" WESTARP (L 9.5.28)
- "Le futur Reichstag" ? ... lutte entre gauche (...) et droite nationaliste (...) "et tout fait prévoir que celle-ci aura la dessus" HOUPERT (L 7.4.28)
- "l'Allemagne a voté : une orientation moins à gauche qu'on pensait" (M 31.5.28)
- "Risque d'instabilité" politique - HOUPERT (L 22.5.28)

France et Allemagne allaient connaître chacune leur élection... L'opinion messine accorda autant d'importance à l'une comme à l'autre...

De la première, quoique théoriquement plus éloignée de notre propos, nous ne saurions toutefois la confiner METZ par fidélité à POINCARÉ ou L. MARIN exhorta les électeurs alsaciens-lorrains à voter en faveur des "Républicains démocrates et U.R.L." (M 22.4.28). Et l'on cita souvent les discours fleuves de POINCARÉ. Voyez par exemple ceux du début avril 28 à CAREAMME, près de BORDEAUX. Le président du conseil y parla "paix" et "liquidation de la guerre". Certains journaux allemands (GAZETTE de FRANCKFORT - GERMANIA - TAGLISCHE RUNDSCHAU) inclinèrent à y découvrir des "étapes nouvelles" dans les relations franco-allemandes (L 4.4.28). Mais était-ce là le sentiment unanimement partagé par tous les Allemands... ?

La France vota les dimanches 22 et 29 avril 1928;

"Victoire des nationaux (POINCARÉ) en France"

"... en Allemagne, on espérait une nouvelle dégringolade du franc..." en cas de succès de la Gauche. Et maintenant : "1923-1924" ? (M 2.5.28)

"Après les élections : majorité modérée et d'Union Nationale"

METZ souria, imaginant déjà la France tenant à nouveau et solidement en main l'Allemagne qui renâclait !

Restaient les élections chez nos voisins... d'emblée on avait craint ! Celui qui avait exprimé avec le plus d'autorité l'objet de cette angoisse messine, avait été le général NUDANT, ancien président de la commission interalliée d'armistice. NUDANT avait émis mille réserves quant à l'évacuation "thème (...) et déjà truisme nouveau en Allemagne (...)" surtout en si bonne proximité électorale ! (L 2.4.28)

Logiquement, on en était donc arrivé à s'interroger sur le "futur Reichstag" HOUPERT avait senti une "lutte entre la gauche (socialistes, démocrates et centristes) et la droite nationaliste (...) et tout fait prévoir que celle-ci aura le dessus" (L 7.4.28) avait-il conclu.

Et puis on arriva au coeur de la campagne électorale, et quelle campagne ! Gauche contre droite... peut-être ! Seulement, l'esprit allemand en général, au-dessus des factions, inspirait-il une quelconque confiance ? Puisqu'en ces dernières semaines, on avait énormément parlé de la virulence nationaliste et du désarmement, METZ entreprit de refaire jouer les thèmes, tellement révélateurs du niveau de la sensibilité allemande et des risques militaires encourus (et pourquoi pas incitatifs pour les électeurs messins qui se préparaient alors à voter !

On commença donc, sur la pointe des pieds, par le plus facile : le désarmement en EUROPE... Mais très vite, on en vint au plus solide de la démonstration...

"Messieurs les Allemands, commencez par respecter vos engagements. On n'attend que cela pour croire à la possibilité d'une réconciliation et pour vivre en paix en Europe" (M 7.4.28)

... Ce ne fut point en tout cas "la menace aérienne allemande (...) l'effort aérien "KOLOSSAL", comme l'affirma "Georges DEMANGE" qui rassurèrent... (M 10.4.28)

... Pas plus que les diverses "réactions néfastes, notamment dans la presse allemande contre les pacifistes allemands ou étrangers" (L 9.4.28)

... Ou encore "le programme de pangermanisme"

- suspension du paiement des réparations ou évacuation totale..
- abrogation de la clause de la responsabilité allemande de la guerre
- restitution des colonies ou 132 milliards de DM de décompte sur les réparations (L 10.4.28)

... sans oublier l'esprit militariste et le réarmement allemand...

- la multiplication des navires de guerre: petits, rapides, dangereux, afin de contourner l'interdiction du Traité de Versailles, au grand émoi des Anglais... (L 10.4.28)
- les "250 000 hommes de la Reichswehr et de la Schupo" en face de "nos 106 000 militaires de carrière..."

RAYOD (L 16.4.28)

- La Reichswehr et les Sociétés secrètes... témoin le procès de la VEHME à STETTIN, l'une de ces sociétés secrètes accusées de plusieurs meurtres, devenues trop voyantes, lâchées à cause de cela par la Reichswehr, passées en conflit avec elle (L 27.4.28)

Après et sans merci, devint cette campagne électorale...

Sous l'action de la droite nationaliste, chaque jour montra un peu plus que l'entreprise serait périlleuse. Dans l'aventure, STRESEMANN leur fut une cible facile... Manifestations sans nombre, contre lui et sa politique extérieure... (L 1.5.28) Mais l'attaque la plus violente qu'il lui fut donné d'entendre fut proférée par WESTARP, chef du parti nationaliste.

"Depuis LOCARNO (...) l'Allemagne n'a rien obtenu, elle n'obtiendra plus rien, surtout avec la venue du bloc national en France"

"... le désarmement est une comédie qui justifiera un jour le réarmement de l'Allemagne" (L 4.5.28)

... L'atmosphère s'altèrait... le verdict du procès de la VEHME ne fit que l'aggraver : quinze ans et quatre ans contre les deux principaux inculpés, trois pour un autre, acquittement au bénéfice de leurs acolytes. La presse allemande de gauche s'indigna de "l'indulgence excessive" (L 8.5.28)

Malmené, contesté, attaqué par les nationalistes, STRESEMANN ne céda pourtant rien à la résignation et poursuivit inlassablement le tour d'horizon de sa campagne électorale. Le 7 mai, de passage à MAYENCE, il répliqua aux invectives des surenchérisseurs... Modérant sans doute volontairement son langage, vu le lieu, STRESEMANN très adroit, avança que le plan DAWES avait contribué à une moins mauvaise stabilisation monétaire en Allemagne ; que LOCARNO avait surtout tendu à oeuvrer pour la paix sur le Rhin; que l'entrée dans la S.D.N. avait permis à l'Allemagne de défendre ses intérêts vis-à-vis de l'étranger... enfin, que l'entente avec la France était souhaitable (L 9.5.28)

Que de bonnes intentions... en paroles seulement ! Car, à cet instant, on eut au moins une preuve réfrénant singulièrement les promesses verbales... En effet, le tribunal arbitral de LA HAYE fut saisi d'une requête formulée par le professeur KAUFMAN au sujet de l'interprétation du plan DAWES :

"Pour l'Allemagne, la charge de 2,5 milliards de D.M. pour 1928 est trop lourde"

Voilà ce que prétendit l'éminent professeur ! (11.5.28)

Sur ces entrefaits, on approcha de la date fatidique. Selon l'usage, HOUPERT dressa l'ultime analyse...

"Avant les élections allemandes..."

il insista principalement sur la probabilité d'un changement de direction dans leur diplomatie. Mais sans dévoiler de suite son avis, il retraça un bref historique de l'ex-coalition issue de la République de WEIMAR et qui avait groupé sociaux-démocrates, centristes et populistes. Puis y étaient entrés les nationalistes...

"attachés à la tradition allemande impériale, au régime monarchique" ... sourds à la "réconciliation avec les alliés (...) la France" favorables au rapprochement russe, soucieux "de la restauration militaire et navale de l'Allemagne" ; luttant pour la "suppression totale des charges du plan DAWES", "annihilés par "le rattachement Autriche-Reich"

HOUPERT vit aussi le parti populiste de STRESEMANN "plus tenté par la droite" et en guise de conclusion, affirma :
"Le Reich continuera la même politique extérieure et plus encore" avec ou sans STRESEMANN malade

HOUPERT (L 6.5.28)

Dans ces conditions, et comme on pouvait s'y préparer, même si l'Allemagne glissait à gauche, jurant ensuite sa volonté de s'en tenir à sa politique de "collaboration pacifique", aucune amélioration nous serait garantie...

"... Quelle que soit l'étendue de son succès, la démocratie allemande se manifesterà à nous par son esprit de revendication" (L 19.5.28)

La 20 mai, l'Allemagne vota...

"Succès des socialistes (...)" mais "une orientation moins à gauche qu'on pensait" (M 21.5.28)

"Avance des socialistes - gains des communistes - pertes des nationalistes" (L 22.5.28)

"le nouveau Reichstag..." (prévu le 23 mai)

HOUPERT souligna que les élections venaient d'entériner la "défaite gouvernementale avec appui de la Droite".

Mais, avec les nationalistes, dorénavant "en dehors", il craignit un risque "d'instabilité politique". Sur le plan extérieur, il pensa que la politique dite de LOCARNO continuerait, toutefois tributaire des différents partis politiques en présence, gouvernementaux ou pas, de toute façon rarement accordés au même diapason... HOUPERT joua sur leurs dissonances chacun à tour de rôle

"Les socialistes veulent : "la révision des frontières orientales (...) l'évacuation immédiate de la Rhénanie (...) la limitation définitive des réparations (...) l'Anschluss"

- le centre : "l'évacuation (...) la réduction des réparations et le désarmement général"
- les populistes : "LOCARNO (...) l'évacuation (...) la restitution de la SARRE (...) un règlement supportable des réparations (...) l'ANschluss (...) la modification des frontières orientales"
- les démocrates : "l'évacuation (...) la révision du plan DAWES et des réparations (...) le règlement des frontières orientales (...) l'Anschluss"
- Seuls les nationalistes "refusent la "politique de LOCARNO" mais exigent la "révision des frontières orientales"

"Toujours le même refrain ! tranche HOUPERT (L 22.5.28)

En dépit des apparences, ils ne changeaient pas !

Crise politique ou non "Il n'y a qu'une Allemagne !"

"Risque d'instabilité" politique en Allemagne (L 22.5.28)
"Il n'y a qu'une Allemagne" "M. HERMANN MULLER veut réclamer d'urgence la libération de la Sarre et la fin de l'occupation en Rhénanie. Tous les Allemands, quelle que soit leur opinion sont d'ailleurs d'accord pour ne pas exécuter entièrement le Traité de Versailles" (M 7.7.28)

Le résultat des élections allemandes avait touché des points capitaux : le risque d'instabilité politique permettrait-il la mise sur pied d'un gouvernement qui eût été capable de tenir ferme ? ? Le recul nationaliste interdisant désormais toute excuse, donnerait-il de découvrir la manifestation de la bonne foi allemande tellement affirmée mais seulement en parol

Les réparations , les occupations rhénanes et sarroises, le désarmement... c'étaient là autant de questions en suspens!

On allait bien voir quel sens le loyalisme allemand à l'épreuve, confèrerait au rapprochement...

Cela dit, sur le moment, le premier intérêt fut de savoir si un quelconque gouvernement eût réussi à trouver une majorité sur qui s'appuyer. Une semaine après, les élections, on reparla de la grande coalition (L 26.5.28) dans laquelle STRESEMANN eût conservé la direction de la diplomatie allemande (L 3.6.28). Au début juin, ce fut justement ce que laissa entendre LOEBE, président sortant du Reichstag, cependant que des bruits avancèrent le nom de MULLER pour responsable du futur Cabinet (L 1.6.28).

Mais, une semaine s'écoula encore sans qu'aucune concrétisation se fût produite ! La crise politique que l'on avait crainte semblât déjà asservir.

Ce temps mort dans la vie politique allemande, METZ le mit à profit afin d'essayer de trouver des arguments qui eussent au moins démontré un possible changement dans leur esprit... Pas du tout ! Outre l'emprise malsaine de la propagande allemande télé-guidant les autonomistes alsaciens-lorrains (L 13.6.28) d'autres exemples confirmèrent à loisir, la continuité de leur inspiration récusable. Voyez ainsi :

- la grande manifestation des Casques d'Acier le 3 juin à HAMBOURG

"Libération de l'Allemagne, retour au passé" dit "l'ex-colonel DURSTERBERG, président de l'association" aux 100 000 participants (L 5.6.28)

... ou "... l'introduction du rapport 6 - PARKER" sur l'exécution du plan DAWES"

"Equilibre du budget allemand (...) stabilisation de la monnaie allemande". C'était là le but fixé...

Peu probantes furent les conclusions...

"La situation des finances publiques" est "au moins claire" "le gouvernement a tendance à faire des dépenses

exagérées" (L 14.6.28)

Le 14 juin, LOEBE fut réélu dans ses fonctions à la présidence du Reichstag. A nouveau, l'on enregistra avec satisfaction le repli des nationalistes à qui, pas même une vice-présidence ne leur fut échue (L 15.6.28). En revanche, on était toujours dans l'impasse du côté de la formation d'un gouvernement ! Or, fait notable, ces circonstances particulièrement épineuses, ne résignèrent nullement STRESEMANN qui, espérant bien reprendre les A.E., dévoila son action diplomatique pour la session de septembre de la S.D.N. : projet KELLOG - évacuation de la Rhénanie (L 16.6.28). Pour l'instant, l'Allemagne attendait un ministère !

19 juin : "crise, toujours la crise" (L 19.6.28)

21 juin : "toujours la crise au sujet d'un cabinet en Allemagne" (L 21.6.28)

22 juin : idem !

23 juin : "MULLER veut essayer la coalition de WEIMAR" (L 23.6.28)

24 juin : "échec de la grande coalition"

27 juin : "Constitution d'un cabinet de la grande coalition" (M 27.6.28)

29 juin : "Herman MULLER (...) nouveau chancelier (L 29.6.28)

Le 27, la 3e session du comité d'arbitrage et de sécurité avait repris à la S.D.N. (L 28.6.28)

Désarmement...

Objectifs du nouveau cabinet MULLER...

... METZ entreprit la surveillance conjointement sur les deux fronts ! Et l'on fut très vite édifié ! D'abord sur le premier...

... On s'apprêtait à débattre sur le désarmement à Genève où, après le comité d'arbitrage, la 50e session de la S.D.N. allait être inaugurée. Voici ce qui fut découvert :

"les armements clandestins du Reich"

"L'organe pacifiste allemand, DAS ANDERE DEUTSCHLAND..."
révéla la fabrication de canons de 17 cm, de grenades...
etc (aux usines A.E.G.; SIEMENS, LOEWE - BERGMAN...

(L 2.7.28)

... c'est ainsi que l'Allemagne encourageait au désarmement...

Maintenant, le second front, c'est-à-dire la volonté réelle
du nouveau gouvernement MULLER. D'emblée, on excusa ou presque
les socialistes qui "sous le couvert de belles formules de paix
ne cachaient finalement que leur "impuissance" (M 2.7.28)

Quant au chancelier MULLER, il ne tarda point à narrer ses
intentions : au début juillet, il rebattit sur l'entente,
puis sur l'évacuation de la Rhénanie et de la Sarre

(L 4.7.28)

"L'évacuation de la Rhénanie.... et de suite !"

HOUPERT soulignant au passage la présence constante de
STRESEMANN, n'eut pas grande peine à prévoir ce que les
Allemands ne revendiqueraient...

"Evacuation anticipée de la SARRE - de la RHENANIE,..."

"Faciliter la réunion de l'Autriche à l'Allemagne"

(L 6.7.28)

"Il n'y a qu'une Allemagne !"

"M. Herman MULLER veut réclamer d'urgence la libération
de la SARRE et de la fin de l'occupation en RHENANIE.
Tous les Allemands quelle que soit leur opinion, sont
d'ailleurs d'accords pour ne pas exécuter entièrement
le Traité de Versailles" (M 7.6.28)

Sur ce point, "l'avenir du plan DAWES", "L. CAMUZET" défendit que réparer était un préliminaire nécessaire à la renonciation". Cette affirmation lui vint de la lecture du rapport PARKER et il ajouta :

"L'Allemagne ne fait rien, n'agit pas loyalement pour accroître la vigueur de sa campagne de révision".

"L'annuité que nous recevons actuellement ne couvre même pas les intérêts de la créance des réparations.

"... un accord pour le calcul des intérêts, l'anticipation des paiements, la simplification du mécanisme, une "révision" qui mettrait à notre débit une nouvelle charge à notre crédit l'espoir chimérique de la reconnaissance momentanée du Reich, l'opinion publique se refuse à l'accepter" (L 9.7.28)

(On trouva cependant un autre avis, celui de "Ed. GISCARD D'ESTAING". Ce dernier soutint l'inachèvement de la réorganisation économique et financière de l'Allemagne. Il avança que la nécessité d'obtenir des nouveaux crédits n'avait pas été solutionnée et ce, malgré l'encouragement à l'épargne nationale qui n'avait pu suivre la demande. En conséquence, il inclina au recours bancaire à l'étranger) (M 26.9.28)

Non, les Allemands ne changeraient pas ! Et ce fut bien ce que rappela encore une nouvelle manifestation nationaliste, vraisemblablement le 7 juillet (L 10.7.28). Avec cette mentalité là, que viendraient-ils donc faire à Genève, sinon que d'arracher au nom du désarmement de nouvelles concessions...

Le pacte KELLOG : les Allemands admettent la guerre !

- Après la signature du pacte...

"Ce que projette maintenant l'Allemagne réhabilitée et réconciliée avec le monde entier (...) : une politique impérialiste : TCHECOSLOVAQUIE - POLOGNE - TRENTIN-EUPEN et MALMEDY - l'ANSCHLUS (...) "Pour l'instant BRIAND peut diriger les manifestations mondiales, mais dans dix ans, dans quinze ans ?"

"En attendant, la diplomatie allemande triomphe"
"Prenons garde à une Allemagne qui n'a d'autre but que de doubler l'étendue de son territoire et le chiffre de sa population. Et en face de cette force redoutable que veut acquérir l'Allemagne... combien peu pourrait compter le pacte KELLOG !" (M 31.8.28)

- "L'esprit patriotique allemand est toujours le même, on ne veut pas la guerre, si elle arrive, ils marcheront !" Victor PERRET (L 31.8.28)

Peu après la révision du comité d'arbitrage, la 50e session de la S.D.N. reprit ses travaux début juillet... Comme à l'accoutumée on mit en cause l'institution !

"Il serait grand temps de faire de la S.D.N. autre chose qu'une tribune oratoire !" (M 1.7.28)

... Ce n'était pas pour discuter que les Allemands avaient mis le cap sur la S.D.N. ! Selon l'ordre du jour et au nom de la paix, on allait déclamer sur le thème du désarmement... belle attention ! Pendant ce temps, nos voisins s'armaient ! VON SEECKT le premier, s'enorgueillit des progrès militaires déjà réalisés...

"VON SEECKT parle..."

"Il cherche à rendre l'armée allemande la plus dynamique possible (...) il s'emploie à la rendre forte"

"Bientôt la seule différence entre les armées françaises et allemandes, sera le service obligatoire en France, bien qu'en Allemagne, on entraîne les jeunes, contre le Traité de Versailles, dans ce but" (L 13.7.28)

... A la France à ne pas perdre la tête à Genève...

"Si l'on redéjeune à THOIRY..."

"STRESEMANN a peut-être cherché la paix..."

et alors ! Réparations, LOCARNO avaient été salués avec grande satisfaction par le "français moyen"... qui y avait vu une "garantie de paix" Mais Stephan LAUZANE (dans ACTUALITES) avertit que la vraie menace s'était déplacée

A l'Est

"Il faut un accord germano-polonais. "un nouveau LOCARNO"

Il faut "régler le problème sur la VISTULE" (L 20.7.28)

En un mot, il ne fallait jamais faire confiance aux Allemands ! Ce sentiment méfiant de nos messins, reçut d'ailleurs une fort belle illustration les jours suivants... Regardé, observé, soupçonné... tout peuple normal aurait calmé, au moins en apparence certaines ardeurs excessives et revendicatrices... Tout sans doute... mais pas le peuple allemand ! Sachant ce qui se discutait à Genève,, ils n'eurent pourtant aucune retenue et à la mi-juillet, déclenchèrent un splendide tapage au sujet de l'ANSCHLUSS (L 20.7.28) tandis que "G. BERNHARD" dans la GAZETTE de VOSS, faisait campagne pour l'évacuation de la Rhénanie (L 23.7.28) Ils hurlèrent l'ANSCHLUSS dans la rue, ils le chantèrent à la T.S.F. ! SCHUBERT redevenu, malgré lui, orchestrateur post-mortem, on lui vola ses mélodies pour y ajouter des paroles prétextes qui comparèrent l'ANSCHLUSS aux "planètes attirées par le soleil !" Quel concert se dût être !

(RITZ (L 24.7.28)

... Mais tout cela ne les contenta encore pas complètement !

"Cérémonies (...) discours"

et parmi les parleurs, LOEBE...

"propagande" en tous genres ! (L 26 et 27.7.28)

Puis le 29 juillet "manifestation monstre à COLOGNE" théoriquement organisée par les gymnastes...

"Chants, drapeaux..."

"Nous avons essayé de la (raconter) espérant que ces lignes attireront l'attention de ceux qui s'imaginent que l'Allemagne est uniquement imprégnée de l'idée de LOCARNO" (L 30.7.28)

Pour les uns, l'agitation sur l'ANSCHLUSS fut :

"révélatrice du désarmement moral outre-Rhin"

RAYOD insista sur le "paradoxe entre les représentants allemands à la S.D.N., surtout quand ils parlent désarmement, et en Allemagne par les autorités ou le peuple lui-même..."

En revanche, il déplora "le peu d'intérêt de l'Anschluss dans la presse française...

"Et peut-être conviendrait-il qu'une voix autorisée s'élève en Europe pour signifier nettement quelles conséquences, certains actes peuvent avoir un jour ou l'autre" (L 1.8.28)

... D'autres y virent là l'expression du "patriotisme chauvin des Allemands (M 1.8.28), du "p^Nagermanisme reconnaissant" (M 2.8.28) et finirent par se demander si l'Allemagne était "monarchie ou république ?" (M 8.8.28)

... Ce fut le moment que choisit HERRIOT pour aller en Allemagne leur dire que l'évacuation rhénane était au premier plan des préoccupations... ! (L 5.8.28). Officiellement, notre Ministre de l'instruction et des beaux-arts, arriva là-bas début août pour l'inauguration de la section française de l'Exposition internationale de la presse... à Cologne. Mais il déclara y être venu pour "parler en pacifiste" et très certainement pour s'entretenir "d'autre chose" comme le craignit HOUPERT ! Tant et si bien que le maire de COLOGNE, ADENAUER, tout en le félicitant, se saisit de l'aubaine pour conditionner cette noble volonté à l'évacuation et à la reconnaissance de l'ANSCHLUSS. Puis il ajouta :

"La France a la possibilité de gagner le coeur de l'Allemagne ; fasse Dieu qu'elle en profite"

Paroles contre lesquelles HOUPERT répliqua :

"les harangues de Cologne sont fort éloquentes. Mais elles ne modifieront pas la mentalité de la grande majorité du peuple allemand. Et quant à nous autres, désannexés, elle nous laissent sceptiques !"

HOUPERT (L 7.8.28)

Là-dessus... "au passage", RITZ montra que les partis catholiques en Allemagne étaient en recul (L 9.8.28). On était prévenu... pas complètement cependant ! En effet, les fêtes anniversaires de la Constitution allemande revêtirent alors un déploiement fougueux, presque inhabituel !

"Grandes manifestations... discours..."
avec "appui de HINDENBURG et de GROENER..." (L 12.8.28)

... Et comme l'on n'était plus à coup d'éclat près... nos
messins scrutateurs révélèrent encore...

... "la manifestation monstre de la Bannière d'Empire
à FRANCKFORT" (100 000 hommes) ou le général "VON
DEIMLING" invoqua l'Anschluss...

ou

- le "congrès international des mutilés ex-combattants"

... De tout cela, on en tira une solide conviction...

"Il n'y a pas un seul Allemand qui, dans ces deux ques-
tions du rattachement de l'Autriche et de la libération
des territoires occupés, ne soit pas d'accord avec les
autres Allemands" (L 14.8.28)

... et un bilan peu rassurant sur l'esprit allemand :

"construction d'un cuirassé (...) Anschluss (...)
pangermanistes, etc." (L 15 et 16.8.28)

Toutefois, à force de trop se démener ainsi, et à cause
d'une actualité brûlante faite d'importantes et prometteuses
conversations, notamment à la S.D.N., les Allemands comprirent
qu'un aimable sourire eût mieux porté qu'une bruyante exci-
tation...

"Occupation de la Rhénanie (...) il sera interdit d'en
parler le 27 août lors de la signature du pacte
KELLOG"

... et ils assortirent ce conseil de l'inscription très pro-
bable de la question à Genève en septembre (M 19.8.28)...
Patience, patience ! Sur ce, afin de signer le pacte KELLOG...
et faire mine de condescendance à l'amende honorable devant
la France et tous les plénipotentiaires étrangers, STRESEMANN
arriva le 26 août à Paris. Une quinzaine auparavant, on avait
déjoué son plan :

"Profitant de la signature du pacte KELLOG, M. STRESEMANN posera la question de la Rhénanie" (M 10.8.28)

"STRESEMANN à Paris (...) il déclare que les dernières difficultés à propos d'un rapprochement franco-allemand devront et seront écartées" (M 27.8.28)

Le 27 août, au Quai d'ORSAY, le

"pacte KELLOG-BRIAND condamnant la guerre" fut signé

"BRIAND : "c'est l'esprit de LOCARNO et du plan DAWES qui obtient sa pleine expression (...)"

Après les discours, nos deux hommes se revirent... (L 28.8.28)
puis, le lendemain, 28 août, STRESEMANN prit congé de son hôte... on reparla de sa maladie. Dans l'ensemble, la presse allemande plutôt réservée, livra tout de même une certaine satisfaction pour ces "progrès pratiques" à cette "oeuvre de paix" (L 29.8.28)

METZ fit grise mine...

"M. STRESEMANN est content... alors que va-t-il nous arriver : sans doute, une offensive bien menée contre le maintien de notre occupation rhénane"

"... En fait, H. MULLER devra se contenter de cela... (du pacte) car malgré les socialistes en France (...) il n'obtiendra rien de plus" (M 29.8.28)

"La guerre mise hors la loi..." (M 30.8.28)

Oui, certes... l'opinion messine ne daigna point discuter, réfléchir sur le sujet du moment... le pacte ! Personne ne s'opposa... au contraire, à l'adhésion américaine ou des 48 puissances... (PM 29 et 30.8.28)

Mais ce que l'on redouta le plus, fut que ce grand élan pacifique ne délaissât un peu trop l'une des menaces essentielles à la quiétude internationale... le danger allemand. Etaient-ils venus par souci de concorde ? Non ! Etaient-ils venus avec l'espoir d'obtenir ? Oui ! Mais qui donc troublait la paix ?

"Ce que projette maintenant l'Allemagne réhabilitée et réconciliée avec le monde entier (...) : une politique impérialiste : TCHECOSLOVAQUIE - POLOGNE-TRENTIN-EUPEN et MALMEDY - l'ANNSCHLUSS..."

"Pour l'instant, BRIAND peut diriger les manifestations mondiales, mais dans dix ans, dans quinze ans ?"

"En attendant, la diplomatie allemande triomphe"

"Prenons garde à une Allemagne qui n'a d'autre but que de doubler l'étendue de son territoire et le chiffre de sa population. Et en face de cette force redoutable que veut acquérir l'Allemagne... combien peu pourrait compter le pacte KELLOG !" (M 31.8.28)

On avait beau dire, on avait beau faire... le Reich ne nous offrait pas l'image d'une sûreté accomplie... Et puis du reste, voyez ce qu'un autre avis autorisé confia

"Victor PERRET, président-délégué de la Fédération Républicaine du Rhône, membre du comité exécutif de la Fédération Républicaine de France" dans ces "impressions d'Allemagne" certifia : "le peuple allemand veut la paix..." oui mais "ce qu'il y a à redouter de l'Allemagne, ce n'est pas la masse du peuple allemand, c'est.. le danger que des hommes sans scrupules sachent adroitement exciter, exploiter les mécontentements (...)"

"L'esprit patriotique allemand est toujours le même, on ne veut pas la guerre, si elle arrive, ils marcheront !" (L 31.8.28)

On avait signé le pacte... bientôt, il serait ratifié. Mais que changerait-il ? Entre eux et nous, l'entente paraissait toujours labile !

"La nouvelle Allemagne et nous" ch. DUMONT

(sénateur, ancien ministre)

(L 3.9.28)

Au sujet du pacte : "entre France et Allemagne, il y a trop de litiges pour qu'un pacte sans obligation ni sanction assure à lui seul la paix" (...) La jeune Allemagne veut la paix, mais pangermanistes, monarchistes et revanchards ont été

les plus forts dans l'affaire du croiseur cuirassé"

Ch. DUMONT (L 3.9.28)

Evacuer ? "si on évacue (...) quelle garantie l'Allemagne donnera pour remplir ses engagements ? "MULLER s'est rallié au projet de construction de croiseurs-cuirassés. Quant au désarmement, l'Allemagne est favorable quand il s'agit d'autres pays..." (L 4.9.28)

"Les rapports franco-allemands : (...) : les trois stades de la politique extérieure allemande :

- 1- l'Allemagne de la "revanche" joue la vaincue :
plan DAWES, LOCARNO
- 2- évacuation rhénane (...)
- 3- l'Anschluss (RAYOD - 17.9.28)

"La politique extérieure du Reich" : "la politique continue (...) si nationalistes et racistes attaquent la politique de LOCARNO, c'est qu'ils veulent aller plus loin dans les revendications que STRESEMANN"

HOUPERT (L 23.11.28)

Quelle put bien être la force d'un pacte ayant la paix pour grand principe, et des signatures pour unique assurance ?
DUMONT, sénateur et ancien ministre, en mesura la portée puis nonobstant les paroles de nos voisins et la nôtre, voulut surtout que personne n'en tirât des conséquences particulières à un quelconque progrès au rapprochement. A tout le moins, crut il bon de rappeler les vertus plus sages des relations économiques pour toute amorce d'une entente ! (L 3.9.28). Au fond, le danger le plus grave pour nous, c'était la crainte que le Reich ne fît dévier le pacte KELLOG de son objectif réel... Cela au moment précis où, à la S.D.N., on allait poursuivre les débats sur le désarmement... N'ayant pas encore quitté l'Allemagne pour Genève (au début septembre)... STRESEMANN évoqua la possibilité de l'évacuation... On avait un juste !

"Si on évacue (...) quelle garantie l'Allemagne donnera pour remplir ses engagements ?"

"MULLER s'est rallié au projet de construction de croiseurs-cuirassés. Quant au désarmement, l'Allemagne est favorable quand il s'agit d'autres pays..."

"Nous voulons bien croire aux sentiments pacifistes de M. MULLER et M. STRESEMANN, mais il y a trop d'éléments nationalistes et autres en Allemagne qui ne les partagent pas" (L 4.9.28)

Le 5 septembre, pas plutôt arrivé à Genève que MULLER rencontre BRIAND et lui demande l'évacuation rhénane... (M 6.9.28)
Le lendemain, la 9e session de la S.D.N. consacrée, mais sur le papier seulement au désarmement fut déclarée ouverte. BRIAND fit l'éloge de la paix (L 7.9.28). Désarmement et évacuation pour les Allemands, apologie de la paix par BRIAND : la situation en présence afficha à cet instant une simplicité quasi enfantine... en vérité, c'était jouer là avec le feu !

"L'évacuation de la Rhénanie. Les pourparlers de Genève"
"... en prévision de cette évacuation, les Allemands organisent militairement la Rhénanie" (M 7.9.28)

"... préparatifs militaires de l'Allemagne en Rhénanie"

A l'heure où l'on parlait de paix KELLOG et de désarmement à la S.D.N., le lieutenant-colonel REBOUL dénonça le développement de l'armement allemand en Rhénanie, et avertit notamment de la construction de "routes stratégiques..." du rôle futur des "camions (...) autocars... etc."

"Nous ne mettons pas encore en doute la bonne foi d'un homme comme M. STRESEMANN. Nous sommes convaincus qu'en maintes circonstances, il ne sait pas ce que préparent la minorité revancharde qui domine dans certaines administrations du Reich. Nous sommes certains qu'il ne peut pas toujours imposer sa volonté, mais les faits qu'on découvre en se promenant dans les territoires occupés sont trop graves pour que nous nous laissions endormir.

"... Avant d'envisager l'évacuation de la Rhénanie, il faut donc organiser un contrôle sérieux et efficace de la S.D.N. de nature à nous donner tous les apaisements"

(L 7.9.28)

Le 7 septembre, MULLER discourt sur le désarmement

"l'Allemagne désarme (...) on doit commencer après elle le désarmement général (...) réunir une conférence sur le désarmement (...)" (L 8.9.28)

La France reculerait-elle encore une fois ? On en frissonna ! redoutant déjà la marge entre "intrigues de couloirs" et séances d'apparence normale au sujet de la question rhénane (M 10.9.28)

Coup de théâtre le 10 !

"BRIAND répond à MULLER"

"La France ne peut pas supprimer les barrières qui datent de la guerre..." (M 12.9.28)

le désarmement ? "l'Allemagne ne l'est pas (...)
100 000 hommes plus le matériel, etc..." (L 11.9.28)

Et dans sa mise en garde, BRIAND releva par exemple une surpercherie dans la "marine marchande" :

"elle pourrait être le prélude à des préoccupations guerrières" ... de même qu'il condamna... "la transformation rapide en cas de besoin des industries de paix en industries de guerre" (M 12.9.28)

"Emoi en Allemagne..." (M 12.9.28), consternation de la presse...

Attaqué directement, MULLER répliqua le 12, mais hors-assemblée, puisque la discussion générale de la S.D.N. avait pris fin la veille

... Il réaffirma le désarmement allemand !

... Il démentit l'effort militaire, vu d'ailleurs la faiblesse financière...

... Il rétorqua que de toute façon on discutait encore à la S.D.N. de l'évacuation... et glissa un petit mot sur l'Anschluss ! (L 13.9.28)

D'Allemagne, on râbâcha sur la maladie de STRESEMANN...

"diplomatique ?" ou véritable ? (M 14.9.28)

METZ EUT un sourire !

"Un peu partout dans le monde on soutient BRIAND"

(FERRET) (M 15.9.28)

A la S.D.N. "entente complète entre les cinq grands" ...
"BRIAND félicité" (L 16.9.28)

Quant à la bravade de MULLER certifiant la poursuite de
négociations sur l'évacuation... était-elle fondée ?

"Tout se borne seulement à des échanges de vues"
(M 16.9.28)

"On en a discuté..." oui ! (M 17.9.28) mais voyez pour
aboutir à quoi :

"importante réussite sur la question de l'évacuation de
la Rhénanie" RAYOD (L 17.9.28)

"cette fois, BRIAND résiste à MULLER"

"S'ils veulent la libération de la Rhénanie, ils doivent
la payer cher, très cher et nous donner en outre de
sérieuses garanties de sécurité" (FERRETTE) (M 18.9.28)

Tromperie ! RAYOD accusa les Allemands de faire évoluer le
rapprochement à travers "trois stades" :

- 1- l'Allemagne de la "revanche joue la vaincue :
plan DAWES, LOCARNO...
- 2- Evacuation Rhénane (...)
- 3- l'Anschluss RAYOD (L 17.9.28)

Passé une semaine, les Allemands ne s'en étaient toujours
pas remis... "mécontentement"... ronchonnements de la presse...
(M 19.8.28) reproches, etc...

Toutefois, le 18, l'on confirma qu'un "accord de principe
sur l'évacuation rhénane" avait été réalisé...

"Ouverture de négociations officielles..."

"Réparations à réviser..."

"création d'une commission de constatation pour la
conciliation, formée de l'Allemagne - Belgique - France
Grande-Bretagne - Japon" (L 18.9.28)

S'était-on réjoui trop tôt ? Il était encore difficile de
le dire. En tout cas, une chose parut certaine : l'expres-
sion de leur mauvaise humeur qui se reporta sur les discus-
sions relatives au désarmement à la S.D.N... de toute maniè-
re, leur avis demeurerait toujours à cent lieues du nôtre !

Quand débutèrent les pourparlers, le comte BERNSTORF fixa immédiatement la date du désarmement général !

"Il a obéi aux ordres de BERLIN... L'Allemagne a retrouvé tout son orgueil et commence son offensive contre la S.D.N. !" (L 26.9.28)

L'obstruction allemande dura les jours suivants... notamment quand ils réfutèrent catégoriquement les propositions de BONCOURT, visant à réduire les armements par étapes. Finalement, l'opposition était logique puisque le Reich réarmait et voulait rallier à lui les peuples de langues allemande... (M 27.9.28). Mais au fait, que préparaient-ils, sinon que de risquer un conflit à force de réarmer de la sorte ! (M 28.9.28)

On voit dans quel esprit se termina le 27 septembre, la 5e session de la S.D.N. !

HOUPERT eut le dernier mot pour les incriminer de...

"fraude... les Allemands comptaient obtenir la valorisation des titres d'emprunt de guerre et autres et le bénéfice de la loi d'Empire du 17 juillet 1926 ;
... de "scandale financiers en Sarre"... pour stipendier les
... "revendications militaires du ministre de la Reichswehr"

en s'appuyant sur les révélations de REBOUL qui avait déjà fait état d'un budget propre à entretenir 700 000 hommes

(HOUPERT) (L 29.9.28)

L'anathème étant à nouveau prononcé contre nos voisins une fois de plus, qui aurait pu délibérer autrement que de juger la rapprochement défaillant... Ce fait déplorable ne fut en rien levé à la lumière des événements qui suivirent... Le tout, et pour commencer sur un mauvais fond de crise politique intérieure. Les attaques nationalistes : METZ les avait constamment relevées et plus encore après les élections de mai. Or, en octobre, elles redoublèrent, campagne du STALHELM en tête ! "anti-parlementarisme" à l'esprit.

De surcroît, au beau milieu du risque d'instabilité politique, les communistes, eux aussi, eurent désormais leur part ! ils se firent les champions dans la grande bataille contre les croiseurs-cuirassés ! (M 6.10.28) Sombre tableau chez eux, tristement peu rassurant pour nous, d'autant que l'agitation constante en faveur de l'évacuation des territoires occupés, alla de pair avec les désordres politiques, quand elle n'en fût pas une émanation ! (L 17.10.28)

Au fond, tout cela nous commandait de rester sagement tranquille et de ne vaquer à quelques conversations de pure forme ou de principe avec eux... La France fit le contraire ! Et l'on apprit à la mi-octobre, que des conversations avaient lieu à PARIS au sujet des réparations, conformément aux prises de position du 16 septembre 1928. POINCARE avait vu CHURCHILL
(L 20.10.28)

"la possibilité du plan DAWES"

"Ch. VALIN" pensa que sur elle, "reposait l'équilibre financier et l'avenir de la France" (L 21.10.28)

METZ ne répondit point... préférant consacrer plutôt son attention au choix de HÜGENBERG à la présidence des nationalistes en Allemagne (L 24.10.28)

Nationalisme agressif et vengeur en Allemagne, réparations sur la sellette, "bruits" d'évacuation rhénane... (L 28.10.28) L'opinion messine se remit à l'ouvrage. Sans même se remémorer et s'expliquer pourquoi un jour de septembre 28, BRIAND avait semblé tenir tête aux Allemands, on comprit que notre diplomatie n'avait jamais délaissé son bâton sur son chemin de la fausse direction ! Le 31 octobre à PARIS, HOESCH s'était entretenu avec BRIAND et POINCARE au sujet des réparations. De semblables démarches avaient été dépêchées à Londres, Tokyo, Bruxelles. En Allemagne, la presse jubilait... à chaque fois c'était pareil :

"dès qu'on parle d'une moindre révision (...) tout de suite une campagne de presse..." (2.11.28)

Agaçant à la fin que tout cela ! Tiens, tiens ! Saisissant l'occasion, on reparla de la tentative des communistes allemands contre la construction d'un nouveau croiseur... échec ! (M 5.11.28). N'était-ce pas symptomatique ? Mais qui en France s'en souciait ? Toutefois, l'on fut bientôt contraint de reconnaître l'ampleur de l'événement qui suivit... cela juste après le 11 novembre que METZ honora grandement... histoire de rappeler à certains hauts esprits de la France de l'intérieur le souvenir de la Guerre et nos ennemis !... Donc, le fameux croiseur avait été voulu par la marine, GROENER avait donné son assentiment. Mais l'affaire était maintenant aux mains du Reichstag... et là, les socialistes plus à l'aise depuis mai 28, lui préparaient une motion défavorable... (sa victoire obligeant GROENER à la démission... (selon la Gazette de VOSS)) (L 14.11.28)

... L'affaire du cuirassé en même temps que l'on évoquait l'évacuation et les réparations... Quel beau parallèle ! A tous coups, quelle leçon ! sur le premier point, la rapidité avec laquelle on l'expédia fut à ce titre, particulièrement instructif !

16 novembre : le Parlement Allemand aborde la question du cuirassé... les députés communistes passent à l'attaque... GROENER les laisse s'agiter... On finit par lui laisser la parole afin qu'il défende son "bien". Le Général-ministre de la Reichswehr monte à la tribune, parle de la "flotte (...)" de la neutralité de l'Allemagne..."

Résultat : "la motion socialiste est repoussée..." on a compris comment ! (L 17.11.28)

Par bonheur, les choses n'allèrent pas aussi promptement pour les autres problèmes... réparations - évacuation... Encore que l'opinion messine inquiète, vit s'ébranler un développement peut-être irréversible !

"Le problème des réparations (...) le gouvernement du Reich a reçu une réponse. On va réunir la commission prévue à Genève" (L 17.11.28)

"L'évacuation rhénane : c'est une question de sécurité et une question de garantie des paiements allemands qui se pose" (...)

On rappela "l'importance des têtes de pont" puis l'on trancha :

"Ce n'est pas au moment où une politique d'annexion aussi dangereuse est en faveur en Allemagne, que nous devons renoncer à nos sécurités sur le Rhin" (M 16.11.28)

... Prévenir avant qu'il ne fût peut-être trop tard... Avec les Allemands... ni confiance, ni même petite trêve... Le lyrisme le plus fébrile à la plume, HOUPERT retraça longuement le 10e anniversaire de la libération de METZ, le 18 novembre 1918... Nous avons connu et subi le cauchemar d'une lourde et interminable occupation... alors plus jamais cela ! (L 18 et 19.11.28). Fort de cette affirmation solennelle et catégorique, l'intérêt messin se reporta outre-Rhin... En effet, le 19 novembre, STRESEMANN dévoila au Reichstag, les plans de son action diplomatique à venir :

- "- poursuite de la lutte pour l'évacuation rhénane
 - évacuation sans conditions...
 - pas d'aggravation du plan DAWES
 - désarmement... en faisant ressortir les craintes comme "dénuées de tout fondement"
 - réparations: "le gouvernement du Reich ne pourra qu'insister afin de trouver une solution équitable"
- (L 20.11.28)

... Le programme était passablement ambitieux... Il ne fit pourtant point l'unanimité et se frotta notamment aux terribles piques de WESTARP... Celui-ci n'y alla pas par quatre chemins !

"le problème des réparations ne doit pas être lié au problème de l'évacuation (...)

... Ne pas accepter la frontière germano-polonaise... réviser le Traité de Versailles" (refus de la culpabilité)
(L 21.11.28)

STRESEMANN - WESTARP... ou WESTARP - STRESEMANN...

"la politique extérieure du Reich (...) continue"

"Si les nationalistes et racistes attaquent la politique de LOCARNO, c'est qu'ils veulent aller plus loin dans les revendications de STRESEMANN"

... Enfin, il souhaita que l'on ne revisât plus le plan DAWES : les réparations étant déjà suffisamment allégées, pas besoin de les atrophier davantage ! (L 23.11.28)

Sur ce, quelques précisions utiles... D'abord, on releva qu'en septembre, à la S.D.N., les Allemands avaient paru lier évacuation et réparations... ce qu'ils contestaient maintenant.
(L 24.11.28)

Deuxièmement, "Henry BERENGER" (sénateur) spécifia que malgré le discours de rentrée de STRESEMANN au Reichstag (à cause de sa maladie) la prochaine réunion du comité des experts n'aurait pas pour but d'évaluer la capacité de paiement des Allemands. Non ! la réunion étudierait exclusivement :

"l'adoption du nombre d'annuités du plan DAWES avec le nombre d'annuités des dettes interalliées"

(fixées en 1924) (M 23.11.28)

Le 24 novembre, un mémorandum fut remis au gouvernement allemand (les paiements allemands seront employés :

- 1- par la Grande-Bretagne pour régler ses dettes américaines;
- 2- par la France pour honorer ses dettes vis-à-vis de ces deux pays et pour compenser le préjudice des régions dévastées;
- 3- la Belgique recevrait 6 milliards de DM;
- 4- l'Italie paierait ses propres dettes ;. (L 25.11.28)

Cette très belle résolution... les Allemands s'empressèrent de la refuser !

"l'Allemagne refuse de payer !"

"F. MARSAL" expliqua son obstination par le fait que l'Allemagne s'enrichissait constamment, l'accroissement des investissements sous-tendant l'amélioration économique, et par là même, n'avait pas envie que l'on altérât son expansion

(L 27.11.28)

Tous s'en retournèrent donc à l'ouvrage ! Mais attention, "J. LESCURE" tint à prévenir qu'au moment où une commission d'experts se préparait à résoudre le problème, la capacité de paiement allemande vivait la hausse (L 3.12.28)...

La vigilance messine s'aiguillonna ! A l'été le 10 décembre !
Pour l'ouverture du conseil de la S.D.N. à LUGANO (53e
session) BRIAND rencontra STRESEMANN (L 10-11.12.28 -
M 13.12.28)

Malgré le démenti du TIMES sur l'éventualité d'entretiens
portant sur la question de l'évacuation (L 14.12.28), METZ
pensa le contraire (M 13.12.28)

D'ailleurs, un fait nouveau y incita. Alors qu'il assistait
"à un banquet" au moment où l'on délibérait, à LUGANO, MULLER
s'appuyant sur LOCARNO et la participation allemande dans la
S.D.N., affirma que l'évacuation en découlait...

"Seule l'évacuation peut assurer la paix en Europe. La
libération de la Rhénanie et de la Sarre doit être la
conséquence logique du pacte de LOCARNO" (M 14.12.28)

... Retors et double, l'esprit allemand était aussi "arrogant"
(M 18.12.28)

Ce fut bien ce que démontra l'affaire qui opposa à la S.D.N.,
polonais et allemands au sujet de la Haute Silésie.

ZALESKI, après avoir dénoncé les manoeuvres allemandes (en
premières desquelles les menées de la WOLKSBUND) et certifié
que la Pologne avait rempli ses engagements, (PM 16.12.28)
vit s'abattre sur lui les foudres allemandes !

"STRESEMANN et les Allemands se fâchent...
violente dispute entre l'Allemagne et la Pologne"

"STRESEMANN à Lugano :

"Un coup de poing sur la table !"

RITZ prit fait et cause en faveur des Polonais et fulmina
contre

"l'intoxication allemande en Haute Silésie à coups de
Marks ! (...) cette pauvre Haute Silésie... jadis
"cendrillon de l'Est sous l'occupation allemande..."
(L 23.12.28)

... Leur malveillance sautait aux yeux ! la S.D.N. ferma les
siens ! De fait, le comité des experts fut informé de ce qu'on
lui attribuerait le mandat de trouver un règlement complet et
définitif du problème des réparations... (M 23.12.28)

Pour la Noël, deux hommes durent avoir le sourire en coin lorsqu'ils s'adressèrent au peuple allemand...

... STRESEMANN s'appesantit sur l'évacuation

... MULLER en rebattit tout pareillement, mais reconnut en plus le

"caractère foncièrement allemand de la Sarre (...) au nom des peuples à disposer d'eux-mêmes"

... pressa sur l'idée de l'Anschluss ; souhaita que l'on accordât aux Allemands les droits identiques des autres peuples ; pria enfin les experts d'examiner minutieusement la crise de l'économie allemande avant de se décider... Il légitima le tout sous sa volonté d'oeuvrer pour la paix (/ 28.12.28

"déclaration insolante..."

c'est ce que METZ lui répondit ! (L 30.12.28)

Cet ultime compliment à leur adresse acheva l'année 1928 !

Elle avait surtout été marquée par la signature du pacte

KELLOG... du moins l'avait-on cru au début ! Car sur l'heure,

c'était bien davantage l'évacuation et les réparations qui préoccupaient. Le monde avait fait bon accueil au pacte...

les Allemands aussi, mais pour d'autres raisons... Visiblement, ils venaient d'obtenir que l'on révisât leurs problèmes,

c'est-à-dire que la France leur cédât. Réparations - évacua-

tion ? Evacuation - réparations ? les deux ensemble ? De toute façon le processus était toujours semblable, une concession

en appelant obligatoirement une autre ! Mais quoi ? ... Alléger

leur dette de culpabilité, évacuer la Rhénanie sans autre

garantie, n'était-ce pas là que nous endormir en nous expo-

sant au danger allemand ? N'était-ce pas là désarmer un pacte

qui avait voulu mettre la guerre hors la loi ?

... La nation vaincue eut bientôt son 2e triomphe !

2 - YOUNG le malfaisant -

- "BRIAND (...) : LOCARNO (...) n'est pas un droit inconditionnel à l'évacuation de la rive gauche du Rhin"
C'est "faux" "l'Allemagne demandera toujours plus.
La France doit user de son droit et résister à l'Allemagne" J. BAINVILLEX (PL 9.12.28)

- "Mentalité allemande - les manoeuvres et les intrigues de l'Allemagne tendent sous le couvert du rapprochement à réaliser la superbe "affaire" de l'évacuation prématurée de la Rhénanie, du remaniement des frontières de l'Est du Reich et de l'Anschluss" (M9.6.29)

Après la signature du plan :

- "Musique de demain"
"l'Allemagne est en passe de voir disparaître l'obligation de fournir des gages (...)"
"Evacuation de la Rhénanie peut-être ?"
"Après les lamentations (...) le plan YOUNG apporte des allègements" (M 19.6.29)

- "Notre recul devant l'Allemagne..."
hier, "la victoire", aujourd'hui, le "renoncement à l'occupation de la Rhénanie et de la Sarre ?"
(M 11.7.29)

Le 10 janvier 1929, la commission des réparations mit au point le texte relatif à la composition et aux attributions du comité des experts (M 11.1.29). L'opinion messine, dont l'incessante débauche d'énergie n'avait eu cesse de contre-carrer les nouveaux projets qui s'élaboraient, craignit qu'ils ne finissent par satisfaire l'Allemagne à nos dépens. Au nouvel an 1929, on découvrit les signes avant-coureurs de leur toute dernière ruse...

"Jérémiades germaniques !" et "concert de lamentations !"

HOUPERT (L 17.1.29)

- "Il ne faut pas se laisser attendrir..." HOUPERT
(L 17.1.29)

- "Devant le chiffre"

"Rien ne marche plus en Allemagne (...) l'économie
est détraquée..."

"S'agirait-il de démontrer que l'Allemagne est incapable
de payer pendant un nombre d'années le chiffre
raisonnable de 2,5 millions de marks-or ?

Jacques BAINVILLE (PL 17.3.29)

... D'où leur vint cette curieuse façon d'importuner le monde
avec plaintes et grincements ? Celui qu'ils désignèrent comme
le fautif de tous leurs maux, ce fut PARKER... Eux, qui cons-
tamment avaient crié misère, entendirent de lui, que la né-
cessité de l'équilibre de leur budget n'était pas mis en doute,
que les recettes du Reich continueraient à se développer de
façon favorable, que leur situation économique semblait être
revenue à un niveau d'activité relativement élevé...

(L 3.1.29)

A l'instant où des experts compatissants se penchaient sur
le triste sort de l'Allemagne, c'était terrible ! La presse
allemande, choquée que quelqu'un osa prétendre "la prospérité
du Reich" en démolissant d'un coup la "légende de la pauvre
Allemagne", confondit sans égards le vilain trublion !

(L 4.1.29)

"Jérémiades germaniques (...) à propos de la conférence
sur le plan DAWES"

"le rapport PARKER a fait beaucoup de bruit en Alle-
magne (...) tous les journaux de tous les partis s'y
opposent..." et ont organisé un "concert de lamenta-
tions" à dessein de le "refuser"

Ah ! Ils ne pouvaient pas payer... ! Et le budget de la Reichswehr ?

"400 à 700 millions de DM (...) plus une flotille de croiseurs-cuirassés (...) du gaspillage..." Non !

"Il ne faut pas se laisser attendrir par les jérémiades germaniques" HOUPERT (L 17.1.29)

... C'est en vain que l'on aurait espéré trouver trace de tout cela dans les interventions de STRESEMANN le 2 février au Reichstag... Le ministre modéra ses propos et les assortit de parolotes judicieuses et circonstanciées : le pacte contre la guerre, les garanties de paix (L 3.2.29)...
Circunstanciées... car l'on était à peine à quelques jours de la première réunion officielle des 14 experts financiers, chargés de présenter aux gouvernements intéressés les propositions en vue du règlement définitif des réparations.

"M. OWEN YOUNG" président nommé, ouvrit les débats le 9 février, suivie le 12, de la première réunion du comité des experts, hôtel ASTORIA à PARIS (PM 13-14.2.29)

METZ suivit minutieusement l'évolution des travaux.

"les pourparlers commencent..."

"l'Allemagne sera-t-elle conciliante ou irréductible ?"
(M 13.2.29)

"Examen de la situation économique en Allemagne"
(M 15.2.29)

"Les travaux continuent" (L 19.2.29)

... Dans le même temps, ces analyses économiques se doublèrent d'une observation méticuleuse des allées politiques en Allemagne et notamment de "la bataille pour la grande coalition"
(M 21.2.29)

... Au moins ces dernières références servirent-elles à démontrer que les experts auraient fort à faire et que les travaux seraient longs. Ce fut la raison pour laquelle l'opinion messine eut constamment un oeil fixé sur le comité et l'autre sur les événements ponctuels. Joli tour de force...

La meilleure diversion lui fut donnée par la ratification du pacte KELLOG le 1er mars 1929 à PARIS - 570 voix contre 12 (PM 2.3.29) Mais notez ici la place tout à fait médiocre qui fut laissée depuis des mois à un pacte présumé capable de mettre la guerre hors la loi ! Les titres d'un jour et en gros caractères des journaux messins ne firent point illusion: sous eux, rien que des banalités ! Et la veille, juste une petite phrase introductive d'un possible et vaste thème de réflexion...

"l'Allemagne considère le pacte de PARIS comme une promesse - M. MARGAINE - Ch des Députés"

(M 1.3.29 - vignette)

... Autrement plus conséquents, furent les regards messins qui scrutèrent du côté de Genève à l'occasion de l'ouverture le 4 mars de la 54e session du conseil de la S.D.N. : à l'ordre du jour, le problèmes des minorités. Le différent germano-polonais au sujet de la Haute Silésie hantait encore les esprits... mais il y avait surtout la question sarroise... Sur ces deux points précis, on attendit impatiemment le discours de STRESEMANN (L 6.3.29). Au moment où les experts s'ingéniaient (L 5.3.29), à Genève, STRESEMANN ne se commit pas l'erreur de se fâcher, comme naguère. Lorsque le grand débat sur les minorités débuta, le 6 mars, le ministre allemand se contenta que d'une

"allusion à une révision possible des Traités de paix" et souhaita simplement une protection plus effective des minorités par les Etats (L 7.3.29) Ce fut tout ! Le 9 mars, l'assemblée se sépara, sans que STRESEMANN eût obtenu gain de cause, ce qui provoqua une belle déconvenue en Allemagne;

(M 10.3.29)

le plus important se jouerait ailleurs !

De toute façon, METZ ne laissa point lui échapper une si belle aubaine de noircir leur image de marque !

^{Les uns} Vint le jour du discours de STRESEMANN (M 6.3.29), ^{Les autres} les autres, après la clôture de la session publièrent tous un document de la VOLKSBUND, en l'occurrence une carte montrant les extensions futures du Reich... Pologne, Tchécoslovaquie... et Alsace-Lorraine" (L 13.3.29). C'était cela la "convoitise" de la "plus grande Allemagne" (M 6.3.29)

Là-dessus, n'ayant plus trop de dérivatifs hormis toutefois la 2e parution des débats de février à la Chambre des Députés, quand POINCARE avait condamné les autonomistes (M 12-19-26.3.29 et L 26.3.29) (et indirectement la propagande allemande en Alsace-Lorraine) (L 2.4.29) on fut contraint de s'en tenir exclusivement aux travaux des experts...

Alors que la session de Genève s'achevait, le comité venait tout juste d'aborder le problème de la commercialisation de la dette allemande.

"On recherche une organisation unique, propre à définir les modalités de la clause de protection" (M 9.3.29)

... Puis on avait spécifié :

"l'Allemagne restera placée sous un contrôle financier et personne à la commission n'a voulu croire à l'impossibilité des paiements du plan DAWES alléguée par le Docteur SCHACHT et ses collègues" (M 10.3.29)

C'était à la mi-mars, on n'en su guère plus jusqu'à la mi-avril ! un mois pour aboutir à quoi... on craignit... on eut raison !

SCHACHT, maître d'oeuvre de la victoire allemande

mi-avril : "l'Allemagne et les Alliés. Le travail du comité des experts ne va que très lentement. La France qui à chaque conférence perd quelque chose, risque de perdre encore plus cette fois.

"Les Allemands conduisent cette affaire comme opération de grande envergure" (M 12.4.29)

la rupture : "les allemands continuent à nous la chanter sur l'air connu : nous paierons ce que nous voulons et quand nous le voudront" (M 24.4.29)

fin mai : victoire allemande attendue :

"M. SCHACHT a eu la partie belle. Il a remporté victoires sur victoires. A l'heure où nous écrivons, il a rompu le front unique des alliés, ses chiffres sont acceptés"

Emile BURE (dans Avenir) (M 23.5.29)

Comment s'y prirent les Allemands pour tenter d'imposer aux alliés leur point de vue...

- sur le terrain, des délégués ardents et rusés...
- derrière eux pour les soutenir, une forte et active campagne de presse ayant une seule finalité :

"montrer aux Américains, qu'eux seuls ont payé les réparations..."

Enfin parvenir, par le biais des crédits à longs termes , à les "intéresser" et les "amener à la conférence" (M 12.4.29)

... L'américain YOUNG présidant les débats et après plusieurs semaines d'informations laconiques... le voile léger du doute devint sombre menace...

Céder ? Nous ? S'eût été incroyable, insensé ! Car le vrai noeud de l'affaire, ce n'était point tant une question financière, mais bien une question politique.

"... l'aspect politique ne doit pas être perdu de vue (... celui qui résulte du fait que l'Allemagne attend du règlement définitif des réparations, l'évacuation anticipée de la Rhénanie. Il serait inadmissible que le Reich obtint la libération avant les délais prévus et sans aucune contrepartie" (M 14.4.29)

Et puis, quoi ! La "duplicité de la diplomatie allemande" n'était tout de même pas un secret pour personne :

"Pendant que les ministres allemands (et STRESEMANN) agitent le rameau d'olivier à LOCARNO et en d'autres lieux, leurs diplomates continuent la politique impérialiste d'avant guerre (...) diplomatie issue le plus

souvent de milieux nationalistes (...)" afférée "en Russie, Hongrie, à Londres, Paris, en Autriche, en Amérique..."

"BRIAND en est-il la dupe ? Il paraît que non !"

(M 15.4.29)

A défaut de savoir si notre ministre réussirait vraiment à démêler la froide malveillance allemande... METZ eut plus facile d'en découvrir le champ d'action...

- au sujet des rameaux d'olivier, le 16 avril venait de s'ouvrir la 6e conférence de la commission du désarmement à Genève (L 16.4.29)... Leur hypocrisie sauta aux yeux !

"l'Allemagne ne veut pas un désarmement véritable (honnête). Depuis dix ans, elle veut s'ériger en exemple et forcer les autres nations à un désarmement général" (M 17.4.29)

Et d'un !

- Et de deux !... Dès que les délégations françaises, anglaises, belges et italiennes eurent remis aux Allemands un mémorandum, fixant le montant et le nombre des annuités au titre des réparations, ceux-ci commencèrent d'abord par se mécontenter de la procédure (L 15.4.29)... puis, ayant pris connaissance des propositions le 15 avril et après examen d'autorité de SCHACHT, ils protestèrent (M 17.4.29)... pour finirent par opposer leur contre-proposition, celle de SCHACHT, bien entendu ! (L 18.4.29)

Etait-ce la solution du problème ? (M 18.4.29)... Puisque l'on ne voulut point de leur mémorandum... ils quittèrent aussitôt la conférence des experts... (L 19.4.29)

Rupture définitive ? Que non ! Rupture d'apparat... !

"La délégation allemande veut continuer les négociations"

(M 21.4.29)

"Après l'échec de la conférence des experts, l'Allemagne recherche une nouvelle base de discussion...
... réunion des ministres allemands"
... exposé de SCHACHT pour avertir de "l'effondrement rapide de la situation financière en Allemagne" en cas d'augmentation des paiements...

(L 20.4.29)

Ils menaient les débats... c'était intolérable !

SCHACHT en était le meneur de jeu... c'était fou !
Mais qui donc l'avait écouté quand il venait d'affirmer le 19, dans "une singulière déclaration" après l'expression d'un pessimisme de commande :

"Il n'y a pas de reconstitution possible de l'Europe, aussi longtemps que ce Traité de paix qui est un Traité de guerre, sera maintenu, aussi longtemps que les Polonais ne nous aurons pas rendu le corridor de la Haute-Silésie"

Qui l'écouta quand il énuméra ce que l'Allemagne avait perdu... les colonies, l'Alsace-Lorraine (L 20.4.29)

S'en était trop !

Qu'entreprirent les experts... Il reparlèrent d'une reprise des négociations... pendant que les Allemands monnaient leur retour... (L 21.4.29)

"La rupture allemande : les Allemands continuent à nous la chanter sur l'air connu : nous paierons ce que nous voulons, et quand nous le voudrons" (M 24.4.29)

DUMONT répéta que l'Allemagne devait faire des économies, PARKER l'en avait averti... DUMONT les accusa de dépenser à tort et à travers, les villes notamment... en bref, de chercher à s'endetter (L 22.4.29)

Mais SCHACHT fit le cabotin... Extérieurement très affligé, il discourut sur les matières premières, les difficultés alimentaires en Allemagne... les lourdes charges pesant sur son pays... (L 23.4.29) A ces côtés, on souligna l'unité de tous les partis politiques allemands contre le plan DAWES (L 24.4.29)

Touché ? Obstiné ? Ou sourd à ces manoeuvres... le comité d'experts n'informa que de la création d'un sous-comité de rédaction, chargé de rédiger un rapport général... Et sûr le moment, les experts parurent beaucoup s'interroger afin de savoir si les Allemands y souscriraient (M 24.4.29)

Rebondissement le 25 !

"Augmentation du taux d'escompte en Allemagne de 6,5 à 7,5 %" (L 26.4.29)

"Effondrement du mark ?"

"l'Allemagne veut-elle vraiment jouer encore de la menace de l'effondrement du mark ?"

"Si l'Allemagne refuse tout plan à chaque fois" on risque "le gachis" St BRICE (M 26.4.29)

Dans quel borbier on était venu se perdre ! Cependant, on crut devoir persévérer...

"Les travaux des experts continuent" (M 27.4.29)

... A la fin avril, la comité en fut encore à revoir la capacité de paiement de l'Allemagne (M 30.4.29), puis au début mai, se borna d'attendre les réserves de la délégation allemande au plan YOUNG (L 5.5.29). Malheureuse condition ! On était tombé bien bas !

"F. de TESSAN (député rappela le principe fondamental de la manœuvre allemande : "toujours liée à la rectitude diplomatique, ceci contre cela"

"SCHACHT" veut "gagner du temps" afin que l'on "reparle de tout cela quand l'Allemagne sera dans une situation plus favorable" (L 7.5.29)

Le 7 mai "nouvelles propositions de SCHACHT" sur les modalités de répartition des annuités entre les différents alliés

(M 8.5.29)

Visiblement l'empressement était la règle, mais la difficulté son plus grand ennemi ! Mille fois METZ eut grand soin de le dire ! (PM début mai 29)

- Donc 7 mai, proposition SCHACHT

- "on discute longuement" vu les "difficultés" (L 7.5.29)

← 14 mai : "le rapport final a été remis le 14 au délégués intéressés" "et l'Allemagne ?" (M 15.5.29)

- "on examine les réserves de SCHACHT" (M 8.5.29)

- le 22 mai : "les experts alliés acceptent l'annuité moyenne de 2,5 milliards"

"M. SCHACHT a eu la partie belle. Il a remporté victoires sur victoires. A l'heure où nous écrivons, il a rompu le front unique des alliés, ses chiffres sont acceptés" Emile BURE (dans AVENIR) (M 23.5.29)

Au beau milieu de ces tractations et marchandages, en tous genres, HOUPERT tabla sur :

"une réduction probable des charges" et incrimina :

"on piétine à causes des réserves allemandes"

Pour le reste, tout irait de soi, c'est-à-dire selon leur bon vouloir !

"l'Allemagne acceptera ensuite comme en 1924 (DAWES) mais du moins le Reichstag, car le peuple allemand refusera toujours l'humiliation du Traité de Versailles, et le Reich hostile aux versements, car ils renforcent la situation économique"

"... rien ne changera"

"... de même ainsi, on continuera tout en protestant à entretenir la légende de la pauvre Allemagne"

(L 24.5.29)

... Pour l'instant, on se débattait dans l'imbroglio le plus complet. Cependant, le comble fut atteint avec, le 23 mai, la démission de VOEGLER, délégué principal allemand au comité...!

(L 24.5.29)

"Impression de pessimisme" (L 26.5.29) les jours suivants.
Puis, surprise, oh à peine... à l'extrême fin du mois :
"la délégation allemande accepte les aménagements du
plan YOUNG. Il ne reste plus qu'à se mettre d'accord
sur les "réserves" (M 31.5.29)

... Dès lors, course contre la montre ridicule avec goût
"du presque bâclé", énervement à METZ !

2 juin : "on s'achemine vers un accord" (M 2.6.29)

4 juin : "les négociations sur les "marks belges" vont
commencer" (L 4.6.29)

5 juin : "on travaille jour et nuit pour élaborer le
rapport qui sera terminé sans doute le 6, et
transmis aux différents gouvernements"
(L 5.6.29)

9 juin : ... plus de doute, on y arrivait... contre cela,
ultime angoisse, dernier avertissement :

"Mentalité allemande"

"les manoeuvres et les intrigues de l'Allemagne tendent
sous le couvert du rapprochement, à réaliser la superbe
"affaire" de l'évacuation prématurée de la Rhénanie, du
remaniement des frontières de l'Est du Reich et de
l'Anschluss" (M 9.6.29)

Ce jour là, le 9 juin 1929 fut signé le plan YOUNG...

... Un pathétique "on a signé", trois lignes et une photo
pour les uns... (L 10.6.29)

... A peine quelques détails explicatifs pour les autres !
(M 11.6.29)

Par contre, unanime mise en garde sur l'avenir...

"Musique de demain"

"l'Allemagne est en passe de voir disparaître l'obliga-
tion de fournir des gages"

"Evacuation de la Rhénanie ? (...) peut-être"

"Après les lamentations (...) le plan YOUNG leur apporte
des allègements" (M 19.6.29)

... Au bout de son souffle, au bout de ses nerfs, encore sous l'effet du choc, METZ vit venir STRESEMANN à Paris, le 19 juin...

L'Allemand rencontra POINCARE, puis BRIAND...

"On a parlé du règlement du plan des experts"

(L 20.6.29)

de la "conférence des six" prévue en juillet pour son application...

... du "plan YOUNG et de la Rhénanie" (M 20.6.29)

Rappelez-vous comment HOUPERT utilisait souvent le 11 novembre, ou plus récemment le 18 novembre (jour anniversaire de la libération de METZ en 1918) ... afin de rappeler aux esprits français généreux la valeur intrinsèque des symboles...

Eh bien le 24 juin, 13 ans après la grandissime et héroïque bataille de VERDUN, reçut chez certains une importance au niveau du jamais vu ! (M 24.6.29)... Ailleurs, la lutte contre les autonomistes renegats donna un leitmotiv de choix ! (L 13 - 19 - 21 - 22 - 23... 6.29)

Mais que ce passait-il pendant ce temps-là en Allemagne... Ont eut soin d'y relever que deux malades gouvernaient désormais... MULLER, STRESEMANN... (L 23.6.29). Ce fut contre le dernier que la tâche écrasa le plus... Le 24 juin, STRESEMANN, physiquement affaibli, dut défendre sa politique dans la tourmente du grand débat de politique extérieure au Reichstag. D'emblée, il fut vivement attaqué par la droite, et subit les invectives les plus aiguës du comte WESTARP... évacuation rapide de la Rhénanie et de la Sarre, critique du plan YOUNG. Voilà comment, fort rudement, il traita l'homme amoindri ! STRESEMANN résista du mieux qu'il en eut la force ! Il montra que le plan YOUNG ne vaudrait pas plus de dix ans, et qu'à la réunion de la S.D.N. à MADRID il avait posé et ne cesserait d'y réclamer l'évacuation et de la responsabilité allemande de la guerre (PM 25.6.29)

(... METZ eut aussi son malade N. HOUPERT. Et elle regretta de ne plus pouvoir lire aussi souvent les analyses d'un esprit vif, intelligent, perspicace, invariable dans ses idées. Toutefois, magnanime, HOUPERT laissa de plus en plus fréquemment le flambeau à un autre grand convaincu : RITZ...)

RITZ serina surtout contre le propos final...

"Pour la paix durable"

"le raisonnement allemand : ceux qui ne sont point responsables de la guerre ne doivent pas payer les dettes, donc..."

Puis, se refusant à partager l'optimisme de BRIAND, il pesta :

"Tant que l'Allemagne d'aujourd'hui ne voudra pas renier l'Allemagne d'hier, celle de GUILLAUME II et de la conception prusso-allemande de l'Etat tout puissant, tout commandant, tout brisant, nous ne pourrons considérer la paix européenne comme bien assise" RITZ

(L 28.6.29)

... Là-dessus, discours inopiné de SCHACHT le 28 juin ! SCHACHT, non satisfait du plan YOUNG, lia ses dispositions avec l'évacuation de la Rhénanie et de la Sarre. Enfin, proclamant l'Allemagne désarmée, il trancha :

"le plan YOUNG sera un instrument de paix, où il ne le sera plus" (PM 29.6.29)

... Au début juillet 1929, METZ apprit qu'une conférence qui se tiendrait probablement à LONDRES, étudierait les modalités d'application du plan YOUNG (M 6.7.29)

"Notre recul devant l'Allemagne..." Perdurerait-il ?

(M 11.7.29)

d- "Liquidier la guerre !"

Lorrain 2 août 1929

- avant la première conférence de LA HAYE :

"Liquidier la guerre, en effacer les suites"

REYOD (L 2.8.29)

- les prolongements :

"la liquidation de la guerre : l'évacuation rhénane"

- "Sarre et Rhénanie"

"le sommeil des vainqueurs"

"la victoire endort..." témoin "l'indifférence en France après l'évacuation rhénane ou de la question de la Sarre"

"La presse approuve ou proteste, mais l'homme de la rue ou des champs, ne se doute pas des intérêts en jeu"

RAYOD (L 8.10.29)

- Avant la 2e conférence de LA HAYE :

"Pour la liquidation, autre chose" (L 4.1.30)

"Notre recul devant l'Allemagne"

... La France de ce temps avait-elle donc oublié la France d'hier, victorieuse, magnifique... Oserait-elle renoncer à l'occupation de la Rhénanie et de la SARRE ? (M 11.7.29)

HIRSCHAUER eut le courage d'affirmer qu'un danger de guerre nous menaçait (M 24.7.29)... que l'évacuation serait contre nous une folie coupable. Oui, les Allemands et "même des alliés" défendaient l'évacuation... Redoutable manoeuvre aux conséquences incalculées !

HIRSCHAUER posa la question de "la défense de l'Est de la France"

"... des menées stratégiques militaires en Rhénanie qui s'exprimeraient sans crainte après l'évacuation"

(M 23.7.29)

HOUPERT dénonça tous leurs plans immédiats !

"Réduction du montant des charges (...) tenter de lier le problème à l'évacuation de la Rhénanie et de la Sarre..." les Anglais étant favorables "faire réviser le plan YOUNG" (L 23.7.29)

Et puis, une terrible déception... "POINCARE souffrant, démissionne" (L 27.7.29)

... C'était le 26 juillet, le 29, BRIAND forma un ministère avec les mêmes ministres (L 30.7.29)

L'avenir parut encore moins clair... l'information qui suivit ne fit qu'assombrir : la conférence des réparations aurait lieu en août à LA HAYE... Par nécessité, on y revint deux fois... mais à cet instant, personne n'aurait pu le savoir !

1 - Deux fois à LA HAYE pour déchirer le Traité !

Ce qui préoccupa, ce qui inquiéta ou angoissa le plus... tout cela se formula en une seule crainte : que la France au mépris de sa sécurité, évacuât Rhénanie et Sarre.

"Serons-nous dupe à LA HAYE ?" (PL 18.8.29)

- "le rite et l'intérêt" J. BAINVILLE (PL 11.8.29)

- "la barrière de LA HAYE"

Pas de "liquidation des dettes de guerre"

"Cette liquidation, hélas ! nous a déjà coûté bien cher. A chaque nouvelle conférence, nous voyons notre créance sur l'Allemagne rognée un peu plus, à moins que ce ne soient nos bons-amis ex-alliés qui donnent un tour de vis supplémentaire aux débiteurs français" "Serons-nous dupe à LA HAYE ?"

signé l'opinion" (PL 18.8.29)

"Avant la conférence de LA HAYE" ... Officiellement on irait là-bas pour discuter autour de l'application du plan YOUNG... pour achever de consolider la paix... Quelque peu choquant que pût être le contraste, RAYOD opposa une autre version...

On irait là-bas, soit... mais afin de "liquider la guerre... d'en effacer les suites.." (...)

"On dit l'Allemagne pacifique (LOCARNO - KELLOG...)

Erreur ! "On devra garder l'occupation de la Rhénanie...
barrière préventive" nécessité vitale à notre sécurité
(L 2.8.29)

C'était à ce niveau que se situait le vrai débat. D'ailleurs que demanderaient les Allemands ? Un seul coup d'oeil furtif sur la composition de leur délégation eût déjà fourni un élément solide de réponse : STRESEMANN, WIRTH (ministre des territoires occupés), HILFER DIN (ministre des finances), CURTIUS (ministre de l'économie publique). C'était évident, ils réclameraient une diminution des charges et l'évacuation
(L 3.8.29)

Quelles revendications ! Eh bien elles ne contentèrent même pas en Allemagne... En effet, une virulente campagne d'agitation nationaliste s'éleva juste avant la réunion de LA HAYE. Son pôle principal d'attraction ? HUGENBERG, ses journaux, le grand tapage contre le plan YOUNG... Son but ? Créer un front de droite au Reichstag (M 5.8.29)

La conférence de LA HAYE s'ouvrirait donc virtuellement sous de fâcheux auspices ! Les délégués commencèrent à travailler le 6 août 1929. Le 7, pour la 2e réunion plénière rien n'en filtra... (PM 6-7-8.8.29) Ce n'était point là un signe rassurant.

Le 8, entrevue STRESEMANN-BRIAND avec au centre de leurs entretiens, "prestations et évacuation" Maintenant, on pouvait se croire mieux fixé... (L 9.8.29) Pas complètement toutefois car un élément imprévu estoarbit les esprits messins qui en furent décontenancés...

"Sabotage anglais..."

"A cause de SNOWDEN (ministre des finances de la Grande Bretagne) on va à l'échec" (L 10-11.8.29)

"SNOWDEN torpille la conférence" (M 11.8.29)

... "les dettes anglaises sont plus élevées qu'ailleurs (France)..."

Il faut "révérifier les pourcentages du paiement des annuités"

Il faut "... nommer un sous-comité d'experts financiers.." pour "établir une nouvelle distribution des annuités en harmonie avec les accords interalliés" (L 11.8.29)

C'était du joli ! Et pour son mauvais coup, SNOWDEN eut l'appui de l'opinion anglaise et même de MAC DONALD...
C'était du propre !

Toutefois, dans la tourmente, on espéra éviter la rupture... Mais pendant ce temps-là, que faisaient les Allemands ? Dans ses interventions, STRESEMANN jura sans discontinuer le désarmement allemand... et pressa sur l'évacuation...

"Le rite et l'intérêt"

La conférence de LA HAYE :

"Tout le monde parle de solidarité humaine, de rapprochement des peuples. On saute à pieds joints par-dessus la fédération européenne pour arriver d'emblée à la fédération universelle. Cependant, dès que le rite est accompli, chacun s'applique à la défense de ses intérêts nationaux"

"STRESEMANN a expliqué la rationalisation du monde. Elle consiste à évacuer une fois pour toute la rive gauche du Rhin et à lever l'hypothèque de la SARRE. Et dans un monde rationalisé, le camarade socialiste PHILIP SNOWDEN soutient que l'Angleterre doit recevoir une plus grosse tranche des réparations que celle qui lui est attribuée par le plan YOUNG.

Pour STRESEMANN :

"Pas de paix, ni de solidarité, ni de collaboration des peuples, même économique et financière, si le sol allemand n'est pas d'abord rendu à l'Allemagne, y compris la SILESIE et quelques autres provinces dont il sera parlé à une conférence future (...) ensuite la fédération européenne".

"STRESEMANN dit : "l'humanité rira un jour de ces murailles douanières, de cette diversité de lois, de règlements et de monnaies qui font ressembler l'Europe à ce qu'était jadis l'Allemagne divisée en une infinité de principautés et de villes libres"

"STRESEMANN oublie de nous dire que l'Union douanière allemande, l'Unité allemande, tout cela s'est accompli par la PRUSSE et par des moyens dont le secret était pour partie dans la cervelle diplomatique de BISMARCK et pour une autre partie, dans la cervelle militaire de MOLTKE.

C'est peut-être par ces moyens que l'Allemagne fédèrera le monde" (BAINVILLE) (PL 11.8.29)

Sur ce, HOUPERT ajouta :

"L'Allemagne n'acceptera jamais l'humiliation du Traité de Versailles"

"... par une propagande si grande (...) la jeunesse est généralement convaincue que l'Allemagne n'a pas été responsable et même qu'elle a été attaquée" (L 13.8.29)

... Autre part, une autre voix messine, celle de "M.MENNEVEE" évoqua déjà :

"Les Lorrains et la prochaine guerre..." et conclut :

"Que Dieu nous préserve donc des horreurs d'une nouvelle guerre... L'Alsace-Lorraine ont trop souffert"

(L.L. 10.8.29)

... Pour l'instant à LA HAYE, les Allemands ne s'en tinrent qu'à perdurer leur ramdam sur l'évacuation... cependant que la presse ne cessa de malmener STRESEMANN, critiquant tout en bloc, exigeant au-delà des limites, en y incluant un intérêt nouveau pour les minorités (M 17.8.29) METZ confronta leur chahut avec leur préparation de "travaux militaires sur le Rhin et en Rhénanie" (M 17.8.29)

A LA HAYE, on discutait toujours... cependant qu'un mémorandum allié fut élaboré à destination des Anglais (L 15-16.8.29)

Ceux-ci lui opposèrent alors pour le secret des négociations... ^{→ une fin de non recevoir (18-8/29) les délégués}

optèrent →

(M 19-20.8.29)

Qui céderait... ? Eux ou... nous ! Ah non ! Pas ça !

"La barrière de LA HAYE"

Pas de "liquidation des dettes de guerre"

"Cette liquidation, hélas ! nous a déjà coûté bien cher
A chaque nouvelle conférence nous voyons notre créance
sur l'Allemagne rognée un peu plus, à moins que ce ne
soient nos bons-amis ex-alliés qui donnent un tour de
vis supplémentaire aux débiteurs français"

"Serons-nous dupe à LA HAYE ?"

singé l'Opinion" (PL 18.8.29)

"Prudence est mère de sûreté !" rappela le commandant
SORB.

Notre officier insista sur l'importance capitale de l'occu-
pation rhénane.

"On a déjà lâché beaucoup..." affirma-t-il

Et quelles eussent été les conséquences d'une évacuation
totale ?

... affaiblissement de la "valeur offensive (après l'évacua-
tion de Cologne) et défensive" répondit-il et il acheva :

"Après l'évacuation totale, la sécurité disparaîtrait
entièrement" (L 20.8.29)

A LA HAYE, après trois semaines de travaux, on sembla proche
du tournant décisif... plutôt du côté de l'évacuation que
des problèmes financiers du reste ! (L 20.8.29)

Le 20 Août, discussions au sommet BRIAND-SNOWDEN (M 21.8.29)
... Cependant que l'on prêtât à STRESEMANN d'être "à bout"
craignant de "revenir sans rien !" (M 22.8.29)

Quatre jours plus tard, on jugea "les chances de succès ou
d'échec (...) sensiblement égales !" (L 24.8.29)

Dans l'attente, le commandant SORB reprit du service !

"Comment se déclencherait une nouvelle agression alle-
mande ?"

"Si l'évacuation est totale, les Allemands seront contraints d'attaquer sur deux fronts (...) de lancer une attaque brusquée, de profiter des faiblesses des positions de défense et des couvertures" (L 24.8.29)

... Là-dessus, derechef à LA HAYE pour y relever une situation incertaine dont STRESEMANN parut en faire les frais... les choses traînant, il se vit adresser un "blâme" par les nationalistes, trop heureux des circonstances, remontés dans leur tumulte pour l'évacuation sans conditions (L 25.8.29)

Les jours suivants... imbroglio parfait !

"Crise ouverte (...) SNOWDEN juge insuffisantes les offres des quatre puissances !"

Le 27 : "BRIAND demande la réouverture d'une conférence secrète" (L 28.8.29)

LE 28 : "accord miraculeux !"

"SNOWDEN à 75 % !" (M 29.8.29)

"Après de nouvelles concessions faites à l'Angleterre, l'accord se fait à LA HAYE (...) mais l'Allemagne soulève de nouvelles difficultés au sujet du paiement des frais de l'occupation rhénane (...) manoeuvre allemande de dernière heure" (L 29.8.29)

Le 30, METZ connut la vérité sur l'accord...

"La Rhénanie devra être évacuée le 39 juin 1930"
(L 30.8.29)

Chez les uns, on ne commenta même pas... (Lorrain), chez les autres, on informa sans plus critiquer (Messin). La déception fut immense.

La conférence de LA HAYE se sépara le 31 août, la veille s'était ouverte la 56e session de la S.D.N. à Genève... on irait aux nouvelles, juste le temps de recueillir l'avis du général NUDANT (ex-président de la Haute Commission inter-alliée d'armistice.

"Le danger et la paix"

"la France a joué la question de confiance" déclara-t-il.

Cela dit, NUDANT vit désormais la France militairement plus affaiblie, le risque menaçant la paix, accusant une défaillance dans la défense de nos frontières (M 7.9.29). Singulière mise en garde... ! Mais où en était-on à Genève ? ...

Après deux semaines de débats copieux et fastidieux, l'événement qui retint le plus l'attention messine, fut le discours du 9 septembre de STRESEMANN... BRIAND ayant achevé son exposé, STRESEMANN disserta tout à tour les questions en suspens : désarmement, minorités, les Etats Unis d'Europe...

Si fait que le reste de la conférence... ensemble de péroraisons sur le désarmement, la sécurité, les questions humanitaires dans la guerre, etc... tout cela n'intéressa qu'à peine, faute d'y croire (L 12.9.29) Non, STRESEMANN eut l'exclusivité ! Non pas que son discours eût soulevé les foules... non ! Mais justement, par l'absence de points vraiment catégoriques, parce qu'il représentait pour eux une sorte de bilan très positif. Et comme s'en affligea FERRETE, parce que finalement il exprimait :

"le chant de triomphe de la nation vaincue"

"Que reste-t-il pour la France du Traité de Versailles ?"

(M 11.9.29)

... et de notre sécurité après l'évacuation rhénane ?

"Les Allemands ont eu la partie belle !" s'exclama
BUSSIERE (président honoraire de la Chambre)

"Il leur suffit d'exécuter six mois le plan YOUNG pour obtenir l'évacuation !" (M 14.9.29)

Pire, la concession française avait-elle au moins calmé l'appétit revanchard de certains allemands ?

A la mi-septembre, FERRETE signala d'importantes manifestations nationalistes en Allemagne, hurlant la non-responsabilité de la guerre et un plébiscite pour le prouver ! (M 16.9.29)

Intervenant sur le même sujet "Camille AYMARD" attaqua vivement ces "turlupinades de révision des condamnations" !

(PL 22.9.29)

A la réfutation messine, il ne manqua qu'une seule voix : celle de HOUPERT. Le très catholique, ardent patriote et rédacteur du LORRAIN quitta ce monde le 26 septembre 1929. Il

reçut les éloges de la presse, cependant que sa pensée ténue et clairvoyante lui survécut. Au début octobre, l'un de ses zélés collaborateurs, REVIRE, farouche défenseur lui aussi, au nom de l'Alsace-Lorraine des intérêts les plus hauts de la France, et de la France en Sarre, s'en prit comme l'aurait si bien fait son maître, à l'évacuation rhénane.

"Il faut être aveugle volontaire pour ne pas être inquiet des préparatifs qui se font en Rhénanie (...) chemins de fer (...) routes stratégiques (...) car l'évacuation a commencé" (L 2.10.29)

Mais encore une fois, le destin frappa : STRESEMANN, l'artisan de cette splendide victoire allemande, rendit, lui aussi, l'esprit le 3 octobre 1929... (PM 4.10.29)

La mort de STRESEMANN -

"Son génie aura été de comprendre la méthode de BISMARCK, de l'appliquer aux circonstances, de cheminer vers la restauration de la grandeur allemande en épousant les idées des vainqueurs, en les flattant, en les devançant même, au lieu de les contrarier. LOCARNO a été son coup de maître"

BAINVILLE dans la LIBERTE

(Vignette du Messin 5.11.29)

Méfiance, incompréhension, inimitié... l'opinion messine ne prit jamais fait et cause pour STRESEMANN. Non pas qu'à aucun moment on mit en doute ses ruses manoeuvrières, mais justement ce furent d'elles que vinrent les ressentiment vis-à-vis de lui... et les craintes pour notre diplomatie endormie. Dès septembre 1923, du temps où les soldats français caracolaient dans la RUHR, HOUPERT avait exhorté de se défier de STRESEMANN. Cela parce que le 12 septembre, les ministres allemands avait proposé le rapprochement (L 13.9.23) HOUPERT avait alors fait remarquer que STRESEMANN avait été "élevé dans la tradition de BISMARCK... "instruit dans le nationalisme libéral" et que, "comme tous les Allemands" il n'admettrait "jamais" la défaite (L 14.9.23)

On sait la suite !

De fait, METZ ne lui rendit aucun hommage spécial. Certes, la première décence à sa dépouille commanda-t-elle respectueusement l'absence de critique... au moins pendant les jours de deuil. En conséquence de quoi, on se contenta de retracer les cérémonies importantes et les éloges adressés par le peuple allemand pour l'ultime considération à sa mémoire

(PM 4-5.10.29)

Par contre, ce qui agaça, ce qui fut jugé impardonnable, ce furent les compliments dithyrambiques des journaux parisiens ! Ah non ! Il fallait tout de même savoir si STRESEMANN de son vivant, s'était montré plus Allemand, ou plus européen ! Homme de valeur, oui, mais dans le sens d'un "REAL POLITIKER"

"L'homme des réalisations constantes, persévérantes"

Au fond, ses succès n'étaient-ils pas autant d'échecs pour la France ?... à mille lieues de "donner un son européen..." à son action... ?

Singulière ironie... par une dangereuse méprise, les milieux officiels à PARIS, vantèrent la carrière du disparu, lui rendirent un hommage vibrant, louèrent son "courage" et sa "loyauté" (L 4.10.29)

BAINVILLE servit de chantre à la réplique messine !
(voir plus haut) (M 5.10.29)

Sur la lancée, on reparla à METZ de l'entrevue de THOIRY, ou plutôt comment STRESEMANN avait expliqué son tour de force à un rédacteur du JOURNAL DE GENEVE le 22 septembre 1926...

(M 8.10.29)

Mais tout cela appartenait dorénavant au passé... et il allait maintenant de soi que le plus important était de déceler ou non un changement de direction de la politique extérieure allemande... Peu importa l'interim CURTIUS ! On affirma la continuité sans faille ! (PM 5.10.29) Du reste, plus que des présomptions, on trouva des certitudes !

... D'abord la presse allemande... dont tous les journaux parurent le 4 octobre, encadrés de noir... tous, sauf les feuilles nationalistes (L 5.10.29)

... Puis l'attitude symptomatique de la Reichswelt qui ne s'associa même pas aux obsèques... (L 8.10.29)

Cela, STRESEMANN ne l'avait vraiment pas mérité... Mais voyez, comment à sa manière, RITZ en défendit...

Ce fut un peu plus tard, en janvier 30, on se préparait à la 2e conférence de LA HAYE, le rédacteur messin avait redit la crédulité de BRIAND confronté à STRESEMANN :

"STRESEMANN était aussi nationaliste qu'il était possible de l'être. Mais dans ses conversations avec BRIAND, il savait dissimuler l'ardeur de ses sentiments nationalistes. Il présentait les revendications du Reich avec beaucoup de prudence et de timidité même, ajournant l'exposé lorsqu'il était certain de se heurter à de sérieuses objections de la part de son partenaire. Il savait ensuite trouver le moment opportun pour surprendre la confiance de notre ministre des A.E. et pour obtenir de lui certains avantages qui, bien additionnés, diminuèrent considérablement l'importance et la sévérité du Traité de Versailles, relatives aux paiements mis à la charge de l'Allemagne et aux sûretés prévues pour la garantie de ces paiements" (...)

RITZ (M 4.1.30)

... Assurément, les nationalistes et la Reichswer avaient été trop durs avec lui ! Et BRIAND bien trop faible... Dans ces conditions que devons-nous faire... ? Une visite de MAGINOT à LONGEVILLE en BARROIS, une crise ministérielle en France fournirent l'occasion d'y répondre...

Sursaut français ou pis-aller ?

MAGINOT à Longeville en Barrois (dimanche 13 octobre)

"Le retrait de nos soldats des territoires occupés nous commande de mettre notre frontière en état de défense et sans perdre un instant" (vignette du M 15.10.29)
(...) Il faut rechercher "la paix dans la sécurité"

Après plus d'une semaine de crise ministérielle en France (fin octobre - début novembre)

"Soulagement"

"le pays félicite ses dirigeants de lui avoir épargné une nouvelle expérience radicale-socialiste du genre de celles qui ont sévi de juin 24 à juin 26 et nous avaient conduit au bord de l'abîme" (FERRETE) (M 4.11.29)

Le nouveau ministère...

"... de l'allure avec M. MAGINOT à la guerre"

MONCELLE, député de METZ (L 5.11.29)

"le nouveau ministère et l'Allemagne" (L 7.11.29)

... Déconvenue des suites de la conférence de LA HAYE, en premières desquelles l'évacuation rhénane...

... Inquiétude sur l'après STRESEMANN...

... Faiblesse continue de la France...

A qui devait-on se vouer ?

Le dimanche 13 octobre 1929, donna un peu de lumière... Ce jour-là, profitant de l'inauguration du monument aux morts de 14-18 à LONGEVILLE EN BARROIS, MAGINOT prononça un important discours. Sans autres ménagements, il commença par évoquer la ratification du plan YOUNG puis, catégorique, affirma qu'il faudrait

... "maintenir nos soldats sur le Rhin avant que le plan YOUNG ne devienne une réalité" (...)

En somme : "la paix dans la sécurité"

... assurer "la défense des frontières après le retrait anticipé"

... ne pas négliger le problème de la couverture :

"il faudra que les hommes de tous les partis aient la souci de la défense nationale pour prendre les décisions afin que notre couverture soit assez forte pour remplir le double rôle qui lui incombe :

- empêcher l'invasion du territoire

- permettre à notre mobilisation et à notre concentration de s'effectuer en sécurité"

... Enfin, il acheva par l'évocation des classes creuses... (L 14.10.29)

Ainsi passé sur le tranchant de l'arme du grand MAGINOT, le rapprochement sembla plutôt affaibli... Mais, comme le supputa RITZ, on ne pouvait tout de même pas évacuer sans la moindre précaution... sous le prétexte fallacieux de l'union européenne de BRIAND...

D'ailleurs la France et l'Allemagne se rencontreraient-elles ? RITZ trouva que l'européanisme de STRESEMANN lui était venu un peu tard... Jamais, après la guerre, on avait autant souhaité les Etats-Unis d'Europe... Belle idée... mais qu'avaient décrié continûment les pacifistes allemands qui, comparant

l'Allemagne du présent à l'impériale d'hier, n'avaient guère trouvé de différences...

On évacuerait, soit ! A eux de témoigner l'effort sincère du rapprochement.

"L'occupation française était, disent les Allemands, une plaie sur le flanc de l'Allemagne... Les Français étant sortis, cette plaie va-t-elle se cicatriser ?"

RITZ (L 16.10.29)

Cela dit, sur quelle base eût-on pu à la rigueur, envisager l'entente ?

"France et Allemagne ne peuvent se rencontrer que sur le Rhin" ...

"Le Rhin (...) fleuve européen"

"On pourrait se rencontrer d'abord dans un fraternel échange commercial..." drainer les "richesses des provinces allemandes" au long "du fleuve et d'un "canal Rhône-Rhin"

"Les Etats-Unis d'Europe de se feront pas par la politique comme le désirent MM BRIAND et HERRIOT, mais par l'économie"

"... sur le Rhin doivent passer les ponts du rapprochement franco-allemand- les premiers qui doivent être bâtis" RITZ (L 18.10.29)

RITZ aurait probablement poursuivi sa série d'études intitulées "Peuples qui se cherchent", si un évènement majeur n'eût point tout chambardé...

Le 22 octobre 29, le ministre BRIAND avait sombré...

"C'est sur la question du renvoi des interpellations sur la politique extérieure que le gouvernement a été mis en minorité" (M 23.10.29)

(comme toujours, les députés alsaciens-lorrains étaient restés muets)

A ce propos, METZ releva surtout les attaques de MARIN qui, incriminant le gouvernement avait crié aux députés !

"Pas de diplomatie secrète !"

De semblables accusations avaient dû porter ! En tout cas, pariant sur la précarité des combinaisons politiques, on établit d'emblée que la crise serait longue, et que les modérés seraient les arbitres de la situation (M 24.10.29)

... Deux jours suffirent à se persuader du "gachis parlementaire" (M 25.10.29)

Raison de plus pour ne pas trop entreprendre à l'extérieur...

RITZ découvrit la fissure...

"crise ministérielle et rapports franco-allemands"

"Je le répète encore aujourd'hui : l'Allemagne officielle prépare autre chose que la paix"

... De là, les deux impératifs pour la formation de notre futur gouvernement :

- à l'intérieur : une composition politique satisfaisante
- à l'extérieur : un ministère capable de "ne pas laisser BRIAND aller à plus de faiblesses"

... Et comme l'expliqua si bien "Ch. DUMONT" qui préparait alors les sénatoriales, le nouveau ministre aurait :

"la paix à défendre, à organiser ; la sécurité française à assurer"

"... Il faut rester clairvoyants et patients et forts, par delà tous partis, toute classe, religion..."

"La vie du pays (...) le sang des Français" sont "en jeu"
(L 25.10.29)

... Sur le moment, la réalité contredit les espérances. Alors, dédaigneusement, on compta les jours de crise... 2e - 3e - 4e (PM 25-26-27.10.29) au 5e "coup de théâtre (...) M. BRIAND accepte d'entrer dans un cabinet DALADIER avec les socialistes"
(L 28.10.29)

- "6e journée de crise : un heureux gachis !"

"le conseil national socialiste s'opposerait à la participation et M. DALADIER chercherait la concentration républicaine" (L 29.10.29)

- "7e..." "refus de la participation socialiste -
1 590 contre 1 451 voix" (L 30.10.29)

- "8e "CLEMENTEL accepte" (M 31.10.29)

- "9e "CLEMENTEL refuse !" (M 1-2.11.29)

"appel à TARDIEU"... le jour de la "panique à WALL STREET"
(L 1-2.11.29)

- 11e "TARDIEU a constitué un ministère" (L 3.11.29)

"Soulagement..."

"le pays félicite ses dirigeants de lui avoir épargné une nouvelle expérience radicale-socialiste du genre de celles qui ont sévi de juin 1924 à juin 1926 et nous avaient conduit au bord de l'abîme" (FERRETE)

(M 4.11.29)

Heureux dénouement... dont MONCELLE, député de METZ en montra le plus bel atour :

"le ministère a de l'allure avec M. MAGINOT à la guerre !"

(L 5.11.29)

... Comblé, RITZ sans perdre un seul instant, mit le nouveau gouvernement en face de ses responsabilités :

"le nouveau ministère et l'Allemagne"

"le plébiscite allemand et les accords de LA HAYE"

Le problème le plus immédiat sur lequel RITZ voulut attirer l'attention de nos dirigeants à peine installés, fut celui de l'agitation nationaliste en Allemagne au sujet du plébiscite contre le plan YOUNG... ou plus exactement de la "motion HUGENBERG" contre lui...

"HUGENBERG possède, outre les hebdomadaires et les revues, près de 320 journaux quotidiens grands ou petits"

Or, "il ne lui faut qu'un dixième des voix..." et sa "motion est habilement présentée" notamment vis-à-vis de la "responsabilité allemande..."

... Il faut dire que HUGENBERG avait des chances de croire au succès de sa motion parce que :

- "20 % aux dernières élections ont voté pour les nationalistes"

- "il sait que le Reichstag refusera son plébiscite, mais il entretient une agitation factice"

"... il fait de la surenchère patriotique", empêche la "pacification" des esprits... et cela vaut bien quelques millions"

Mais voilà le danger...

"... que les parlementaires français s'en émeuvent et décident l'évacuation au plus vite, puisque le Reichstag sera convoqué au plus tôt pour voter le plan YOUNG"

(L 27.11.29)

... Le 6 novembre, METZ fut particulièrement à l'écoute : TARDIEU allait lire sa déclaration ministérielle... On en saurait forcément davantage !

"Les trois règles de notre politique extérieure :

- 1- "ne rien conclure qui sous aucune forme, porte atteinte au libre examen et à la souveraineté ratification des chambres;
- 2- ne rien soumettre qui puisse à aucun degré diminuer les garanties de notre indépendance, et matérielle, et morale;
- 3- nous refuser à aucun accord de nature à assainir les legs irritants du passé à renforcer dans le monde les bases de la paix, à développer entre les peuples la compréhension et la confiance".

Enfin, veiller à la défense de nos frontières, oeuvrer au désarmement naval.

... Pour une fois, la réplique ne vint pas précisément de METZ. Non, par directement, car METZ trouva son homme : le député de la SEINE ET OISE, FRANKLIN BOUILLON. Puisque nos parlementaires régionaux et surtout les lorrains n'avaient jamais éminemment paru très intéressés par les relations franco-allemandes, cette collaboration inopinée qui commença à l'insu du chancre parisien, fut promise à un bel avenir.. Mais revenons au jour de la déclaration ministérielle de TARDIEU. FRANKLIN BOUILLON riposta sur le champ et sans la moindre concession... à notre politique "de reculade"
... Il critiqua le plan YOUNG et condamna cet empressement que l'on avait à évacuer...

"C'est toujours le système qui consiste à nous faire payer comptant et nous payer à terme, et quand l'échéance vient, nous demander des renouvellements de traites"

Et puis, quelle était donc la signification du plébiscite allemand, sinon que la meilleure expression de leur

"esprit de revanche (...) quatre millions de voix (...) de l'Université, de la grande industrie, de l'armée(...) ont voté contre le plan YOUNG qui est le triomphe de leur pays parce qu'ils préfèrent la politique de haine"

"Dans les régions que nous abandonnons sans garantie, nous voyons se préparer l'organisation d'une guerre moderne. A TREVES, on multiplie les voies de triage permettant un trafic respectivement de 120 et 110 trains, alors que le trafic normal n'y dépasse pas quatre trains par jour. L'Allemagne construit cinq autostrades d'intérêt exclusivement militaire. Elle s'apprête à faire la même organisation sur la frontière polonaise"

"En face de cela, il nous faut trois choses :

- la clairvoyance
- le courage
- et l'union... et la France ne mourra pas encore de cela !" (L 8.11.29)

Comme l'avertit TAITTINGER

"L'évacuation doit être faite quand notre frontière sera en état de défense"

Toutefois, s'ingéniant à réfuter les attaques, TARDIEU assurera que

"aucun ordre d'évacuation n'avait été donné"

Là-dessus, BRIAND pêchant par omission pour ses échecs récents, sut adroitement

"produire une bonne impression sur la chambre (...)" et remporta "son succès habituel" (327 voix contre 256)
(L 9.11.29)

La presse allemande lui décerna sa gratitude ! (L 10.11.29)

... Un autre député provoqua lui aussi

"une grosse impression à la chambre", un lorrain,
SCHUMAN...

C'était le 21 novembre 1929

"R. SCHUMAN, député de THIONVILLE, élu président de la Commission d'ALSACE et de LORRAINE"

... A METZ, on crut bon d'ajouter...

"M. SCHUMAN qui est un modeste, a dû cependant constater que la justice immanente existe même pour les députés qui travaillent"...

Ce jour là, la chambre, après en avoir eut fini avec le budget d'Alsace-Lorraine, poursuivit par le problème sarrois. Curieusement, ce fut encore FRANKLIN BOUILLON qui en défendit et non les premiers concernés : nos représentants (L 22.11.29)

... De tout cela on n'en souffla mot ! Mais il faut dire aussi qu'une douloureuse circonstance aurait de toute manière fait taire rivalités et passions. Le 25 novembre, les journaux encadrés de noir informèrent l'esprit messin qui lui faudrait prendre le deuil : la veille CLEMENCEAU, le père de la victoire, s'en était allé... (PM 25.11.29) METZ reconnaissante, louangea sa mémoire... Mais cette mort ne put sans doute que lui faire évaluer amèrement combien la fermeté du vieux TIGRE n'était plus que légende... Tout récemment, le 16 novembre, KAAS en visite à SARREBRUCK, au moment où les négociation sur la SARRE débutaient, avait nettement affirmé que LA HAYE ne marquait absolument pas la fin de la liquidation de la guerre (L 17.11.29). Pourtant la France avait cédé... Déjà on avait annoncé une 2e conférence à LA HAYE, que suivrait la ratification du plan YOUNG... Jusque là, le ministère allemand signataire tiendrait. Mais ensuite ? STRESEMANN n'étant plus, le parti populiste glissait à droite poussé par son aile extrémiste, celle des grands de l'industrie lourde. A n'en pas douter,

"une crise ministérielle très grave..."

éclaterait après les parafes, mais parafes de quelle valeur ?

(M 17.11.29)

D'ailleurs, le référendum dont HUGENBERG avait fait son cheval de bataille, aurait lieu, et c'était bien l'indice le plus convainquant ! (4 millions 135 300 signatures, soit 6 % du corps électoral, pour les 4 millions 125 889 exigées)

(M 26.11.29)

... La France devrait se resaisir à l'extérieur... comme à l'intérieur ! FERRETE en professa une bonne illustration... Notre pays négociait alors sur la question sarroise avec les Allemands. Il allait sans dire qu'une réussite eût résolument pu servir à l'accélération d'autres dispositions économiques, bien au-dessus du petit territoire visé... (M 22.11.29)

Sachant cela, FERRETE appuya sa démonstration sur les relations économiques germano-anglaises :

"l'Angleterre et l'Allemagne"

"l'Angleterre, ses industriels, ses commerçants et ses ouvriers sont les victimes de la politique anglo-allemande du gouvernement travailliste"

"les travaillistes défendent l'impérialisme anglais" au détriment "du prestige de la France" et "préparent un accord commercial avec l'Allemagne"... De là, leur "défense intéressée" des Allemands dans toutes les conférences...

Résultat de cette politique ?

"le premier gouvernement travailliste a mené le pays à la faillite"

et "... la nouvelle politique économique de leur retour?"

"Rien de mieux"

Conclusion :

"Nous sommes forts, plus que jamais sur le terrain économique. Nous devrions être très forts également sur le terrain de la politique étrangère, si les conceptions dangereuses d'un pacifisme à outrance ne nous laissaient aller à quelques exagérations et à quelques horreurs"

FERRETTE (M 28.11.29)

... De toute façon, les choses étaient très explicites... Quand CURTIUS se présenta devant le Reichstag, à la fin novembre, il promit de poursuivre l'oeuvre de STRESEMANN "contre les engagements du Traité de Versailles !"

(M 30.11.29)

Mais, c'est vrai, le 18 novembre, MAGINOT était venu visiter notre frontière... celle de nos "bastions de l'Est"... Par ailleurs, il s'était rendu compte de l'avancement insuffisant des travaux... (M 19.11.29) MAGINOT, on le trouvait très sympathique à METZ, on lui faisait confiance, mais un homme prit isolément ce n'était pas tout le gouvernement... De surcroît la politique extérieure de BRIAND était venu pour dissiper ce que METZ interdisait catégoriquement... C'est-à-dire l'évacuation ? Le premier décembre 1929, l'évacuation de la 2e zone rhénane fut accomplie... (M 1.12.29)

L'opinion messine dans son ensemble approuva la construction de la ligne de défense. Cela dit, le souci patriotique et militaire imposa une discrétion évidemment bien compréhensible. Cependant, à mesure que s'édifièrent les forts, il fallut tout de même bien publier les listes des expropriations, parler des réseaux de communication de nature militaire, les adjudications de travaux... etc. La presse lâcha quelques traces... mais aucune précision particulière !

"L'abandon du Rhin !" (Messin 1.12.29)

- "Dix ans après... nous l'avons eu !
"le Rhin allemand" RITZ (L 3.12.29)

- "la liquidation de la guerre. L'évacuation rhénane"
(M 4.12.29)

- "le bouclier est tombé !" Général FONVILLE (dans Actualités) (PM 15.12.29)

- "fâcheux présage : à l'heure où disparaît le Père de la Victoire, les Allemands célèbrent l'évacuation de la 2e zone de la Rhénanie par les Français"
(Vignette M 3.12.29)

"Il y a dix ans ! que de choses dans ces dix ans ! Que d'illusions conçues et dissipées ! Que de promenades aussi de BOULOGNE à SPA et à CANNES, de SAN REMO à HYTHE et à CHEQUERS - ces bucoliques, CHEQUERS où le derrière sur l'herbe et la pipe à la bouche, M. HERRIOT -le calomnié- déclara la paix au monde- de GENES à GENEVE, de LOCARNO à THOIRY, du Traité de Versailles au plan DAWES ne varietur, et du plan DAWES ne varietur,

au plan YOUNG ne varietur !" (...)

"L'Angleterre n'a pas voulu comprendre que le mauvais traité avait besoin de la coalition serrée des alliés pour qu'il en sorte quelque chose de durable" (...)

"L'Angleterre n'a pas voulu comprendre que le Rhin était pour elle autant que pour nous, une frontière militaire" naturelle, en-deça de laquelle sa sécurité autant que la nôtre exigeait que le militarisme allemand soit surveillé, contrôlé" RITZ (L 3.12.29)

Vu de METZ, ce qui devint à la limite presque insupportable, ce furent les festivités tapageuses, criardes, exubérantes qu'ils déclenchèrent pour marquer la fin de l'occupation. Leur joie fut notre blessure... Au milieu de leur débordement, on releva tout spécialement la proclamation du Dr FUCHS (président supérieur de la province rhénane) déblatérant sur "la sombre épreuve (...) terminée..." ... prétendant : "C'est seulement sur un sol allemand libre que peuvent se développer la paix et la prospérité !" Impossible à contenir, la réplique messine fusa !

"... entendez par paix et prospérité la force pangermanique" (M 2.12.29)

Que de lendemains on déchanta à METZ ! en voyant ainsi leurs réjouissances bruyantes... de JULICH à COBLENCE, ou AIX la CHAPELLE... en étendant le discours de WIRTH (dans la 3e zone) rendant hommage aux hommes dont le sacrifice avait jalonné la route de la libération... EBERT, ERZBERGER, RATHENAU, STRESEMANN... ils y trouveraient consolation ! Et puis ces télégrammes offensants du chancelier MULLER, ou de HINDENBURG qui plaignit la population rhénane pour son "lourd destin"...

Tout cela n'augurait rien qui vaille (M 3.12.29)

"Fâcheux présage. A l'heure où disparaît le "Père de la Victoire" les Allemands célèbrent l'évacuation de la 2e zone de la Rhénanie par les Français"

(Vignette M 3.12.29)

Ulcéré, FERRETE fulmina contre "la liquidation de la guerre" ... parce qu'il s'agissait de savoir si discours et cérémonies étaient imprégnés de l'esprit de LOCARNO ? Certainement pas défendit-il !

"les Allemands s'en réclament pour obtenir toujours plus (...) rétrocession de la Sarre avant 1935 et les mines, diminution des annuités..."

"Et toujours nous céderons"

Pourtant WITH avait été on ne pouvait plus clair...

(Ministre du Reich pour les régions occupées"

"Tous ceux qui sont séparés de nous, ceux de l'Est, ceux de l'Ouest, ceux de toutes les minorités allemandes en Europe, doivent laisser battre leur coeur à l'unisson dans la sauvegarde des moeurs allemandes, du patrimoine allemand, de l'art, de la science, de la religion et de la foi. Ainsi le peuple Allemand reprendra son rang de grande nation cultivée"

"Ceux de l'Ouest... pas seulement ceux d'EUPEN et MALMEDY !" précisa FERRETE...

"Pendant que les politiciens du Reich -de toutes les nuances- découvrent leur jeu, nous nous endormons en France, sur le mol oreiller du désarmement presque général, et de l'abandon de toutes nos garanties et de tous nos gages. Le réveil pourrait être terrible" (M 4.12.29)

Et comme l'avait dit CLEMENCEAU :

"la paix vaudra ce que vaudront les hommes qui seront chargés de l'appliquer" (vignette M 4.12.29)

Mais que d'erreurs ! Que d'erreurs avait-on commises depuis le retour à la paix...

"les forces nationales. La terre et le souvenir"

En face des bonnes intentions raisonneuses et prosaïques, une seule certitude devait convaincre les esprits : "la revanche allemande" C'était bien d'elle dont périodiquement HINDENBURG s'en était prévalu à dessein d'en raviver la force : 1919 - 1923 - 1925...

"Vous entrerez victorieux à PARIS. Je vous verrai du ciel et je vous bénirai" !

Voilà ce qu'il avait dit !

(extrait de la "revue illustre de Louis DUMUR "NACH PARIS")

"Est-ce pour cela que tant sont morts ?" (...)

"Contre la guerre, il y avait deux solutions en 1918 :
- séparer l'Allemagne en deux, en creusant la ligne du
MAIN

- ou créer l'Etat tampon de Rhénanie..."

"Aucune de ces deux méthodes n'a été appliquée"

... Devions-nous par conséquent "préparer la guerre ?"

"Non ! garder la paix" ... mais "si la ville oublie vite,
la terre se souvient"

"Souvenez-vous !"

"Aimons la paix, cherchons la paix de l'Europe, même
au prix d'une entente franco-allemande... Mais que le
souvenir nous garde prudents. Ayons sur nos proches
frontières le minimum de sécurité pour vivre tranquilles,
dans le travail et dans la paix" RITZ (L 8.12.29)

C'était tout juste ce que venait de soutenir le général
FONVILLE dans "ACTUALITES"

"Le bouclier est tombé..."

Il est capital de "mettre les bouchées doubles sur la
défense frontalière" (PL 15.12.29)

... Prudence, sécurité, défense frontalière... les préoccupations glissaient vers la chose militaire et le hagar n'y fut pour rien. Ce fut plutôt l'approche de la discussion relative au budget de la guerre, qui fut incitatrice. Déjà (et sans doute) le 5 décembre, la commission de l'armée avait entendu un exposé de MAGINOT :

"Après l'évacuation :

-assurer la couverture

-se défendre contre d'éventuelles attaques aériennes"

(L 6.12.29)

Les députés se rassemblèrent donc le 10 décembre à la Chambre pour débattre du budget de la guerre. Cela dit, avant de les rejoindre, écartons vite les interventions éventuelles de nos représentants (lorrains). Un seul parle, ou mieux, avait parlé le 8... ^{SCHUMAN} SCHUMAN. Non point sur les problèmes de la soldatesque... mais au sujet de la pollution de la MOSELLE...

(L 9.12.29)

A chacun ses préoccupations... Pendant que lui et ses compagnons assistèrent passifs, d'autres députés entrèrent dans la bataille : METZ soucieuse, leur prêta une audience toute particulière...

A FABRY d'abord (le président de la commission de l'armée)

"l'Allemagne dispose d'une armée offensive (malgré le Traité)

"... d'autre part, la mobilité de la Reichswehr est un autre danger"

Quant à la défense frontalière, fabry n'en disconvint pas, mais "si elle cédaient ? ..." "... il faut une couverture solide en regroupant par exemple "des unités de l'intérieur pour une armée plus cohérente", en organisant la possibilité d'une "mobilisation rapide" Enfin : "pas de réduction excessive"

Si FABRY sut retenir l'intérêt de l'opinion messine, il dut toutefois le partager également avec MAGINDOT. D'ailleurs, ce fut de ce dernier que l'on reprit et mit en exergue, l'expression jugée la plus saisissante :

"Nos garanties et notre sécurité d'abord, un plus grand désarmement ensuite" (PM 11.12.29)

Evidemment la formule eut des prolongements :

(...) "il convient aussi de pratiquer une politique de sécurité, car la France ne peut pas oublier le passé"

Et la défense de nos frontières ? "... donner le sentiment au x Français de 1934-35 qu'ils sont protégés

"cela en prévision des "classes creuses (...) du service d'un an" (PM 11.12.29)

... L'autorité, la franchise, la clarté de ces voix en conférant aux débats une certaine prestance, emportèrent les esprits messins satisfaits... Une satisfaction expliqua pourquoi le lendemain une violente colère les fit bondir !

"Le haineux cartel à l'oeuvre !"

"Les gauches refusent le budget de la guerre, mais elles veulent augmenter la solde du soldat. C'est leur manie d'augmenter tout le monde et leur charité bien ordonnée à commencer par eux-mêmes..."

"Máprisable manoeuvre du cartel !" (L 2 articles
12.12.29)

"Assaut contre le cabinet TARDIEU" (M 13.12.29)

Cependant qu'à la Chambre, les discussions continuèrent mais sur d'autres sujets (Intérieur à partir du 16 décembre, Marine les 20 et 21 décembre... etc) qui permirent à quelques moments aux députés lorrains de se manifester. MONCELLE, le 13, pour parler des routes (M 14.12.29), ou SCHUMAN le 21, pour évoquer le rétablissement du tribunal à THIONVILLE...

En somme, une volonté délibérée de ne s'occuper que des affaires spécifiquement lorraines... en ignorant complètement tout le reste (A ce titre, il est tout de même difficile de ne point mentionner ici, et encore en se limitant par exemple au 10 décembre, des discours de FRANKLIN BOUILLON sur le danger allemand et contre la gauche, accusée de "fermer les yeux" ; de FABRY sur les tranchées et les blockhaus de la ligne MAGINOT, "jetés sur le terrain (...) sans aucune espèce de valeur"... Il est indéniable que nos députés régionaux, s'ils étaient intervenus, eussent été écoutés. Mais à la vérité, l'un d'entre eux prit la parole... BERON (indépendant de gauche, député de THIONVILLE OUEST). Celui-ci incrimina la FRANCE de "dissimulation dans le budget de la défense" dans l'intention de "préparer la guerre". Pas un seul lorrain ne vint le contredire...) Ch des députés (10.12.29)

... Recherchant constamment et minutieusement chaque occasion d'insister sur notre politique extérieure, METZ scruta aussi du côté du SENAT. Le 20 décembre, il approuva par 253 voix contre 2, l'action étrangère conduite par notre diplomatie... Unanimité ou presque ! Eh bien même en ce cas, l'on trouva quelques oppositions ! Deux... évidemment !

LEMERY (sénateur de la MARTINIQUE) qui osa affirmer :

"l'abandon du gage rhénan a compromis la sécurité française"

et MILLERAND qui courageusement n'hésita point à critiquer la "politique dangereuse de BRIAND depuis 1925"

(L 21.12.29)

... Pour finir, l'on quitta le SENAT pour s'en retourner fin décembre une seconde fois, à la Chambre, qui en était maintenant au chapitre des affaires extérieures. L'évacuation

toute récente, la préparation de la 2e conférence de LA HAYE autorisèrent à penser à un grand débat de fond...

Dorénavant, prudence et sécurité !

"Préparer la guerre ?" Non ! (...) gardons la paix"
"Si la ville oublie vite, la terre se souvient"
" Souvenez-vous". "Aimons la paix, cherchons la paix de l'Europe, même au prix d'une entente franco-allemande... Mais que le souvenir nous garde prudents. Ayons sur nos proches frontières le minimum de sécurité pour vivre tranquille, dans le travail et dans la paix"

Ce qui pouvait surprendre, c'était la célérité avec laquelle la diplomatie internationale exécutait les problèmes en suspens... On avait à peine signé à LA HAYE, la France venait tout juste d'évacuer la 2e zone, que déjà l'on reparlait d'une nouvelle conférence dans la capitale néerlandaise... La fortune ayant souri par deux fois aux Allemands, cela détermina SCHACHT qui prit immédiatement les devants... L'ampleur de ses succès récents dûs essentiellement à sa personnalité forte et habile fit regimbrer à METZ...

"Contre le plan YOUNG : une manoeuvre du Dr. SCHACHT"
(début décembre)

Apportant "un appui à la campagne des nationalistes", SCHACHT rédigea un "mémoire relatif à l'exécution du plan YOUNG" sorte de "critique acerbe à l'égard des gouvernements étrangers et du gouvernement du Reich" Sous cette forme, SCHACHT prétendit qu'à la première conférence de LA HAYE, l'Allemagne avait "consenti trop de concessions" et qu'il en serait "peut-être de même lors de la 2e conférence de LA HAYE" (...)

"Le gouvernement allemand n'a pas réglé sa politique financière et économique d'une façon qui puisse lui permettre de supporter facilement les charges du plan YOUNG"

" On le savait depuis longtemps !"

Réactions en Allemagne ?

La VORMAERTS dénonça "une manoeuvre politique dirigée contre le gouvernement (...) une action de soutien à l'attaque entamée par la fédération de l'industrie allemande"

Plus expéditive fut la GAZETTE DE VOSS qui condamna l'initiative de SCHACHT, en ce qu'il avait outrepassé ses droits, voulu apporter une aide aux nationalistes, mis ses ambitions personnelles au-dessus des nécessités de la politique extérieure allemande (M 8.12.29). Eclaboussé, le gouvernement allemand ne put se tenir à l'écart plus longtemps et réprova officiellement les déclarations de SCHACHT (M 8.12.29). Metz, peu convaincue de la démarche, resta désormais sur le qui-vive. D'ailleurs, esseulée ou non, la péripétie de SCHACHT permit à l'opinion messine de se préparer, elle aussi, à la conférence. On brasserait à LA HAYE les questions financières du plan YOUNG avec les paiements allemands... soit. Mais attention, pas de simulacres pretextés par les Allemands ! ... Pour la démonstration, on découvrit du solide !

"Industrie et commerce : la revanche de l'Allemagne"

"Notre commerce et notre industrie en péril..."

C'était enfantin : pendant la guerre; l'Allemagne avait été coupée du monde. Depuis la paix, elle ne s'affairait qu'à la reconquête et ce, avec bonheur :

"Balance commerciale positive (...) exportation record"
(...) "invasion économique (...) même en France"

Et tout cela, fondé sur "une prodigalité de crédits des banques allemandes et de la DEUTSCHE BANK"

"D'où vient cet argent ?"

"Nous demandons au président du conseil, nous demandons aux ministres des finances et du commerce, d'ouvrir une enquête sur les faits" (M 10.12.29)

Cela à fortiori quand le Reichstag adopta le 14 décembre, le programme financier du gouvernement (L 15.12.29), puis le 22, un projet financier sur ^{le} fond d'amortissement (L 23.12.29) ... cependant que la ville de BERLIN trop endettée, annonça un gouffre financier... (L 17.12.29). Que se passait-il exactement là-bas ? A la France de prendre garde !

Or, surprise, quelqu'un sembla l'avoir déjà fait à notre place, ou presque ! Mais qui donc ? SNOWDEN ! Celui-là même qui avait sauvé in-extremis la mauvaise et première conférence de LA HAYE... Incroyable !

"l'Allemagne et le plan YOUNG"

"M. SCHWEDEN et les sanctions"

"les Allemands protestent violemment contre l'intention prêtée à SCHWEDEN de réclamer que des sanctions soient prises à l'égard de l'Allemagne pour le cas de non-exécution des prescriptions du plan YOUNG"

... "la fermeté de SNOWDEN (...) ses exigences" mirent un peu de baume au coeur messin !

Si lui, avait fini par comprendre, alors nous...

"Mais il ne faudrait pas que les représentants de la France fassent une obstruction quelconque aux propositions de sanctions que formuleraient M. SNOWDEN...

... nous avons trop cédé, il est temps de s'arrêter !"

(M 21.12.29)

Bah ! on allait vite savoir ce que la France ferait, puisque le 23 à la Chambre, commença le débat sur les A.E. Toutefois, une seule chose embarrassa : l'échec du plébiscite nationaliste contre le plan YOUNG... (L 23.12.29) Cela ne prouvait rien d'autant que le cabinet allemand menaçait culbute... mais certains pourraient s'en servir comme d'un bon argument...

(M 23.12.29)

Comme à l'accoutumée, dans le déroulement des débats à la Chambre, l'opinion messine sélectionna les meilleures interventions allant dans le sens de la résistance aux Allemands... Pourtant, cette fois, il y eut une entorse : la mention du député alsacien GRUMBACH, mandaté par les socialistes. Cela dut être grave...

L'élus ~~de la 1ère circonscription~~ monta le 23 décembre à la tribune. Très vite, il édifia son monde, en soutenant que 1929 n'avait pas été l'année de la soi-disante liquidation... Alors il s'en prit aux détracteurs de notre politique extérieure, en premier desquels FRANKLIN BOUILLON :

"Certains s'efforcent de souffler un vent de panique à travers le pays"

"... je suis donc heureux de voir dans le camp des locarnistes, de ceux qui approuvent aujourd'hui la politique de LA HAYE, des hommes tels que M. POINCARE , M. MAGINOT et M. TARDIEU."

Après l'évacuation rhénane et l'ouverture de négociations sur la SARRE

"Certains s'écrient sur la politique aveugle (...) ce qui se passe en Allemagne (...) les discours du chef centriste KAAS (...) de SCHACHT (...) des progrès nationalistes (...) de l'agression qui se prépare en Rhénanie (...)"

GRUMBACH voulut démolir la thèse de FRANKLIN BOUILLON...

... "exagérations sur les constructions rhénanes (...)

KAAS ? ... "paroles imprudentes inadmissibles..." (...) mais "en France aussi des gens le font (...)"

"KAAS a d'ailleurs admis en 1929 l'article 213 (...) c'est une sécurité"

SCHACHT ? il est intervenu "parce que des puissances étrangères sont intervenues"

Les progrès nationalistes ? ... "autrefois, 8 millions (...) aujourd'hui 5,5 malgré une campagne bruyante et les moyens énormes invoqués par M. FRANKLIN BOUILLON..." dont les déclarations sont "utilisées jusqu'au Reich"

- Réplique de :

FRANKLIN BOUILLON :

"Je n'ai plus qu'à me faire inscrire au parti HUGENBERG ! Soyons sérieux !"

GRUMBACH :

"5,5 millions sur 41 millions d'inscrits" (...)

"Nous avons toujours défendu cette politique de rapprochement, celle-ci a abouti aux accords de LOCARNO, au plan DAWES d'abord, YOUNG ensuite, au paiement de 25 milliards de réparation par l'Allemagne, aux ententes germano-polonaises, germano-tchécoslovaques, à la renonciation allemande sur l'Alsace-Lorraine..."

"Nous faisons une politique au service de la paix et, si cette politique peut servir en même temps à l'Allemagne républicaine et pacifique et à la France pacifique, nous ne nous gênerons pas de dire que nous avons travaillé pour la paix de l'Europe toute entière"

- applaudissements à gauche - à l'extrême gauche

Les Etats-Unis d'Europe ?

"Il faut y lutter même si cela est encore une utopie. La France doit être après tant de souffrances et d'invasions à la pointe de ce combat" (...)

"Après l'effondrement moral et physique de l'humanité toute entière, après la saignée effroyable dont notre pays a été victime, les hommes ont retrouvé peu à peu leur équilibre et lentement, nous suivrons l'organisation même de la paix à réaliser"

"La réorganisation de l'Europe ne sera possible que s'il y a entente étroite entre la France et l'Allemagne, entre la France et l'Angleterre, entre l'Angleterre et l'Allemagne"

"Après l'évacuation de la Rhénanie que nous désirons, après la liquidation du problème de la SARRE dans les conditions prévues qui nous paraît utile, c'est alors que le grand travail constructif pourra commencer, car, en ce qui concerne la collaboration réelle entre la France et l'Allemagne, l'oeuvre reste encore à accomplir" (...)

La riposte de FRANKLIN BOUILLON n'épargna personne !

FRANKLIN BOUILLON fit d'abord observer la similitude de vue entre GRUMBACH et BRIAND. Si fait que malgré l'absence de ce dernier, c'est à lui et à lui seul qu'il voulut rétorquer...

Bien-sûr, expliqua-t-il, personne ne pouvait accuser BRIAND d'agir seul. Un parti existait et qui affaiblissait constamment notre politique intérieure, cependant qu'un autre ne cessait d'amoindrir notre action extérieure... Là-dessus, sentant qu'il était resté confiné dans le vague, FRANKLIN BOUIL-

LON, après avoir redit qu'il avait invariablement manifesté son hostilité au Traité de Versailles tel qu'on l'avait élaboré, précisa et reprocha :

"POINCARÉ n'a pas fait le nécessaire pour empêcher le mal"

"Une création continue..." c'était ni plus, ni moins "tristement vrai"

De là ... "les concessions à nos ennemis (...) la constance dans le sacrifice..."

De là ... "le triste calvaire des conférences..." dont la plus récente, celle de LA HAYE lâchant l'évacuation, avec "perte du dernier élément de notre sécurité"

Fallait-il croire en STRESEMANN ? Après LOCARNO , ses déclarations n'avaient reconnu "aucun engagement pour l'Allemagne" et d'ailleurs la "réalité" dans la diplomatie allemande en était la meilleure preuve. "Tout y passe !". En conséquence de quoi "l'orientation de notre politique allemande (...)" ne devait pas être perçue comme "un effet de notre générosité, mais de notre faiblesse"

"L'étude du passé pourrait cependant vous rappeler la réalité. Savez vous ou avez-vous oublié par exemple, qu'à l'époque de la régénérescence de l'Allemagne de 1806 à 1810, HARDENBERG et STEIN envoyaient à NAPOLEON des membres de la famille royale pour lui répéter : nous sommes partisans d'une politique de paix et d'alliance entre la France. Entre temps, ils préparaient 1813 et 1824 ! VOILA l'exemple à retenir. En fait, jusqu'aujourd'hui, comme l'a dit FOERSTER : "c'est l'esprit de LOCARNO qui sert à renforcer l'esprit de POTSDAM !" Oui, j'ai cru de mon devoir de signaler à mon pays un danger qui grandit chaque jour : je suis fier de l'avoir fait. A toutes les époques de son HISTOIRE, la FRANCE a été le veilleur de la civilisation. Moins que jamais, et pour elle, et pour le monde, elle n'a le droit de s'abandonner à l'illusion et au rêve. La politique de l'évacuation anticipée que vous avez pratiqué doit plus que jamais inciter à la vigilance. Au pays qui après avoir tout sacrifié pour sauver sa liberté et la liberté du monde, croyait avoir droit au repos, nous devons une

fois, hélas ! la triste vérité : "l'heure est venue, il faut veiller"

← applaudissements à droite et sur divers bancs du centre (Ch. des députés 23.12.29)

Quelles fussent les retombées de ce débat à METZ ? L'essentiel fut publié toutefois avec une insistance bien compréhensive aux propos de FRANKLIN BOUILLON qui par la même, en s'en prenant à GRUMBACH regardé surtout comme un socialiste et un briandiste (et non un alsacien) fit le procès d'une certaine politique habile à l'intérieur, niaise à l'extérieur ?

"M. GRUMBACH défend la politique de LOCARNO..."

"l'esprit démocratique gagne chaque jour en Allemagne" témoin "l'échec du référendum"

tandis que "M. FRANKLIN BOUILLON dénonce les tendances belliqueuses de l'Allemagne" (M 24.12.29)

"Violent réquisitoire contre la politique allemande (...) malgré le Traité, l'attitude belliqueuse de l'Allemagne ne fait qu'empirer depuis la guerre"

FRANKLIN BOUILLON "reproche au gouvernement d'organiser le silence pour faire croire que tout va bien et que c'est pour la paix, alors que le maréchal HINDENBURG a prononcé des paroles de revanche" (L 24.12.29)

... Les jours suivants, point d'emballement, parce que le résultat ne ferait aucun doute : l'expression "M. BRIAND a remporté (...) son habituel succès" qualifia le mieux le dédain pour cette continuité réprouvée. Par contre, un peu plus d'animation ensuite. Le 27 décembre reçut la mention : "grand débat à la Chambre" (M 28.12.29)

Cela parce MM MARIN et FRANKLIN BOUILLON avaient parlé, seriné GRUMBACH, et que REIBEL avait lu un message fort passionnant...

"Un mémoire du Maréchal FOCH au président de la République..." et qui "désapprouvait l'évacuation anticipée de la Rhénanie"

Contre le "risque d'invasion" comme en 1914, FOCH avait exhorté à "réorganiser l'armée (...)" à établir un "système de fortifications" (M 28.12.29)

C'était tout à fait de circonstance... puisque le 28, on passa à l'étude de l'organisation de la défense française

"La France pacifique et prévoyante"

"Chambre et Sénat (à mains levées) adoptent le projet de loi sur le mise en état des frontières de l'Est"

(L 29.12.29)

Chose pour le moins bizarre, on releva beaucoup de comptes rendus, mais finalement peu d'attitude de critique...

(PM 29.12.29)

... hormis, les invectives lancées aux socialistes S.F.I.O., trop favorables au rapprochement et non à l'organisation de la défense, et de toute façon trahissant "l'absence de bons Français chez eux" ! (M 30.12.29)

Pourquoi si peu de réflexion au sujet de notre défense frontalière, dont nous étions les premiers concernés ? Discrétion ou manque de confiance ? De tous les députés dont l'opinion messine fit référence, deux ne furent point cités... FLANDIN, pourtant de l'U.R.D. et FAURE.

FLANDIN s'était montré extrêmement percutant :

"... par quel moyen défendra-t-on celles (frontières) du Nord, en se souvenant du passage des Allemands par le territoire belge ?"

... Et FAURE (député INDRE ET LOIRE) avait renchéri :

"les frontières ne serviront à rien dans une nouvelle guerre, car ce sera une guerre d'avions. Les 4 milliards vont être dépensés en pure perte"

(Ch. des Députés 28.12.29)

Les reculades françaises, l'évacuation anticipée au détriment de notre sécurité, des forteresses de béton sans une couverture efficace... METZ demeura dans l'expectative. Pas pour longtemps... mais à cet instant précis, elle entendit surtout éviter une nouvelle catastrophe à LA HAYE ...

Fausse joie, la 2e fois à LA HAYE !

"Pour la liquidation de la guerre, autre chose !"

RITZ (L 4.1.30)

"le front unique des alliés à la HAYE (...) accord
TARDIEU - SNOWDEN" (4.1.30)

"les Allemands s'assagissent" (M 14.1.30)

"les Allemands sont prêts à signer à la HAYE un nouveau
chiffon de papier" (vignette M 19.1.30)

Quelle attitude adopterions-nous à LA HAYE ? Qu'en sortirait-il ?

Avant même les mises en garde, on rebattit sur nos erreurs. Au seuil de la nouvelle année 1930, la bonne affaire, c'était justement de mettre à profit l'heure des bilans...

"L'année 1929 fut, disons le mot, une année de dupes.."

"La France, Angleterre, Italie, Japon, Belgique tombèrent d'accord pour l'ouverture d'une négociation officielle" et qui portait sur trois points :

- "l'évacuation Rhénane et la nécessité d'un règlement complet et définitif du problème des réparations
- la constitution d'une commission d'experts financiers désignés par cinq gouvernements
- " enfin le principe de la constitution d'une commission de constatation et de conciliation"

"Ce fut à l'exécution de la déclaration du 16 septembre que l'armée 1929 fut consacrée..." Et de là "le plan YOUNG (...) la ratification des accords sur les dettes (...) les accords politiques : LA HAYE (...) KELLOG ... etc" (M 1.1.30)

Moralité : l'année passée, nous avons trop lâché et les Allemands trop gagné... notre fermeté défailante devrait donc se réveiller. Pour se faire, on eut grand soin de mettre côte à côte les deux principaux intéressés : eux et nous !

- Eux ? Là encore division selon deux versions... La première et non officielle, sous la forme d'un "article violent du général VON SEEKT" paru dans "un journal de VIENNE"

"la lutte contre le Traité de Versailles, dit-il, doit être la base de la politique du Reich"

... la seconde, officielle celle-ci, du chancelier MULLER, espérant :

"que la conférence de LA HAYE confirmera l'entente des peuples" ; rappelant "l'évacuation" de la 2e zone, puis de la 3e pour juin 1930 ; annonçant une "réforme financière" plus exactement "un assainissement des finances du Reich"

Cependant qu'à BERLIN, eut lieu un

"échange de vues franco-allemand pour mieux se comprendre" Assistaient à la réunion : "des représentants officiels du centre catholique et des hautes personnalités"

"... F. MARSAL, René PINON (rédacteur honorifique de la revue des Deux MONDES, le colonel PICOT, Lefèbvre DIBON (industriel) GIGNOUX (député, directeur de la JOURNEE INDUSTRIELLE..."

"MARX (ancien chancelier) Mgr SCHREIBER (siège épiscopal de Berlin) VON GUERARD (Ministre de la Justice) STEGERWALD (Ministre des voies de communication)..."

Etait-ce de bonne augure ? Sur la tentative, on ne fit pas de commentaires, mais remarquons en tout cas, que plusieurs personnalités du côté français, avaient eu la primeur, au moins le mérite d'avoir été citées à METZ, et ce en bien ! (MARSAL, PINON, PICOT, GIGNOUX notamment). On ne les désavoua donc point... Toutefois et par avance, on avertit catégoriquement ne plus vouloir souffrir d'aucune transaction sur nos droits ?

- Nous !

"Pour la liquidation de la guerre, autre chose !"

"Il y va de nos intérêts nationaux. La "liquidation de la guerre" par l'adoption définitive du plan YOUNG comporte des degrés dont l'incidence est grave pour notre patrie"

"Vis-à-vis de l'Allemagne, la question des sanctions en cas de non paiement des puissances créancières est-elle réglée ? On le croirait à lire les résultats de l'entrevue SNOWDEN - TARDIEU d'hier matin (3 janvier) Tant mieux !"

"M. TARDIEU est parti à LA HAYE avec la confiance du Parlement et du pays. Le malheur avait voulu que, au moment de s'embarquer pour la première conférence, M. POINCARE tombât malade et que M. BRIAND le remplaçât. Cette fois les destinées de la France - nous devrions dire- les possibilités de la France- sont entre bonnes mains"

"Et puis dans le proche lointain, le 21 janvier se profile la conférence navale pour laquelle aucune des grandes puissances ne voudra encourir le reproche d'avoir obscurci l'atmosphère de paix et d'entente"

RITZ (L 4.1.30)

... Saurait-~~on~~ enfin respecter

"les droits de la France ?"

"BRIAND avait parlé de la paix universelle, dont la première étape devait être la liquidation complète de la guerre et le rapprochement franco-allemand (...) il avait trouvé le concours de STRESEMANN" (...)

De la sorte, ils étaient parvenus jusqu'à la conférence de LA HAYE, dont l'application se discutait maintenant.

"BRIAND fut tellement persuadé du succès de cette conférence, qu'il accepta l'évacuation anticipée de la Rhénanie, au 30 juin 1930"

"Aurons-nous une atmosphère plus calme qu'en août dernier ?" FERETTE condamna la duplicité de STRESEMANN (voir sous-partie "la mort de STRESEMANN" référence M 4.1.30) puis s'en prit à CURTIUS "nationaliste beaucoup moins prudent que son prédécesseur et qui a à son actif des déclarations gênantes pour tous ceux qui croient à un très prochain et complet rapprochement franco-allemand, mais qui ne veulent pas que ce rapprochement soit une duperie pour la France" (...)

FERRETE (M 4.1.30)

... Serions-nous à la hauteur de la tâche ? Toute la problématique viendrait de nous et des alliés ! Or, de ce côté, une information rassura un peu... METZ avait déjà évoqué la surprenante réaction de SNOWDEN au sujet des sanctions. Eh bien, le DAILY TELEGRAPH, avant la conférence, sembla confirmer :

"En cas de carence du Reich... La France pourrait soulever la question des sanctions" (M 1.1.30)

Le 3 janvier, TARDIEU conféra avec SNOWDEN sur la question des sanctions (L 4.1.30) METZ respira !

"le front unique des alliés à LA HAYE"

"Rêformation du front unique (accord TARDIEU - SNOWDEN) des trois puissances alliées les plus intéressées : France - Angleterre - Belgique"

"Ce qui permet d'être optimiste pour l'issue de la conférence, ce n'est pas tant l'absence du Dr. SCHACHT qui, jusqu'à un certain point sera un adversaire plus redoutable à BERLIN. qu'à LA HAYE où il est représenté par le sous-directeur de la REICHSBANK, c'est la nécessité dans laquelle va se trouver l'Angleterre de se joindre à la France quand il s'agira de prévoir les sanctions qui devront intervenir en cas de non-exécution du plan YOUNG" (le budget allemand étant déficitaire)

"Par ailleurs, les Allemands qui sont arrivés à LA HAYE inquiets et plein de réticences, ce qui s'explique par la faiblesse du cabinet de coalition actuelle, auront à choisir entre un plan qui allège leurs charges et qui suppriment tout contrôle sur leurs finances et le maintien pur et simple du plan DAWES, dont M. POINCARE n'a sûrement pas dit à la légère, dans l'article qu'il a écrit pour le journal argentin "LA NACION" qu'il signifiait l'ajournement de l'évacuation de la 3e zone aux calendes grecques" (L 4.1.30)

La tenacité de nos alliés et de notre volonté fit merveille ! Dès le trois, la presse allemande ronchonna ou grinça des dents !

"La presse allemande rejette le point de vue français comme "injustifiable, incompatible avec le texte du plan YOUNG et en contradiction absolue avec l'esprit du pacte de LOCARNO"

"La pauvre Allemagne" c'était le seul thème qui leur resterait et dont ils patelineraient ! (M 4.1.30)

Cela dit, un peu partout dans la presse allemande, on retrouvait la critique de l'ALGEMEEN HANDELSBLAD

"sur un soi-disant désaccord franco-allemand, provoquant des sanctions financières et économiques en cas de manquement allemands dans l'exécution du plan YOUNG..." Et "le correspondant du BERLINGER TAGEBLATT" à LA HAYE écrit à son journal que la 2e conférence de LA HAYE n'apportera rien de sensationnel et qu'elle ne fera pas date dans l'Histoire, car les grandes décisions ont été prises à la première conférence lorsque le Dr STRESEMANN avait les rênes en mains" (L 4.1.30)

Nous tenions et les Allemands renâclaient !

Le 4 janvier on perdura !

"La question qui est la plus discutée en ce moment, dans les milieux de la conférence est celle des sanctions. Les Allemands demandent que les alliés leur confirment que, quoiqu'il arrive et quel que soit le sort du plan YOUNG, aucune sanction ne pourra plus être prise entre le Reich et que le droit de réoccupation que l'article 430 du Traité de paix confère aux alliés, ne s'appliquera pas à une carence éventuelle de l'Allemagne en face de ses engagements financiers"

"Les Allemands seraient opposés à l'institution d'une commission ad hoc, commission qui remplacerait la commission des réparations et pour la création de laquelle disent certains, les Anglais et les Français seraient d'accord"

"Les Allemands seraient plutôt partisans de l'établissement d'un tribunal d'arbitrage qui interpréterait les divergences de point de vue pouvant survenir entre l'Allemagne et ses créanciers et entre les créanciers eux-mêmes" (L 5.1.30)

... Pour discuter de cela et de tout le reste, CURTIUS rendit visite, le 4 janvier à BRIAND... METZ commanda :

"Pour qu'il y ait liquidation, même médiocre de la guerre, les projets ne suffisent pas : une conclusion réelle, un plan YOUNG viable sont les conditions nécessaires de la négociation" (Vignette M 5.1.30)

Délégués français et allemands se retrouvèrent encore le dimanche 5 janvier. Derechef METZ morigena !

"Consentir des concessions supplémentaires pour obtenir la signature des Allemands à un plan qu'ils ne paraissent pas décidé à exécuter, serait une duperie

(Vignette M 6.1.30)

... Le plan, c'est-à-dire le projet d'accord "germano-américain sur les réparations" fut connu après sa publication par l'agence WOLF (L 6.1.30)

... Sur l'attitude des Allemands là aussi le savoir progressa..

"Impression à BERLIN (...) La question des sanctions domine (d'après la presse allemande) tous les débats de LA HAYE" (M 6.1.30 - 2e page)

"Premières difficultés et bonne volonté..."

"les Allemands sont anxieux de devoir supporter de nouvelles charges (...) accord pas encore fait sur les mensualités allemandes"

et surtout :

"on apprend que SCHACHT se rendra le 11 à LA HAYE
"pour un "séjour limité au strict nécessaire" !

(L 6.1.30)

Ces petits nuages annonçaient-ils une quelconque détérioration du temps anormalement serein de la HAYE ? Le lendemain, un tout petit coup d'oeil renseigna immédiatement...

"La question des réparations allemandes"

"L'Allemagne et les puissances alliées se sont affrontées hier à LA HAYE. La réunion tendait à élucider certaines difficultés du problème des réparations. Les Allemands voudraient payer les mensualités prévues au plan YOUNG en fin de mois pour avoir le bénéfice de l'intérêt pendant près de 30 jours. Les créanciers pour le même motif, voudraient percevoir les paiements allemands au début du mois" (M 7.1.30)

... Bref, on chicanait sur les détails... le différent était ailleurs !

"les difficultés éclatent à LA HAYE"

"M. TARDIEU met en doute la capacité générale de négocier des Allemands"

"Discussion laborieuse à la commission des réparations allemandes"

"le gouvernement allemand aura le droit de suspendre pour une période de deux années au maximum, à partir de la date des échéances des versements, la totalité ou la partie des transferts de la fraction différable de l'annuité. Mais, à l'issue du moratoire, l'Allemagne doit acquitter les versements momentanément différés. C'est sur la façon dont elle se libèrera de ses paiements que s'est instituée une laborieuse discussion"

- les créanciers de l'Allemagne, en vertu du plan YOUNG, désirant se réserver l'avis de décision sur les arriérés

- les délégués allemands cherchant à

"subordonner le paiement de l'arriéré à l'acceptation par la banque et les gouvernements intéressés des recommandations du comité consultatif spécial institué par le plan des experts"

Là était le risque...

"compromettre le rythme des versements allemands (...) éloigner le paiement des annuités moratoriées"

TARDIEU veilla au grain !

"Une vigoureuse apostrophe de M. TARDIEU"

"Vous assurez que votre engagement solennel d'exécuter le plan YOUNG suffit à lui seul à remplir tous les gages que nous détenions précédemment; Tous ici, nous avons confiance dans l'engagement solennel que prennent les Ministres du Reich présents à nos côtés"

"Pourtant, nos discussions mêmes font apparaître des constatations troublantes. Vous nous demandez d'avoir confiance en vous et vous ne paraissez pas avoir confiance en nous-mêmes"

"Hier, quand il fut question du caractère définitif de l'accord à mettre en vigueur, la discussion a fait apparaître chez vous des intentions inquiétantes. Vous dites que vous acceptez un plan et chaque fois qu'on

veut en préciser l'application, vous refusez. Une telle attitude nous amène à douter de votre capacité générale de négocier. La question devant se poser tôt ou tard, j'aime mieux la poser aujourd'hui car cela peut changer complètement la base de nos travaux"

CURTIUS certifia la bonne volonté allemande, mais ajouta qu'il y avait des limites dans la capacité de paiements de l'Allemagne, si bien qu'il lui était difficile d'accepter de nouvelles charges (L 8.1.30)

De toute manière, FERRETE signala qu'il y avait également une autre raison aux tentatives de blocage des Allemands

"les versements de l'Allemagne"

"Va-t-on abroger l'article 340 du Traité de Versailles qui prévoit toujours la réoccupation de toute une partie de la Rhénanie en cas de violation ou d'inexécution des engagements pris par les Allemands ?"

"Supprimera-t-on toutes les menaces de sanctions ?"

"Aux termes du traité, l'évacuation devait se faire que lorsque les Allemands auraient exécutés d'un façon complète les obligations mises à leur charge par le Traité de Versailles. Mais, n'ayant payé qu'un minimum,

STRESEMANN obtint contre une promesse écrite, des paiements (aux échéances réglées par le plan DAWES) l'évacuation de la 2e et 3e zones de la Rhénanie"

"Nos gouvernements commencèrent par ne pas accepter cette interprétation, puis à titre transactionnel, M. BRIAND permit d'évacuer entièrement la Rhénanie lorsque le plan YOUNG serait complètement accepté"

"Pour les Allemands, cette promesse de BRIAND devait, lors de la première conférence de LA HAYE, être le prélude à l'évacuation totale, mais arriva le gouvernement TARDIEU.

Aujourd'hui, il est admis, du côté de la France que la 3e zone de la Rhénanie ne devra être évacuée que le jour où le plan YOUNG, ayant été ratifié par toutes les nations intéressées, les promesses de paiement prévues par ce plan auront été commercialisées"

"C'est encore une situation très avantageuse que l'on fait à l'Allemagne. STRESEMANN disait lui-même que cet expédient financier ne durerait pas plus de dix années
"M. CURTIUS ne lui accorde pas un délai aussi long"
"SCHACHT ajoute que la situation financière allemande est telle que les Allemands refuseront bientôt de payer et avant trois ou quatre ans, réclameront qu'un nouvel état de paiement soit dressé qui déduira considérablement leurs obligations financières"

"Les Allemands tiennent à discuter du plan YOUNG qui contingente l'évacuation, une fois l'évacuation faite, ils ne pourront avoir d'autre crainte que l'application de l'article 430" FERRETTE (M 8.1.30)

Dès lors, la suite alla de soi...

- "débats animés" au sujet de l'examen" des réparations allemandes" (...)
- "travaux pénibles" (...)
- moins d'optimisme "à BERLIN qu'à PARIS"... (M 8.1.30)

... à LA HAYE, les oppositions de fond finissaient par faire traîner en longueur les travaux ! Mais on avançait et sur douze questions laissées par les experts à la décision des gouvernements, quatre étaient à présent solutionnées

- 1- caractère complet et définitif d'un nouveau règlement des réparations
- 2- fixation de la convertibilité du Reichsmark
- 3- portée de l'accord germano-américain
- 4- mise à la charge des chemins de fer allemands de la taxe des réparations selon des délais précis (L 8.1.30)

Conclusion : on avait déjà beaucoup discuté et l'on pouvait être certain que l'on parlementerait encore fort longuement. Toutefois et à condition que l'on ne fût point pressé, on releva au moins une satisfaction :

"L'unité de front des puissances créancières qui a permis d'enregistrer les premières décisions se maintient absolue et apparaît comme gage du succès final"

(L 8.1.30)

... sous réserve de ne jamais mollir !

"Il appartient aux ministres des Etats créanciers réunis en ce moment à LA HAYE de faire comprendre à MM CURTIUS et MOLDENHAUER que le moment est venu pour le peuple allemand de prendre un parti, de choisir entre les risques d'une politique d'échappatoires et les avantages d'une politique de bonne foi"

JOURNAL DES DEBATS (M 8.1.30)

Et puis ultime pérégrination : on prêta à SCHACHT l'intention de ne pas venir à LA HAYE, à cause de son hostilité tant au cabinet MULLER qu'au plan YOUNG ! (L 8.1.30)

Aucune importance ! Avec ou sans lui, il faudrait ne pas se laisser flechir... car entre leurs plaintes et la réalité toute crue, la marge était plutôt un fossé ! RITZ en donna un bon exemple sous forme d'un petit voyage par l'image à travers le Reich...

"En marge d'un illustré"

"En parcourant les illustrés allemands qui montrent de très belles réalisations accomplies : urbanisme, sport (...) à BERLIN, HAMBURG...", le tout avec beaucoup "d'ordre" il est aisé d'y déceler le poids des "dépendances somptuaires dans les villes"

(...) "Enfin rien d'étonnant encore à ce que, à LA HAYE, les délégués allemands reviennent sans cesse sur la capacité de paiement de l'Allemagne. Ils sont sincères, ces messieurs en réclamant que le citoyen allemand ploie l'échine sous la charge des impôts de tous genres : nous venons de voir brièvement ce qu'il en était des villes, le reste est à l'avenant"

"Pourtant qui a dit aux municipalités allemandes d'aller ainsi de l'avant ? La liberté fiscale, presque sans contrôle dont jouissent les villes allemandes, si elle n'est pas tempérée par des municipalités prudentes, peut conduire à des abîmes. M. TARDIEU pourrait demander à M. CURTIUS qui est le grand coupable de cet état de chose en Allemagne"

"Ce n'est certainement pas la France. Ce n'est ni le plan DAWES; ni le plan YOUNG. La France qui a avancé 100 millions pour reconstruire ses pays dévastés, n'a pas fait les folies des villes et des états allemands"
"Nous comprenons les embarras allemands à LA HAYE, mais qu'y pouvons-nous ?" (RITZ (L 9.1.30)

Le 8 janvier, le front allié tenait toujours !

"Cette fois, l'accord est complet entre les alliés, les Allemands qui tentent à chaque fois l'échappatoire, ne réussiront pas cette fois"

... De BERLIN, l'expert KASTL et le secrétaire d'Etat aux finances apportèrent les toutes dernières directives... Du même coup, on reparla de la venue de SCHACHT... Dont l'avis, aux dires des délégués allemands serait

"important à requérir... et en Allemagne, éviterait ses critiques qui dressent l'opinion publique contre eux"

(M 9.1.30)

Côté français, notre délégation se concerta afin d'envisager une action dans l'hypothèse de manquements allemands.

"Le gouvernement français voulait un tribunal d'arbitrage spécial (...) les délégués allemands étaient contre" défendant que la cour internationale de Justice suffisait (L 9.1.30)

L'incompréhension entre leurs visées et nos propositions formelles déclencha la presse allemande...

"Un assez grand nombre de journaux allemands prétendaient qu'un nouveau plan remplacerait tôt ou tard le plan YOUNG et que les obligations assumées par le Reich seraient encore une fois allégées. Si nous cédions, que nous resterait-il ?" (Vignette M 9.1.30)

"La paille et la poutre... la presse berlinoise ignorant sans doute le chantage que l'Allemagne essaie d'exercer sur nous, part en guerre contre TARDIEU" (Tardieu qui avait revu MOLDENHAUER le 9) (M 9.1.30)

"Après la déclaration de TARDIEU (...) les journaux allemands (...) parlent de tension"

"Les organes nationalistes perlent de crise..."

"La presse libérale et de gauche..." émet des "considérations pessimistes"

"L'organe démocrate, BERLINER TAGEBLATT souligne les difficultés, mais pense qu'elles ne seront pas de taille à mettre en danger le cour de la conférence..."
En revanche, "il s'indigne de la tentative d'intimidation de TARDIEU"

"la GAZETTE GENERALE D'ALLEMAGNE parle d'un rude coup, conséquence d'une politique manquée "du gouvernement allemand les derniers mois, situation exploitée par une forte personnalité comme TARDIEU"

"Difficultés" développées par la GAZETTE de VOSS et la VORWAERTZ (...)

"La GERMANIA parle de crise et du plébiscite insensé de HUGENBERG" car maintenant les Français "cherchent à faire valoir qu'un premier essai de déchirer le plan YOUNG a déjà été fait avant même qu'il soit entré en vigueur" (L 9.1.30)

Par bonheur, la hargne et la grogne des Allemands ne réussirent point à nous émouvoir... La réponse de la délégation française fut sans appel :

- notification sur le bienfondé d'une "condition de confiance réciproque";

--"aucune incidence" sur les pourparlers...

- "TARDIEU rappelle à la délégation allemande l'inconvénient de faire traîner les discussions sur un trop grand nombre de détails..." tout cela "pouvant nuire au succès de la conférence" (M 9.1.30)

"De LA HAYE à PARIS", METZ louangea TARDIEU et "sa fermeté" TARDIEU avait eu raison ! Au fond, à cause de l'énormité des charges financières pesant sur les Allemands, ceux-ci seraient fatalement amenés à composition !

"Il n'est d'ailleurs pas exact que la France tressaillerait d'allégresse si le plan YOUNG se trouvait enterré. Les derniers débats qui ont eu lieu à la Chambre et au cours desquels la thèse de M. Paul REYNAUD s'est heurtée à celle de M. FRANKLIN BOUILLON ont permis de constater

un désir général de réorganisation de l'Europe sur la base d'un rapprochement avec l'Allemagne. Mais bien entendu, cela suppose de la part de celle-ci de la bonne foi et de la bonne volonté et c'est parce l'attitude de MM CURTIUS et MOLDENHAUER manquait de netteté et de franchise nécessaire que M. TARDIEU a fait cette sortie dont les Français ne seront pas seuls à lui être reconnaissants" (L 9.1.30)

Etait-ce la fin de l'orage ... ?

"La conférence de LA HAYE va vers son achèvement normal" (...)
"A l'arrière plan se profile la conférence navale de LONDRES" (L 10.1.30)

Toutefois, après avoir dit cela, on sut modérer tout emportement excessif.

"Des difficultés sérieuses se sont élevées à LA HAYE au sujet du règlement des réparations allemandes"
(M 10.1.30)

"Les travaux de la commission des réparations avancent lentement" (L 10.1.30)

"La note de M. TARDIEU sur les sanctions à prendre en cas de carence du Reich a été mal accueillie par la délégation allemande. Le président de la délégation française a eu une entrevue avec M. CURTIUS" (...)

"... les débats sont toujours laborieux et pénibles"
(M 10.1.30)

le "2e acte" venait de commencer !

Alors attention, sinon :

"Un jour nous paierons tout ce que l'Allemagne n'aura pas payé" (M 10.1.30)

"L'ordre nouveau qu'on a voulu créer à Versailles, aurait dû comme vin nouveau, être cerclé de fer, au moins pendant la période de fermentation. Le tonneau disjoint fuit et le contenu s'aigrit" (ULYSSE dans "FIGARO")
(M 11.1.30)

... Les jours passant, FERRETE constata que les progrès étaient très lents

"La discussion sur la date des versements allemands sera reprise le 12 avec le Dr. SCHACHT (...) malgré les dif-

ficultés pendantes, BRIAND revient à PARIS"

... On traînait et c'était mauvais signe... sauf pour les Allemands constamment à l'affût d'un mauvais coup

"Un instant exploité avec malveillance"

"Les Allemands cherchaient depuis le début de cette conférence de LA HAYE un prétexte pour se prétendre les éternels sacrifiés et pour faire appel au monde entier, comme ils ont coutume de le dire, de l'attitude violente que les alliés ou que certains d'entre eux ont coutume de prendre dans toutes les conférences relatives à la question des réparations"

"On sait cependant que chaque fois que nous nous sommes rencontrés avec l'Allemagne, depuis le Traité de Versailles, et notamment à SPA, à LONDRES, à GENEVE, à LA HAYE nous leur avons toujours consentis d'énormes concessions. Mais plus on leur donne, plus ils exigent. Aussi, l'autorité de M. TARDIEU, le front des alliés les ont déconcertés"

"Et puis l'arrivée de M. le Dr. SCHACHT, annoncée, démentie, annoncée à nouveau, puis retardée, rend quelque peu nerveux les délégués allemands, peu sûrs d'eux-mêmes, ainsi que nous l'indiquions dans nos derniers articles, et qui redoutent beaucoup de la venue de ce censeur sévère, bien documenté sur la situation financière du Reich et nettement hostile au ministre Hermann MULLER"

FERRETE (M 11.1.30)

Puisque chez eux le doute était maintenant semé, nous devions nous pouvions leur résister...

"La France, dès le début, a mis toute sa force et toute sa volonté pour y participer. Elle possède aujourd'hui grâce à l'harmonie sociale et au redressement intérieur qu'elle a su réaliser, des moyens accrus et une volonté" (L 11.1.30 - 3e page)

Encore eût-il fallu compter sur la solidarité alliée...

"Entre LA HAYE et LONDRES, l'Union plus que jamais nécessaire"

"Si l'on évite la crise de LA HAYE, c'est dans la perspective de la conférence de Londres" ... à dessein de ne pas "troubler l'atmosphère politique"

... Là-bas, les cinq puissances navales y parleraient désarmement... limitation du tonnage.

"A LA HAYE, TARDIEU a bien défendu les droits si réduits déjà de la France. Il l'a fait sans heurts, sans brusqueries, pas du tout à la SNOWDEN, malgré ce que prétendent la plupart des journaux allemands ; mais encore il n'a pu ainsi parler que parce qu'il avait derrière lui la confiance du Parlement et encore davantage celle du pays"

"A Londres (...) ce sera plus délicat (...) il y va de la défenses de nos côtes (...) la conférence se déroulera entre pays amis"

"C'est en ces jours que l'esprit national bien compris, doit faire taire toutes les oppositions et apaiser toutes les divisions"

RITZ cita BARRES... puis espéra qu'après LA HAYE "l'effort du contribuable français qui en a marre "fût allégé (...)

"L'union est nécessaire au plus haut degré !"

RITZ (L 11.1.30)

Le 11 janvier prouva que l'aide anglaise était impérative... et que la France avait grand besoin d'énergie et de patience...

"L'offensive allemande contre le plan YOUNG" (M 12.1.30)

"Un vif débat s'est engagé hier sur la question des réparations allemandes (M 12.1.30)

"Journée mouvementée à LA HAYE" (L 12.1.30)

"On traîne en longueur (...) la question des sanctions n'est pas réglée, plutôt par l'opposition allemande" Aux propositions alliées, les Allemands opposent "la suppression totale des sanctions" (M 12.1.30)

Heureusement, l'entente franco-anglaise consolidée contre-attaqua !

"MM TARDIEU et SNOWDEN exigent d'une façon péromptoire que la délégation allemande précise son attitude"

... Et après les considérations inacceptables de MOLDENHAUER sur le moratoire, SNOWDEN hors de lui, trancha :

"Si aimable que soit l'hospitalité hollandaise, nous ne pouvons tout de même pas passer notre vie à LA HAYE"...

"C'est très simple, nous allons inscrire nos solutions dans un projet de protocole, nous vous le remettons et vous nous ferez savoir si vous l'acceptez ou si vous le repoussez" (L 12.1.30)

Pris de court, les Allemands se déclarèrent prêts à remettre un mémorandum sur les diverses questions en litige... à nouveau on reparla de SCHACHT ! (M 12.1.30) METZ les confondit par l'une de ses propres déclarations...

"Nous voulons faire une politique financière et économique, ainsi qu'une politique d'emprunts, telle que nous ne pourrions pas payer, parce que nous ne voulons pas payer" Paroles prononcées par le Dr. SCHACHT le 5 juin 1929 (Vignette M 3.1.30)

Puisque les juges avaient unanimement condamné les accusés, à METZ, on espéra que cette fois les Allemands baisseraient la tête. C'était le 12, dimanche et jour de repos à LA HAYE, était-ce le dernier répit avant le verdict ? On le pensa

"La conférence de LA HAYE est entrée dans sa phase décisive" (L 13.1.30)

"Les Allemands s'assagissent"

On répéta la fermeté de TARDIEU

"quand il a dénoncé en termes aimables, mais énergiques selon sa coutume (...) l'absence de franchise de la délégation allemande, dont les membres se défilèrent toujours lorsqu'il s'agissait de prendre parti, et qui semblaient être dominés par des préoccupations d'ordre intérieur plutôt que par le désir de régler au plus vite les derniers détails du plan YOUNG"

La déclaration de SNOWDEN avait été "plus brutale encore"

"Elle compléta heureusement la précédente au bon moment"

... Et nonobstant les critiques de la presse allemande contre TARDIEU, FERRETE assura que face à la menace de réoccupation les allemands comprendraient le danger d'une rupture de la conférence (M 13.1.30) Bernique ! SHCACHT était arrivé !

"Le Dr. SCHACHT provoque un incident en refusant catégoriquement le concours de la Reichsbank à la Banque internationale" (M 14.1.30)

A peine arrivé à LA HAYE, il avait tenu des discussions extrêmement vives avec les représentants allemands dans son hôtel... (M 14.1.30) Puis, à la conférence, après l'étude du moratoire et des "gages négatifs", lorsque les délégués avaient abordé le problème de la mobilisation de la dette, il avait lancé son altercation...

Finalement on l'avait fait céder...

RITZ en tira une leçon !

"Le dictateur SCHACHT"

"le fond de la question"

"Il a conquis peu à peu une sorte de pouvoir dictatorial (...) On lui reproche en Allemagne d'avoir fait de la Reichsbank grâce au nouveau règlement, une puissance indépendante de l'Etat où les hommes et les pouvoirs de droite auraient la majorité (...) d'où la levée des boucliers de la gauche"

"Le fond de la question"

"Le Reich peut-il payer les réparations, le Reich veut-il les payer ?"

"Si le gouvernement allemand continue sa politique de dépenses exagérées, il lui sera difficile de payer"

"Dilemme ?"

"Le gouvernement de gauche ne peut pas payer, le gouvernement de droite ne voudrait pas payer !"

"Un bon conseil : les Allemands n'ont qu'à faire comme les Français. En 1926, la France elle aussi grâce à son gouvernement de gauche, se trouvait au bord de l'abîme financier. Elle s'est rangée derrière un gouvernement de concentration avec M. POINCARÉ" RITZ (L 14.1.30)

Alors désormais, plus d'impair de leur part !

"L'Allemagne doit montrer qu'elle n'envisage pas le plan YOUNG comme un expédient dont elle pourra tirer le meilleur parti pour se soustraire à un moment donné à ses

obligations" (M 14.1.30)

Pressé de toute part, SCHACHT s'inclina le 14 !

"Vers la fin de la Conférence"

"M. SCHACHT a signé la participation de la Reichsbank à banque internationale"

"L'incident SCHACHT est passé !" (L 15.1.30)

Et cependant que la presse allemande fulmina contre lui...

(DEUTSCHE ALLGEMEINE ZEITUNG, BERLINER TAGEBLATT, VORWARTS...)

la GERMANIA allant jusqu'à clamer : "le gouvernement doit combattre le Dr SCHACHT"... POINCARE sortit de l'ombre, avertit

"On n'a point à se dissimuler que sont apparus au cours des débats de LA HAYE plusieurs incidents inquiétants pour l'avenir" (M 15.1.30)

... Dès lors, METZ se mit à douter... Certes, sur le moment, l'accord final ne faisait plus aucun doute : question de jours, le temps de rédiger. Et FERRETE en profita pour revenir sur le

"dégonflement du Dr. SCHACHT"

"SCHACHT a voulu saboter le plan YOUNG, CURTIUS et MOLDENHAUER ont réagi, l'Allemagne a tout gagné : allègement des réparations, évacuation de la 3e zone" (...)

"SCHACHT a abusé de l'indépendance de la Reichsbank pour faciliter la politique excessive des groupements nationalistes allemands" ... au risque de "dépréciation du mark" rendant dans ce cas "difficiles les paiements allemands" (M 16.1.30)

En somme, pour vaincre SCHACHT, on avait confirmé l'évacuation... (Sur le problème de notre sécurité et de la défense de notre frontière, on publia l'étude du lieutenant colonel CHENET (M 16.1.30))

On s'était vite satisfait de la valeur des accords financiers Louis DUBOIS, député de la SEINE" en mesura la portée...

METZ ne croyait plus !

"Point d'action sans directives"

"Le plan YOUNG et la mobilisation de la dette allemande"

"Le comité des expert (institué en vertu de la décision prise à Genève le 16 septembre 1928, a élaboré un plan qui doit assurer le règlement complet et définitif du problème des réparations" (...) (plan YOUNG)

"... qui réduit le montant de la dette allemande et ne fixe pas ce montant en capital (...) il fixe seulement le nombre et le montant des annuités que l'Allemagne devra payer"

(37 annuités de 1988 millions de marks ou
22 annuités de 1564 soit 59 milliards)

"Les 37 premières comportent chacune une part dite "inconditionnelle" de 660 millions de marks or (...) qui ne peut en aucun cas être reportée, ce qui doit les rendre pour cette part plus ou moins mobilisables, autrement dit permettre de créer des obligations correspondant au capital qu'elles peuvent représenter, obligations susceptibles d'être émises sur le marché international"

"La France sur cette somme a droit à 500 millions"

"En présence des aléas que peut courir le recouvrement de notre créance pendant la longue période des annuités, on conçoit que cette "mobilisation" assurée soit pour nous une condition sine qua non de "l'acceptation du plan YOUNG"

"Comme l'avait dit POINCARÉ le 27 juin :

"Nous ne pourrions accepter le plan YOUNG qu'à la condition d'une part qu'il soit bien entendu que nous obtenons la mobilisation, en fait qu'elle non seulement réalisable mais réalisée..."

"Le 28 juin, M. CHERON, ministre des Finances, dans une note écrite confirmait cette manière de voir"

"Comme l'a indiqué M. le président du Conseil, la mobilisation des obligations de réparation est, du point de vue de l'avenir des paiements de l'Allemagne, une nécessité absolue"

"Malheureusement on en est quelque peu revenu de ces affirmations catégoriques, produites à un moment où il s'agissait surtout d'enterrer la ratification des accords de WASHINGTON et de LONDRES sur nos dettes de guerre"

"A la première conférence de LA HAYE au mois d'août dernier, pas un mot ne paraît avoir été dit sur la mobilisation éventuelle de la dette allemande"

"On sait, il est vrai, resaisi à la seconde conférence qui se tient présentement au même lieu, mais seulement pour envisager la mobilisation de la "première tranche" du capital représenté par les annuités "inconditionnelles autrement dit, non sujettes à moratoires"

"Quelle pourra bien être cette "tranche" ? J'ai lu quelque part : 800 millions de marks or, soit environ 4 800 millions de francs actuels"

"C'est un chiffre dira-t-on. Bien faible à mon avis"

"Ne pas oublier que, rien que pour la réparation de nos seuls dommages aux biens, nous n'avons pas dépensé moins de 200 milliards de francs actuels"

"Le temps me manque ainsi que l'information nécessaire pour en dire aujourd'hui davantage"

Louis DUBOIS (Député de la Seine)

(L 18.1.30)

"A LA HAYE, l'accord est réalisé sur la mobilisation de la première tranche du plan YOUNG"

(n'arrivant pas à un accord complet, la Commission des réparations orientales continuera ses travaux à Paris"

(L 18.1.30)

Tant voulu pour la défense définitive de nos intérêts... tant regardé comme un haut fait d'armes face aux Allemands... on finit par se rendre compte que l'accord réalisé pêchait par manque d'audace... Oui, c'est vrai, on livra en détail le libellé des accords. Oui, c'est vrai, on donna le récit des va et vied diplomatiques, des congratulations de personnalités la mine souriante... (PM 18-19-20-21/1/30)... mais on eut aussi le courage d'en accuser les vices...

"Les Allemands sont prêts à signer à la HAYE un nouveau chiffon de papier" (vignette M 19.1.30)

... et sur l'affirmation une preuve essentielle fut approtée...

"L'économie allemande glisse sur une mauvaise pente"

"le Dr. SCHACHT l'a fait remarquer" (...)

"les dirigeants du Reich ont en effet une tendance à multiplier le nombre des emprunts extérieurs au lieu

de provoquer comme nous l'ons fait en France dès la rentrée au pouvoir de M. POINCARE en 1926, une politique d'impôts élevés, dont une grande partie doit servir à des amortissements" (...)

"Les gros industriels allemands qui exercent une grosse influence sur l'opinion du public au moyen des journaux dont ils disposent, vont accepter le plan YOUNG, pour éviter de discréditer l'Allemagne et de lui faire perdre complètement la confiance que pourraient encore avoir en elle les nations prêteurs d'argent" (M 19.1.30)

Le 23 janvier, le cabinet de BERLIN approuva le plan YOUNG... mais se divisa sur le sort à réserver au Dr. SCHACHT !
(M 24.1.30)

Désormais, la ratification serait assurée...

Durant un laps de temps, on avait failli croire au bon sens de l'accord... erreur. Récalcitrants, les Allemands avaient fini par accepter... mais accepter quoi, sinon pour les apparences et plutôt les atténuations.

Rien ne changerait donc... Veiller, veiller encore, voilà ce qui parut être la façon la plus habile afin de prouver les vices de forme des accords conclus ou en voie de validation. Au fond, les Allemands restaient ce qu'ils avaient toujours été, et nous, nous pensions à les ménager en évacuant prochainement la 3e zone... C'était un mauvais calcul, d'autant qu'à LONDRES, la conférence sur le désarmement naval montra que nos rapports avec les alliés étaient fébriles...

(Ouverte le 21 janvier, dès le 22 on releva des "divergences dans les points de vue français et anglais" (M 22-23.1.30)
Quelques jours plus tard... Rien n'avait évolué favorablement.

"Pour le moment, la France, l'Italie et le Japon possèdent tout juste les flottes qui leur sont indispensables. Que les Etats-Unis et l'Angleterre s'arrangent en se basant là-dessus !" (M 25.1.30)

Début février, on discutait encore... (PM)

De même, au début mars... (PM dans les pages intérieures!)
si fait qu'à la fin du mois "le pessimisme" sembla régner maître sur la conférence de LONDRES (L 23.3.30)

"La conférence de Londres à la recherche d'une formule..."

(L 29.3.30)

En avril, elle finit par "végéter" ! (L 5.4.30 et fut "liquidée" par l'"ANGLETERRE et l'AMERIQUE" au milieu du mois...

Non, de ce côté, rien de nouveau advint et qui eût peut-être réussi à consolider le front allié dont on avait parlé à un certain moment)

Une fois encore, la France se retrouvait seule devant nos anciens ennemis. Et maintenant... que devons-nous faire ? Attendre sans dire l'évacuation ? Deurrer au rapprochement ? METZ fut bonne conseillère !

Et maintenant ?

Et maintenant ? On pouvait se dire qu'après la conférence, la France devrait probablement travailler au rapprochement. Un autre avis amena plutôt à penser qu'on eût mieux fait d'agir avec prudence et retenue... Bien sûr, on avait réussi à signer quelque chose à LA HAYE... Toutefois, très rapidement, on finit par se persuader que ces nouvelles dispositions n'étaient que piètres figures, à les confronter au lourd passif de la réalité des faits... Les fausses joies, la 2e fois à LA HAYE, la proche ratification, l'évacuation à moyen terme, nos relations scabreuses avec les alliés, le tout sur un fond de crise économique en Allemagne, crise dont on commença à parler avec une réelle inquiétude... (nous y reviendrons) Toutes ces considérations parurent singulièrement nuire à l'entente. Sans doute, il tenait aux Allemands de nous manifester leur bonne foi... à LA HAYE, leur attitude répulsive avait choqué, jusqu'aux Anglais. Inépuisablement, METZ entendit dévoiler d'autres preuves sur l'impossibilité de toute confiance en eux...

Les premières pièces justificatives que l'on versa au dossier de leur duplicité, eurent un caractère proprement militaire. On les révéla au fur et à mesure de la conférence de LA HAYE... entre le discours des délégués allemands et l'inspiration de l'Etat Major du Reich, il existait peut-être quelques ambiguïtés... ! Et ce fut justement ce que l'on découvrit avant la mi-janvier, alors qu'on discutait âprement à LA HAYE...

"Perspectives décourageantes"

"Pierre FAU" cita et commenta un article récent de VON SEECKT, qui avait été publié dans le MERCURE DE SQUABE. Sans même s'interroger sur la portée éventuelle de ses affirmations, le général avait commandé :

"L'Allemagne doit redevenir forte !"

"La première mission est de créer cette force"

FAU limita ses jugements au recours d'une prudence obligatoire (PL 12.1.30). Il y eut plus percutant... Le 14 janvier, POINCARE était intervenu pour clamer une mise en garde sur les résultats d'une conférence qui n'était même pas achevée... Le 15, un important article avait paru dans le MERCURE DE FRANCE... METZ le reprit le 16... on avait dû parler évacuation à LA HAYE...

"Notre sécurité, l'organisation des frontières"

Le lieutenant colonel CHENET toucha immédiatement les objectifs visés...

Il décela des "retards" pris dans la conduite des travaux sur la ligne MAGINOT.

Reprenant en partie, l'interpellation de FRANKLIN BOUILLON du 5 novembre à la Chambre, il dénonça la

"volonté offensive des camouflages exécutés par les Allemands en zone occupée (...) voies de chemin de fer, routes, ponts..."

Il apporta des exemples...

"... afin que 20 trains soient lancés vers THIONVILLE et la région minière de LONGWY."

"... avant guerre, il y avait 26 ponts sur le Rhin, malgré l'interdiction, 10 nouveaux ponts ont été cons^t

truits"

"...création d'un train automobile militaire"

"... un plan a été créé pour faire de même à la frontière polonaise"

"...étude pour la construction de cinq autostrades : COLOGNE-FRONT BELGE, COBLENCE-FRONT BELGE, MAYENCE et MANHEIM- FRONTIÈRE DU LUXEMBOURG et la nôtre"

"Remarquons en passant qu'il résulte de ces indications que c'est vers la frontière belge et luxembourgeoise qui constitue une trouée non protégée, que porterait l'effort principal des Allemands. On se croirait reporté où l'on pouvait voir les Allemands préparer, comme l'expérience le pouvait peu après, l'invasion de la Belgique et de la trouée MONTMEDY - CHARLEVILLE..."

"Ces préparatifs allemands en Rhénanie, faits à notre barbe ne sont d'ailleurs que les répétitions de ceux découverts par les alliés à la frontière polonaise et vers KOENIGSBERG en 1925 et détruits partiellement seulement par les alliés. L'indulgence, pour ne pas dire plus, dont nous avons fait preuve à ce moment, n'a pu encourager les Allemands, et on peut être certain que aussitôt notre évacuation de la Rhénanie terminée, ces travaux vont reprendre de plus belle"

"Le 8 novembre 1929, BRIAND redevenu Ministre des A.E., a déclaré n'avoir pas manqué de clairvoyance"

"BRIAND exagère"

"... il a parlé de l'esprit de LOCARNO, du rapprochement franco-allemand et de la paix (...) couplets habituels"

Malgré BRIAND, la France a lâché des "abandons successifs"

Dans ces mémoires, CLEMENCEAU les avait déjà déplorés

(M 16.1.30)

Et puis, la toute dernière vérité sur leur préparation d'actions de guerre. On venait de quitter LA HAYE... on discutait du désarmement naval à LONDRES...

"Les relations suspectes de certains chefs de la Reichswehr avec l'armée rouge"

"Le journal ABEND AM MONTAG poursuivant ses révélations sur certaines relations existant entre certains militaires de la Reichswehr et de l'Armée rouge, attire l'attention du public allemand et celle du ministère de la Défense Nationale sur le séjour prolongé qu'ont fait récemment en Russie deux généraux de la Reichswehr, les généraux THOMSEN et LUDWIG"

"Le général THOMSEN était pendant la guerre, le chef de l'aviation allemande et le général LUDWIG est actuellement chargé, à titre de premier expert, des armements de la Reichswehr"

"Et le journal pose la question suivante :

"Est-ce que ces deux généraux sont allés en Russie, chargés d'une mission par le ministre de la Reichswehr ? Sinon, quel était le but de leur voyage à MOSCOU et de leur séjour prolongé en Russie soviétique ?"

(M 4.2.30)

... Un élément fortuit permit sans doute de répondre sur quelques une des volontés de GROENER. Lorsque le 6 février, le Reichstag, évoquant déjà la ratification, aborda les discussions relatives au budget, on vit un signal... GROENER ignore, ou presque, les visions économiques extrêmement pessimistes de MOLDENHAUER, et réclama après le croiseur cuirassé A, la construction du croiseur B. A Londres, on s'éternisait encore sur les questions navales... (M 7.2.30 - 2epage)

Non, personne ne devait entraver la sécurité de l'Europe ; l'Allemagne jouait double jeu ! Nous devons rester sur nos gardes...

"La bonne volonté française est manifeste, éclatante, extraordinaire"

"Mais là où les français sont disposés à se targuer de générosité, les Allemands voient un aveu de défaite, un aveu de faiblesse, un aveu de crainte"

"Faut-il rechercher la guerre ?"

"Non, quoiqu'en disent les partis français de gauche qui affectent bruyamment de croire que c'est la guerre que nous voulons"

"Confier la décision d'un problème aussi colossal que celui des rapports franco-allemands aux aveugles intuitions des partis, équivaut à jouer la chose à pile ou face. Et coici remise en question, non seulement la politique intérieure, mais toute la politique. Nous sommes perdus, noyés, débordés" REVIRE (L 23.1.30)

REVIRE défenseur passionné de l'hypothèque sarroise, signa ici un premier éditorial d'une longue série intitulée

"Du problème sarrois aux rapports politiques franco-allemands"

A ce moment, la France négociait le problème sarrois (nous y reviendrons...) ou mieux le bradait aux Allemands. REVIRE refusa notre indifférence. Acrimonieux, virulent, il entreprit alors de condamner rien moins que l'action diplomatique française, dans la plupart de ses égarements... Après tout, il n'y avait comme il n'y a que les vérités qui ne sont jamais bonnes à dire !

Fait juge ou incorruptible, il poursuivit son procès en rappelant qu'en 1914, notre situation diplomatique était forte, notamment avec l'alliance russe. Après la guerre, on avait voulu "prendre le germanisme à revers" en contractant des alliances avec des Etats "ressuscités" (...) "Pologne, Tchécoslovaquie, Roumanie". Oui, mais leur développement était encore à faire, d'autant qu'ils étaient "pris à revers par la Russie" (...)

... Depuis quel constat de faiblesse...

"Alors la nouvelle situation diplomatique de la France semble très grave : les Etats-Unis sont retournés à leur splendide isolement ; les Anglais les imitent et sentent trembler sous leurs pieds les fondements de leur pouvoir ; l'Italie se complait dans une attitude équivoque. Nous avons perdu nos grands alliés ; nos "petits alliés" ne peuvent les remplacer. Nous restons seuls, 40 millions de Français en face de 65 millions d'Allemands qui seront demain 70, lorsque l'Anschluss sera un fait accompli. Que reste-t-il sinon le rapprochement franco-allemand ? Puisque nous devons être irrésolument mangés, mieux vaut l'être pacifique, écono-

mique que les armes à la main"

"Telle est l'affreuse mentalité que l'on rencontre maintenant en France, représentée dans presque tous les partis politiques"

"Devant le Reich, ce "jeune athlète" d'aucuns pleurent sur la France "ce pauvre pays". Alors voilà pourquoi l'on nous affirme que toute autre politique que celle du rapprochement franco-allemand est impossible et inimaginable"

"Ceci est faux"

- "Il y a la force navale française. Il faut espérer que l'actuelle confiance de LONDRES nous laissera au moins cette suprématie"
- "L'Allemagne elle aussi a ses ennemis et derrière une façade brillante, de profondes causes de faiblesse"
- "Tels sont nos atouts naturels. Il en est d'autres plus importants encore, qu'une politique habile pourrait nous procurer. Car enfin qui donc aurait osé espérer l'alliance anglaise au lendemain de FACHODA ? Et qui donc aurait osé espérer l'alliance italienne au temps de CRISPI ? La fameuse triple alliance n'existe tout de même plus, et l'Italie a un intérêt vital à l'indépendance autrichienne, car le jour où les Allemands du Nord apercevront TRIESTE du haut du BRENNER, ils se sentiront sans doute fortement attirés par l'éclat du soleil méditerranéen".

"Ceci sont des jalons, il faut persévérer"

REVIRE (L 29.1.30)

... Après ce nouveau coup de semonce signé REVIRE, on choisit des informations circonstanciées capables de confirmer la démonstration et l'orientation envisagée de notre action diplomatique

1er février : "Contre le plan YOUNG"

"Le nouveau cabinet nationaliste de THURINGE (...) contre la voix du ministre populiste BAUER (...) a chargé son représentant au conseil d'Empire de voter contre l'acceptation du plan YOUNG" (L 1.2.30)

2 février : à la conférence de LONDRES. En exagérant quelque peu la mise, il fut constaté que "la prépondérance M. TARDIEU et les méthodes françaises s'affirmaient et s'imposaient" (L 2.2.30)

De la fermeté, de la fermeté, et encore de la fermeté...
c'était de la sorte qu'il nous faudrait agir !
Pendant que les uns dénoncèrent les relations de la Reichswehr avec l'armée rouge (M 4.2.30) ou bien l'attitude de GROENER au Reichstag (M 7.3.30), REVIRE persévéra !

(...) "Il faut l'alliance allemande pour deux raisons :
- parce que nous n'avons rien à revendiquer à l'Est
- parce que nous voulons vivre en paix"
(...)

"Mais comme nombre d'indices nous amènent à penser que peut-être les Allemands en général ne sont pas absolument dans le même état d'esprit que nous, nous estimons quelques précautions nécessaires"

"L'Allemagne manque de frontières naturelles. A l'Est les Polonais dont elle a avalé un morceau, à l'ouest, le Rhin tant de fois franchi"

"La France elle, est bien lotie alors il est beaucoup plus facile pour nous, Français, de discuter avec les Italiens, les Espagnols et les Anglais qu'avec les Allemands"

"De discuter politiquement ou militairement, mais aussi économiquement"

... Un accord économique étroit franco-italien par exemple...

"La France a peu à craindre d'une concurrence économique italienne, comparé au poids économique de l'Allemagne, et pour l'Italie si le poids économique est grand, la France n'est pas une nation belliqueuse, elle ne songe plus au PIEMONTE-MILANAIS (...)

"On pardonne aux Allemands, on fraternise après ce qu'ils ont fait, mais pourquoi cette "hargne" vis-à-vis des Italiens ? Or, l'Italie et l'Allemagne liguées "contre nos 40 millions d'habitants", serait grave. La France et l'Italie étroitement unies serait profitable. Créer en somme un "bloc latin". Et alors, mais alors seulement il sera sage, louable, prudent de fraterniser avec les Germains" (...)

"Le seul moyen... (disons pour ne blesser personne, le plus sûr moyen) de maintenir la paix a écrit M^r de SAINT-AULAIRE, consiste à faire en sorte que les peuples pacifiques soient plus forts et plus unis que les autres"

REVIRE (L 5.2.30)

Pour laisser souffler un moment REVIRE... un autre porta l'étendard... !

"Chez nos voisins"

"Dans les marches de l'Est du Reich"

"En France, la date du 10 janvier, anniversaire de la mise en application du Traité de Versailles, a passé complètement inaperçue. Il n'en a pas été de même en Allemagne, à l'appel de la propagande nationaliste contre le "diktamen de Versailles". Car le prochain départ des troupes d'occupation, l'allègement que le plan YOUNG a apporté aux charges financières du Reich ont enlevé aux agitateurs nationalistes le tremplin facile qui leur permettait de se livrer à de violentes attaques contre la France"

"Mais il reste une autre corde à leur arc : les frontières orientales de l'Est, la menace polonaise, le couloir de DANTZIG... Et le 12 janvier, la manifestation au WINTERGARTEN de Berlin n'a été qu'un long appel au peuple allemand en faveur des provinces orientales du Reich..."

"... En plus d'un appel à l'aide en faveur de l'économie gravement perturbée des marches de l'Est (six provinces frontières)

"Cette aide est-elle louable ?"

"Evidemment non, la construction des fortifications permanente a été heureusement découverte à temps, il a fallu trouver un autre moyen pour être prêt le jour où le Reich voudra régler la situation avec ses voisins orientaux. L'idée de camoufler tous ces préparatifs sous le couvert d'une vaste et durable action de secours en faveur des Marches de l'Est n'est pas trop nouvelle. Reste à savoir ce que la Pologne et la Tchécoslovaquie pensent de ce plan" L.O. L 7.2.30)

Ailleurs, ce fut la fracassante affirmation de MILLERAND

"le rapprochement franco-allemand"

"M. Alexandre MILLERAND écrit dans la DOCUMENTATION NATIONALE que la politique du pacifisme aveugle que l'on suit depuis quelques années peut nous conduire aux pires catastrophes"

-... le "lâchage de la SARRE

-... le programme du Reich

"Après la Rhénanie et la Sarre (...) selon la tradition bismarckienne, dire tout haut ce qu'on se propose de faire : annexion de l'Autriche, reprises sur la Pologne." "engagement allemand ?"

"... pas plus de dix ans" avait dit STRESEMANN

"beaucoup moins" selon SCHACHT

"Gouvernants et manifestants (Hitler, Hügenberg) sont d'accords"

... paix ou guerre ?

"On fait remarquer l'engagement de LOCARNO (...) mais il est impossible à tenir" (M 8.2.30)

Et derechef le coup de chapeau à TARDIEU...

"Louis THOMAS, dans un article de la REVUE des VIVANTS" dresse "l'éloge" de TARDIEU pour la "trêve politique à LA HAYE" (M 9.2.30)

... Il n'y eut aucune raison valable pour arrêter de frapper !

"Au comité DUPLEIX"

"Un discours de M. Louis MADELIN, de l'Académie française (ancien député des VOSGES) sur les conséquences de l'éva-

cuation de la rive gauche du Rhin" (...)

"Les Allemands continuent les manquements. La France n'a pas su rester sur le Rhin, contracter l'amitié des Rhénans, développer leur sentiment prussophile, amener à les séparer de leur ancien maître" (...)

"Incohérence"

Dans la conduite de la politique française "on n'a pas su ce qu'on voulait" (...)

"LOCARNO ?" (...)

"Un Traité contre nous !" (M 10.2.30)

... Le lendemain, on évoqu~~é~~ les préparatifs de l'évacuation rhénane (M 11.2.30 - 3e page)

Les 11 et 12 février au Reichstag, CURTIUS défendit la ratification du plan YOUNG et entendit qu'on l'exécutât loyalement...

(M 12-13.2.30)

... A LONDRES, on perdait la tête !

"Et si la conférence aboutit à une impasse, comment les gouvernements se justifieront-ils devant les peuples qu'on berce depuis dix ans de la promesse du désarmement ?" (Vignette M 12.2.30)

METZ de déroutit plus !

Alors REVIRE s'obstina pour une 4e fois !

"Ayant rejeté pour des raisons de politique intérieure, de mystique intérieure, l'entente franco-italienne, nos défaitistes ont proclamé que l'unique moyen d'assurer notre sécurité était de fraterniser avec l'Allemagne. Mais comme ils sentaient bien confusément tout ce qu'une telle politique peut avoir de précaire et de prématuré, ils se sont jetés sur l'idée des Etats-Unis d'Europe"(...)

"Face à l'égoïsme américain ou encore le péril jaune, ou peut-être le danger bolchevik, l'idée pouvait avoir du bon"

"Le malheur c'est que l'Europe n'existe pas. ce n'est même pas une expression démographique. Au surplus le régime bolchevik a ramené la Russie à l'Asie"

"Et puis, qui nous assure que l'Allemagne serait décidée à se passer de la carte russe ? Malgré le régime bolchevik, il y a eu l'accord de RAPALLO et toute une série

tractations plus ou moins obscures. Qu'arrivera-t-il lorsque le régime bolchévik aura disparu, lorsqu'une grande Russie régénérée aura le même intérêt avec le Reich à effacer les conséquences de leur défaite, à supprimer les Etats baltes, la Pologne, la Roumanie ?

"Dirigeons vers l'ouest cette recherche de l'Europe perdue"

"Comment intégrer les possessions anglaises dans une Europe unifiée ? Et la France, elle aussi n'a-t-elle pas beaucoup d'intérêts dans le monde ? Avons-nous conquis et organisé avec tant de peine et tant de sang notre splendide domaine d'outre-mer pour le sacrifier à la convoitise des voisins qui se sont eux, épargnés tant d'efforts ?"

"Et puis, quelle est l'attitude de l'Allemagne devant la question coloniale ?"

"L'Allemagne n'a jamais recherché un espace colonial à des fins de peuplement ou de mise en valeur. Non, l'Allemagne ne voulait que faire profiter ses commerçants, sans bourses délier, des immenses régions pacifiées et administrées à grands frais par les autres"

"Les Etats-Unis d'Europe ? Peut-être. Mais leur capitale ne sera pas GENEVE, ni VIENNE, quoiqu'en pensent certains esprits qui voudraient bien éviter l'Anschluss pour ce trop habile et inefficace moyen. Ni Paris, malgré que nous marchions, théoriquement à la tête des peuples"

"Les Etats-Unis d'Europe auront pour capitale BERLIN ou bien ils ne seront pas" REVIRE (L 12.2.30)

Jamais le comportement agressif et vindicatif des Allemands eût tolérer faire partie d'un ensemble européen respectable... D'ailleurs, contre le plan YOUNG qui les avantageait pourtant, ils ne cessaient leur agitation forcenée. Tout récemment encore, dans la Ruhr :

"Les industriels s'élèvent contre la ratification du plan YOUNG par le truchement de leur nouvelle association "l'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de BOCHUM, DORTMUND, ESSEN et MUNSTER" une résolution qui s'élève contre la ratification du plan YOUNG"

"le nouveau plan des réparations, proclament les industriels de la RUHR que l'on retrouve aussi aux côtés des nationalistes et des pangermanistes, est irréalisable. L'association invite par surcroît le gouvernement à "poursuivre à l'Est" c'est-à-dire, à l'égard de la Pologne, une politique vigoureuse de récupération des territoires perdus" (M 15.2.30)

Comme on le vit, la campagne incitatrice messine fut de tous les propos. Toutefois, au beau milieu de cette fougue, un événement survint et qui faillit la réfréner : une crise ministérielle en France (M 18.2.30)... La crise était mal venue car TARDIEU assez ferme avait donné une certaine image d'un gouvernement efficace... Oh !... mais juste le temps d'une lueur, on murmura le nom de POINCARE... (M 19.2.30). Cette espérance un peu folle, ne fit que regretter davantage les tristes lendemains, après que CHAUTEMPS eût composé son ministère
(M 22.2.30)

REVIRE, qui dès le début, avait été à l'avant-garde du combat, ne déserta pas son rang !

"France et Angleterre, puissances extra-européennes doivent s'entendre. Le jour où l'INDE se révoltera, l'INDOCHINE française sera menacée"

"Il est lamentable que le peuple anglais (qui tremble devant la puissance américaine, comme certains chez nous tremblent devant la puissance allemande) ne se rende pas mieux compte de sa solidarité avec nous"

"Il est lamentable de voir l'Angleterre, aveuglée d'internationalisme, saoulée de pacifisme, abrutie de socialisme, chipoter que nos besoins navals et ne pas comprendre que tout navire français est un accroissement de force pour elle. Il est vrai que nous semblons ne pas mieux comprendre que la réciproque est absolument vraie. Or, l'Allemagne qui se réjouit de ne pas être exposée aux risques coloniaux, est tout aussi aveugle, car le jour où le commerce anglais sera détruit dans les Indes, le contre-coup s'en fera cruellement sentir à toute l'économie européenne"

"Il y a donc une solidarité européenne, contre la barbarie africaine et asiatique, contre la barbarie russe"

"Il est dangereux de vouloir détruire la force navale franco-anglaise" (...)

"Pour que l'Europe se forme équitablement, il faut un contre-poids au bloc germanique de 63 millions d'habitants. Il faut revenir provisoirement au principe de l'équilibre, pour gagner du temps. La France a plus de quarante millions d'habitants. Mais il faut que ses forces d'outre-mer se développent encore pendant quelques années pour qu'elle puisse discuter d'égal à égal avec la force allemande. Appuyons-nous en attendant, sur nos amis de l'Europe orientale en veillant à la préserver de l'impérialisme russe. Appuyons-nous sur l'Espagne et l'Italie. Il faut que le frontalinisme (l'expression est très défectueuse, car il ne s'agit pas d'un mouvement d'expansion impérialiste) fasse contre-poids au pangermanisme et un panlavisme" (...)

"Depuis le Traité de Versailles, l'Amérique est "indifférente", l'Angleterre souvent "hostile", l'Italie "méfiante"

"Cette situation ne nous laisse d'autre alternative que l'entente avec le Reich. Or, le Reich le sait et il en profite"

Le jour, au contraire, où ses prétentions pourront être limitées par notre puissance appuyée, adossée à un système équilibré, il deviendra ipso-facto plus raisonnable. Alors, mais alors seulement, les problèmes du désarmement deviendront pratiquement réalisables"

"Si le désarmement général était réalisé, la force militaire allemande, qui profite d'une population supérieure à celle de la France, serait mieux armée. Sur le plan économique, la position française, là aussi est en état de faiblesse. Si de 1918 à 1928 nos exportations vers l'Allemagne ont diminué de 948 millions, par contre les importations allemandes en France ont augmenté de 1662 millions. Et cela, malgré les difficultés financières du Reich" (...)

Conclusion :

"Arriver à une solidarité européenne tout en se gardant de l'hégémonie allemande" REVIRE (L 20.2.30)

La solidarité européenne... l'hégémonie allemande...

"Vers l'Anschluss"

"La visite à Berlin du Chancelier d'Autriche"

"... visite particulièrement agréable" dit le chancelier MULLER"

"Confiance dans un avenir meilleur" répond SCHOBER
(M 24.2.30)

Indirectement, REVIRE eut une petite satisfaction ! Il en eut tout de suite une autre... les Allemands discutaient toujours, ou plutôt se querellaient de plus en plus vigoureusement au sujet de la ratification... A tel point qu'on pût craindre...

"le danger d'une crise politique qui persiste de plus en plus et de graves événements peuvent se produire. Vers la fin de la semaine" (M 25.2.30)

Chez nous, le gachis : CHAUTEMPS fut renversé le 25

(M 26.2.30), REVIRE redoutant l'abandon de la SARRE conclut :

"Pour l'instant les grands problèmes du jour : plan YOUNG, conférence de LONDRES, en esquisse le problème sarrois, mais ces obstacles une fois franchis, et ils le seront fatalement dans quelques semaines, que va-t-il arriver ?"

"Il importe de veiller"

"Oui, mais la situation gouvernementale en France n'est guère brillante..."

"Cependant, nos parlementaires devraient bien comprendre que l'opinion s'énerve de ces jeux désastreux et que le parlementarisme pourrait bien finir par en être victime. Il est inconcevable qu'au moment où les problèmes si graves sont en jeu, qu'au moment où se décide du sort de notre marine, de notre empire colonial, de nos finances pour des décades, de nos intérêts économiques les plus importants, du régime de la Sarre, on trouve le moyen de priver la France de gouvernement, par haines

de personnes et querelles de boutiques. Bien sûr l'éner-
vement de l'opinion ne se fera jour que lorsque les
conséquences de nos folies pèseront de tout leur poids.
Mais alors il sera trop tard. Un peu de prévoyance serait
de mise puisque gouverner c'est prévoir. Craignons la co-
lère qui monte (...)"

Par bonheur, TARDIEU finit par retrouver une autre ministère...
"La belle victoire" On revenait au point de départ, cela va-
lait mieux ! (L 6.3.30)

En revanche, de l'autre côté du Rhin, la crise politique
repérée mit en demeure de s'attendre à la chute imminente
ou retardée du cabinet MULLER. Imminente ou certaine, parce
que c'était l'évidence même... retardée, parce qu'on débat-
tait de la ratification...

La ratification antinomique !

- " D'abord l'évacuation (ratification du plan YOUNG), la
crise éclatera ensuite" (M 4.3.30 - 3e page)
- " Crise ministérielle en Allemagne : le cabinet MULLER
a démissionné" (M 28.3.30)
- " la nouveau cabinet BRUNING est nettement orienté vers
la droite (M 30.3.30)
- " Après la ratification du plan YOUNG, c'est la France
créancière qui manifeste sa confiance dans un règlement
qui n'est qu'une promesse. L'Allemagne qui doit payer,
se tient sur la réserve, quand elle n'avoue pas sa
décision d'échapper à ses obligations"

FIGARO (Vignette M 1.4.30)

Ratifier des accords quand le gouvernement concerné est au
bord de la rupture ... ? Cela pourrait être une vue de l'es-
prit quant aux suites...

Eh bien l'opinion messine s'en alarma ! Sans doute avait-elle pris les choses en main depuis longtemps, et ce fut pourquoi l'impression d'ensemble amena à évoquer la proximité de l'éclatement politique

"Désaccord au sein du Cabinet"

"le différent subsiste entre les partis bourgeois et la sociale démocratie (...)" sur la "couverture du déficit"

"l'accord se réalisera-t-il à la commission du plan YOUNG ?" (M 1.3.30)

"Vers une crise gouvernementale"

"La grande coalition rompue. On s'attend à la démission de MM MOLDENHAUER et CURTIUS" (M 3.3.30)

"Une crise menace de se déclencher"

"Les ministres MULDENHAUER et CURTIUS démissionneront-ils?"

"CURTIUS ne partageait pas l'intransigeance du ministre des finances"

... Le sort du cabinet comme de la ratification était livré au jugement des populistes... Quel serait leur attitude ?

"En terminer avec le plan YOUNG (...) en profitant d'un statu quo au Reichstag"

Pour les autres familles politiques s'était plus délicat... A dessein éviter la crise, les socio-démocrates et le Centre eussent pu céder sur le programme financier de MOLDENHAUER ?

"Peu probable..."

... A moins que le centre abandonnât son point de vue, et avec lui la fin de la crise ? Que MOLDENHAUER se retirât laissant à MULLER le soin de l'intérim ?

"les populistes se sont prononcés hier contre l'impôt dit de "sacrifice" (...) "MOLDENHAUER et CURTIUS sont tous deux du parti populiste"

Et la ratification ?

"On croit que les populistes acceptent de rester au gouvernement jusqu'à la ratification du plan YOUNG (...) ensuite (...) un cabinet (de type) coalition de WEIMAR"

En résumé :

"D'abord l'évacuation (ratification du plan YOUNG)..."

la crise éclatera ensuite" (M 4.3.30)

Tractations politiques tous azimuts les jours suivants...

(M 5-6.3.30)

"Pour éviter la crise, les ministres du Reich se font de mutuelles concessions. Pour obtenir l'adhésion des populistes le gouvernement prend l'engagement d'un abaissement d'impôts de 600 à 700 millions de marks"

(M 7.3.30)

Surprise le 7, qui faillit tout précipiter...

"Démission de SCHACHT" (M 8.3.30)

MULLER réunit expressément les représentants des partis gouvernementaux le 8. LUTHER fut chargé de remplacer SCHACHT

(M 9.3.30)

"La majorité des partis appuie le Dr. LUTHER pour la présidence de la Reichsbank" (...)

"Le projet de réforme financière crée toujours de sérieuses difficultés. Une crise ministérielle est immédiate"

"... intransigeance du parti populiste" au sujet des mesures financières.

"Le plan YOUNG est de plus contesté..."

"Sa non-ratification (provoquant) le triomphe des partis de droite"

"Tous les partis tirent à hue et à dia" (M 10.3.30)

Cela dit, puisqu'en tout, malheur est toujours quelque chose de bien, on fut enchanté de la mise à l'écart de SCHACHT... pour deux raisons. La première à cause du mépris qu'on portait à sa personnalité...

"La retraite du Dr SCHACHT. Celui qui prétendait s'affirmer en dictateur des finances du Reich et que les démocrates appelaient "le roi sans couronne" de la République Allemande, a perdu la partie qu'il avait engagée audacieusement sur le terrain politique, qui doit rester interdit au président de la Reichsbank"

(vignette M 10.3.30)

Deuxième raison : son aversion au plan YOUNG. La presse allemande interpréta son "coup de théâtre" comme d'une "divergence de vue à propos de l'abaissement du taux d'escompte..."

La réalité voulut plutôt exprimer

"l'opposition de ses idées et celles du gouvernement par rapport au plan YOUNG" (...)

"L'action de SCHACHT a constamment tendu à contrecarrer le plan YOUNG"

- avril 1929 à PARIS (...) il "provoque un violent incident (...) puis profère des "exigences coloniales" ce qui d'ailleurs n'avait "aucun rapport" (...)

- après la première conférence de LA HAYE (...) il déclare que la situation a évolué (...) que le plan YOUNG est inacceptable, inexécutable"

- décembre : il publie son mémorandum (...) critique de la politique financière et fiscale, de la politique extérieure du cabinet du Reich !"

- il empêche l'aboutissement de l'emprunt que le Reich se proposait de conclure auprès de la Banque DILLON READ" ce qui entraîna la "chute de M. HILFERDING, ministre des finances, et l'échec de son plan financier d'assainissement"

- 13 janvier : manifestations tapageuses à LA HAYE

- opposition à QUESNAY

"Si le plan YOUNG est accepté (...) il est logique qu'il s'en aille"

"SCHACHT a cherché à provoquer un fort courant d'opinion contre le plan YOUNG. Il espère que ce plan sera inexécutable, pour apparaître comme le prophète qui a tout prévu et tout prédit"

"... dégager sa responsabilité politique quant à l'exécution du plan YOUNG par l'Allemagne"

"En tout cas, il pense avec M. HUGENBERG, mener une action puissante et coordonatrice du parti nationaliste"

"Il est permis de se demander si le Dr. SCHACHT n'a pas posé officiellement sa candidature à la dictature allemande. Quel parti l'emportera dans la discussion du règlement amiable des réparations ?" (M 11.3.30)

En toute dernière minute, on avança :

"le plan YOUNG obtiendrait une majorité" (M 11.3.30
3e page)

Les 12 et 13 mars, à METZ, tout fut dit sur la fameuse ratification ! (PM 12-13.3.30)

... C'est alors qu'un coup de tonnerre retentit !

"Un manifeste du maréchal VON HINDENBURG au peuple allemand, après avoir signé les lois se rapportant au plan YOUNG"

"... Proclamation "flamboyante" au peuple allemand (...)"
"... à ceux qui lui demandaient de ne pas signer, le vieux maréchal affirma l'amélioration et l'allègement apportés par le plan YOUNG "qui institue au point de vue politique et économique, un progrès sur le chemin de la libération et du relèvement de l'Allemagne" (M 14.3.30)

... Avant toute réaction il expliqua l'objet d'un

"... choix fait en toute conscience, après avoir pesé le pour et le contre"

(...) son choix fut une bombe !

"Emoi dans les milieux politiques"

"On souligne la rapidité de la déclaration"

"Réaction des journaux :

- "la presse libérale est réjouie"

Gazette de VOSS : "le geste montre que le président du Reich est d'accord avec la politique du gouvernement, notamment en ce qui concerne l'adoption du plan YOUNG. Sa signature a presque la caractéristique d'une démonstration contre l'agitation exercée et déloyale des ennemis du gouvernement"

- la presse de droite : les journaux de droite "pris de vitesse ils n'ont pas encore explicité leurs commentaires" mais se répandent "naturellement en lamentations" (L 14.3.30)

Le 13, la Gazette de l'Allemagne du Nord "organe extranationaliste" (L 14.3.30) ainsi que la "Deutsche Zeitung" "organe pangermaniste" (M 15.3.30) parurent encadrés de deuil !

Autant le premier effet fut terrible... autant il n'eut guère de prolongement... Après les populistes allemands, les populistes bavarois restèrent dans l'expectative et semblèrent conditionner leur soutien à MULLER, moyennant une "ré-actualisation "du plan YOUNG" (M 16.3.30)

Le 16, MOLDENHAUER essaya de convaincre sur la nécessité d'un programme financier restrictif et austère... (M 17.3.30)

Le 25, il réunit autour de lui des experts financiers. La grande coalition gouvernementale tenait encore...

A peine contenue jusque là, la crise éclata le 27 mars :

"le cabinet MULLER a démissionné"

"le désaccord profond entre les partis allemands de la coalition sur le programme financier a provoqué la démission du gouvernement H. MULLER" (M 28.3.30)

"le nouveau cabinet (BRUNING) est nettement orienté vers la droite" (M 30.3.30)

Que vaudrait désormais le plan YOUNG ?

"Après la ratification du plan YOUNG. C'est la France créancière qui manifeste sa confiance dans un règlement qui n'est qu'une promesse. L'Allemagne qui doit payer se tient sur la réserve, quand elle n'avoue pas sa décision d'échapper à ses obligations" FIGARO

(Vignette M 1.4.30)

A nouveau, la France eut l'air de s'être fait bernier !
Nous venions pourtant nous aussi, de ratifier... apparemment sans aucune méfiance...

Bah ! Dès avant l'ouverture des débats à la Chambre, tout avait mal commencé...

"les radicaux-socialistes préparent une nouvelle et violente offensive contre le ministère TARDIEU"

"... favorables aux concessions à faire aux Allemands pour favoriser le rapprochement franco-allemand"

on les avait pourtant vu récriminer contre le plan YOUNG ! Non pas à cause de "cadeaux" mais parce que ceux-ci avaient l'insigne tort d'être présentés par TARDIEU... Et pour parvenir à leur sombre besogne, ils comptaient bien sur quelques modérés...

"Cette pitrerie est invraisemblable"

"Si le cabinet est renversé, le gouvernement cartelliste qui lui succèdera fera ensuite voter le même plan"

(M 22.3.30)

Cependant, à la ligue républicaine, MARIN critique le plan YOUNG...

"... par les accords de LA HAYE, la dette allemande envers la France a été ramenée de 132 à 32 milliards" (...)

"Nos garanties et contrôles divers sont supprimés, plus de commission de réparation. Des sanctions à peu près vaines et en tout cas infiniment plus difficiles"

(M 24.3.30)

Ironie du sort... les débats à la Chambre débutèrent le 27 mars, le jour de la démission de MULLER... c'était mauvais signe ! D'ailleurs MARIN en fit tout de suite la triste expérience

"M. Louis MARIN critique impitoyablement l'accord et en appelle au Traité de Versailles" (...)

"M. L. BLUM croit à l'exécution du plan YOUNG par l'Allemagne" (...)

"la question posée par M. MARIN repoussée à une forte majorité..." (M 28.3.30)

Des 28 et 29 mars (jour de la ratification) l'opinion messine dégaga surtout les avertissements de FABRY (le 27) de FRANKLIN BOUILLON (le 28)... puis par nécessité mentionna le discours du président du conseil (M 29-20.3.30)

En revanche, elle préféra "oublier" ce que l'Alsacien GRUMBACH avait pu déclarer !

Invariablement aux antipodes des idées messines, le député porte-parole~~s~~ socialiste, fit sur le champ l'apologie du plan YOUNG...

"... il nous fait sortir du provisoire pour nous donner quelque chose qui est complet et définitif"

"... toutes les questions en matière de réparation ont reçu une résolution..."

"... il comprend un mécanisme d'auto-révision et d'adaptation en cas de conflit, en cas de manquement"

"Les conférences de LA HAYE ont apporté le rapprochement germano-polonais"

1923 avait été une faute pour la France qui s'était retrouvée isolée, et avait dû négocier seule.

"Il faut voter la paix (...) pour la paix, pour d'autres issues actuelles"

"Il faut voter en saluant ses conséquences politiques, en saluant l'évacuation de la Rhénanie et en disant que c'est un grand bienfait des conséquences du plan YOUNG"

Contre FABRY, qui la veille (28) avait craint pour notre sécurité après l'évacuation, GRUMBACH affirma :

"Je prétends qu'en saluant aujourd'hui l'évacuation de la Rhénanie, nous n'oublions rien du passé, mais nous ne sous-estimons rien du danger possible de demain. Mais nous sommes persuadés que l'évacuation de la Rhénanie constitue un apaisement moral nécessaire et place la France devant cette situation, la seule normale : c'est que chaque nation est indépendante et souveraine sur son propre territoire"

Et si un gouvernement hitlérien arrivait au pouvoir, faudrait-il prendre des mesures militaires ?

"non"

"si à ce moment il y avait un gouvernement socialiste ici, il demanderait à la S.D.N. de décréter contre l'Allemagne en rébellion le blocus financier et économique"

"J'espère que la victoire de l'Allemagne républicaine assurera au plan YOUNG le maximum d'exécution. Je le dis au moment où une crise ministérielle est ouverte à Berlin..."

Suivirent l'éloge du parti socialiste allemand, les répliques à POINCARE, FRANKLIN BOUILLON, les louanges à STRESEMANN qui avait mis "toute son âme au rapprochement franco-allemand"
(Ch. des Députés 29.3.30)

De tels propos ne reçurent aucun écho à METZ... cependant qu'il n'y eut pas un seul député alsacien-lorrain pour le contredire...

Une quinzaine après le Reichstag, notre Chambre ratifia donc le 30 mars 1930. METZ trouve que les motivations des deux partis ne se ressemblaient absolument pas... les premiers n'y croyant point, la France officielle au contraire s'en faisant toute une gloire... Mais ne revenons plus sur les critiques qu'avaient soulevées REVIRE. Il était maintenant trop tard. En revanche, à cette politique de liquidation de la guerre, c'est-à-dire du Traité de Versailles, l'on pouvait encore sauver quelque chose... ce petit territoire à notre frontière mosellane : la SARRE. A cet instant, on la négociait...

2 - Jamais la SARRE !

"Que la France entière comprenne enfin que la Sarre est le dernier profit véritable de la victoire"
REVIRE (L 31.5.27)

Histoire de coeur, de politique et d'affaires !

Ce qui fit de la Sarre une question éminemment originale, c'est que celle-ci toucha au coeur même de la sentimentalité lorraine, mais aussi à quelques autres intérêts, et non des

moindres où les affaires eurent grande place. A cause de la Sarre, on se préoccupa, on s'irrita, on craignit. Avant d'en faire le territoire hypothèque, le gage monnayable, il fallut d'abord convaincre, faire admettre qu'entre Sarre et Lorraine il existait des liens particuliers ; qu'une transition souple devait prudemment faire glisser notre département recouvert d'un régime à un autre... En somme, deux inquiétudes, plutôt qu'une, à la France de le comprendre !

A ce bon choix, le présent courant d'opinion messin fut l'ardent défenseur, et il eut aussi son chantre en la personne de Jean REVIRE. Si fait qu'à partir de 1927, entre avantages et risques, REVIRE sut constamment établir une ligne adroite de partage. La Chambre de commerce de METZ appuya aussi, la famille HOUPERT détenant la rédaction du LORRAIN ainsi que la vice-présidence de la Chambre. Enfin, participation de nos députés, mais il est vrai, moins au sujet du problème sarrois, que des difficultés relatives à l'intégration mosellane dans le cadre français (ils ne firent pratiquement que cela ainsi que le prouva leurs interventions ou questions écrites à la Chambre des Députés).

Mais revenons au problème exclusivement sarrois. Dans un petit opuscule parut en 1928 (METZ imprimerie du LORRAIN, 32 pages) sous couvert de l'"ASSOCIATION FRANCAISE DE LA SARRE" et intitulé "LA SARRE", Jean REVIRE mieux que personne tenta d'explicitier de

"Quel intérêt la SARRE présente-t-elle pour nous"

De la synthèse qu'il élaborait, REVIRE en fit le cheval de bataille des ses éditoriaux à venir. Pour nous, les armes sont bonnes à saisir.

"1 880 km²... 0,773 millions d'habitants"

"Quel intérêt la SARRE présente-t-elle pour nous ?"

A- "un intérêt économique"

1- la charbon

"Il nous manque 25 millions de tonnes de houille par an (...). Autant qu'il est possible de prévoir, ces 25 millions de tonnes nous manqueront toujours

La Sarre peut nous les fournir" (...)

(une carte économique suivait)

2- Le débouché

"Beaucoup de sociétés en SARRE sont aux mains de capitalistes français" (...)

"La Sarre achète pour 2 milliards de francs de marchandises"

3- La Sarre a besoin de nous

"Le Reich n'a nul besoin du charbon sarrois"

4- La métallurgie sarroise

"... complémentarité charbon contre minette"

(REVIRE souligne l'accroissement sensible de la production d'acier en ce cas)

B- "Intérêt politique"

1- le passé

"Le maréchal NEY est né à SARRELOUIS !"

2- le présent

a- ce que les Français ont réalisé en SARRE depuis 1920"

exemple : "les mines de la SARRE..." étaient autrefois dans un état lamentable" Des "nouveaux puits ont été construits"

b- La situation politique en EUROPE

... A cause de la Grande Bretagne : "on a perdu la RUHR"
"On devra bientôt importer 6 millions de tonnes par an de charbon"

"Or, on a la Sarre"

c- Situation politique

- omniprésence de la "propagande allemande"
- c'est une "paix de cimetière..." "Qu'avons-nous fait pour rapprocher Sarrois et Français ?"
- "la propagande française est absolument inexistante"

... Dès lors, affaire évidente, conclusion logique, presque banale : nous devons rester en SARRE. Mais était-ce là l'avis officiel ?

" Restons en SARRE "

(L 9.11.26)

- "Restons en Sarre, non dans un désir de conquête, mais dans le désir de favoriser notre propre économie"

(L 9.11.26)

- "La Sarre a obtenu plus qu'avec le Reich. La France devra continuer de faire respecter ses droits et intérêts" (L 25.2.27)

En 1928, REVIRE avait fondé sa démonstration sur deux éléments essentiels : le premier, c'était l'argument économique. Mais de ce côté, la Chambre de Commerce de METZ l'avait largement précédé. Dès avant 1923, elle s'était invariablement souciée des conséquences du retour à la France, retour qui ne pouvait ne pas concerner aussi le "fait" sarrois.

Si une carte du canal de la Sarre à la Moselle publiée dans les Communications de la C.C. de METZ (page 4) rappela tout l'intérêt des relations économiques, l'on ne put toutefois cacher plus longtemps un problème devenu grave : l'entrée en Alsace-Lorraine de produits allemands via un transit en SARRE.

"Tableaux (...) des contingents annuels d'importation en France des produits fabriqués en Sarre dans lesquels sont incorporés des matières premières ou des demi-ouvrés venant d'Allemagne en franchise"

(Comm. C.C.M. avril- mai 1923)

En juin, quand MILLERAND vint à METZ, HUMBERT de WENDEL présenta les doléances. Il dit les difficultés de l'après-guerre et notamment l'orientation nouvelle pour les MARCHES de l'Est dans la conquête de débouchés. Il souleva le cas des produits allemands entrés en franchise en SARRE, puis après transit, pénétrant en LORRAINE et occasionnant une concurrence très dure, attisée par la faiblesse des salaires sarrois.

Il fit part également de la mauvaise volonté allemande dans l'application du Traité de Versailles, en suspendant les livraisons de combustibles pour entraver la production. Après ce

point, WENDEL répéta l'entrée pendant cinq années encore et en franchise des produits alsaciens-lorrains en Allemagne.

Puis, brièvement, il poursuivit sur :

- "la propagande allemande (...) appliquée à représenter l'occupation de la RUHR comme une entreprise industrielle ayant pour objet d'annexer la grande industrie westphalienne à la métallurgie française"

- (...) "la lutte des industriels lorrains"

au sujet de l'occupation de la RUHR, de l'orientation des marchés vers l'EST.

Enfin, il acheva en louangeant l'Etat d'avoir supporté de lourds sacrifices pour la reconstruction de nos régions... et souhaita le recul de la date de franchise

(Commu. C.C.M. juin 1923)

Dans sa réponse, MILLERAND apprécia les efforts déployés par les industriels alsaciens-lorrains et entreprit de lever toute équivoque au sujet d'une quelconque défense d'intérêt de tel ou tel grand métallurgiste, ou de prétendues visées militaires, voire annexionnistes.

"La vérité, c'est que nous voulions être payés"

affirma-t-il (Commu. C.C.M. juin 1923)

La discrétion de MILLERAND à propos de la franchise s'expliquant sans doute par le fait que toute modification devait nécessairement passer par un accord plus général entre la France et l'Allemagne.

Un premier "arrangement commercial provisoire" entre les deux pays fut signé à PARIS le 12 février 1926.

(Comm. C.C.M. 1926 - pages 67-68). Il reçut bien évidemment quelques avenants, avant d'être en fin de compte remplacé par un second "accord commercial provisoire" signé le 5 août 1926, pour application le 20 (Commu. CCM juillet-août 1926 - page 7)

Une séance plénière de la Chambre de Commerce en date du 28 août 1926 lui fut consacré en partie.

"L'accord commercial franco-allemand signé à Paris, donne lieu à un échange de vues concernant les avantages qu'il offre aux produits allemands pénétrant en France, par comparaison aux droits de douane que les articles similaires fabriqués en MOSELLE doivent acquitter à la douane allemande. L'Assemblée décide d'ouvrir une enquête sur cette question et de s'entendre avec les Chambres de Commerce de STRASBOURG, COLMAR et MULHOUSE, en vue d'une action commune auprès du gouvernement"

(Commu. CCM sept-oct 1926 - page 9-10)

En attendant, un autre point retint surtout l'attention. Il s'agit d'une modification éventuelle et souhaitée de l'article 48 du Traité, portant délimitation de la frontière, parafé à PARIS le 13 avril 1925 (accord BRUGERE) et octroyant la prescription douanière aux frontaliers jusqu'à 5 kms de la frontière.

Afin de faciliter les déplacements d'ouvriers allemands venant travailler dans les houillères, la Chambre de Commerce considère :

"Il nous paraît donc indispensable que la largeur de la bande de territoire soumis au nouveau régime et qui doit s'étendre de part et d'autre de la frontière douanière, englobe toute la zone des houillères lorraines"

A titre d'exemple, on reprit la SAARBRUCKER ZEITUNG du 1er juin 1926, qui avait annoncé l'entrée libre au LUXEMBOURG des ouvriers sarrois à partir du 31 mai.

C'est pourquoi, la Chambre de Commerce de METZ ajouta qu'une demande en ce sens fût dépêchée auprès des pouvoirs publics afin

"d'établir un régime frontalier tenant compte des nécessités de nos industriels que leur situation géographique rend tributaires de la main-d'oeuvre étrangère"

(Commu. CCM 1926 - page 62)

Un autre aspect des relations économiques entre MOSELLE et SARRE, nous est fournit par la Chambre de Commerce de METZ. On y décèle notamment qu'elle n'eut pratiquement point, ou très peu de certificats d'origine à délivrer pour des produits allemands en 1926, mais qu'en revanche un trafic assez important avait lieu entre la SARRE et la MOSELLE. La publication des échanges de marchandises par le canal des houillères n'est pas sans intérêts, beaucoup s'en faut !

"canal des houillères de la SARRE"

"SARRE canalisée et canal de LOUDREFING dans le département de la MOSELLE"

Marchandises chargées

1 - Sens SARREBRUCK - GONDREXANGE

1925 1,103 196 millions de tonnes

1926 1,086 707 " "

sens contraire :

1925 0,558 482

1926 0,707 551

2 - Marchandises déchargées

Sens SERREBRUCK - GONDREXANGE

1925 1,086 838 millions de tonnes

1926 1,086 270 " "

sens inverse :

1925 1,637 520

1926 1,805 746

(Commu. CCM 1926)

Une certaine complémentarité sarro-lorraine fut donc indéniable (basée principalement sur la dualité charbon-minette). Ce fut en son nom que s'élevèrent les premières craintes.

"Protestations contre l'évacuation anticipée de la SARRE"

(séance plénière du 16 oct. 1926)

"Considérant que la menace de l'évacuation anticipée de la SARRE a justement ému l'opinion publique de la MOSELLE ;

Que cette évacuation porterait un préjudice considérable à de nombreux industriels et épargnants qui, sur l'instigation du gouvernement français ont pris des participations considérables dans l'industrie sarroise ;
Considérant d'autre part, que le rétablissement d'un cordon douanier entre la Sarre et la France priverait le commerce de la Moselle du dernier débouché qui lui reste et qui lui est nécessaire après la fermeture des frontières luxembourgeoises et allemandes ;

Que le commerce mosellan sur la foi des traités qui garantissent l'union économique jusqu'au 10 janvier 35, a fait de gros sacrifices pour rétablir des liens économiques qui l'unissaient au territoire de la Sarre ;

Que l'évacuation le priverait de la juste rémunération des capitaux engagés et des sacrifices consentis ;

Considérant notamment que durant les années d'inflation du mark, le commerce de la MOSELLE a dû subir la concurrence désastreuse que lui faisait les commerçants sarrois vendant aux habitants du département limitrophe en monnaie dépréciée ;

Proteste contre les projets tels qu'ils ont été répandus par la presse à la suite des conversations franco-allemandes de THOIRY et

Demande qu'en tous les cas, l'union douanière entre la Sarre et la France soit maintenue jusqu'en 1935.

Suivait le détail du traité de commerce franco-allemand ainsi l'annonce d'une enquête qui était alors menée auprès des établissements industriels de la région intéressés aux marchés allemands. La Chambre de Commerce attendit d'en connaître les résultats avant de les transmettre au Ministre du Commerce

Dans le même temps, la chambre de commerce de METZ rédigea deux lettres fort suggestives, toujours à destination du ministère ci-dessus visé. Les deux envois avertirent de certaines pratiques déloyales pour les industriels lorrains, faite par le gouvernement allemand à propos des

"crédits en douane accordés aux exportations sarroises"

"Aux termes du protocole de signature de l'arrangement conclu entre la France et l'Allemagne, au sujet des échanges commerciaux du territoire du bassin de la Sarre avec l'Allemagne, signé à PARIS le 5 août dernier. Le gouvernement français... déclare de son côté que le gouvernement allemand ne saurait, en droit, accorder sans son assentiment, des faveurs douanières aux produits sarrois, qui s'étendraient pas aux produits identiques ou similaires de tout le territoire français"

Nous avons l'honneur de vous prier de bien vouloir rapprocher cette déclaration des deux informations que nous trouvons dans la SAAR WIRTSCHAFTS ZEITUNG du 4 septembre (N 35) qui est l'organe officiel de la Chambre de Commerce de SARREBRUCK.

"Faisant preuve de bienveillance extraordinaire, le gouvernement d'Empire a décidé d'accorder aux produits sarrois prévus par l'arrangement du 11 juillet 1925 et qui n'ont pas été repris dans l'arrangement du 5 août 1926, des délais pour l'acquiescement des droits de douane lors de leur entrée en territoire allemand. Jusqu'à présent, ce mode de crédit en douane a été renouvelé chaque fois mois pour une nouvelle période d'un mois et court actuellement depuis 15 mois"

(suivait la désignation des marchandises)

(travaux C.C.M. 1926 - pages 58-59)

2^e lettre :

"La SAARWIRTSCHAFTS ZEITUNG du 2 octobre publie encore l'avis suivant complétant les informations reproduites dans la première lettre, par lesquelles le Ministre des Finances de l'Empire s'est à nouveau déclaré d'accord pour proroger encore d'un mois supplémentaire des

crédits en douane accordé aux maisons sarroises (Ces crédits peuvent donc atteindre 16 mois au total)

De cet avis, il résulte que :

- 1- Depuis le 10 janvier 1925, le gouvernement d'Empire a pratiqué sur une très grande échelle le système de crédits en douane lors de l'importation en Allemagne de produits sarrois
- 2- Que pour les produits sarrois de la liste B, qui jouissent depuis le 20 août de l'entrée en franchise en A, les crédits en douane ont naturellement pris fin et qu'il y a eu une remise complète des droits dus
- 3- Que pour les produits sarrois qui ne sont pas repris à la liste B, le crédit en douane continue à être appliqué et qu'il suffit d'une simple lettre au Ministre des Finances de l'Empire pour en proroger mensuellement les effets.

"Ainsi que nous avons l'honneur de vous l'écrire, notre commerce aura à examiner le 16 octobre, la question des avantages unilatéraux accordés par l'Allemagne à la Sarre au détriment de l'industrie mosellane. Nous serions particulièrement heureux d'être d'ici là en possession des renseignements que nous avons sollicités de votre haute bienveillance... Veuillez agréer...

(Séance plénière du 16 octobre 1926)

(Travaux CCM 1926 - page 60)

Sur le moment, les relations commerciales franco-allemandes, en restèrent au stade du provisoire, si bien que la Chambre de Commerce messine, se contenta, en avril 1927, de publier l'avenant à l'accord commercial provisoire, et aux arrangements économiques conclus entre nos deux pays et signés à PARIS le 31 mars 1927 (Commissions CCM 1927 - pages 95-102)

Pareillement, en juin, la Chambre rappela les arrangements généraux et précaires relatifs à la Sarre.

- arrangement du 10 juillet 1925 (côté allemand) non en vigueur
- arrangement provisoire du 12 février 26, complété le 8 avril 1926 (JO 3 avril 27) mis en application le 11 avril 27 (JO 3 avril 27) ~~mis en application le 11 avril 27~~, expirant

LE 30 juin 1927 (Commu. CCM 1927 - page 162)

Les dispositions commerciales momentanées arrivant à échéance le 30 juin, la Chambre de Commerce montra quelques inquiétudes :

"Les accords provisoires qui réglaient les relations entre la France et l'Allemagne sont venus à expiration le 30 juin à minuit. Le gouvernement allemand n'ayant, malgré les instances réitérées du gouvernement français, point consenti à la prorogation desdits accords, il en résulte que, depuis le premier juillet, les marchés français et allemands sont respectivement soumis aux droits du tarif autonome allemand ou du tarif général français, en attendant la conclusion d'un nouvel accord provisoire d'une portée plus étendue que le précédent"

"Il a été décidé en outre, de procéder aussi rapidement que possible à une prorogation des arrangements des 5 août et 6 novembre 1926, concernant les échanges entre le bassin de la Sarre et l'Allemagne (cette prorogation est intervenue entre temps) étant entendu que, si le nouvel accord franco-allemand en voie de négociation n'était pas conclu à la date du 31 juillet 27, la France aurait la faculté de dénoncer lesdits arrangements à cette date ou à toute autre date postérieure, pour leur faire prendre fin à l'expiration du mois suivants la dénonciation" (Commu. CCM juillet 27 - PAGE 178)

Peine perdue puisque l'accord commercial franco-allemand fut passé (17 août). En août, la Chambre de Commerce en donna donc le contenu détaillé, suivi bientôt d'une analyse qui conclut sur le constat du bon accueil des accords outre-Rhin. C'est pourquoi vu les perspectives offertes, elle mit en évidence la nécessité du groupement dans l'exploration du marché allemand.

"L'esprit d'association est à la base même de toute activité économique"

avança-t-elle. Enfin, elle insista encore sur les avantages du groupement, permettant d'avoir un représentant en Allemagne travaillant pour plusieurs maisons (Commu. CCM oct. 1927 -

pages 317-318)

En 1928, la Chambre de Commerce de METZ n'eut qu'à déplorer quelques avatars dus à l'application du tarif minimum à toutes les marchandises allemandes (à dater du 16 avril 28). Une lettre fut adressée au Directeur Général de l'Administration - ministère du commerce et de l'Industrie

"Application du tarif minimum à toutes les marchandises allemandes" (...)

"Cette proposition tend, en définitive, à accorder à l'Allemagne, la clause de la nation la plus favorisée DE JURE

Or, au cours des négociations qui se sont poursuivies depuis 1924, les négociateurs français se sont constamment refusés à accorder aux marchés allemands un régime moins libéral et ont nettement masqué leur intention dans le protocole de Signature annexé à l'accord commercial du 17 août 1927 (...)

"Dans la disposition du traité : et "l'Allemagne ne le conteste pas" ... "qu'il appartient au gouvernement français d'établir la liste des produits auxquels il croit que la clause de la nation la plus favorisée de facto ne s'étend pas, sous réserve d'un recours éventuel au gouvernement allemand" (...)

"Il importe que cette liste soit établie ; son importance en effet, résulte moins de la nécessité d'exclure certains produits allemands que de ne pas créer un précédent que d'autres Etats, jouissant d'une clause d'assimilation avec l'Allemagne, pourraient invoquer pour confondre le traité de facto, avec le traité de jure, alors que leur exportation est beaucoup moins étendue, et variée que l'exportation allemande"

(Comm. CCM 1928 - page 78)

Mis à part cette petite anicroche, l'absence de véritables problèmes, sembla prouver que l'application des accords commerciaux de 1927, ne heurta point. Au contraire, sur les bons rapports de "voisinage" avec la Sarre, on trouve un indice sérieux : la poursuite de l'examen du projet de convention frontalière franco-allemand. La Chambre de Commerce messine en consacra sa séance plénière du 13 octobre 1928.

Après avoir rappelé les démarches déjà faites auprès du

ministère, la Chambre vit deux problèmes incitatifs du projet de convention.

-un problème commercial

"la zone frontalière qui doit jouir du régime spécial, doit être portée de 7 km à 10 km de profondeur"

"

en évitant "que les Allemands se rendent acquéreurs de biens-fonds situés dans la zone frontalière"

repenser le "protocole des droits d'usage à la frontière franco-sarroise, signée le 13 novembre 1926"

en cas de retour à l'Allemagne : "établir les mêmes dispositions que la présente convention"

(un problème de circulation

"Déficit de main-d'oeuvre extrêmement grave" en Moselle (baisse du personnel allemand occupés dans les houillères lorraines ~~-voir statistiques en annexe page~~)

Un peu plus loin, on pouvait lire :

"Il s'agit depuis 1925 à ce jour, d'une perte de plus de 1 000 ouvriers qualifiés (exactement 1 085) d'autant plus sensible que la baisse de rendement (loi de 8 heures)

Exige un relèvement considérable pour maintenir la production

(travaux CC METZ 1928 - page 123 et suivante)

Or "les Allemands venant en France, sont soumis à des formalités trop nombreuses et inapplicables (...) ils sont traqués par les autorités françaises et leur nombre diminue"

"Pour préciser ; l'appoint de la main-d'oeuvre rhénane, composée d'ouvriers mineurs qualifiés, est absolument nécessaire au maintien de l'extraction et ne peut être remplacée par aucune main-d'oeuvre d'autre origine, difficile à acclimater dans nos régions. Il faut ajouter qu'il s'agit presque toujours d'ouvriers semainiers, venant sans famille et couchant dans les dortoirs des charbonnages et pour qui le problème du logement sur le

lieu de travail se trouve ainsi facilement résolu"

"La zone normale de recrutement de nos houillères peut être déterminée par une ligne allant du côté allemand, de la frontière au nord de BITCHE à PIRMASENS-KAISER-LAUTERN - KIRN - SCHWEICH. S'il était impossible d'étendre les avantages du régime que nous préconisons à l'ensemble de cette zone, il serait indispensable de prévoir au moins du côté allemand une bande de terrain de 7 km contournant toute la frontière sarro-allemande de façon à faire bénéficier les mineurs habitant cette région des dispositions de l'accord que nous préconisons. Du côté français également, il conviendrait de tracer une ligne hypothétique à 10 km au sud de la frontière franco-sarroise, nos charbonnages se trouvant près de cette frontière et non près de la frontière allemande"

"... que le visa des cartes frontalières soit accordé par une autorité locale et non quelconque"

"... précisons que le contrat d'embauchage doit être visé par une autorité locale, que ce visa suffit et qu'une décision doit être prise dans un délai de 4 jours. (actuellement le contrat d'embauchage est visé par les services de Paris)

"... les dossiers s'accumulent (...) ils ne seront jamais liquidés"

"... passage de nuit autorisé pour les ouvriers travaillant dans les houillères"

"... durée maximum de séjour portée à une semaine"

"... la solution du problème de recrutement de la main-d'oeuvre allemande en RHENANIE et dans le PALATINAT est d'une importance capitale pour la vie de nos industries et une convention frontalière qui ne réglerait pas dans un sens très libéral la question du recrutement dans les pays rhénans ne présenterait en fait aucun intérêt"

"... éviter que les mêmes dispositions soient appliquées aux ouvriers allemands que celles des formalités d'usage au travailleur étranger "inconnu" (Polonais ou autre) (...) établir une distinction"

"Rapport adopté à l'unanimité !"

(Travaux CCM 1928 - pages 121-123)

Au début de 1929, ce fut encore la motivation de l'intérêt qui guida la Chambre de Commerce dans le maintien des rapports économiques mosellans-sarrois, et même dans la mesure du possible, dans une tentative de trouver meilleure place sur le marché allemand. Tous les renseignements et conseils utiles furent donnés : voici un exemple :

"C'est l'accord commercial du 17 août 1927 qui règle les rapports commerciaux de la France et de l'Allemagne. Le dit accord a d'ailleurs été complété par plusieurs avenants"

"Actuellement, la France bénéficie en Allemagne, pour la généralité des produits exportés, du régime de la nation la plus favorisée. D'ailleurs les effets de cet accord ont été particulièrement heureux en ce qui concerne notamment les avions, les engrais, les faïences et porcelaine, la verrerie et cristallerie, les soieries, les tissus de laine, la confection et la mode, pour lesquels les tonnages expédiés ainsi que la valeur accusent une sensible et régulière progression. On peut affirmer aujourd'hui que tous nos articles de luxe peuvent avoir leur place sur le marché allemand, spécialement la parfumerie, la haute nouveauté et la marroquinerie" (...)

L'exportateur peut "trouver un long délai de paiement..." "peut obtenir la mobilisation de créance, représentée par un tarif auprès d'un établissement bancaire spécialisé dans les opérations de cette nature, comme la B.N.F. du commerce extérieur, c'est-à-dire que, contre remise en garantie de la traite tirée sur le client allemand, la banque peut ouvrir à l'exportateur un crédit réalisable par acceptation"

Suivirent les méthodes commerciales à employer, les jugements fournis par les voyageurs de commerce.

"Le dernier accord franco-allemand a donné à nos voyageurs de commerce toutes facilités pour exercer leur profession en Allemagne"

- participation aux frais
- ↳ publicité dans les journaux essentiellement
"est l'Allemagne et le pays qui importe le plus
de périodiques"
- les aides pour l'étiquetage, avec le "made in France",
la facturation, les litiges...

En conclusion "un grand débouché !"

(Commu. de la C.C.M. 1929 - pages 93-94)

Ce fut alors, qu'une deuxième et très chaude alerte vint briser ces perspectives trop optimistes... l'avenir sarrois était de nouveau négocié... Deuxième alerte, car la première comme l'avait craint naguère la Chambre de Commerce, avait été provoquée par ce qu'il conviendrait d'appeler "l'après THOIRY". Il est vrai, jusqu'en 1926, l'opinion messine avait assez rarement évoqué la SARRE : au fond le "fait sarrois" allait de soi, et comme tel, était admis ! Une simple surveillance suffisait. Voyez par exemple, en juin 1925, quand les nationalistes avaient organisé quelques manifestations.

"Grandes manifestations nationalistes en SARRE..."

"le triomphe des nationalistes dans la SARRE"

HOUPERT ironisa en rapportant que certaines décorations remises là-bas, avaient été achetées en France ! (PL 28.6.25)

Tout cela était l'oeuvre du "virus prussien en SARRE"

(M 5.7.25)

"Prudence, il faut faire respecter en Sarre la neutralité, tout au moins jusqu'en 1935" (M 26.6.25)

Mais ces broutilles ne furent rien à côté de l'après-THOIRY. Sitôt passée l'entrevue, le coup résonna :

"D'après LONDRES (18 sept.) BRIAND accepterait

- 1- l'évacuation dans un bref délai, des 2e et 3e zones de COLOGNE
- 2- le retour à l'Allemagne du Bassin de la Sarre sans attendre la plébiscite qui doit avoir lieu dans 9 ans"

(L 19.9.26)

La "Grande liquidation" avait-elle commencé ?

(L 22.9.26)

La Sarre serait-elle livrée à un accord économique

"donnant-donnant ?" (L 24.11.26)

"Restons en Sarre, non dans un désir de conquête, mais dans le désir de favoriser notre propre économie"

(L 9.11.26)

En arrière de ce voeu pieux, un frisson décontenance les esprits : restait à attendre, à redouter. Mais puisqu'en février 1927, rien de décisif ne s'était produit, si ce ne fut la démission du président de la Commission de gouvernement en SARRE, M. STEPHANS, HOUPERT profita de l'événement et affirma :

"La Sarre a obtenu plus qu'avec le Reich (...)

La France devra continuer de faire respecter ses droits et intérêts" (L 25.2.27)

C'était aussi à quelques jours de la nouvelle session de la S.D.N... présidée par STRESEMANN !

"On va discuter de la SARRE à la S.D.N."

"La presse allemande espère l'évacuation rapide de la SARRE"

"Ce qui importe aux Allemands (...) à la commission de gouvernement (...) c'est de remplacer M. LAMBERT, un Belge, par un scandinave ou un Hollandais (...) la majorité serait trouvée pour les Allemands et M. STEPHANS président démissionnaire, retrouverait son mandat" (...)

"La France y détient un gage précieux qu'elle ne saurait abandonner" HOUPERT (L 9.3.27)

Le 12 mars 1927, un compromis fut obtenu au sujet de la SARRE, après l'intervention de STRESEMANN.

Le premier diplomate allemand, s'en référant au point de vue juridique, avança que la présence des troupes française en SARRE, ainsi que les 800 hommes chargés de la protection des chemins de fer, n'était ~~pas~~ pas "légitime" car non incluse à VERSAILLES.

En conséquence de quoi, il souhaita la fixation d'une date à l'évacuation ; la réduction des effectifs des troupes nouvelles de protection ; leurs interventions vis-à-vis de la population sarroise limitées dans un sens exceptionnel ; leur composition "exclue de tout caractère militaire (...)" exclusivement interalliée"

La plupart des propositions de STRESEMANN eurent la faveur, et le délai pour l'évacuation des troupes d'occupation fut arrêté à trois mois

"un succès pour M. STRESEMANN"
fut-on amèrement obligé de reconnaître à METZ (L 13.3.27).

Toutefois, on fit remarquer que si succès il y avait, il n'était pas vraiment complet :

"STRESEMANN n'a pu obtenir la suppression de la troupe de protection et il devra accepter les 800 hommes" (L 14.3.27)

Bah ! cette dernière réserve cacha finalement fort mal la désillusion messine. Etait-ce au moins le prix d'un "pas vers un rapprochement franco-allemand ?" questionna HOUPERT. Et il souligna l'empressement du cabinet ministériel allemand, acceptant à l'unanimité les décisions de Genève, même les 4 nationalistes

STRESEMANN "a obtenu le maximum"

"STRESEMANN parle de paix, WESTARP lance des provocations par rapport à l'entente franco-allemande"

Au bout du compte, HOUPERT avoua cette fois complètement l'ampleur du succès remporté par l'Allemand (L 17.3.27)

Le 23 mars 1927, dans un grand discours au Reichstag ^{Stresemann} parla des évacuations rhénanes et sarroises (L 24.3.27)

Allions-nous, c'est-à-dire nous, Français, rester passifs ?
Allions-nous lâcher la Sarre, nos avantages nationaux, les intérêts lorrains ?

Pour aussi folle qu'elle pût apparaitre, REVIRE proposa une solution : une France habile et charmeuse, captivant la SARRE, et lui montrant de quel côté serait son bonheur... A nous, Français de faire vite...

"Dépêchez-vous !"

"... développer l'économie (...) pour comparer passé allemand et présent français et juger de l'avenir"

"la SARRE choisira alors la France"

"Il reste sept ans et demi avant le plébiscite"

"Dépêchez-vous !" REVIRE (L 14.6.27)

Dans ^{son} opiniâtreté à convaincre, REVIRE mit à sa griffe une énergie farouche et débordante rarement égalée...

Pas même le plus petit argument oublié ! A bride abattue, sa démonstration fusa tous azimuts. Par respect à sa pensée originale et téméraire, nous avons choisi d'en suivre scrupuleusement le cheminement très emporté et donc touffu, mais tellement sincère et décidé.

La première chose était sans doute de mettre l'accent économique. Il le mit ! Evoquant le projet allemand d'un canal de SAARBRUCK à LUDWIG HAFEN. Mais, découvrant l'hostilité du Reich à un tel projet, tant que durerait l'occupation sarroise, il pressa du côté français.

"il faut "hâter la canalisation de la MOSELLE" pour "rattacher l'économie lorraine sur un plan plus vaste, avant qu'un jour la Sarre ne prenne de l'avance"

(L 25.3.27)

Cela fut écrit en mars, au mois de juillet, on publia le projet de canalisation de la MOSELLE, augmenté d'une carte

(M 1-2.7.27)

La canalisation de la Moselle devrait donc être le bon point pour l'économie lorraine. REVIRE en désigna un autre : attiser les relations économiques entre SARRE et LORRAINE. Puis, il se prit à rêver...

"Le beau rêve de 1918"

"On retrouvait la Lorraine entière" celle de 1814, avec SARRELOUIS...

"On veut donner une grande prospérité à la SARRE, pour cela il faut augmenter les transports, rien ne suffit de produire, il faut vendre..."

"On a élaboré de grands projets (...) multiplier les communications, pour les personnels, une fois la SARRE recouvrée par les Allemands, il faudra profiter de ces relations économiques privilégiées"

REVIRE (L 15.5.27)

Mais attention...

"les Sarrois bourrés de propagande prusienne, n'écouteront pas les thèses françaises..."

"Ils s'en repentiront"

"Que la France entière comprenne enfin que la SARRE est le dernier profit véritable de la victoire"

REVIRE (L 31.5.27)

A la France de poursuivre des efforts, en améliorant par exemple le réseau ferroviaire afin de stimuler l'économie.

"Parce qu'enfin, on oublie trop que la LORRAINE ne nous a pas été restituée en entier et qu'un de ses fleurons, SARRELOUIS nous manque encore" (...)

"Développer l'économie (...) pour comparer passé allemand et présent français et juger de l'avenir"

"La SARRE choisira alors la France"

"Il reste sept ans et demi avant le plébiscite"

"Dépêchez-vous !" REVIRE (L 14.6.27)

Difficile de convaincre ! Pas même un mois plus tard, en juillet 27, REVIRE indigné revint à la charge pour seriner contre la nomination de SIR WILSON à la présidence de la Commission du gouvernement de la SARRE... Ce WILSON pour aussi brave qu'il eût pu être, n'en était pas moins un spécialiste, mais des questions asiatiques, et il avait été à TESCHEN ! REVIRE rêva encore à SARRELOUIS avec une larme d'amertume bien sûr... (L 21.7.27)

HOUPERT également, pour souligner en août, qu'aux manifestations et au congrès de la fédération des sociétés sarroises (7-8 août) tous les participants s'étaient exprimés en Allemand et avaient réclamé le retour à l'Empire.

Il soupira...

... Confrontés à l'action de "meneurs sarrois"

... "tous les efforts (économiques...) faits par la France ne comptent pas" HOUPERT (L 17.8.27)

"Manifestations ouvrières, défilés nationalistes..." soit! mais "il faut atténuer et combattre l'effort sur l'esprit des meneurs !"

"La France doit agir, sinon l'Allemagne recouvrera facilement cette province, alors qu'elle en avait fait son deuil" lança REVIRE (L 22.8.27)

On eut tellement raison de croire que la France avait si peu l'intention d'agir, qu'au début septembre, à la 46e session du conseil de la S.D.N., quand on vit STRESEMANN y arriver le premier, de suite on trembla !

"J. DONTENVILLE, agrégé d'HISTOIRE" fut reconnu et fait maître de la réplique de mise en garde ou de crainte ...

"Ne vendons pas nos avantages" (...)

"l'Etat français ne saurait céder ni la propriété, ni l'exploitation des mines de la SARRE" (L 2.9.27)

Seulement voilà

"deux délégations bourgeoises de SARRE" allèrent voir STRESEMANN pour "se mettre d'accord dans la lutte contre la France" (L 22.9.27)

Eh bien oui, il existait bel et bien "une angoisse sarroise" Et REVIRE admit qu'il était très difficile d'absorber complètement la production métallurgique de la SARRE. Mais on pouvait aussi considérer qu'il s'agissait d'un problème momentané. Encore une fois à nous d'"agir"

dans "l'union étroite des deux métallurgies" afin de "trouver un essor inconnu"(REVIRE)(L 30.9.27)

Pour une fois, l'on bougea ! Le 11 octobre 1927, eut lieu le congrès économique franco-sarrois avec participation des Chambres de Commerce et de l'économie, des Chambres syndicales, des sociétés industrielles... etc. Développement des chemins

de fer, des mines de métallurgie à l'ordre du jour. Beau programme qui, à METZ, en réjouit plus d'un.

HOUPERT (L.12.10.27)

HOUPERT en fut de ceux-là ! C'est bien ce genre de nouvelles, de projets, qu'il convenait d'ébruiter, faire connaître, faire apprécier. C'est comme cela que l'on pourrait rabrouer "les reproches des pangermanistes de la SAARBRUCKEN ZEITUNG" (...) "ROCHLING" en tête, contre lui et leur "refrain habituel : salaire de misère, etc

HOUPERT (L 15.10.27)

Comment donc ! S'il existait des

"difficultés économiques sarrois", "l'intérêt économique de la SARRE" aurait "plus d'avantages du côté français"

Mais REVIRE en voulu à beaucoup de français de ne point le penser... REVIRE (L 3.11.27)

"La Sarre a de grandes possibilités"

Il faut "éviter de faire le jeu de l'Allemagne"

"Faisons nos affaires, avant de faire celle du Reich"

REVIRE (L 3.11.27)

Et puis, il y avait ceux qui, en France, prétextant une surproduction de charbon, demandaient de céder la SARRE aux Allemands. "NON" Tout cela venait à nier le progrès de la chimie, on pourrait manquer d'essence, de pétrole, on pourrait traverser une crise économique, être à la merci de l'étranger. Non, nous devons "garder la SARRE"

REVIRE (L 29.12.27)

D'autres, prétextant une surproduction de la métallurgie française, exigeaient eux-aussi la restitution de la SARRE

"Non" il y a "trop d'avantages"

"le gouvernement français doit trouver une nouvelle politique économique" REVIRE (L 17.1.28)

Et REVIRE ressassa encore ! Voyez à la fin janvier 28 :

"La métallurgie française et la SARRE"

Une nouvelle politique économique est "à faire par le gouvernement français"

"Lecteurs crions donc : "LA SARRE, la SARRE !"

Il faut faire "pression sur le gouvernement français"

REVIRE (L 31.1.28)

Il était plus que grand temps d'agir ! Devant le Reichstag, STRESEMANN se référent à LOCARNO, rebattit à nouveau sur les évacuations rhénanes et sarroises (L 31.1.28). A partir de cet instant, on eût dit que le vent de la malchance venait de se lever contre nous. Juste quinze jours après le discours, l'administration minière de la SARRE annonça le renvoi de 4 000 ouvriers, pour le courant de 1928

"La crise charbonnière sarroise"

Etait-ce la "faute de la France ?"

"Non, c'est la RUHR qui pèse de son poids" défendit

REVIRE (L 27.2.28)

Rude coup, néanmoins... ! On venait d'atteindre là "un des points névralgiques de la SARRE"

REVIRE fit pourtant la démonstration que l'Allemagne n'avait pas besoin de charbon sarrois. Alors il s'emporta :

"Pourquoi l'hystérie anti-française des journaux sarrois ?" (L 5.3.28)

Pour toute réponse, il ne reçut qu'un autre mauvais coup... Une délégation sarroise irait à Genève se plaindre de la crise. Piqué au vif, HOUPERT jeta son dévolu !

"On verra si le Reich acceptera du charbon sarrois (...) pour résorber la crise, lui qui jusqu'à maintenant s'est désintéressé de la SARRE" (L 8.3.28)

Toutefois, du côté de la S.D.N., on ne sut pas grand'chose... excepté le 10 mars, quand le conseil changea pour un an l'équipe gouvernementale, remplaçant notamment le président le Belge LAMBERT par le finlandais EHRNÖTH.

"Il n'est pas prouvé qu'il soit germanophile" ironisa

REVIRE (L 19.3.28)

Cependant, une fois remis de ses émotions, il proposa quelque chose de constructif. A propos de la crise, on pouvait fort bien

"construire un canal vers METZ" afin de répondre à nos besoins.

En tout état de cause, REVIRE déplora :

"qu'il n'y ait pas de collaboration internationale et extra-européenne" (L 3.4.28)

... Comme il déplora un peu plus tard, l'action propagandiste de ROEHLING qui, tirant profit de la crise charbonnière, menait de farouches attaques à l'encontre de l'occupation française (L 18.6.28)

Toutes ces "immixtions pangermanistes dans les affaires sarroises" furent condamnées énergiquement
(M 19.7.28)

Et, tandis que l'on veillait et s'accrochait ainsi au très lointain et fugitif rêve sarrois, en septembre 1928, arriva de nouveau ce que l'on avait redouté après THOIRY : des pour-parlers franco-allemands. Ce danger-là, était bien le plus sérieux.

Alerte, on négocie !

- "Faire valoir nos droits et avantages..." (L 20.11.28)
- "ne pas lâcher la Sarre" (L 17.12.28)
- "Un grand problème d'intérêt régional : l'Alsace, la Moselle, la Sarre"
- "L'offensive allemande sur la Sarre. La bataille pour la Sarre est commencée"

REVIRE (29.6.29)

- "Et quand la Sarre sera redevenue allemande ?"
(L 17.6.29)

Négociier... peut-être ! Mais sous certaines conditions !

"Nous sommes en SARRE, nous y avons nos intérêts et des droits. Qu'on le veuille ou non, il faudra bien qu'on les respecte" REVIRE (L 25.9.28)

Et d'abord, la première chose à faire, c'était de se parer à toute manœuvre allemande susceptible de gêner, de modifier, d'infléchir les négociations, on devine à l'avantage de qui...

"Si l'Allemagne bloque ses échanges commerciaux, elle peut à tout moment faire surgir un regain d'hostilité contre la France (...) il faut chercher une solution, agir", même nos "provinces de l'EST" peuvent en souffrir REVIRE (L 5.11.28)

On voit que le mot clef était invariablement le même : agir. REVIRE répéta : agir pour "faire valoir les droits et avantages des Français" avant une "éventuel plébiscite"

(L 20.11.28)

Cela dit, en décembre 28, les Allemands semblèrent marquer un point, puisque ce furent eux qui accordèrent un emprunt à long terme à la Sarre en crise (L 14.12.28). La nouvelle fut d'ailleurs annoncée par le chancelier MULLER en personne lors d'un banquet, sans doute le 13 décembre (L 14.12.28) Là-dessus, le 27, le chancelier discourt sur les territoires occupés, souhaita leur évacuation comme d'un prix nécessaire à la paix, et reconnut le caractère foncièrement allemand de la SARRE. Cette dernière référence lui permit de porter haut le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes...

(L 28.12.28)

A ces points successifs enregistrés dans le camp allemand, REVIRE tenta l'esquive et monta en épingle la première manifestation publique de l'ASSOCIATION FRANCAISE DE LA SARRE (mi-décembre 28) "Ne pas lâcher la SARRE" voilà ce que cette manifestation lui inspira... dans un premier temps

(L 17.12.28)

Car il revint à la charge, pour y découvrir que "l'onde française" avait entraîné des "soucis allemands à propos de la SARRE".

Malheureusement, il s'affligea du

"peu d'intérêt des journaux parisiens pour les "choses de ce pays" c'est-à-dire de l'Alsace-Lorraine et après cette première manifestation pour "la SARRE française", "manifestation dans le "monde français" car la France est un monde de 100 millions d'habitants !"

REVIRE (L 21.1.29)

Mais qui donc comprenait pour nous l'importance du "bloc économique sarro-lorrain " ?

Laisserait-on librement faire les Allemands ?

"les jérémiades pangermanistes n'y changeront rien. Malgré eux, nous sauverons la SARRE. Malgré eux, nous sauverons l'exploitation de ses richesses et ce, pour le plus grand profit des SARROIS et de l'EUROPE toute entière" REVIRE (L 4.3.29)

Le 9 mars 1929, la 54e session de la S.D.N. clôtura ses travaux. Elle avait parlé des minorités, et notamment de la SARRE. Mais rien de décisif en était sorti (L 10.3.29)

Une alerte était passée... Il y en aurait d'autres ! Et si REVIRE entreprit en juin, d'étudier quelques satisfactions, prouvant l'augmentation en SARRE des produits alimentaires, ou des cigarettes, du tabac, de la bière... etc, ce fut afin de poser une question :

"Et quand la SARRE sera redevenue allemande ?" (L 17.6.29)
puis ensuite de se prémunir avant la nouvelle session de la S.D.N. à Madrid. Pour l'occasion, on prêta l'intention aux Allemands de demander la rétrocession immédiate de la SARRE
(L 21.6.29)

"Offensive allemande sur la SARRE"

"La bataille pour la SARRE est commencée"

REVIRE (L 29.6.29)

Par chance, à MADRID, rien de sérieux ! Non , le coup de tonnerre éclata le 30 août, quand on informa de l'évacuation rhénane et de la mise en place d'une conférence franco-allemande pour l'évacuation de la SARRE (L 30.8.29)

Le 25 septembre, les négociations sur la SARRE s'ouvrirent. REVIRE sombra dans l'amertume la plus douloureuse, reprochant en substance la rapidité des négociations. Mais il eut un sursaut :

"tout n'est pas dit !" (L 25.9.29)

Toutefois, à cet instant rien ne parut devoir enrayer le processus. La bataille de la dernière chance commença, METZ y jeta tous ses feux et ce, en ignorant complètement la portée éventuelle de la mort de STRESEMANN quand elle le surprit en octobre

"Un grand problème d'intérêt régional"

"l'Alsace, la Moselle et la Sarre"

"Les commerçants et industriels alsaciens, solidement appuyés par leurs parlementaires sans exception, forment leurs protestations contre les tentatives d'abandon de la SARRE" (M 9.10.29)

On trouva un écho semblable à la Chambre de Commerce de METZ qui dès lors, bouqua ferme.!

Après avoir évoqué les projets de canalisation de la MOSELLE de la frontière franco-allemande jusqu'à COBLENCE, (travaux CCM 1929 - page 66), la Chambre délibéra à propos d'une modification du régime de la SARRE, puisque des contacts franco-allemands étaient imminents. Dorénavant, plus question de musarder, alors on clama plus haut et plus fort la défense de nos intérêts.

"Le Commerce et l'Industrie et la question sarroise"

On énuméra...

"les intérêts du commerce de la Moselle (...) les industries intéressées au marché sarrois : industrie alimentaire - habillement - bois - salines - produits chimiques - deux cristalleries - des fabricants d'objets en ciment - des fabricants de cylindres de laminoir - d'outils - de cuisinières - coffres-forts - coffrets, etc..."

On craignit alors ^{à cause} de la

"réunion au point de vue douanier à l'Allemagne"
de "... la concurrence des produits allemands en SARRE(...
perte pour les Français (...)

afin "de se parer du danger de l'arrivée des produits
allemands en MOSELLE (...)"

"Déjà des industries demandent une protection :

verrerie - faïenceries - manufactures de céramique pour
la bâtiment - cartonnage - construction métallique -
fabricants d'outils de charcuterie - produits pharma-
ceutiques..."

(...)

"Dans les prochaines négociations, l'Allemagne est
manderesse" (...)

"La Chambre de Commerce de METZ estime que si la France
admet que la question sarroise reçoive dès novembre,
une solution aussi conforme aux désirs de l'Allemagne,
elle est en bonne posture pour poser certaines conditions
d'ordre économique"

"Elle peut stipuler notamment que les industriels et les
commerçants français pour lesquels la Sarre constitue
un débouché important, pourront continuer, pendant une
certaine période, à y expédier leurs produits en fran-
chise. Elle n'a pas à fournir à notre avis, de compen-
sation pour l'avantage qu'elle se serait ainsi réservé,
en concédant la franchise à leur entrée en France, aux
produits sarrois susceptibles de faire concurrence à
l'industrie nationale"

Conclusion :

"Emet le voeu que le gouvernement dans l'établissement
des modus vivendi provisoire dont la nécessité ne sau-
rait faire aucun doute, fasse prévaloir des solutions
garantissant les intérêts légitimes de ses ressortis-
sants, aussi bien de ceux qui désirent maintenir le
courant de leurs exportations vers la SARRE, que ceux
qui veulent avant tout être protégés contre les impor-
tations de SARRE en FRANCE"

(travaux CCM 1929 - pages 79-80)

De nouveau, quand la Chambre étudia l'élargissement de l'arrangement conclu le 28 février 1928 (entre la France et l'Allemagne au sujet des échanges commerciaux du territoire de la SARRE avec le territoire douanier allemand) elle formula une autre crainte contre toute augmentation de

"certains contingents relatifs à l'entrée en SARRE de jouets, chaussures, pommes de terre - semences (...) d'origine allemande"

(travaux CCM 1929 - pages 80-81)

Enfin, elle adressa au gouvernement le voeu suivant :

"La Chambre a pris connaissance du rapport général à soumettre à la commission inter-ministérielle, chargée de préparer les négociations franco-allemandes relatives au régime futur du territoire de la SARRE"

"Ce rapport met en relief l'importance que présente à tout le commerce de la Moselle, la clientèle sarroise et expose ensuite les points de vue des différents industriels de la circonscription de la Chambre. Les termes de ce rapport ont été approuvés à l'unanimité et la Chambre a adopté le voeu suivant :

"S'abstenant d'envisager sous leur aspect politique les négociations qui sont sur le point de s'ouvrir concernant le régime futur du territoire de la Sarre ; Mais constatant que si la France admettait la révision avant le terme fixé du statut de la Sarre et son retour dans l'unité allemande d'une part part, et la reprise avant cette même date des Houillères domaniales par l'Etat prussien d'autre part, elle sacrifierait des avantages importants que le Traité de Versailles lui a reconnu ;

Qu'en conséquence, si la France se prêtait à des solutions du problème sarrois si conformes aux désirs allemands, elle pourrait légitimement subordonner un acquiescement à certaines conditions d'ordre économique ; Considérant que le territoire de la Sarre a toujours

constitué pour le commerce et une grande partie des industries mosellanes un débouché très important ; Que les transactions avec la Sarre se sont encore développées au cours des dernières années et que la perte de ce marché pourrait avoir des conséquences plus graves et même être une cause de ruine pour un grand nombre d'industriels et de commerçants ;

"Cependant que le Traité de Versailles garantissait aux produits français l'entrée en franchise en Sarre, en tout cas jusqu'en 1935, et que l'on comprendrait mal l'abandon prématuré de cet avantage comme résultat d'une négociation dans laquelle l'adverse partie et si manifestement demanderesse ;

Mais considérant que le maintien de la franchise pour les produits français dans les conditions que la France paraît en mesure de stipuler ne doit pas comporter des compensations dont certaines branches de notre économie nationale et régionale subirait le détriment ; Qu'en effet si le gouvernement français était amené à considérer que le voeu du peuple sarrois est de rentrer dès maintenant dans l'unité politique allemande, il devrait en conclure que ce peuple a envisagé les conséquences d'une union douanière avec l'Allemagne et de son exclusion de l'union douanière avec la France, qui en est la suite naturelle !

Que de ces conditions, rien ne justifierait la maintien même temporaire, de la franchise de droits à leur entrée en France pour les produits de l'industrie sarroise susceptible de faire concurrence à la production nationale, exception faite de certains cas d'espèces, étroitement limités et n'ayant pour objet de sauvegarder des intérêts que certaines sociétés françaises ont pris en Sarre sur la foi des traités (...)

"Recommande à l'attention du gouvernement, les rapports qu'elle a présenté à la Délégation française et dans lesquels elle a exposé les intérêts variés des industriels et des commerçants mosellans,

émet le vœu :

"Que le gouvernement, dans l'établissement du modus vivendi provisoire dont la nécessité ne saurait faire aucun doute, fasse prévaloir des solutions garantissant les intérêts légitimes des ressortissants, aussi bien de ceux qui désirent maintenir le courant de leurs exportations vers la Sarre, que de ceux qui veulent avant tout être protégés contre les importations de Sarre en France" (COMMU. CCM 1929 - pages 121-122)

Les négociations s'éternisant, la Chambre de Commerce crut bon d'adresser la même remontrance l'année suivante. On augmenta simplement le préambule pour insister sur la position géographique "particulière" de la Moselle, pour rappeler la démarche de l'année passée et les pertes nouvelles de débouchés
(travaux CCM 1930 - pages 81-84)

Pour la foi de l'exemple, on rapporta la concurrence des exportations allemandes et polonaises de farines de seigle, les exportateurs allemands pratiquant le dumping et bénéficiant de primes à l'exportation (travaux CCM 1930 - page 82)

Donc, comme l'avait dit REVIRE, dès octobre 1929 : à METZ "la question du jour" tourna bien autour de l'ambiguïté "Sarre et Lorraine" (L 12.10.29). Mais si l'on était déjà persuadé de la nécessité de convaincre la France, on y ajouta aussi l'espoir de parvenir à subjuguier les SARROIS du choix côté français, jugé pour eux bon et raisonnable !

"Le franc est une monnaie stable (...) quand la Sarre redeviendra allemande (...) quand le mark l'envahira(...) la vie sera plus chère..."

"Avant les cinq ans qui reste, il faut resserrer les liens économiques (...) profitables pour la Lorraine et la France"

"La collaboration franco-allemande, ne doit pas se bâtir sur la désorganisation de la SARRE et de la vie économique française" REVIRE (L 12.10.29)

Cet avis fut partagé par bien d'autres. Ainsi le JOURNAL DE GENEVE qui à propos des pourparlers retardés, reconnut que la majorité des SARROIS souhaitait redevenir allemands mais remarqua :

"Il est bien certain que leur intérêt n'est pas, de voir une frontière hermétique s'élever entre eux et la LORRAINE"

(...)

"Une fois le plébiscite (...) ils feront pression sur le gouvernement allemand pour qu'il facilite le plus possible les échanges franco-sarrois" (...)

"établir (...) une zone franche douanière" (...)

"des sociétés mixtes" pour les mines et leur "seul débouché: la France" (L 21.10.29)

Reprenant un article du "JOURNAL" signé SAINT BRICE, REVIRE affirma :

"la question de la SARRE n'est pas mûre encore"

"côté français, on est mal préparé"

"On se trouve en présence de l'éventualité du rétablissement de la domination allemande dans un pays dont tous les enchaînements économiques sont dirigés du côté de la France"

"Nous nous engageons à la légère. Puis nous réfléchissons Alors les Allemands nous accusent de duplicité. Nous cédon pour leur montrer notre grandeur d'âme et le processus recommence"

"Il est triste de constater combien nombreux et combien beaux étaient les atouts dont nous disposions et avec quelle légèreté nous les avons bâclés !"

REVIRE (L 17.10.29)

Nous étions tombés dans le "guêpier sarrois" :

"Le gouvernement s'est engagé trop hâtivement par l'ouverture brusque et inattendue des négociations au sujet de la SARRE"

A la Chambre des Député "M. Désiré FERRY - député de MEURTHE ET MOSELLE (qui ne passe pas pour un adversaire systématique du ministère), a traduit l'émotion provo-

quée en LORRAINE"

Alors pour le rapprochement... "ne soyons pas dupe des apparences..." (L 19.10.29 "journée politique")

Et maintenant côté allemand ?

"Le revers de la médaille"

"Quelle est la position de l'Allemagne en face du problème sarrois ?"

"Un ami du Lorrain écrit : "l'Allemagne consciente de la division que se serait produite et du manque d'information du côté français, escomptait un succès certain(...) la presse allemande est furieuse"

... Elle espérait le rétablissement de la souveraineté politique et économique, la rétrocession des mines..., un accord commercial. Mais :

"... l'Allemagne n'a que faire du charbon sarrois, quant à la minette lorraine, elle trouvera toujours preneur, quant à la non-exportation des produits alimentaires mosellans en SARRE, c'est la SARRE qui en souffrirait". Quant au large accord douanier, la France n'en bénéficiera pas. Les droits de douane resteraient trop élevés à la frontière allemande, même s'ils étaient abaissés de 50 %... et de toute façon, les Allemands achèteraient toujours des produits allemands"

"Au contraire, par la SARRE, elle pourrait faire entrer les produits allemands en France"

"l'Allemagne dévoile son jeu !

"Comme cadeau s'est vraiment réussi !"

(L 19.10.29)

Là-dessus, REVIRE fit publier un article du MESSAGER d'ALSACE (5-6 octobre)

"Eclairons l'opinion - inquiétudes sarroises"

Il s'agit :

"d'un mémoire qui devait rester secret de M. LUTKE, syndic de la Chambre de Commerce allemande de SARREBRUCK (pangermaniste - parti ROCHLING)"

"Ce n'est qu'un long mémoire de détresse" (...)

"le retour sera difficile même après une période de transition" (L 23.10.29)

... Petit intermède, quand notre ministère sombra le 22 octobre et que BRIAND y eut ses responsabilités, RITZ le chargea de mille maux :

"Il a fauté sur l'ouverture des négociations sur la SARRE" (L 25.10.29)

... Et si l'on méprisa la crise qui s'en suivit, on lui fut finalement reconnaissant puisque que l'on trouva que le nouveau ministère TARDIEU, avec MAGINOT à la guerre avait de "l'allure" (L 5.11.29)

Etait-ce bon signe ? Avant de le savoir, REVIRE prolongea ses remarques sur les problèmes de la SARRE et d'après la VOLKSSTIMME du 19 octobre, au sujet de son orientation future à l'EST, le jour où seraient suspendues les exportations de minette lorraine.

"Mais ce sera bien autre chose lorsque les lignes nouvelles lui amèneront le minerai de HUNSRUCK, les primeurs de KIRN, les bananes et les citrons de BAUMHOLDER, les automobiles d'OBBERKOSTENZ, les étoffes de BIRKENFELD, les céréales et les vins de RHAUSSEN... Et quel bonheur lorsque les mêmes voies lui amèneront l'esprit ost-elbien, les fonctionnaires du BRANDEBOURG, les gendarmes de la POMERANIE, les industriels WEST-PHALIENS.

"Ah ! douceur ineffable des climats de l'EST !"

REVIRE (L 6.11.29)

Maintenant restait à discerner les inspirations du nouveau ministère

"le nouveau ministère et la SARRE"

REVIRE trouva la déclaration ministérielle de TARDIEU

"vascillante et falote" ... voyez vous même !:

définir "le régime économique de la SARRE, où sans toucher aux droits politiques des populations, il s'agit d'étudier la possibilité d'une transaction durablement avantageuse aux contractants..."

REVIRE fit grise mine et observa :

"le plébiscite aura donc lieu" (...)

"il importe que ce plébiscite soit libre et sincère et que cesse cette propagande allemande éhontée"

"La France doit maintenir ses positions acquises en SARRE pour courir ses chances équitablement"

En ce qui concernait la collaboration féconde selon l'esprit de LOCARNO avancée par TARDIEU, REVIRE cèda tout de même ...

"le problème est complexe (...) replacer sous une souveraineté politique un territoire dont tous les intérêts économiques sont orientés vers d'autres pays ; détruire les effets plus que centenaires du ZOLLVEREIN, sans porter une grave atteinte aux intérêts et aux droits des Sarrois, pas plus qu'à ceux des Français : cela nous paraît équivaloir à résoudre la quadrature du cercle"

(L 14.11.29)

Ce ne fut certainement pas l'avis de tout le monde... En prévision des élections municipales, juste avant le coup d'envoi des négociations, le 16 novembre, Mgr KAAS rendit visite à SARREBRUCK...

"le centre signera la ratification si l'on arrive à un accord satisfaisant pour l'Allemagne, dans la question de la SARRE, car l'Allemagne a fait beaucoup de concessions..." (L 17.11.29)

Réaction immédiate :

"les négociation sur la SARRE dureront au moins six mois n'en déplaise à Mgr KAAS, donc bien après la ratification du plan YOUNG" (L 19.11.29)

... négociations qui furent annoncées officiellement pour le jeudi 21 novembre 1929.

"On avait parlé du 15 septembre, puis du 16 octobre... un mois de retard (...) on est mieux préparé"... du moins l'espéra-t-on... car l'on mit beaucoup de réserves...

"L'avertissement KAAS sera négligé en France comme tant d'autres..." pourtant c'était bien "clair" :
"il paraît à peu près certain que dans les premières réunions se manifesteront des divergences et que se déchaînera la presse allemande" (...)

"BRIAND a dit le problème sarrois non lié aux négociations de LA HAYE (...) côté allemand, tout est lié" (...)
"Nous pouvions dire : "ratifier le plan YOUNG et alors nous évacuons la RHÉNANIE et nous négocierons sur la SARRE"

"On nous répond : partez de la Rhénanie et de la Sarre ou bien nous ne ratifierons pas"

"Il y a là une équivoque évidente" (L 20.11.29)

La Chambre des Députés entendit elle-aussi ce genre de propos. Mais les reproches ne vinrent pas de SCHUMAN, élu le 21 novembre président de la Commission d'Alsace et de Lorraine. On avait cependant ouïe le son de sa voix le 14 au sujet des titres de rente allemands en Alsace-Lorraine. Non, la réplique vint de "l'inévitable" FRANKLIN BOUILLON. Ce dernier fit grief pour avoir commencé à négocier sur la question sarroise "sans que la France ait pu constater par l'application du plan YOUNG, la bonne foi allemande"

"les négociations sont contraires aux engagements du gouvernement lui-même. Le gouvernement avait déclaré qu'une vaste enquête s'imposait avant toute négociation. Aucune de nos commissions n'a été saisie de cette grave question qui est vitale en Alsace et Lorraine et pour toute la France, puisqu'elle intéresse les rapports franco-allemands" (...)

... Enfin, il acheva en rappelant une phrase-clef de KAAS :
"LA HAYE ne (peut) pas être considéré comme la liquidation définitive de la guerre" (L 22.11.29)

Sur ce, une fois exprimée la profonde tristesse que causa la mort de CLEMENCEAU, l'opinion messine revint à la SARRE, après les résultats connus des élections municipales. (dimanche 17 novembre) REVIRE dressa le bilan, non sans quelques satisfactions...

"Le centre maîtrise la situation (...)"

"progrès du parti économique (...)"

"40 % d'abstentions (...) qui sont-ils ?"

REVIRE dans le perspective du plebiscite

(L 28.11.29)

Difficile de le dire, comme il fut désormais difficile de débattre sur les négociations sarroises, ou le "silence officiel" (L 4.12.29)

(A la Chambre, SCHUMAN se préoccupa de la pollution de la Moselle le 8 décembre, et le 21 du rétablissement du tribunal de THIONVILLE)

A la mi-décembre, REVIRE sentit quelque chose...

"la négociation sarroise est malade"

Pourquoi ? Sans doute, face aux "prétentions allemandes (...). Les allemands font des erreurs depuis que STRESEMANN n'est plus là !

"Rester vigilants..."

conseilla REVIRE (L 12.12.29)

L'on n'en sut pas davantage jusqu'au début de 1930...

REVIRE entretint le feu !

"Avertissements. Travaux allemands sur la SARRE"

"... parution d'un livre un "mastodonte de 420", sous la forme d'un ouvrage de 584 pages intitulé : la SARRE, sa structure, ses problèmes"

"Etourdi sous le choc, il nous a fallu un bon moment pour reprendre nos esprits. Nous n'y sommes pas encore complètement parvenus, il nous reste encore quelques centaines de pages à lire... puis à digérer (...) pages drôlatiques (...) heureusement qu'il y a des gravures. La propagande allemande ne recule devant rien"

"Inclinons-nous donc. Mais l'édition d'un tel ouvrage nous démontre ipso-facto que la propagande allemande dispose de moyens dont la propagande française ne dispose point"

"L'avant propos est dû à la plume de M. LEVACHER, leader du parti du Centre. La préface a pour auteur M. SCHMELZER leader du parti sarro-allemand. La conclusion a été

réservée à M. BRAUN, rédacteur en chef de la socialiste VOLKSSTIMME. On a laissé tomber les communistes, et aussi le parti économique, ce qui est caractéristique" "On imagine pas M. L. BLUM collaborer à une oeuvre nationale avec M. POINCARE et avec M. L. MARIN" !

Ouvrage géographique-historique-économique (mines)- lutte pour le débouché sarrois - politique - vie culturelle.

"le tout pour démontrer que la SARRE ne peut vivre sous le régime actuel, ce qui est un peu fort et outre-cuidant si l'on considère que malgré tout, la SARRE vit depuis dix ans et vit bien"

(...) "historiens sans scrupules !"

"La PRUSSE qui se croit sûre de récupérer la SARRE, se prépare sous l'apparence de ses historiens et de ses géographes à réenvahir la Lorraine. On se refuse à le croire chez nous. C'est tant pis. Les avertissements n'auront pas manqué. Les responsabilités, d'ores et déjà existent"

"Il est vrai que certains (petit nombre encore, nous voulons le croire) s'habituent peu à peu dans leur sort de sacrifices... ou leur désir de continuer à s'enrichir tranquillement, à envisager comme sûr moyen d'éviter toute guerre, une vassalisation économique du Reich, sous les apparences d'Etats Unis d'Europe et d'Union douanière continentale. Et ces pacifistes deviennent soudain belliqueux lorsqu'on leur parle des Anglo-saxons, ou des Italiens... Mais ceci est une autre histoire..."

REVIRE (3.1.30)

Car en attendant, au sujet des négociations sarroises, on restait toujours au stade d'un mutisme pourtant très incertain...

C'était le "point mort" assura-t-on à METZ (il faut dire que l'on discourait à LA HAYE...)

"Pendant le silence" REVIRE proposa d'étudier "l'évolution de l'opinion sarroise"

Il opposa une Allemagne pauvre, à une France plutôt solide

"Les créanciers du Reich semblent avoir formé un front unique (...) l'état des finances publiques du Reich

inspire de vives inquiétudes"

La crise économique prévisible parut donc devoir se répercuter en SARRE. Et puis

"L'espoir d'appartenir à un grand Etat" venait d'être
"déçu par le mémorandum du Dr SCHACHT"

"Comment, en effet, le Reich appauvri pourrait-il jamais accorder aux Sarrois des allègements d'impôts, des abaissements de tarifs, des facilités de crédit ? Et si le gouvernement passait aux industriels des commandes de quelque importance pour les tirer du marasme, n'aurait-il pas se trouver dans l'incapacité de payer ? Cinq cents millions de marks pour racheter les mines, cinq cents autres millions pour fournir des fonds de roulement à l'économie sarroise : telles sont les sommes nécessaires. Comment les trouver au moment où les Américains rapatrient leurs crédits consentis à l'Allemagne ?"

"Comment espérer d'une Communauté ruinée ?"

"Tandis qu'au contraire, la France apparaît riche, plus riche que tous les autres Etats européens"

"Derechef, des communes, des arrondissements, des tramways s'empruntent chez nous. Et il devient évident qu'en faisant ajourner la question de l'emprunt d'Etat sarrois à Genève, sous prétexte que le statut du pays était appelé à subir des transformations, M. STRESEMANN a rendu un bien mauvais service à ses compatriotes et à ses frères du Territoire"

"Il éclate aux yeux que depuis 6 mois ou 8 mois, les progrès de l'idée autonomiste sarroise sont absolument stupéfiants"

"L'école française en SARRE progresse, malgré une pression éhontée"

2e constatation:

"... la Grande-Bretagne et ses chômeurs. Le Reich et sa folie d'emprunter. La Russie agonisante. L'Europe Centrale et son instabilité. La France et sa démographie. La situation économique de l'Europe..."

"Elle (l'Europe) s'appauvrit lentement, mais sûrement derrière un décor fallacieux"

"Mais c'est encore la France dont la situation est la meilleure... sol, situation géographique unique, domaine colonial, relative sagesse de ses habitants, équilibre de la population rurale et citadine..."

"Situation qui permet de mieux tenir le coup" (...)

"Ce n'est pas que nous soyons menacés et attaqués par mille dangers, mais enfin, nous sommes en meilleure posture que les autres pour y résister. Et c'est sans doute ce qui justifie dans une certaine mesure, l'optimisme joyeux de m. André TARDIEU"

(...) "Le Dr CURTIUS est soucieux et sombre. Les SARROIS s'en aperçoivent..."

"Il faut être bien sot pour lâcher la proie pour l'ombre" (...)

"agir"! REVIRE (L 8.1.30)

Agir... pourquoi ? Comment ?

La SARRE est "une région contestée, française par l'histoire, la géographie et l'économie, allemande par l'imagination prussienne, par la terreur et la corruption. Un des points névralgiques des confins franco-germaniques, la SARRE a été placée sous le contrôle de la S.D.N." (...)

REVIRE (L 29.1.30)

"La SARRE française"

"Au moment où sont commencées les négociations officieuses relatives au régime de la SARRE, tel qu'il a été institué par le Traité de Versailles..." il faut faire respecter "l'intérêt français"

"Aujourd'hui, il n'est plus temps pour la France de recommencer une oeuvre politique irrémédiablement brisée"

depuis un siècle. Cette fois, il faut entreprendre une oeuvre économique non sous le signe des temps nouveaux, mais en employant les mêmes vertus et les mêmes méthodes qui furent celles des hommes qui firent de 1659 à 1815 le territoire de la SARRE une province française"

Jean REY (L 21.1.30 - 3e page)

... "la France en 1918 et probablement en 1923 pouvait annexer un morceau du territoire allemand (les Italiens ont pris FIUME) à cause de l'opposition anglo-saxonne, elle n'a pu le faire"

(...) la France n'a fait en SARRE aucune propagande sérieuse. Elle a toujours essayé de résoudre cette question avec bonne volonté. Cette bonne volonté française est manifeste, éclatante, extraordinaire"

"Mais là où les français sont disposés à se targuer de générosité, les allemands voient un aveu de défaite, un aveu de faiblesse, un aveu de crainte" (...)

Que faire ?

Au moins se

"pénétrer du problème, ne pas émettre des grandes théories ne pas raisonner géométriquement"

"se méfier des grands principes : droits des peuples à disposer d'eux-mêmes..." là où le "peuple est mélangé, la volonté est floue"... REVIRE (L 23.1.30)

Et puis...

... "De la SARRE, aux rapports politiques franco-allemands" (série d'éditoriaux de REVIRE L 23-29.1.30 et 5-12-20.2.30)... REVIRE conclut :

"consolidons l'acquis. Consolidons le en SARRE"
(L 5.2.30)

"Après avoir obtenu sans combat l'évacuation de la Rhénanie, le jour même à LA HAYE, STRESEMANN demanda que la question de la SARRE soit jointe à celle de la Rhénanie"

"Or, des négociations se déroulent actuellement à PARIS, négociations purement économiques, mais en même temps, on rassemble une commission franco-allemande chargée d'arrêter le régime qui entrera en vigueur lorsque leur pays sera rattaché à l'Allemagne. En d'autres termes, on prétend réserver les droits politiques des sarrois, mais officiellement on agit comme si, d'ores et déjà, ils avaient voté pour l'Allemagne" (M 8.2.30)

Agir, La France devait agir... L'opinion messine intensifie le pilonnage...

... Pour la santé de "nos francs or", nous devons nous préoccuper de la SARRE (REVIRE) (L 28.2.30)

.... Pour la sauvegarde de nos intérêts :

"Pourquoi changer ?"

"Le régime sarrois dure depuis dix ans"

"Fin février 1920, la Commission du gouvernement du territoire de la SARRE est entrée en fonction. Après dix ans, des journaux sarrois viennent d'en profiter pour rappeler avec malveillance tout ce qu'ils ont à reprocher au régime"

"Bien sûr, ils passent sous silence tout l'effort immense qui a été réalisé : surmonter la mauvaise volonté du Reich et de ses fonctionnaires, pas de moyen d'action, caisses vides..."

"Mais il est une chose capitale dont les journaux sarrois se gardent bien de parler, mais que leurs lecteurs connaissent quand même parce que le fait est évident : c'est qu'après dix ans de régime "Société des Nations", le pays sarrois fait preuve d'une éclatante prospérité"

"Les Sarrois savent les difficultés d'un rattachement à l'Allemagne"

"Les cris de guerre contre le régime que les propagandistes ostelbiens devraient pousser à propos de ce dixième anniversaire manquent d'enthousiasme. Pas de défilé, de

manifestation bruyante comme autrefois. L'enthousiasme est mort"

"Les Sarrois voient s'entr'ouvrir les portes du ciel. La plupart d'entre eux voudraient bien prolonger encore un tantinet leur séjour dans cette veillée de larmes"

"Alors où en est-on au sujet de la question du retour de la Sarre au Reich " ?

"Côté français, on a toujours fait sentir aux pangermanistes que la chose n'irait tout de même pas toute seule. Que le ministère soit de droite, de centre ou de gauche, il est certaines réalités dont il faut tenir compte, malgré tout. Les socialistes eux-mêmes, une fois parvenus au pouvoir sont quelquefois contraints par les faits de fléchir leur superbe. Les nôtres, certes, à la différence des Anglais ou des Allemands se cramponnent plus follement à leurs idéologies (et encore pas tous,) mais ceux qui font exception sont-ils de véritables socialistes ?"

(...)

"Il importe de veiller. OUI, mais la situation gouvernementale en France n'est guère brillante"

"Cependant, nos parlementaires devraient bien comprendre que l'opinion s'énerve de ces jeux désastreux, et que le parlementarisme pourrait bien finir par en être victime. Il est inconcevable qu'au moment où des problèmes si graves sont en jeu, qu'au moment où se décide le sort de notre marine, de notre empire colonial, de nos finances pour des décades, des nos intérêts économiques les plus importants, du régime de la SARRE, on trouve le moyen de priver la France de gouvernement, par haines de personnes et querelles de boutiques. Bientôt sûr l'énervement de l'opinion ne se fera jour que lorsque les conséquences de nos folies pèseront de tout leur poids. Mais alors il sera trop tard.

"Un peu de prévoyance serait de mise puisque gouverner, c'est prévoir. Craignons la colère qui gronde. Et ne l'augmentons pas par les ruines qu'entraînerait un accord sur la Sarre bâclé" (L 5.3.30)

... Accord bâclé ? A cet instant, personne n'aurait pu le dire, car rien ne filtrait. Ce qui est vrai, c'est que les choses traînaient en longueur. Ce blocage apparent fut sans doute à l'origine de la publication dans l'ORDRE du 8 mars, d'une lettre de l'industriel sarrois ARNOLD RECHBERG, membre du centre allemand, RECHBERG proposa un accord économique franco-allemand sous la forme d'une aide financière française en SARRE, sorte de porte ouverte à un accord politique futur (L 18.3.30). En soi-même, l'idée avait de quoi séduire. Mais seulement, elle exigeait une certaine cohérence de notre action diplomatique. Etait-ce le cas ? Pour les Allemands, expliqua REVIRE, le noeud de la question était surtout de nature politique pour la France, il était économique (L 2.4.30). Première ambiguïté ! La seconde, encore plus grave, montra que finalement nous n'avions jamais eu de véritable politique sarroise ! Or, le porteur de cette accusation, ne fut autre que "JAMES DONNADIEU" rédacteur au FIGARO, qui venait de publier un premier volume au titre évocateur :

"La liquidation de la victoire" (Editions) TALLANDIER
PARIS

L'opinion messine sauta sur l'occasion !

Au sujet de la Sarre et des négociations en cours, DONNADIEU affirma qu'il était question de rétrocéder les mines et houillères à l'Allemagne, mines cédées en 1919, en compensation de la destruction des charbonnages du Nord.

"Céder les mines, ce serait abandonner le territoire qui devait décider par plébiscite en 1935 de la souveraineté sous laquelle il entendait être placé. Convient-il de renoncer délibérément aux droits que nous avons acquis ?"

Contrastant tout à fait avec notre apathie, DONNADIEU montra la force de la propagande allemande : la fête du millénaire par exemple, organisée par ROEHLING, les propos regrettables de Mgr BORNEWASSEN, évêque de TREVES...

"La France n'a jamais compris qu'elle devait avoir une politique sarroise. Ou plus exactement, elle n'a commencé à avoir une politique sarroise que le jour où d'abord, en 1926, M. de MONZIE, qui était alors ministre des T.P. et ensuite à la même époque M. BRIAND, ont voulu liquider nos droits dans la SARRE d'une manière brusquée, sans attendre l'échéance de 1935 prévu par le Traité de Versailles, sans se soucier des intérêts de l'Etat français, propriétaire des mines sous réserve de la clause du rachat, des intérêts nombreux de tous les français établis dans la SARRE, ni même, il faut dire, des intérêts du peuple sarrois"

Là-dessus, chiffres à l'appui, l'auteur prouva la prospérité de la SARRE depuis la séparation en 1928. Et cela lui fit dire qu'en cas de retour à l'Allemagne, la SARRE perdrait tout cela, et subirait une dure concurrence (M 19.3.30)

En conclusion, DONNADIEU déclara :

"La France n'a-t-elle pas donné l'impression qu'elle ne tenait pas à la SARRE. Mais il aurait fallu également leur répéter qu'ils devraient choisir entre l'union du Reich avec tous les désavantages et l'union à la France ou le maintien du statu-quo, avec tous leurs avantages"

"Il aurait fallu... savoir ce que nous voulions" observa REVIRE que cita une ultime fois DONNADIEU :

"Il nous faut choisir : rester aujourd'hui, ou lutter demain" (L 9.4.30)

Mais curieusement, les Allemands eux aussi s'énervèrent... Au début avril 1930, vu les lenteurs, la KREUZZEITUNG parla de l'"erreur du gouvernement allemand d'avoir fait dépendre du plan YOUNG la question de la SARRE" empêchant ainsi "un règlement définitif"

Cependant que la KOLNISCHE ZEITUNG protesta contre l'ignorance dans laquelle était plongé le public allemand... (M 3.4.30)

Quelque soin qu'on ait pris d'obscurcir les tractations, on eut toutefois l'impression que sur la fin avril ou le début mai, les choses avaient bougé...

"Alerte : la négociation sarroise va-t-elle entrer dans une phase décisive ?" (L 30.4.30)

L'indice qui permit de le penser, ce fut le projet de "méthode de travail proposée par M. SIMSON à M. PERNOT" ... "sous couleur de méthode de travail" on pouvait fort bien cacher autre chose...

Concernant les mines, la thèse allemande proposerait sans doute leur retour au fisc prussien et bavarois à l'exception des mines de la WARNDT qui, exploitées par la France, lui resteraient en toute propriété.

Côté français, du point de vue commercial, nous proposerions notre thèse :

"ou plutôt la prétendue thèse française"

"La ligne douanière serait maintenue à la frontière nord du territoire jusqu'en 1935"

"Ce qui va leser les commerçants alsaciens-lorrains (ils ont réclamé le statu-quo douanier) et sarrois : le retour au Reich les ruinera"

"C'est les prendre pour plus bêtes qu'ils ne sont !"

"... Pas de concession, le Traité de Versailles suffit sur le maintien de la ligne douanière"

"Tout ce qui nous est offert n'est qu'un misérable trompe l'oeil"

"Si la Sarre retourne à l'Allemagne, c'est le Reich qui encaissera les droits de douane pour subventionner des industries qui par un dumping savant nous battons ensuite sur notre propre marché" REVIRE (L 30.4.30)

"Pour nos commerçants et agriculteurs"

"Si la Sarre retourne à l'Allemagne... des exemples à méditer"

"Nous tenons à les placer encore en tête du journal car nous les jugeons importants pour nos commerçants et cultivateurs"

"... relèvement des droits sur les produits agricoles en Allemagne : blé - orge - malt - pomme de terre - farine - seigle - sucre - maïs"

"... réclamation des cantons suisses : 12 000 l de lait en franchise en Allemagne (...) entre Moselle et Sarre, 100 000" avec le risque d'une augmentation des droits de douane.

"Puisse ce tout récent exemple inspirer de salutaires réflexions à notre gouvernement et à nos négociateurs"

REVIRE (L 1.5.30)

Cela dit, les négociations s'éternisant, l'on trouva de bon temps de jeter encore un peu d'huile sur le feu...

"La Sarre et l'Allemagne"

"les ouvriers de la SARRE redoutent le chômage et la misère dont ils souffriront inévitablement sitôt le retour de ce pays à l'Allemagne" après "10 ans de situation exceptionnelle" sous la menace de la concurrence.

"Ainsi les députés du parti du Centre au LANDRAT sarrois, avaient adressé au président de la Commission du Gouvernement de la SARRE, une pétition relative à la situation des mines de la SARRE : (...) crise, mévente du charbon (...) la France (...) pays importateur (...) faire baisser le prix des transports de la houille (...) " (M 24.4.30)

Les pourparlers dureraient... eh bien tant mieux !

"Ne nous pressons pas de négocier l'abandon de la Sarre"

"Attendons l'époque du plébiscite de 1935"

"... ethniquement, la SARRE n'est pas prussienne..." ; économiquement il y a le risque du retour à l'Allemagne, l'avantage des exportations en France... Le fait que sa métallurgie vieillie perdent le débouché français et se heurtent à la concurrence allemande... les mines... etc.

"Il faut travailler dans ce sens à Paris avant 1935"

(M 9.5.30)

Et puis franchement dit, qui donc nuirait réellement à la SARRE ?

"A propos de collaboration (...) de la Sarre et des intérêts économiques de l'Allemagne" v REVIRE fit toute la lumière...

"... une collaboration économique existe ..." certes...

"Mais enfin, tant bien que mal et plutôt bien que mal, les chiffres commerciaux le prouvent, les Allemands, les Français et les Sarrois collaborèrent en Sarre pour la plus grande prospérité du pays"

"Or l'Allemagne revendique les mines sans en avoir besoin, bien qu'elle soit incapable de les payer ; bien qu'elle soit incapable de les exploiter ; bien qu'elle sait pertinemment qu'elle devra réduire au chômage les mineurs sarrois, et aussi augmenter de quelques dizaines de millions le nombre de ses chômeurs à elle, qui dépasse trois millions"

"Bien qu'elle sache qu'elle va condamner à la ruine la métallurgie sarroise, comme les mines, le commerce sarrois, comme la métallurgie et toute la Sarre. Bien qu'elle sache que les Sarrois (à la seule exception de ceux qu'elle paye pour dire le contraire) ne désirent qu'une chose : le statu-quo"

(...) "La Sarre a besoin de capitaux. L'Allemagne n'en a pas"

"Mais il est clair que dans l'affaire sarroise, l'Allemagne ne poursuit aucun but économique : elle fait du prestige, du nationalisme, du pangermanisme. Après SARREBRUCK, elle voudra DANTZIG, puis VIENNE... Et puis METZ. Le 17 avril encore, la "LANDES ZEITUNG" nous affirmait charitablement que la destinée de notre ville est de changer de nationalité tous les vingt ans ;"

REVIRE (L 7.5.30)

Aux Allemands la responsabilité de la faute ! Or, il se trouva que juste à ce moment, exactement le 17 mai, BRIAND vit CURTIUS...

"Exigences allemandes"

"Les allemands s'impatientent à cause des retards de

l'évacuation et de la longueur des négociations relatives à la Sarre"

Les entretiens se déroulèrent selon la formule, dans un esprit amical, à dessein de solutionner le problème sarrois avant la prochaine assemblée de la S.D.N. en septembre... Toutefois, à METZ l'on fit remarquer la durée inhabituelle des négociations...

"STRESEMANN avait bien lié la question sarroise au plan YOUNG, KAAS et BRUNING ont tenu les mêmes propos"

"Dans une atmosphère politique pareille, M. BRIAND ferait mieux de ne pas parler de la possibilité du pan-européisme économique"

"les Allemands ne sont jamais contents. A chaque fois, qu'ils obtiennent des concessions, au lieu de négocier, ils "exigent" davantage"

"BRIAND avait voulu donner un gage d'amitié à M. STRESEMANN en évacuant la Rhénanie (question indépendante en fait du plan YOUNG, chapitre général des garanties), il avait parlé du 30 juin 1930. Déjà les Allemands s'impatientent"

"Et les journaux allemands annoncent pour le 5 juillet la venue du président HINDENBURG, de ministres, de députés, de journalistes, de représentants de grandes associations politiques et économiques qui viendront festoyer à MAYENCE et à TREVES en l'honneur de la libération du territoire"

"Pendant ces quelques jours d'enthousiasme et de délire, la France sera vilipendée, honnie, rabaissée, méprisée. Des discours belliqueux seront prononcés par des officiers de la Reichswehr et de la réserve qui défilent en chantant des hymnes en l'honneur de l'Allemagne et pour la revanche"

"Pour la Sarre, le MESSIN a montré l'intérêt des sarrois eux-mêmes. De toute façon, même avec un retour de la SARRE, les Allemands n'en seront que plus arrogants et l'on trouvera répétés beaucoup plus souvent encore que maintenant, les appels à la haine contre la France et à la guerre prochaine" (M 18.5.30)

■ Respectez les traités ! Et maintenant halte ! ■

(...)

"Mais voici que nous arrivons avec la Sarre à un article du Traité de paix qui n'est soumis à aucune condition d'évacuation plus ou moins prématurée, anticipée. Rien dans le traité ne fait prévoir que, pour telle ou telle raison la Sarre pourra sortir de son régime avant 1935"

"Les Sarrois sont des citoyens du Territoire de la SARRE. Changer quelque chose à ce statut, c'est modifier les conditions territoriales du Traité. Or, si jamais on change quelque chose aux tracés des frontières, si mauvais soient-ils qu'à stipulé le Traité de paix, c'est la porte ouverte à toutes sortes de revendications au moins aussi justifiées que celles des Allemands qui réclament la Sarre"

"Le simple voeu qu'au Conseil Général nous avons fait adopter à l'unanimité ne voulait, en réclamant le maintien du "statu-quo" sur la Sarre, qu'indiquer au gouvernement notre désir de ne parler que respect des traités" Ch. RITZ (L 18.5.30)

... Rien n'y fit. L'emportement indiqué et les inquiétudes de METZ tranchèrent singulièrement avec un froid mutisme...

"après 6 mois de négociations" (...)

C'était inconcevable !

"Il faut souligner ici le manque d'information dans lequel on laisse la presse française, dans le silence contraste péniblement avec les arrogantes nouvelles lancées par la presse allemande. Il est humiliant qu'à notre époque de diplomatie "au grand jour", l'opinion française soit ainsi négligée et placée devant le fait accompli. Il en a toujours été ainsi quant aux affaires sarroises et cela a permis à la presse pangermaniste de fausser les nouvelles, d'impressionner les sarrois et de nous déconsidérer devant les neutres (...)

REVIRE (L 22.5.30)

C'était inadmissible ! Mais songez plutôt : au moment où METZ s'enflammait à cause de l'évacuation rhénane, les Allemands osaient élever des

"prétentions" à propos de la Sarre... et nous, que faisons-nous ?

"de concessions en concessions..."

"Avant Pâques ont avait admis :

- 1- cessation de la propriété des mines contre les améliorations du WARNDT à la France
- 2- maintien du statu-quo commercial et douanier jusqu'en 1935 (... puis des contingents décroissants à cette date)

"... puis ensuite, l'Allemagne s'est opposé aux amodiations dans la WARNDT !"

"Aujourd'hui, les efforts portent sur le statu-quo commercial et douanier"

- 1- remise des mines à leurs anciens propriétaires
- 2- nouvelle réglementation des amodiations de WARNDT
- 3- fixation d'un prix de rachat des mines... tenez-vous bien ! qui tiennent compte de leur diminution de valeur"
- 4- retour de la Sarre au régime douanier allemand

Refus de compensation...

- 1- libre importation de certaines marchandises en Sarre jusqu'en 1935
- 2- avenant du traité de commerce général franco-allemand
- 3- "En considération de la structure industrielle particulière de la Sarre (tiens ! tiens !), des contingents d'importation pour certaines matières premières nécessaires à la Sarre"

"Après quoi, lorsque nous leur aurons rendu DANTZIG, LUPEN, le SLESWIG (STRASBOURG peut-être) nous serons assurés de l'amitié des allemands de gauche, car pour les gens de droite, ces concessions sont nettement insuffisantes"

"Les plaisanteries les meilleures sont les plus courtes"
REVIRE (L 13.6.30)

Mais qu'attendions-nous donc pour agir ?

"La crise allemande et la SARRE..." même le

"SAABRUCKER ZEITUNG" voulait bien admettre que la Sarre avait

besoin du marché français pour évacuer ses produits

"En vérité, dans cette question de la Sarre, le temps travaille pour la France et pour la cause du droit"

(M 20.6.30)

... Oui c'est vrai, l'évacuation rhénane avait été fêtée outre Rhin et la propagande allemande avait bousculé les sarrois afin qu'ils

"prouvent devant l'évacuation rhénane, leur volonté de retour au Reich" (...)

"les manifestations ne prouvent rien, les sarrois réfléchissent, certains parlent de constituer un Etat neutre, comme le Luxembourg ou la Suisse" (M 26.6.30)

Et puis ces fêtes... rien que des manifestations "sans enthousiasme"

"En réalité, la Rhénanie va subir un très grand préjudice matériel du fait de sa rentrée dans l'unité politique allemande"

"les sarrois n'ignorent pas le danger de la crise allemande, des difficultés économiques" (M 2.7.30)

C'est alors qu'eut lieu un fameux rebondissement... il fut connu dès le 3 juillet :

"Rêves et réalités. Le malentendu franco-allemand"

"les négociations sarroises sont rompues à cause des exigences allemandes"

La France avait nourri l'"espoir d'entremêler les intérêts franco-allemands en Sarre de façon à asseoir sur une base pratique et réaliste la collaboration franco-allemande"

"... de l'autre, les nationalistes allemands déclarent qu'ils ne peuvent nous faire aucune concession sérieuse parce que cela tuerait la réconciliation économique "... oui, si l'Allemagne en profite largement"

"En un mot, nous serions amis des Allemands le jour où le Traité de Versailles sera révisé" REVIRE (L 3.7.30)

(...)

... Encouragés par l'évacuation anticipée de la Rhénanie, les Allemands avaient escompté

"un renversement du ministère actuel et de son remplacement par un cabinet radical-socialiste" leur accordant pensaient-ils, tout ce qu'ils désiraient.

"Mais économiquement, est-il certain que MM HERRIOT, DALADIER, CHAUTEMPS et autres voudraient négliger non seulement les intérêts français, mais ceux des Alsaciens-Lorrains" (M 8.7.30)

... Les négociations rompues, on se donna les vacances pour réfléchir... (L 8.8.30)

L'opinion messine exulta !

"AUF BEFEHL ! Vêpres sarro-rhénanes !"

REVIRE (L 9.8.30)

"Les conversations continueront en octobre, mais avec peu de chances de succès pour les Allemands"

"Les Français se sont laissés dupêr au sujet de la Rhénanie... Les radicaux et les socialistes en conviennent eux-mêmes"

"M. GRUMBACH, député socialiste de MULHOUSE, écrit dans le "REPUBLIKANER" que l'évacuation rhénane a semblé être le signal d'une recrudescence du nationalisme en Allemagne"

"... ne pas abandonner la SARRE"

(M 11.7.30)

Pour une fois, oui pour une fois la France n'avait pas cédé...

"Voici bien des mois déjà, au moment où les négociations sur la Sarre allaient s'ouvrir, nous écrivions ici, sans rien dissimuler de la gravité des circonstances, que nous aurions encore des succès à enregistrer. Le succès est venu : la négociation a dû être interrompue, sinon rompue. Elle s'est heurtée à un ensemble de faits historiques, géographiques, économiques dont nous avons au jour le jour mis en lumière l'inextricabilité. Elle ne pouvait aboutir que par une abdication de la France. Cette abdication ne s'est pas produite. Grâce en soient rendues à l'opinion française, à cette opinion si saine, si mesurée, si sûre, si forte. A cette opinion que l'on

s'efforce si magistralement et avec l'aide de moyens financiers formidables de désagréger, d'énerver, d'amollir, de dénationaliser, de déchristianiser. Mais elle résiste, elle se refuse à prendre des vessies pour des lanternes et des ROEHLING pour des WOTANS"

"Merci au LORRAIN et son action pour la SARRE"

"Ce n'est pas fini"

"La Sarre n'est qu'un élément de l'unité française, la question de la Sarre n'est qu'un élément de la question des rapports franco-allemands"

"Economiquement, militairement, intellectuellement, nous devons livrer la bataille sur la ligne de la Sarre"

"Et les rapports franco-allemands ?"

oui...

"... mais avec quelle Allemagne" (REVIRE (L 17.7.30)

La France avait donc tenu ferme... le rendez-vous sarrois était remis à plus tard, peut-être seulement le jour du plébiscite en 1935... Malheureusement depuis LA HAYE la Rhénanie était perdue... Son évacuation coïncida avec l'affrontement brutale de la crise économique, qui attisant l'Allemagne nationaliste, menaça plus encore et surtout très rapidement de lui donner justifications armes et force...

La France allait-elle enfin ouvrir les yeux ?

Craindre la colère qui montait... et réagir ?

C - CRAIGNONS LA COLERE QUI MONTE

- avril 30 : "Dans le Reich, le vent souffle de la Droite"
(L 19.4.30)
- "Depuis onze ans, que de chemin parcouru par l'Allemagne et aussi par la France, mais en sens inverse ! (...) Une France qui capitule sans cesse, une Allemagne toujours victorieuse" (M 10.7.30)
- juillet 30 : "Je fais le pari, qu'avant trois ans, l'Allemagne aura restauré un HOHENZOLLEN ou établi la dictature"
BRET, député U.R.D. ILE ET VILAINE
(L 23.7.30)

Elections du 14 :

- septembre 30 : "le triomphe des partis d'extrême droite"
(M 16.9.30)
- décembre 30 : "... la situation politique intérieure de l'Allemagne n'est nullement rassurante. Que le cabinet BRUNING succombe aujourd'hui ou que demain le Reichstag soit dissous : c'est le chaos d'où sortira fatalement la dictature de M. HITLER, appuyée sur les baïonnettes de la Reichswehr" (L 3.12.30)

L'ignorance française du fait allemand, dont la dernière manifestation allait nous conduire à concéder l'évacuation anticipée et imminente de la Rhénanie, fit coïncider à peu près l'événement avec l'arrivée brutale de la crise économique en Allemagne. La violence de son attaque fut immédiatement dépeinte par l'opinion publique messine, comme une menace singulière, risquant d'excéder l'Allemagne du nationalisme et de la revanche. La paix en Europe sembla dépendre de la tournure. Alors, plus que tout autre, n'était-ce pas l'instant unique, peut-être enfin capable de convaincre la France de ses erreurs ? Sans jamais faillir, METZ assena à nouveau la réplique.

a - La crise allemande -

"La crise politique allemande. Politique intérieure et politique étrangère sont des soeurs siamoises et quand l'une va par terre, l'autre ne reste pas debout"

Léon BAILBY (Vignette M 20.7.30)

"Douze ans après... Allemagne, réveille-toi !"

DURAND (L 7.10.30)

Crise économique d'abord, crise politique ensuite ; le processus fut irréversible

1 - Crise économique -

"Si le désordre budgétaire de l'Allemagne continue, le plan YOUNG s'écroule, le Reich dira qu'il ne peut payer et réclamera la révision" Journal des Débats (M 30.3.30)

Evidemment sur les origines et les aspects à proprement parler mondiaux de la crise, notre propos ne nous conduit pas à trop nous y attarder, afin de retenir essentiellement les caractères allemands de la grande pression. Toutefois, nous avons délibérément choisi d'en donner au moins un exemple

"L'évolution de la crise mondiale" (juin 1930)

"Le point de départ de la crise économique qui sévit aujourd'hui dans la plupart des pays industriels, peut être fixé à 1928, car c'est à partir de cette date que le prix de gros des matières premières a commencé à fléchir. A ce premier symptôme, sont venus s'ajouter peu à peu d'autres éléments qui ont agi, selon les pays, avec une intensité plus ou moins forte. La série complète des indices observés a été donnée sous une forme très claire par un économiste éminent dont les termes suivants :

"Assistons-nous à une diminution des profits des industries, des commandes, à une baisse des prix, à une limitation de la production de l'industrie, des moyens de production, à une crise de crédit souvent accompagnée

d'une crise de chômage, à une crise de Bourse, à un ralentissement des échanges traduit par la statistique des chemins de fer, du commerce extérieur, par le mouvement du portefeuille des banques ?"

"En France heureusement, beaucoup des caractères de la crise font défaut..."

Dernières remarques : la diminution des prix : blé à CHICAGO, café au HAVRE... Y aurait-il une reprise ?

"Ces symptômes sont intéressants à noter surtout pour notre pays qui, ayant été le dernier atteint est jusqu'à ce jour le moins touché aura d'autant plus de chances à souffrir, que le redressement sera plus rapide et plus intense sur les autres marchés" (...)

François MARSAL (L 7.6.30)

On pouvait craindre, et ce qui advenait en Allemagne sembla renforcer cette idée :

"les longs débats de LA HAYE ont fait oublier la crise économique que traverse l'Allemagne (...) on a détourné l'attention de l'opinion publique" (L 25.1.30)

... Cependant que Albert RIVAUD, professeur à la SORBONNE et à l'Ecole libre des Sciences politiques, correspondant de l'INSTITUT, en donna l'un des premiers une explication

"La situation économique de l'Allemagne"

"Les conséquences de la rationalisation"

"Suite à la reprise économique de 1924 (...) l'Allemagne est devenue le 2e exportateur de l'Univers (546 millions de Reichsmark en 1924, 774 en 1925, 1 025 en 1928, 1 131 pour 11 mois en 1929"

Les causes du succès ?

"la rationalisation" (...) "fusions nombreuses et création de consortiums industriels et financiers (locomotives, motocyclettes, fabricants de pneumatiques, cigarettes, pianos, papier...)" (...)

"Trois conséquences (...)

- réduction du nombre de salariés dans une même industrie
 - augmentation des salaires
- (augmentation considérable de la production"

"Jusqu'à présent, le marché intérieur était important" maintenant : "il faut exporter, malgré la concurrence américaine et les tarifs aux sorties des frontières allemandes"

"... revenir bon gré, mal gré, à la politique du dumping qui entraîne des réactions à l'étranger"

"Les industriels sont donc obligés de travailler à de faibles bénéfices, or les frais d'organisation et d'installation ont été grands, le capital étranger auquel on a dû faire appel après 1924, exige une rémunération privilégiée. L'accroissement des salaires impose une lourde charge au budget des entreprises"

"En conséquence, le capital-actions est maigrement rétribué (une enquête sur 1 065 affaires moyennes ou petites a révélé qu'il ne reste que 4,2 % pour les dividendes, l'intérêt des prêts à l'étranger absorbant 4,5 % au minimum) et dans les Konzerns, les dividendes sont loin de correspondre à l'augmentation de l'activité"

"Par l'effet d'une politique peut-être dangereuse, les "Konzerns" sont amenés à investir dans des installations toujours plus modernes et plus puissantes, la majeure partie de leur bénéfice (...)

"Le problème de la conquête des marchés prend pour eux une importance tragique. En 1914, ils ont tenté de le résoudre par la violence. Une dure expérience et aussi leur impuissance militaire leur interdisent aujourd'hui de procéder de même. Nous verrons prochainement quelles solutions ils envisagent pour l'avenir" (M 24.1.30)

L'austérité aurait-on eu envie de répondre ! Quand au début février, le Reichstag discuta le budget, discussion qui s'annonça particulièrement "délicate", c'est bien au sens restrictif que pensa MOLDENHAUER (pas de réduction d'impôt, augmentation des charges fiscales... pour affronter 700 millions de déficit, aide séparée contre le chômage sous forme de recettes spéciales...) Et cela lui valut une belle empoignade verbale avec GROENER qui, non content du croiseur A, déjà fort critiqué, réclama des crédits nécessaires à la construction des croiseurs B et C ! (M 7.2.30) Mais ce ne fut point là, la seule ambiguïté !

"Chez nos voisins, les dépenses somptuaires du Reich"

Dans un dictionnaire édité par une maison de LEIPZIG...

"au sujet des armements, les chiffres inscrits reprennent exactement ceux fixés par le Traité de Versailles. Evidemment, l'armée allemande fait piètre figure comparée à l'armée française (...) Mais les dépenses de l'armée allemande atteignent 4,020 millions de francs, alors que la "formidable" armée française n'en absorbe que 6"

"Alors que M. MOLDENHAUER, ministre des finances, se met martel en tête pour couvrir un déficit budgétaire de 300 millions, les six provinces de l'Est réclament de l'aide et la Reichswehr voit enfler ses budgets"

"Alors, en contrepartie de ces dépenses, le nombre des chômeurs dépasse trois millions. Il n'empêche que le général GROENER, s'il vient d'ajourner la construction d'un nouveau croiseur, n'en a nullement supprimer le projet (croiseur B) (L 25.2.30)

Mais tout cela, ce fut pour l'anecdote ! Car le problème de la crise économique allemande, de son origine à son plus récent développement, sembla devoir prendre une toute autre dimension"

"La crise économique allemande (...) cette crise devient de plus en plus grave et risque d'aboutir à des catastrophes monétaires et sociales"

"Henri LAUFEN BURGER" (professeur d'économie politique à l'

l'Université de STRASBOURG), dans un article des "Dernières Nouvelles d'Alsace" montra que l'Allemagne avait considérablement accru sa capacité de production, notamment de 1915 à 1918. Ensuite avait suivi le remplacement des usines perdues (amputation), le perfectionnement de diverses usines, la rationalisation augmentant le rendement... et

"l'industrie allemande est sortie fortifiée de la double épreuve inflation et déflation consécutives"

"On est allé trop loin et trop vite"
en deça de la réalité

"Aussi, l'épargne s'est avérée trop étroite (...) d'autant plus que des prélèvements exagérés ont été opérés sur elle par le fisc, l'exécution du programme des logements et des dépenses sociales de toutes sortes. Les banques allemandes, bien qu'elles aient suivi à leur tour le mouvement de concentration (DEUTSCHE-BANK - DISKONTO-GESELLSCHAFT) n'ont pas été à même de fournir pour le crédit intérieur des fonds de roulement suffisants"

"Les crédits extérieurs à court terme ont donc pris une proportion anormale par rapport aux emprunts à long terme et ont eu pour effet de faire dépendre le financement industriel et commercial des caprices de la spéculation internationale. Au cours de l'année 1929 en particulier, les capitaux flottants, attirés par le taux rénovateur de la BOURSE de NEW YORK, se sont détournés de l'Allemagne au moment même où elle en avait le plus grand besoin"

"En second lieu, l'expérience des dernières années a montré combien la capacité de consommation est restée au-dessous de l'offre virtuelle de l'appareil de production. Les erreurs successives de politique de la Reichsbank, qui ont consisté à exagérer l'émission du Rentenmark d'abord de Reichsmarks en échanges de devises ensuite, ont créé l'illusion de l'accroissement rapide du pouvoir d'achat. La production qui s'est emballée deux fois au début et à la fin de 1924 a dû freiner brusquement lorsque l'enlèvement du voile monétaire a fait apparaître la faiblesse relative des revenus alle-

monda

Or, à la fin 1926, ce fut le retour à une prospérité réelle jusqu'en 1927 (l'indice de production - métallurgique - électrique, transport, etc... atteignant des chiffres record)

"Mais dès le début de 1928, le concours des facteurs adverses, manque de capitaux retournent la courbe de l'évolution économique. La dépression interne qui dure depuis deux ans et qui a eu une forte répercussion sur les finances publiques du Reich, a été aggravée par le symptôme de crise qui se déclare dans plusieurs domaines de l'économie mondiale"

"Les contradictions économiques qui caractérisent l'Allemagne contemporaine s'expliquent en fin de compte par la transaction qu'elle a voulu réaliser entre le principe capitaliste et l'idéal socialiste. Alors qu'en Russie le communisme l'a emporté dans un sens très spécial, il est vrai qu'en Allemagne le capitalisme a dû faire à l'interventionisme une série de concessions qui, sans porter atteinte à sa vitalité, ont sensiblement atténué son élan, ralenti son allure. En tout cas, le déséquilibre le plus grave existe entre la production et la consommation allemandes"

"... manque de débouchés (...) les industries surproduisent (...) stocks (...) chômage"

"Il semble que l'Allemagne soit à la veille d'une terrible crise qui dépassera de beaucoup l'intensité et en conséquences celle qu'elle était habituée à subir cinq ou six ans avant la guerre de 1914. C'est ce qui explique l'extrême nervosité qui s'observe dans tous les milieux politiques allemands où l'on essaie de faire retomber sur la politique du ministère socialiste Hermann MULLER, la plus grande partie des responsabilités de la crise économique" (M 14.3.30)

Ces accusations ressemblèrent fort à de bien mauvaises inepties...

"Le déficit du budget du Reich" (fin mai 30)

"... les perspectives financières sont de plus en plus sombres (...) Or, GROENER, jugeant les crédits militaires trop modestes, a demandé une augmentation pour l'année suivante"

"Le déficit du budget s'accroît de jour en jour sans que l'on voie aucun moyen pratique d'y parer"

"La cause principale de ce déficit, est encore et toujours l'assurance chômage, véritable cancer des finances allemandes. L'office d'assurance chômage, il y a quelques semaines avait établi ses calculs sur la base moyenne de 1,5 millions de chômeurs pour l'exercice 1930-31"

"Outre ce poids, il faut encore ajouter les secours extraordinaires, secours de crise KRISENFURSORGE : 300 000 chômeurs en bénéficient (...) 150 millions de dépenses supplémentaires"

"Le déficit général atteindrait ainsi 500 millions de marks, se décomposant de la sorte : 200 millions provenant de l'écart entre les recettes fiscales et les prévisions, 150 millions sur les secours de crise, 150 millions sur l'assurance chômage proprement dit (...) "

"Plus pessimiste encore, le BERLINER-TAGEBLATT parle de un milliard de déficit" (...)

"Comment rétablir l'équilibre ?"

... consentir à de nouvelles économies, relever les cotisations de l'assurance chômage, augmenter les taxes sur la bière, lever des "impôts sacrifices" sur les revenus fixes...

Seulement, quel paradoxe expliqua l'auteur...

"Affaires militaires, affaires étrangères (...)" à la "droite nationaliste" contre...
"les finances" teintées de "collectivisme financier (...)
des méthodes socialistes (...)" (ainsi) l'assurance
chômage..."

"Aucun budget au monde ne pourrait être mis en équilibre sur ce paradoxe" (1 28.5.30)

Excédé sous le poids des attaques, le 19 juin 1930, MOLDENHAUER démissionna. Cet événement grave ne fut en réalité que l'aboutissement d'une profonde crise politique attisée par la dépression économique. Depuis le début de l'année, le cabinet BRUNING ne donnait vraiment plus que l'allure d'un gouvernement en sursis.

2 - Crise politique : à droite, droite !

Le nouveau gouvernement BRUNING : "la tyrannie nationaliste ne va pas tarder à s'exercer sur le cabinet"

(M 6.4.30)

Les effets de la crise furent presque foudroyants. Dès la fin janvier 1930, à condition d'oublier un peu les débats trop captivants de LA HAYE, il apparut que la situation politique intérieure en Allemagne était irrépressible. Un fait particulièrement caractéristique prouva sans appel la valeur du jugement :

l'"interdiction des cortèges et des réunions en plein air" par le ministre de l'intérieur VON GERLACH "qui fait partie des républicains sincères" (...) mesures extraordinaires pour enrayer les grandes manifestations de chômeurs annoncés par les communistes" (L 25.1.30)

Et puis, au début février, il y eut les fameuses discussions du budget du Reichstag. Entre un MOLDENHAUER s'épuisant à éponger un formidable déficit et un GROENER réclamant le gonflement des crédits militaires, la cassure sembla indélébile

(M 7.2.30)

"Le danger d'une crise politique persiste de plus en plus, et de graves événements peuvent se produire vers la fin de cette semaine (...) mettant en péril la "ratification du plan YOUNG" (Fin février) (M 25.2.30)

"Désaccord au sein du cabinet"

"le différent subsiste entre les partis bourgeois et la sociale-démocratie (...) au sujet de la "couverture du déficit"

"L'accord se réalisera-t-il à la commission du plan YOUNG ?"

La crise était imminente...

"La grande coalition rompue. On s'attend à la démission de MM MOLDENHAUER et CURTIUS"

... L'opposition a une contribution exceptionnelle au déficit de la caisse d'assurance chômage venait de trancher (M 3.3.30) Et comme on le vit, les exaspérations nées du refus ou de l'acceptation du plan YOUNG achevèrent la désagrégation. Le gouvernement MULLER fut toléré à cause de la ratification (11 mars) et bien sûr il ne lui survécut point. Il agonisa le 27 mars.

"Crise ministérielle en Allemagne (...)"

"le désaccord profond entre les partis allemands de la coalition sur le programme financier a provoqué la démission du gouvernement MULLER" (M 18.3.30)

"L'autre danger. L'Allemagne traverse une grave crise ministérielle"

"L'entente au temps de STRESEMANN était plus facile lorsqu'il s'agissait de liquider la guerre au meilleur prix possible, elle était presque impossible lorsque la politique intérieure a commencé de prendre le pas sur la politique internationale"

"Or, le cabinet a sombré devant les exigences des socialistes"
(...)

"Mais nous devons reconnaître que les journaux centristes et démocrates ont fait leur possible pour éviter la crise. Peu importe, disaient-ils en substance où l'on presse les quelques dizaines de millions sur lesquels on est en désaccord ; ce qu'il faut sauver, c'est l'avenir de la démocratie dans le gouvernement du Reich, c'est l'intérêt supérieur et les destinées de la patrie"

"Au sujet d'une augmentation des impôts (notamment sur l'eau minérale, la bière...) les socialistes se sont divisés car les ministres avaient justement décidé d'attendre à plus tard pour régler définitivement la participation financière des patrons et ouvriers dans l'impôt pour l'assurance chômage"

"MULLER à cause des siens, a dû démissionner"

"Par le fait même, la sociale-démocratie, qui jusqu'ici avait la tête du cabinet, s'exclut-elle-même de la gestion des affaires du Reich et passe à l'opposition, rôle qu'elle a tenu jusqu'en 1928"

"BRUNING, centriste, s'est vu être chargé de former un nouveau gouvernement" or...

"... le bruit court -et ce serait assez étonnant- que 49 nationalistes, groupés autour du député SCHIELE, les agrariens compris, seraient prêts à étayer un gouvernement BRUNING, ce qui isolerait HUGENBERG, dont le groupe ne compterait plus que 16 députés. S'il devait en être ainsi, le nouveau cabinet s'appuierait plutôt sur la droite que sur les partis bourgeois du milieu, mais, même dans ce cas, il ne pourrait compter que sur 257 voix sur 491. Avec cette majorité, une politique nationaliste ne lui serait pas possible"

RITZ (L 29.3.30)

Le 28 mars, BRUNING accepta de former un nouveau ministère

"BRUNING veut former un cabinet de personnalités (...) remplacer seulement les ministres socialistes démissionnaires"

"... Il dissoudra au besoin le Reichstag"

"Il a entrepris des démarches avec SCHIELE, chef du groupe agrarien, du parti nationaliste et avec le député TREVIRANUS conservateur chrétien" (L 29.3.30)

METZ fit sonner le toccin !

"Chez nos voisins. Les tendances nationalistes du nouveau cabinet d'Empire"

"Appartenant lui-même à l'aile droite du centre, M. BRUNING a tout naturellement orienté sa combinaison vers un groupement des partis bourgeois modérés, allant des démocrates aux nationalistes dissidents"

"N'arrivant pas à mettre sur pied une majorité parlementaire, M. BRUNING a fait appel à des personnalités susceptibles de rallier le nombre des voix nécessaire"

"Au total, il parviendrait à recueillir 200 voix, or l'opposition en aurait 217 !"

"Alors BRUNING va peut-être se servir de l'arme de la dissolution pour "mâter l'opposition" En tout cas, en nommant SCHIELE, BRUNING a voulu désarmer une partie des nationaux-socialistes et en particulier l'imnipotent M. HUGENBERG. Et c'est le point qui inquiète à juste titre les milieux démocratiques allemands"

"Or, SCHIELE n'a jamais voulu se séparer de HUGENBERG. Tous deux ont récemment signé une motion au Reichstag pour le financement de l'aide aux provinces de l'Est. BRUNING, en choisissant SCHIELE a d'avance accepté la motion. De plus, les nationalistes veulent saboter l'accord germano-polonais."

"BRUNING en acceptant M. SCHIELE parmi ses collaborateurs a non seulement donné à HUGENBERG un droit de contrôle sur les faits et gestes du nouveau cabinet, mais il a franchement capitulé devant le chef des nationalistes allemands"

"La politique intérieure est donc orientée nettement à droite, la politique extérieure reste dans les mains de CURTIUS, mais il faut s'attendre là-encore à l'intervention occulte du nationaliste HUGENBERG"

(L 1.4.30)

Le 3 avril, le Reichstag approuva la déclaration ministérielle de BRUNING (252 voix contre 187)... et ce, après

"la volte-face des nationalistes" et de HUGENBERG qui :
"contre l'opposition des socialistes, communistes et
socialistes nationaux a accordé le soutien total au
nouveau gouvernement" (L 4.4.30)

A peine installé, le nouveau gouvernement annonça immédiatement des mesures radicales, envisageant même le recours au système des décrets (M 5.4.30). L'hypothétique majorité de BRUNING subit alors quelques effrittements : populistes bavarrois, démocrates et populistes renâclèrent (7.4.30)

"Le Reichstag sera-t-il dissous ?"

"Un ultimatum du Dr BRUNING aux partis allemands relatif aux réformes financières"

Particulièrement énergique, BRUNING "imposa" son programme : revendications du Front Vert, bons d'importation - aide aux provinces de l'Est. HUGENBERG promit les voix de ses 64 sbires!
"la tyrannie nationaliste ne vas pas tarder à s'exercer sur le cabinet" (M 6.4.30)

Au Reichstag, BRUNING joua crânement l'aventure et connut plus d'une frayeur !

"Séance houleuse au Reichstag" (L 15.4.30)

"On reparle de dissolution..." (M 13.4.30)

Toutefois, si la barque chavira, elle ne coula pas ! Programme agraire et programme fiscal passèrent... mais voyez comment...

- 12 avril : "faible majorité : 217 voix contre 206"
(M 13.4.30)

- 14 avril : premier vote (programme agraire et fiscal)
250 voix contre 204
deuxième vote (relèvement impôt sur la bière)
refus 228 voix contre 224 !
(L 15.4.30)

Une fois oui ! une fois non ! Ainsi jouèrent irrespectueusement les sbires de HUGENBERG...
D'aucuns tirèrent la leçon...

"Depuis que M. VON HINDENBURG avait; à l'occasion de la ratification du plan YOUNG, adressé un manifeste allemand -manifeste qui lui a valu les foudres des nationalistes pur crin- le républicanisme du président d'Empire n'était en somme plus mis en doute par personne dans le Reich. C'est derrière ce paravent que M. VON HINDENBURG a pu cuisiner le cabinet BRUNING dans lequel M. SCHIELE président du parti agraire est l'homme marquant. Serrant dans son maroquin rouge le décret signé de dissolution du Reichstag et se servant de HINDENBURG comme d'un croquemitaine, M. BRUNING s'est présenté devant le Reichstag avec un programme financier et douanier qui a fait grincer nombre de députés. Mais comme la perspective d'une dissolution possible ne les enchantait guère, les représentants du peuple ont dû avaler les projets du gouvernement parmi lesquels nous citerons au hasard, de la plume : l'augmentation des droits de consommation sur la bière, l'élévation de la taxe sur le chiffre d'affaires, l'autorisation par le gouvernement d'augmenter selon son bon plaisir les droits sur les céréales, les légumes secs, la viande de porc, le renforcement des droits à l'importation de produits agricoles.

Tous ces points ont soulevé un vif émoi dans les milieux industriels et commerçants et la Diète du Commerce allemand qui est à peu de choses près, l'Assemblée des Chambres de Commerce d'Allemagne, n'a pas manqué, ces jours derniers, de faire ressortir que l'adoption de ce programme de protectionnisme agraire aura, à l'intérieur de l'Allemagne comme répercussion, une élévation du coût de la vie et qu'elle incitera les pays étrangers intéressés au marché allemand à recourir à des mesures douanières de représailles.

"Le vote au Reichstag, même avec la faible minorité de 4 voix, signifie donc nettement la victoire du parti agraire dirigé par M. SCHIELE et l'accentuation d'une politique à droite du cabinet d'Empire. Dans la suite, le Reichstag votera avec la même docilité le programme de secours aux provinces de l'Est qui alourdira le budget du Reich de quelques milliards. A côté de ce résultat,

la scission qui s'est produite dans le camp des nationalistes est de peu d'importance. Le véritable triomphateur de la journée est M. VON HINDENBURG qui, tout en se plaçant sur le terrain républicain favorise singulièrement les affaires des nationalistes" (L 15.4.30)

Fortifiée par la crise, choyée par HINDENBURG, la droite allemande sembla désormais être revenue au tout premier rang dans l'ordre de la préséance du pouvoir politique. En son milieu, la puissance du parti national allemand : organisation solidement fondée sur une impitoyable concentration de la presse allemande.

"A l'heure actuelle, la presse allemande est concentrée entre les mains de dix trusts principaux" (...) derrière le "consortium nationaliste de HUGENBERG" (...) sous "influence de KRUPP"

"KRUPP est en relation d'affaires très intimes et amicales avec HUGENBERG" (...)

"D'après les calculs approximatifs, le consortium HUGENBERG, c'est-à-dire l'industrie lourde, exerce une influence directe sur 1 000 journaux allemands"

"Ainsi, il y a 1 600 journaux allemands qui sont matériellement en partie, dans l'ordre des idées complètement sous la dépendance du patriotisme braillard et de la contre révolution monarchiste du trust HUGENBERG. Pourtant on sait que le Reich est une République dans laquelle chacun a le droit de dire librement son opinion..."

"Les forces capitalistes démocrates influencent principalement trois groupes de journaux, la presse MOSSE et ULLSTEIN, et dans certaines limites, la FRANCKFURTER ZEITUNG dont les rapports avec l'I.G. FARBEN sont encore aujourd'hui mal connus" (...) les "trusts de la presse de province, certains égalent en importance les consortiums berlinois, ainsi la ZEND (société des journaux de l'Allemagne du Nord-Ouest) qui groupe 28 journaux catholiques de province (...) l'association de la

de la presse catholique de Bavière (...) le VERBO (3e trust catholique), l'Union des Editeurs de journaux de Haute Souabe (M 16.4.30)

En somme, autant d'exemples pour signifier que la droite menait la danse ! Fâcheuses conséquences...

"Dans le Reich, le vent souffle de la Droite"

"Les craintes exprimées se réalisent : déjà la Pologne qui a passé avec l'Allemagne un Traité de Commerce voit ce dernier réduit à rien avec le redressement des droits de douane sur les produits agricoles"

"Par un coup de surprise, les nationalistes ont pu obtenir du Reichstag les crédits pour la construction du cuirassé "A" et les démocrates avaient bien espéré que ce navire de guerre demeurerait le seul représentant de son espèce"

"Aussi, le timide essai tenté par les "amis de la grande flotte allemande" fut-il un échec. Le 18 février, le projet du cuirassé B fut repoussé ; or, ce projet vient d'être accepté par le cabinet de l'Empire, appuyé par le Général GROENER... encore un républicain à tous crins !, recommandé par M. VON HINDENBURG"

"Bientôt le Reichstag aura à se prononcer. L'issue du débat ne saurait faire de doute pour personne. Le croiseur B sera construit tout comme le fut le croiseur A"

"Qui dit A doit dire B !" (...)

"HINDENBURG (...) est loin d'être un vieillard sénile. Sa responsabilité ne fait pas de doute"

"A nous de veiller au grain, malgré les cuirassés A, B, C, etc..." (L 19.4.30)

Dans le Reich, le vent soufflait de la droite... mais le plus grand danger venait du fait qu'il était un conseiller extrêmement apprécié !

"Chez nos voisins. Pour comprendre la mentalité allemande"

"Le sentiment militariste existe bel et bien en Allemagne..."

Et l'on prit l'exemple de ce vétéran dont "la vie entière" avait été consacrée à "la vie militaire" et qui, devenu pauvre et vieux, réservait à sa "vie de caserne" sa plus large conviction.

"Il apparaît nettement que les milieux républicains se rendent bien compte de cette mentalité, or, ils n'essaient même pas de démontrer à ces militaires enragés, l'inanité de leur rêve. Au contraire, ils ouvriraient au besoin des souscriptions pour leur faciliter la réalisation de leurs désirs"

"L'histoire de ce vieux militaire nous montre l'intérêt qu'attachent les militaires de carrière à l'organisation des fêtes de régiment, où les anciens soldats sont chauffés à blanc contre le régime républicain et qui ne connaissent qu'un idéal : l'Empereur, ce sinistre cabotin de DOORN, lui qui se prête volontiers à ce culte et, à tour de bras il envoie sa photo avec dédicace aux pauvres bougres qui n'ont pas toujours de quoi manger"

(L 12.3.30)

Nationalisme en recrudescence, militarisme de toujours, il ne resta plus qu'à chercher là où tant d'yeux allemands regardaient admiratifs : leur Reichswehr. L'opinion messine montra l'armée contre la République...

"Les mystères de la Reichswehr"

A la suite des récents débats au Reichstag

... "nous avons appris par les orateurs socialistes (...) que les sévices continuent dans l'armée de la République allemande, tout comme celle de GUILLAUME II"

"... que l'antagonisme persiste aigu contre les régiments nobles de cavalerie et les unités roturières d'infanterie et qu'il est difficile aux sous-officiers de carrière d'accéder au grade d'officier"

"Le centre se plaint : 85 % des officiers sont protestants
15 % sont catholiques"

"Mieux, un député socialiste, M. KUNSTLER a posé au général GROENER, ministre de la Reichswehr, différentes questions au sujet des rapports qui existent entre l'armée allemande et l'armée soviétique. Non seulement le général GROENER estimant ces questions indiscretes n'y a pas répondu, mais il a entendu punir le député socialiste pour sa curiosité déplacée"

"Avec une désinvolture cavalière, le général GROENER évite en somme les questions ambarassantes en adoptant, tout comme ses prédécesseurs sous le régime impérial, la tactique du silence. Au moment où nos troupes évacuent la rive gauche du Rhin, cet incident prend une signification qui dépasse le cadre de la politique intérieure allemande"

... et tout cela sans trop vouloir épiloguer sur des "mensonges" qui s'étaient introduits dans l'exposé "prolix" de GROENER lors de la discussion du budget militaire

"4 % du budget contre 27 % en France !"

"Plusieurs journaux allemands démocrates le lui ont reproché : ainsi le BERLINER TAGEBLATT"

qui souligna une ambiguïté particulièrement criante...

- budget militaire en 1913 : "603 millions de marks pour
500 000 ~~habitants~~"

- budget militaire en 1930 : "288 millions de marks pour
100 000 ~~habitants~~"

"Où va l'argent ?"

(L 11.6.30)

Ces détails extrêmement graves concouraient toute une Allemagne à l'effet d'un avenir bien peu rassurant. Dans le CAPITAL, Albert RIVAUD montra que le processus était pourtant connu depuis longtemps :

" Cinq ans de politique allemande"

"Depuis 1925, malgré les apparences, la politique alle-

mande a fait preuve, au-dedans et au-dehors, d'une continuité imposante. Cette évolution, mène l'Allemagne à une puissance constamment accrue" (M 26.5.30)

... Cette inquiétante constatation fut écrite à la fin mai 1930, au moment où BRIAND parlait de la Fédération européenne, tout en regardant nos troupes évacuer la Rhénanie. Ce fut là plus qu'une simple coïncidence !

b - Fédération de BABEL contre évacuation absurde !

"L'ordre d'évacuer la Rhénanie et le manifeste de M. BRIAND pour la Fédération Européenne de la S.D.N. ne pourront être porteurs de paix que si on ne touche pas aux traités territoriaux" La France en a assez fait pour la paix, il est temps de crier : Halte !"

RITZ (L 18.5.30)

Fédérer l'Europe pour lui préserver la paix et résoudre tous ses maux ; contenir l'Allemagne tentée par le fascisme... enfin, assurer ce coup double par une preuve de notre bonne volonté en évacuant la Rhénanie... BRIAND mit là sur pied un grandiose projet... Alors contre la démesure et l'irréalisme de l'ambition, l'opinion messine rechercha des preuves irréfutables...

Bizarrement, ce fut l'ITALIE de MUSSOLINI qui, en s'opposant catégoriquement au projet des Etats Unis d'Europe, apporta le premier vice de forme à la fédération de BABEL !

1 - "La Fédération de BABEL" Général de CUGNAC (L 8.8.30)

"N'insinue-t-on pas de divers côtés déjà, que si nous avons cédé la Sarre à un Ministère allemand, malgré les inquiétants progrès "du budget de la Reichswehr, malgré

les singulières manifestations d'amitié (ou d'alliance) germano-italiennes, malgré l'attitude des allemands envers la Pologne, c'est non seulement dans la hâte d'en arriver plus vite à la Fédération Européenne, mais encore pour retenir le Reich sur la pente de l'alliance avec le fascisme ? Et qu'ainsi nous agirions non par grandeur d'âme, non par idéalisme, mais par crainte ?"

REVIRE (L 22.5.30)

L'idée briandiste du projet des Etats Unis d'Europe, fut-elle conçue au moment où l'Europe Centrale et notamment l'Autriche, semblaient subir une crise sans précédent ? En tout cas, force est de constater qu'en octobre 1929, RITZ expliqua que s'il était nécessaire de trouver une solution globale à tous les Etats d'Europe Centrale en l'instant présent, les Etats Unis d'Europe étaient impossibles à réaliser (L 25.10.29). Début mai 1930, SCHOBBER arriva à PARIS, cependant que fut annoncé le mémorandum de BRIAND. Avant de le connaître, METZ se hâta de déjouer la souricière autrichienne !

Sans doute, sachant SCHOBBER à Paris, les nationalistes allemands fulmineraient contre la France. Qu'importe !

"le quai d'ORSAY est en mesure de briser l'Union ultérieure de l'Allemagne à l'Autriche"

SCHOBBER recherchait des atouts où il pouvait... Ne s'était-il pas déjà risqué d'"obtenir des avantages (des emprunts) en louvoyant un rapprochement avec Berlin ou avec Rome ?"

(M 1.5.30 - 3e page)

Ala France de savoir...

Que voulions-nous ? "l'Autriche indépendante"

Etait-ce crédible ?

Dans l'un de ses éditoriaux intitulés "Peuples qui se cherchent" RITZ commença par fouiller du côté de la presse française !

"Les quinze journaux que nous venons de parcourir y mettent (à l'indépendance autrichienne) une double condition : elle ne doit pas rechercher l'ANSCHLUSS allemand,

mais rester indépendante. En second lieu, elle ne doit plus aspirer à la restauration des HABSBOURG"
(...)

"... A la première question posée dans notre presse inspirée par le QUAI D'ORSAY, nous la croyons, hélas, pratiquement irréalisable. L'Autriche indépendante ! Pauvre Autriche ! Comment voudriez-vous que l'Autriche avec ses 6,4 millions d'habitants, dont VIENNE accapare près de 2 millions, puisse rester indépendante, dans son dépeçement, à côté de la formidable Allemagne avec presque dix fois plus d'habitants, centralisée plus qu'elle ne fut avant guerre avec ses rois et princes jaloux !"

"L'Anschluss de l'Autriche à l'Allemagne ne dépend pas plus de la volonté autrichienne..."

"C'est la loi de la gravité des corps transportés en politique. Les Etats de même race s'attirent en raison directe de leur masse et en raison inverse du carré de leur distance (NEWTON dixit, et LAROUSSE confirmavit !) Or, on vient de voir l'importance de la masse allemande et même le peuple qui ne sait pas de géographie, sait que la frontière est commune entre l'Allemagne et l'Autriche. ERGO !..."

" "LES" Allemagnes n'existent plus, il n'existe plus qu'une "seule" Allemagne centralisée à outrance, alors que c'était là l'oeuvre de BISMARCK qu'il fallait détruire.
(la censure militaire du début de l'armistice a caviardé de jolis passages du LORRAIN au sujet des Traités de paix)"

"M. SCHOBER a raison de dire : "C'est à la France à aider l'Autriche"

■ Ne touchez pas aux traités"

"A la France de l'aider" RITZ (L 2.5.30)

(version similaire M 7.5.30)

Et puis comme l'expliqua "René JAGER", la situation internationale de l'Autriche lui conférait un rôle éminent dans l'équilibre de l'Europe Centrale. Autre chance à saisir, "tout" dans le comportement du gouvernement et de SCHOBER laissait penser à une attitude "loyale" quant à la volonté de défense d'une politique indépendante vis-à-vis de l'Allemagne.

"A Londres comme à Paris, le chancelier d'Autriche a été accueilli avec grande sympathie. Si l'expression de ces sentiments d'amitié a été loyale de part et d'autre, il n'est plus besoin d'hésiter, la voie des réalisations est ouverte" (L 19.5.30)

Mais BRIAND avait déjà arrêté une autre politique... On n'en vit tout de suite la portée ! MUSSOLINI ne cessait plus d'insulter le projet de mémorandum, les journaux allemands très habilement s'en amusèrent et ce, à l'heure où TARDIEU reçut VON HOESCH pour l'entretenir de l'évacuation rhénane. Ce fut un comble !

Donc, les Italiens avaient été les premiers à réagir à l'ébauche grandiloquente de BRIAND, ~~ds~~ avant sa parution officielle !

"Orage à l'horizon ? La tension des relations franco-italiennes"

Dans un article inspiré de la STAMPA (probablement du début mai) le député italien DEL CROIX avait insisté sur l'amitié nouvelle entre son pays, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. La récente conférence navale de LONDRES leur ayant permis de mieux se comprendre... Par contre, elle avait découvert l'ini-mitié franco-italienne...

"En réalité, la France, sous le prétexte de sa sécurité ferait soupçonner qu'elle veut aboutir à une espèce de mandat sur l'Europe. Elle excite autour de nous le soupçon"

"La France doit penser que l'on risque de créer une solidarité de fait entre nous et ses ennemis" (L 10.5.30)

Le 18 mai à FLORENCE, nouvelle attaque contre nous, du DUCE en personne !

"Un nouveau discours enflammé de M. MUSSOLINI"

"... l'Italie se bâtie et doit être forte (...) Demain matin (défilé militaire) devant le spectacle des forces armées, tout le monde verra le visage ferme et guerrier de l'Italie fasciste"

Seulement l'Italie fasciste, puissamment armée posera sa simple alternative : ou une amitié précieuse ou l'hostilité très dure (ovation indescriptible)" (L 21.5.30)

"Le discours de M. MUSSOLINI et la presse. La presse fasciste précise qu'il est dirigé contre la France"

(L 31.5.30)

METZ fulmina !

"L'Italie est peut-être une botte. Mais nous ne sommes pas un derrière !" (En-tête du L 31.5.30)

GROSDIDIER de MATONS temporisa...

"Question méditerranéenne. L'Italie et nous"

"L'Italie a souffert de la guerre, l'Italie est passée dans l'indifférence. MUSSOLINI entend redonner à la péninsule le rang digne de grande puissance"

"La France quant à elle, depuis la guerre ne s'est occupée de fait, que du germanisme (...)" l'isthme français est là pour essayer de marier le germanisme et la latinité, mais à une condition : c'est que ce soit la latinité qui pousse ses racines au coeur de la Germanie. La France doit revenir à l'Italie qui pauvre, cachant sa misère sous les amples plis bien drapés de la toge impériale, elle clame aux bords de la Méditerranée éclatante la vérité de la civilisation romaine, héritière et bénéficiaire de l'acquit prodigieux des millénaires et dont le naufrage marquerait la fin de la race des hommes" (L 21.5.30)

Au fond, malgré la plus haute estime que l'on eût résolument pu reconnaître au passé italien, tout le problème fut de tenir ferme la bride à un duce en folie vociférant menaces et violences ! De toute façon, son mauvais coup opposa le plus formidable mépris à la conception européenne de BRIAND.

Restait l'avis des allemands...

Puisque nous leur évacuons la Rhénanie... sauf les voix extrémistes, les autres jouèrent habilement de la réserve. Mais quand le duce eut parlé, sa réplique arriva à point nommé pour les tirer d'embarras. Aussi, les journaux allemands lui accordèrent une large audience... Voici brièvement quels furent les deux temps dans la réponse allemande :

... premier épisode, avant le discours de MUSSOLINI :

"Le mémorandum de M. BRIAND devant l'opinion étrangère..."

"amplement commenté en Allemagne"

"A part la GAZETTE de VOSS qui, sous la forme de George BERNHARDT, lui consacre un article sympathique, la plupart des autres journaux de gauche et du centre se cantonnent dans une réserve ^{quoique} peu sceptique"

"la GERMANIA en particulier, ne tient pas à se prononcer tout de suite sur l'opportunité de cette démarche"

"la GAZETTE DE FRANCKFORT reconnaît que le projet de M. BRIAND est très prudent mais qu'il ne renferme pas de directives"

(...) les propositions ne seront rejetées par aucune capitale mais les difficultés ne commenceront que lorsqu'il s'agira de déterminer les compétences du nouvel organe à créer. Nous en reviendrons alors à la question des limites entre la souveraineté et les droits d'un super-Etat, toujours plus difficiles à fixer. C'est le subtil d'enrayage bien connu de la S.D.N."

"la GAZETTE de la BOURSE de BERLIN (nationaliste) est nettement opposée au projet et exprime son opinion en ces termes : "Sur la base des TRAITÉS de paix, ils tentent maintenant de bâtir un vaste accord de politique internationale. L'union paneuropéenne après laquelle aspi-

re la France signifie que pour la consolidation des murailles dans lesquelles nous avons été enfermés à Versailles. Nous n'y avons donc aucun intérêt."

"Le LOKALANZEIGER est encore plus violent. Pour l'organe de M. HUGENBERG, les buts poursuivis par le plan de M. BRIAND sont les suivants : "Par ce projet, la France obtient ceci :

- 1- le sabotage du désarmement
- 2- l'incorporation de la social démocratie et de ses hommes politiques dans le système de la politique française européenne
- 3- la garantie de la perennité du Corridor et le morcellement de l'Allemagne
- 4- l'élimination de l'Angleterre
- 5- l'hégémonie de la France en Europe "

(L 20.5.30)

... deuxième épisode : trop heureuse de l'aubaine, la presse allemande fit parler MUSSOLINI !

Le BOERSEN KURIER :

"Le questionnaire de BRIAND a reçu une réponse avant même qu'il ne soit distribué : c'est MUSSOLINI qui l'a formulé. Cet écho ne s'est pas seulement répercuté en France où l'on ne cache pas qu'on est inquiet, mais aussi, comme d'habitude, dans certains milieux allemands"

"Malgré l'échec de leurs démarches auprès de MUSSOLINI, les extrémistes de droite allemands ne ^{sont} pas moins enthousiastes à l'égard du discours du DUCE que les fascistes florentins eux-mêmes. M. MUSSOLINI a sans doute tenu des propos capables d'inquiéter la France et destinés à le faire, même si l'on tient compte de l'atmosphère où le discours de FLORENCE a été prononcé"

LA GERMANIA :

"Depuis plus d'un an, le DUCE n'avait pas prononcé un discours incendiaire de cette dureté et de cette clarté.. Depuis des années, le fossé, entre la France et l'Italie

n'avait pas été aussi profond qu'en cet instant où BRIAND a fait remettre à Rome un plan de fédération européenne. Le discours de MUSSOLINI est une claire réponse à ses propositions qui insiste sur ceci, que ce ne sont pas les mots mais les actes qui font défaut et que le moment pourrait venir où les moyens de force militaire seront un argument plus fort que le bon droit"

LA VORWAERTS :

"le journal trace un parallèle entre le récent discours de M. MUSSOLINI et le mémorandum de M. BRIAND et tout en faisant des réserves quant au programme du Ministre français, déclare que l'idée conçue par lui est sainte et appartient à l'avenir, alors que le ton du dictateur italien rappelle le "passé imprégné de sang". L'organe socialiste ajoute que jamais encore depuis l'époque de GUILLAUME II, on avait fait entendre le cliquetis des armes avec autant d'effronterie et de provocation"

(L 21.5.30)

Pour avoir trop laissé parler les autres, l'opinion messine pensant que preuve était largement donnée, intervint à son tour afin que dans l'état actuel des choses, le projet de BRIAND fût cloué au pilori.

"N'insinue-t-on pas, de divers côtés déjà, que si nous avons cédé sur la Sarre à un ministre allemand, malgré les inquiétants "progrès" du budget de la Reichswehr, malgré les singulières manifestations d'amitié (ou d'alliance) germano-italiennes, malgré l'attitude allemande envers la Pologne, c'est non seulement dans la hâte d'en arriver plus vite à la Fédération européenne, mais encore pour retenir le Reich sur la pente de l'alliance avec le fascisme ? Et qu'ainsi nous agirions, non par grandeur d'âme, non par idéalisme, mais par crainte ?"

"Genève se détourne apparemment de plus en plus de la magique formule "arbitrage, sécurité, désarmement"
Les anglo-saxons se refusent à se laisser lier par des pactes quels qu'ils soient. Nos alliances d'avant guerre

sont détruites. Nous abandonnons MAYENCE. RAPALLO fait pendant à LOCARNO. L'Autriche forme le pont entre l'Italie d'une part, la Hongrie et l'Allemagne de l'autre. Il reste les Etats Unis d'Europe. Certes, ils valent bien quelques sacrifices. Mais nos sacrifices antérieurs ne nous ont pas donné la sécurité"

"La Fédération européenne est donc notre dernière carte. Mais le Reich sera-t-il enclin à faire bon marché de sa contre assurance russe ; acceptera-t-il le risque de froisser l'Amérique et ses financiers ? Déjà la Cité fait grise mine à la B.R.I. (...) REVIRE (L 22.5.30)

Mais qui donc eût bien voulu de ce projet ? Pas même la S.D.N. établit RAYOD !

"En attendant les Etats Unis d'Europe... la S.D.N. et l'avenir de la paix"

Après la piètre conférence navale de LONDRES, RAYOD fit remarquer que l'activité diplomatique s'était concentrée une nouvelle fois sur Genève. Là-bas, s'étaient réunies successivement le comités d'arbitrages et de sécurité, puis la Commission préparatoire du désarmement, ainsi que le conseil de la S.D.N. Des ordres du jour bien remplis avaient été dressés.. Mais qui aboutirent tous à la prise de connaissance de "textes divergents" N'était-ce pas une situation symptomatique ?

"L'institution de la S.D.N. paraissait répondre au désir général des peuples avides de paix et de collaboration internationale. Ce qui est grave à l'heure actuelle, c'est que pour la première fois, des indices sérieux existent qui permettent de penser que certains pays songent peut-être beaucoup moins à apporter à l'organisation de la paix, leur contribution sincère et efficace, qu'à poursuivre la satisfaction d'intérêts personnels"

"A défaut de la force matérielle que l'on n'a pas pu ou que l'on n'a pas voulu lui donner, la S.D.N. ne peut appuyer son action que sur une autorité purement morale, qui ne saurait résulter que de l'adhésion unanime des

peuples aux efforts poursuivis par l'Assemblée de Genève. Or, cette adhésion unanime peut être à l'heure actuelle mise en doute" (...)

"Un redressement est-il possible ? Nous voudrions le croire. Nous n'osons l'espérer"

"Si tel était le cas, il ne nous resterait plus qu'à maintenir intacte notre puissance militaire et à recourir au vieux système des alliances que l'on a voulu condamner" RAYOD (L 22.5.30)

Et pour une ultime fois, on reparla de MUSSOLINI, plus exactement de son "esprit" :

"Mes discours ont fait crier toutes les oies qui se sont mises à défendre les capitales des différents pays d'Europe" (...)

"M. MUSSOLINI dénonce l'hypocrisie des pays d'Europe qui feignent ne pas posséder un armement véritable, et qui voudraient dire le contraire en parlant de l'Italie"

(L 23.5.30)

La fédération européenne se serait pas pour tout de suite...
Ce qu'il y avait, c'était surtout des empêchements majeurs.
On le vit encore les jours suivants...

"Pour les Etats-Unis d'Europe : un singulier article de la GERMANIA, organe de M. WIRTH et des ministres centristes"

"La France tend la main à l'Allemagne pour mettre une nouvelle garantie à côté des accords économiques déjà créés et les obligations assumées"

"Chacun ressent de ce côté-ci et de l'autre côté de la frontière, qu'avec l'évacuation de la Rhénanie, commence une nouvelle ère de politique franco-allemande, mais celle-ci ne peut pas commencer par un nouvel acte de soumission allemand et doit aboutir à une entente franco-allemande sur le règlement des questions d'avenir"

(L 23.5.30)

Cependant qu'eut lieu uen "affaire SCHNOEBELE à la frontière polono-allemande"

"Des garde-frontières allemands emmènent deux fonctionnaires polonais (agence P.A.T.)" (L 27.5.30)

L'Union européenne apparut encore impensable... C'est ce qu'affirma POINCARE.

Considérant ses articles dans EXCELSIOR ou la NACION, POINCARE se défendit de n'avoir aucune hostilité personnelle à la politique pacifiste de BRIAND. Et il reprit que dans son cabinet de redressement national, il avait même fait appel à lui.

"Il a raison de pratiquer la politique de laprudence et de la défiance surtout à l'égard des Allemands" convint-or à METZ. Sur ce, on remémora ses plus récentes déclarations :

"... l'exagération des dépenses militaires du Reich commencent par devenir inquiétantes" (...)

"Aujourd'hui, il fait part à ses lecteurs -nous pourrions dire au monde entier- de son peu de confiance dans l'adhésion des Etats au projet de fédération européenne de M. A? BRIAND"

"La vérité c'est que ce projet a reçu un accueil des plus froids et sa publication n'a pas empêché le chef du gouvernement italien de faire à FLORENCE et à MILAN la démonstration que l'on sait et dont les Allemands se sont réjouis" (M 31.5.30)

Si fait, quand en août 30, on annonça que des négociations allaient reprendre sur l'Union européenne, le général de CUGNAC souligna la "confusion" de l'idée briandiste. Il montra les Anglais soucieux de leurs DOMINIONS et complètement indifférents au projet, par contre il vit les allemands assez intéressés à toutes fins de réviser les Traités...

"Entre "rêves et réalités" CUGNAC commanda une politique "réaliste" distante de la "Fédération de BABEL"

(L 9.8.30)

En somme, si BRIAND voulut commencer l'Union européenne à partir de l'évacuation rhénane, il apparut que son projet fut désormais bien malade, pour ne pas dire mort né. Cependant, le deuxième aspect de son plan fallacieux fut réalisé. Nous évacuâmes, mais pour quelle sorte d'espoir ?

2 - L'évacuation réprouvée

"La liquidation de la victoire - l'évacuation de la Rhénanie et le LOCARNO GEIST"

J. DESARDENNES (M 31.5.30)

"La Rhénanie en fête"

"L'évacuation précipitée de la Rhénanie est un véritable triomphe pour la politique allemande de pangermanisme et de revanche.

En France, les journaux radicaux et surtout les journaux socialistes et communistes commentent avec joie cette heureuse nouvelle, comme s'il s'agissait d'une grande victoire pour la France. Dix ans après l'écrasement allemand, c'est une défaite" (M 7.6.30)

"La garde a cessé. Elle est ouverte cette frontière du Nord Est si souvent violée au cours de l'histoire, terre de passage foulée par les invasions mais si française de race et civilisation. Ouverte cette frontière sur laquelle repose la sécurité de l'Occident"

L CAMUZET (PL 13.7.30)

"... Rester deux ou trois ans de plus à MAYENCE était inutile"

Il fallait "créer un Etat tampon (...) un Etat rhénan indépendant (...) rôle qu'on avait voulu donner à l'Alsace-Lorraine" RITZ (L 12.8.30)

18 mai : "la mise en vigueur du plan YOUNG est effective, la 3e zone Rhénane sera incessamment évacuée"

(L 18.5.30)

Ce petit communiqué, d'apparence anodin, dut ressembler à METZ comme le coup d'une arme blanche, vif, sec, tranchant ! L'opinion messine sursauta !

"Respectez les traités et maintenant Halte !"

A Genève, BRIAND avait vu CURTIUS... Le premier réflexe messin fut indigné : il se voulut méprisant et indifférent...

"Bientôt l'évacuation de MAYENCE"

"Du moment que sur le RHIN nous n'avons pas voulu ou su réaliser une politique d'entente franco-rhénane, gage magnifique et unique de paix, nous ne protesterons pas quand nos soldats exécuteront l'ordre donné hier par la présidence du conseil d'évacuer MAYENCE, car l'occupation de MAYENCE sans une politique rhénane ne signifiait, hélas ! plus grand'chose" RITZ (L 18.5.30)

Suivirent bientôt les étapes datées de cette évacuation "contre nature" (L 24.5.30)

"La garde a cessé"

"L'abandon de la Rhénanie" G. BLONDEL (M 10.7.30)

"La garde a cessé"

"Notre frontière est ouverte et notre voisine impatiente d'exercer sa liberté reconquise. Nous n'avons plus à compter que sur nous-mêmes. Aux citoyens clairvoyants de monter à l'intérieur la garde abandonnée sur le Rhin"

L CAMUZET (PL 13.7.30)

"Allons-nous continuer comme en 1914, à la veille du sanglant conflit, à fermer les yeux devant l'évidence et à mériter encore de nous voir adresser l'apostrophe de DEMOSTHENE : "ce n'est pas le roi de MACEDOINE que je crains, c'est votre indifférence"

J. DESARDENNES (M 31.5.30)

Indifférence, incompréhension, aveuglement... Etait-ce une fiction à laquelle l'opinion messine venait d'assister ? On en eût quasiment l'impression ! Mais non, il fallait encore une fois se résigner à cette terrible vérité. Après le choc qui paralyse, suivit la colère qui exaspère !

"La liquidation de la victoire. L'évacuation de la Rhénanie et le LOCARNO GEIST"

"Le Reich prépare en Rhénanie les grandes fêtes de la "libération du territoire" qui seront pour la France un avertissement.

Allons nous continuer à fermer les yeux devant l'évidence et concéder à rétrocéder la SARRE aux Allemands avant le plébiscite fixé par le Traité de Versailles ?"

"Alors que l'évacuation de la Rhénanie semble déjà un fait acquis pour une grande partie de l'opinion publique et de la presse allemande, nos pacifistes continuent à endormir l'opinion française par tous les moyens et à lui faire croire que plus on cèdera aux Allemands, plus les esprits de conciliation et de paix universelle proposera sous l'égide de la S.D.N."

"Même en Moselle, certains "utopistes" se laissent convaincre et des journaux de langue allemande se font l'écho d'autonomistes pour protester contre les fortifications que la prudence la plus élémentaire commande d'élever en face de nos ambitieux voisins d'outre-Rhin"

"Nous avons toujours déclaré qu'il fallait nous prémunir contre le retour d'une agression toujours possible de la part des gens qui n'ont jamais craint de qualifier de "chiffon de papier" les engagements solennels des nations concernant la neutralité de la BELGIQUE et qui après avoir signé le Traité de Versailles, ne cessent de trahir leur propre signature"

"Une fois la Rhénanie évacuée, les Allemands s'activeront à développer l'équipement de la rive gauche du Rhin"

"Nous avons également toujours affirmé que l'"esprit de LOCARNO", mis en avant par les Allemands pour nous endormir et nous ramener à de nombreuses concessions, n'était pour le moment encore qu'une façade politique destinée à masquer leurs mauvaises intentions"

"La démilitarisation de la Rhénanie devait protéger la France contre toute idée de revanche, elle ne sera dans quelques années qu'un leurre"

Et J. DESARDENNES souligna dans le programme des "fêtes de libération" le culte du souvenir militariste et non de l'esprit de LOCARNO... Il rappela la "croisière" de la flotte allemande en Méditerranée après la conférence navale de LONDRES, répétition du "coup d'AGADIR"... Il dénonça GROENER réclamant d'énormes crédits pour la Reichswehr sous prétexte de se défendre contre les voisins...

"Allons-nous continuer, comme en 1914, à la veille du sanglant conflit, à fermer les yeux devant l'évidence et à mériter encore de nous voir adresser l'apostrophe de DEMOSTHENE : "ce n'est pas le roi de MACEDOINE que je crains, mais votre indifférence" DESARDENNES (M 31.5.30)

"La garde a cessé !" s'écria "L. CAMUZET"

"Elle est ouverte aujourd'hui cette frontière du Nord-Est si souvent violée au cours de l'HISTOIRE, terre de passage foulée par les invasions, mais si française de race et de civilisation"

"... ouverte cette frontière sur laquelle repose la sécurité de l'Occident"

"... ouverte cette frontière dont la protection fut le désir suprême de nos morts et qui, au moins, devait être neutralisés, démilitarisée, alors qu'elle est pour la partie libre et sera demain, pour la partie libérée, remise en état d'offensive !"

"Aujourd'hui, la garde a cessé, dernier témoignage de l'agression allemande et dernier rempart de notre sécurité"

"... cela sans contrepartie financière, sans la réalisa-

tion de cette commission de surveillance de la zone rhénane, sans aucune collaboration officielle économique entre l'Allemagne et la France"

"Voilà le marché unilatéral conclu"

"Sera-t-il facteur de paix ?" ... Un scepticisme le plus complet y fut opposé...

"La garde a cessé. Notre frontière est ouverte et notre voisine impatiente d'exercer sa liberté reconquise. Nous n'avons plus à compter que sur nous-mêmes. Aux citoyens clairvoyants de monter à l'intérieur la garde abandonnée sur le Rhin" L CAMUZET (PL 13.7.30)

... Les fêtes rhénanes furent notre deuil !

"La Rhénanie en fête"

"L'évacuation précipitée de la Rhénanie est un véritable triomphe pour la politique allemande de pangermanisme et de revanche"

"En France, les journaux radicaux et surtout les journaux socialistes et communistes commentent avec joie cette heureuse nouvelle, comme s'il s'agissait d'une grande victoire pour la France"

"Dix ans après l'écrasement allemand, c'est une défaite"

"La Rhénanie s'est relevée et s'est enrichie grâce à l'occupation -surtout grâce à l'occupation française"

"Mais la prussianisation des provinces rhénanes est réalisée depuis longtemps grâce surtout à cette sérieuse organisation de la propagande de Berlin dont les fonctionnaires, très nombreux dans les villes et dans les campagnes, sont avant tout de puissants agents pangermanistes"

"Alors de grandes fêtes vont célébrer la "victoire" que le ministre Herman MULLER aujourd'hui disparu a remporté sur la France en obtenant notre abandon de la Rhénanie"

"C'est parmi le peuple que le délire antifrançais se donnera libre cours"

"Nous serions bien naïfs de nous imaginer comme M. Léon BLUM et M. Marc SANGNIER nous y convient, qu'il y a en Allemagne un nombre considérable de citoyens -la majorité

du pays prétendent nos socialistes- qui ne veulent plus de guerre et qui se révolteront plutôt que de jamais obéir à un ordre de mobilisation"
(...)

"Les Allemands dans toutes les classes de la société sont militaristes et militarisés (...)"

Pour achever, on cita MAGINOT :

"La France n'est pas belliqueuse, mais elle a le devoir de ne ~~rien~~ négliger ce qui intéresse sa sécurité"

(M 7.6.30)

... A propos du militarisme allemand... Quand le 2 juin 1930, le général VON SEECKT commémora le 150e anniversaire du général VON GLAUSEWITZ, on diffusa son intervention sur toutes les stations TSF allemandes... Normal ? Pas tout à fait... au beau milieu du tintamarre de la propagande, on eut la désagréable surprise d'entendre le lied "ZU STRASBURG AUF DER SCHANTZ" interprété par 5 000 exécutants : (L 3.6.30)

"Le 30 juin marquera le début d'une époque nouvelle qui sera pour l'Europe entière fort difficile"

(30 juin : fin de l'évacuation) (M 13.6.30)

Maintenant tout le monde fut prévenu !

Ceci dit, de jour en jour METZ suivit rigoureusement les étapes de l'évacuation... Puis, le 30 juin approcha. On fit remarquer que le délai fixé pour la fin de l'occupation avait été strictement "observé" (L 1.7.30)

METZ sentit encore plus fort le vent de la déception...
Voici pême-mêle, quelques une de ces bourrasques...

"L'évacuation !! Observons avec inquiétudes les nouvelles attitudes de l'Allemagne depuis la capitulation de la France" (...) (M 30.6.30)

"L'évacuation anticipée de la Rhénanie est le terme de cette vaste opération de politique internationale qui a ramené la liquidation de la guerre. Elle en est le terme,

mais pour l'Allemagne, elle a été la cause déterminante" Journal des DEBATS (Vignette M 30.6.30)

"En consentant l'évacuation anticipée, la France a montré son désir de paix et de réconciliation. C'est maintenant qu'on va voir si l'Allemagne est animée des mêmes intentions" (vignette M 1.7.30)

"Une date historique : l'évacuation de la Rhénanie a pris fin" (M 1.7.30)

"Il ne reste sur le Rhin, que la parole donnée par l'Allemagne. Tout, désormais repose sur elle"

TIRARD (haut commissaire des provinces rhénanes)

(vignette M 3.7.30)

"La proclamation du président HINDENBURG et des ministres du Reich ne contient pas un mot sur les meilleures perspectives d'un rapprochement avec la France qui doivent logiquement résulter de l'évacuation anticipée et il n'y est fait aucune allusion aux efforts de STRESEMANN qui ont abouti à la libération du territoire rhénan

LE TEMPS (vignette M 3.7.30)

Et puis encore nos erreurs...

"L'évacuation s'achève. Esprit de paix et traité de paix"

"La France n'a pas lutté pour une République Rhénane allemande"

"La propagande contre un prétendu militarisme français est erroné"

"Aussi, qu'on en finisse une bonne fois en Allemagne avec ces démonstrations ridicules, qui ne trompent même pas les Allemands. Demain du reste, quand le mal aux cheveux sera passé, quand les 150 000 hommes plus ou moins casqués et bottés auront défilé devant M. VON HINDENBURG à MAYENCE, quand les faillites conséquentes aux retraits des troupes et à la cessation de l'activité française se seront produites en masse, quand la régie aura terminé ses mises en scène et qu'une autre danse reprendra, celle

devant le buffet vide, beaucoup d'allemands se rendront compte que pour l'économie rhénane, le 30 juin aura été une bien mauvaise journée, un jour néfaste"

"Encore un coup, après avoir manqué notre politique rhénane, nous n'avons plus guère grand'chose à faire là-bas ! Mais au moins nos troupes parties, nous allons voir désormais la politique allemande dans toute sa netteté. Elle n'aura plus pour justifier certaines attitudes nationalistes, l'excuse de l'occupation rhénane, la honte du sol allemand foulé par le pied de l'étranger etc La politique allemande va-t-elle reconnaître la situation telle qu'elle sera demain ou, comme le prévoyait l'autre jour notre solide collaborateur Jean RAYOD, va-t-elle continuer à se dresser contre les traités dans toutes leurs applications"

"La paix avec l'Allemagne, oui, trois fois oui, mille fois oui. Mais méfions-nous d'une paix de demain qui voudrait supprimer le traité de paix d'hier"

"Aujourd'hui, son unité nationale est refaite, la France pour rien au monde ne voudrait un pouce du terrain des autres. Mais si elle a la mission de propager l'esprit de paix dans le monde, elle a le devoir sacré de veiller d'abord à ce que les traités qu'elle a signés soient respectés" RITZ (L 29.6.30)

"Les fêtes de la délivrance du Rhin" semblèrent bien prouver autre chose ! Voici ce dernier exemple, choisi pour son originalité !

"En supposant que M. BRIAND possède un appareil de TSF, et qu'à force de fréquenter M. STRESEMANN il ait acquis suffisamment de connaissances de la langue allemande pour comprendre les discours prononcés à MAYENCE, à TREVES, à SPIRE ou encore à WIESBADEN, il est certain que notre inamovible ministre des A.E. n'aurait éprouvé nulle satisfaction. Peut-être même que ses dernières illusions sur l'esprit pacifique de l'Allemagne se seraient évanouies. Non seulement le nom du père spirituel de l'évacuation ne fut prononcé par aucun des nombreux orateurs, mais personne n'a seulement relevé la générosité

de la France qui tout de même, vient de consentir un immense sacrifice en faveur de l'Allemagne. Bien au contraire, tout ce que la France a fait, c'était d'ô et c'est finalement nous qui sommes encore dans les dettes de l'Allemagne"

... "poids de l'occupation (...) concerts patriotiques (...) discours (sur) les minorités (...) contre les séparatistes (...) appel à l'Union (...) gravure d'un disque historique : le départ des troupes françaises de MAYENCE - l'entrée de la SCHUPO..." (L 2.7.30)

Alors, rage à l'esprit, tristesse au cœur fut établi "un bilan", celui de la "politique française sur le Rhin de 1919 à 1930" "le traité de Versailles (...) l'ébranlement allemand (...) l'échec du premier mouvement séparatiste (...) la politique des gages : 1923 la RUHR (...) les plans DAWES (...) LOCARNO (...)"

"les diplomates qui ont été pendant la décade écoulée les artisans de la politique française sur le Rhin pourront dorénavant pour commémorer le 30 juin 1930 faire mettre les drapeaux en berne et revêtir leurs habits de deuil"
(L 3.7.30)

Déjà, l'on signala des "représailles contre les séparatistes (...) à MAYENCE - KAISERSLAUTERN (...) scènes de pillage de magasins..."
(L 3.7.30)

La revanche allemande commençait...

"L'esprit de revanche"

"L'évacuation !! Observons avec inquiétudes les nouvelles attitudes de l'Allemagne depuis la capitulation de la France" (M 30.6.30)

"Les représailles allemandes" (M 3.7.30)

"Les nationalistes allemands, que je veux bien de pas confondre avec l'ensemble du peuple germanique, ont manifesté contre la France. Notons le fait pour en tirer cette conclusion que le désarmement moral n'est pas encore chez tous un fait accompli" (vignette M 8.7.30)

"Après l'évacuation de la Rhénanie. L'esprit de revanche"

G. BLONDEL (M 10.7.30)

"La politique de M. BRIAND ne fait-elle pas une faillite lamentable ?" L. MARCELLIN (PL 27.7.30)

Vengeance, vindicte, règlement de compte, représailles... Ces qualificatifs extrêmes furent pour l'opinion messine les meilleures justifications de l'esprit de revanche allemand. En Rhénanie, nous avons pu compter des amitiés, des partisans rhénans, séparatistes pour la plupart, qui avaient risqué de se compromettre pour nous, à cause de nous... Une France magnanime, généreuse, digne, eût-elle seulement pu concevoir l'idée d'abandonner ces pauvres désignés, preuves vivantes de notre diplomatie en miettes... A peine l'évacuation commencée, METZ se soucia de ces Rhénans menacés...

15 juin : "En évacuant la rive gauche ; Pensons à ceux qui ont compté sur nous"

"Dans quinze jours, ce qui reste des troupes d'occupation aura quitté le territoire de la rive gauche du Rhin. La Rhénanie proprement dite de la Bavière Rhénane vont être libérées de la terreur de nos terribles soldats..."

"On va fêter solidement ces journées de libération"

"L'opinion est admirablement chauffée"

"A MAYENCE et à SPIRE, des chœurs formidables vont saluer le retrait de nos troupes et l'arrivée du Feldmarschall VON HINDENBURG" (...)

"Quant au peuple sans crainte d'être démenti, on peut dire que dans son ensemble il est déçu"

"Mais aujourd'hui, il faut faire oublier tout cela d'où le silence, le grand silence"

"Pourtant une singulière terreur commence à sévir dans

beaucoup d'endroits. Ceux qu'on craint sont moins les indigènes, mais les bandes et les partisans de HITLER, ceux qui ont tiré, assassiné le malheureux Heinz d'ORBIS au PALATINAT, dont la pauvre soeur est ruinée ; ceux qui ont assassiné, bestialement assassiné, brûlé après les avoir arrosés de pétrole, les miliciens de PIRMASENS et cela sous les yeux de nos soldats"

"Bien sûr ceux qui regrettent le départ des français ne vont pas en pleurs et en lamentation ; non, mais ceux qui nous regrettent le font moins pour nous-mêmes que d'abord parce qu'ils avaient placé en notre seule présence sur le Rhin des espoirs d'indépendance administrative qui ont été déçus ; en second lieu, parce que les hommes en vue craignent des représailles"

"C'est dommage car on peut dire du Traité de paix tout le mal que l'on veut, mais il nous avait pourtant donné des possibilités que nous avons laissé partir à la dérive. En particulier sur le Rhin, le Traité de Versailles fut bien le chien crevé qui s'en allait au fil de l'eau"

Or, "ils ne nous demandaient que notre bienveillante neutralité. Nous ne la leur avons même pas accordée"

"Un homme avait compris le mouvement rhénan, mouvement d'"indépendance" appelé mouvement séparatiste : MANGIN. Il voulait une "Rhénanie indépendante et désarmée"

"Mais on n'a pas voulu que cet homme réalisât la seule garantie de paix européenne qui comptât et aurait compté, car le désarmement actuel de la Rhénanie ne signifie rien, puisque l'esprit n'est pas désarmé"

"Nous avons donc manqué notre mission sur le Rhin"

"... Et que dire de ceux qui ont dû quitter la Rhénanie pour venir en Alsace-Lorraine, ceux qui se sont donnés la mort. L'amnistie ? la haine et les attentats des terroristes allemands, des hommes à la solde d'organisations puissantes et singulièrement riches en sont les responsables" RITZ (L 15.6.30)

... A cette sauvagerie, jamais personne n'aurait pu se sentir indifférent... "D'outre-tombe" des âmes nous le murmurèrent.

"Écoutons les voix rhénanes"

... et tout spécialement celle de Joseph SMEETS... Il avait participé à la fondation du mouvement séparatiste... Il avait fait éditer à COLOGNE, WEBERSTRASSE 33, le "Journal de la République Rhénane". Il était devenu le président du "Parti populaire républicain de Rhénanie". Quand le mouvement rhénan avait avorté, il était venu à METZ pour y mourir en avril 1925.

Au peuple rhénan, il avait manifesté l'attrait de sa libération, expression véritable de son sentiment profond. Il avait voulu défendre

"les Francs de Rhénanie contre l'esprit prussien", cette "Prusse militariste" à l'esprit "dominateur"

"Au fond, avait-il affirmé, les masses comme en 1913 s'en remettent aux criminels qui préparent la nouvelle guerre"

"Installée en Rhénanie, la Prusse n'en serait que plus forte..." elle serait "une base d'appui pour une revanche

Son message saisit encore...

"Que les démocraties de l'Ouest soient fortement convaincues que les militaristes prusso-russes ont sans cesse les yeux fixés sur elles, afin de saisir le moment opportun : le moment où ils croiront que la démocratie de l'Ouest est sans défense; et que l'heure est venue d'édifier définitivement à la place de la démocratie, leur militarisme et leur autocratie - SMEETS"

RITZ (L 22.6.30)

Pour ne pas en être déjà là... l'opinion messine n'en perdit pas moins l'occasion d'étaler au grand jour tout le mauvais génie de l'esprit allemand, revancharde exalté...

"Après l'évacuation. Les représailles allemandes"

"De nombreux rhénans, figurant sur la liste des représailles pangermanistes, ont vu leurs magasins et leurs appartements pillés par des bandes d'extrémistes et des hordes racistes qui se sont mis en tête "d'épurer la rive

gauche des traîtres qui l'infestent"

"... Boucherie à SPIRE (...) sang, boucherie à PIRMASENS (...) Il aurait fallu qu'un protocole fixât une procédure grâce à laquelle les Rhénans n'auraient pas été abandonnés"

"Mais les diplomates qui suivent aveuglément le pacifisme bêlant de notre ministre des A.E. n'ont rien fait et nous avons abandonné là-bas de nombreuses victimes sans défense, coupables du seul crime d'avoir eu avec notre armée des contacts corrects et humains"

Et encore des scènes de violence à KAISERSLAUTERN notamment...

(M 3.7.30)

... Les jours suivants à MAYENCE, KAISERSLAUTERN de nouveau, OBERSTEIN (L 5.7.30), WIESBADEN (L 6.7.30)

"Les troupes de HITLER se livrent à de nouvelles persécutions en Rhénanie. De toute évidence, la police est de connivence avec les pillleurs" (M 5.7.30)

"La presse allemande est responsable de cette surexcitation (...) et elle annonce de plus grandes fêtes lors de la venue d'HINDENBURG (...) lui le vaincu (...) c'est la première étape de la revanche"

"... les manifestations allemandes" se déchaînent "en guise de remerciements"

"Par leur attitude de ces jours derniers, les Allemands nous ont donné une sérieuse leçon dont nous saurons profiter" (M 5.7.30)

Malheureusement, on eut à déplorer que la "série des attentats semblait loin d'être close" De surcroît, et la GAZETTE DE FRANCKFORT le reconnut elle-même :

"la police n'a rien fait pour empêcher les incidents (...) ces jeunes gens hardis motocyclistes..."

"On redoute le retour de nouvelles représailles"

(L 6.7.30)

Vu l'ampleur des événements, BRIAND s'entretint avec VON HOESCH (L 6.7.30)

"On semble redouter que les "regrets" de notre ministre des A.E. ne se transforment en démarche officielle"

(M 7.7.30)

Nenni ! Car il y eut des Allemands pour prétendre que nous avions des responsabilités dans les exactions !

"Emotion bien jouée. C'est la presse française qui est responsable des sauvageries en Rhénanie"

... les milieux berlinois ne parlèrent que de "tumultes sans grande étendue"

LA GAZETTE DE VOSS condamna les événements, toutefois elle avertit que ces choses ne regardaient par la France.

Et l'on trouva pire !

"LA GERMANIA écrit que la presse française est en partie responsable de la tension qui s'est produite dans les esprits, pendant la première semaine qui a suivi l'évacuation. L'organe de centre estime que l'intérêt porté par les journaux français aux anciens séparatistes est "importun"

"le BOERSENKURIER" critique la façon avec laquelle le ministre des A.E. a pris position à l'égard des incidents de Rhénanie et déclare que la France aurait mieux fait d'attendre de constater que les autorités politiques locales appliqueraient les instructions reçues des gouvernements du Reich et de la Prusse..." (L 8.7.30)

Mais les tumultes continuèrent !

... "nouveaux incidents à TREVES et à HOCHHEIM centre des séparatistes" (L 8.7.30)

... "TREVES en état de siège. Devant la gravité de la situation, on fait appel à des renforts de police des villes voisines. On signale un certain nombre de blessés et de nombreuses arrestations" (...) (M 10.7.30)

... "appel à la population lorraine (...) une souscription

en faveur des rhénans chassés de leur pays" (M 10.7.30)

... "la charité s'il vous plait !"

"Pour les séparatistes rhénans"

"C'est par paquets qu'ils nous arrivent ici"

"Ceux-là qui marchèrent jadis avec les séparatistes, sont les premiers aujourd'hui à piller leurs magasins ; rouer de coups et à frapper du Knout ou du couteau des hommes qui autrefois étaient leurs bienfaiteurs"

"Des listes de séparatistes sont affichés aux murs des villes"

"HEIDELBERG fournit les chefs de bande et d'incursion"

"HEIDELBERG et son romantisme, sa poésie, où sont ces beautés d'antant ?"

"Le LORRAIN ouvre ses bureaux pour recevoir vos dons"

(L 10.7.30)

Désormais, il ne fut plus possible de minimiser, les événements avaient fait trop de bruit !

"Les nationalistes ont fait ce qu'il ne fallait pas faire, l'évacuation de la Rhénanie devait être le prélude à l'édification d'un rapprochement franco-allemand -

MONTAG AM MORGEN" (M 15.7.30)

Cette dernière réflexion lâchée par un journal allemand fit considérer le triste bilan...

"Après l'évacuation de la Rhénanie (...) l'esprit de revanche"

"M. Georges BLONDEL qui depuis 40 ans étudie l'Allemagne sur place, nous décrit ses sentiments actuels"

(dans BIEN PUBLIC DE DIJON)

La Sécurité ? "on quitte la Rhénanie au moment où les Allemands repoussent toute idée de contrôle"

"Pays du camouflage, derrière les discours pacifistes, la majorité du peuple allemand, certes ne veut pas la guerre, mais tous sont convaincus que le Traité de Versailles est iniquité, tous ont le désir de révision"

"Les générations nouvelles sont éduquées pour la guerre, le gouvernement se prépare en prévision d'un conflit"

"Les partisans de la revanche ne sont pas les plus nombreux, mais les plus actifs"

"Et nous devons fixer notre attention sur l'Allemagne active, sur les excitateurs de métier, sur les anciens fonctionnaires et les anciens officiers, précipités brusquement de positions qui avaient développé un grand orgueil dans leur esprit. Ces "dépossédés" sont plein de rancune"

("On peut accuser le MESSIN de "redites" oui, mais depuis onze ans que le chemin parcouru par l'Allemagne et aussi par la France, mais en sens inverse ! Une France qui capitule sans cesse, une Allemagne toujours victorieuse")

BLONDEL continua :

"M. BRIAND déçut de l'attitude du peuple allemand, est embarrassé des questions qu'on lui pose à ce sujet.

"... les manifestations militaristes en Allemagne ont montré la cohérence Reichswehr-police"

"Nul n'y est admis que sur la recommandation d'une association patriotique. La Reichswehr est certainement l'armée la plus homogène qui existe au monde. C'est une armée de cadre, dont l'instruction technique reste poussée très loin. Le matériel est sans doute insuffisant, mais on en fabrique en secret. KRUPP a une succursale en SUÈDE, et des usines russes seront bientôt en état d'armer les Allemands. La guerre par les gaz et la guerre aérienne peuvent ménager des surprises. Nous devons redouter, disait dernièrement M. de BROQUEVILLE, ministre belge, la violation par surprise de notre territoire par une force motorisée, aidée par une aviation de bombardement"

(Nous ouvrons ici une parenthèse, pour signaler qu'à la mi-juin 1930, suite à un accident de camion en Allemagne, le LORRAIN avait voulu saisir l'occasion pour faire :

"... la lumière sur l'importance de l'armement de la Reichswehr"

"Quand dans les colonnes de ce journal, nous dénonçons la gravité des armements de la Reichswehr, bien des gens nous traitent de pessimistes incorrigibles, mais de temps en temps, les événements viennent confirmer nos impressions"

(...)

... Au cours de manoeuvres, les 1^{ère} et 2^e compagnies du 6^e bataillon, avançant en convoi motorisé, essayaient un nouveau type de frein. C'est alors qu'un accident survint, et qui fit 18 blessés.

"Cet accident montre bien que la "motorisation" de la Reichswehr doit être complètement achevée" (L 15.6.30)

... BLONDEL acheva :

"L'esprit de revanche en Allemagne est plus vif que jamais. Et notre abandon de la Rhénanie, manifestation sincère de nos sentiments pacifistes, au lieu de calmer la nationalistes teutons, n'a fait que les surexciter davantage et de leur donner les plus dangereux espoirs du retour à l'Allemagne de territoires que le Traité de Versailles leur a enlevés" (M 10.7.30)

"Parlons-en toujours"

"Un ancien séparatiste : c'est nous qu'on frappe, c'est nous qu'on vise"

"C'est l'éclatement d'une chaîne indicible contre la France"

"Un ancien chef syndicaliste nous adresse au crayon ses impressions : le cortège de KAISERSLAUTERN conduit par des intellectuels de toutes classes trahissait une mentalité guerrière (KRIEGSSTIMMUNG) contre la France autrement débordante que celle de 1914, et c'est dans certains esprits que se déroula la manifestation du champ de foire"

"A KAISERSLAUTERN comme à MAYENCE (...) le chant préféré et hurlé fut le "SIE GREICH WOLLEN WIR FRANCKREICH SCHLAGEN" (Nous voulons victorieusement battre la France)

L'agitation, expliqua le séparatiste, n'imputa point les Rhénans demeurés calmes, mais elle fut le fait de l'extérieur et

surtout de prussiens

"Je le répète, ce n'est pas le peuple rhénan, mais des bandes au service de la Société VEHM qui sont les coupables"

"De ces déclarations, il découle que ce sont des agitateurs professionnels, des individus payés et soudoyés pour cette besogne qui se sont rués sur les malheureux séparatistes. C'est tout le danger de l'Allemagne d'hier et d'aujourd'hui : grâce à ces chefs de bandes et à ces faiseurs d'opinion, la foule anonyme se laisse facilement entraîner ; la presse aidant, la masse travaillée à fond se déchaîne, croit au mensonge cent fois répété et part, tout comme en 1914 à la conquête et au pillage barbare"

Sur la foi des rapports de police, la majorité des pillards avaient de 16 à 20 ans

"Ces jeunes (...) ont été travaillés (...) autre preuve de l'excitation pangermaniste"

"Vraiment, ils ont dû, comme petits gosses avoir l'esprit politique très développé ! Ce sont là des dons qu'on ne rencontre que dans les partis nationalistes !"

"Ces émeutes sont un nouvel essai des putschistes de droite pour voir leur puissance d'action à l'intérieur du Reich en attendant de passer à l'extérieur"

"La France et l'Europe feront bien de suivre de très près l'évolution réelle des événements"

"Il est facile de penser que dorénavant, les Allemands vont demander l'occupation militaire" RITZ

(L 12.7.30)

Eh bien voilà, tout fut dit, ou presque ! Il ne resta plus qu'à dresser le bilan...

"La liquidation de la guerre. Un triste bilan"

"En Rhénanie, les réjouissances sont terminées. Faisons le point sur les premiers résultats de notre politique d'abandon"

(...)

"Pour une politique de réconciliation, le monde poussait la France à l'évacuation. BRIAND s'est chargé de cette politique, soutenu par le parti radical, socialistes et les démocrates chrétiens. Et les chambres ont accepté ce programme d'abandon"

"Le résultat est contraire aux espérances, à l'apaisement souhaités ... témoins les "manifestations de l'évacuation prématurée."

"Les radicaux français ont reconnu l'erreur de l'évacuation anticipée" (...) (M 25.7.30)

"Ceux qui doutent encore (...) n'ont qu'à lire la presse allemande (...) Ainsi, M. ABEL qui manifeste un pacifisme suspect (...) écrit dans sa revue le "JUNGDEUTSCHE" un article que tout le monde devrait lire et que nos parlementaires en particulier pourraient méditer :

"Il est dit sans précaution oratoire, que l'Allemagne s'est appuyée sur la gauche française pour obtenir toutes les concessions possibles, qu'elle est allée jusqu'à l'extrême limite des avantages qui pouvaient lui être accordés, et que d'ailleurs le rôle historique de ce parti avancé est peut-être terminé. Nous nous en voudrions d'ajouter le moindre commentaire à cette déclaration d'une brutale franchise"

"La politique de rapprochement était destinée à rendre possible de nouvelles réclamations et de nouvelles négociations" André CHAUMEIX (PL 6.7.30)

... Comme s'il n'eût pas voulu démentir, HINDENBURG, quand il vint en Rhénanie (à partir du 20 juillet 30) confirma ces présomptions

"L'attitude du Chef d'Etat allemand, au lendemain du jour où la France avait donné le plus bel exemple de volonté de paix et de concorde, en évacuant cinq ans avant le terme fixé par le Traité de Versailles, la zone rhénane, a du moins l'avantage de nous éclairer" (L 22.7.30)

"Où la République est-elle dans tout cela ? On se le demande. Ce qui vibre à l'occasion de ce voyage triomphant, c'est l'âme allemande de toujours, l'âme chauvine, ardente, l'âme résolue d'avant guerre, qui n'a été ni abattue par la défaite, ni apaisée par nos abandons successifs" GUY MONNEREAU (M 24.7.30)

Cette dernière et terrible réflexion n'illustra que d'autant mieux la singularité de l'instant et les risques du lendemain. Le 18 juillet en effet, une crise ministérielle avait contraint au recours extrême de dissolution du Reichstag... Les nouvelles élections furent fixées au 14 septembre 1930. La politique française qui avait espéré donner pour recevoir était maintenant déconfite... ET si l'horizon d'après septembre se fût assombri ?... METZ vit encore une occasion d'avertir...

Mais avant, vous comprenez aisément pourquoi RITZ vit rouge quand des reproches sévères furent adressés à son journal à cause de sa position favorable aux séparatistes et son aide aux réfugiés...

"Soyons loyaux. Contre la politique de paix ?" (...)

Des reproches... des reproches ? Ah non !

car "... on marchait contre la politique de réconciliation de M. BRIAND" (...)

"Ceci, nous ne l'admettons pas ! D'abord parce que nous avons l'habitude de dire ce que nous pensons, et si nous avions voulu attaquer la politique de M. BRIAND au sujet de la Rhénanie, nous n'aurions pas hésité à le dire nettement (...) en des formes correctes, par respect de l'autorité française, mais fermement et clairement"

"... rester deux ou trois ans de plus à MAYENCE était inutile" Ce qu'il fallait, c'était "créer un Etat tampon (...) un Etat rhénan indépendant (...) rôle qu'on avait voulu donner à l'Alsace-Lorraine" (...)

"A entendre et lire certains, un Français qui veut la paix dans le respect de ses frontières est un chauvin, un nationaliste, un païen, un adversaire de la doctrine du

Christ qui commande de considérer tous les hommes comme des frères"

RITZ, démonté, maudit ceux qui accusèrent le LORRAIN d'enrichissement grâce à la guerre... de journal "grassement payé par l'industrie" avec pour seul désir : d'"enrichir les industriels en leur faisant construire des engins pour tuer leurs semblables"

"Tout ceci se dit, se colporte et les bolcheviks l'écrivent" (...)

"Qu'on cesse donc une fois pour toutes de ces accusations ridicules, perfides. C'est précisément parce que nous sommes patriotes que nous sommes pacifiques. Nous trouvons la France assez belle et assez grande comme elle est après tant de sang versé, pour désirer d'y ajouter le moindre lambeau d'un autre pays. Tous nos voisins peuvent-ils en dire autant ?"

"Mais ces sentiments ne nous empêcherons jamais de veiller à la sécurité de nos frontières, d'être prudents vis-à-vis de nos adversaires d'hier, d'étudier tous les mouvements de leur opinion, d'analyser toutes leurs manifestations" (...)

"Une chance inespérée nous a été offerte d'assurer la paix entre la France et l'Allemagne : l'écartement du Rhin de l'esprit prussien, ainsi que le centre rhénan et ses chefs avérés l'espéraient et l'ont encouragé. Le rêve est remis à plus tard, il n'est pas enterré. Mais en attendant, qu'on nous laisse en paix avec le fameux état tampon d'"Alsace-Lorraine" La France est tout de même un peu plus chez elle ici que la Prusse sur le Rhin" RITZ (L 12.8.30)

C - Septembre noir...

"Ce que la minute présente contient de grave, répétons-le une fois de plus, ce n'est pas l'esprit de revanche que nous décèlent les élections allemandes, c'est l'aveuglement obstiné de la diplomatie française, enfermée dans son rêve" FIGARO (Vignette L 18.9.30)

Tout commença par une crise ministérielle allemande...
D'elle survinrent les élections du 14 septembre de ce mois de septembre qui à METZ devint plus qu'un symbole : peut-être l'ultime avertissement.

1 - "La République du Reich s'en va" (Lorrain 18.7.30)

L'idée qui exprimerait le délâbrement de l'édifice républicain en Allemagne, n'avait rien de nouveau à METZ. Par contre, son laminage sous les coups de boule mille fois répétés des forces nationalistes reviviscentes, c'est bien cela qui inquiéta. Et notre diplomatie jugée puérile, avec notre sécurité imprudemment négligée... et la paix de l'Europe semblèrent menacées davantage.

Crise politique larvée, attisée par la grande dépression, assauts des droits nationalistes : ce qui se déclancha à partir de juillet apparut comme une étape au long d'un processus ancien mais accéléré. \

La crise parlementaire allemande

"Le cabinet a cherché l'appui des nationalistes : il ne l'a pas obtenu. Les nationalistes sont heureux (...) convaincus que la crise économique va s'étendre et attendent un succès aux élections de septembre" (M 19.7.30)

"A coup sûr, la crise politique va provoquer un pas de plus vers la dictature (...)" (M 20.7.30)

... Sa cause immédiate fut d'une simplicité limpide...

16 juillet au Reichstag, le gouvernement BRUNING présenta son projet financier : ce fut l'échec (204 voix contre 256). Dès lors, la crise fut ouverte :

"On s'attend à la mise en application de l'article 48 de la constitution, après la dissolution du Reichstag désormais plus que probable" (M 17.7.30 page 3)

"La République du Reich s'en va !" affirma-t-on à METZ
(L 18.7.30)

Ce fut à peu près ce qui poussa HINDENBURG à tenter un
"double coup de force"

- contre le gouvernement prussien
- à propos du projet financier enterré !

Pour ce qui fut du premier point, on voulut bien admettre que le vieux maréchal avait bien agi "de son propre chef" !

(L 18.7.30)

Il avait adressé un ultimatum au gouvernement prussien pour qu'il acceptât derechef les casques d'acier en Rhénanie... belle "immixtion inconstitutionnelle" par rapport au gouvernement d'un pays ! (L 18.7.30)

"Ne se considérant que comme le gérant temporaire d'une entreprise dont la raison sociale s'appelle par hasard "République", il attend avec patience le retour des véritables propriétaires, la maison HOHENZOLLERN. De temps en temps, quand l'occasion lui semble propice, il donne

un coup de barre à droite, de façon à rapprocher insensiblement le navire de l'Etat de la rive monarchique d'où doit lui venir le salut"

"L'exaltation patriotique qui a suivi l'évacuation de la Rhénanie lui a paru constituer un élément favorable pour faire d'une pierre deux coups : inonder la rive gauche du Rhin des formations nationalistes appelées "casques d'acier" en attendant le retour des véritables casques d'acier portés par la Reichswehr et, deuxièmement, pousser un coin dans le gouvernement socialiste de la Prusse, qui reste un des derniers défenseurs de l'idée républicaine dans le Reich"

"M. BRAUN, président du conseil des ministres prussiens a eu tort de céder au chantage" (...)

Second point : l'éventualité de la dissolution du Reichstag après le refus d'une aide exceptionnelle aux chômeurs.

"... la vague de nationalisme qui actuellement déferle sur l'Allemagne mettrait les partis de gauche en bien mauvaise posture dans le cas où le Reichstag était dissous, les députés devraient aller devant leurs électeurs"

"En attendant, il reste un fait ; le gouvernement a montré à l'univers que la fameuse constitution de WEIMAR n'est qu'un trompe-l'oeil. Quand le Reichstag devient gênant, le président de la République se passe du concours de la machine législative : il peut en se basant sur l'article 48 tout décréter par voie d'ordonnance"

"Le maréchal président n'a besoin que d'un article de la constitution, non seulement pour mater son Reichstag, mais pour l'éliminer complètement. C'est là un précédent qui peut être lourd de conséquences" (L 18.7.30)

Le 18 juillet "la politique du pire" conduisit à la dissolution du Reichstag

"... aboutissement logique de "l'application abusive de l'article 48"

"Pour les besoins d'une mauvaise cause, les dirigeants du Reich ont vraiment transformé cette disposition constitutionnelle en un "paragraphe de la dictature" qui par les pouvoirs extraordinaires qu'il confère au président VON HINDENBURG, ne le cède en rien à l'article 10 de la loi du 30 décembre 71 en vigueur en Alsace-Lorraine"

Au sujet du vote sur l'impôt, le gouvernement avait espéré se décharger sur le Parlement. Ce dernier aurait pu se laver les mains en rejetant à son tour, la responsabilité sur le gouvernement. Eh bien non ! Le parlement s'entêta !

"... On assiste alors à cette scène comique : les socialistes retirent une motion de défiance déposée contre le gouvernement d'Empire et immédiatement après, une majorité de 236 voix contre 221 réclame l'abrogation des décrets fatidiques. Cette majorité n'a pu être réalisée qu'en mélangeant les bulletins des socialistes avec ceux des communistes, des conservateurs et des nationalistes. Nous nous trouvons par conséquent en présence d'une majorité de pur hasard et dans laquelle figure différents éléments qui n'ont eu qu'un but purement négatif : la destruction de l'état de choses actuel"

Pour les nationalistes, la cause fut entendu !

"éliminer le Reich (alors que les nationalistes avaient été favorables à BRUNING) (...) précipiter la crise économique financière et politique dans laquelle se débat l'empire républicain, pour préparer ainsi la restauration de la monarchie"

"Peu importe si le budget n'a pas été voté, s'il manque dans les caisses du Trésor 621 millions d'impôts arriérés qui auraient dû rentrer avant le premier avril ! De tout cela ils n'ont cure et froidement ils envisagent une nouvelle faillite de l'Allemagne, pourvu qu'elle marque aussi la banqueroute de l'idée républicaine"

"C'est dans ces conditions que va s'engager la lutte électorale dans laquelle les éléments démocratiques en-

trent avec peu de chances"

"Les élections à la Diète saxonne qui ont eu lieu récemment ont prouvé la progression nationaliste..."

Quant à "... l'incapacité de travail dont le défunt Reichstag a fait preuve, (elle) a suffi pour détourner pas mal d'électeurs de l'idéalisme républicain et par-dessus tout cette folie de pangermanisme que le président-maréchal sait fort bien entretenir et attiser. Tout cela franchement, ne nous fait pas augurer grand'chose de bon des élections du 14 septembre. Si encore les partis républicains disposaient d'une grande presse, capable de renseigner et d'instruire les électeurs. Malheureusement, les journaux à fort tirage sont entre les mains de M^r HUGENBERG et si quelqu'un désire la fin de la République allemande, c'est bien lui" (L 21.7.30)

En somme, la détresse des uns, fut l'espoir des autres :

"Le cabinet a cherché appui des nationalistes : il ne l'a pas obtenu"

"Les nationalistes sont heureux (...) convaincus que la crise économique va s'étendre et attendent un succès pour les élections de septembre" (M 19.7.30)

"C'est pourquoi ceux qui parlent de désarmement, de paix universelle, de rapprochement, trouveront encore un avertissement cinglant dans le surcroît de force gagné par l'Allemagne avec l'évacuation rhénane" (M 20.7.30)

"A coup sûr, la crise politique va provoquer un pas de plus vers la dictature, avec la mise en place d'un gouvernement "à poigne"... évolution nécessaire pour résister aux groupes extrémistes" (M 20.7.30)

Or, ceux-ci s'organisaient... Et la plus probante de leur démonstration de force, ils l'avaient signée d'une éclatante victoire remportée aux élections de SAXE (juin)

"Les élections saxonnes marquent le triomphe de
l'Allemagne revancharde"
avait-on prévenu à METZ (M 24-25.7.30)

Leur succès, les N.S. l'avaient obtenu en ralliant
"de plus en plus sous leurs drapeaux les masses lassées
par la carence des chefs politiques, par la faiblesse du
gouvernement central et par le byzantinisme croissant du
régime parlementaire"

Depuis, misant sur

"la menace chaque jour plus précise de l'effondrement éco-
nomique et financier..."

les N.S. ne cessaient plus d'affirmer au peuple allemand qu'il
avait été "trompé" ;

l'appelant "au combat contre ceux qui le plongeait dans
l'abîme" ils s'en prenaient violemment au parti marxiste, en
"feignant de lutter contre le capitalisme" tout en aidant
"à son développement" ; ils désignaient des coupables : les
juifs (M 24.7.30) (d'après le FIGARO)

... On versait déjà dans une intense campagne électorale !

La campagne électorale du désarroi politique

"L'énigme que sera demain pour l'Allemagne ?" (...)
"Beaucoup en France, dans les Marchés de l'Est surtout,
craignent que cette disposition générale des esprits en
Allemagne ne soit un facteur de trouble pour la paix uni-
verselle. L'homme de la rue à METZ, comme ailleurs sans
doute, est pris de soupçon en entendant les ministres
allemands faire écho à ces dispositions internes du
peuple allemand" RITZ (L 4.9.30)

Sitôt la dissolution du Reichstag prononcée, l'Allemagne toute entière plongea dans une campagne électorale confuse, passionnée à l'enjeu tout à fait inhabituel. Tractations politiques de toute nature, déclarations fracassantes... on eut droit à tout un tintamarre particulièrement excessif. Et ce fut bien cette prévision troublée qui conduisit le sénateur HIRSCHAUER à mettre de suite en exergue deux faits assez singuliers :

- 1- la visite de HINDENBURG en Rhénanie;
- 2- le projet financier de BRUNING;

Au vieux maréchal qui à MAYENCE réclama l'abrogation de toutes les servitudes militaires imposées à l'Allemagne au sujet de la démilitarisation de la rive gauche du Rhin, le général-sénateur alsacien s'éleva :

"l'attitude du chef de l'Etat allemand au lendemain du jour où la France avait donné le plus bel exemple de volonté de paix et de concorde, en évacuant cinq ans avant le terme fixé par le Traité de Versailles la zone rhénane, a du moins l'avantage de nous éclairer" (...)

Quant au projet de BRUNING, HIRSCHAUER s'emporta :

"Mais précisément, ces impôts seront et on veut qu'ils soient dus et impopulaires au plus haut chef :

"c'est pour payer la France

Cette France qui...

Cette France que..." disait-on et fera-t-on répéter incessamment à toute la Prusse ; et le levain de rancune, de revanche de guerre qui actuellement ne fermente que dans une partie de la nation se répandra dans tout le peuple, socialistes compris"

"Je ne crois pas me tromper en affirmant que le choix des impôts supplémentaires et, par sa nature même, une manœuvre politique grave" "HIRSCHAUER (L 22.7.30)

La confirmation ne tarda point !

Dans un manifeste électoral HUGENBERG proclama :

"Le Reichstag du plan YOUNG est torpillé !" (...)

"Pour fortifier le peuple allemand à bout de force, il faut arrêter purement et simplement les paiements au titre des réparations"

"... il est impossible de venir en aide à la Prusse orientale, par la faute des Traités de Commerce signés avec la Pologne"

Enfin, il exhorta "pour le déploiement des forces nationales, de la sécurité et de la culture allemande, le maintien de l'esprit de résistance et de la tradition des anciens combattants de la jeunesse allemande"

Et il invita ses partisans à "engager la campagne électorale avec l'espoir de délivrer la nation de l'esclavage et d'anéantir la marxiste" (L 22.7.30)

Ailleurs, WIRTH (ministre de l'Intérieur) critiqua rien moins que le système parlementaire... (L 22.7.30)

Il n'y eut que CURTIUS, lui aussi de passage en Rhénanie (remplaçant BRUNING retenu...) pour évoquer des relations courtoises avec la France. Toutefois, il ne put s'empêcher d'avancer que l'évacuation n'était qu'un commencement... A MAYENCE, HUGENBERG parla de l'égalité des droits... Cela fit bondir à METZ

"... dans la Rhénanie évacuée, s'installent les formations du casque d'acier, désormais autorisées à suppléer à l'absence des troupes régulières, en attendant que celles-ci, au nom de l'égalité des droits passent le Rhin et viennent occuper cette tête de pont dont l'invasion de 1670 et celle de 1914 ont montré la valeur pour l'Allemagne..."

"L'égalité des droits pour l'Allemagne serait de sa part, une volonté d'échapper aux conséquences de la défaite et de retrouver son hégémonie militaire en Europe" ... LOCARNO devenant "lettre morte"

"Aussi M. BRET, député de l'ILE ET VILAINE (U.R.D.) pouvait-il nous dire cet après-midi dans les couloirs de la Chambre que la politique de M. STRESEMANN n'avait été admise par les dirigeants du Reich, que comme un

moyen de hâter la libération de la Rhénanie"

BRET : "Un mot d'ordre supérieur a maintenu la façade locarnienne jusqu'au moment où les derniers soldats français ont passé la frontière. Alors nous avons eu la comédie de refus du maréchal VON HINDENBURG de participer aux fêtes de la libération si le gouvernement prussien ne revenait pas sur l'interdiction imposée au Casque d'Acier d'avoir des sections en Rhénanie. Bien que socialiste, le gouvernement prussien céda aux injonctions du vieux maréchal qui poursuit en ce moment une randonnée triomphale dans la Rhénanie libérée"

"Autre scénario non moins bien réglé : le refus par le Reichstag d'accepter la proposition du gouvernement pour le redressement des finances allemandes. Application par le chancelier BRUNING de l'article 48 de la Constitution. Le vote de la motion socialiste grâce à l'appoint des voix racistes et enfin la dissolution du Reichstag qui, s'achemine vers une impossibilité de se gouverner parlementairement;"

"Je fais le pari, conclut M. BRET, qu'avant trois ans, l'Allemagne aura restauré un HOHENZOLLERN ou établi une dictature" (L 23.7.30)

En Allemagne, la dernière dizaine de juillet fut aussi celle des combinaisons politiques, ultimes et précipitées.

Rencontre HITLER-HUGENBERG, création d'un parti conservateur par TREVIRANUS (PM 25.7.30), puis d'un parti d'Etat (M 29.7.30), déclarations de l'ancien ministre et chef des "démocrates" KOCH, critiquant, mais seulement du bout des lèvres, les dépenses militaires (L 25.7.30), puis laissant la direction de son parti pour lui faciliter la fusion avec les populistes (L 3.8.30) etc...

Eu égard à cette effervescence, l'actualité brûlante de l'instant fit surgir une et une seule question :

"Que fera l'Allemagne demain ?"

POINCARE répondit le premier :

"De quoi l'avenir sera-t-il fait ?

Je me garderai bien de tout pronostic. J'ai vu en France de longues séries d'élections et je ne me suis jamais aventuré à en prédire les résultats. Il appartient à l'Allemagne de fixer elle-même ses destinées. Mais il appartient à l'Europe et au monde d'observer attentivement ce qui va ce passer chez elle" (M 1.8.30)

(Le danger étant implicitement reconnu, contre lui, mais aussi à cause de l'évacuation rhénane, de la réduction du service militaire à un an... l'opinion messine consacra une importante série d'articles abordant le problème de notre défense de l'inspiration et de la force de nos armées. Afin de ne point trop alourdir le présente rédaction, nous avons choisi de les faire figurer en annexes)

(L 3.8.30 - M ^{III} 6.8.30 et 8.8.30) M 19

20-21-23-

28)

Moins tenu dans ses jugements, RITZ se risqua à lever le voile

"le secret des élections du Reich

Que sera le 14 septembre ?"

Considérant la situation particulièrement embrouillée en Allemagne, RITZ interrogea :

"les partis gouvernementaux sont-ils partisans de la République ? Le gouvernement du Reich ne cherche-t-il pas à s'appuyer sur d'autres que les Républicains ? Tous les républicains sont-ils décidés à soutenir un gouvernement qui est au fond plus républicain de nom que de fait ?"

Le thème principal des élections précédentes avait été :

"l'ennemi est à droite"

...HUGENBERG avait perdu la moitié de ses effectifs...

Cette fois...

"pour M. VON HINDENBURG et le chancelier BRUNING, le mot d'ordre serait plutôt : "le socialisme, voilà l'ennemi !" Que les temps ont changé ! le danger serait à gauche ? Mais si le danger est à gauche, où se recrutera la majorité républicaine qui sauvera la constitution ?"

"... ces derniers mois, la politique financière du Reichstag n'a pu réussir à la cause socialiste : est-ce une raison pour sacrifier l'idée républicaine en combattant les socialistes qui en étaient le plus ferme soutien ?"

"Pour d'autres enfin -ils ne sont peut-être pas les moins clair voyants- l'ennemi est au centre-droit et ils entendent par là, la droite susceptible de gouverner avec l'appui du centre, bien entendu"

"... c'est dans le centre droit que porte l'effort d'organisation et de regroupement des partis politiques. Le nouveau "parti allemand d'Etat" (...) est le commencement de cristallisation des petits partis politiques"

"Les deux principaux facteurs de ce regroupement sont le parti démocrate et l'Union nationale-populaire (L'Ordre de la Jeunesse allemande) Leur but : infuser du sang nouveau, donner des troupes à des partis qui s'atrophiaient, comme le parti démocrate, donner des chefs à ceux de la jeune génération allemande qui ne veulent ni des extrémistes de droite, ni de gauche" (...)

"Ce qui est frappant, c'est la similitude des idées et presque des termes, au point de vue de la politique extérieure, entre le nouveau parti d'Etat et les discours d'HINDENBURG en Rhénanie"

"... seule une nation intimement unie peut avoir une politique extérieure forte. Elle doit faire valoir dans le monde les nécessités vitales du peuple allemand et faire intervenir dans le jeu de la politique mondiale la collaboration allemande dans l'esprit de la paix et de la liberté des nations. Maintenant que la libération de la Rhénanie est accomplie, la politique extérieure de l'Allemagne est placée devant de nouvelles tâches importantes. Elle doit convaincre le monde de l'impossibilité de maintenir les "diktats" de Versailles et de St Germain avec leurs conséquences désastreuses. Le renforcement du germanisme à l'étranger et la protection

des minorités allemandes est pour l'Allemagne une question vitale. ~~Vis~~à-vis des armements incessants de nos voisins, la défense nationale est une nécessité dictée par l'instinct de conservation" (...)

"quant à la forme électorale qu'ambitionne le nouveau parti d'Etat, elle sera à l'inverse du S.U. tel qu'il existe actuellement"

"... si le nouveau parti d'Etat constitue un succès, encore à réaliser dans la pratique pour les démocrates, il signifie un échec pour le parti populiste du Dr. SCHOLZ qui lui rêvait d'une large concentration"

"Le nouveau groupe du Dr. SCHOLZ devait s'appeler le "parti allemand du Reich" (...) mais le centre est resté indépendant et comme les socialistes ira sans doute à la bataille avec ses seules forces, sans alliés"

"Ajoutez à ces groupements les partis extrémistes de HUGENBERG et de HITLER -ce dernier espère bien un succès semblable à celui remporté récemment en Saxe- enfin, le parti extrémiste de gauche des Communistes et vous aurez la conviction que la situation électorale en Allemagne est assez trouble et, dans l'état actuel, interdit de faire aucun pronostic sérieux"

"Jusqu'au 14 septembre, beaucoup de changements peuvent encore intervenir aux ~~se~~ins des divers partis, mais nous ne voyons guère là-dedans, le souci de la République allemande" RITZ (2.8.30)

Mais qui donc avait encore le souci de la République allemande ?

HINDENBURG ?

Evoquant sa "promenade sur le Rhin" escorté de ses casques d'acier, discourant çà et là contre le Traité de Versailles, on trouva qu'il préparait "sa dictature"

"Les dirigeants de l'Allemagne, contrairement à ce que s'imaginent les pacifistes bëlants" de France, et notamment leur grand chef HINDENBURG, sont dans le même état d'esprit que cette période de 1905 à 1914 durant

laquelléils préparaient ouvertement la guerre"

(M 2.8.30)

"HINDENBURG a groupé tous les partis politiques contre la sociale-démocratie (...) et comme la République Allemande ne peut plus guère compter pour être défendue que sur les sociaux-démocrates, si ceux-ci perdent seulement quelques sièges aux prochaines élections ou n'en gagnent que très peu, on en augurera que la République est bien mamlade et que l'heure est venue de rétablir la monarchie" (M 2.8.30)

Qui donc désirait encore sauver la République ... ? Surtout pas HITLER. De passage à MAYENCE, lui aussi avait tenu son discours rhénan...

"HITLER considère la guerre comme une nécessité" (...) Là-dessus, critique violente de l'internationalisme, du pacifisme, rêve exalté d'une Allemagne trop démunie en terre pour se suffir, veillant dorénavant à éviter l'amoidrissement par la dégénérescence du peuple... s'industrialisant pour exporter davantage... (L 5.8.30)

Le centre catholique ? On souligna son ambiguïté... ex alié des socio-démocrates ayant suppléé la parti d'Etat...

"Se souvient-on que MARX fut candidat à la présidence contre HINDENBURG ?" (M 2.8.30)

Pauvre République ! Tellement que la bataille rageuse des partis politiques, le flot des paroles hostiles à son effigie, conduisirent finalement l'opinion messine à décerner quelques circonstances atténuantes à BRUNING se débattant au beau milieu de la crise économique... feignant ignorer l'impopularité...

"Magnifique exemple d'un gouvernement pleinement conscient de sa responsabilité, chose assez rare, actuellement en Allemagne!" (M 9.8.30)

Une incartade particulièrement saignante coupa court à tout autre attendrissement. L'anniversaire de la commémoration de la constitution de WEIMAR, le 10 août 1930 fut le prétexte. Avant les festivités, où WIRTH et BRUNING devaient avoir la vedette, on demanda aux messins d'écouter la T.S.F.... Le len-

demain de la commémoration on reprit RADIO MAGAZINE

"Il faut croire que ce qui se passe du côté de l'Allemagne, n'est pas très rassurant puisque M. HERRIOT lui-même se montre inquiet. De bons esprits s'étaient imaginés que la guerre aurait changé le loup en agneau. Les derniers événements donnent tort à ces optimistes. Il est dommage qu'on n'ait pu radiodiffuser en France ni les scènes qui ont suivi l'évacuation rhénane, ni l'instructif procès de notre compatriote CUVELIER. Les sans filistes français auraient pu se faire une opinion objective en toute connaissance de cause. Je parlais tout à l'heure de mêler l'utile à l'agréable. Ces radiodiffusions là ne seraient pas agréables. Elles seraient peut-être utiles."

"Profitons donc de toute occasion où, grâce à la T.S.F. nous pouvons entendre les battements de coeur de la véritable Allemagne"

... Et la bonne occasion, ce fut justement la fameuse commémoration du 1er août mais aussi, dans le palais du Reichstag de l'évacuation par les troupes alliées des territoires occupés.

Le Dr. KAUFMANN, président du groupement d'Empire des Rhénans, adresse depuis le Reichstag un salut aux Sarrois, encore séparé vanta les mérites des Rhénans qui avaient résisté et ajouta :

"L'évacuation n'a en somme brisé que les chaînes visibles de l'Allemagne. Les chaînes invisibles demeurent entières : la souveraineté allemande sur le Rhin demeure atrophiée tant que l'Empire ne pourra y exercer la plénitude de ses droits

L'abominable mensonge de la responsabilité de l'Allemagne dans la guerre mondiale n'est pas encore aboli, et aujourd'hui encore, des tribus allemandes ne sont pas réunies à l'Empire.

Au-delà des frontières, on doit entendre l'appel de l'Allemagne qui prêtera son concours à l'affermissement de la paix européenne quand toutes les restrictions auront disparu"

"Voilà l'esprit !" s'exclama-t-on à METZ !

Or, cette diatribe sembla en appeler une autre ! Celle du ministre en fonction TREVIRANUS, quand il évoqua à sa manière le 11 e anniversaire de la Constitution.

"Nous voulons conserver la Rhénanie dans la paix, mais il faut que nous soyons libres, car il ne peut être question de sentiments de communauté entre les peuples lorsque le droit est violé..."

Puis TREVIRANUS vibra pour la SARRE, EUPEN et MALMEDY, pour "le pays sur la VISTULE qui a été découpé, vers cette blessure non guerrie dans notre flanc oriental, cette partie du poumon du Reich"... pour DANTZIG (...)

"L'engorgement de l'Allemagne orientale reste une inquiétude et un danger européen".

"Nous songeons aussi avec peine aux territoires allemands qui, par une falsification de la volonté des compatriotes allemands et par un tracé de frontières de l'injustice ne tiennent pas contre le droit des peuples et contre les volontés nationales de vivre" (L 11.8.30)

A METZ, ce fut un tollé !

"le discours de M. TREVIRANUS, ministre du cabinet du Reich, a au moins un mérite. Il dit tout haut ce que tant d'Allemands pensent tout bas" (vignette M 13.8.30)

Jamais dit-elle, l'Allemagne ^{du Reich approuve les déclarations de M. TREVIRANUS} n'acceptera l'actuel tracé de sa frontière de l'Est" (M 13.8.30)

Quelques exemples donnèrent le ton, évidemment plus contrastés pour la forme ! La GAZETTE D'ALLEMAGNE enregistra l'inquiétude causée à l'étranger, mais ajouta :

"Il n'est pas possible que le texte de ce discours puisse donner lieu à une pareille émotion. Peut-être va-t-il sur les nerfs de l'étranger parce qu'il sort de la bouche du ministre TREVIRANUS car on sait que celui-ci et ses amis comptent parmi les éléments les plus actifs de la politique allemande. A la longue, les discours ministériels

ne peuvent être formulés par prudence diplomatique, de telle sorte qu'ils soient en opposition avec le sentiment populaire"

LA DEUTSCHE TAGESZEITUNG constata que

"... M. TREVIRANUS a proclamé avec une clarté inconnue depuis des années les droits imprescriptibles de l'Allemagne à une révision des frontières orientales et au rétablissement de sa liberté et de son égalité sur toute l'étendue du territoire du Reich"

Pour la VORWARTS :

"Il est difficile de traiter d'une manière aussi peu politique et aussi peu sérieuse, un problème aussi délicat que celui des relations germano-polonaises. Ce discours ne veut rien dire. Les relations politiques entre la POLOGNE et l'ALLEMAGNE sont réglées par des traités existants, notamment par le pacte de la S.D.N., le traité de LOCARNO et le pacte KELLOG. De sorte que le gouvernement allemand pas plus que le gouvernement polonais ne peuvent attendre une modification de leurs frontières autrement que par la voie pacifique"

Le COURRIER DE LA BOURSE se borna à y voir un discours mal compris...

Enfin la GERMANIA ne fit connaître sa réaction qu'une journée après les autres...

"La GERMANIA veut justifier M. TREVIRANUS. Elle a déclaré en l'occurrence :

"Rien ne permet à propos de ce discours, de parler d'une agressivité allant à l'encontre du droit des peuples ou même d'un discours prêchant la revanche. Sous quelque gouvernement qu'elle puisse se trouver, l'Allemagne s'en tiendra aux engagements solennels du pacte de la S.D.N. et aucun gouvernement du Reich ne tentera la révision de frontière par des moyens autres que les moyens pacifiques" (L 12-13.8.30)

Mis au pied du mur, TREVIRANUS se rétracta !

"Pas de révision de frontières par des moyens guerriers"

(M 14.8.30)

A ses propos inspirés "falots et tardifs", on opposa la fermeté de POINCARÉ (dans NACION et EXCELSIOR)

"Révision ! révision ! si pacifique que soit l'accent que l'on affecte de donner à ce discours, c'est en réalité une clameur de guerre "(...) "Que l'Allemagne ne cherche pas à faire remarquer la révision par la Fédération européenne

La France ne marchera pas !" (L 15-16.8.30)

De Pologne aussi vint la mise en demeure ! ZALESKI, ministre des A.E. de Pologne éleva une protestation officielle au nom de son pays

"Pareilles manifestations rendent impossibles toute activité positive dans les relations entre les deux Etats et ce qui est pire, créent une atmosphère qui se trouve être en contradiction avec les principes d'une collaboration pacifique" (L 15-16.8.30)

Appuyant son ministre, le député polonais POCHMARSKI déclara devant 10 000 personnes venues de CRACOVIE pour protester à cause de "l'effet" TREVIRANUS mais aussi de la polémique engagée par la presse allemande contre VARSOVIE (M 16.8.30)....:

"Faudra-t-il donc que le mot d'ordre de "vive la paix" ? se change désormais en celui de "vive l'armée" ?

(L 24.8.30)

Chez nous, tohu-bohu dans la presse ! Par la faute du remou TREVIRANUS, et au moment où l'on nommait nos délégués à la S.D.N.... POINCARÉ avait déjà averti : pas question de reculer à Genève !

D'abord, on ressentit comme du dégoût...

"Revirement" des radicaux-socialistes français...

"En France, les journaux radicaux et le journal S.F.I.O le POPULAIRE commencent à s'inquiéter de l'attitude que l'Allemagne"

Quelle échappatoire ! N'étaient-ce donc pas les radicaux qui en 1924, du temps d'HERRIOT avaient commencé la "politique d'abandon" ?

"Les journaux radicaux ne veulent pas reconnaître que leur parti a eu la responsabilité d'avoir inauguré la politique d'abandon" (M 16.8.30)

Alors, quand il fallut choisir nos délégués à la S.D.N.... une belle querelle d'apothicaires s'en suivit...

Le POPULAIRE y vit une délégation à "majorité clérico-conservatrice", à cause des radicaux "débarqués"

Le FIGARO et l'ORDRE s'indignèrent de la liste de nos représentants, promesse du même suivi politique malgré les récents événements (L 23.8.30)

A METZ, on acheva BRIAND !

"Il va présider en personne aux obsèques de sa Fédération Européenne" (L 23.8.30)

Mais c'est vrai, notre ministre était suffisamment "souple et retors" (...) "Il suffirait qu'il reproche aux Allemands d'avoir trompé la France et les délégations de Genève l'applaudiraient avec enthousiasme" (M 16.8.30)

"Drôle de concert ! Au violoncelle de M. BRIAND ne répondent que les trompettes de M. TREVIRANUS !" se purlécha l'ORDRE ! (vignette L 29.8.30)

Toutefois, au beau milieu d'accords pourtant si bruyants et dissonants, METZ entendit autre chose :..

"On peut s'imaginer la satisfaction que provoque chez certains Allemands la facilité avec laquelle s'émeut l'opinion française à la moindre petite alerte. C'est à la faveur de ces fausses manoeuvres que les tireurs de ficelle en Allemagne effectuent leur dangereux travail. A vrai dire, l'Allemagne est en plein désarroi politique et il est bien difficile dans les circonstances actuelles de juger les faits à leur valeur exacte. Le moindre geste équivoque suffit à jeter l'alarme"

"Il reste pour nous aussi ridicule d'être prusillanimes qu'il serait criminel de s'endormir sur un optimisme béat" (L 23.8.30)

Vigilant dans l'attention, froidement lucide et imperturbable dans la réaction ! Tel eût peut-être été notre bon lot, car les menaces redoublèrent comme pluie d'orage...

- HITLER : "nous demandons l'égalité du peuple allemand par rapport aux autres nations et l'abrogation des Traités de Versailles et de Saint-Germain"
(M 17.8.30)

- VON GERLACH citant Auguste ABEL, chef des jeunes allemands :
"Si les Français ne nous accordent pas la révision des frontières de l'Est, nous préparerons une nouvelle guerre de revanche" (L 19.8.30)

- Collusion "HITLER-MUSSOLINI" (...) " tandem de guerre"
DELADIER dans REPUBLIQUE (M 19.8.30)

Pour schématiser un peu "de LOCARNO à TREVIRANUS" et en écoutant les "revanchards allemands" l'on peut discerner une réelle vérité

"On s'aperçoit maintenant que LOCARNO, qui devait ouvrir le règne définitif de la concorde et de la paix, ne fut qu'une mystification dont nous fûmes les victimes"
(L 19.8.30)

"L'avenir immédiat n'est pas de nature à rassurer les esprits" (L 25.8.30)

"Ce qui se passe en Allemagne inquiète tant l'opinion publique en France qu'à l'étranger" (...)

" tout le monde de l'autre côté du Rhin est d'accord pour demander la révision..." TREVIRANUS l'"ami du président" la "personnalité marquante (...) du cabinet BRUNING" dirigeant l'orchestre de ce concert !
(L 25.8.30)

D'ailleurs, l'incorrigible reitèra ses invectives à POTSDAM ! L'avenir avait de quoi désanchanter...

"La perspective n'est rassurante à aucun égard. Puisque l'avance des nationaux socialistes et le recul non moins certains des partis modérés rendront le nouveau Reichstag plus ingouvernable encore que l'ancien et puisque,

d'autre part, si l'Assemblée du 14 septembre doit être dissoute à son tour, la faillite du parlement profitera de plus en plus aux partis extrêmes, la porte est ouverte en Allemagne à la dictature. Dictature légale ou illégale : cela ne change pas grand'chose à la situation"

"On conçoit qu'un pareil état de fait ne soit pas de nature à remédier à la crise financière, économique et sociale dont souffre l'Allemagne. Cette crise est réelle, inquiétante et profonde. Le chômage s'accroît, les affaires stagnent, le déficit budgétaire s'enfle constamment. Qu'il y ait à cela des causes d'ordre général ou que cette crise provienne des erreurs ou des excès de la politique allemande, peu importe : c'est le passé déjà et la seule question qui se pose est de savoir comment on pourra réaliser le redressement indispensable. Or, c'est précisément ce qu'on ne voit pas. Ce n'est pas une cascade de dissolutions, ce n'est pas l'exercice d'une dictature plus ou moins déguisée que l'on remontera la pente. Bien au contraire. Et comme d'autre part le marasme économique et la détresse financière ne peuvent que contribuer à pousser dans les bras des démagogues les Allemands raisonnables, les interférences entre les facteurs politiques et les facteurs économiques risquent de provoquer des résultats désastreux."

"Or, le Dr. WIRTH avait bien expliqué que si la crise économique se prolongeait, le plan YOUNG serait inexécutable. Il rejoignit ainsi l'analyse de STRESEMANN qui, peu avant sa mort, avait prédit le plan inaplicable avant dix ans"

Alors en cas de ruine du plan YOUNG ?

"Sans doute la faillite du plan YOUNG serait un coup mortel pour la politique de rapprochement, qui faisait appel à la bonne foi et à la bonne volonté de l'Allemagne et qui ne ménagerait pas les concessions, dans l'espoir que l'Allemagne saurait les reconnaître. Puis, une demande moratoire ne serait pas seulement dangereuse pour la paix et pour le repos de l'Europe, elle le serait, en en première ligne, pour le crédit du Reich"

(R.D. L 25.8.30)

L'enjeu sembla capital mais l'horizon bien peu rassurant...
A près de quinze jours du scrutin, il y eut plus que de simples
présomptions, presque des certitudes...

L'ultime veillée d'armes

"les élections dans le Reich : une levée de boucliers
contre le Traité de Versailles" (L 1.9.30)

"... si les élections allemandes fortifient les partis
de réaction sociale et militaire, le gouvernement fran-
çais se verra contraint de réviser ses propres directi-
ves" (L 4.9.30)

L'Allemagne s'approcha de la veillée des armes inquiétante,
ébranlée, déchirée

... Une bataille politique sans merci, dans laquelle la
Sociale-démocratie pourtant ni "effritée" ni "compromise"
parut battue d'avance. Une masse d'indifférents, proie facile
des extrémistes (L 26.8.30) de droite comme de gauche
(L 23.8.30). Le bloc agrandi des partis nationaux, mais sans
atteindre la percée des extrémistes (L 23.8.30)

Mais tous s'acharnant à s'approprier le plus grand nombre
d'électeurs dans un peuple en détresse... De là agitation, con-
fusion, passion, affrontement... bagarres sanglantes, quel-
ques fois endeuillées.

- bagarres à NUREMBERG entre communistes et "racistes"
(M 15.8.30)

- à BERLIN : trois tués (L 24.8.30)

- à AUGSBURG entre N.S. et membres du parti d'Etat (M 27.8.30)

... arrêtons ici, les exemples furent légion ! Oui, l'énigme
véritable fut bien celle-là :

"Que sera demain pour l'Allemagne ?"

"Les élections allemandes sont, en tout cas, mouvementées
à souhait. Les passions sont excitées à un point dont on

ne se rend guère compte ici. Le sang a déjà coulé malgré l'interdiction du port d'armes pendant la période électorale ; il coulera malheureusement encore"

"L'Allemagne n'est pas un pays comme les autres, avec des formations multiples, des tendances contradictoires, des poussées imprévisibles, des oppositions violentes, des arrangements et des synthèses inexplicables, des haines qui s'allient au moment donné, des tribus qui se combattent et s'entendent. Des phénomènes s'y passent, incompréhensibles pour le Français moyen, même pour peu de Français (on l'a bien vu lors des soulèvements populaires en faveur de l'indépendance rhénane)

"Signalons entre parenthèses, que les partis nationalistes s'en payent à cœur joie. Il n'est pas question ici des discours des VON SEECKT et autres TREVIRANUS (quel drôle de nom !) mais du travail" exécuté en série par les organisations d'extrême droite, Casques d'Acier, Hitlériens, Consul etc..."

"Le nationalisme, c'est à souligner, joue un rôle considérable dans la campagne électorale" (...)

"Il n'est même pas jusqu'au communisme qui n'ait cru nécessaire d'emboucher la trompette nationale" (...)

"Au fond, la misère de l'ouvrier allemand en fait une masse facilement maléable, susceptible de porter ses efforts et ses colères du côté où lui est indiqué le chemin le plus facile pour sortir de son marasme et de sa misère"

"Beaucoup en France, dans les MARCHES DE L'EST surtout, craignent que cette disposition générale des esprits en Allemagne, ne soit un facteur de troubles pour la paix universelle : l'homme de la rue à METZ, comme ailleurs sans doute, est pris de soupçon en entendant les ministres allemands faire écho à ces dispositions intérieures du peuple allemand" (...)

"Nous ne voudrions nullement alarmer l'opinion à ce sujet. Au contraire, notre humble avis est que le Reich ne pourra faire la guerre que le jour où il aura de l'argent. A la finance française de voir à quoi sert l'argent qu'elle prête aux banques berlinoises" RITZ

(L 4.9.30)

Sur ce, après que l'on eût posé toutes ces réserves, on entendit encore parler ~~à~~ TREVIRANUS... Le 24 août à BERLIN, il reconnut le retentissement de ses propos... et il s'en étonna. N'avait-il pas tout simplement évoqué au ^{non} d'un "peuple sans défense" un problème commun, celui de la révision des traités, intéressant autant la Pologne ? (L 27.8.30) METZ apprécia la fermeté de PILSULSKI et de son ministre ZALESKI ! Mais en toute cette affaire, on fit remarquer la discrétion des journaux allemands. Or, ceux-ci ne pointèrent le bout de leur nez que pour louer l'article sur la révision de l'éditeur américain germanophile WILLIAM HEARST (L 27.8.30)

Cruelle ironie, ce fut en cet instant que l'on fêta le 2e anniversaire du pacte BRIAND-KELLOG... 58 nations adressèrent à cet autre américain leurs félicitations... METZ ne lui décerna qu'un blâme !

"Mais où M. KELLOG fait preuve d'une candeur vraiment naïve, c'est quand il écrit (dans le JOURNAL DE GENEVE) "aujourd'hui, probablement plus qu'en aucun autre temps dont se souvient l'HISTOIRE, il y a dans le monde une soif de paix"

"Si cette affirmation est vraie dans certains pays, elle prend pour d'autres la valeur de mauvais paradoxe. Qui donc prendra au sérieux l'explication que donne M. TREVIRANUS de la fameuse phrase où il déclarait que le moment pour la révision des traités ne devra être que quand le peuple allemand sera assez fort. Il y a quelques jours que cette phrase retentissait à nos oreilles comme un coup de canon. Aujourd'hui M. TREVIRANUS à en croire une dépêche de Berlin à l'agence HAVAS, déclare qu'il n'a voulu faire allusion qu'aux forces morales du peuple allemand"

"Aurions-nous véritablement fait preuve dans nos relations avec l'Allemagne depuis la guerre d'une telle naïveté qu'on espère nous faire prendre cela pour de l'argent comptant ? Ou bien le chef du parti conservateur national est-il complètement inconscient ?" (L 29.8.30)

N'avait-on pas lu dans la GAZETTE DE COLOGNE du 20 août que le N.S. allemand s'était rapproché du fascisme italien ?

"Après avoir exprimé des regrets sur le peu de cas que le fascistes ont l'air de faire des nationalistes allemands la Gazette de Cologne indique les affinités certaines qui existent entre les deux partis et quels avantages pourrait en retirer l'Allemagne. Ces considérations sur les possibilités d'alliance entre l'Italie fasciste n'ont rien de pacifiste, non plus que la tendresse que manifestent pour l'armée rouge certains membres du bureau de la Reichswehr, dont on a parlé abondamment ces jours-ci

"M. KELLOGG peut ne pas faire état de cela : cela ne diminue pas la valeur du pacte auquel il a donné son nom. Celui-ci nous laisse heureusement la permission d'être vigilants, l'attitude actuelle de nos ex-ennemis nous en fait un devoir" (L29.8.30)

"ECCE ITERUM... TREVIRANUS s'excuse à nouveau !"

D'après le COURRIER DE LA BOURSE, on prêta à TREVIRANUS d'avoir poursuivi ses "donquichotteries" en déclarant (à FRANCFORT sur ODER) qu'il était inutile de poursuivre la révision des traités aussi longtemps que l'Allemagne n'eût pas été "mûre intérieurement"... dans deux ou trois ans ! (L 29.8.30)

Mais quelques jours plus tard, s'en prenant à un article de POINCARÉ qui venait d'évoquer les frontières de l'Est, TREVIRANUS répliqua :

"Les traités sont-ils faits pour l'Europe, ou l'Europe vivante elle pour eux ? (...) Les traités n'ont pu assurer la paix à l'Allemagne en a besoin et pourtant elle proteste ; le Sénat américain a repoussé la garantie de ces traités ; l'Italie est mécontente... c'est un "compte de laitier" Quant aux concessions françaises émises par POINCARÉ : l'Allemagne n'a pas reçu la moindre contre valeur à ces concessions"

"M. POINCARE s'en tirerait mal si l'Allemagne dressait un compte analogue de ses concessions, si, comme il le fait des prétentions historiques de la Pologne sur certains territoires de l'Est, l'Allemagne revendiquait les siens sur certaines provinces françaises !"

"A-t-on demandé l'avis aux gens de DANTZIG ?"

"Le traité de la frontière Est a provoqué la ruine économique de près de la moitié de l'Allemagne" (...) le professeur René MARTEL le reconnaît lui-même"

"La paix par le droit" telle est la devise pour l'Allemagne, pour l'Europe, non une revanche"

(dans la BOERSEN ZEITUNG) (L 1.9.30)

Rappelant son discours de TREVES (allocution modérée : méfaits de la crise mondiale - collaboration allemande à toute coopération mondiale - vertu pacifique de l'Allemagne - lutte pour la stabilité intérieure - politique raisonnable à l'extérieur... L 2.9.30) BRUNING particulièrement embarrassé fit paraître un communiqué pour réprimander TREVIRANUS, avertissant en substance qu'à l'avenir :

"M. TREVIRANUS respectera les compétences du ministre des A.E." (L 4.9.30)

Bien loin de rassurer, METZ pensa qu'il était grand temps de voir la vérité en face... A nous de réagir après toutes ces manifestations inquiétantes, à nous de discerner les intentions réelles de l'Allemagne.

Pour la bonne cause, on nota avec satisfaction que BRIAND semblait désormais laisser dormir son projet de fédération européenne... (L 4.9.30) Pour le reste, que diable, un peu de clairvoyance !

"Il faut qu'on sache, non seulement en France, mais en Europe et dans le monde entier, si les engagements librement souscrits par le gouvernement allemand à LOCARNO et à LA HAYE sont destinés à devenir eux aussi, le jour où le Reich se croira assez fort pour les déchirer, de simples chiffons de papier"

"Il est vrai que si les élections allemandes fortifient les partis de réaction sociale et militaire, le gouvernement français se verra contraint de réviser ses propres directives"

"Déjà l'échec de la négociation pour la SARRE a fait comprendre un quai d'ORSAY, la difficulté d'une politique de collaboration avec l'Allemagne" (L 4.9.30)

RAYOD, comparant l'atmosphère de l'Europe en 1930 avec l'Allemagne d'avant-guerre, réclama qu'on imposât une sorte d'ultimatum aux Allemands...

"Face à l'avenir, paroles nécessaires"

(...)

"Au peuple allemand qui n'a peut-être pas encore très bien vu dans quel chemin certains de ses dirigeants veulent l'entraîner, au peuple allemand, il serait bon à l'heure actuelle, pendant qu'il en est temps encore, de dire quelque chose comme ceci :

-Que jamais la Pologne ne cèdera un morceau de territoire (corridor). Si l'Allemagne l'obligeait, la France qui, et ses concessions l'ont prouvé, la France ne consentira jamais à ce que ses 1,5 million de morts soient tombés en vain".

-L'Allemagne parle "d'aller jusqu'au bout" de ses revendications, La France doit répondre directement par un avertissement puissant.

-Aux alliés de la France, Etats Unis et Angleterre, qui s'en sont allés laissant la France se "débrouiller" qui se sont attachés pour des motifs sur lesquels nous n'aurons pas la courante d'insister, de remettre en selle l'Allemagne vaincue, l'Allemagne coupable, justement vaincue, vous avez voulu faire une victime. Alors maintenant il faut au moins respecter les traités".

-Alors que va commencer la réunion de GENEVE (10 se. v.), en Allemagne, en Angleterre, aux Etats Unis et même en France, on a, malgré l'évidence, longuement épilogué sur les responsabilités de la dernière guerre : le dossier des responsabilités de la prochaine guerre est dès maintenant ouvert"(L 9.9.30)

... Dans la détresse intérieure et le flot des passions politiques, sur l'heure, l'Allemagne ne put résolument que rester sourde à tout appel. Et ce que l'on entendit chez eux, ce n'était que mauvaises clameurs pour de bien étranges pressentiments.

Voilà parmi tant d'autres, quelques-uns de ces excès du discours électoral :

... STEGEWALD (ministre du travail) se déclarant partisan de la révision du plan YOUNG... KASS préconisant une politique extérieure dure... le Dr OBERFUHRER, chef du groupe national au Reichstag cherchant dans l'issue extérieure l'unique remède contre le chômage... et CURTIUS affectant la chattemite pour calmer l'étranger... (L 30.8.30)

... Ou encore VON SCHLEICHER et "consorts", prenant fait et cause pour "l'alliance avec les SOVIETS" (BERLINER-TAGE. et GERMANIA) (PM 28.8.30)... On rappela le rôle fondamental joué par la Reichswehr dans la campagne électorale (L 28.8.30)...

VON SEECKT (à DORTMUND) encourageant la lutte pour l'entière souveraineté et le rétablissement de la puissance allemande ; souhaitant le rapprochement à condition de sauvegarder les intérêts allemands ; refusant la menace continuelle polonaise sur la Prusse orientale ; estimant les bienfaits d'une paix avec l'ITALIE et la RUSSIE ; considérant le désarmement allemand jusqu'où personne n'irait jamais et serinant le danger français ! (L 1.9.30)

Quel "gâchis électoral !"

"Qu'en sortira-t-il ?"

s'indigna POINCARÉ. Et notre grand homme politique fustigea les Allemands, toujours résolus à rechercher la paix, mais seulement dans des déclarations d'intention... pendant que HINDENBURG, WIRTH ou TREVIRANUS faisaient campagne pour la révision.

"Nous devons à nos morts de ne laisser personne monter à l'assaut des traités"
affirma POINCARÉ (M 31.8.30)

... METZ redonna du VON SEECKT !

"les prochaines années seront des années de lutte contre

le Traité de Versailles" (M 5.9.30)

... mais il est vrai que...

"Toute la tactique des gouvernements successifs de l'Allemagne, qu'ils se soient appelés WIRTH, STRESEMANN ou MULLER, a tendu vers la destruction du Traité de Versailles (vignette M 6.9.30)

Alors verrait-on la dictature s'établir en Allemagne ?
On jugea la crise économique et l'effervescence politique...
On souligna l'unanimité des partis politiques allemands pour la révision ou le retour des territoires occupés... Même le ZENTRUM, que d'aucuns croyaient le plus ferme soutien à la République, avait lui aussi évolué vers la révision... A l'autre bout, les communistes, s'ils étaient soumis aux prérogatives de MOSCOU, restaient néanmoins bons allemands !

"admettant fort bien la collusion infiniment dangereuse pour la paix de l'Europe, de la Reichswehr et de l'armée rouge" (M 6.9.30)

Quant aux N.S. "ennemis de la paix", ils avaient dû leur ascension au développement de la crise économique dont ils avaient attribué la responsabilité à la France (M 8.9.30)

Et les sociaux-démocrates ? Ils n'avaient qu'à ruminer leurs graves erreurs !

"Chancre rongeur des dépenses publiques"
sous leur pression avaient été votées les lois sociales...
elles avaient ruiné l'Allemagne et finalement répandu la gêne et la misère dans les classes ouvrières.

En somme, de cet imbroglio politique, nous devons nous en enquêter :

"L'attitude du Reich n'est pas seulement dangereuse pour la France, elle l'est aussi pour l'Europe. Il faut sauver la paix. Le seul moyen est de s'opposer à la refonte des conventions qui ont mis fin à la guerre"

G. LEYGUES (M 10.9.30)

A moins d'une semaine du scrutin, le choc politique fut si grand que les candidats de tous les partis accentuèrent

"... leurs déclarations nationalistes, toutes les autres questions passant au second plan" (M 11.9.30)

"Un professeur (...) universitaire (...) du centre de l'Allemagne" se risqua à la dernière reconnaissance...

"Après le coup de clairon de TREVIRANUS qui a relancé l'intérêt de la presse française au sujet des élections du 14 septembre, et après une propagande électorale inquiétante cherchant à réviser le Traité de Versailles, à retrouver la Sarre et les colonies, et à une rectifications des frontières de l'Est ..."

l'éminent professeur qualifia les élections de

"macédoine incroyable (Unglaubliches Gemüse)" et il ajouta :

"le prochain Reichstag comportera à droite une infinité de petits partis réactionnaires ; les démocrates vont être balayés ; le centre perdra encore des sièges, plus que les socialistes par exemple, et les partisans de HITLER accuseront des gains malheureusement très considérables. Quant au parti d'Etat, sur lequel tous les hommes sensés avaient fondé de grands espoirs, mieux ne vaut pas en parler, c'est une formation indigeste (greuliches Gebild qui ne donne satisfaction à personne"

"... les gens de HITLER ont amené dans les Universités allemandes une véritable voyoucratie qui tous les jours gagne du terrain. Le premier de tous les hommes politiques d'après guerre, HITLER, a voulu s'appuyer sur la jeunesse. Il s'est souvenu que c'était l'instituteur prussien qui avait préparé SADOWA et KONIGSGRATZ ; pour ses campagnes futures, il veut les avoir à ses ordres. Il y a réussi au-delà de l'espérance. Les autres partis ont voulu lui emboîter le pas, il était trop tard. La jeunesse universitaire est aujourd'hui dans son immense majorité, nationale-socialiste" (L 12.9.30)

La GAZETTE DE VOSS adjura un appel pathétique pour la défense de la République... La GAZETTE DE BERLIN présumant elle aussi du pire, adressa à tout l'ultime message de l'écrivain HEINRICH MANN

"Nous avons à voter pour ceux qui ne veulent pas la dictature, mais la justice. Nous devons travailler, avoir de la patience et être beaucoup trop fiers pour qu'il ne vienne à l'idée de quiconque de nous sauver ou de sauver notre pays. Nous le pouvons nous-mêmes"

(L 14.9.30)

L'Allemagne pouvait-elle encore s'arracher à la politique de catastrophe ?

2 - Les élections du 14 septembre

"Le Reich a voté. Les socialistes-nationalistes (HITLER) remporte une formidable victoire"

"Quand même, surveillons en France notre politique étrangère, consolidons nos alliances et efforçons-nous d'avoir au plus vite l'armée et l'aviation qui nous sont nécessaires pour donner confiance à tous les amis de la paix"

FERRETE (M 16.9.30)

"L'effet de la poussée raciste en Allemagne a été de resserrer les liens qui unissent toutes les nations ayant la ferme volonté de sauvegarder la paix" (M 4.10.30)

L'extrémisme de droite triomphant

"les derniers résultats confirment le triomphe des partis d'extrême-droite" (...)

"le résultat des élections allemandes jettera quelque froid sur l'optimisme ultra pacifiste qui sévit à la conférence de GENEVE"(M 16.9.30)

"Sérénité à gauche... BLUM a affirmé : "l'évacuation rhénane était le seul obstacle qui empêchait l'amitié franco-allemande de se développer" (...) autruche (...) lui et beaucoup d'autres (...)" Camille AYMARD

(PL 21.9.30)

Résultats et conséquences des élections allemandes du 14 septembre 1930... rarement un autre événement ne reçut pareille information pléthorique ! Ce furent bien là le trait de circonstances tout à fait exceptionnelles. Toutefois, confronté à cette débauche de commentaires, quand les chiffres sont rois nous nous efforcerons d'en extraire seulement les données

réfléchies

D'abord, les premières impressions...

"le résultat des élections allemandes n'a rien qui puisse surprendre un observateur attentif. Lors des dernières élections, le parti N.S. était encore dans l'enfance. Chaque élection partielle, qu'il s'agit d'une municipalité ou d'une diète de pays, l'avait montré en très grand progrès. Le scrutin de dimanche coïncidant avec une grave crise économique, lui a permis d'obtenir un succès qui marque, croyons-nous son apogée. S'il ne réussit pas un coup d'Etat, l'amélioration probable de la situation économique et la régression de la crise l'affaibliront à coup sûr"

... Puis les premières analyses...

- "les socialistes perdent du terrain, mais peu. Dans des circonstances aussi difficiles, c'est un succès"
- "les communistes, comme on pouvait s'y attendre, gagnent une vingtaine de sièges, dépassant le chiffre de 70 députés qu'ils ont d'ailleurs déjà atteint il y a quelques années. Pour ce parti aussi, le nombre des sièges est en raison inverse de la "KONJUNKTUR" .."
- "le centre, seul des partis moyens, gagne du terrain. Son prestige politique sera certainement renforcé de ce fait" (...)
- "le parti populiste s'effondre. Là aussi il n'y a que la continuation d'un mouvement commencé depuis longtemps. Le "parti d'Etat" reste à peu près sur ses positions"
- "le vieux parti nationaliste, celui de HUGENBERG est en pleine décadence. Celui de HITLER l'a absorbé"

(L 16.9.30)

Maintenant quelques perspectives politiques ...

"Il faut une coalition à droite, ou une coalition à gauche. Un gouvernement des partis moyens n'est plus possible" (L 15.9.30)

"Centristes et socialistes sont les arbitres de la situation" (...)

"Vers une nouvelle grande coalition ?" (...)

Tous les calculs et pronostics furent esquissés ! Sachant que les partis gouvernementaux ne totaliseraient désormais que 172 voix, on pensa à l'ancienne grande coalition (278 voix)... à l'ex-coalition de Weimar (252) ... à une grande coalition (321) mais qui n'obtiendrait pas la majorité des 2/3 (224 voix seulement) à l'acceptation des lois modifiant la constitution par faute de l'opposition des N.S. (L 16.9.30)

Là-dessus, le Dr SCHOLZ (chef du parti populiste - ancien ministre) confia ses jugements à l'agence WOLFF. Il souligna la nécessité d'une union des partis du milieu, mais surtout il mit en garde contre toute collaboration des N.S. qui eût risqué

"... une politique de catastrophe que l'Allemagne ne peut en aucun cas s'offrir actuellement" (L 16.9.30)

Dans son ensemble, la presse allemande, à l'exception bien entendu des journaux extrémistes, dessina les mêmes combinaisons politiques. Cependant, leur lecture révéla une mauvaise surprise pour le caractère plutôt inattendu des résultats. Si la VORWAERTS voulut croire que la situation politique n'était pas désespérée et que le parti socialiste restait le plus fort... si la WALDT AM MONTAG estima les succès hitlériens au summum... (L 16.9.30) la GAZETTE DE L'ALLEMAGNE décela "des élections de protestations dans une atmosphère de désespoir", tandis que le BERLINER TAGEBLATT parla d'un "dimanche noir"... suivi de lourdes conséquences" accusant les N.S. "d'ennemis de l'Etat" et derrière eux les communistes" (M 16.9.30)

Puis un autre traumatisme fut raconté à METZ : il parvint de Genève... Le 16 septembre CURITUS jura "qu'aucun peuple, plus que l'Allemagne" ne souhaitait "plus ardemment une coopération

aussi large que possible de tous les Etats d'Europe" (M 17.9.30)

Ah ! "ce prudent M. CURTIUS" !

"A peine une fois ou l'autre -et encore- une allusion voilée aux élections de dimanche"

"... il a fait plaisir aux grands vainqueurs de dimanche, en attribuant le marasme économique aux réparations"

"Bien entendu, les racistes ne se contenteront pas de cette allusion et M. CURTIUS sera demain vivement attaqué pour n'avoir pas parlé, comme dit la DEUTSCHE ZEITUNG, le langage du peuple"

... et l'on rappela aussi la GERMANIA :

"les élections de dimanche sont un clair avertissement qui dans ces conditions, prouve que la patience du peuple allemand a des limites" (L 17.9.30)

Et, en ces jours d'exception, rien n'exprima mieux leur tension que la publication sans retenues des revendications incensées des N.S.. Diatribes trop connues, nous nous limiterons !

"L'Allemagne ne fera pas la guerre si on lui donne la possibilité de vivre" HITLER

"... Cette "possibilité" exige le retour au Reich de l'Alsace, de la Lorraine, du couloir polonais et de la Haute Silésie" (M 20.9.30)

"Nous espérons que le visage actuel de l'Europe se modifiera, grâce à une politique avec les adversaires de la France" (...)

"En ce qui concerne l'Italie, notre destin nous lie à elle d'autant plus que la France fait tout son possible pour diminuer les possibilités d'existence de nos deux peuples étouffés dans des frontières étroites"

GOEBBELS (L 17.9.30)

Sur les visions d'avenir, on eut désormais que de sombres idées... Quelles étaient donc les "causes et les faiblesses de la Nation allemande " qui lui avait fait perdre la tête ?

"L'Allemagne est par excellence, la terre où s'affrontent des forces multiples et contraires. La vie n'y est impossible que grâce à un état d'équilibre instable, susceptible d'être renversé à toute heure. L'atmosphère y est traversée par des courants à haute tension, qui font peser sur les hommes, attachés au sol ou à l'usine, la menace perpétuelle d'une catastrophe. L'opinion y évolue rapidement sous l'aiguillon des nécessités économiques impératives. En 1918, le spectre du blocus minait les énergies. En 1930, le désarroi des industries, la menace d'un chômage grandissant qui affecte déjà plus de deux millions de travailleurs, créant de nouveau un milieu artificiel dans lequel opèrent des politiciens à la conscience corrompue et des aventuriers que les bouleversements de la guerre, la précarité des situations sociales, rendent propres à toutes les besognes"

(...) "Ailleurs (...) des autres pays, Angleterre, France des facteurs pondérateurs interviennent : clairvoyance, échange avec les autres peuples..."

"L'Allemagne, elle, est un champ clos sur lequel ne passe point le vent du large. Comment alors se défendre des égarements et des aberrations de la passion politique ?"

"Non, aucun de ces facteurs modérateurs n'agit sur l'Allemand moyen, enclin à penser qu'il peut disposer de l'Europe, comme s'il était seul à l'habiter"

"La lecture des programmes répandus à profusion pendant la période électorale par les divers partis, est à cet égard hautement édifiante. Seuls les partis modérés, comme le centre catholique et le parti démocrate, font un effort pour échapper à l'illusionisme collectif, les autres laissent le champ libre à une imagination désordonnée, qui fait abstraction des réalités les moins contestables. Une démagogie effrénée, dont la multiplication des journaux et le secours supplémentaire de la T.S.F. ont décuplé les moyens, exercé ses ravages dans tous les esprits. Peu de journaux arrivent à avoir une clientèle électorale susceptible d'être ralliée à un

parti. Les grands journaux démocrates, les grands journaux populistes n'arrivent pas à faire élire une cinquantaine de députés. Par contre, quelques journaux communistes, quelques journaux socialistes et quelques vagues feuilles inspirées par HITLER, ont suffi pour faire élire 140 "SOZIAL"-Démocrates, 103 N.S., et 75 communistes. La presse n'en est pas moins pour tous le véhicule d'idées-forces, propagées avec insistance, sans égard à leur valeur pratique, mais que les partis politiques s'approprient ensuite, pour en faire des amalgames innattendus" (...)

... des exemples :

"... les formations hitlériennes revendiquent à côté de l'abrogation des traités de 1919, qui ont fixé le statut politique de l'Europe, l'étatisation des usines et le partage des grands domaines. Ainsi, HITLER réalise le le tour de force de profiter à la fois de la propagande des journaux du groupe HUGENBERG et de celle des socialistes et communistes. Il n'est pas jusqu'aux instincts xénophobes les plus bas, auxquels les N.S. n'aient recours. Le culte de la pure race germanique doit servir à restaurer un antisétisme que tous les peuples civilisés ont condamné depuis longtemps"

"Les gains enregistrés par le parti communiste nous révèlent dans quelle mesure le prolétariat industriel est gagné aux théories subversives de MOSCOU"

(...) "Plus que toute autre race, l'espèce germanique se prête à des intoxications successives qui affectent peu son organisme. Mais l'injection de doses répétées de poison peut à la longue produire son effet" (...)

signé XXX (L 16.9.30)

Sur le fond du problème, on ne manque jamais d'explications. Restait maintenant la forme, c'est-à-dire la crédibilité ou la viabilité du cabinet BRUNING face aux nouveaux vainqueurs... Plus que toute autre, cette situation particulièrement locale ne donna mieux l'image de la confusion germanique...

"L'image de la confusion germanique"

"Le Reichstag est l'image de la confusion germanique. Jadis on parlait de cette confusion "conservée par la Providence pour le repos des voisins de l'Allemagne. On voudrait pouvoir en dire autant aujourd'hui si l'idée de derrière la tête des dirigeants du Reich n'était pas de sortir de cette anarchie par la dictature"

J. BAINVILLE (Vignette L 17.9.30)

"le replâtrage du ministère BRUNING" (M 5.10.30)

"Combien de temps dureront ces ministères de combinaison derrière lesquels trois millions de chômeurs s'agitent avec les hitlériens ?" RITZ (L 26.9.30)

... Minoritaire par la force des événements, on estima "critique" la position du cabinet BRUNING (L 16.9.30 - M 17.9.30) Dans ce qui ressembla beaucoup à un imbroglio politique au Reichstag, centristes et socialistes semblèrent tout de même les "arbitres" de la situation (L 16.9.30) Au moins, pour l'apparence car on jugea une majorité homogène impossible (M 17.9.30) et ce, à cause de la "confusion" politique (M 18.9.30) du "chaos politique" (M 19.9.30), de l'opposition "si nombreuse et aussi combative que celle de HITLER et de HUGENBERG" (L 19.9.30)

De toute façon, l'on fit ressortir qu'un gouvernement BRUNING prorogé eût été une erreur... plus grave encore que l'"erreur du parti socialiste qui, devant l'intransigeance en matière fiscale a rendu nécessaire cette consultation catastrophique" (...)

"Situation encore plus ambiguë, par l'inquiétude qu'inspire les succès des "partis de désordre" tant aux capitalistes allemands qu'étrangers"

(A cet instant commençait le procès de la Reichswehr...)

"Déjà la faiblesse du marché de NEW YORK est un avertissement des plus graves pour les milieux industriels allemands qui ont commis la sottise criminelle d'alimen-

ter la caisse du parti N.S.. On évalue en effet, à 60 milliards de francs les crédits à court terme qui ont été consentis par la finance américaine aux banques allemandes. Si ces crédits étaient retirés, l'Industrie allemande qui ne se procure déjà l'argent qui lui est nécessaire qu'à des taux exorbitants, se trouveraient complètement étranglée"

Et l'on parlât bientôt de fuite de capitaux à l'étranger...
(L 3.10.30)

... De là encore, l'hypothèse selon laquelle "CH. DUMONT dans ACTUALITES" prêta l'intention aux allemands de vendre de l'or à la Banque de France, pour le soutien du mark (en tout 35 millions de marks-or) (L 22.9.30)

En d'autres temps, ce fait aurait passé pour normal... Mais il coïncida avec l'annonce, au milieu des projets hitlériens que l'on sait, de la volonté de fusion entre N.S. et nationalistes de HUGENBERG (soit 148 députés) Et ce ne fut pas tout..

"Le triomphateur nationaliste des élections du 14 sept. projette une grande alliance de l'Allemagne, de l'Angleterre et de l'Italie" ... avec, "en préambule, le rétablissement de l'Empire"

"Pour l'instant, HITLER ne veut pas de guerre européenne. prépara-t-il un coup d'Etat ?" (M 23.9.30)

On craignit, de même que l'on avertit :

"l'entrée de HITLER dans le gouvernement aurait une répercussion désastreuse" TIMES (M 27.9.30)

Pour incensée que l'idée pût apparaître, on prit toutefois "l'aspirant dictateur HITLER" très au sérieux.

Profitant de la crise...

"HITLER et ses lieutenants continuent à séduire le peuple allemand, complètement désorienté par le désordre et la misère qui sévissent et s'accroissent dans tout le Reich, et contre lesquels aucun des partis gouvernementaux centristes, populistes ou sociaux-démocrates n'ont même pas cherché à proposer des remèdes au cours de la

dernière campagne électorale"

... et l'on insista sur la démagogie du programme hitlérien... dangereusement expansionniste mais très évasif sur les moyens de restaurer l'économie... Or, fait extrêmement important

"la Reichswehr est avec lui" (...)

"les hitlériens auront-ils plusieurs portefeuilles dans le prochain ministère ?"

La chose parut absolument inepte ! (M 30.9.30)

On le vit encore à l'évidence au début octobre, quand les hitlériens, GOEBBELS en tête, ourdirent une nouvelle manœuvre afin d'organiser un plébiscite pour la dissolution de la diète prussienne... (L 5.10.30)

Dans ce chaos politique, le seul élément pondérable, et qui causa une impression "considérable" vint du parti socialiste. Point d'attaque contre le cabinet BRUNING, mais un désir de collaboration sincère dans le refus absolu de toute politique d'aventure intérieure et extérieure. Là-dessus, la GERMANIA ou la VORWAERTS s'abstinrent de toute revendication. METZ leur délivra le brevet de civisme ! (L 5.10.30)

Le 4 octobre, les socialistes annoncèrent une neutralité bienveillante à l'égard des projets financiers de BRUNING. Dans le même temps, ils entreprirent des tentatives de réconciliation avec les centristes. On évoqua déjà le "replâtrage du Ministère BRUNING" (M 5.10.30)

Alors, malgré l'hostilité farouche des partis de droite, le 8 octobre, BRUNING acheva ses consultations et fut reçu par HINDENBURG dont on prévut l'acceptation de la ligne de conduite du ministère (PM 9.10.30)

Sur un fond de crise financière dont la B.R.I. fut saisie (L 12.10.30), et dont l'exportation d'or aggrava l'ampleur (280 millions de marks selon la DEUTSCHE TAGEZEITUNG) ; avec la prise de connaissance d'une motion de défiance hitlérienne à dessein de pousser les socialistes à renverser le cabinet, à dissoudre une 2e fois l'Assemblée, à recommencer les élections, à mettre fin à la Diète de Prusse... ce fut dans cette

ambiance passionnée qu'eut lieu la rentrée du Reichstag la 13 octobre (L 11-12.10.30). On mesura que l'instant était capital :

"L'Allemagne à un tournant de son histoire"

"L'Allemagne au carrefour"

selon l'expression et le titre d'un livre de "Jean KNITTEL"

(M 14.10.30)

On avait appréhendé une rentrée parlementaire dans une atmosphère chargée d'électricité... Tout concourut au tumulte :
... dans la rue : foule nombreuse, cris de "vive HITLER" ou "DEUTSCHLAND ERWACHE !", accents de l'Internationale, important dispositif policier, nombreux manifestants, coups de feu, mise à sac de magasins, centaines d'arrestations... !

... dans l'hémicycle : entrée fracassante des hitlériens, en chemise kaki, avec baudrier, croix gammée au bras. Ils entrent au pas de parade : applaudissements, rires, sifflets....

Appel nominal : au nom de GOEBBELS, les communistes crient "Abas !" Vacarme épouvantable, séance levée !

Au dehors, mouvement de foule, assauts de police, affrontements jusqu'au soir entre N.S. et communistes. Saccages un peu partout, nouvelles arrestations, des victimes, retour au calme la nuit venue... (L 14.10.30)

Le lendemain, rejet mutuel par chaque camp de la responsabilité des actes terroristes ! (L 15.10.30)

- mercredi 15 octobre : reprise des séances du Reichstag.
LOEBE réélu président (PM 16.10.30)

- jeudi 16 octobre : la cabinet BRUNING devant le Reichstag. Chahut, chambard, incidents parfois violents, interruptions fréquentes... BRUNING s'accroche ! Sa déclaration ministérielle souligne la gravité de la crise. Il dépose un programme : demande le rejet de toutes les motions ; parle du déficit budgétaire (de 450 à 600 millions de marks - un milliard l'année suivante) ; préconise le recours obligatoire à des mesures extraordinaires... (emprunt de transition - programme d'assainissement) pas de politique d'aventures à l'exté-

rieur (PM 17.10.30)

- 17 octobre : discussion et adoption du projet d'emprunt de transition malgré le tapage (L 18.10.30)
- 18 octobre : fin de la discussion ministérielle malgré les clameurs et autres brutalités. Sortie victorieuse du cabinet BRUNING : 318 voix contre 236 (L 19.10.30) Ajournement du Reichstag au 3 décembre. Violence un peu partout en Allemagne...

METZ avait retenu son souffle... et maintenant que fallait-il conclure ?

"On va de surprises en surprises : succès des extrémistes succès du cabinet BRUNING qui avec 82 voix de majorité, malgré la campagne extrémiste, va pouvoir poursuivre le programme d'assainissement financier"

"Mais il convient d'apprécier le succès provisoire à sa juste valeur. Les motions de politique extérieure (contre le plan YOUNG, révision des traités) ont été repoussées, mais le président de la commission des A.E. est l'"inquiétant" FRICK. En outre, pour acquérir ce "succès", BRUNING a dû créer un précédent : une concession aux socialistes en accordant de ne pas appliquer obligatoirement la diminution de 8 % des salaires aux ouvriers métallurgistes de Berlin (en grève). C'est une défaillance du cabinet" (L 21.10.30)

En revanche, belle continuité à l'extérieur...

"Le chaos politique... mais tous les partis restent quand même d'accord pour obtenir la révision des traités"

(M 17.10.30)

"La politique étrangère poursuivie par la gauche allemande depuis la terrible débâcle, n'a jamais eu d'autre but que de délivrer l'Allemagne pas à pas des chaînes du "diktat" de Versailles"

LA GAZETTE DE FRANCKFORT (M 20.10.30)

D'ailleurs, on prêta à BRUNING la volonté subtile de faire jouer à plein "la misère allemande et le plan YOUNG"... et ce, sans les offensives brutales des N.S. Obtenir des grandes nations d'importants crédits pour relever commerce et industrie (M 22.10.30)

"renier ses dettes" Et ce fut bien là l'origine du voyage de "propagande du Dr SCHACHT aux Etats-Unis"

"... dangereuse manœuvre sous "couleur d'assainissement financier"... visant à l'"aménagement des réparations au plan international..." (M 23.10.30)

"Deux sons de cloche. Alors que HITLER menace, le Dr; SCHACHT déclare à NEW-YORK : "Quoi qu'il arrive, le Reich ne recourra à aucun genre de violence pour surmonter le problème des réparations, puisque le plan YOUNG, fournit les moyen d'un réajustement pacifique" (vignette M 23.10.30)

Or, certains bruits évoquèrent un moratoire du plan YOUNG... (L 23-24.10.30)

"Le revirement est proche..."

Selon SCHACHT : "chaque fois que l'Allemagne verse trois marks à ses créanciers, il y en deux pour l'Amérique. On comprend donc l'utilité des efforts du Dr SCHACHT aux Etats-Unis puisque, comme l'observait la VOSSICHE-ZEITUNG "l'Allemagne ne peut espérer une réduction que si les Etats-Unis s'y prêtent" (L 23.10.30)

"Le moratoire recherché..."

"Cette affaire a été préparée de main de maître. Pendant la période électorale les différents partis politiques ont eu l'occasion de faire de cette question la pierre angulaire de leur profession de foi. Puis les syndicats ouvriers, les associations concernées (...) si bien que le chancelier BRUNING n'a pu, dans sa déclaration ministérielle qu'emboîter le pas"

"M. REINHOLD, ancien ministre des finances du Reich, déclare que l'Allemagne a toujours honoré les traités, mais que la situation actuelle n'a jamais été prévue alors..."

"Autrement dit, l'Allemagne fera tout pour exécuter le plan YOUNG, étant bien entendu que ses efforts doivent être considérés d'avance comme vains et qu'une demande de révision ne pourra pas être évitée" (L 30.10.30)

Après une importante réunion du Conseil d'Empire sur ce sujet, le lendemain, 5 novembre, prolongeant le discours de BRUNING, les journaux allemands déclarèrent qu'une action de grande envergure serait "menée pour la révision du Traité de Versailles dès que la situation financière du Reich serait rétablie"

(M 6.11.30)

Depuis notre Chambre des Députés qui venait tout juste de rentrer (5 novembre), FRANKLIN BOUILLON interpella pour affirmer qu'on nous avait trompé et que nous devons refuser le moratoire ... (M 7.11.30)

Au fond, c'était tout le problème de nos relations diplomatiques avec nos voisins qui étaient à revoir... ou mieux à décrier...

Avant le 14 septembre, METZ n'avait consenti qu'une confiance mauvaise, douteuse, boîteuse dans le Reich ! ... Les récents événements ne conféraient-ils l'occasion du moment attendu, afin que retentisse le jugement péremptoire qui eût peut-être cette fois touché la France...

La chose fut menée rondement !

3 - "L'Allemagne et nous !" (L 15.9.30)

"Nous faisons en pacifisme ce que le Reich fait en bellicisme. L'un ou l'autre à tort. Reste à savoir lequel !" (L 28.11.30)

"La destinée de la France est aux mains des Français"
REVIRE (L 6.11.30)

"Il faut "refaire le front des alliés (...) et l'union nationale en France" Camille AYMARD (PL 21.9.30)

L'Allemagne et nous... En ces instants troublés, ce qu'il y avait, c'était surtout des divergences et une suspicion facilement perceptible. Or, si l'on eut résolument pu espérer que l'Allemagne eût au moins cherché à faire taire ses rancoeurs manifestées "explosivement" le 14 septembre, on se fût lourdement trompé... La sagacité messine exerçant son aiguillon n'eut guère de peine à trouver des exemples outre-Rhin, prouvant, si besoin était encore, la faillite du ~~bon~~ sens...

"La faillite du bon sens" Paul DURAND (L 21.10.30)

"Le succès N.S. n'est pas un fait isolé. Il n'est au contraire qu'un petit grain dans un long chapelet d'événements analogues : incidents lors de l'évacuation des troupes françaises de Rhénanie, intervention du président HINDENBURG en faveur des casques d'acier lors de son voyage sur le Rhin, procès des officiers de la Reichswehr défilé de COBLENCE... sans parler des multiples incidents de frontières" DURAND (L 7.10.30)

"Les N.S. ont pour doctrine -en est-ce une ?- un effroyable amalgame que ne résistera pas au moindre souffle des réalités. Mais le programme pince la corde patriotique et prétend, garnir le buffet vide. Il n'en faut pas davantage pour que des cervaux anémiques tourneboulent et chavirent" DURAND (L 21.10.30)

"Le "réveille-toi, Allemagne" n'est plus un simple refrain" DURAND (L 7.10.30)

Bien sûr, le plus signifiant, c'est-à-dire la plus grande incommodité dans nos relations avec le Reich, dut énormément au scrutin fatidique de septembre... En effet, que d'émotions provoquées par les nouveaux vainqueurs et leur leader, un certain HITLER vociférant ici et là les propos guerriers que l'on sait... Mais il y eut aussi d'autres faits qui pressèrent sur la révélation de cette Allemagne dangereuse, cynique, revancharde... parmi ceux-ci deux événements servirent à merveille l'objectif messin...

Le premier, ce fut le fameux procès de la Reichswehr. METZ lui consacra une place privilégiée... Mais songez donc, dans cette affaire de "haute trahison" (L 24.9.30), au 3e jour du procès de LEIPZIG, le 25 septembre, HITLER fut entendu comme témoin. On se risqua alors à faire toute la vérité sur le coup d'Etat de 1923 (PM 26-27.9.30). Les jours suivants, une revue de presse allemande et anglaise appuya les réflexions messines.

A l'exception de la Gazette Générale d'Allemagne qui parla de "grand discours" ajoutant notamment : "on peut accepter ou combattre, mais la voie indiquée est légale", la VORWARTS chargea le "mauvais comédien" HITLER

"La lutte contre le fascisme est la tâche la plus prochaine de la sociale-démocratie et de tous ceux qui veulent être pris au sérieux avec leur profession de foi républicaine" et la GERMANIA de poursuivre:
"HITLER a tort de dire ^{que} la constitution n'a pas de but : elle en a un très net au contraire : l'Etat démocratique et parlementaire. HITLER croit à la victoire de son parti, c'est normal mais étonné lui-même des résultats, il a tendance à se surestimer" (L 27.9.30)

D'autres réactions furent également très appréciées, parce qu'elles furent saines et rassurantes, parce qu'elles nous virent d'Angleterre ! La presse anglaise jugea en effet que "le langage inconsidéré de HITLER (pouvait être) une mise en garde pour le peuple allemand" (M 27.9.30)

Maintenant, sur la fin du procès, on souhaita que la France elle aussi eût saisi ! ...

"Une armée politique. La Reichswehr à la lumière du procès de LEIPZIG"

- "des visites de VON HINDENBURG aux fêtes de la délivrance (...) on a essayé de nous faire comprendre que c'était le réflexe tout naturel d'un peuple excédé par dix années d'occupations étrangères..."
- "les sévices contre les séparatistes rhénans : "réaction spontanée d'une population pacifique, opprimée à l'époque par des gens sans foi ni loi"
- "les succès des hitlériens aux élections : "expression de la mauvaise humeur de nombreux contribuables écrasés par l'impôt dû au plan YOUNG et au chômage"
- La parade des 120 000 casques d'acier à COBLENCE...
"riposte innévitable à la provocation que constituaient les manoeuvres de l'armée française en Lorraine"
- Le procès des trois officiers : "tout au plus un coup de tête de quelques jeunes ecervelés" (...)

"Explications insuffisantes !"

"L'affaire des trois lieutenants de la Reichswehr, en faisant la lumière sur cet état d'esprit du corps d'officiers allemand, et sur la mentalité de la magistrature suprême de l'Empire, doit nous donner à réfléchir"

"L'entrée sensationnelle de 107 députés hitlériens au Reichstag et les scènes démentes qui se sont déroulées lundi après-midi dans les rues de Berlin confirment une fois de plus, l'impression souvent exprimée, dans les colonnes de ce journal, que : économiquement, financièrement et politiquement, l'Allemagne va à la débâcle et au chaos. L'aboutissement final sera la dictature, non pas la dictature d'un conclave de politiciens gouvernant à l'aide de l'article 48 de la Constitution, mais la dictature d'un homme, d'un maître. A l'heure actuelle personne ne saurait affirmer si ce maître existe. Mais c

que le procès de Leipzig permet de dire, c'est que l'immense majorité de la Reichswehr aspire à ce bouleversement"

"Un jour, GUILLAUME II avait lancé cette boutade que dans l'univers entier personne ne pourrait jamais arriver à mettre sur pied une imitation du lieutenant prussien. Cette appréciation n'a rien perdu de sa valeur. Comme autrefois les exploits à SAVERNE du petit lieutenant VON FORSTNER, et quelques-uns de ses camarades de moindre envergure "ces WENDT SCHERINGER et LUDIN" qui viennent d'avoir les honneurs de Leipzig, ont apporté la preuve que la mentalité de ces messieurs n'a pas changé. Et pourtant, depuis, il y "eu la guerre, comme disait GUSTAVE HERVE !" (...)

Les faits:"les trois lieutenants, âgés chacun de 25 ans environ, ont pris contact avec le parti N.S. et en particulier avec l'ancien capitaine PFEFFER, chef des troupes d'assaut hitlériennes. D'après un plan très minutieux, ils ont fait de nombreux voyages de propagande dans différentes garnisons allemandes. Le but de ces tournées était de semer le mécontentement et de prouver à leurs camarades, que la direction de la Reichswehr ne correspondait plus aux vues du corps des officiers. Le cas échéant, il y aurait lieu de prendre l'initiative en répondant par un refus d'obéissance aux ordres des chefs" (...)

■Là-dessus vont se greffer des incidents vraiment ahurissants"...

- la cour fournit à HITLER l'occasion de développer son programme politique et de prononcer un violent réquisitoire contre le régime actuel.
- Pendant ce temps, manifestations des "choeurs hitlériens au cri de "DEUTSCHLAND ERWACHE !" ... tandis que les accusés et leurs avocats insinuent que M. BRAUNE, le juge d'instruction, chargé de l'affaire, a prêté un faux serment.
- Puis une longue théorie d'officiers défile à la barre, dont PFEFFER qui déclare avoir vu tant d'officiers que cela devint pour lui une obsession

... A un défenseur, Me FRANCK qui affirma "qu'il n'existe pas de bon pacifisme, qu'au contraire tout pacifisme est malsain" un expert du ministère de la Reichswehr, le major THEISSEN, crut devoir renchérir : "Au nom du corps des officiers allemands, il proclame que la grande masse des officiers est aussi patriotique et nationaliste que les accusés. Il ajoute : "Il va de soi que toute la force armée repousse le pacifisme tel qu'on le conçoit généralement, parce que le pacifisme s'allie en pensée au crime de haute trahison !"

"Personne dans la salle n'a relevé cette monstruosité"

A Me SACK parlant du premier devoir du soldat :

"protection de la patrie et de la Constitution", un autre témoin, le lieutenant FURSEN a déclaré, confirmant une possibilité de conflit :

"Je conçois très bien des cas où un gouvernement n'est pas assez patriote parce que composé de ministres qui n'ont pas de concept patriotique"

"Les officiers de la Reichswehr font donc, malgré le serment au drapeau, une distinction très nette entre la patrie et la constitution. Seul un gouvernement nationaliste a droit à l'obéissance de la Reichswehr, mais celle-ci est déliée du serment de fidélité dès que le cabinet comprend des hommes de gauche !" (...)

Or, "on va vers un rajeunissement des cadres de l'armée : HEYE a mis 35 généraux et 167 officiers supérieurs à la retraite"

"C'est l'élément jeune qui, aujourd'hui domine dans la Reichswehr : il ne rêve que de coup d'Etat, de revanche et se moque de la constitution"

"M. GESSLER, l'ancien ministre de la Reichswehr, avait voulu soustraire l'armée à la politique. Pour un coup il y a parfaitement réussi : une armée dont les officiers commencent à mettre en discussion l'attitude patriotique du gouvernement, qui ne lui obéissent qu'en tant et qu'autant que les ministres sont patriotes bon teint, cette armée est assurément mûre pour n'importe quel pronunciamiento"

"Une autre chose que le procès de Leipzig a mis en relief, c'est la candeur politique de ces jeunes lieutenants, qui reprochent surtout au gouvernement de ne pas ordonner la fermeture de théâtres dans lesquels on insulte les officiers ! Ces jeunes gens qui ont 25 ans en moyenne, entendent faire l'instruction non seulement des soldats qui leur sont confiés, mais encore du peuple allemand"

"Un autre témoin déclare "froidement" (lieutenant WINTZER) "l'orientation internationaliste et pacifiste du peuple allemand doit être corrigée !"

"Un autre proclame que les termes "patriotique et nationaliste" sont identiques"

... Et la peine ? "18 mois prononcés par la Cour qui s'est du reste empressée de décerner aux accusés le plus beau brevet de patriotisme, de façon à fournir au président HINDENBURG, un excellent prétexte pour gracier dans un avenir prochain les trois officiers d'ULM"

"18 mois de forteresse, c'est peu pour des conjurés qui préparent un coup d'Etat. C'est trop pour de petits maldroits qui n'ont eu que le seul tort de se faire attraper. Les débats ont montré que la presque unanimité de leurs camarades les approuvait"

"En somme, la cour ne pouvait tout de même pas infliger 18 mois de forteresse à tous les officiers de la Reichswehr qui ne sympathisent pas avec la République"

"En tout cas, il est à présumer que l'exemple aura servi de leçon à ceux qui, mécontents de l'état de choses actuels, préparent le coup d'Etat"

"Il existe pour les Allemands, un 11e commandement qu'ils ont ajouté au Décalogue : "DU SOLLST DICH NICHT ERWISCHEN LASSEN" ... il ne faut pas se faire attraper !"

Un second événement allemand donna, lui aussi, le champ libre à la perspicacité messine : le défilé des CASQUES D'ACIER, le 5 octobre à COBLANCE

Cette "manifestation militariste et revancharde" mérita "de retenir l'attention de toutes les nations européennes"

110 000 participants, un débarquement ininterrompu d'autos et de camions "gracieusement" prêtés par les "entreprises et les gros industriels de toute la région"... le défilé devant le fils de l'ex-KAISER.

...réclamation des droits des Allemands à disposer d'eux-mêmes, retour des territoires perdus, abolition du Traité de Versailles, demande de prêts (pour développer la Reichswehr ?) ... Voilà tout ce que l'on y vit et entendit !

"Chaque jour nous apporte une nouvelle démonstration de l'erreur que nous avons commise en évacuant la Rhénanie cinq années avant la date fixée par le Traité de Versailles, et dans l'espoir que ce geste généreux contribuerait au rapprochement économique de la France et de l'Allemagne, et au désarmement moral de toute une population qui se laisse entraîner par les meneurs nationalistes" (M 7.10.30 - 3e page)

"Douze ans après ; ~~l'~~Allemagne, réveille-toi !" (...)

"Plus que partout ailleurs, nous voudrions partager ce béat-optimisme dans nos marches de l'Est. Plus que tout autre nous aimerions pouvoir inscrire en faux contre les graves paroles prononcées avant-hier (5 octobre) par M. MAGINOT à BAR LE DUC"

"Mais nous, populations frontières sommes trop réalistes pour rêvasser. Avant de figoler des vers, nous alignons de la prose. Certes, nous écoutons les belles et parfois les bonnes paroles de GENEVE, mais pendant que M. PAINLEVE (président du conseil de LOCARNO) entonnait dimanche sur l'hymne des béatitudes, nous entendions à la même heure la martèlement du pavé de COBLANCE par 110 000 Casques d'acier, des Kommandos tranchants et des discours agressifs. Nous enregistrions la discipline

rigide, volontairement acceptée de ces 110 000 hommes dispensés de tout service militaire"

"Sommes-nous des paniquants, si devant cette mobilisation nous demandons à nos gouvernants de continuer à veiller?"

Le NEW YORK TIMES (...) analysant le budget français de la guerre, constatait qu'il représentait 25 % du budget total. Le confrère américain se demande si cette réduction n'était pas un piètre résultat en face des énormes sacrifices et des leçons d'une guerre mondiale"

"Le succès N.S. n'est pas un fait isolé. Il n'est au contraire qu'un petit grain dans un long chapelet d'événements analogues : incidents lors de l'évacuation des troupes françaises de Rhénanie, intervention du président HINDENBURG en faveur des casques d'acier, lors de son voyage sur le Rhin, procès des officiers de la Reichswehr... sans parler des multiples incidents de frontières"

"A la base de cette crise de revanche, il y a autre chose que la misère économique. Il y a la volonté prussienne de réparer la blessure faite à son orgueil en 1918"

"HITLER peut être satisfait ; si d'aucuns veulent amoindrir son succès en prétendant qu'il n'a fait qu'exploiter la misère économique passagère, il pourra avec raison montrer M. SELDTE du doigt, ce chef des "casques d'acier" qui fit la mobilisation de Coblenz dimanche, en présence des fils de l'empereur déchu. Chez lui, comme chez HITLER, ce sont les mêmes raisons et le même but : avoué, proclamé : la libération toujours plus grande de l'Allemagne, le renversement des traités. S'endorme qui veut à cette berceuse mal balancée. Pour ne rien entreprendre par la force, STRESEMANN avait d'autres moyens terriblement efficaces et ses victoires éclatantes remportées dans les coulisses de GENEVE, LOCARNO et THOIRY, devait montrer le chemin aux HITLER et consorts, s'ils ne comptent réellement pas mettre la force brutale dans leur jeu"

"Nous ne dramatisons rien, mais nous prétendons que la situation est assez sérieuse pour qu'on s'y arrête un instant.

Le "Réveille-toi, Allemagne !" n'est plus un simple refrain"

"Il y aura des spectateurs pour applaudir le toujours optimiste M. PAINLEVE. Quant à nous, qui sommes aux premières loges, nous répétons avec M. MAGINOT :

"Deux invasions dans un demi-siècle, c'est assez, notre peuple n'accepte plus d'être exposé à ces risques mortels. Dans une Europe où, malgré la somme des malheurs que l'esprit de guerre a pu accumuler, la paix reste encore si précaire ; où les traités qui doivent être la charte des relations internationales, sont constamment battus en brèche, il entend dans toute la mesure où il les juge nécessaires, conserver les moyens de pouvoir se défendre" Paul DURAND (L 7.10.30)

Procès de la Reichswehr, défilé des casques d'acier à Coblenze, et pour ne pas les citer une multitude d'autres exactions... tous ces événements ne furent que les manifestations d'un flot nationaliste, revanchard et agressif. On eût dit qu'une Allemagne devenue forte trop vite perdait désormais la tête et inquiétait ses voisins.

DURAND y découvrit "la faillite du bon sens"

... Il revit le défilé de 120 000 hommes "qui pour hurler leur amour de la paix" avaient défilé "casqués et bottés"

... Il répéta "l'insolent triomphe d'un HITLER dont les énergumènes berlinois" avaient tant fait parler d'eux pillant et saccageant...

"Que veulent tous ces gens ?"

"Ils prétendent vouloir vivre ne paix, dans une patrie forte et libre"

"Certains sont sincères, mais nous nous demandons aussi comment la folie peut les aveugler au point de leur faire oublier que l'esprit pacifique ne saurait pas se déguiser en "feldgrau" et que des paroles d'amour ne se prononcent jamais sur un ton de bravade.

Ils ont déjà oublié les chefs trop orgueilleux qui les ont harangués pour avoir une patrie trop grande, et ne leur ont procuré que défaite et humiliation"

"Les chefs ne caressent pas de projets pacifiques, mais les milliers de suiveurs, ces humbles qui ont faim et qui, hier maudissaient la guerre et ses deux grandes filles : famine et misère.

"Ont-ils complètement perdu le bon sens ?"

"Les hitlériens sont de la même force. Il a suffi qu'un fanatique lance quelques mots passe-partout, quelques "SCHLAGWORTER" à la mode pour que se crée une mystique et se forme un ~~troupeau~~ **av.** HEIL ! ETWACHE !"

"Ca stimule. Mais jusqu'à quel point cela redresse-t-il ? Tous ces fous qui se sont placés sous le signe de la croix gammée n'ont pas encore réfléchi un instant au contre-sens de leur double étiquette politique : nationaliste... idôlatrie d'une patrie qui, si elle en vaut d'autres, n'est cependant pas celle tout le genre humain. Socialiste... phraséologue qui flatte, démagogie qui trompe"

"Les N.S. ont pour doctrine -en est-ce une ?- un effroyable ~~amalgame~~ **amalgame** qui ne résistera pas au moindre souffle des réalités. Mais le programme pince la corde patriotique et prétend garnir le buffet vide"

"Il n'en faut pas davantage pour que les cerveaux anémiques tourneboulent et chavirent" DURAND (L 21.10.30)

Puisque l'Allemagne était le lieu où le bon sens risquait la déraison jusqu'à créer une menace, on sentit éclore dans l'âme des Français presque de l'angoisse. Mais quoi ! Devions nous craindre, effrayés ? devions nous demeurer passifs ? Ou alors d'une incomparable fermeté tailler hardiment dans la ~~v~~ **v**ndicte allemande ? METZ trancha...

Pas de panique ! De la fermeté !

"Une véritable vague de panique passe actuellement sur certains milieux français et étrangers qui font preuve d'une écoeurante lâcheté. Les mêmes individus qui depuis dix ans, malgré tous les avertissements, s'obstinaient à proclamer le pacifisme intégral de l'Allemagne, ont retourné leur veste en un clin d'oeil et adjurent maintenant le peuple français de céder au plus tôt à toutes les exigences allemandes, sous peine de guerre..."

REVIRE (L 23.10.30)

"Les précieux avertissements de M. FRANKLIN BOUILLON"

(M 8.11.30)

"M. Louis MARIN réclame de M. BRIAND plus de fermeté dans sa politique..." (14.11.30)

Craindre à cause des élections allemandes... cafarder le pire, et peut-être le coup d'Etat dictatorial... Quand on eut découvert et passé à l'heure de vérité un bon nombre de conséquences et de répercussions METZ flaira en France, voire même chez nous comme un vent de panique. Elle rassura les apeurés et conseilla les gouvernants !

On avait donc commencé par le plus évident : la menace hitlérienne. On trouva d'autres contre-coups !

"Si HITLER entrerait au gouvernement (...) outre l'économie intérieure allemande, mais aussi la situation diplomatique internationale seraient mises en péril"

"Les nations seraient obligées d'adopter une attitude envers l'Allemagne qui conviendrait mieux évidemment à un POINCARÉ qu'à un BRIAND" (...)

"Une dernière question qui se pose est celle des répercussions que pourra avoir en Italie ce succès éclatant de l'idée fasciste en Allemagne, car HITLER a copié spécialement son organisation sur celle de M. MUSSOLINI"

(L 16.9.30)

METZ, présageant ce lourd retentissement surveilla minutieusement, jour après jour, Italie et Allemagne. Le temps de l'attente fut extrêmement bref ! Ce fut à la fin septembre, juste au moment où l'on discourait à Genève, que HITLER fit des avances à l'Italie (dans la GAZETTE DEL POPOLO). Il prétendit que la France employait les indemnités payées par l'Allemagne et la Yougoslavie contre l'Italie. Enfin, il affirma que la question du Sud TYROLIEN ne devait pas faire tort à l'amitié italo-germanique (L 30.9.30)

Début novembre 1930, dans un discours à VENISE, le DUCE répondit favorablement aux avances allemandes.

A METZ, si l'on crut au "danger allemand", on n'envisagea point une offensive italienne contre nous... à moins qu'une alliance liât nos adversaires... Mais alors comment le Duce eût-il pu résoudre ses difficultés intérieures, économiques notamment ?... comment eût-il pu oublier les prétentions italiennes confrontées à l'Anschluss de la Baltique jusqu'à l'Adriatique, HAUT ADIGE et TRIESTE compris ? (M 3.11.30)
Un doute subsista...

Ce qui fut encore dévoilé et qui eut tout pareillement de quoi nous déplaire, fut le resserrement des rapports germano-russes. Il est vrai que les extrémistes de gauche, les communistes avaient eux aussi eu leur part de succès le 14 septembre... Et là, point d'équivoque... Comme l'avait dit à CHEMNITZ, le député saxon et leader du parti communiste allemand, SINDERMANN, et ce, le dimanche avant les élections :

"Nous reconnaissons que l'armée rouge est alliée de l'armée allemande et que nos officiers se rendent en Russie soviétique pour apprendre l'art de la guerre aux troupes russes" (M 13.9.30)

(On souligna aussi la coopération russo-allemande en Extrême-Orient (L 17.10.30) Un autre allemand reconnut :

"les nouveaux chefs de la Reichswehr sont partisans d'une étroite collaboration avec la Russie soviétique : on comprend sans peine qu'en présence d'une semblable menace la France renforce ses frontières et qu'elle ne veuille pas entendre parler de désarmement en présence d'un

d'un voisin aussi peu sûr" Prof. WILHELM FOERSTER
(DIE ZEIT) (M 13.10.30)

"André CHAUMEIX" accusa :

"Dangereuse expérience"

"C'est pour intimider la France et la Pologne que BERLIN poursuit sa collaboration avec MOSCOU. Les dirigeants du Reich espérant ainsi lasser les volontés, fournir les arguments aux internationalistes et préparer une révision des traités. Ce serait le commencement des bouleversements en EUROPE, et le début d'aventures où les pays complaisants feraient la dure expérience de ce que coûteraient leurs défaillances" (L 18.10.30 Vignette)
(M 18.10.30 Vignette)

Risque hitlérien, ouverture diplomatique vers l'Italie, la Russie soviétique, procès de la Reichswehr, défilé de Coblenze. tous ces bruits de guerre finirent par émouvoir... METZ choisit de laisser causer les Anglais...

Le TIMES parla d'HITLER, de son parti "chauvin" et du désarmement européen compromis. Toutefois, il souhaita que HINDENBURG, éclairé par ses conseillers eût "mieux qu'HITLER" compris "que la prospérité du Reich et l'harmonie de ses relations internationales" eussent dépendu "de la confiance des autres pays"

Le DAILY TELEGRAPH plus grave, entrevit

"un mauvais présage" (...): "Si HITLER un jour devait avoir gain de cause, la paix européenne serait menacée, car elle dépend aussi de la concorde des différents Etats"

Plus catégoriques furent les NEWS CHRONICLES :

"Les Allemands doivent se porter garant de leurs actes, et ils ne peuvent réellement pas prendre en considération les prétentions d'un homme qui menace de répudier et de détruire tous les traités, et d'établir une cur suprême qui fera tomber les têtes. Aussi, ne peut-il être question d'un gouvernement hitlérien dans les circonstances actuelles. Il appartient au président HINDENBURG d'user à nouveau du pouvoir extraordinaire"

(L 27.9.30)

Considérant "l'âme allemande" et prenant compte de l'ampleur des événements récents, en y ajoutant la dernière campagne contre le maintien des frontières orientales ("oeuvres de YUNKERS et de la réaction"), le publiciste AUGUR (dans un article de la FURTNIGHTLY REVIEW) établit que France et Angleterre avaient "intérêt à la consolidation de la République en Allemagne, en face de la poussée nationaliste" (M 10.10.30)

... Etait-ce une réponse indirecte à l'interview qu'avait donné HITLER à LEIPZIG pour le DAILY-MAIL ? (au journaliste RITHY REYNOLDS) HITLER avait prétendu :

"L'Allemagne ne peut rester dans le pénitencier de VERSAILLES (...) l'Angleterre et le Reich ne peuvent demeurer ennemis" (M 28.9.30)

... En somme tout ramenait au pire et sur l'expression des craintes, METZ avait laissé parler les Anglais. Mais s'il en fut ainsi, n'était-ce point pour ne pas trahir les nôtres... Un mois après le 14 septembre, METZ changea son fusil d'épaule: la vérité, rien que la vérité si pénible fût-elle ! Contre la peur, garder la tête froide... la France elle aussi était forte !

... Pour la prochaine session parlementaire (début novembre) quel bonheur si nos députés eussent bien pu s'en souvenir...

"les faiblesses de l'Allemagne..."

"Une véritable vague de panique passe actuellement sur certains milieux français et étrangers qui font preuve d'une écoeurante lâcheté"

"Les mêmes individus qui, depuis dix ans, malgré tous les avertissements, s'obstinaient à proclamer la pacifisme intégral de l'Allemagne, ont retourné leur veste en un clin d'oeil et adjurent maintenant le peuple français de céder au plus tôt à toutes les exigences allemandes sous peine de guerre, c'est-à-dire sous peine d'écrasement définitif"

"Il faudrait renoncer à la Sarre, permettre l'Anschluss, autoriser le Reich à augmenter ses armements, lui rendre le TOGO et le CAMEROUN, faire pression sur la Pologne et l'amener à renoncer au couloir sous peine de catastrophe imminente d'où la France sortirait écrasée comme une punaise. Quant au plan YOUNG et aux dettes de guerre... fumées !"

A tous ces "lâcheurs" REVIRE rappela :

"... L'Allemagne avait dit cela en 1914 et pourtant elle a déclaré la guerre !"

"Pendant la guerre de 1914, l'Allemagne ne laissa que 180 000 hommes sur le front oriental, aujourd'hui, ça ne sera pas suffisant. En 1914, BERLIN était à 600 kms du front Est, la prochaine fois, le centre polonais se concentrera à 170 kms de Berlin (...) La France elle, a en plus, le soutien d'une armée coloniale bien plus forte qu'en 1914 : six divisions Nord-Africaines "sont concentrées en France, deux ou trois autres pourraient rapidement être ramenées d'Algérie, de Tunisie, du Maroc. Deux divisions sénégalaises sont stationnées en France, une autre en Afrique du Nord, sans compter une brigade malgache et des auxiliaires indochinois. Ces troupes remplaceraient aisément le corps expéditionnaires anglais, et défendraient les Alpes en cas de danger" REVIRE (L 23.10.30)

... à condition que nos armées eussent été en état d'accomplir leur mission... Quelques jours auparavant, suite aux déclarations de MAGINOT, interviewé par H. BERAUD du "JOURNAL" RAYOD avait répété que notre ministre souhaitait perfectionner notre statut actuel militaire, et rechercher une nouvelle formule "correspondant mieux à nos besoins et à nos moyens"

Et d'aucuns immédiatement de songer à une armée de métier, plutôt qu'à une armée nationale... par flatteries sur l'éventualité d'une suppression définitive du service militaire ou d'une réduction d'impôts... RAYOD fit alors la dissection du nouveau livre de VON SEECKT (le 3e) intitulé "la Défense Nationale".

L'ex-patron de la Reichswehr fit la démonstration probante d'une armée techniquement, stratégiquement et tactiquement nouvelle, mais dans laquelle l'armée de Métier et l'armée de service militaire obligatoire eurent chacune leurs attributs.

(L 8.10.30)

... A dessein de calmer encore la panique, REVIRE poursuivit ses investigations...

"39-40 millions d'habitants contre 68"

"... en 1913, la situation était pire qu'aujourd'hui"

Oui, c'est vrai, le taux de natalité allemand avait toujours dépassé le nôtre... mais pas en 1929 ! Pourquoi ?... la guerre, la crise révolutionnaire de 1918, l'effondrement monétaire de 1923, le chômage en 1930...

(...) "Oh ! c'est entendu, nous avons du terrain à regagner, c'est entendu, il n'y a pas de quoi être fiers. Mais il faut cesser de se prosterner devant l'Allemagne"

Contre eux

"une crise de moralité (...) qui remonte très haut dans le passé (...) un état "d'anarchie morale"

"Enfin, l'on oublie beaucoup trop que la France n'est pas du tout une communauté de 41 millions d'habitants, mais une communauté de 100 millions d'habitants. Sans doute, une part importante de ces 100 millions d'habitants habite des contrées lointaines ; c'est entendu leur "valeur" n'égale pas en général celle des européens"(...)

"Mais enfin puisque nous sommes sous le règne de la quantité, cette quantité là doit compter aussi. Et surtout, on oublie un peu trop les Français de race qui vivent hors de la France continentale. Il y en a un bon million rien qu'en Afrique de Nord et de qualité supérieure ceux-là. Sans parler des autres blancs en cours de francisation qui nous donnèrent pendant la dernière guerre, des combattants héroïques"

"La France est présente dans les cinq parties du monde ; elle joue par conséquent un rôle autrement considérable que ne joue l'Allemagne ; il en résulte pour elle un légitime surcroît de force. C'est pourquoi sans doute, les "petits Français, sont tous prêts à sacrifier de gaieté de coeur tout ou partie de notre empire. Mais leur désir, leur rage de "petitesse" tourne à la phobie, et leur germanophilie à la manie. C'est qu'ils ont l'âme pleine de cette anarchie allemande (...) Et le plus souvent, à leur insu"

"La destinée de la France est aux mains des Français"
REVIRE (L 6.11.30)

Ce même langage fut tenu par FRANKLIN BOUILLON vraisemblablement au début novembre (banquet de la fédération radicale indépendante de Seine et Oise) METZ qui n'avait jamais manqué de l'entendre, lui céda volontiers la plus large audience.

"... les élections allemandes montrent bien le véritable visage de l'Allemagne"

"Il faut reconnaître aujourd'hui que tout le monde s'est trompé sur l'état d'âme de nos voisins de l'Est. Sur les obligations YOUNG, sur les frontières, les réparations, le Traité de Versailles, tout le monde en Allemagne est d'accord. Le public français se réveille effrayé"

"Si les Allemands ne veulent plus payer les réparations, s'ils veulent rectifier leurs frontières, s'ils veulent réviser le Traité de Versailles, c'est la guerre"

"De tous côtés vous entendez parler de la guerre ; or, quand on parle de la guerre, c'est la crise économique qui naît. Il y a un moyen d'éviter la guerre : c'est d'abord l'union de tous les Français. C'est ensuite déclarer formellement que notre frontière de l'Est est sur la VISTULE. Nous avons un traité militaire avec la Pologne. Quiconque touche à la Pologne touche à la France. Quand on aura parlé aussi clairement, soyez tranquille, le danger s'atténuera" (L 4.11.30)

RITZ emboîta le pas :

"les peuples se cherchent-ils ? Fortifications et bruits de guerre"

"Dix fois, vingt fois, on pose la même question : "croyez-vous que nous aurons la guerre ?"

"D'abord une campagne insidieuse faisait entrevoir que "c'est la France avec son impérialisme qui était un danger pour la paix..."

"... puis peu à peu, on se remet à lire les journaux du pays ; si on entend des rumeurs, on remonte à leur origine facilement. On observe, on regarde, on réfléchit, on conclut"

"... deux faits ont accéléré ces bruits de guerre : la victoire des hitlériens, leurs rodomontades, leurs menaces répétées, puis les discours de M. MUSSOLINI, lesquels, parce qu'ils rappellent un peu trop ceux du Kaiser à la poudre sèche et à l'épée aiguisée, font craindre à l'opinion qu'ils soient suivis à leur tour des mêmes cataclysmes que les premiers"

RITZ reprocha la campagne de presse menée en France...

"c'est elle qui a motivé ces appréhensions. Pourquoi ? Pour justifier la construction d'une ligne de défenses terrestres sur nos frontières ?"

"Du moment que ce sont là des constructions défensives, non seulement le pays -les marches menacées surtout- n'a aucune raison de s'y opposer, il y a au contraire droit à ces défenses"

"Que l'on dise la vérité, que l'on montre le voisin, quel qu'il soit, dans ses efforts de redressement militaire et dans ses tendances militaristes, rien de mieux. Il faut donner des preuves qui convainquent. Mais une fois ces preuves connues, qu'on travaille en silence, qu'on cherche plutôt dans le calme et d'abord à l'abri, des occasions de rapprochement entre les peuples"

"Il n'y a pas à justifier des ouvrages et des dépenses qu'aucun patriote n'est tenté de mettre en doute"

"Ceux qui en Europe ou hors d'Europe, et même chez nous, veulent nous incriminer d'esprit militariste, le feront quand même, malgré les excuses que leur apportent tous les journaux de France et de Navarre"

"Mais laissons crier et même japper ! Laissons dire, chez ceux qui nous en veulent, nous ne changerons tout de même rien. Mais nous courons le risque d'énerver l'opinion de chez nous, qui a besoin plus que jamais de calme, de sérénité et de confiance, dans ses destinées pour accomplir le plein relèvement de la France. En créant notre ligne défensive, nous ne faisons que tirer les verrous de notre porte. Seuls seront mécontents ceux qui pensaient un jour fracturer cette porte branlante..."

"Notre devoir est d'être prudent, surtout après la dernière invasion dont la liberté nationale de notre pays devait être le prix (...) la guerre s'éloigne à mesure que nous sommes protégés" RITZ (L 4.11.30)

Lorsque le 6 novembre, il monta à la tribune de l'Assemblée, FRANKLIN BOUILLON voulut cette fois avertir le pays tout entier :

"les précieux avertissements de M. FRANKLIN BOUILLON"
(M 8.11.30)

"Nous avons été trompé de bonne foi..."

"Nous devons refuser à l'Allemagne qui a dilapidé volontairement ses finances, le moratoire qu'elle nous demande" ... se "défier" d'elle : pas de rapprochement sans sincérité absolue...

"Il faut reconstituer le groupe des nations menacées et qui veulent la paix. En face du danger, nous n'avons pas le droit de nous diviser, la division serait un crime"
(...)

"La frontière de la France n'est pas sur le Rhin, elle est sur la VISTULE. Quiconque touche à la Vistule, touche à la France" (M 7.11.30)

REVIRE emporté par la démonstration de FRANKLIN BOUILLON développa lui aussi le thème des deux Allemagnes, l'une sensée, l'autre nationaliste et agressive, encore qu'il n'existât qu'une Allemagne unanime dans ses buts extérieurs, mais "divisée quant à la méthode pour les atteindre !" Enfin, REVIRE s'en prit à la KOLNISCHE ZEITUNG (du 6 novembre) qui avait crié à la menace française de la paix du monde, à notre prétendu renforcement militaire... nous qui avons réduit le service militaire de deux ans à 18, puis 12 mois... ! Il voulut aussi démolir l'argumentation de la SAARBRUCKER LANDES-ZEITUNG (du 12 novembre) qui compara les 10 millions de mobilisables côté français (avec les Polonais - Tchécoslovaques - Belges...) aux 100 000 hommes autorisés par le Traité de Versailles...

" (...) la comédie continue. Nous surtout, aurions besoin de crier "FRANKREICH ! ERWACHE !" (L 13.11.30)

A l'intervention parlementaire de FRANKLIN BOUILLON, d'autres réagirent aussi, mais à leur manière... les journaux allemands...

"L'Allemagne veut une politique de paix (...) il n'y a "pas de réarmement" affirmèrent-ils ! Et la GAZETTE DE FRANCKFORT d'ajouter : "Qu'attend la France pour faire à l'égard de l'Allemagne une politique allemande ?"

(M 14.11.30)

"... La Reichswehr sait que le fléau de l'Allemagne c'est la situation politique intérieure et elle l'exploite (...) la presse d'outre-Rhin au discours de FRANKLIN BOUILLON du 6 novembre, s'est contenté de flétrir le "discours de haine de d'excitation" du député de Seine et Oise. C'est que la censure militaire fonctionne bien à Berlin. Nous avons du reste quelque chose d'analogue en France : les agences officieuses d'information ont fait le silence autour des manifestations nationalistes en Rhénanie, des persécutions dont les séparatistes ont été victimes, de la manifestation des Casques d'acier à Coblenze, etc. Nous faisons en pacifisme ce que le Reich fait en bellicisme. L'un ou l'autre à tort. Reste à savoir lequel !"

(L 28.11.30)

Mais alors, pour enrayer la contagion défaitiste dont trop de français craintifs avaient senti l'attaque, que devions-nous faire ? Céder, encore et toujours céder aux allemands ? Ou oser leur tenir tête une fois pour toute ?

De notre Chambre des députés, des voix s'élevèrent et crièrent au pays l'appel à la raison ! METZ les entendit et fut leur porte-voix

... D'abord "Edmond MIELLET" député de Berlfort

"Représentant d'une circonscription frontière, M. E. MIELLET, député de Berlfort, président de la commission des pensions est un des hommes politiques français les plus avertis de l'Allemagne et des questions allemandes"

MIELLET : "l'Europe d'après-guerre n'est peut-être pas parfaite, c'est avec l'idée d'une révision des traités que de nombreux exemples ont toujours montré que la politique du meilleur était trop souvent la politique du pire"

Il rappela que HERRIOT lui-même au congrès radical de Grenoble, avait rejeté le raisonnement simpliste :

"obtenir la paix contre quelques sacrifices octroyés aux Allemands" (...)

"Que se passerait-il si l'on acceptait le rattachement de l'Autriche ? (...) une insupportable hégémonie en Europe centrale"

"Et si l'on rétrocédait la POMERELIE (8 allemands sur 100 habitants) ?" (...) "une guerre inévitable (...) les polonais n'acceptant jamais"

... Reprenant la GAZETTE de BALE (langue allemande) MIELLET acheva : "tous les bavardages sur la révision n'ont pour résultat que d'accroître les soupçons et la haine" MIELLET (M 10.11.30)

Après FRANKLIN BOUILLON et MIELLET, l'opinion messine reconnut un autre chantre de la fermeté : MARIN. Son réquisitoire fut d'une rare violence...

- refus de tout moratoire...
- neutralisation rhénane mise en péril ;
- développement d'une armée de "coup d'Etat", forte de 260 000 hommes, avec des possibilités d'encadrement de deux millions de soldats... Une armée refoulant les socialistes du corps des officiers;
- inquiétude au sujet de l'Anschluss et des incidents de frontière du côté de la Pologne;
- maintien absolu des clauses sur la responsabilité de la guerre ; riposte à MUSSOLINI pour sa mauvaise foi;
- nécessité d'une diplomatie française capable de résister et contre-battre l'Allemagne et sa volonté de création d'un "syndicat des mécontents" aux traités ;
- attaque de face contre BRIAND...

"Est-ce par des paroles, en faisant des manifestations qu'un homme d'Etat fera preuve d'énergie ?"

"Ne servirait-il pas mieux son pays en faisant preuve de sang froid ?"

"La France est déjà assez forte, assez grande personne pour envisager avec sang-froid toute surprise. Le monde traverse une crise effroyable. Est-il nécessaire d'entraîner le pays dans les voies d'une panique déplorable?"

(L 14.11.30)

Tel fut le discours de MARIN, vrai, intransigent et ferme. METZ qui avait devancé et souhaité de semblables propos, vibra d'enthousiasme (PM 14.11.30)... Toutefois, le lendemain n'apporta rien en échange. BRIAND obtint "le vote de confiance au petit jour..." On nargua le pâle vainqueur !

"... La barque gouvernementale quitte les parages dangereux des interpellations sur la politique extérieure, en attendant qu'elle en aborde d'autres"...

"... dans son discours, il (BRIAND) a davantage répondu aux journalistes qui l'écorchaient un peu, tous les jours, qu'aux attaques de face de M. L. MARIN et M. F. BOUILLON" RITZ (L 15.11.30)

"Après tout, M. BRIAND a bien pu affirmer qu'il a raison,

et être sûr qu'il a tort..." (M 14.11.30 Vignette)

Une fois encore METZ sentit le vent de l'échec emporter ses espérances... Ce vent mauvais qui inséparablement murmurait le nom de BRIAND ! Mais dans la tristesse, on trouva peut-être un peu de réconfort... sans doute, l'annonce de la visite de POINCARE à ST MIHIEL et à SAMPIGNY n'y fut pas étrangère. Dans un contexte particulièrement fertile en événements et en émotions... à BRIAND et à son entourage béat de confiance, malgré nos erreurs, on accepta non sans quelques critiques, l'édification de la ligne de défense...

"Nos frontières. Du nouveau à l'Est"

"A propos de critiques sur les travaux de fortification en cours : certains y voient une menace plus qu'un paravent protecteur (...) On critique, personne n'apporte rien. Il y a eu l'idée du "Rhin français" puis d'une Rhénanie indépendante et Républicaine, Etat-tampon, ce fut un échec.

(...) certains acceptent mieux un état-tampon en Alsace-Lorraine !

... alors sur la ligne protectrice de nos frontières Durand conclut :

"Nous n'avons aucune objection à présenter contre cette proposition, à condition que les français consentent"

DURAND (L 18.11.30)

POINCARE et MAGINOT quand ils furent chez nous le 23 novembre, apportèrent une réponse.

... A SAMPIGNY, pour l'inauguration du drapeau des A.C...

"M. POINCARE dans son discours a dit l'horreur instinctive et raisonnée de notre LORRAINE pour la guerre ; nos Marches, plus exposées que toutes les régions de France, ont trop connu les horreurs de l'invasion de 1870 à 1918, pour n'être pas plus attachées à la paix que les autres parties de la France. Nous ne voulons pas la guerre, notre territoire nous suffit (...)

"Nous ne réclamons rien. C'est surtout en certains milieux étrangers qu'il faut faire une propagande pour la paix" (L 24.11.30)

Cependant qu'à LONGUYON, remettant la croix de la légion d'honneur à la ville, MAGINOT promit l'achèvement de la ligne de défense dans les délais prévus ; s'engagea au renforcement de la couverture : motorisation, modernisation... et rassura :

"le pays doit rester vigilant, il n'y a pas lieu de s'alarmer" (L 24.11.30)

... Quelques-unes de ses paroles furent mises à part...

"Sans provocation à l'égard de personne, animés de la seule volonté de pouvoir nous défendre, nous forçons l'instrument de notre indépendance, en exprimant le vœu que nous n'ayons jamais à nous en servir" (Vignette

L 25.11.30)

... Encore que ces nobles affirmations eussent commandé l'unanimité de la nation... le 19 novembre, un banquet de l'Union du Commerce et de l'industrie pour la défense navale, FRANKLIN BOUILLON avait fait reparler de lui. Il avait dénoncé le "péril de la France"

Le député de Seine et Oise avait redit sur intervention à la chambre contre la volonté allemande indivise à vouloir la révision ou la destruction du Traité de Versailles

"Voilà ce qu'on avait systématiquement caché à la France depuis cinq ans. Voilà ce que j'ai voulu crier au pays"

"Maintenant, il faut détruire une autre équivoque : ceux qui veulent maintenir, ceux qui veulent déchirer LOCARNO. Quand on ose le dire, ceux qui veulent la paix et ceux qui veulent la guerre.

"C'est bien la plus stupide des calomnies et l'arme la plus dangereuse donnée à nos adversaires. Elle ne vise qu'à perpétuer la lutte des partis, à l'heure où s'impose l'unité absolue de la nation. La lutte est aujourd'hui entre ceux qui voient clair et ceux qui refusent d'ouvrir les yeux..."

"Cinq ans de politique locarnienne pratiquée dans l'aveuglement nous ont valu notamment des réductions scandaleuses de nos réparations, une diminution certaine de

notre sécurité et de la sécurité de nos alliés par l'évacuation anticipée de la Rhénanie. Cela pour aboutir aux élections allemandes, triomphe des partis de violence, proclamant leur volonté de nous arracher tous les fruits de la victoire, et de remettre si nécessaire, le feu à l'Europe. Et l'on prétendait faire le rapprochement franco-allemand ! c'est le comble de la duperie"

"Continuer dans cette voie, ce n'est pas préparer la paix, c'est hâter la guerre"

"Tout le monde est partisan du rapprochement, mais il n'est possible que s'il y a bonne volonté et bonne foi égales des deux côtés. Il ne s'agit pas de pratiquer une politique de force, mais une politique de fermeté et de clairvoyance"

"A cette idée, il faut rallier l'unanimité de la nation en lui montrant les faits qu'on lui a obstinément cachés. Et puisque l'Allemagne a pris nettement la tête du syndicat des mécontents, des auteurs de désordre, La France se doit et doit au monde, de grouper, par la politique du respect des traités, tous les pays qui ont la même sensation du danger et la même volonté d'y faire face"

Consciente de la volonté allemande de démolir le Traité de Versailles, l'opinion messine avait voulu en ameuter la France... Sur le piètre constat de nos faiblesses consenties pour rien à nos voisins devenus par trop menaçants, METZ pensa qu'il était peut-être encore temps d'éviter le pire...